UnissResearch

Università degli studi di Sassari

Mastino, Attilio a cura di (1987) *L'Africa romana: atti del 4. Convegno di studio*, 12-14 dicembre 1986, Sassari (Italia). Sassari, Università degli studi di Sassari, Dipartimento di Storia. V. 1, 387 p., [22] c. di tav.: ill. (Pubblicazioni del Dipartimento di Storia dell'Università di Sassari, 8).

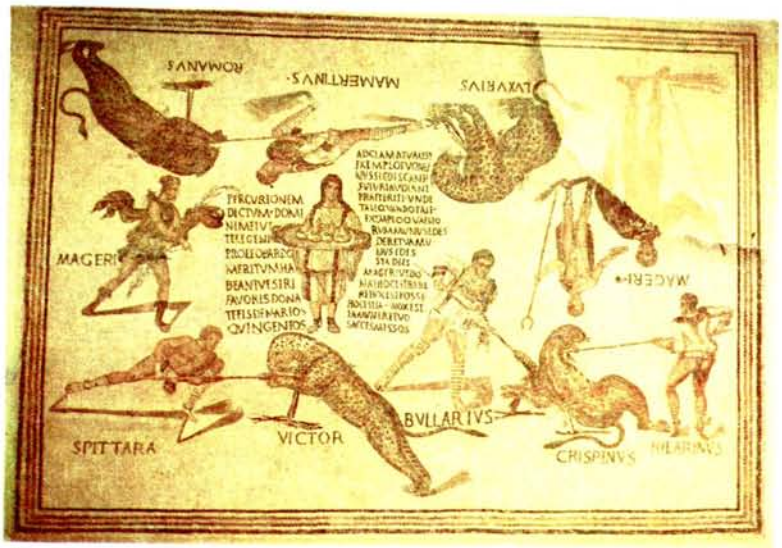
http://eprints.uniss.it/3656/

Documento digitalizzato dallo Staff di UnissResearch

L'Africa romana

Atti del IV convegno di studio
Sassari, 12 - 14 dicembre 1986

a cura di Attilio Mastino



Dipartimento di Storia - Università degli Studi di Sassari

Pubblicazioni del Dipartimento di Storia
dell'Università di Sassari

8.

Atti del IV convegno di studio su «L'Africa romana»

Sassari, 12-14 dicembre 1986

a cura di Attilio Mastino

L'Africa romana

Atti del IV convegno di studio
Sassari, 12-14 dicembre 1986

Dipartimento di Storia - Università degli Studi di Sassari

Questo volume è pubblicato
con il contributo della

Regione Autonoma della Sardegna
Assessorato della Pubblica Istruzione, Beni Culturali,
Informazione, Spettacolo e Sport

© Dipartimento di Storia - Università degli Studi
Piazza Conte di Moriana / (079) 270442 / 07100 Sassari (I)

Présentation

Assurément la chose est connue de tous. Mais, comme il ne faut pas hésiter à en croire l'auteur délicat de l'Epître aux Pisons *(*Haec deciens repetita placebit*), je prends plaisir à répéter cette vérité d'évidence : à Sassari, la science et l'agrément font bon ménage ; et nous devons à l'ami Attilio Mastino cette heureuse invention.*

S'il est manifeste, en effet, que le succès des «Journées de Sassari» est le fruit d'une sollicitude collective, il ne reste pas moins assuré que ces «Journées», qui nous enchantent tous, sont, en grande part, l'oeuvre d'un homme, à la fois chercheur et enseignant, et, tout à la fois, ami sincère du Maghreb arabo-musulman et historien passionné (mais sans déraison!) de son passé romain et de sa civilisation latino-africaine. Avant le premier rendez-vous de Sassari, vers la mi-décembre 1983, et au-delà du thème toujours actuel d'incessantes études, «Africa Romana» était, essentiellement, une référence scientifique et culturelle vénérable: c'était un recueil de conférences, publié à Milan, «sull'Africa Romana tenute nell'Anno Accademico 1935 - XIII dei Corsi Superiori di Studi Romani». Un volume qui se recommande encore par la qualité de ses analyses et pour les savants illustres qui l'ont fait : notamment, G. Guidi, A. Momigliano, R. Paribeni et l'inoubliable P. Romanelli. Depuis 1983, et sous les auspices de l'Université de Sassari, «L'Africa Romana» *c'est, en même temps, un séminaire périodique euro-maghrébin et une fête méditerranéenne de l'esprit comme du coeur ; mais aussi une marque de l'intérêt renouvelé de l'Italie pour «l'Africa settentrionale», non moins qu'une illustration éclatante du rôle de la Sardaigne.*

Enfin, et par-dessus tout, c'est maintenant une série de quatre livres.

Aussi n'est-il aucunement exagéré d'affirmer que personne, désormais, ne pourra se permettre d'avancer dans l'étude épigraphique et archéologique des provinces africaines pendant les siècles de l'Empire romain, sans avoir pris connaissance des «Actes de Sassari». Κτῆμα ἐς ἀεί.

Avec le présent livre se précisent les grandes lignes de ce qui distingue le Colloque sarde. Tout d'abord, il est dédié à l'histoire de l'Afrique des Romains, dans son ensemble. C'est-à-dire, non seulement les provinces africaines classiques, mais aussi la Cyrénaïque et l'Egypte. Outre l'avantage de rappeler le bilinguisme officiel de l'Empire, cet élargisse-

ment des perspectives permet, tout de même, de corriger ce que peut avoir d'étriquée telle vision du bassin occidental du mare nostrum, *le plus souvent centrée sur un axe nord-sud...*

Ainsi, une amphore de vin «ex prov(incia) Maur(etania) Caes(ariensi) Tubus(uctu)», *découverte dans une tombe royale, à Méroé, permet justement à Daniele Foraboschi d'évoquer — entre ce que nous appelons, de nos jours, l'Algérie et le Soudan — un long voyage, «un viaggio fortunoso per un'anfora di coccio che ha percorso circa 5000 km. lungo mari, fiumi e deserti», et d'y déceler la réalité d'un trafic transafricain d'ouest en est, tout autant que les indices de contacts romano-éthiopiens, vers le milieu du IIIe siècle après J.C. De même, grâce à une enquête prosopographique attentive d'André Laronde, il nous est donné de constater, pour une ville de culture et de traditions grecques, Cyrène, «le phénomène de la diffusion de la cité romaine dans l'aristocratie», et de voir que «ce sont les mêmes familles, très peu nombreuses, qui accaparent les principales charges de la cité...».*

Ce regard porté vers l'Orient grec nous vaut de découvrir avec Jean-Paul Rey-Coquais que, vers la fin du IIe siècle, il en est de Lepcis Magna, *colonie de l'Occident latin, comme de certaines vieilles cités grecques. A cette époque-là (notre regretté maître, Louis Robert, l'a montré) «les vieilles villes grecques renouvellent ou, parfois, créent, avec l'aide de leurs historiens et chercheurs, des parentés avec les autres villes» (L.R.). Or, nous apprenons ici que* Lepcis *a dédié, dans la ville romaine de Tyr, une statue personnifiant cette ville. Et ses deux dédicaces — l'une en grec, l'autre en latin — appellent Tyr la métropole de* Lepcis, *autrement dit sa «ville-mère», évoquant, de la sorte, les glorieux souvenirs de l'antique colonisation. Dans ce cas insigne, le souvenir prend appui sur un fait d'histoire authentique, vieux d'un millénaire, à savoir que* Lepcis *est «une fondation phénicienne, et plus exactement tyrienne», comme Carthage...*

*Ne fait-il pas bon, dans ces conditions, d'englober dans les études sur l'histoire de l'*Africa Romana *des enquêtes sur le monde de Carthage et une analyse des aspects restés vivaces et agissant de l'*Africa punica*? C'est pourquoi il était prévu que ces Actes comprennent, notamment, le texte d'une importante communication du Prof. Ferruccio Barreca, intitulée* Esplorazioni archeologiche a Capo Bon (Tunisia). *Mais la maladie empêcha le grand savant, si attaché à la Sardaigne et à l'Afrique des Phéniciens et des Puniques, de prendre part aux travaux de Sassari. Le 29 décembre 1986, il disparut. Cette mort brutale devait laisser à tous ceux qui ont connu et apprécié le regretté F. Barreca un sentiment durable de profonde tristesse. En Tunisie, nous gardons de ses missions si fructueuses un souvenir ému et reconnaissant.* Requievit in pace.

Fidèle à la tradition établie par ses trois prédécesseurs, ce volume reflète, harmonieusement, la richesse du programme proposé par les organisateurs du Colloque et, en contrepoint, la qualité des études, communications et interventions.

Introduite dès 1984 par René Rebuffat, l'histoire militaire semble en voie de devenir l'un des thèmes permanents de nos rencontres. Il y a lieu de s'en féliciter. Pour sa part, la prosopographie occupe une place notable et légitime dans ce livre. C'est que l'auctoritas *de Mireille Corbier et Ginette Di Vita-Evrard, de Michel Christol et Silvio Panciera en a fait une manière attrayante d'écrire l'histoire de l'Afrique romaine.*

Cependant, comme nous avons la chance de nous réunir, périodiquement, en Sardaigne, Sassari est devenu le lieu privilégié d'une information de première main sur la romanité sarde. Et, d'année en année, nous sommes conduits à mieux connaître l'Antiquité et les antiquités de la Sardaigne, tout autant que ses liens diversifiés avec l'Afrique mineure.

On le voit bien : à sa manière, ce volume d'Actes présente un bilan de premier ordre. Il fait réellement honneur à l'Université de Sassari, comme aux promoteurs du Colloque africain au sein du valeureux «Dipartimento di Storia», mais aussi aux institutions publiques et privées qui ont eu la générosité d'en financer la publication.

*Ce bilan étant largement positif, il est assuré que les historiens de l'*Africa romana, *où qu'ils soient dans le monde, veilleront longtemps à ce que le* «Convegno di Sassari» *fasse bonne et longue route et que jamais il n'en vienne à déposer son bilan.* Bonis Bene !

Carthage, août 1987 AZEDINE BESCHAOUCH

IV CONVEGNO DI STUDIO SU «L'AFRICA ROMANA»

L'epigrafia e la storia delle province romane del Maghreb

Sassari, 12-14 dicembre 1986

Calendario dei lavori

Venerdì 12 dicembre, ore 8,30:

— *Saluto* del prof. MANLIO BRIGAGLIA, vice Direttore del Dipartimento di Storia dell'Università di Sassari;

— *Saluto* del prof. PASQUALE BRANDIS, Preside della Facoltà di Magistero dell'Università di Sassari;

— *Introduzione* del prof. GIOVANNI BRIZZI, straordinario di Storia Romana nell'Università di Sassari.

I sessione (Aspetti generali, istituzionali, storici).

Presiedono André Laronde e Silvio Panciera, che introducono il tema;

— RENÉ REBUFFAT (Parigi): *L'implantation militaire romaine en Maurétanie Tingitane* ;

— PATRICK BARRAU (Marseille): *La place du vicariat d'Afrique dans le* cursus *administratrif du IVe siècle* (testo scritto);

— FERRUCCIO BARRECA (Cagliari): *Esplorazioni archeologiche a Capo Bon* (testo non pervenuto);

— GIORGIO BEJOR (Pisa): *Documentazione epigrafica di complessi statuarii nell'Africa romana: alcuni esempi*;

— MARIA BOLLINI (Ferrara): *Note sulla* classis *di* Caesarea *di Mauritania* (testo non pervenuto);

— LORENZO BRACCESI (Venezia): *Africa romana e* mare nostrum *nella pubblicistica dell'Italia unita* (testo non pervenuto);

— MICHELE CATAUDELLA (Firenze): *Società e diritto nell'Africa romana.* Ius Italicum: *alcune riflessioni*;

— LELLIA CRACCO RUGGINI (Torino): *Agostino ed i contadini d'Africa* (testo non pervenuto);

— JEHAN DESANGES (Parigi): *La* Cirta *de Salluste et celle de Fronton*;

— PAOLO DESIDERI (Firenze): *L'iscrizione del mietitore (*CIL *VIII 11824): un aspetto della cultura mactaritana del III secolo*;

— M'HAMED FANTAR (Tunisi): *Le mythe de Marsyas sur deux nouvelles mosaïques de Tunisie* (testo scritto);

— PAUL-ALBERT FÉVRIER (Aix-en-Provence): *Paroles et silences (à propos de l'épigraphie africaine)*

Discussione sulle relazioni e comunicazioni della mattinata:

— sulla relazione Rebuffat: MICHEL CHRISTOL (Parigi), YANN LE BOHEC (Grenoble);

— sulla comunicazione Bejor: PAUL-ALBERT FÉVRIER (Aix-en-Provence), SILVIO PANCIERA (Roma);

— sulla relazione Desideri: RENÉ REBUFFAT (Parigi), GIOVANNI SALMERI (Catania), SILVIO PANCIERA (Roma), PAUL-ALBERT FÉVRIER (Aix-en-Provence), VITANTONIO SIRAGO (Bari);

— sulla relazione Février: GIOVANNI SALMERI (Catania), RENÉ REBUFFAT (Parigi), ANDRÉ LARONDE (Parigi).

Venerdì 12 dicembre, ore 15:

Presiedono Noël Duval e Paul-Albert Février;

— MARIA FLORIANI SQUARCIAPINO (Roma): *Riflessi di vita locale nei mosaici africani*;

— MARCELLO GAGGIOTTI (Perugia): *Note sul commercio del marmo numidico a Roma in età tardo-repubblicana*;

— CLARA GEBBIA (Palermo): *Agostino*: pueros vendere vel locare *e la realtà africana*;

— TADEUSZ KOTULA (Wroclaw): *Faraxen, famosissimus dux Maurorum* (testo scritto);

— YANN LE BOHEC (Grenoble): *Recherches sur la hiérarchie militaire à propos de la IIIème légion Auguste*;

— PAUL M. MARTIN (Orleans): *Reconstruire Carthage? Un débat politique et idéologique à la fin de la république romaine et au début du principat* (testo non pervenuto);

— MARIO MAZZA (Napoli): *Disordini ed organizzazione religiosa in Africa* (testo non pervenuto);

— VITANTONIO SIRAGO (Bari): *Contadini liberi nelle province africane*;
— ROSARIO SORACI (Catania): *Pertinace ed il colonato romano in Africa* (testo non pervenuto);
— DOMENICO VERA (Parma): *Coloni ed enfiteuti nell'Africa Proconsolare* (testo scritto).

II sessione (Nuovi rinvenimenti epigrafici).

— LIDIANO BACCHIELLI (Chieti): *Il testamento di C. Cornelio Egriliano ed il coronamento dell'arco di Caracalla a Tebessa*;
— LIDIO GASPERINI (Roma): *Note di epigrafia leptitana* (testo non pervenuto);
— JOHANNES IRMSCHER (Berlino): *La genesi del* CIL *VIII*: Inscriptiones Africae Latinae;
— JERZY KOLENDO (Varsavia): *Le culte impérial et la faute du lapicide: à propos d'une inscription de Theveste* (testo scritto);
— ATTILIO MASTINO (Sassari): *La ricerca epigrafica in Marocco (1973-1986)*;
— JOYCE REYNOLDS (Cambridge): *Su alcune nuove iscrizioni dalla Tripolitania* (testo non pervenuto).

Discussione sulle relazioni e sulle comunicazioni della serata:

— sulla relazione Floriani Squarciapino: NOËL DUVAL (Parigi);
— sulla comunicazione Gaggiotti: PAUL-ALBERT FÉVRIER (Aix-en-Provence), NOËL DUVAL (Parigi), YANN LE BOHEC (Grenoble);
— sulla comunicazione Gebbia: PAUL-ALBERT FÉVRIER (Aix-en-Provence), YVETTE DUVAL (Parigi);
— sulla comunicazione Le Bohec: JEHAN DESANGES (Parigi);
— sulla comunicazione Bacchielli: MAURICE LENOIR (Roma), PAUL-ALBERT FÉVRIER (Aix-en-Provence), NOËL DUVAL (Parigi);
— sulla comunicazione Irmscher: PAUL-ABERT FÉVRIER (Aix-en-Provence), NOËL DUVAL (Parigi).

Sabato 13 dicembre, ore 8,30:

III sessione (Siti).

Presiedono Jehan Desanges e Johannes Irmscher;

— ANDREA CARANDINI (Pisa): *La villa del Nador (Tipasa)* (testo non pervenuto);

— NOËL DUVAL (Parigi): *L'épigraphie chrétienne de Sbeitla: originalité et évolution*;

— PIERRE SALAMA (Alger): *Vulnerabilité d'une capitale: Caesarea de Maurétanie* (testo non pervenuto);

— LEILA SEBAÏ (Tunis): *Une ville de Byzacène: Aggar?* (testo scritto);

— MAURICE LENOIR (Roma): *La colonia Iulia Constantia Zilil. Fouilles de Dehar Jdid, Maroc*;

— AOMAR AKERRAZ (Volubilis): *Reflexions sur l'urbanisme du quartier nord-est de Volubilis*;

— GILBERT CHARLES PICARD (Parigi): *Le statut de Mactaris de Trajan à Marc Aúrele* (testo scritto).

IV sessione (Prosopografia).

— ANDRÉ LARONDE (Parigi): *Prêtes d'Apollon à Cyrène à l'époque imperiale*;

— LIVIA BIVONA (Palermo): *La* gens Cassia *tra Africa e Sicilia*;

— MICHEL CHRISTOL (Parigi): *Gouverneurs de Numidie à l'époque sévèrienne*;

— MIREILLE CORBIER (Parigi): *Recherches prosopographiques sur Cirta et sa région* (testo non pervenuto);

Discussione sulle relazioni e sulle comunicazioni della mattinata:

— sulla comunicazione Lenoir: PAUL-ALBERT FÉVRIER (Aix-en-Provence), JEAN-PAUL REY COQUAIS (Djion), JEHAN DESANGES (Parigi);

— sulla comunicazione Christol: BERNARD REMY (Saint Etienne), YANN LE BOHEC (Grenoble).

È seguita una visita alle nuove sale del Museo Nazionale «G.A. Sanna» di Sassari con una presentazione del Soprintendente dott. FULVIA LO SCHIAVO.

Sabato 13 dicembre, ore 15:

Visita all'*Antiquarium* Turritano ed alle rovine di *Turris Libisonis*; visita della basilica romanica di San Gavino di Porto Torres (dott. FULVIA LO SCHIAVO, dott. RAIMONDO ZUCCA).

IV sessione (Prosopografia).

Presiedono Maria Floriani Squarciapino e René Rebuffat;

— GINETTE DI VITA EVRARD (Roma): *Sulle cariche africane dei fratelli* Cn. Domitii Curvii Lucanus et Tullus;

— CESARE LETTA, *La famiglia di Settimio Severo* (testo scritto);

— ANDREINA MAGIONCALDA (Genova): *I procuratori delle due Mauretanie: un profilo*;

— SILVIO PANCIERA (Roma): *Ancora sulla famiglia senatoria 'africana' degli* Aradii *(IV-V secolo)*;

— ZENEIB BENZINA BEN ABDALLAH (Cartagine): *Une hypothèse sur la datation du proconsulat africain d'*Appius Claudius Iulianus (testo scritto).

V sessione (Rapporti con le province non africane): Aula Magna.

— DANIELE FORABOSCHI (Milano): *'Mauretania' e Sudan: tracce di contatti*;

— VASSA KONTORINI (Ioannina): *Influence de Lindos sur le droit religieux de Cyrène: les suppliants de Cyrène à la lumière d'une inscription inédite de Lindos*;

— GIACOMO MANGANARO (Catania): *Tacfarinas e la Sicilia* (testo scritto);

— BERNARD REMY (Saint Etienne): *La place des sénateurs originaires des provinces d'Afrique dans l'administration des provinces romaines d'Anatolie au Haut-Empire*;

— JEAN-PAUL REY-COQUAIS (Djion): *Deux dédicaces de Lepcis Magna à Tyr*.

V sessione (Rapporti tra Africa e Sardegna): Aula E. D'Arborea.

— SIMONETTA ANGIOLILLO (Cagliari): *Modelli artistici africani nella Sardegna romana: il mosaico di Santa Filitica a Sorso*;

— MARCELLA BONELLO (Cagliari): *Popolazione e giochi: l'anfiteatro di Karales*;

— ALFONSO STIGLITZ, GIOVANNI TORE (Cagliari): *Ricerche archeologiche nel Sinis e nell'alto Oristanese (continuità e trasformazione nell'Evo Antico)* (testo scritto);

— CARLO TRONCHETTI (Cagliari): *La ceramica sigillata chiara della Sardegna meridionale costiera: revisione dei dati* (testo non pervenuto);

— RAIMONDO ZUCCA (Cagliari): *L'*opus doliare *urbano in Africa ed in* Sardinia.

Discussione sulle relazioni e sulle comunicazioni della serata:

— sulla comunicazione Angiolillo: MARIA FLORIANI SQUARCIAPINO (Roma);

— sulla comunicazione Bonello: PAUL-ALBERT FÉVRIER (Aix-en-Provence), ENZO CATANI (Macerata), GIORGIO BEJOR (Pisa), CINZIA VISMARA (Sassari), NOËL DUVAL (Parigi);

— sulla comunicazione Zucca: MARIA FLORIANI SQUARCIAPINO (Roma).

A conclusione dei lavori il prof. SANDRO SCHIPANI dell'Università di Sassari ha presentato il volume di Atti del terzo convegno su «L'Africa romana», svoltosi a Sassari tra il 13 ed il 15 dicembre 1985. Su sua proposta i partecipanti al Convegno hanno incaricato gli organizzatori di manifestare la preoccupazione per le notizie riguardanti il progetto di eliminazione dello studio approfondito della Storia Greca e della Storia Romana nelle prime classi delle scuole medie superiori.

Le conclusioni dei lavori sono state tratte da Maria Floriani Squarciapino (Roma) e da René Rebuffat (Parigi).

Domenica 14 dicembre, ore 7:

Partenza per Olbia secondo il seguente itinerario: Castelsardo, Capo Testa, Santa Teresa di Gallura, Palau, La Maddalena, Museo Navale Lamboglia (dott. RUBENS D'ORIANO), Caprera, Costa Smeralda, Olbia: chiesa di San Simplicio, mura romane.

Le partenze da Alghero, si sono svolte nella mattinata di lunedì.

Il Convegno, organizzato dal Dipartimento di Storia dell'Università degli studi di Sassari, si è svolto presso l'Aula Magna dell'Ateneo e presso la Sala Eleonora d'Arborea.

Oltre che dall'Università degli studi di Sassari, è stato concesso un contributo finanziario dall'Assessorato regionale alla Pubblica Istruzione della Regione Autonoma della Sardegna e dal Banco di Sardegna.

Al convegno sono pervenuti numerosi messaggi di adesione: tra tutti da parte del Rettore dell'Università di Bari prof. Attilio Alto; dal Rettore dell'Università di Siena prof. Luigi Berlinguer; dal prof. Marcel Le Glay del Ministére de l'Enseignement Superieur et de la Recherche Scientifique francese; dall'on.le Emanuele Sanna presidente del Consiglio Regionale della Sardegna; dal dott. Vincenzo Santoni soprintendente archeologo per le province di Cagliari ed Oristano; dal dott. Paolo Savona presidente del Credito Industriale Sardo; dall'arch. Francesca Segni Pulvirenti soprintendente per i beni A.A.A.S di Cagliari; dall'on.le Mario Segni sottosegretario di stato per l'Agricoltura; dal prof. Giancarlo Susini preside della Facoltà di Lettere di Bologna. Sono pervenuti messaggi di adesione anche dai proff. Patrick Barrau (Marseille), Piero Bartoloni (Roma), Angela Bellezza (Genova), Aurelio Bernardi (Pavia), Lorenzo Braccesi (Venezia), André Chastagnol (Parigi), Valeria Cicala (Bologna), Mireille Corbier (Paris), Angela Donati (Bologna), Naidé Ferchiou (Tunis), Augusto Fraschetti (Genova), Elio Lo Cascio (L'Aquila), Lidio Gasperini (Roma), Jerzy Kolendo (Varsavia), Tadeusz Kotula (Wroclaw), Giacomo Manganaro (Catania), Paul M. Martin (Orleans), Mario Mazza (Napoli), Gianfranco Paci (Trento), Gilbert e Colette Picard (Parigi), Daniela Pupillo Grazi (Ferrara), Joyce Reynolds (Cambridge), Pierre Salama (Alger), Carlo Tronchetti (Cagliari), Domenico Vera (Parma).

Il Convegno è stato curato, per la parte organizzativa, dal dott. Franco Garau, assistito da Antonio D'Ambra, Pina Noli, Caterina Petretto e dai laureandi di Storia Romana e di Archeologia delle province romane della Facoltà di Magistero di Sassari.

Elenco dei partecipanti

— Aomar Akerraz, Institut National des Sciences de l'Archéologie et du patrimoine, Volubilis;
— Alberto Andreoli, Ferrara;
— Simonetta Angiolillo, Istituto di Antichità, Archeologia ed Arte, Facoltà di Lettere, Cagliari;
— Mario Atzori, Istituto di Archeologia, Arte e Discipline Etnoantropologiche, Facoltà di Magistero, Sassari;
— Lidiano Bacchielli, direttore Istituto di Archeologia e Storia Antica, Facoltà di Lettere, Chieti;
— Giorgio Bejor, Dipartimento di Scienze Archeologiche, Pisa;
— Livia Bivona, Istituto di Storia, Facoltà di Magistero, Palermo;
— Marcella Bonello Lai, Istituto di Storia Antica, Facoltà di Lettere, Cagliari;
— Pasquale Brandis, Preside della Facoltà di Magistero, Sassari;
— Manlio Brigaglia, vice direttore Dipartimento di Storia, Facoltà di Magistero, Sassari;
— Giovanni Brizzi, Dipartimento di Storia, Facoltà di Magistero, Sassari;
— Martino Cambula, Istituto di Filosofia, Facoltà di Magistero, Sassari;
— Alessandro Campus, Sassari;
— Enzo Catani, Istituto di Archeologia e di Storia dell'Arte greca e romana, Facoltà di Lettere, Macerata;
— Michele Cataudella, Dipartimento di Storia, Firenze;
— Michel Christol, Centre de recherches d'histoire de l'antiquité, Université de Paris I, Panthéon-Sorbonne, Paris;
— Luciano Cicu, Istituto di Latino, Facoltà di Magistero, Sassari;
— Alessandro Cristofori, Ferrara;
— Jehan Desanges, Ecole Pratique des Hautes Études (IVeme section: Sciences Historiques et Philologiques), Paris;

— Paolo Desideri, Dipartimento di Scienze dell'Antichità, Firenze;
— Andrea Di Porto, Istituto Giuridico, Facoltà di Giurisprudenza, Sassari;
— Ginette Di Vita Evrard, Centre de recherches sur l'armée romaine et les provinces, CNRS, Paris;
— Rubens D'Oriano, Soprintendenza archeologica di Sassari e Nuoro;
— Noël Duval, UER d'Archéologie et d'Histoire de l'Art, Université de Paris-Sorbonne, Paris IV;
— Yvette Duval, Institut Histoire Connaissance, Université de Paris Val Marne, Paris XII;
— Paul-Albert Février, Université de Provence (Aix-Marseille I), Aix-en Provence;
— Maria Floriani Squarciapino, Associazione Internazionale di Archeologia Classica, Roma;
— Daniele Foraboschi, Istituto di Storia Antica, Facoltà di Lettere, Milano;
— Marcello Gaggiotti, Istituto di Archeologia, Facoltà di Lettere, Perugia;
— Alessandra Gara, Dipartimento di Scienze dell'Antichità, Pavia;
— Mauro Gargiulo, Sassari;
— Clara Gebbia, Istituto di Storia, Facoltà di Magistero, Palermo;
— Augusto Gianferrari, Bologna;
— Johannes Irmscher, Zentralinstitut für alte Geschichte und Archäologie, Akademie der Wissenschaften der DDR, Berlino;
— Vassa Kontorini, Università, Ioannina;
— André Laronde, Institut d'Histoire, Université de Paris-Sorbonne, Paris IV; direttore del Centre de recherche sur la Libye antique, Paris;
— Yann Le Bohec, UER d'Histoire et Histoire des Arts, Université des Sciences Sociales Grenoble II;
— Eliane Lenoir, Ecole Française de Rome;
— Maurice Lenoir, Ecole Française de Rome;
— Giovanni Lobrano, Istituto Giuridico, Facoltà di Giurisprudenza, Sassari;
— Fulvia Lo Schiavo, Soprintendente archeologo per le province di Sassari e Nuoro;
— Michele Luzzati, Dipartimento di Storia, Facoltà di Magistero, Sassari;

— Marcello Madau, Soprintendenza archeologica di Sassari e Nuoro;
— Andreina Magioncalda, Istituto di Diritto Romano, Facoltà di Giurisprudenza, Genova;
— Attilio Mastino, Dipartimento di Storia, Facoltà di Magistero, Sassari;
— Guido Melis, direttore del Dipartimento di Storia, Sassari;
— Alberto Moravetti, Istituto di Archeologia, Arte e Discipline Etnodemologiche, Facoltà di Magistero, Sassari;
— Silvio Panciera, Dipartimento di Scienze Storiche, Archeologiche e Antropologiche dell'Antichità, Università «La Sapienza», Roma;
— Maria Federica Petraccia, Roma;
— René Rebuffat, Ecole Normale Supérieure, Paris;
— Bernard Remy, Centre Jean Palerne, Université de Saint Etienne;
— Jean-Paul Rey Coquais, Faculté des Sciences Humaines, Dijon;
— Daniela Rovina, Soprintendenza archeologica di Sassari e Nuoro;
— Marina Saba, Dipartimento di Storia, Facoltà di Magistero, Sassari;
— Giovanni Salmeri, Istituto di Storia Antica, Facoltà di Lettere, Catania;
— Maria Chiara Satta, Soprintendenza archeologica di Sassari e Nuoro;
— Sandro Schipani, Facoltà di Giurisprudenza, Seconda Università di Roma; Facoltà di Magistero, Sassari;
— Vitantonio Sirago, direttore dell'Istituto di Scienze Storico-Politiche, Facoltà di Magistero, Bari;
— Giovanna Sotgiu, direttore dell'Istituto di Antichità, Archeologia ed Arte, Facoltà di Lettere, Cagliari;
— Grete Stefani, Soprintendenza ai beni A.A.A.S., Cagliari e Oristano;
— Giovanni Tore, Istituto di Antichità, Archeologia e Arte, Facoltà di Lettere, Cagliari;
— Raimondo Turtas, Dipartimento di Storia, Facoltà di Magistero, Sassari;
— Cinzia Vismara, Istituto di Archeologia, Arte e Discipline Etnodemologiche, Facoltà di Magistero, Sassari;
— Raimondo Zucca, Soprintendenza archeologica di Cagliari e Oristano;
— Sonia Zupancic, Trieste.

Ricordo di Ferruccio Barreca

A causa di una grave malattia, il prof. Ferruccio Barreca, già soprintendente archeologo per le province di Cagliari e di Oristano, non aveva potuto tenere nella giornata di apertura del Convegno (12 dicembre) la sua comunicazione intitolata *Esplorazioni archeologiche a Capo Bon*, comunicando comunque che avrebbe inviato entro breve tempo un testo scritto per gli *Atti*.

La morte improvvisa del prof. Barreca, avvenuta il 29 dicembre, impedisce ora la pubblicazione del Suo importante contributo.

Profondamente addolorati, in questa sede vogliamo ricordarLo con le parole di Sabatino Moscati: «Scompare con Ferruccio Barreca uno studioso insigne ed un promotore di studi che non sarà dimenticato. Venuto come ispettore archeologo in Sardegna, intuí subito l'eccezionale importanza delle testimonianze fenicie e puniche nell'isola, fino ad allora quasi inesplorate. In lunghi anni di ricognizioni e scavi scoprí nuovi centri, come quello di Monte Sirai, e ne esplorò altri, come quelli di Sulci e di Tharros. Non meno importanti furono le prospezioni archeologiche da lui effettuate nell'interno della Sardegna, che hanno posto in luce un imponente sistema di fortificazioni puniche nell'entroterra. La sua genialità nelle ricognizioni lo portò ad importanti scoperte di fortificazioni cartaginesi in Tunisia ed in Algeria, nell'ambito di una serie di missioni italiane. Una straordinaria generosità lo indusse ad aprire i musei e le collezioni allo studio di scienziati di ogni provenienza, con il risultato di una serie di pubblicazioni che hanno rivoluzionato la conoscenza della Sardegna antica. Si dedicò con passione all'insegnamento universitario, ponendo costantemente in luce i valori della civiltà fenicia e punica. Fu anche, e soprattutto, uomo di profonda lealtà, leale amicizia, cordiale apertura a chiunque, lasciando per tutto questo una traccia incancellabile ed una memoria affettuosa e commossa nell'animo di chi gli volle bene».

Saluto del Prof. Manlio Brigaglia, Vice-Direttore
del Dipartimento di Storia dell'Università di Sassari

Questo nuovo appuntamento sui temi dell'Africa romana si apre con i saluti di rito. Io porto il saluto del Dipartimento di Storia che, insieme agli auguri, ringrazia tutti quelli che sono venuti fin qui, in questi giorni in cui alcuni problemi legati alla meteorologia ed alla inadeguatezza dei sistemi di comunicazione hanno creato più di una difficoltà agli amici che dovevano raggiungere la Sardegna.

Da questo punto di vista dobbiamo lamentare alcune assenze, che speriamo possano essere comunque riempite nelle ore che verranno, per quanto i problemi restino.

Che cosa può dire un non specialista come me al di là di questo saluto? Intanto due cose: la prima per notare come il ripetersi fino al quarto anno d'un appuntamento come questo è già di per sé un risultato importante, se si pensa quanta fatica e quale notevole impegno di uomini e di mezzi richieda l'organizzazione di un convegno scientifico, soprattutto in una sede in qualche misura periferica, almeno geograficamente, come è la nostra; la seconda per sottolineare, per quanto lo possa sottolineare un non specialista come me, l'importanza dei suoi risultati scientifici e soprattutto il principio che è iscritto nello stesso titolo del convegno, il principio, cioè, secondo cui l'Università, che è il luogo deputato alla ricerca, ha una sua autonomia e insieme una sua universalità nei rapporti con il sapere e con la ricerca, per cui nessun tema le è estraneo.

Che poi il tema dell'Africa romana abbia in Sardegna un suo significato più specifico, un significato più omogeneo di quanto non possa avere in qualche altra sede d'Italia e d'Europa, questo potrebbe essere un tema di dibattito, ed è comunque un tema che abbiamo tenuto presente gli scorsi anni. Ricordo che l'anno scorso la professoressa Donati aveva usato l'immagine della Sardegna (che è stata poi ripresa dal prof. Susini nella premessa al volume degli atti dell'anno scorso che Mastino fino ad ieri notte sperava di poter consegnare oggi) come quella di una nave che ha l'ancora al centro del Mediterraneo e la prua diretta verso l'Africa.

Quelli di noi che non studiano la storia romana pensano in realtà che la Sardegna abbia due prue: e cioè una verso l'Africa e l'altra verso l'Europa. E le battaglie non più scientifiche ma politiche ed anche cul-

turali che si combattono oggi in Sardegna sono in gran parte rivolte contro coloro che ci vogliono sospingere verso l'Africa — non sto più parlando di una direzione scientifica — per affermare invece un movimento di ulteriore integrazione con l'Europa.

Rinnovo dunque gli auguri, che sono rivolti a tutti i presenti e anche a quegli assenti che fino all'ultimo momento hanno sperato di poter arrivare. Per quanto riguarda il Dipartimento di Storia, il nostro ringraziamento va anche al prof. Mastino: lo faccio tutti gli anni, e forse non è molto corretto che di fronte ad ospiti ci si faccia complimenti tra condomini o meglio tra coinquilini, come siamo col prof. Mastino; ma intendiamo ribadire di fronte a tutti che gli siamo grati non soltanto per l'impegno che mette in questa sua iniziativa ma anche per l'alto spessore scientifico che hanno questi studi e che è testimoniato dalla quantità (forse non esagero dicendo eccezionale) dei contributi che alla conoscenza dell'Africa romana sono venuti da questi convegni, i cui risultati peraltro sono già depositati in tre volumi che hanno ormai raggiunto e superato un totale di 1000 pagine.

Anche di questo noi siamo orgogliosi per la parte che ci tocca e ne siamo grati al prof. Mastino. E insieme con lui e con gli altri salutiamo, in questa occasione, il prof. Giovanni Brizzi, che da qualche settimana è straordinario di Storia Romana nella nostra Facoltà.

Saluto del Prof. Pasquale Brandis,
Preside della Facoltà di Magistero

Autorità, Colleghi, Signore, Signori, Studenti,

Il convegno di studi sull'Africa Romana è divenuto ormai, per me, un appuntamento consueto, in cui ritrovo amici vecchi e ne conosco di nuovi; amici ai quali sono ben lieto di portare a distanza di un anno, a nome, oltre che della Facoltà di Magistero e mio personale, il saluto più cordiale dell'Ateneo sassarese.

Amici vecchi e nuovi, ho detto, perché il colloquio promosso dalle cattedre di Storia Romana della nostra Università è divenuto ormai una meta tradizionale di aggiornamento, di riferimento e confronto per tutti gli studiosi del settore, che accorrono quindi — segno del successo di un'iniziativa ma anche dell'universalità del tema prescelto — sempre più numerosi da un arco quanto mai vasto di paesi: dall'Algeria, dal Marocco e dalla Tunisia, dalla Francia, dalla Repubblica Democratica Tedesca, dalla Grecia, dall'Inghilterra, e dalla Polonia, oltre che da molte delle più illustri Università italiane.

Contribuiscono a tenere in vita ed a far crescere di anno in anno questa iniziativa, oltre all'interesse dei temi trattati, la lunga tradizione di rapporti e di collaborazione tra il nostro Ateneo ed un gran numero di istituzioni italiane e straniere e più ancora, forse, permettetemi di dirlo, il senso amicale di ospitalità della nostra terra.

A distanza di quattro anni, la formula adottata si rivela quanto mai felice ed ha il merito di richiamare l'attenzione sul contributo originale delle singole realtà provinciali al processo di romanizzazione: su questo tema, che vede studiosi di varia provenienza e di diversa formazione confrontarsi alla luce dei più recenti risultati della ricerca storica, archeologica ed epigrafica. A questo punto non posso non sottolineare che dobbiamo soprattutto ad alcuni docenti il merito di aver ideato e portato avanti con impegno e capacità culturali ed organizzative un'iniziativa che fa certamente onore alla nostra Università.

Mi riferisco al prof. Sandro Schipani che è stato capace di sensibilizzare in modo eccellente studiosi della materia a livello nazionale ed internazionale, al prof. Attilio Mastino che ha saputo dare un contributo vitale ed essenziale al Convegno ed al prof. Manlio Brigaglia che, per di-

versi anni come direttore del Dipartimento, non ha mai mancato di dare l'apporto piú efficace all'iniziativa. Colgo l'occasione per confermare il mio personale impegno e l'impegno dell'Ateneo sassarese per individuare tutte quelle forme di collaborazione internazionale capaci di valorizzare il ruolo mediterraneo della Sardegna.

Interprete di questi sentimenti e nell'attesa della parola nuova che certamente ancora una volta verrà pronunciata dagli insigni studiosi qui riuniti, porgo a tutti il più cordiale benvenuto.

Giovanni Brizzi

Introduzione

Chiarissimo Signor Preside, Illustri Colleghi, Studenti, Signore e Signori; il mio legame con la Sardegna si è consolidato istituzionalmente solo di recente, e dunque il compito di aprire i lavori di questo Convegno, giunto ormai alla sua quarta edizione, mi compete esclusivamente in virtù della freschissima cooptazione nell'Ateneo sassarese. Dell'onore concessomi sono debitore alla cortesia degli amici Mastino e Schipani, ai quali — veri e soli animatori di questi incontri — va quindi tutta la mia gratitudine.

Sull'importanza culturale e politica dell'Africa, sul ruolo da essa svolto in età romana, sui suoi rapporti con la Sardegna molto è stato detto già nelle prolusioni ai precedenti Convegni, e meglio di quanto potrei fare io; l'occasione, tuttavia, impone di riprendere l'argomento, tale, peraltro, da destare suggestioni sempre nuove e diverse. In questo momento, in particolare, mi viene fatto di riflettere ad alcuni tra i caratteri più autentici della nostra cultura e al loro apporto decisivo durante l'approccio al mondo africano. Se è vero che la classicità rappresenta la *summa* di più modelli di pari dignità, il portato anche di aree diverse, fuso e sintetizzato dall'Ellenismo e soprattutto dall'impero di Roma, è altrettanto vero che tale osmosi non avrebbe forse potuto compiersi senza la presenza di connotati comuni se non unificanti. Il primo — e vorrei dire il più genuino ed immediatamente percepibile — di questi connotati è la dimensione mediterranea delle sue componenti più antiche. Come prettamente marittima, ad esempio, si configura *ab origine* la civiltà greca: quando ancora l'Epiro e la Macedonia sono considerati terre selvagge e mal note, ai margini stessi del mondo abitato, Efeso ed Alicarnasso sono per i Greci non meno greche di Corinto e di Sparta; quando si abbandona senza scrupoli la Tessaglia all'invasore persiano e quando ancora gli Etoli appaiono semibarbari agli occhi di Euripide, la sorte di Mileto cantata da Frinico è capace di destare in Atene emozione profonda. La *sympatheia* con i centri del litorale anatolico si spiega con la particolare concezione che gli Elleni avevano del mare, sentito come *pontos*; e dunque, nell'etimo originario, come «sentiero», tramite piuttosto che barriera tra sponde opposte. Anche in seguito, quando ormai l'ago della bilancia politica si è spostato a settentrione, verso la Beozia, la

Tessaglia, la Macedonia; quando il concetto di grecità si è dilatato a comprendere le genti dell'interno, si continua nondimeno a guardare al mediterraneo greco come al cuore dell'Ellade; e nella penetrazione diretta verso l'entroterra balcanico i Greci non superano mai lo spartiacque dello Strimone, quasi lo vieti loro un'invincibile riluttanza a staccarsi dal soffio del mare. Nella cultura greca il concetto del mare come *pontos* viene tuttavia esteso, per analogia, a tutto il Mediterraneo. All'estremo occidente, per esempio, i Massalioti hanno rigidamente custodito le tradizioni ancestrali *ac si medium umbilicum Graeciae incolerent* (Liv. XXXVII, 54, 21; cfr. Sil. Ital., *Pun.* XV, 169-172; etc.). Tenacemente legati al mare come ad un ideale tramite con la madrepatria, essi non hanno intrapreso mai alcuna attività, neppure semplicemente esplorativa, verso l'interno della Gallia; e il limite più settentrionale raggiunto dalla città pare coincidere con la cosiddetta linea della vite, vera e propria barriera climatica in direzione del continente.

Quanto all'Italia antica, è soprattutto la grande piana costiera che borda ininterrotta il Tirreno tra l'Etruria settentrionale e l'*Ager Campanus* a divenire la sede di una cultura superiore, unificata dai molti tratti comuni alle diverse aree che la compongono; sono queste le regioni che, inizialmente minacciate dall'esuberanza demografica di genti meno prospere ed evolute — quelle della Padania, ad esempio, o dell'Appennino —, finiscono per rivolgersi a Roma e sostanzialmente accettarne l'egemonia come sola garanzia del loro privilegio economico e della loro stabilità sociale; sono loro le oligarchie con le quali Roma finisce gradualmente, a sua volta, per identificarsi, in una osmosi che influenza profondamente la composizione stessa del senato della Repubblica. Solo così si spiega la genesi dell'antichissima concezione che vede la *terra Italia* scandita dall'Appennino, ad escluderne le regioni ad oriente della dorsale montuosa; solo così si spiega perché, comunque, fino alle soglie dell'era nostra si fissi il confine politico della federazione italica al tratto tosco-emiliano della stessa catena, ancora una volta quindi a ridosso di una linea climatica. Solo attraverso queste considerazioni si comprendono aporie e limitazioni nella più antica concezione dello *ius gentium*. Rivolto al Mediterraneo — o almeno gravitante su di esso — è dunque anche il nucleo originario dello stato romano.

Quanto si è osservato per l'Egeo può pertanto ripetersi per l'intero specchio del mare interno e per ambedue le civiltà dominanti. Quando ancora il continente europeo non rappresenta agli occhi dei Greci e dei Romani che un'indifferenziata realtà barbarica, il litorale africano è ad essi familiare e frequentato da tempo; e, tra le sue culture, quella punica almeno rappresenta un interlocutore antico ed autorevole.

Qualcosa di questo atteggiamento sembra essere sopravvissuto

sempre, anche ai ricorrenti rigurgiti di antagonismo con i Greci e persino alla ferocia dell'ultimo scontro con Roma. Nell'ora estrema della sua storia, in quell'anno 146 che ne vede la fine, su Cartagine scendono almeno le lacrime del vincitore: secondo Polibio (XXXVIII, 21, 1. Il testo, mutilo, di Polibio è pervenuto attraverso gli *Excerpta de sententiis*) l'Emiliano ἐδάκρυσε, «pianse» (per il termine si veda Diod. XXXII, 24, confortato da App., *Pun.* 132) sulla sorte della morente città. Della sincerità di questo atteggiamento molti — *in primis*, se ben ricordo, Gsell e Momigliano — hanno dubitato, reputandolo un tributo alla morale del tempo, atto studiato e in fondo senza autentico slancio emotivo. Più ancora, ha stupito l'altro gesto compiuto dallo stesso Scipione: il dono della biblioteca di Cartagine ai sovrani numidici (Plin., *nat. hist.* XVIII, 22) è stato sentito come scherno supremo al nemico sconfitto e, insieme, come sterile e in fondo beffardo omaggio ad una schiatta di *reguli* barbari ed incolti. Tali però i sovrani numidici non erano più da tempo. Largamente diffusa sembra essere stata, tra loro, la cultura greca: di chiara derivazione microasiatica sono le tombe dei notabili che, a partire dalla metà almeno del II secolo a.C., sorgono nell'entroterra nordafricano; con Siface e Masinissa compaiono già, sulla monetazione indigena, taluni simboli ellenistici della sovranità e cominciano probabilmente ad essere redatte genealogie regali che si richiamano ad Eracle. E tuttavia, se le lettere greche vanno sempre più diffondendosi tra i rampolli della nobiltà almeno dall'età di Mastanabale, nonno di Iempsale, prevalenti restano lingua e forse tradizioni puniche, con una dicotomia spirituale che sembra ripetere quella dell'ultima Cartagine. Consegnare ad uomini siffatti la biblioteca della città libica significa preservarne, non distruggerne la cultura, scomparsa in seguito ad altri, successivi processi; poiché non si può ragionevolmente credere che l'Emiliano, familiare di Massinissa e dei principi Massyli, protettore di Giugurta, ne ignorasse educazione ed apertura mentale, occorre pensare che proprio questo fosse in realtà il suo scopo, perseguito attraverso l'unico gesto capace di sottrarre alla furia, temporanea ma incontrollabile, dei suoi concittadini il patrimonio almeno ideale di Cartagine. La decisione dell'Emiliano sortì forse anche effetti che egli non aveva previsti. Dalla sopravvivenza della cultura punica trasse infatti alimento, in seguito, la tenace resistenza delle genti berbere alla romanizzazione; sicché si può forse dire che, salvando la biblioteca di Cartagine, Scipione abbia contribuito involontariamente allo sviluppo di una cultura alternativa. D'altra parte questi stessi testi hanno dato certamente un contributo essenziale alla formazione di un uomo come Giuba II, erudito tra i più famosi ed apprezzati del tempo suo; e quindi sia pur solo indirettamente, all'acculturazione delle genti africane. Dal gesto dell'Emiliano si può, a

mio avviso, inferire la fondamentale sincerità della sua commozione; più ancora, si può cogliere il senso pieno e compiuto dell'azione romana in Africa: il rispetto, mai completamente disatteso, per la dignità di una terra che costituisce sempre — anche per Roma — uno dei cardini della cultura classica.

Il mio intervento può forse chiudersi con una considerazione che è, al tempo stesso, l'auspicio più fervido di continuità per questi convegni. Se la sponda africana ha rappresentato per Roma parte essenziale e completamento dell'*orbis* mediterraneo, alla critica moderna sono invece a lungo sfuggite alcune tra le più genuine espressioni della sua cultura; e la loro riscoperta, oggi della massima attualità, è però un fenomeno relativamente recente. Un grande contributo per un sempre maggior consolidarsi degli studi sull'Africa antica in ogni loro settore è venuto e può continuare a venire proprio da Sassari e dalla Sardegna, non a caso oggi all'avanguardia. L'interesse per questo tema pare essere qui fatto non casuale. Se è vero che l'Africa fu *ab origine* parte integrante della nostra cultura, è a mio avviso altrettanto vero che, grazie forse ad una insularità in questo caso provvidenziale, la Sardegna ha custodito meglio di molte altre terre la vitalità del retaggio mediterraneo. Forse proprio per questo è caratteristico dei Sardi un *ethos* che, ancor oggi, mantiene l'uomo al suo centro; e mi piace pensare che da siffatto superstite umanesimo nascano intime, preziose consonanze; nasca, sia pur forse inconsciamente, la ricerca di originarie matrici comuni con tutte le sponde del mare interno, presupposto vitale per ogni studio, anche futuro, sull'Africa Romana.

René Rebuffat

L'implantation militaire romaine en Maurétanie Tingitane

Depuis la publication du camp de Thamusida en 1963, nous avons publié une série de recherches énumérées en annexe bibliographique, et traitant plus ou moins directement de notre sujet. Ces bilans et ces réflexions méritent d'être aujourd'hui repris, après les récents progrès accomplis par l'archéologie marocaine[1]. Il est bien possible que dans peu de temps, il faille encore remettre l'ouvrage sur le métier: du moins espérons-nous que de nouveaux progrès rendront cette révision nécessaire[2].

Il n'y a pas en Maurétanie Tingitane de contrée qui soit très loin d'un établissement militaire, si nous envisageons la province du point de vue de l'implantation romaine. Le pays ne peut pas se dissocier en une sorte de «Gaule» inerme, et de «Germanies» armées et sur le qui vive. Tout le pays est en un sens une place d'armes. Nous voyons aussi chaque jour davantage que des agriculteurs paisibles construisaient des chapelets de fermes, avec quelque confiance dans l'avenir, puisqu'ils plantaient des oliviers et installaient des huileries. L'histoire de l'implantation militaire romaine en Tingitane est donc indissociable de l'histoire de la province, et on ne saurait, dans le cadre de ces notes, entreprendre de l'écrire, tâche d'ailleurs jamais entreprise[3] depuis qu'en 1912, Henri de la Martinière a donné une *Esquisse de l'histoire du Maroc avant l'arrivée des Arabes,* très remarquable pour son

[1] Outre les recherches propres au Service de l'Archéologie du Maroc, désormais conduites par l'Institut National des Sciences de l'Archéologie et du Patrimoine, nous utiliserons les résultats des deux missions maroco-françaises qui travaillent dans le domaine classique, la mission de Dchar Jdid et la mission d'exploration du bassin du Sebou.

[2] On trouvera en annexe les références des ouvrages que nous sommes amenés à citer.

[3] Le premier Directeur des Antiquités du Maroc, L. Chatelain, a donné dans sa thèse «*Le Maroc des Romains*» la somme des ses connaissances, mais il écrit lui-même (p. 9) «Nous avons renoncé à traiter directement dans cet ouvrage de l'histoire proprement dite du Maroc romain». Son successeur immédiat, R. Thouvenot, a laissé une oeuvre considérable, mais surtout consacrée à l'étude de nombreux sites archéologiques, en particulier Banasa et Volubilis. Son successeur, M. Euzennat, a annoncé en 1963 qu'il préparait un ouvrage sur *La province romaine de Maurétanie Tingitane* («BCTH», 1963-1964, p. 119), non encore paru à notre connaissance.

temps[4]. En revanche, il n'est pas impossible de présenter quelques bilans particuliers, matériaux d'une synthèse future.

Peut-être n'est-il pas inutile de rappeler que la période provinciale romaine a été précédée au Maroc de trois phases historiques d'inégale durée: depuis les origines jusqu'à -33, une période royale, encore mal connue; de -33 à -25, la période dite de l'interrègne, pendant laquelle Octave régit le royaume, et fonde les trois colonies de Iulia Constantia Zilil, de Iulia Valentia Banasa et de Iulia Campestris Babba; enfin, la période du royaume protégé de Juba II (-25 à +23) et de Ptolémée (+23 à +40). La période provinciale se divise en deux parties: jusqu'à une date qui n'est pas connue à un an près, mais qui est probablement voisine de 285[5], Rome étend sa domination directe sur le bassin du Sebou; ultérieurement, elle ne conserve que le nord de la province jusqu'au bassin du Loukkos, et des stations côtières, la plus importante étant Sala[6], et la plus méridionale Mogador[7]. Le dernier document que nous possédions sur l'histoire militaire de la province est pratiquement la *Notitia Dignitatum*, l'archéologie offrant peu de précisions pour la période qui s'étend du début du Ve siècle au passage des Vandales[8].

[4] L'étude de R. THOUVENOT sur *Les diplômes militaires trouvés à Banasa*, «PSAM», 9, 1951, p. 135-182, est en réalité un essai d'histoire militaire de la Tingitane. Des vues d'ensemble rapides, mais intéressantes se trouvent dans des histoires générales du Maroc: H. TERRASSE, *Histoire du Maroc des origines à l'établissement du Protectorat français*, Casablanca 1954, en particulier p. 48-71; *Histoire du Maroc*, par J. Brignon, A. Amine, et autres, Casablanca, Paris 1967, en particulier p. 18-42.

[5] Les derniers témoignages épigraphiques connus à Volubilis sont les martelages du nom de Probus: *IAMI*, 360 361 410. A Banasa, R. Thouvenot avait supposé à juste titre qu'on possédait une inscription de Carus (*Banasa*, p. 75, n. 13). La suggestion a été malencontreusement rejetée par les auteurs des *IAMI*, 202. Dans un compte rendu («Arctos», XVII, 1983, p. 164). Olli Salomies a proposé de lire *[imp. Caes] M. A[urellio] Karo [inuicto ?] [pi]o fe[lici Aug* ---. Grâce à une photographie que M. Aomar Akerraz nous a aimablement communiquée, nous pouvons noter qu'à la dernière ligne O appartient bien à la fin d'un mot, et les deux lettres suivantes, EE, EF, FE ou FF (moins probablement EE ou FF, car elles sont différentes) au début d'un autre. La lecture *pio felici* s'impose et confirme que Karo est bien le nom de l'Empereur. — Les dernières monnaies attestées dans la zone évacuée appartiennent à Numérien et Carin. 1 Numérien à Volubilis, 1 Magnia Urbica à Souk el Arba (J. MARION, *Notes sur les séries monétaires de Maurétanie Tingitane*, «BAM», IV, 1960, p. 449-457). Mais Marion note aussi 1 Dioclétien et 1 Maximien de Volubilis ou de Banasa (*Numismatique*, p. 106) - M. A. Akerraz reviendra sur ce problème dans son ouvrage sur *Le Maroc de Dioclétien aux Idrissides*.

[6] Inscriptions constantiniennes de Sala: *IAMI*, 304-305.

[7] JODIN, *Iles purpuraires*, p. 17, 18, 24, 86, 156-160, 166, 180-182. Monnaies de Maximien à la fin du IVe siècle, p. 246-251. «Plomb byzantin» du Ve siècle, p. 251.

[8] Les récentes fouilles de Zilil-Dchar Jdid semblent attester qu'une destruction a eu lieu à une date qui conviendrait à l'invasion vandale.

Les camps romains

Les camps et les tours de guet sont les éléments visibles de l'implantation militaire. Nous n'avons actuellement pas de documentation sur des camps de terre.

La liste des camps connus peut actuellement s'établir ainsi pour le Haut-Empire:

Souiyar	Tamuda
Tabernae	
Frigidae	
Souk el-Arba	
Banasa	Sidi Saîd
Thamusida	Aïn Schkor
Sala	Sidi Moussa bou Fri
	Tocolosida

Pour le Bas-Empire:

Tanger-Gandori	Tamuda
El Benian	
Souiyar	
Tabernae	
Frigidae	

Plusieurs camps qu'on a cru identifier naguère doivent être désormais rayés de la liste.

Le Bou Hellou

On a d'abord identifié sur photographies aériennes «une enceinte rectangulaire de 300 m de côté environ»: «il s'agit sans doute d'un camp romain très important, le plus oriental que nous connaissons jusqu'à présent au Maroc?»[9] Les dimensions annoncées auraient dû provoquer quelque doute[10]. Et de fait, le contrôle au sol n'a en 1962[11] relevé que des éléments d'architecture appartenant à de modestes monuments[12].

[9] M. EUZENNAT, «BCTH», 1955-6, p. 204-205; «BAM», II, 1957, p. 228.

[10] Les plus grand camps du Maroc sont ceux d'El Benian (2,56 ha), et de Thamusida (2,30 ha).

[11] M. EUZENNAT, *Bou Hellou*.

[12] Un examen du pont du Bou Hellou, partiellement emporté par les crues, ne nous a pas permis de retrouver l'inscription à la Victoire Auguste vue par divers témoins dans une des piles du pont entre 1918 et 1960, et disparue ensuite. Le pont a été construit par le Gé-

Le Bled el Gaada

Ce site a été identifié comme un camp romain par J. Baradez. Adoptée par M. Euzennat[13], cette identification à conduit ce dernier à faire de ce camp un élément essentiel du dispositif défensif de la région de Volubilis: «il prend l'aspect ordonné d'un véritable quadrillage[14]». En réalité, comme l'a démontré M. Lenoir dans un Mémoire de 1980[15], il n'y a pas trace de camp sur un site qui ne s'y prête pas. En revanche, l'hypothèse avancée dubitativement par cet auteur, celle d'une tour de guet, a été consolidée par les recherches de la Mission du Sebou[16]: cette identification, proposée lors d'une communication d'avril 1985, a d'ailleurs été rapidement adoptée[17].

Dar Bel Hamri

L'existence possible d'un camp sur ce site avait été postulée par M. Euzennat[18]: il lui semblait en effet que ce camp complétait heureusement le «quadrillage» de la région de Volubilis, fondé sur la distance moyenne des *mutationes*[19]. En fait, il n'y a pas trace de camp, mais une tour de guet dont nous avons pu relever le plan.

nie en 1918 (inscription encore en place), et on note encore que de nombreux blocs taillés ont été remployés dans la pile est, probablement tirés du «mur de grand appareil (constitué) par de beaux blocs bien taillés» signalé par L. Chatelain en 1919 («BCTH», 1919, séance du 13 mai, p. CLXXIX-CLXXX). Il y a tout lieu de penser que l'inscription n'a pas été déplacée beaucoup depuis l'antiquité, mais provenait de cet édifice ou d'un autre semblable.

[13] BARADEZ, *Deux missions*, p. 294; M. EUZENNAT, «BAM», II, 1957, p. 227 et fig. 13.

[14] EUZENNAT, *Limes de Volubilis*, p. 197-198 et fig. 1.

[15] *Les établissements militaires*, mars 1980, p. 167-168.

[16] *Plaine et montagne*, p. 226.

[17] M. Euzennat écrit, Colloque de Montpellier, p. 254 «L'ouvrage de l'éperon du Gaada est en revanche bien réel, mais je le considère comme préromain». L'éperon du Gaada est barré par un vallum pour le moment indatable. Aucun des témoins, céramiques ou amphores, très abondantes, relevés sur le site, n'a de chance sérieuse d'être antérieur à +40. Ce qui fait que jusqu'à plus ample informé, on doutera même du caractère préromain de cet ouvrage. Dans un commentaire de notre communication à l'Académie des Inscriptions (*Recherches sur le bassin du Sebou*), M. Euzennat installe d'ailleurs désormais sur l'éperon du Gaada la tour de guet dont nous avons proposé l'identification (figure 7).

[18] *Limes de Volubilis*, p. 196 «Il serait logique qu'un sixième (camp) ait protégé Gilda (Souk el Arba de Sidi Slimane) vers le sud, peut-être à Dar Bel Hamri». Ce camp logique entre (fig. 1) dans le plan du «quadrillage» ordonné de la défense romaine.

[19] Le mot de *mutatio* désigne l'endroit où on changeait de chevaux sur la route. L'idée est amusante: mais peut-on la vérifier par d'autres exemples?

Rirha

L'existence d'un camp dans cette petite ville fortifiée a été proposée par Mme S. Girard[20] qui distingue sur les photographies aériennes une enceinte carrée d'environ 90 mètres de côté. Sur place, cette enceinte correspond au seul champ cultivé du site, et il n'est pas impossible que ce soit ce champ, établi dans le seul espace labourable, qui ait été pris pour un camp. Aucune trace au sol ne permet en tout cas de vérifier l'hypothèse.

Plusieurs camps de la liste établie plus haut méritent que nous leur consacrions un complément d'information[21]. On trouvera dans un tableau leurs dimensions, d'après les derniers travaux connus. D'autres tableaux rassemblent les éléments que nous possédons sur leur date d'occupation et sur la durée de cette occupation. Ajoutons à ces tableaux quelques notes complémentaires.

Souyiar

Nous avons proposé de voir[22], sur la photographie aérienne, la trace de deux camps, un petit superposé au coin du grand. L'hypothèse consolidée par l'existence à Tamuda d'un camp tardif, par l'occupation d'El Benian et de Tabernae au IVe siècle, et parce que nous sommes dans la région où on cherche les garnisons énumérées par la *Notitia Dignitatum,* a été vérifiée au sol par M. Lenoir[23]. Il y a bien deux camps.

El Benian

Ce qu'on connaît[24] du matériel archéologique, céramique et monnaies,

[20] *L'établissement préislamique de Rirha*, p. 96, faisant état, sans le reproduire, d'un relevé de l'architecte Desroziers, et d'un rapport de brigade topographique dont elle ne cite que quelques mots. Mme Girard, n'ayant pas vu, derrière la clôture où ils se dissimulaient, les vestiges de la porte de la ville, ne s'est pas rendu compte qu'elle s'intéressait non pas à un «établissement», mais à une ville, et pense que le rempart urbain, très probablement datable de la même période approximative que ceux de Thamusida, Banasa ou Volubilis, est «une protection de nécessité relativement tardive». La formule, à la lettre, est juste: on peut l'employer de beaucoup de remparts urbains! Mais elle est fausse, s'il s'agit par là de minimiser le témoignage fourni par une enceinte urbaine.

[21] Nous ne reprendrons pas ici les informations que nous avons données dans notre article sur *Les principia du camp romain de Lalla Djilaliya (Tabernae)*. Ce n'est pas non plus le lieu de présenter une étude générale des camps, M. Maurice Lenoir devant reprendre prochainement son Mémoire de 1980.

[22] *Lalla Djilaliya*, p.370.

[23] M. LENOIR, *Les établissements militaires*, p. 167; «BAM» XIV, 1971-2, p. 217.

[24] M. TARRADELL, *El Benian*, p. 302-309; M. PONSICH, *Tanger*, p. 352-255; R.R., *Lalla Djilaliya*, p. 369, d'où la bibliographie; M. LENOIR, *Les établissements*, p.177-178.

daterait ce camp de la fin du III° siècle, et son activité s'étendrait sur le IV° siècle. En revanche, le peu qu'on discerne de la typologie ferait penser à un camp du Haut-Empire. Mais un examen plus détaillé serait évidemment nécessaire.

Frigidae

Bien que Friglas (Frigidas?) soit mentionné par la *Notitia Dignitatum*, le camp de Soueir-Azib el Harrak ne semble pas offrir en surface de matériel du IVe siècle[25].

Souk el Arba

Nous avons en 1965 signalé que la voie est-ouest du camp de Souk el Arba était bordée de portiques, après avoir interprété le plan des vestiges[26].

Banasa

Ce camp a été vu par A. Jodin sur une photographie aérienne[27]. La visite au sol de la Mission du Sebou permet de noter que le site est recouvert par les alluvions, particulièrement épaisses à cet endroit. On a pu cependant noter que cet endroit était occupé dans l'Antiquité. Quelques pierres taillées, en place, semble-t-il, affleurent au sommet de la berge, au nord du «camp». Au sud, le creusement récent d'un puits a fait rejaillir de la céramique à la surface. Cependant, il faut admettre que seule la conservation du parcellaire nous assure de l'existence de ce camp, qu'on ne peut rayer de la liste jusqu'à plus ample informé, d'autant plus que l'épigraphie atteste à Banasa la présence d'une unité militaire.

Si on en croit la description de Tissot[28], l'enceinte urbaine de Banasa aurait été petite: 1100 mètres de tour, 400 mètres dans le grand axe

[25] Visite sur le site de A. Akerraz et de E. et M. Lenoir.

[26] Les ruines de Souk el Arba ont été considérées comme «confuses» et on avait cru voir que «plusieurs maisons» avaient été construites dans le camp (M. EUZENNAT, «BAM», II, 1957, p. 216). C'est visiblement le portique de la voie axiale du camp qui a été pris pour un élément de péristyle, comme nous l'avons expliqué dans *Thamusida* I, p. 163, note 1. Cette note faisait suite à une visite du site, au cours de laquelle nous avions également indiqué l'emplacement des tours de la courtine à un collaborateur du Service des Antiquités. Ces indications, portées sur un plan jadis conservé dans ce Service, ont servi de base au croquis publié dans *IAMl* p. 66, fig. 3. Voir également M. LENOIR, «BAM», XV, p. 226 n. 6.

[27] A. JODIN, *Banasa et le limes*.

[28] CH. TISSOT, *Maurétanie Tingitane*, p. 141. Il admet que l'enceinte était «à la base de la colline», mais ses chiffres impliquent une superficie urbaine de 6 hectares environ, ce qui est vraiment peu (Thamusida a 15 hectares). Il note d'ailleurs que «La ligne des murs (est) presque entièrement détruite».

sud-ouest/nord-est. Si on se fiait à cette description, on admettrait que le camp était hors les murs.

Thamusida

Rappelons qu'une monnaie datée de décembre 165 à été découverte sous le béton de la chapelle aux enseignes par J.P. Callu[29].

Sala

Les dimensions de ce camp, actuellement placé sous un cimetière, sont difficiles à mesurer. On considérait naguère qu'il mesurait 100 m sur 100[30]. Des recherches plus récentes lui donnent 154 m sur 128 environ[31].

Sidi Saïd

L. Chatelain avait considéré que le site était un «poste»[32] et D.J. Smith notait «It is difficult to avoid the conclusion that Sidi Kacem, the dimensions of which are in fact those of a cohort fort, was the site of that post»[33], celui de la *cohors iv gallorum*, attestée par deux inscriptions trouvées l'une sur place, l'autre au voisinage. Cependant, l'existence d'un camp romain était considérée comme encore soumise à un doute en 1967[34] et il convient donc de rappeler les circonstances de la découver-

[29] On ne voit pas trop dans ces conditions pourquoi on aurait «admis sans doute un peu trop vite» (M. EUZENNAT, *Le limes du Sebou*, p. 379) que la construction de la chapelle, et donc des *principia* et du camp, est postérieure à la limite haute fournie par cette monnaie. Cette inquiétude est d'ailleurs dissipée par la récente étude de G. Hallier sur *La fortification des villes de Tingitane au second siècle*, qui écrit (p. 617): «On avait étendu par extrapolation au *castrum* (sic!) un *post quem* de 166 retenu pour la chapelle des *signa*, mais cette date ne peut en réalité s'appliquer qu'à un second ou troisième état du sanctuaire car il existe au moins deux aménagements successifs du perron, lui-même rapporté». Si le perron est rapporté, c'est la meilleure preuve que la chapelle est plus ancienne que lui. Mais cette chapelle plus ancienne que son propre perron est toujours postérieure à la monnaie de 165-166 trouvée sous son sol. Les *principia* sont solidaires de la chapelle, et le camp des *principia*. Et dans l'affaire, il n'y a que le perron qui a (peut-être!) rajeuni.

Il est toujours tout aussi évident que des unités militaires stationnaient à Thamusida avant Marc-Aurèle. Nous ignorons où, mais nous avions déjà remarqué l'abondance dans le camp des monnaies antérieures à Marc-Aurèle (*Thamusida*, I, p. 176). On pourrait supposer qu'un camp primitif, dont les traces n'ont pas encore été rencontrées, pourrait se trouver, au moins partiellement, à l'emplacement du camp postérieur à 165. Mais l'argument tiré de ces monnaies manque de force.

[30] EUZENNAT, «BAM», II, p. 221.

[31] J. BOUBE, *Notes épigraphiques*, p. 115.

[32] L. CHATELAIN, *Le Maroc des Romains*, p. 117-119. Mais L. Chatelain a largement utilisé ce mot.

[33] D.J. SMITH, *Archaeological Report*, p. 115-116.

[34] M. EUZENNAT, *Le limes de Volubilis*, fig. 1.

te de la dédicace à Iulia Mamaea par la cohorte: «découverte en 1922.. en décapant le bord d'une croupe pour aménager une piste entre Petitjean et Sidi Kacem, sur la rive gauche de l'oued Rdom»[35]. «Elle provient d'un monticule qui domine de quelques mètres la rive gauche de l'oued Rdom. M. Leblanc, contrôleur civil, a naguère entrepris des fouilles...[36]». Or cette inscription, d'une taille considérable, n'ayant pu être beaucoup déplacée, on peut être certain qu'elle nous indique l'emplacement du camp de la cohorte[37]. Quant au «monticule», plutôt un terre-plein, il est bien adapté à un de ces camps d'environ 0,8 ha dont on a plusieurs autres exemples en Tingitane.

Aïn Schkor

C'est le camp dont l'occupation est attestée à la date la plus haute, puisqu'on a mention[38] de la *cohors i asturum et callaecorum* dès +57.

Dans sa dernière forme, ce camp aurait été pourvu de tours d'angle quadrangulaires, ce qui a permis de la comparer aux *quadriburgia* connus ailleurs dans l'Empire[39]. On attendra donc avec intérêt la publication des fouilles de 1959[40].

Sidi Moussa bou Fri

Le camp, découvert par Jean Baradez, qui y a trouvé une inscrip-

[35] L. CHATELAIN, *ILM*, 41.

[36] L. CHATELAIN, «BCTH», 1943-1945. Les *IAMI* (qui situent par erreur Sidi Saïd sur la rive gauche du Rdom) ne citent que partiellement le texte précédent, et pas du tout le second. Leur combinaison permet de situer exactement la découverte.

[37] L'inscription (*IAMI* 298) est bien dédiée à Iulia Mamaea, comme l'a montré l'examen auquel a procédé la Mission du Sebou. Il est donc inutile désormais de présenter cette restitution comme hypothétique. La pierre mesure 103 cm × 60 × 40. Cf. aussi M. LENOIR, «BAM», XV, 1983-4, p. 233 et n. 37.

[38] Nous avons déjà noté que l'inscription commémore, en parlant du *praetorium*, la construction de la résidence du commandant du camp, normalement placée sous la protection du Génie du lieu. La construction de cette résidence peut suivre bien sûr de peu la construction de l'enceinte et des *principia*, mais elle en est distincte.

Profitons de cette allusion pour noter que M. Euzennat («BCTH», 1976-8, p. 243), en écrivant («BCTH», 1963-4, p. 140) que la cohorte «a mis en place et construit le camp d'Aïn Schkor», ne prétendait pas donner une traduction de *praetorium composuit et fecit*, et ceci bien que *composuit* puisse se traduire par «a mis en place» et *fecit* par «a construit». On regrettera qu'après avoir compris que *praetorium* ne désignait pas le camp d'Aïn Schkor, il n'ait pas cru devoir commenter un terme si rare en épigraphie militaire. On trouvera ce commentaire dans nos articles «CRAI», 1975 p. 504, note 1; *L'arrivée des Romains; Lalla Djilaliya*, p. 371-1; *Génie du lieu*, «BCTH», 1976-8, p. 249.

[39] M. EUZENNAT, *Aïn Schkour et Sidi Moussa bou Fri.*

[40] Actuellement, on ne voit plus trace des fouilles conduites jadis sur ce site, sauf à la porte est, dont le passage est resté dégagé.

tion[41] et a fait un sondage limité au passage de la porte de l'est[42], a fait ensuite l'objet d'une fouille clandestine, qui a donné peu de résultats significatifs[43], puis d'une fouille dirigée par M. Lenoir, en cours de publication. Selon une hypothèse récente[44], ce camp aurait eu un plan de *quadriburgium*, ce qui n'est pour le moment pas confirmé par les documents que nous avons pu voir à Rabat. On attendra donc les travaux annoncés pour se prononcer.

Tocolosida

On ne connaît guère de ce camp que son enceinte et deux portes. Les dimensions indiquées ont varié[45], et on ne les connaît que grâce au travail de M. Lenoir: un carré de 135 mètres de côté.

[41] BARADEZ, *Deux missions*, «CRAI», 1955, p. 294-5. L'unique inscription découverte sur ce site mentionne une *coh(ors) part(horum)* pour Baradez, ainsi que pour M. EUZENNAT, «BAM», II, 1957, p. 227, note 6 et *Limes de Volubilis*, p. 196, et fig. 1. M. Euzennat a ensuite renoncé à cette lecture, «BCTH», 1976-1978, p. 246-7, pour ne plus retenir que les lettres ----*PA*. C'est cette lecture qui a été adoptée par les *IAMI* 814, qui ne donnent que *O----PA.----. M.* Euzennat et les *IAMI* proposent désormais de lire [his]PA et pensent à la *cohors i flavia ulpia hispanorum*.

Nous disposons d'une excellente photographie de ce monument dans les *Etablissements militaires* de M. Lenoir. Il est totalement impossible de trouver la place pour les quatre lettres *HISP* avant *PA*, on peut tout juste placer les trois lettres de *COH*. On ne peut donc lire que *COHPA*. D'autre part, les lettres sont relativement espacées, et après une lettre douteuse, assez large, qui pourrait donc être aussi bien *R* que *N*, nous avons, sur une partie de l'épiderme de la pierre bien conservée, un T parfaitement visible. On lit donc *COHPA.T*, et la lettre intermédiaire correspondant bien à l'emprise d'un R, la lecture *coh(ors) part(horum)* est tout à fait sûre.

A propos de la dédicace *genio ulpio*, la petite série de textes que nous avons commentés en mettant en rapport la consécration d'un *praetorium* avec un *genius loci* est assez cohérente pour qu'on se demande si l'expression *genio ulpio* n'est pas tout simplement ou une inadvertance, ou une variante de l'expression *genio ulpi*. En tout cas, on n'a pas compris nos exposés en nous faisant dire («BCTH», 1976-8, p. 247) que nous faisions de *ulpi* un nom libyque. Si les Romains baptisaient un camp d'un toponyme rencontré sur place, comme Gholaia, ils admettaient que le Génie du lieu était le Genius Gholaiae. Mais s'ils baptisaient eux mêmes leur camp, et dans ce cas là, ils ont quelquefois utilisé des noms neutres — Rapidum, Commercium — le Génie du lieu était évidemment Genius Rapidi ou Commerci. L'expression *genio ulpi* n'aurait donc rien de surprenant. On se demandera donc à nouveau pour finir si ce camp n'avait pas quelque chance de s'appeler Ulpium?

[42] M. LENOIR, *Etablissements militaires*, p. 202.

[43] Renseignement oral de M. Lenoir, qui a fait visiter le camp à la Mission du Sebou.

[44] M. EUZENNAT, *Aïn Schkour et Sidi Moussa bou Fri*.

[45] 175 m de côté pour L. CHATELAIN, *Tocolosida*; 160 m de côté pour M. EUZENNAT, «BCTH», 1965-6, p. 160. Sur le plan sommaire publié par M. Euzennat, BAM, II, p. 224, fig. 11, le camp, à l'échelle indiquée, a environ 135 mètres de côté, ce qui est exact. Mais ce croquis a été recopié par les *IAMI*, avec une modification d'échelle calculée de façon que le camp retrouve ses fantaisistes 160 mètres...!

L'enceinte urbaine de Tocolosida, pour autant qu'on la connaisse, semble appartenir à la même série typologique que celles de Tocolosida et de Thamusida[46]. Le seul plan publié donne à penser qu'elle s'est appuyée au camp préexistant, comme dans le cas de Thamusida. Cette antériorité du camp pourrait être confirmée par l'épigraphie, s'il a bien été occupé par l'*ala i augusta gallorum*[47]. Il est en tout cas probable que la protection de Volubilis nécessitait à cet endroit la présence d'une garnison[48].

Comme on le voit, nos connaissances sur les camps ont évolué rapidement, et évolueront encore, au fur et à mesure des enquêtes et de la parution des publications. Actuellement, on connaît 12 camps du Haut-Empire, en comptant Banasa, et en ne comptant pas El Benian. Pour le Bas-Empire on connaît 6 camps, en comptant Frigidae, malgré l'absence apparente de matériel du IVe siècle.

A ces camps, il faut ajouter ce que nous appellerons des «garnisons»: nous savons qu'il existe des troupes stationnées, mais le lieu de leur cantonnement nous échappe. Pour le Haut-Empire, le procurateur dispose de troupes à Tanger[49]. Une aile semble attestée à Ksar el-Kebir. Enfin, nous ne savons où stationnaient à Thamusida les troupes attestées avant la construction du grand camp. Pour le Bas-Empire, nous savons qu'il y a des troupes à Sala, mais nous ne savons pas si elles occupent l'ancien camp, et à Lixus, où nous supposons qu'elles sont en ville. Trois garnisons, Castrabariensi, Pacatiana, et peut-être Duga, sont en des points dont la situation nous est inconnue.

Le tableau chronologique de l'occupation des camps ne doit pas, à notre sens, incliner vers trop de scepticisme. Nos témoignages sont assez anciens à Thamusida (79 et 88), Sala (88) Sidi Saïd (2e moitié du Ier siècle), Aïn Schkor (avant 57) Tocolosida (88) pour qu'on puisse admettre que ces points sont occupés lors de la conquète. Au surplus, Tocolosida et Aïn Schkor sont nécessaires à la sûreté de Volubilis, Sidi Saïd est la clé de tout le dispositif et consolide la valeur d'une colonie, Babba, Souk el Arba et Frigidae assurent les communications vers le nord. Si nous essayons de nous demander maintenant quel est le camp dont nous

[46] Ce qui est aussi l'avis d'E. LENOIR, *Traditions hellénistiques*, p. 343-344.

[47] L'*ala augusta gallorum* est attestée dans la province à partir de 88: ROXAN, *Auxilia*, p. 844.

[48] On notera que si on décompose le nom du site en Tocolo-sida, sur le modèle de Thamu-sida, on peut rapprocher Tocolo-, TKL, du nom actuel de la région de Tocolosida, le bled Takourart, TKRT. Cette région a été occupée de façon très dense pendant la période provinciale, comme le montrent les recherches de la Mission du Sebou.

[49] Les soldats qui y sont attestés pourraient être détachés par leurs unités d'origine.

ayons quelque raison de penser qu'il n'ait été occupé qu'au IIe siècle, nous ne trouvons que Sidi Moussa bou Fri: encore cette occupation daterait-elle probablement de Trajan.

En ce qui concerne le Bas-Empire, l'archéologie confirme dans l'ensemble le témoignage de la *Notitia Dignitatum*: Tanger, El Benian, Tamuda, Souiyar, Tabernae[50] sont effectivement occupés au IVe siècle; l'occupation de Sala est très vraisemblable, puisque la ville a fourni plusieurs témoignages de ce temps; et en attendant de nouvelles informations, on ne doutera pas a priori de l'occupation de Friglas-Frigidae, de Castrabariensi[51] ou de Pacatiana. On peut supposer que tout ce dispositif était encore intact sous Honorius, mais qu'il n'a pas résisté à la tourmente vandale en 429, si du moins il avait encore quelque vigueur.

Les tours de guet

a) nord du Maroc.

Elles sont pour le moment mal connues[52]. Un chapelet de tours a été signalé entre le camp d'El Benian et la mer, au nord de l'Oued Kebir et du Jebel Shiro et plusieurs autres dans la région de Tanger. Une autre tour a été repérée récemment au sud-ouest du camp de Souyiar[53].

b) du Loukkos au Sebou.

Une tour récemment découverte (MM 4) se trouve à mi-chemin de Frigidae et de Banasa, surveillant un point de passage obligé de la voie romaine. Plus au sud, on ne connaît pas de tour au voisinage du camp de

[50] Tocolosida fournit en surface un peu de céramique du IVe siècle, mais il s'agit probablement d'un habitat civil. La ville de Volubilis n'est pas désertée non plus à cette époque. E. LENOIR, *Volubilis des Baquates aux Rabedis: une histoire sans paroles*? «BAM», XV, 1983-4, pp. 299-309.

[51] Nous devons certainement renoncer à identifier Castrabariensi avec un Castra Babbensis, comme nous l'avions pensé dans *Les erreurs de Pline,* quand nous voulions chercher Iulia Campestris Babba au nord du Sebou. Nous pensons maintenant que le témoignage du Ravennate impose de chercher Babba au voisinage du segment Tocolosida-Aquae Dacicae: voir *Plaine et Montagne*, et *Recherches sur le bassin du Sebou.*

[52] Ponsich, *Tanger*, carte p. 346. Voir aussi *Région de Tanger*, n. 4 (différent des précédentes), 75 (identique), 53 (au sud d'Asilah), 54 (à l'est de Kouass), 60 (sur la piste d'Asilah à Zilil), 62 (au sud de Kouass: «il s'agit sans doute d'une tour de guet chargée de la surveillance des madragues antiques) 65 (entre Zilil et Suiar). Cet auteur signale aussi des «points fortifiés» ou sites fortifiés (n. 71, 75, 87): voir aussi la carte citée dans *Tanger*. Dans la *Région de Lixus*, cet auteur signale aussi une tour ronde (n. 13) et une tour carrée (n. 16). Il y a là des points de départ pour une enquête ultérieure. M. LENOIR, *La région de Dchar Jdid*, «BAM», 1981-2, p. 215, n. 15 ne signale pas de tour de guet à Dar Sied = *Région de Tanger* 60.

[53] Indication de M. Lenoir.

Souk el-Arba[54], ni dans les parages de Banasa, qui d'ailleurs ne s'y prêtent pas.

Vers l'est, deux tours (SN10 et KW 2, lieu dit Ferme Biarnay)[55] dominent la région du confluent du Sebou et de l'Ouerrha, et ont de bonnes vues vers la région de Volubilis.

c) région de Thamusida

Les tours du camp avaient de bonnes vues sauf vers le sud-est. Quatre tours occupent la petite chaîne de collines qui barrent l'horizon de ce côté[56]. Plus à l'ouest, on attendrait qu'une tour ait veillé sur l'embouchure du Sebou, mais la prospection de cette région est actuellement difficile. Vers l'est et le nord-est en direction de Banasa, on ne connaît pas de relais.

d) région de Sala

On ne connaît pas de tours de guet isolée. En revanche le fossé de Sala[57] semble avoir été flanqué de tours: mais on ne dispose pas d'étude récente à leur sujet.

e) région de Volubilis.

La plaine du Gharb est limitée par un arc de cercle d'escarpements plus

[54] Mais la prospection de cette région est à peine amorcée.

[55] Sur la ferme Biarnay, mise au point de J. Boube, *A propos de Babba Iulia Campestris*.

[56] Ces quatre tours ont été repérées lors des fouilles de Thamusida (*Thamusida* I, p. 170-3). Une récente visite à Si bou Maïza à confirmé qu'il s'agit bien d'une tour de guet. En revanche, une nouvelle visite à la cote 30 a montré qu'il ne s'y trouve pas de vestiges antiques.

[57] R.R., *Le fossé romain de Sala*, avec les indications fournies par la bibliographie. On ne dispose toujours pas d'une étude digne de ce nom sur cet ouvrage. Nous avions noté que dans la seule coupe jadis publiée (M. Euzennat, «BAM», II 1957, p. 221 et fig. 10 p. 222) la description (fossé aussi profond que large) ne correspondait pas au croquis (fossé deux fois moins profond que large). En fait une visite à la courte section restaurée par L. Chatelain permet de voir aujourd'hui un fossé dont l'ouverture supérieure (émoussée, et pourvue par Chatelain, sur son bord nord, d'un mur qui n'a peut-être existé que dans son imagination, mais qu'il n'a heureusement pas prolongé longtemps) mesure environ 5 mètres. On admettra donc provisoirement que sur la coupe présentée, le fossé avait 4 mètres de large et environ 2 mètres de profondeur. Cette restitution permet, sur le croquis, de donner 4,70 mètres à la berme sud, et 50 cm d'épaisseur au mur qui la limite. En revanche, dans la section Chatelain, des vestiges de mur se voient au ras du bord sud du fossé. — Ce n'est pas le fossé qui est désigné par *murorum opere* dans le décret de Sala, mais l'enceinte urbaine de la ville, découverte par J. Boube (voir déjà en 1976 J.H. Benslimane, «BAM» X, p. 250). M. Euzennat («CRAI» 1984 p. 379) nie l'existence de cette enceinte pour appliquer ces deux mots au fossé.

ou moins prononcés depuis Dar Bel Hamri jusqu'à l'Ouerrha, en passant au voisinage de Sidi Saïd-Sidi Kacem. 4 tours dominent la plaine, mais assurent aussi le relais vers la zone des piémonts qui s'étend entre Sidi Saïd et Volubilis. QN 2, Dar Bel Hamri, surveille également la vallée du Beth; QC 72 veille sur la colonie de Babba et elle est flanquée d'une seconde tour d'intérêt tactique QC 73; QC 207 protège les abords de Babba, et assure le relais vers le nord; KW 7 a d'immenses vues, aussi bien vers les tours du Sebou que vers les installations militaires du voisinage de Volubilis[58].

Les piémonts qui s'étendent entre Sidi Saïd et Volubilis sont protégés par une couronne très dense aux environs de Volubilis. En revanche, ce dispositif est pour le moment lacunaire entre le Rdom et Sidi Moussa bou Fri, et entre Sidi Moussa et le Beth.

La tour de Zegotta QC 161 a d'autre part des vues sur la vallée de l'oued Zegotta, jalonnée de fermes antiques. Nous ne savons pas encore si ces établissements, étaient ainsi protégés, tout en se trouvant en dehors du limes, ou si nous devons chercher d'autres tours plus à l'est.

En revanche, vers le sud, une tour récemment découverte MK 1 place à l'intérieur de la zone surveillée les pentes sud du Zerhoun et la vallée du Sejra. Nous ignorons encore s'il s'agit d'un ouvrage avancé, ou d'un élément d'un dispositif plus complexe.

L'ensemble de ce dispositif offre tel quel une certaine cohérence. Nous ne pouvons cependant pas encore savoir si nous devons penser à un relais général du guet permettant des communications optiques continues de Tanger à Sala et à Volubilis, ou bien si on s'était contenté de protéger les zones où les vues des camps et la dissuasion qu'ils exerçaient ne suffisaient pas.

[58] Notre nouvelle carte des tours de guet, si on la compare à celle que nous avons publiée dans *Recherches sur le bassin du Sebou*, fig. 4, ne comporte plus la QC 90, au sud-est de Volubilis. Les vestiges en place correspondent bien à ceux qu'on attendrait, mais cette tour serait placée trop bas pour être très utile. Nous préférons donc la supprimer de la carte, à la suite de la découverte de la tour QC 274 qui ayant d'amples vues sur le couloir de Moulay Idriss, rend la précédente inutile. Nous supprimons aussi QC 199, point qui offre du matériel antique, mais qui n'est pas une tour de guet, sa présence sur la carte des tours étant due à un simple qui pro quo: la vraie tour est QC 274. On comparera également notre nouvelle carte à celle que nous avons publiée après la campagne du printemps 1985: nos connaissances étaient encore à cette époque lacunaires. Notons que nous avions employé une formule un peu ambiguë pour désigner la tour de guet QC 73 du Zenoffa, en disant qu'elle était «à côté» du fortin QC 72 (*Plaine et Montagne*, p. 236, note 15), ce qui vaut à cette tour d'être accotée au fortin sur la carte publiée par M. EUZENNAT, «CRAI», 1987, fig. 5. En réalité, la distance est de 550 m.

Typologie des tours

Aucune n'a été fouillée[59] et on doit se contenter d'observations superficielles.

Le plan, visible seulement dans 5 cas, est rectangulaire. Les dimensions vont de moins de 10 mètres de côté jusqu'aux 19,5 m × 16,5 de QC 72, qui est déjà un fortin. Ce dernier offre seul une subdivision interne. On ne connaît pas de fossés ou de palissades périphériques[60].

La pierre de taille était utilisée pour les angles. Les murs étaient en maçonnerie de moellons. La brique et la tuile étaient employées. Cet emploi distingue pour l'essentiel les constructions militaires des fermes, pour lesquelles le toit de tuiles semble avoir été pratiquement inconnu[61]. On imaginera que ces tours étaient hautes: de 6 à 10 mètres, probablement.

La portée des signaux pouvait aller couramment jusqu'à une vingtaine de kilomètres: 18 entre KW 2 et KW 7; 28 entre KW 2 et et QC 72; 24 entre QN 2 et QC 73, etc. Mais très souvent, les distances étaient moindres. La tour du Bled Gaada QC 9 était à une douzaine de kilomètres de ses correspondants principaux. Les camps avaient des moyens de signalisation plus puissants[62].

Chronologie des tours

Dresser en quelques lignes un tableau de l'occupation chronologique des tours de guet n'est pas aisé: il faudrait pour chacune donner la liste du matériel recueilli[63] et la discuter. Ce travail ne peut entrer dans

[59] M. Euzennat signale dans *Le limes de Volubilis* (p. 195) «des sondages ou même des fouilles partielles». Ces travaux ne sont pas publiés pour le moment, et ils n'ont laissé aucune trace sur le site des tours de guet. En revanche, nous avons pu noter (voir notre tableau) que certaines tours avaient fait l'objet de fouilles clandestines, caractérisées par de petits trous pratiqués au hasard, à la manière des chercheurs de trésors. Les réserves marocaines ne contiennent pas de matériel en provenance des tours de guet, sauf pour le fortin du Zenoffa, qui avait été visité par M. Max Guy, bien connu au Maroc pour ses recherches de photointerprétation. Cette boîte avait été soigneusement renseignée par l'inventeur des tessons. Il n'est pas impossible qu'on doive à ce chercheur la découverte de ce fortin.

[60] L'éperon du Bled Gaada est barré par un talus, mais rien ne dit que cette fortification dépende de la tour de guet.

[61] Sur ce point, *Plaine et montagne*, p. 233.

[62] Sur la télégraphie optique dans l'antiquité, R.R., *Végèce et le télégraphe Chappe*. Nous savons que les tours des camps étaient très hautes, au moins 7 mètres.

[63] La totalité du matériel recueilli en prospection est inventorié selon un code simple: code bilittère de la carte (par exemple QC = Sidi Qacem); année de trouvaille; numéro du site (de 1 à l'infini par carte au 50000e); numéro de l'objet (de un à l'infini par site). Tout le matériel est marqué, et conservé dans les réserves de Volubilis.

le cadre de cet article. Des compléments d'examen sont d'ailleurs à notre programme.

Nous avons admis[64] que les tours étaient occupées dès la conquête (+40) quand elles comportaient du matérial déjà utilisé en +40, et dont l'acmé se situe au Ier siècle, sigillée sud gauloise de formes Dragendorf 15, 17, 24, 25, 27, 29, amphores Dressel 7-11. Nous avons considéré comme probable une occupation dans la seconde moitié du Ier siècle quand elles comportaient de la sud-gauloise ou de l'hispanique (pour le moment considérée comme diffusée à partir de + 50). La présence d'amphores Beltran IIB renforce cette probabilité.

Nous avons admis que les tours étaient occupées au IIe siècle quand elles comportaient des amphores Beltran IIB et de la sigillée Claire A. La présence de BIIB sans Claire A nous a fait remplacer le mot «oui» par le mot «probable». Nous n'oublions pas que la combinaison hispanique et Beltran IIB sans Claire A peut indiquer une possible occupation dans la première moité du IIe siècle, mais l'absence de Claire, si abondante ailleurs, est préoccupante.

Pour le IIIème siècle, nous avons admis que les tours étaient occupées quand elles comportaient de la Claire C ainsi que, quand à la Claire A, s'ajoutait de la Commune Africaine, surtout produite après 150, et si largement représentée dans les niveaux superficiels de Thamusida ou à Bu Njem-Gholaia, occupée en 201. Nous avons seulement considéré comme probable cette occupation quand nous étions en présence de la seule Claire A, malgré la rareté de la C en milieu rural[65], et malgré l'abondance de la Claire A du IIIe siècle à Thamusida et Bu Njem.

Il se trouve que le témoignage des lampes Ponsich IIIA1, les seules qu'on rencontre quelquefois sur les tours, n'apporte rien, le témoignage des autres matériels suffisant. On a recueilli des amphores Dressel 20, mais nous attendons que leur classification interne apporte des données

[64] Nous proposons délibérément une datation par siècle, plutôt que par demi-siècle (mais au Ier siècle, l'occupation romaine ne dure pratiquement qu'un demi-siècle) ou plutôt qu'en utilisant les mots commodes et dangereux de «fin du nème siècle, début du nème siècle». En fait, tout l'effort de la Mission consiste a essayer d'affiner la chronologie des sites. — On se rendra compte qu'il n'est pas aisé de faire une synthèse en deux pages, et de résumer les longues conversations des membre de l'Equipe qui sont plus particulièrement céramologues, A. Akerraz, E. et M. Lenoir, et F. Villedieu. Les Beltran IIB seules peuvent couvrir tout le IIe siècle — et l'expérience de la prospection montre au surplus qu'il y a des sites «à amphores» où la céramique fine est rare, et inversement des sites où la proportion s'inverse. Tout cela dit, et notre parti étant bien clair, nous nous en tenons à notre vocabulaire.

[65] Mais justement, la Claire C, rare en milieu rural, devient plus abondante dans les villes, les fermes importantes et les établissements militaires: E. LENOIR, *Plaine et Montagne*, p. 243.

pour la période provinciale. Les amphores Almagro 50-51, qui auraient pu nous renseigner pour la fin du IIIème siècle, sont absentes des tours, et la Claire D n'y apparaît pas, ce qui ne surprend guère pour un dispositif abandonné vers 285.

Quatre tours comportent du matériel antérieur à +40. Une seule QC 2, a donné un fragment de Campanienne[66]: on peut admettre que la vieille ville de Volubilis a toujours disposé d'un poste de garde à cet endroit — à moins que ce fragment n'ait été apporté dans d'autres circonstances. Cependant, la présence d'amphores Dressel 18, qui ne peuvent guère aller que jusqu'à -30, et de Dressel 1, disparues totalement en -10[67], pourraient bien indiquer que la ville entretenait là un poste de guet. Ce matériel est d'ailleurs relayé par de l'Italique[68], et nous atteignons ainsi l'Hispanique de la période provinciale (avec cependant pour le moment absence de Sud-Gauloise).

La tour MM4 comporte des amphores Dressel 18 et 1. Nous nous trouvons ici sur un point stratégique important, clé de la route de Zilil à Banasa: avons-nous affaire à un poste de guet royal, puisque ces deux villes étaient occupées à l'époque de l'indépendance, ou à un poste établi en même temps que les colonies de Zilil et de Banasa (entre 33 et 25), mais dans ce cas ce sont les dernières Dressel 18 et 1 qui seraient arrivées là? Nous ne le savons pas encore, et il faut attendre une éventuelle découverte de sigillée italique pour se prononcer.

On attendra de même une découverte d'Italique pour dire que le fort du Zenoffa et la tour voisine (QC 72 et 73) ont bien été occupés pendant l'interrègne. Ces deux postes veillent sur le site de Sidi Saïd, dont nous pensons qu'il s'agit de Iulia Campestris Babba, elle aussi fondée pendant l'interrègne. Pour le moment, nous sommes devant un fragment de Dressel 1 ou 2/4 [69] en QC 72, et deux fragments de Dressel 1 et 18 près de QC 73.

Pour la période provinciale, on peut noter que tout l'essentiel du dispositif est en place dès la conquête ou dès ses lendemains immé-

[66] On peut admettre que la campanienne n'est plus diffusée après -50, et que les fragments rémanents ne peuvent guère dépasser -30/-20: J.P. Morel, *A propos des céramiques campaniennes de France et d'Espagne*, Archéologie en Languedoc, I, 1978, en particulier p. 160-162.

[67] Sur les Dressel 1, voir récemment A. Tchernia, *Le vin de l'Italie romaine*, p. 126.

[68] Sur la céramique italique au Maroc, voir en particulier J. Boube, *La céramique italique à Sala: les marques de potiers*, «BAM», XII, 1979-1980, p. 139-235. «BAM«, XIV, 1981-2, p. 135-168.

[69] Les Dressel 2/4 peuvent couvrir la période -50 (Tchernia, p. 134-5) à +130 au maximum (Tchernia, p. 261). Mais au Maroc, les 2/4 se trouvent presque toujours dans un contexte proche de celui des Dressel 1 (Renseignement oral d'E. Lenoir).

diats. Parmi les tours dont l'occupation n'est que «probable», seules Si Hassine KW7 et QN 2 jouent un rôle stratégique important. L'absence de matériel du Ier siècle à la cote 514 QN8 pourrait être mise en rapport avec la même absence sur le site du camp voisin de Sidi Moussa bou Fri si cette tour n'avait pas été pillée par une fouille clandestine. On hésitera donc encore avant de dire que le camp et la tour représentent une consolidation du dispositif militaire.

Au second siècle, l'ensemble du dispositif fonctionne. On pourrait se demander s'il n'a pas été quelque peu allégé dans la seconde moitié du siècle au voisinage de Volubilis (QC 49 et 274), vers le Rdom, largement sédentarisé à ce moment (QC 10 et 15), et si la liaison vers Frigidae méritait d'être encore gardée (MM4). Mais une trouvaille de sigillée claire remettrait en question ces suppositions.

Nos connaissances restent imprécises pour le IIIe siècle, et il est plus probable que nous devions penser à une lacune de notre information qu'à un amoindrissement du dispositif de surveillance. Nous admettrons provisoirement que l'essentiel s'est conservé jusqu'à l'abandon définitif du Maroc méridional par l'armée.

Implantation des unités militaires

Nos informations sur les unités militaires stationnées en Maurétanie Tingitane sont lacunaires: si nous notons que nous connaissons une douzaine de camps du Haut-Empire et que chacun d'eux a pu connaître deux ou trois relèves d'unités, nous constaterons que notre documentation n'atteint pas le niveau suffisant.

On peut de plus soumettre chaque information à un doute méthodique: un vetéran ne prend pas forcément sa retraite dans la ville la plus proche de son lieu de garnison; bien plus, un soldat peut mourir au cours d'une mission ou d'une permission. A la limite, on pourra faire appel au malin génie que René Descartes[70] a essayé de conjurer: on pourra toujours prétendre qu'une unité militaire qu'un texte nous montre en pleine action, pour un certain temps, sous les ordres de son chef statutaire, n'est que par hasard là où nous entendons parler d'elle.

Cependant, on est bien obligé, pour garder le sérieux, et tout en admettant qu'un doute subsiste quelquefois, d'éviter les atteintes du tracassin[71].

[70] R. Descartes, *Meditationes de prima philosophia*, II, 25: *Sed est deceptor nescio quis, summe potens, summe callidus, qui de industria me semper fallit.*

[71] C'est bien sûr au Général De Gaulle que nous empruntons le mot: «L'amiral Muselier...était périodiquement saisi par une sorte de tracassin qui le poussait aux intrigues» (*Mémoires de guerre*, L'appel, La France combattante).

Nous admettrons donc, ne serait-ce qu'en attendant des confirmations

— qu'une unité militaire faisant une dédicace, ou occupée à des travaux, est en place;
— que la tombe d'un soldat en service laisse présumer que son unité est stationnée au même endroit;
— qu'une estampille sur brique ou tuile constitue un présomption du même ordre;
— qu'une inscription de vétéran ne vaut qu'à titre de confirmation d'une des indications précédentes; et qu'il en est de même pour un diplôme dont nous connaissons l'unité du titulaire.

Revenons quelque peu sur le cas de l'*ala ii syrorum*[72] mentionnée par le décret de Sala (*IAMl* 307). Celle-ci assure un service de routine: protection des habitants, construction des remparts de la ville. Elle reste en place sous les ordres du successeur attendu du bénéficiaire du décret, M. Sulpicius Felix. On peut toujours supposer qu'elle n'est pas arrivée depuis longtemps le 28 octobre 144, et qu'elle partira peut-être bientôt: mais en fait, nous n'en savons rien. Inversement, nous ne savons pas comment partager le temps, de +40 à la fin du IIIe siècle, entre l'*ala ii syrorum*, la *cohors i lemavorum* et la *cohors ii syrorum*, si celle-ci est bien attestée à Sala. Nous avons tendance à penser que lorsque deux ou trois unités sont attestées au même endroit, elles se sont partagé les quelque 240 ans du Haut-Empire en tranches à peu près comparables. Mais nous n'en savons rien non plus, ou pas grand chose.

Il s'ensuit que le concept d'une unité qui «appartient» à la garnison d'une ville ou d'un camp n'a pas de sens. Tout ce que nous pouvons dire est qu'une unité est affectée quelque part quand elle honore une divinité, fait un travail, moule des briques ou des tuiles, et accomplit une mission qui ne se définit pas comme une opération ponctuelle, ce qui est le cas de l'*ala syrorum*. En revanche, la mention incongrue d'une légion à Volubilis, la *x gemina*, tend à nous faire penser qu'elle est en opérations plutôt qu'en station — mais à vrai dire nous n'en savons rien[72bis].

[72] Les auteurs des *IAMl* écrivent p. 195 «M. Sulpicius Felix..a été envoyé en Maurétanie Tingitane, à Sala, comme préfet de l'aile IIe Syrienne de citoyens romains. C'est là qu'il obtient...une dédicace...etc». Dans *La frontière d'Afrique*, p.574, M. Euzennat note «..il faut désormais retrancher» (du déploiement des unités en Tingitane) «l'ala II Syrorum, qui n'a jamais été stationnée à Sala ni en Tingitane». Il faut attendre de disposer de la démonstration de ces deux propositions en apparence contradictoires.

[72bis] *IAMl* 511. Plutôt en opérations si elle est venue au secours de Volubilis sous Caligula et Claude; plutôt représentée par des éléments en mission si on pense aux partisans de Vitellius venus rallier les Haures en 69 (Christol-Le Roux, p. 24). Mais d'autres péripéties peuvent nous échapper.

Pour incomplet que soit ce tableau, il permet quelques conclusions.

La nature des unités est pour l'essentiel en relation avec la dimension des camps[73]. Dans les grands camps d'environ 2 hectares sont attestées des ailes ou des cohortes milliaires[74]: c'est le cas pour Tocolosida, Thamusida et Sala. On peut en déduire que la *cohors iii asturum p.f. c.r.* n'a pas été cantonnée à Thamusida, et que les *---asturum---* mentionnés sur une épitaphe ont de fortes chances d'être ceux de l'*ala iii asturum*. Quant à la *cohors iii asturum*, cela renforce l'hypothèse d'un stationnement à Tabernae, si bien sûr l'unité est restée en place jusqu'au Bas-Empire.

Dans certains cas, nous assistons à des relèves d'unités. Cette relève est bien nette à Aïn Schkor, où nous savons que la *coh i asturum et callaecorum* a précédé la *cohors iv miliaria tungrorum*. Elle est probable à Tocolosida, si on admet que l'*ala hamiorum* a stationné aussi à Ksar el Kebir; et à Thamusida[75], où trois unités sont attestées[76]. On peut dans ces deux cas émettre des hypothèses sur l'ordre de succession, mais elles sont sans solidité. A Sala, une relève de ce genre pourrait être envisagée, de la *cohors i lemauorum* aux unités syriennes. Mais la question de la *coh ii syrorum* est obscure: nous ne savons finalement pas si elle est attestée à Sala, et on peut se demander si cette cohorte miliaire n'a pas pu être transformée en aile — ou désignée comme aile, dans la mesure où elle était *equitata*.

La carte fait ressortir que nous sommes mieux renseignés sur le sud de la province que sur le nord: 9 unités sont pour le moment localisées dans la région de Sidi Saïd et de Volubilis, 5 à 6 à Thamusida et Sala, 4 ou 5 de Banasa à Tanger[77].

[73] On n'oublie pas, bien sûr, que les camps que nous connaissons ne sont pas forcément les premiers qui aient été construits sur les sites. On peut cependant supposer que des camps «primitifs» avaient déjà les dimensions de ceux que nous connaissons.

[74] Toute théorie se heurte à des faits qui ne s'y intégrent pas parfaitement: le camp de Sala est trop grand pour la *cohors i lemauorum*, celui de Banasa trop petit pour une cohorte milliaire; nous ignorons presque tout, cependant, de ces deux camps. La présence d'une aile à El Ksar implique la présence d'un grand camp qu'on n'y connaît pas, et El Benian a les dimensions d'un camp d'aile, mais on ne sait même pas s'il a été occupé au Haut-Empire. Aïn Schkor recevrait une cohorte milliaire après une quingentaire.

[75] J. Boube a fait remarquer *Notes d'épigraphie*, p. 116, note 28 que la *cohors ii syrorum sagittaria miliaria* «est la seule cohorte miliaire en garnison en Tingitane entre 88 et 157». Or les relations devaient être constantes entre les garnisons de Thamusida et de Sala: doit-on penser que la cohorte en garnison à Sala a laissé une de ses briques à Thamusida ou qu'un soldat en garnison à Thamusida est mort à Sala au cours de quelque déplacement? Ajoutons au chapitre de cette incertitude que deux vétérans de la cohorte ont peut-être pris leur retraite à Banasa!

[76] On ne peut pas tirer de conclusion précise des circonstances de trouvaille des briques ALG de Thamusida.

[77] Nos renseignements sont trop peu précis pour qu'on puisse tenter une répartition à

Cette répartition de nos connaissances ne saurait passer pour une répartition archéologique historiquement exploitable. A Tocolosida, et Aïn Schkor comme à Sala ou Thamusida, nous avons à tenir compte des relèves d'unités. D'autre part, la répartition des connaissances illustre la répartition des recherches: Sala, Thamusida, Volubilis, Aïn Schkor, Tocolosida ont fait l'objet de fouilles, et aussi d'une attention plus constante que les camps plus septentrionaux. Souk el-Arba emporté par une tranchée de voie ferrée, Frigidae rarement visitée, El Ksar recouvert par une ville, Souiyar et El Benian pratiquement inconnus ne sont pas d'un grand secours.

Peut-on dans ces conditions constater une inégalité de la répartition des forces militaires? Il a semblé[78] qu'un déséquilibre sensible se manifestait au profit de la région de Volubilis. Ce déséquilibre n'existe en tout cas plus aujourd'hui pour ce qui concerne les camps: les six forteresses connues ou imaginées ne sont plus aujourd'hui que quatre. Le réseau des tours de guet s'est considérablement clairsemé, tout en se raccordant mieux au reste de la province. Surtout, ce dispositif n'est visiblement pas établi en fonction de la seule Volubilis. Deux camps seulement gardent directement la ville. Sidi Moussa, certes en liaison avec eux, avait aussi d'autres tâches, et le camp de Sidi Saïd — si même il ne correspondait pas, comme nous le pensons, à Iulia Campestris Babba — est avec les tours du Zenoffa, le véritable pivot de la défense du Beth

une date donnée. De 88 au milieu du IIe siècle, la présence simultanée sur les diplômes de l'*ala gemelliana* et de l'*ala iii asturum* donne à penser qu'elles se trouvent dans deux cantonnements différents: or, toutes deux semblent attestées à Thamusida. Faut-il penser que c'est la *iii asturum* qui est alors à Thamusida, et que l'*ala gemelliana*, dont les briques ont toutes été trouvées en surface, est venue plus tard? ou révoquer en doute, d'une façon ou d'une autre, le témoignage de l'inscription des ---*asturum*---? Ce n'est là qu'un exemple des questions qu'on peut se poser.

M. Roxan s'est demandé si l'énumération des diplômes suivait quelquefois un plan topographique (*Auxilia*, p. 838; *Roman Military Diplomata and Topography*). Nous avons cherché sans succès (sauf peut-être dans un cas) si on pouvait appliquer l'hypothèse à la Tingitane.

[78] M. EUZENNAT, *Le limes de Volubilis*, p. 198: «Pour en (de la région de Volubilis) assurer la garde, ils immobilisèrent...plus du tiers des 14 à 16 unités qui constituaient la garnison permanente de la province de Tingitane»; «CRAI» 1987: «Autour de la seule ville de Volubilis, devenue elle-même une forteresse, et pour une population totale de l'ordre de 30.000 à 40.000 habitants, il imposait une garnison considérable, 1500 à 2000 hommes des troupes régulières, soit un soldat pour 20 habitants. Un tel déséquilibre pesa sans doute lourdement, à la fin du siècle, sur la décision qui fut prise d'abandonner le sud de la province de Maurétanie Tingitane». Sous l'influence des recherches de la Mission du Sebou, les données essentielles de cette thèse ont évolué: quatre camps au lieu de six,1500 à 2000 hommes seulement (mais «pour la seule ville de Volubilis»: or il se trouve au voisinage une ville à Tocolosida, une agglomération à Aïn Schkour, et un «vicus» (sic) à Sidi Saïd). En revanche, l'hypothèse de travail est restée identique.

aux montagnes. Quant aux troupes en stationnement, même si nous ajoutons à l'aile placée à Tocolosida et à la cohorte d'Aïn Schkor destroupes de passage ou en station dans la ville, l'ensemble ne représente qu'une proportion a priori normale des effectifs provinciaux. L'idée d'une concentration particulière des troupes dans la région de Volubilis, et les conséquences qu'on a cru pouvoir en tirer, ne sont que des hypothèses dont les fondements ne se laissent pas discerner.

Sur la chronologie du dispositif

Le dispositif militaire s'est-il temporairement ou définitivement renforcé? Le seul camp qui pour le moment semble lui avoir été ajouté est celui de Sidi Moussa bou Fri, et cet établissement, peut-être du tout début du IIème siècle, est difficile à juger: meilleure surveillance des oueds Beth et Rdom[79]? Prolongement vers l'ouest de la région de Volubilis-Sidi Saïd? En fait, les relations de ce camp avec le reste du dispositif sont obscures faute de points intermédiaires. Plus tard, nous notons la construction après 165-166 du grand camp de Thamusida: dans ce cas, les considérations techniques ont certainement eu un grand poids, puisque le Sebou était évidemment une voie de communication et d'approvisionnement importante pour l'intérieur de la province. Quant à la reconstruction du camp d'Aïn Schkor, sur un nouveau modèle, et à celle de Sidi Moussa, si elles se vérifient, on pourra penser à une évolution de la doctrine castrale plus qu'à un renforcement quelconque.

L'examen des tours de guet ne nous fournit pour le moment pas d'information claire. Il n'est pas sûr que leur réseau ait été sensiblement renforcé au IIe siècle[80]. Au IIIe siècle, son allègement apparent n'est peut-être qu'une illusion archéologique: en tout cas n'avons-nous pas d'indice précis d'un renforcement.

[79] La localisation des sites agricoles dans cette région s'est modifiée depuis le temps où on pensait que «80% des centres agricoles inventoriés au cours de nos recherches sont en effet groupés entre le col du Zegotta, le Mellali (Tocolosida) et l'éperon du Bled el Gaada» (M. EUZENNAT, *Le Limes de Volubilis*, p.198). Il ne s'agissait là que des limites des recherches conduites à cette époque, limites bien visibles sur la carte publiée dans *Les camps marocains d'Aïn Schkour et de Sidi Moussa bou Fri*, p. 376.

[80] Notre exposé devant l'Académie des Inscriptions (*Recherches sur le Bassin du Sebou*) a été mal compris quand on nous fait dire que le système défensif romain se partagerait «entre une ligne septentrionale plus ancienne et une ligne méridionale plus récente marquant une progression de la frontière». (p. 658-9). Nous avons seulement noté qu'au temps des trois colonies de Zilil, Banasa et Babba, les Romains ne se sont pas engagés au-delà de la longue série de reliefs qui limitent la grande plaine du Rharb. Bien plus, nous ne sommes pas en mesure de confirmer l'hypothèse d'un développement (du système défensif de la région de Volubilis) «dans la deuxième moitié du IIe siècle et au IIIe siècle, à partir d'une structure plus légère». La répartition chronologique du matériel découvert ne consolide pas, c'est le moins qu'on peut dire, ce schéma d'évolution.

En ce qui concerne les unités militaires, nous voyons qu'en 154 sont attestées des cohortes jusque là inconnues, la *iii gallorum*, la *uexillatio* de la *iv tungrorum*, une cohorte de Commagéniens[81]. C'est peut-être nettement avant cette date qu'on peut faire état de la présence de la *cohors parthorum* à Sidi Moussa, cohorte absente des diplômes, mais qui a pu venir pour une tâche précise, comme d'ailleurs les Commagéniens, attestés une seule fois. Une autre hypothèse, cependant, serait que cette cohorte soit venue après la fin du IIe siècle alors que le témoignage des diplômes disparaît. L'*ala tauriana* est quant à elle venue plus tôt (avant 88), mais pas au moment de la conquête, puisque sous Vespasien (avant 75?) elle est encore en Espagne.

Notre connaissance du IIIe siècle est doublement gênée par la disparition des diplômes, et par le peu de précision des fossiles directeurs archéologiques. Pour le IVe siècle, le tableau qu'on peut dresser nous donne l'impression d'un dispositif cohérent, et le témoignage de la *Notitia Dignitatum* est substantiellement confirmé par l'archéologie. Mais au-delà de cette constatation, nous avons affaire à des unités qui ne sont plus guère que des noms, et à des sites dont un seul, Tamuda, nous fournit pour le moment l'image perturbée d'un camp du Bas-Empire. On peut seulement se dire que les deux sites de Souiyar et d'El Benian pourront fournir un jour des renseignements importants.

* * *

Mais de nombreux autres sites font également partie de cette réserve archéologique, et on pourra attendre de l'avenir un large complément d'informations.En attendant, grâce à l'impulsion qu'elles reçoivent au Maroc, et à un programme continu et méthodique de recherches, nous pouvons mesurer les progrès récemment accomplis. La liste des camps est largement modifiée, et celle des tours de guet fondamentalement bouleversée. Si la liste des unités militaires s'est peu accrue, de nombreux détails se sont précisés, et leur relation aux sites est mieux établie, quand faire se peut, que lors du travail fondamental de M. Roxan en 1973.

Parler de l'implantation militaire, ce n'est pas faire l'histoire politico-militaire d'une province, c'est seulement essayer de faire le bilan des connaissances sur lesquelles elle s'appuie. Nous pouvons seulement pour finir faire part d'une impression: le progrès de ces connaissances n'est pas favorable aux théories.

[81] Le nom de cette cohorte figure sur un diplôme militaire. Nous y revenons ailleurs. Aucune preuve que ces troupes soient les *auxilia* de T. Varius Clemens (*ILS* 1362).

Nous constatons que Rome implante des colonies dans un pays en voie de sédentarisation[82] et politiquement favorable: nous nous demandons s'il s'agit là d'un dessein stratégique, ou seulement du souci de trouver des terres pour les colons. Nous voyons bien que les habitants de Volubilis se mobilisent[83] pour aider Rome à les délivrer de la sanglante entreprise d'Aedemon: mais nous ne pouvons dire que la politique romaine ait été axée ou désaxée par l'existence de Volubilis à l'orée des montagnes. Nous voyons bien que des villes se dotent de remparts, et nous lisons tout au long, pour l'une d'entre elles, l'exposé des circonstances de la construction, ce que confirment les témoignages archéologiques[84]: mais nous ne pouvons nous offrir le luxe de contredire textes et témoignages au nom d'apriorismes rémanents. Nous constatons un léger renforcement de la présence militaire au IIe siècle: nous serions bien empêchés de le mettre en relation avec une des «crises» de la romanisation. Nous nous posons la question d'une certaine stagnation économique au IIIe siècle[85]: les lacunes de notre information nous interdisent pour le moment de parler de crise politico-militaire, faute de sources d'information assez denses. Nous voyons bien que les relations avec les grandes *gentes* de Tingitane, Zegrenses, Baniures, Baquates et Macénites étaient permanentes et essentielles, mais à mesure qu'on les lit mieux, les textes du dossier le plus fourni, celui des Baquates[86], ne sont pas favorables à une histoire heurtée et dramatique, dont pour le moment, la documentation proprement militaire n'offre pas la confirma-

[82] Sur ce point, *Recherches sur le bassin du Sebou*, p. 647.

[83] *IAMl*, 448: *praef(ectus) auxilior(um) aduersus aedemonem oppressum bello.*

[84] *IAMl* 307: *municipium infestioribus locis maximo murorum opere minimo sumtu ambiendo.* A Volubilis, la relation de l'enceinte avec l'opération d'urbanisme du nord-est va se précisant: R.R. *Le développement urbain de Volubilis; Enceintes urbaines et insécurité*; récemment, A. Akerraz, Communication au IIIe Convegno de Sassari, dans ce volume. Nous avions longuement insisté dans *Enceintes urbaines*, sur les limites que nous donnions à notre explication de textes et de monuments: «Une enceinte donnait à une ville un prestige et une dignité nouvelle: mais elle était aussi utile à sa sécurité actuelle et future...toute enceinte qui est, après tout, une oeuvre défensive, répond à une insécurité réelle ou possible...» (p. 506). Nous aimerions bien que, comme en tant d'autres occasions, on ne déformât pas ce que nous écrivons pour pouvoir le critiquer plus confortablement. Quant il s'agit de remplacer notre exposé par une formule du type de «la fonction éminemment défensive des trois enceintes de l'extrême Occident apparaît désormais incontestable (sic!)» (G. HALLIER, *La fortification*, p. 620), nous pensons aussitôt à la devise de l'immortel *Hégésippe Simon: «Les ténèbres se dissipent quand le soleil se lève».

[85] C'est une question qui se pose, mais la documentation ne permet pas encore d'y répondre.

[86] G. Di Vita Evrard, *En feuilletant le Corpus des Inscriptions antiques du Maroc*, «Zeitschrift für Epigraphie und Papyrologie», 68, 1987, pp. 193-225.

tion. Nous devons dire que nous n'avons pas d'idée précise sur l'évacuation militaire d'une partie de la province, et que sa date exacte même, dans une période où chaque année aurait un sens différent, nous échappe: et nous ne détectons ni dans les textes, ni dans l'archéologie, les prodromes de cette retraite. Enfin, nous ne savons rien de la disparition du dispositif du nord, entre le témoignage de la *Notitia Dignitatum* et le passage des Vandales.

Mais toutes nos ignorances entravent peu la recherche, et ne l'encombrent en tout cas pas de tirades inutiles, et de théories prématurées. En revanche, l'analyse du matériel, des vestiges et des textes, n'a pas donné ces dernières années de si mauvais résultats.

Ouvrages cités ci-dessus en abrégé

A. AKERRAZ, E. LENOIR, R. REBUFFAT: *Plaine et montagne en Tingitane méridionale (par la Mission maroco-française du Sebou), 110eme Congrès national des Sociétés Savantes*, Montpellier 1985, *IIIe Colloque sur l'histoire et l'archéologie d'Afrique du Nord*, p. 219-255.

J. BOUBE: *Sala: notes d'épigraphie*, «BAM», XII, 1979-80, p. 111-137.

J. BOUBE: *A propos de Babba Iulia Campestris*, «BAM», XV, 1983-84, p. 131-138.

J.P. CALLU, J.P. MOREL, R. REBUFFAT et G. HALLIER, architecte D.P.L.G.: *Thamusida, Fouilles du Service des Antiquités du Maroc*, I, Paris 1965.

L. CHATELAIN: *Tocolosida, Mémorial Henri Basset*, I, Paris 1928, p. 197-201.

L. CHATELAIN: *Inscriptions latines du Maroc*, Paris, 1942 (= *ILM*).

L. CHATELAIN: *Le Maroc des Romains*, Paris 1944.

M. CHRISTOL et P. LE ROUX: *L'aile Tauriana Torquata et les relations militaires de l'Hispania et de la Maurétanie Tingitane entre Claude et Domitien*, «Antiquités Africaines», 21, 1985, p. 15-33.

M. EUZENNAT: *L'archéologie marocaine de 1955 à 1957*, «BAM», II, 1957, p. 199-229

M. EUZENNAT: *Les voies romaines du Maroc dans l'Itinéraire Antonin, Mélanges Grenier*, Collection Latomus, LVIII, Bruxelles 1962, p. 595-610.

M. EUZENNAT: *Le limes de Volubilis, Studien zu den Militärgrenzen Roms, Voträge des VI. Int. Limeskongresses in Süddeutschland*, Bonner Jahrb. XIX, Köln-Graz, 1967, p. 194-199.

M. EUZENNAT: *Les ruines antiques du Bou Hellou, 101e Congrès des Sociétés Savantes*, Lille 1976, p. 295-329.

M. EUZENNAT: *Le limes du Sebou (Maroc), 106e Congrès National des Sociétés Savantes*, Perpignan, 1981, *1er Colloque sur l'archéologie et l'histoire de l'Afrique du Nord*, p. 369-381.

M. EUZENNAT: *Les camps marocains d'Aïn Schkour et de Sidi Moussa bou Fri et l'introduction du «quadriburgium» en Afrique du Nord, Colloque de Montpellier* (déjà cité), p. 373-376.

M. EUZENNAT: (Diverses publications dans le «BCTH», les «CRAI» ou au Colloque ci-dessus seront citées sous ces références).

M. EUZENNAT: *La frontière d'Afrique 1976-1983, Studien zu den Militärgrenzen Roms III, Vorträge des 13. Internationalen Limeskongresses*, Aalen 1983, p. 573-583.

J. GASCOU; Y. DE KISCH; M. EUZENNAT et J. MARION: *Inscriptions antiques du Maroc*, 2, *Inscriptions latines*, Paris 1982 (= IAMl).

G. HALLIER: *La fortification des villes de Tingitane au second siècle, Studien zu den Militärgrenzen Roms III* (déjà cité), p. 605-624.

A. JODIN: *Les établissements du roi Juba II aux Iles Purpuraires (Mogador)*, Tanger 1967.

A. JODIN: *Banasa et le limes méridional de la Maurétanie Tingitane, 84ème Congrès National des Sociétés Savantes*, Reims 1970 (Paris 1974), p. 33-42.

E. LENOIR: *Plaine et Montagne*, voir ci-dessus sous A. AKERRAZ.

E. LENOIR: *Traditions hellénistique et techniques romaines dans les enceintes urbaines du Maroc, La fortification dans l'histoire du monde grec*, Valbonne 1982 (Paris 1987), p. 337-344.

M. Lenoir: *Les établissements militaires romains d'Afrique*, Mémoire présenté en mars 1980 à l'Ecole Française de Rome (inédit).

M. LENOIR: *Le camp romain et l'urbanisme hellénistique et romain, La fortification dans l'histoire du monde grec* (cité ci-dessus), p. 329-336.

P. LE ROUX: *L'armée romaine et l'organisation des provinces ibériques d'Auguste à l'invasion de 409,* Paris 1982.

J. MARION: *Note sur la contribution de la numismatique à la connaissance de la Maurétanie Tingitane*, «Antiquités Africaines», 1, 1967, p. 99-118.

H. DE LA MARTINIÈRE: *Esquisse de l'histoire du Maroc avant l'arrivée des Arabes*, «BCTH», 1912, p. 142-183.

M. PONSICH: *Contribution à l'Atlas archéologique du Maroc: Région de Tanger* «BAM», V, 1964, p. 253-290.

M. PONSICH: *Contribution à l'Atlas archéologique du Maroc: Région de Lixus* «BAM», VI 1966, p. 377-423.

M. PONSICH: *Recherches archéologiques à Tanger et dans sa région*, Paris 1970.

R. REBUFFAT: *Thamusida* I, 1965: voir ci-dessus sous Callu.

R. REBUFFAT: *Les erreurs de Pline et la position de Babba Iulia Campestris*, «Antiquités Africaines», I, 1967, p. 31-57.

R. REBUFFAT: *Notes sur les confins de la Maurétanie Tingitane et de la Maurétanie Césarienne*, «Studi Magrebini», IV, 1971, p. 33-64.

R. REBUFFAT: *Enceintes urbaines et insécurité en Maurétanie Tingitane* «MEFR», 1974, p. 501-522.

R. REBUFFAT: *L'arrivée des Romains à Bu Njem*, Notes et Documents V, «Libya Antiqua», IX-X, 1972-3, p. 121-134.

R. REBUFFAT: *Les Baniures. Littérature gréco-romaine et géographie historique, Mélanges offerts à Roger Dion*, Paris 1974, p. 451-463.

R. REBUFFAT: *Vestiges antiques sur la côte occidentale de l'Afrique au sud de Rabat*, «Antiquités Africaines», 8, 1974, p. 25-49.

R. REBUFFAT: *Au-delà des camps romains d'Afrique mineure: renseignement, contrôle, pénétration, Aufstieg und Niedergang der römischen Welt*, II, 10, 2, 1982, p. 474-513.

R. REBUFFAT: *Les principia du camp romain de Lalla Djilaliya (Tabernae)*, «BAM», IX, 1973-1975, p. 350-376.

R. REBUFFAT: *Au-delà des camps romains*: «BAM», IX, 1973-5, p. 377-408.

R. REBUFFAT: *Inscriptions militaires au Génie du lieu d'Aïn Schkour et de Sidi Moussa Fri*: «BAM», X, 1976, p. 151-160.

R. REBUFFAT: *Végèce et le télégraphe Chappe*: «MEFRA», 1978, p. 829-861.

R. REBUFFAT: *La frontière romaine en Afrique: Tripolitaine et Tingitane*: «Ktèma», 1979, p. 225-247.

R. REBUFFAT: *Le fossé romain de Sala*: «BAM», XII, 1979-1980, p. 237-260.

R. REBUFFAT: *L'ouvrage linéaire romain de Rabat (Maroc): Actes du Colloque Frontières en Gaule*, «Caesarodunum», XVI, 1981, p. 210-222.

R. REBUFFAT: *Plaine et Montagne,* voir ci-dessus sous A. AKERRAZ: *Recherches sur le bassin du Sebou*: «CRAI», 1986, p. 633-652.

M.M. ROXAN: *The auxilia of Mauretania Tingitana,* «Latomus», 1973, p. 838-857.

M.M. ROXAN: *Roman military Diplomas 1954-1977,* Institute of Archaeology, Londres 1978.

M.M. ROXAN: *Roman military Diplomata and Topography, Studien zu den Militärgrenzen Roms III* (déjà cité), p. 768-778.

D.J. SMITH: *The Roman Frontier in French Morocco: a Reconnaissance. Archaeological Report, Durham University Exploration Society's Expedition to French Morocco,* 1952, p. 87-166.

M. TARRADELL: *El Benian, castellum romano entre Tetuan y Tanger,* «Tamuda», I, 1953, p. 302-309.

R. THOUVENOT: *Une colonie romaine de Maurétanie Tingitane: Valentia Banasa,* Paris 1941.

CH. TISSOT: *Recherches sur la géographie comparée de la Maurétanie Tingitane,* «Mémoires présentés par divers savants à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres», Paris 1877, p. 136-448 ou tiré à part p. 1-186.

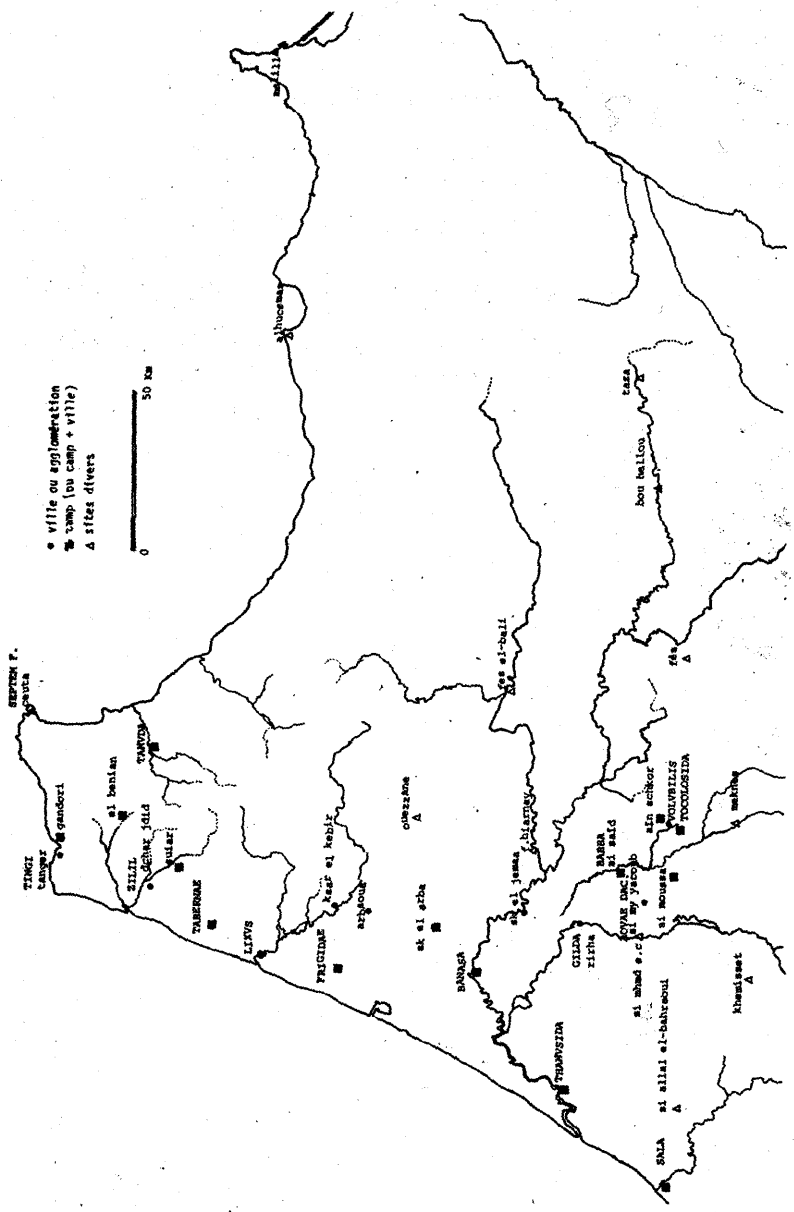


Fig. 1: Le Maroc antique.

Dimensions des camps				
Tanger-Gandori	52,5 × 59	0,31 ha	LENOIR, *Etablissements militaires*
El Benian	140 × 183	2,56	PONSICH, *Tanger*, p. 354
Tamuda	97,65 × 91,70	0,89	LENOIR
Souiyar 1	? × ?		
Souiyar 2	? × ?		
Tabernae	78 × 86	0,67	REBUFFAT, «BAM», IX, 1973-1975, p. 363
Frigidae	75 × 95	0,71	EUZENNAT, *Itinéraire Antonin*, p. 603
Souk el Arba	? × 95ca		LENOIR. Le camp n'est probablement pas carré
Banasa	86 × 105	0,90	JODIN et LENOIR
Thamusida	138,80 × 165,90	2,30	REBUFFAT, *Thamusida* I, p. 142
Sala	128 × 154	1,97	BOUBE, «BAM» XII, 1979-1980, p. 115
Sidi Saïd	75+? × 80+?	0,60+?	MISSION SEBOU
Aïn Schkor	90ca × 90ca	0,81ca	LENOIR
Sidi Moussa	90 × 90	0,81	LENOIR
Tocolosida	135 × 135	1,82	LENOIR

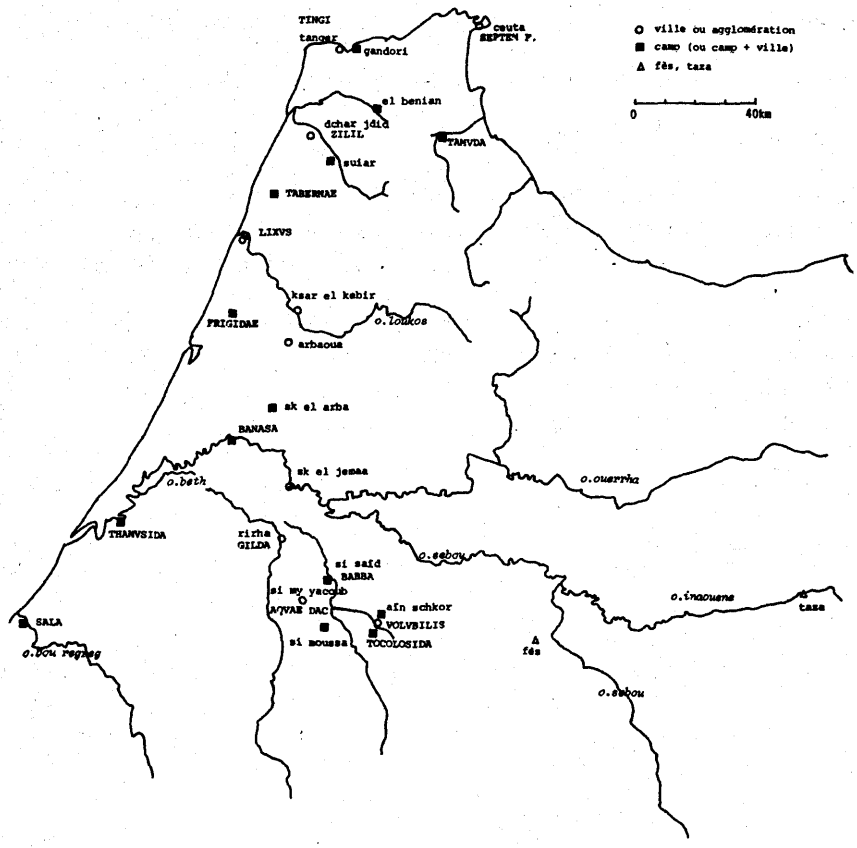


Fig. 2: Les camps romains.

Construction des camps

Tanger-Gandori	
arch.:	depuis fin IIIe.
El Benian	
arch.:	fin IIIe-IVe.
Tamuda	
arch.:	Haut-Empire.
Souiyar-Duga?	
arch.:	Haut-Empire
épi.:	---II span---: cohorte ii hispanorum c.r. ou ii hispana uasconum c.r. attestée en Tingitane à partir de 100 et probablement en garnison à Suiar.
Tabernae	
arch.:	Haut-Empire
texte:	It. Ant. et Ravennate, donc probablement présévérien.
Frigidae	
texte:	It. Ant. et Ravennate, donc probablement présévérien.
Banasa	
arch.:	postérieur à l'établissement du quadrillage colonial
épi.:	mention d'une cohorte milliaire en 215.
Thamusida-camp	
arch.:	postérieur à 165/166.
Thamusida-cantonnement non identifié	
épi.:	dès 88, si sont en garnison l'ala iii asturum ou l'ala gemelliana. Une unité non identifiée est attestée au cours du 2e semestre 79
stratég.:	probable occupation dès la conquête, compte tenu de l'intérêt stratégique.
Sala	
épi.:	occupé en 144 par l'ala ii syrorum à partir de 88, si est en garnison la coh. ii syrorum sagittaria milliaria; de 50 ca, si est en garnison la coh. i lamavorum.
Souk-el-Arba	
arch.:	Haut-Empire.
Sidi-Saïd-Babba	
arch.:	Haut-Empire
épi.:	occupé par la coh. iv gallorum sous Alexandre Sévère
tour de guet:	QC 72 et 73 sur le Zenoffa: préclaudiennes?
Sidi Moussa bou Fri	
arch.:	Haut-Empire; rareté du matériel du Ier siècle
épi.:	occupé au IIe siècle. «genio ulpio», «cohors parthorum».
Aïn Schkor	occupé en 57 par la coh. i asturum et callaecorum.
Tocolosida	
arch.:	Haut-Empire, mais rapports peu clairs avec une enceinte urbaine 2e m. IIe s.
épi.:	dès 88, si occupée par l'ala i augusta gallorum
stratég.:	garnison probablement utile dès la conquête pour protéger Volubilis.

Occupation des camps

Tanger-Gandori
arch.: encore au IVe; désaffecté pour des thermes

El Benian
arch.: occupé pendant la totalité du IVe; une monnaie de Valentinien II, une d'Arcadius.

Tamuda
arch.: remaniements après l'époque du camp du Haut-Empire; monnaies d'Honorius
texte: N.D.: ala herculea à Tamuco.

Souiyar
arch.: petit camp surimposé à l'angle du grand; céramique estampée.
texte: N.D.: coh. ii hispanorum à Duga (identification hypothétique).

Tabernae
arch.: monnaies de Constantin et Théodose
texte: N.D.: coh. iii asturum à Tabernae.

Frigidae
arch.: pas de matériel apparent du IVe siècle
texte: N.D. : coh. friglensis à Friglas.

Banasa, Thamusida, Souk el-Arba, Sidi Saïd, Sidi Moussa, Aïn schkor
arch.: pas de témoin postérieur à 285 environ (autre que sporadique).

Tocolosida
arch.: quelques tessons du IVe siècle, probable occupation post-militaire.

Sala
texte: N.D.: coh. non identifiée à Sala.

---

1 - La N.D. mentionne une coh i herculea à Aulucos, c'est-à-dire à Lixus, ce qui peut signifier que la cohorte stationnait dans les murs de la ville. La même question peut donc se poser pour Sala et pour d'autres sites.

2 - Indications de la N.D. non localisées:
coh i ityraeorum à Castrabariensi
coh pacatianensis à Pacatiana
coh ii hispanorum à Duga (voir cependant ci-dessus Souiyar)

Chronologie préliminaire des tours de guet

Codes	Noms des sites	Observations	+ 40/50 à 100	100 à 200	200 à 285
KE3	Si Sbaa Rjel	pas d'importations			
KE4	Cote 25		oui	oui	probable
YG11	Si Bou Maïza	pas d'importations			
YG12	Lalla Aïcha	brique ALG	oui	oui	probable
MM4	Si es Sarrakh	prè-provincial	oui	probable	---
SN10	Si el Mokffi		probable	oui	probable
KW2	Ferme Biarnay		oui	oui	probable
KW7	Si Hassine		probable	oui	oui
QN2	Dar bel Hamri		probable	oui	probable
QN8	Cote 514	site pillé	---	oui	oui
QC2	Cote 526	prè-provincial-pillé	oui	oui	probable
QC9	Bled Gaada		oui	oui	oui
QC10	Si Kaddour		oui	probable	---
QC15	Cote 235	site pillé	probable	probable	---
QC22	Bled Hofrat Ennaga		probable	oui	probable
QC49	Kt Fedal Oudaya	prè-provincial	oui	probable	---
QC56	Si Bouhani sud		oui	oui	oui
QC61	Si Rgui Rga		probable	oui	probable
QC63	Cote 473		probable	oui	oui.
QC72	Zenoffa, fort	prè-provincial	oui	oui	oui
QC73	Zenoffa, tour	prè-provincial	oui	oui	oui
QC165	Douar Bouiba		probable	oui	probable
QC207	Si Mimoun		probable	oui	probable
QC274	Gaada		oui	probable	---
MK1	Cote 325		oui	oui	probable

Vestiges de constructions visibles

KE4	Cote 25	trace probablement carrée
KW7	Sidi Hassine	blocs épars
QN2	Dar bel Hamri	quasi carrée 9 × 8,5
QC2	Cote 526	rectangle 27-19 avec subdivision (tour?) et dépendances
QC15	Cote 235	nombreux blocs épars. Passages de murs.
QC49	Kt Fedal Oudaya	rectangle 14,6 × 12,4
QC72	Bled Zenoffa	rectangle 19,5 × 16,5. Subdivision.

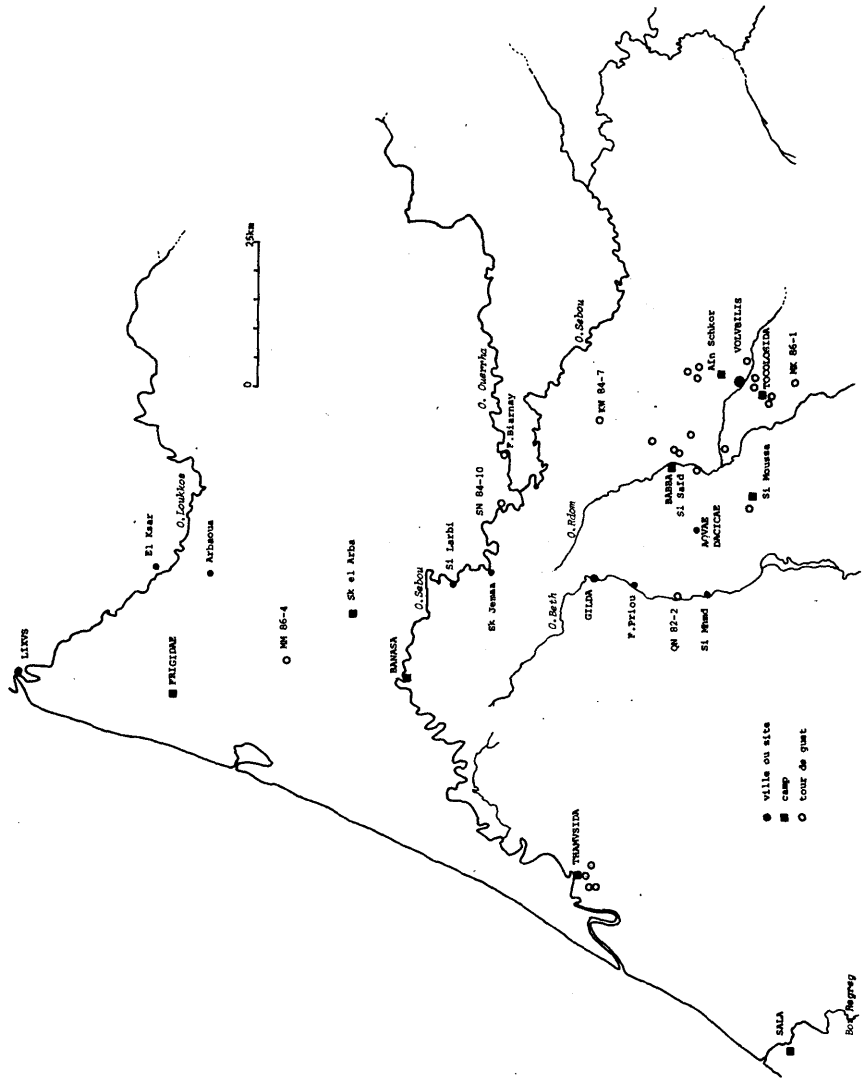


Fig. 3: Camps et tours de guet au sud du Loukkos.

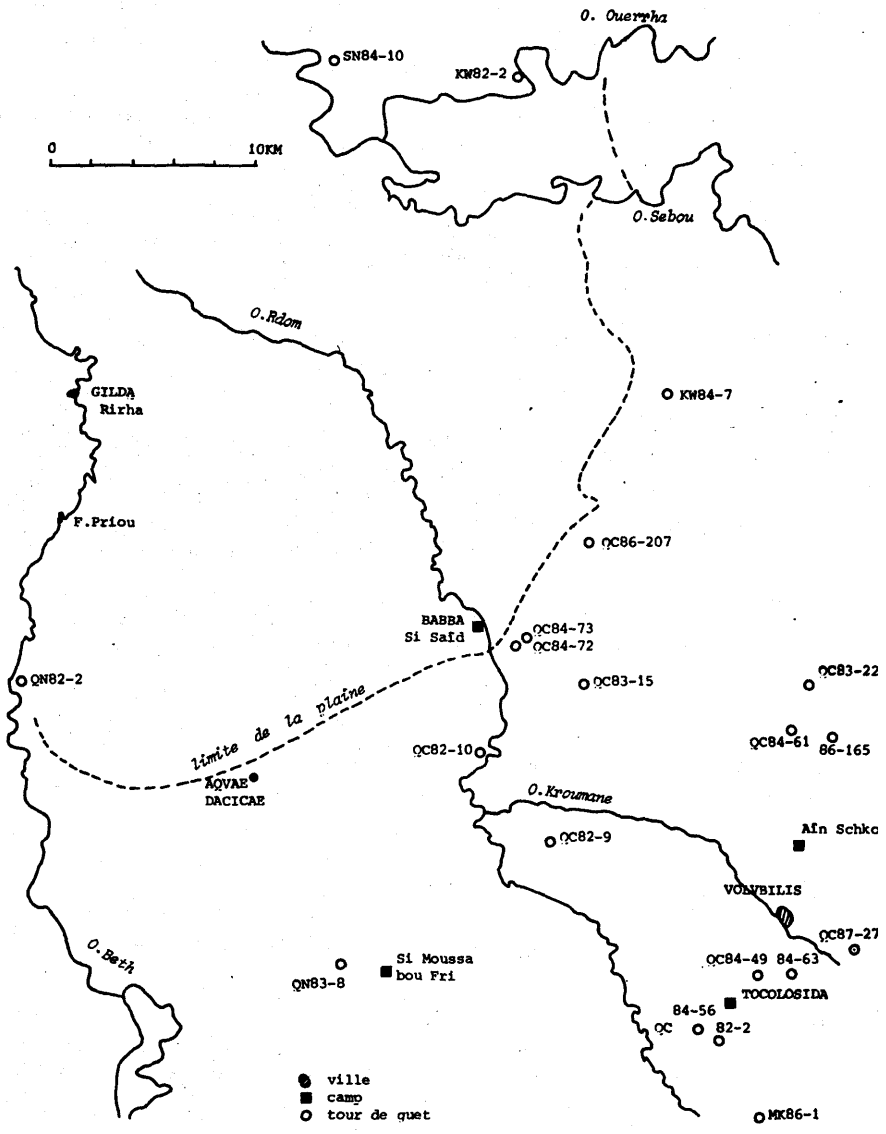


Fig. 4: Camps et tours de guet de la région de Sidi Saïd - Volubilis.

Localisation des unités militaires

Unités localisées à une date précise

Sala		
coh i lamauorum	épitaphe	vers 50: J. Boube BAM XII 1979-90 p. 118
ala ii syrorum	décret de Sala	28 octobre 144, d'après 307 (1)
Banasa		
coh miliaria	réponse impériale	en 215, d'après 99. il est question de l'affectation de cette coh. à Banasa dans un contexte obscur
Sidi Saïd		
coh iv gallorum	dédicace	sous Alexandre Sévère, d'après 298
	épitaphe	sans date, d'après 299
Aïn Achkor		
coh asturum et callaecorum	construction mentionnée à Volubilis	en 57, d'après 498 de Volubilis
	construction du praetorium d'A.S.	d'après 821
	base de statue	d'après 430 de Volubilis, peut-être sous Trajan
	diplôme 804 de Volubilis	vers 110 mentionne peut-être la coh.
	dédicace	d'après 820, milieu IIe
coh iv miliaria tungrorum	réparation du balneum	sous Alexandre Sévère, d'après 824
	fragment	509 de Volubilis
Environs de Volubilis?		
uexillatio brittonum	dédicaces	en 191-192 d'après 363-4

(1) 307, 99, etc.: IAMl 307, 99. Sans indication: trouvée sur place; autrement nous indiquons «de Volubilis».

Unités localisées sans date précise

Tanger		
ala i hamiorum	épitaphe	sesquaeplicarius mort à 50 ans, d'après 9. Détaché auprès du procurateur?
	épitaphe	signifer, d'après 34. Détaché comme son frère auprès du procurateur?
Tamuda		
[ex] breitonibus	épitaphe	d'après 56

Souiyar		
---ii span---	épitaphe de la «coniux» d'un soldat	coh ii hispanorum cr? ou ii hispana? d'après 71; cf la présence à Duga de la coh ii hispanorum, d'après la Notitia Dignitatum
Ksar el Kebir		
ala hamiorum	épitaphe	d'après 81
	diplôme 235	en 109, de Banasa
	diplôme 243	vers 156-160, peut-être de cette aile; de Banasa, qui est à 55 km de Ksar.
Thamusida		
---asturum---	épitaphe	d'après 253. ala iii asturum cr ou coh iii asturum cr? la coh i asturum et callaecorum est à Aïn Schkor
coh milliaria	brique	des principia du camp: Thamusida I, p. 266
al(a) g(emelliana)	briques	3 du camp, 1 des thermes, 1 de la tour de guet de Lalla Aïcha: Thamusida I, p. 196
ala gemelliana	épitaphe	d'après 250: vétéran, duumuir de Babba
ala gemelliana c.r.	diplôme 240	de Banasa, qui est à 45 km de Thamusida. Daté de 124.
Sala		
coh su[rorum]	dédicace	d'après 300, lecture douteuse.
	diplôme 234	en 88, de Banasa
	diplôme 243	vers 156-160, de Banasa; peut-être cette coh: Banasa est à 90 km de Sala.
Sidi Moussa Bou Fri		
coh parthorum	dédicace	d'après 814, dont la lecture -PA--est à compléter: PART
Tocolosida		
ala augusta	épitaphe	d'après 817
	base de statue	d'après 451 à Volubilis
	diplôme 810	sous Antonin? de Volubilis
	diplôme Lenoir 1	en 131, de Volubilis. ala aug. ou iv gall
ala ha(miorum)	épitaphe (âge: 45 ans)	d'après 816. Voir ci-dessus Ksar.
Volubilis		
leg x gemina	épitaphe	du Ier siècle, d'après 511. Plutôt en opération qu'en station
ala tauriana	épitaphe (fin Ier s.)	d'après 508, d'Annoceur. D'un des camps proches de Volubilis?
	diplôme 239	en 122, de Banasa
	diplôme 241	en 128-133, de Banasa, à 100 km de Volubilis
coh i hispan	épitaphe	d'après 510
	épitaphe	d'après 512.- mort au champ d'honneur.

Unités non localisées ou non identifiées
(hors celles qui sont mentionnées par les diplômes)

Tanger

10 uexillatio alae flauiae	mention dans une épitaphe
30 ala gemelliana	épitaphe faite par un cavalier de l'aile. voir sous Thamusida

Banasa

85 leg v macedonica	dédicace d'un centurion
175 ---coh---	fragment

Thamusida

249 ---praeest---	en 79
262 ---aees---	fragment

Aïn Schkor

827 ---praef coh---	
826 --- [alae a]ug(ustae)?	fragment
830 ala asturum	vétéran

Volubilis

793 ---a]sturu[m	fragment

Larache

76 ---hisp]anorum	probablement un vétéran

Unités mentionnées par la Notitia Dignitatum	Localisation de la Notitia	Observations
ala herculea	tamuco	Tamuda
coh ii hispanorum	duga	Suiar?
coh i herculea	aulucos	Lixus
coh i ityraeorum	castrabariensi	Ni Banasa, ni Babba; connue des diplômes
?	sala	occupée effectivement au IVe s.
coh pacatianensis	pacatiana	non identifiée
coh iii asturum	tabernae	Tabernae-Lalla Djilalya connue des diplômes
coh friglensis	friglas	Frigidae. Mais pas de matériel du Bas-Empire?

Sites de la Notitia non identifiés: Castrabariensi, Pacatiana; hypothèse: Duga
Sites archéologiques non identifiés: El Benian; hypothèse: Suiar.

Unités mentionnées sur les diplômes	Indices sur leur localisation recueillis à	pas d'indices
ailes		
i augusta gallorum	Tocolosida	
gemelliana	Thamusida	
i flauia gallorum tauriana uictrix	Volubilis	
iii asturum pia fidelis c.r.	Thamusida?	
i hamiorum syrorum sagittaria	El Ksar, Tocolosida	
cohortes		
i ituraeorum c.r.		sauf N.D.: Castrabariensi
v delmatarum		pas
ii hispana uasconum c.r.	Suiar?	
iv gallorum equitata c.r.	Sidi Saïd	
i asturum et callaecorum c.r.	Aïn Schkor	
ii syrorum sagittaria equitata milliaria	Sala	
iii asturum p.f. c.r.	Thamusida?	pour N.D., Tabernae
ii hispanorum c.r.	Suiar?	pour N.D., Duga
i lemauorum c.r.	Sala	
iii gallorum felix		pas
iv tungrorum (uexillatio)	cf Aïn Schkor	
i bracarorum		pas
i celtiberorum equitata c.r.		pas
iu uindelicorum		pas
—flauia commagenorum miliaria sagittaria		pas

Première attestation en Tingitane des unités auxiliaires

57

coh i asturum et callaecorum c r (Volubilis 498)

88, et pouvant être en Tingitane depuis 40

ala i augusta gallorum (d. Banasa 234)
En Espagne jusqu'en 40, transfert à ce moment vraisemblable (Christol-Le Roux)

ala gemelliana (d. Banasa 234)

ala i hamiorum syrorum sagittaria (d. Banasa 234)

coh v delmatarum (d. Banasa 234)

coh iv gallorum equitata c r (d. Banasa 234)
En Espagne jusqu'en 40, transfert à ce moment vraisemblable (Christol-Le Roux, p. 25, n. 90)

coh ii syrorum sagittaria (equitata) milliaria (d. Banasa 234)

coh i lemauorum c r (d. Banasa 234)
La tombe de Valerius Veto, soldat de cette cohorte, à Sala, se date des années 50-60. L'arrivée de la cohorte en 40 est vraisemblable (Boube, «BAM», XII, pp. 79-80, p. 118)

coh i bracarorum (d. Banasa 234)

88, mais pouvant être récemment arrivée

ala i (flauia) gallorum tauriana uictrix (d. Banasa 234
En Espagne jusque vers 75 (Christol-Le Roux)

ala iii asturum pia fidelis c r (d. Banasa 234)
En Espagne au Ier siècle (Roxan, *Auxilia* p. 845); à l'époque julio-claudienne, Leroux, *Armée*, p. 191

Ier siècle?

coh i hispanorum
Ier siècle, si comme Roxan on admet cette date pour Volubilis 510 et 512; attestée en 159 par le d. Volubilis 810, sauf si on corrige avec Roxan, *Diplomas*, 53 *i hisp* en *ii hisp vasc*; n'est en tout cas pas attestée à Sidi Moussa bou Fri 814, où, contre une hypothèse de M. Euzennat, il faut lire *coh parth(orum)*

109

coh i ituraerum c r (d. Banasa 235)

coh ii hispana uasconum c r (d. Banasa 235)

coh iii asturum (p.f.) ciuium romanorum (d. Banasa 235-236)

coh ii hispanorum c r (d. Banasa 235)

coh i celtiberorum (equitata) c r (d. Banasa 236)

124

coh iv uindelicorum (d. Banasa 240)

144

ala ii syrorum c r (Sala 307)
le préfet de l'aile M. Sulpicius Felix attend son successeur à la date du texte

154

coh iii gallorum felix (d. Souk el-Arba 82)
Encore en Mésie en 99 (Le Roux, *Armée*, p. 150, n. 177; voir aussi p. 226 et 227)

iv tungrorum uexillatio (d. Souk el-Arba 82)
Arrivée postérieurement à 131-5 (Roxan, *Auxilia*, p. 848)

--*flauia commagenorum miliaria sagittaria* (texte inédit sur lequel nous reviendrons)

191-2

uexillatio brittonum (Volubilis 363-364)

215

coh milliaria (Banasa 99)
Cohorte non identifiée, contexte obscur

222-232

coh iv milliaria tungrorum (Aïn Schkor 824)
Voir plus haut pour l'arrivée de la *uexillatio* des Tongres. L'arrivée est antérieure à 222: d. sans date Lenoir 2.

sans date précise

coh parthorum
Attestée à Sidi Moussa bou Fri (814), camp probablement fondé par ou après Trajan. Le recrutement de ces Parthes est vraisemblablement lui aussi trajanien ou post-trajanien. L'absence de la cohorte sur les diplômes a permis de supposer (Roxan, *Auxilia*, p. 850) que la cohorte ne faisait pas partie de la garnison de la province avant 156-159.

iuniores bessos
Arrivent à l'epoque sévérienne.

Nous avons dans ce qui précède suivi Roxan, *Auxilia*, en y ajoutant les compléments possibles. Nous avons donc adopté les noms d'unités donnés par cette auteur. Nous ne mentionnons pas les unités mal identifiées, sauf dans le cas de la *coh milliaria* citée à Banasa à une date précise.

Unités auxiliaires non attestées en 156-159

Il s'agit des unités qui ne figurent pas, ou dont le nom ne peut pas être restitué sur les trois diplômes Banasa 242 et Volubilis 809, en 156-7, et Volubilis 810 en 159. Il va de soi que pour certaines, cela ne signifie pas forcément qu'elles aient disparu de la garnison de la province.

coh i bracarorum: est attestée seulement en 88

coh i hispanorum: pour Roxan, *Auxilia*, a pu quitter la province sous Domitien. Mais il faut alors corriger le diplôme Volubilis 810

coh i celtiberorum c r: pas attestée après 114-117 (d. Banasa 237). Signalée en Espagne en 163 et 167 (Roxan, *Auxilia*, n. 90) et récemment en 132 (Leroux, *Armée romaine*, p. 149). Cet auteur pense qu'il s'agit en Tigitane d'«un renfort temporaire de durée relativement brève». Mais est-ce pour les opérations de 40 que ce renfort aurait été utile?

coh iv uindelicorum: seulement attestée en 124

ala ii syrorum c r: attestée seulement en 144, mais va rester en place au moins sous le successeur de M. Sulpicius Felix

De ces cinq unités, un seul départ est effectivement attesté: celui des Celtibères.

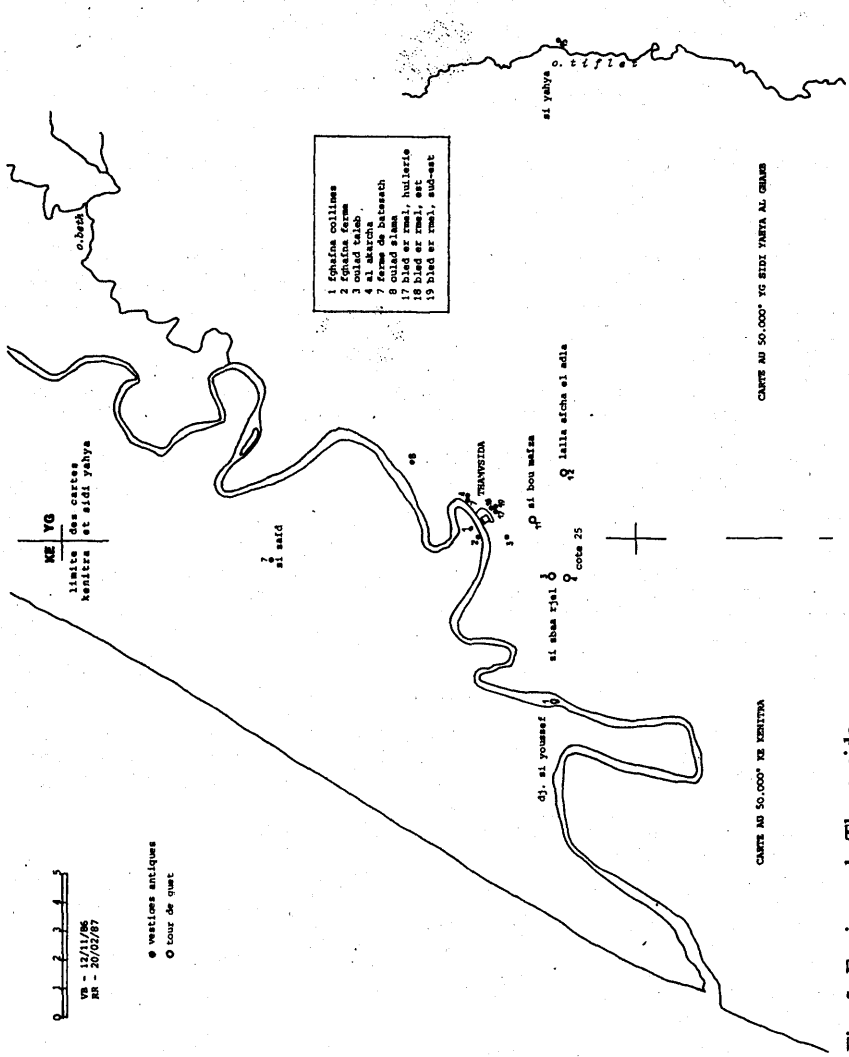


Fig. 5: Environs de Thamusida.

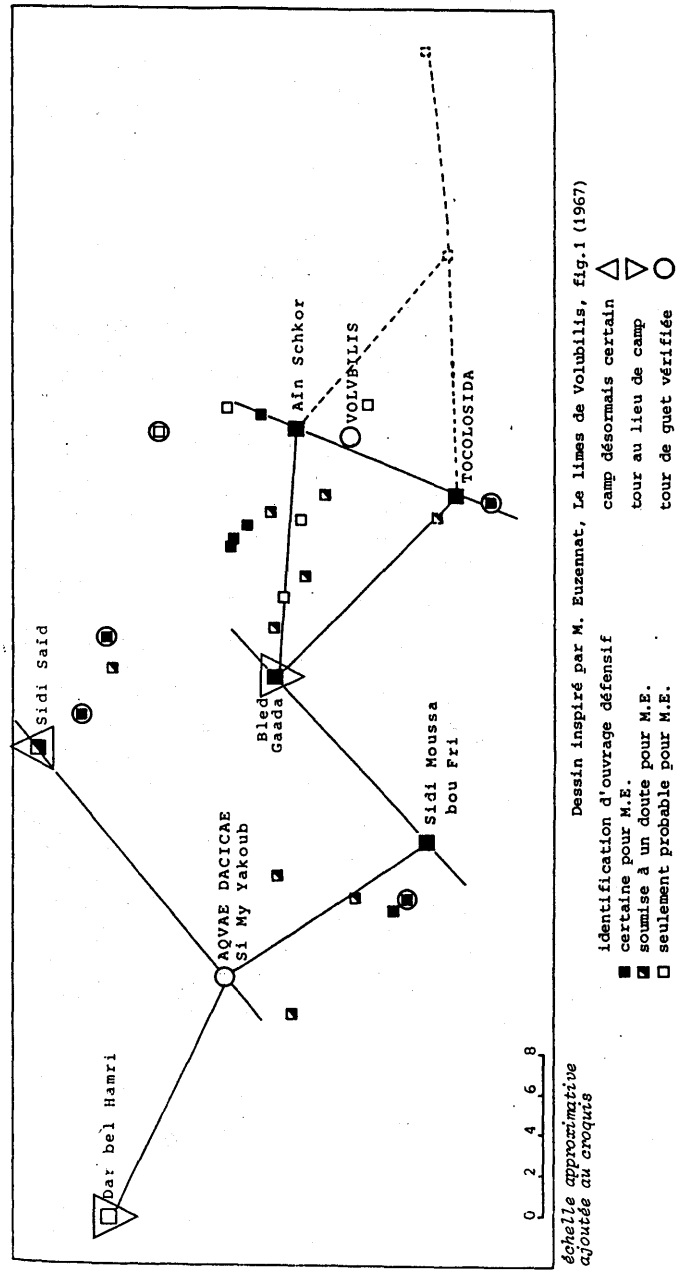


Fig. 6: La «région de Volubilis» en 1967.

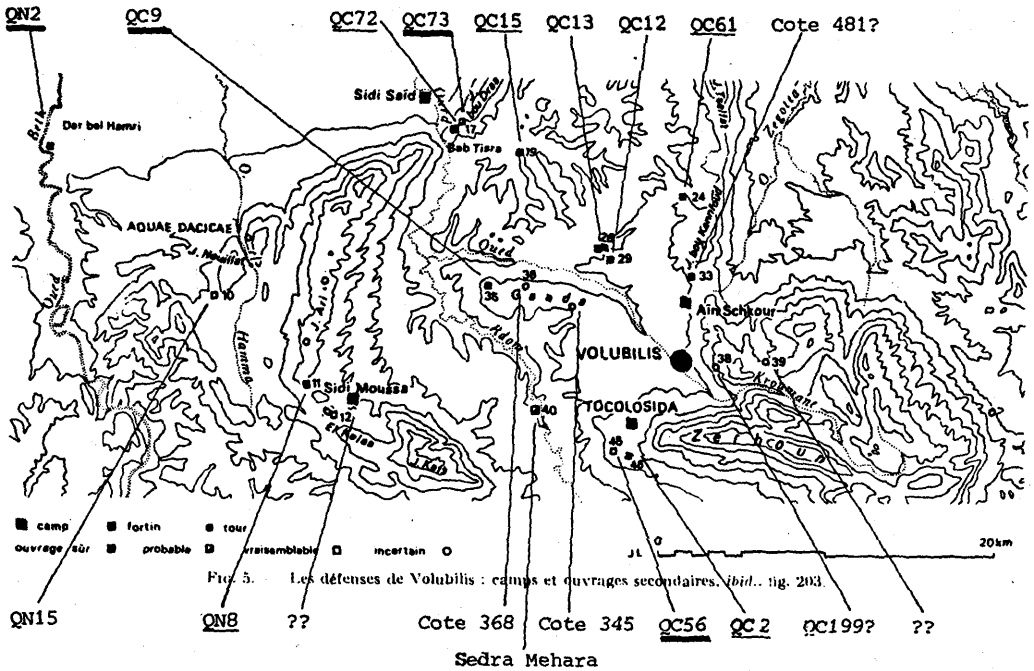


Fig. 5. Les défenses de Volubilis : camps et ouvrages secondaires. *Ibid.*, fig. 203.

Cote QC ou QN : site antique, mais pas tour de guet
Cote QC ou QN : tour de guet vérifiée (voir figure précédente)
Cote QC ou QN : tour de guet découverte ou identifiée par la Mission du Sebou depuis 198
Sites non codés QC ou QN : ne sont pas antiques jusqu'à plus ample informé

Défenses de Volubilis d'après M. Euzennat : CRAI 1987 p.659
(apparat critique : Mission du Sebou)

Fig. 7: La «région de Volubilis» en 1987.

Appendices

Le récent recueil des *Inscriptions antiques du Maroc* fournit un index des inscriptions militaires (p. 460-461). Il n'est pas strictement complet, puisqu'y manquent, par exemple, au nombre des unités indéterminées, les deux inscriptions de Thamusida, 249 et 262, où la formule *cui praeest* ainsi que les diplômes 80, 238, 244, 245, 246, 284, 286, 803, 804, 806, 807, 808, 811. Mais surtout, établi à l'ancienne mode du *Corpus* des Inscriptions Latines, il mêle inextricablement les unités qui nous renseignent sur leur lieu de trouvaille, celles qui sont énumérées sur les diplômes, et celles qui figurent dans la liste des fonctions d'un personnage. Nous pensons donc rendre service à nos lecteurs en donnant ci-après une liste des inscriptions à attache topographique, et une liste des diplômes.

Nous ajoutons à cette liste celle des diplômes dont le titulaire est suffisamment connu pour qu'on puisse faire état de son unité: il y a en effet une chance pour que le diplôme ait été trouvé là où le titulaire a pris sa retraite; il y a également une chance, mais évidemment beaucoup plus mince, pour que ce lieu de trouvaille soit voisin du lieu de stationnement de l'unité: nous avons tenu compte de cette possibilité dans notre tableau des unités.

Inscriptions militaires à attache topographique

Tanger
10 uexillatio alae flauiae
30 ala gemelliana
9 ala i hamiorum
34 ala hammiorum

Tamuda
56 breitonibus

Souiyar
71 coh ii span

Ksar el Kebir
81 ala hamiorum

Larache
76 [coh i ou ii hispa]norum

Banasa
85 leg v macedonica
99 coh miliaria
175 coh

Thamusida
249 ---praeest---
250 ala gemelliana
253 ---asturum---
262 ---pr]aees[t

Sala
307 ala ii syrorum cr. (cf. 308)
300 coh su---

Sidi Saïd
298 coh iiii gallorum
299 coh iiii gallorum

Aïn Schkor
830 ala asturum
826 ala augusta?
820 coh asturum et callaecorum
821 coh asturum et callaecorum
824 coh iiii miliaria tungrorum
827 coh

Sidi Moussa
814 coh parthorum

Tocolosida
817 ala augusta
816 ala hamiorum

Volubilis
511 leg x gemina
451 ala augusta
508 ala tauriana
430 coh asturum et callaecorum
498 coh asturum et callaecorum
510 coh i hispanorum
512 coh i hispanorum
509 coh iiii miliaria---
793 ---a]sturu[m
363 uexillatio brittonum
364 uexillatio brittonum

Diplômes militaires

Ville	IAMI	CIL	Roxan	AEpigraphique	Source de l'AEp. ou bibliographie	Date
Lixus	80		11			Trajan
Sk el Arba	82		48	1957 66	ex BCTH 63-4	28-12-154
Banasa	234 pl	159		1953 74	ex CRAI 1952 192-198	09-01- 88
	235 pl	161 pl		1936 70	ex CRAI 1935 408-415	14-10-109
	236 pl	162 pl		1952 46	ex CRAI 1951 432-4 (2)	14-10-109
	237 pl	165 pl		1952 47	ex CRAI 1951 434-6	114 à 117
	238 pl		12	1969-70 739	ex Ant Afr 1969 115-7	Trajan?
	239 pl	169 pl		1934 98 + 1936 71 + 1942-3 84	ex CRAI 1934 12-19 + 1935 412-3 + 1942 171-9	18-11-122
	240 pl	171 pl		1950 p. 29	ex CRAI 1949 335	124
	241 pl	173 pl		1949 73	ex CRAI 1948 43-45	128 à 133
	242 pl	181 pl		1950 67	ex CRAI 1949 332-6	156-157
	243 pl		54	1969-70 140	ex Ant Afr 1969 121-2	156 à 160
	244 pl		57	1969-70 741	ex Ant Afr 1969 122-4	Antonin
	245 pl	186 pl		1951 p. 79	ex PSAM 9 1951 170	164-165
	246 pl		37			M. Aurèle
Thamusida	284 pl		13	1960 101	ex Thamusida I 191 et pl. CXXVIII, 2	Trajan
	285	166 pl	16 (1)	1950 68	ex CRAI 1949 336-7 cf Thamusida I, 189-191 et pl. CXXVII	28-13-168
	286		29	1966 613	ex Thamusida I, 192 et pl. CXXVIII, 1	
Volubilis	803		15	1969-70 742	ex Ant Afr 1969 117	Trajan
	804	167				110 ca
	805 pl	170		1942-3 83	ex CRAI 1942 141	18-11-122
	806 pl	176	25	1942-3 83 + 1969-70 743	ex CRAI 1942 142 + Ant Afr 1969 117-8	123 à 129
	807 pl		56			Antonin
	808 pl		41	1957 p. 23	ex BCTH 1954 59	133 à 140 ca
	809 pl	182 pl		1949 74	ex CRAI 1948 45-7	156-7
	810		53	1960 103	ex BCTH 1955-6 86-88	Antonin?
	811 pl		43	1969-70 745	ex Ant Afr 1969 124-5	Hadrien? Antonin
	812 pl		18	1969-70 744	ex Ant Afr 1969 118-121	Hadrien?
	813 pl		24	1959 48	ex BAM 1957 237-9	après 90
	L. 1 pl				BAM XV 1983-4 214-219	131
	L. 2 pl (3)				BAM XV 1983-4 219-223	2e m. 2e s.
Aïn Schkor	840		33	1969-70 749	ex BAM VII 1967 643-7	Hadrien

(1) Deux fragments séparés de l'ensemble.
(2) Voir aussi V. Ljublenova, «Arheologija Sofia», 21, 4, 1979, p. 41-44 = *AE* 1979, 553 et 1980, 995; Roxan, *Diplomatas and Topography*, p. 773.
(3) pl = photographie publiée.

Diplômes dont l'unité du titulaire est connue.

Banasa	234	coh ii miliaria sagittaria (syrorum)	88
	235	ala i hamiorum	109
	239	ala gallorum tauriana c.r. torquata victrix	122
	240	ala gemelliana c.r.	124
	241	ala tauriana c.r.	128 à 133
	243	---sag---: ala i hamiorum syrorum ou coh ii syrorum	156 à 160
Volubilis	804	coh asturum et callaecorum?	vers 110
	810	ala i augusta gallorum	Antonin?
	812	ala?	Hadrien?
	L. 1	ala i augusta gallorum ou coh iiii gallorum	131

Post-scriptum (nov. 1987). M. LENOIR, *Inscriptions nouvelles de Volubilis*, «BAM» XVI, 1985-6, publie une nouvelle inscription de Sidi Moussa bou Fri, n° 29, p. 231-2:
- - - [aug]ustae/ - - - [cohors P]arthor(um)

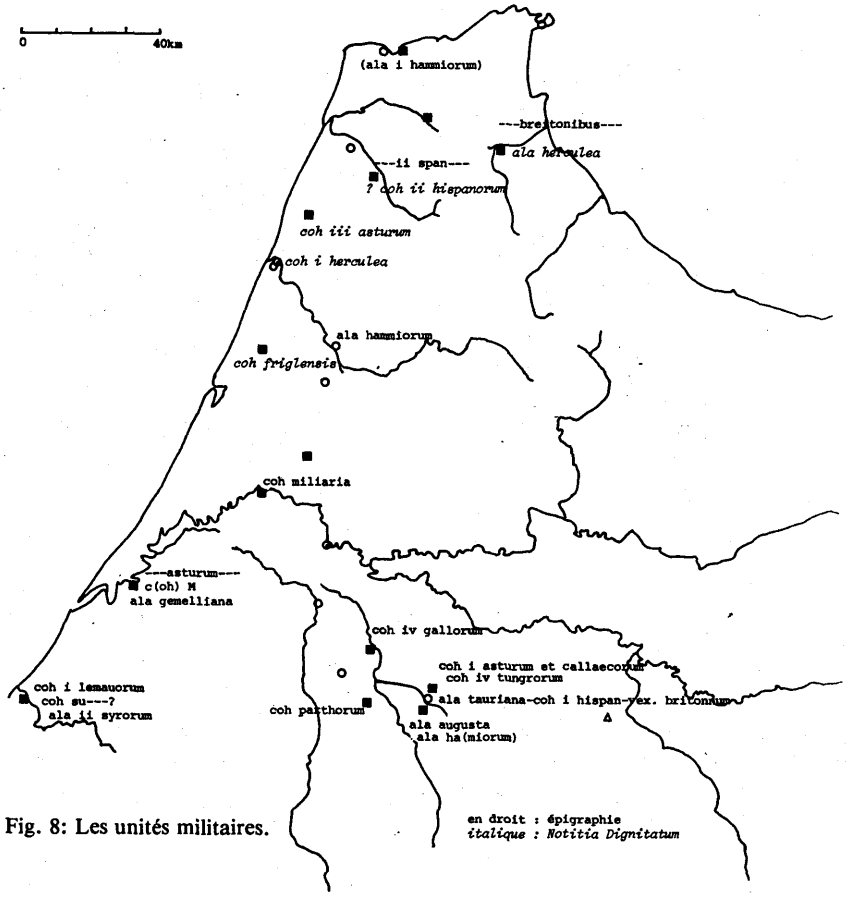


Fig. 8: Les unités militaires.

Patrick Barrau

A propos de l'*officium* du vicaire d'Afrique

Les vicaires occupent dans le système administratif du Bas-Empire une place centrale. Pour exercer leurs fonctions, ils s'appuyaient sur un *officium* qui, à côté d'un vicaire restant généralement très peu de temps en fonction, permettait de réaliser la continuité administrative. L'étude de l'*officium* du vicaire d'Afrique, peut permettre de mieux cerner l'organisation d'un *officium* diocésain, son rôle administratif, le statut des *officiales* et leur place dans la société.

A - L'organisation de l'*officium*.

Pour connaître cette organisation, nous ne disposons que d'une documentation rudimentaire et fragmentaire qui permet seulement d'examiner l'effectif, l'entrée dans l'*officium*, les grades et la hiérarchie.

Traiter de l'effectif d'un *officium* est d'un grand intérêt si l'on considère que l'administration du Bas-Empire est généralement présentée comme pléthorique[1]. L'excès des fonctionnaires serait un des aspects les plus remarquables de ce qu'on a appelé la bureaucratie du Bas-Empire. Pour le diocèse d'Afrique, nous disposons d'un chiffre officiel pour 365 relatif à l'effectif de l'*officium* du vicaire d'Afrique. Ce chiffre est de trois cents *officiales*[2]. Peut-on le considérer comme exact et peut-on déterminer la charge que représentait le nombre d'*officiales* diocésains eu égard à la société africaine de la fin du monde antique?

Quand le pouvoir impérial fixe un effectif de fonctionnaires, il a deux préoccupations essentielles. Les fonctionnaires, à l'instar des soldats, étaient payés par l'Etat, ils recevaient l'annone provenant de l'impôt foncier[3]. La rémunération versée était liée au port du *cingulum* et

[1] Par exemple J. GAUDEMET, *Les constitutions au vicaire Dracontius* in *Mélanges Seston*, Paris 1974, p. 201.

[2] *CTh* 1, 15, 5 adressée au vicaire d'Afrique Dracontius: *Officium vicariae per Africam praefecturae intra eum numerum colligatur, ut trecentos minime possit excedere, sicuti ceterorum vicariorum esse praecipimus*. DE MARTINO, *Storia*, V, p. 276.

[3] La rémunération des fonctionnaires est traitée: E. SEIN, *Untersuchungen über des officium der Prätorianerpräektur seit Diocletian*, lère éd. Vienne 1922, 2ème éd. Amster-

donc à l'appartenance à la *militia*[4]. Une croissance exagérée du nombre des membres de la *militia* amenait nécessairement une augmentation du montant total des rémunérations, d'où le souci du pouvoir impérial de limiter le nombre des inscrits appartenant à la *militia*[5].

Les fonctionnaires ceints du *cingulum* bénéficiaient, après un certain temps de service, de l'exemption de la curie ou de l'accomplissement de charges (*munera*)[6]. La fuite vers les *officia* était un bon moyen de se dérober aux obligations d'origine. Là encore, le pouvoir impérial ne pouvait laisser faire; en limitant l'effectif, il réduisait l'effet nocif qu'aurait pu avoir la fuite vers les *officia*.

Pour autant est-il certain qu'il n'y avait pas plus d'*officiales* que le nombre fixé par le pouvoir impérial? Nullement. Il y avait dans les *officia* des hommes non inscrits à la *militia*, en surnombre, ils ne recevaient pas l'annone et étaient susceptibles d'être appelés à leurs curies d'origine ou à d'autres fonctions. La présence de ces hommes est attestée par des textes officiels[7]. Quel intérêt les attirait vers la fonction publique en dehors d'une rémunération et des exemptions? Ils trouvaient alors un endroit, administrativement stratégique où dotés d'un petit pouvoir, ils exerçaient quelque influence sur les provinciaux, influence qui était sans doute monnayable. Il y avait donc deux effectifs: un effectif officiel et un effectif réel.

A deux reprises, en 365 et 386, le pouvoir impérial établit l'effectif de tout *officium* diocésain à trois cents membres[8]. Une telle harmonisation entre tous les *officia* n'était pas adaptée à la réalité de chaque diocèse. Le pouvoir impérial dut différencier les effectifs selon les diocèses.

dam 1962, pp. 19-22; *Histoire du Bas-Empire*, p. 50; A.H.M. JONES, *The roman civil service (clerical sub clerical grades)*, in *Studies in roman gouvernment and law*, Oxford, 1960, pp. 153-175; A. PIGANIOL, *L'Empire chrétien*, (*325-395*),Paris 1972², p. 352: A. CHASTAGNOL, *La préfecture urbaine à Rome,* Paris 1960, pp. 222-223. Sur les divers sens du terme *annona*, nous nous référons à A. CERATI, *op. cit.*, pp. 20-29.

[4] *CTh* 8, 7, 17 = *CI* 12, 49, 5 (385) *qui nec militiam sustinent neque a fisco ullas consequuntur annonas*.

[5] C'est le sens de la constitution dont les destinataires étaient le proconsul et le vicaire d'Afrique mais qui concernait seulement l'*officium* proconsulaire *CTh* 1, 12, 6 (398) *ita ut idem circa statutum numerum officii tui permaneat annonarum numerus*.

[6] Infra.

[7] Ainsi pour les *officia* palatins, *CTh* 6, 30, 15, 17 (399). La constitution déjà citée, *CTh* 1, 12, 6 (398) relative à l'*officium* proconsulaire d'Afrique admet la présence d'*officiales* en surnombre à la condition de ne pas augmenter le nombre global de l'annone versée à l'*officium*.

[8] *CTh* 1, 15, 5 et *CTh* 1, 15, 12 *Singuli vicarii per dioeceses sibi creditas ter centenos tantum noverint militare debere, cuius octo provinciarum ambitus per spatia latiora tenduntur*.

En 389 il précise que l'*apparitio* de l'*officium* diocésain d'Asie est de deux cents membres[9]. En 394 il indique que l'*officium* du Comte d'Orient ne doit pas compter plus de six cents appariteurs[10]. L'*officium* diocésain d'Afrique a-t-il officiellement compté toujours trois cents membres? On peut en douter pour plusieurs raisons.

Dans la constitution de 365 dont le destinataire est le vicaire d'Afrique il est fait obligation de ramener le nombre des membres de l'*officium* à trois cents[11]. Jusqu'à cette date l'effectif devait être plus important. Rien n'indique qu'après 386 l'*officium* africain ait gardé un effectif officiel égal à trois cents, une exception a pu être faite pour lui comme ce fut le cas pour l'*officium* du Comte d'Orient en 394[12]. Deux facteurs expliqueraient l'augmentation du personnel. En 389 l'*officium* du proconsul d'Afrique compte quatre cents membres, certes le proconsul a une dignité supérieure à celle du vicaire mais ses compétences sont moins étendues sur le plan géographique. De plus dans cette période de l'extrême fin du IVe siècle et du tout début du Ve siècle, il paraît logique que le pouvoir impérial ait renforcé le personnel des fonctionnaires civils par rapport au personnel du Comte d'Afrique insubordonné[13]. Un autre élément, tiré de la *Notitia*, pourrait donner quelque crédit à cette hypothèse. La *Notitia* mentionne comme membres de l'*officium* les *singulares*[14]. La même mention se retrouve pour tous les *officia* diocésains occidentaux mais pas pour ceux d'Orient[15]. Si on admet que ces *singulares* représentaient une petite force de police ou de maintien de l'ordre, il y a là un facteur d'augmentation de l'effectif. Mais il est possible que l'effectif officiel soit resté à trois cents, mais que l'effectif réel

[9] *CTh* 1, 15, 13. Le diocèse d'Asie comptait huit provinces en 389. Le contenu de la constitution semble contradictoire puisque le nombre d'appariteurs est lié à l'étendue du diocèse. La constitution étant adressée au vicaire d'Afrique il semble donc, compte-tenu du texte, que le chiffre ait été fixé simultanément pour tous les *officii* diocésains et non pas postérieurement, ENSSLIN, *P.W.*, VIII, 2, 2034 ou antérieurement, DE MARTINO, V, p. 276 note 116, tout en étant inférieur à l'effectif fixé en 386.

[10] *CTh* 1, 13, 1 = *CI* 12, 56, 1 *In officio comitis Orientis non amplius quam sexcenti apparitores habeantur*, Le diocèse d'Orient comptait quinze provinces.

[11] *CTh* 1, 15, 12.

[12] *CTh* 1, 13, 1 = *CI* 12, 56, 1.

[13] *CTh* 1, 12, 6 *Apparitioni tuae et legatorum quadringentos de his duntaxat*. On peut citer la corruption et les négligences de Romanus qui furent les causes essentielles de la guerre contre Firmus en 372. Ammien XXVII 9 1-3 et XXIX 5 2-3; la rebellion de Gildon, *magister utriusque militiae per Africam* en 397-398; l'assassinat par le peuple de Ioannes vers 409 Chronica Gallica 452 n. 59. Zosime V 37-6. La révolte d'Héraclien en 413. *Cf.* T. KOTULA, *Le fonds africain de la révolte d'Héraclien*; la révolte de Boniface en 427.

[14] *Not. dig. Oc.* XX 26 *Singulares et reliquos officiales*.

[15] *Not. dig. Oc. XIX, XXI, XXII, XXIII - Or.* XXIV, XXV, XXVI.

ait été beaucoup plus important. Il comprend donc tous les membres de l'*officium*, y compris ceux n'appartenant pas à la *militia* et ne recevant pas l'annone. Nous disposons d'une précieuse indication épigraphique et nous devons aussi raisonner par analogie. La table de Timgad mentionne cinq *vicariani*. Timgad n'est pas Carthage, ni même la capitale d'une province; et le vicaire d'Afrique a cinq provinces sous sa responsabilité. On peut imaginer l'effectif réel de l'*officium* diocésain d'Afrique largement supérieur au chiffre officiel de trois cents[16]. Nous pouvons aussi établir des comparaisons.

Les *officia* provinciaux comptaient, selon toute vraisemblance, cinq cents membres en moyenne[17]. La préfecture d'Afrique créée par Justinien comptait trois cent quatre vingt seize membres, mais elle était conçue comme une sorte de squelette administratif dont le rôle était d'assurer une présence byzantine civile minimale après la reconquête. Le souci premier de Justinien fut l'occupation militaire[18]. Nous connaissons pour les largesses sacrées d'Orient les rapports entre *statuti* et *supernumerarii*, officiellement il est de un à trois en faveur des *supernumérarii*[19]. Si l'on considère les *singulares* comme une force de police incluse dans l'*officium*, il est logique d'avancer un effectif supérieur à mille personnes, mais qui n'atteindrait pas quinze cents personnes. Un tel chiffre autorise-t-il l'expression «effectif pléthorique»?

La circonscription du vicaire d'Afrique couvrait cinq provinces. Aujourd'hui, pour une telle étendue, cet effectif serait singulièrement oliganthropique mais l'Afrique du IVe siècle est fort différente d'un pays contemporain développé. L'immense majorité de la population vivait de l'agriculture et la proconsulaire, province particulièrement prospère, ne faisait pas partie du diocèse d'Afrique. Certes la fixation d'un effectif théorique pour l'annone empêchait une augmentation de la pression fiscale en raison d'un accroissement du personnel. Reste le poids représenté par des fonctionnaires dont l'honnêteté était relative et dont le nombre donc pouvait être une menace pour les provinciaux.

Nous ne disposons que de peu de renseignements concernant l'entrée dans l'*officium*; c'est en corroborant des informations plus générales ou n'ayant pas de rapport direct avec le diocèse d'Afrique que peuvent être cernées les conditions dans lesquelles on devenait membre de

[16] L. Leschi, *L'Album de Timgad et l'ordo salutationis du consulaire de Numidie*, «Revue des Etudes Anciennes», 1948, pp. 71-100.

[17] C'est la position de C. Bruschi, *op. cit.*, p. 326.

[18] *CI* 1, 27, 13.

[19] *CTh* 6, 30, 15..., *statutos ducentos viginti quattuor, supernumerarios sexcentos decem electissimos inhaerere praecipimus....*

l'*officium* du vicaire d'Afrique. Aux incompatibilités avec la qualité de membre de l'*officium* s'ajoutaient les conditions de forme: la *probatoria* et le serment.

Les incompatibilités étaient de deux ordres, les unes concernaient le statut social, les autres tenaient à la religion. Traitées dans l'étude de Christian Bruschi[20] sur les *officiales* provinciaux, nous nous contenterons de les rappeler. L'accès à la *militia*, qu'il s'agisse de la *militia armata* ou de la *militia officialis*, est interdit aux curiales[21]. Les répétitions à intervalles réguliers sont très nombreuses dans les constitutions, ce qui montre le caractère vain d'une telle interdiction[22]. Au sujet des officiales diocésains d'Afrique, l'Album de Timgad, comme nous le verrons après, démontre que certains *officiales* diocésains étaient d'origine curiale[23]. La même interdiction concernait ceux attachés à un corps particulier[24]. Les membres de la *militia armata* et leurs fils ne pouvaient pas entrer dans un *officium*[25]. Esclaves, affranchis, colons se voyaient interdits l'entrée dans la *militia*, en général[26].

Enfin les interdictions pour raisons religieuses apparaissent à l'extrême fin du IVe siècle et au début du Ve siècle[27]. Pour vérifier si le futur

[20] *Op. cit.*, p. 148 et s.

[21] R. GANGHOFFER, *L'évolution des institutions municipales en Occident et en Orient au Bas-Empire*, Paris 1963, p. 80 montre le caractère souvent formel d'une telle interdiction.

[22] Cette interdiction est rappelée dans une constitution de 386 adressée à tous les vicaires, *CTh* 1, 15, 12.

[23] L. LESCHI cf. *op. cit.*, pp. 77-100. A. CHASTAGNOL, *L'Album municipal de Timgad*, Bonn 1978.

[24] L'interdiction concerne tous ceux qui appartenaient à un *collegium* qui les obligeait à l'accomplissement d'une fonction précise. Elle est posée de façon générale dans une constitution concernant l'*officium* du proconsul d'afrique mais qui est aussi destinée à *Dominator*, vicaire d'Afrique, *CTh* 1, 12, 6 (398). Deux constitutions à caractère plus particulier interdisent l'entrée dans la *militia* des *fabricenses* qui travaillaient dans les manufactures d'armement, *CTh* 10, 22, 4 = *CTh* 11, 10, 3 (398), des *murileguli* qui fabriquaient la pourpre, *CTh* 10, 20, 14 = *CTh* 11, 8, 11 (424) et plus spécialement dans les *officia* des *suarii*, *CTh* 14, 4, 2 (408).

[25] L'interdiction a un caractère général, *CTh* 7, 22, 7 (365 ? 368 ? 370 ? 373 ?) - 8 (372) - 9 (380) mais le caractère répétitif de cette disposition signifie le peu d'effet qu'elle avait dans la réalité.

[26] *CI*, 11, 68, 3 adressée à *Equitius magister equitum et peditum* non vraisemblablement par Constantin, mais par Valentinien et Valens (Constitution relative aux esclaves et aux colons). Pour les affranchis existe une constitution tardive leur interdisant l'accès à la *militia*, quel que soit le poste occupé, *CTh* 4, 10, 3 = *CI* 6, 7 (426), qui s'appliquait à l'Afrique puisqu'elle concernait la partie occidentale.

[27] Pour les païens une constitution tardive de 423 occidentale mais adressée au préfet des Gaules, Sirm. 6, (2.24) interdit aux païens de servir dans la *militia*. La même constitu-

membre de l'*officium* diocésain remplissait bien les conditions requises, notamment s'il n'avait pas d'origines ou de fonctions incompatibles avec la qualité de membre de la *militia*, une enquête préalable fut décidée par le pouvoir impérial en 383-385[28]. On peut douter de l'efficacité de cette enquête préalable au regard de constitutions postérieures qui ordonnaient de purger les *officia* d'éléments qui s'y étaient introduits alors même qu'ils étaient voués à la curie ou à un autre *corpus*[29].

Pour entrer dans un *officium* diocésain il fallait obtenir un diplôme d'admission (*probatoria*) provenant des bureaux impériaux[30], qui n'était pas exigé pour entrer dans un *officium* provincial (à moins qu'il ne s'agisse d'une province proconsulaire)[31]. Vraisemblablement les bureaux impériaux y percevaient un droit d'enregistrement pour délivrer un tel diplôme d'admission[32].

Les *officiales* diocésains devaient le *sacramentum*. Le serment prêté à l'empereur les mettait au service non du vicaire mais de l'empereur lui-même. C'est parce qu'ils étaient considérés fictivement comme des soldats qu'ils prêtaient serment[33]. Quand en 363 pour mieux réprimer les fraudes l'Empereur Julien décida de pouvoir soumettre les comptables (*numerarii*) à la question, (mesure qui concernait aussi les comptables diocésains), il prit soin de préciser qu'ils étaient déliés du serment qui ne pouvait s'accommoder du statut de *condicionalis* auquel il réduisait ces

tion vise les juifs, les samaritains et les hérétiques, remarquons que les *officia* provinciaux ne faisaient pas l'objet de la même interdiction; jusqu'au Ve siècle en être membre est assimilé à un *munus*, C. BRUSCHI, *op. cit.*, p. 165 et s. L'Afrique comptait de nombreux donatistes, dont certains servaient dans l'administration, le pouvoir impérial adopte à leur égard une attitude souple qui ne consistait pas en une exclusion pure et simple. En 414 dans une constitution adressée au proconsul d'Afrique *CTh* 16, 5, 54, 7, mais qui concerne semble-t-il les *officiales* africains en général il est précisé que ceux qui sont donatistes doivent être condamnés à 30 livres d'argent et ce n'est qu'au terme de cinq condamnations qu'après avoir été fouettés, ils sont condamnés à l'exil.

[28] La première constitution (*CTh* 7, 2, 1, 383) concerne la préfecture d'Orient, fournit la finalité d'une telle enquête *Quotiescunque se aliquis militiae crediderit offerendum, statim de natalibus ipsius ac de omni vitae conditione examen habeatur...* La seconde destinée au préfet du prétoire d'Italie concerne directement l'Afrique. *CTh* 7, 2, 2. (385).

[29] *CTh* 1, 15, 12 (386), *CTh* 1, 12, 6 (398).

[30] *CTh* 7, 7 = *CI* 12, 57, 2 (357 ou 358). La *sacra probatoria* est exigée pour l'ensemble des *officia* à l'exception des *officia* provinciaux, exigence renouvelée expressément pour les diocèses orientaux en 426, *CI*, 12, 59, 6 et en 472, *CI*, 12, 59, 10, 4.

[31] C. BRUSCHI, *op. cit.*, p. 139 et s.

[32] C'était le cas au VIe siècle si nous en croyons JEAN LYDUS, *De magistralibus*, III, 66-67 et sans doute la pratique était beaucoup plus ancienne.

[33] Pour le diocèse d'Afrique, cette qualité de soldats est mentionnée dans la table de Timgad, L. LESCHI, *op. cit.*, pp. 71-100.

comptables[34]. Les conditions d'entrée dans l'*officium* diocésain ne différaient guère en définitive des conditions générales d'entrée dans la *militia*.

Formellement, le vicaire participait à la puissance de la préfecture[35] et son *officium* ressemblait à celui du préfet du prétoire.

Une fois entré dans l'*officium*, celui qui en devenait membre n'avait pas à accomplir un service d'une durée déterminée. Tout ce que nous savons, c'est le temps nécessaire pour être libéré de l'obligation de la curie, la période prescriptive était de 25 ans comme pour les *praetoriani*[36], elle était plus longue que celle qui prévalait au IVe siècle pour les *officiales* provinciaux[37].

Pour connaître les grades et la hiérarchie de l'*officium* diocésain d'Afrique, nous disposons de la liste fournie par la *Notitia dignitatum*[38]. Elle est identique aux listes des *officia* diocésains d'Espagne, des Sept Provinces et de Bretagne[39] mais comporte une différence avec la liste de l'*officium* du vicaire de la ville de Rome en ce qui concerne

[34] *CTh* 8, 1, 8 (363)..., *solutos penitus militaribus sacramentis conditionales etiam fieri*,...

[35] Cf. *CTh* I, 15, 7, «... *si quidem, cum praefecturae meritum ceteris dignitatibus antestet, vicaria dignitas ipso nomine eius se trahere indicet portionem*,...

[36] *CTh* 8, 7, 6 (354) adressée aux préfets du prétoire où les *officiales* diocésains sont expressément nommés *Hos idem de officalibus praefectorum vicariorum observari sanximus*. Cette période prescriptive fut ramenée à 15 ans en 423 (*CTh* 6, 35, 14 *gemina* 12, 1, 84) pour les *officiales* de la préfecture mais la constitution qui raccourcit cette période prescriptive ne fait pas mention des *vicariani*.

[37] C. Bruschi, *op. cit.*, p. 150.

[38] *Not. dig. Oc. CC*:
16. *Officium autem habet idem vir spectabilis vicarius hoc modo*.
17. *Principem de scola agentum in rebus ducenarium*.
18. *Cornicularius*.
19. *Numerarios duos*.
20. *Commentariensem*.
21. *Ab actis*.
22. *Cura epistolarum*.
23. *Adiutorem*.
24. *Subadiuvas*.
25. *Exceptores*.
26. *Singulares et reliquos officiales*.

L'*officium* du vicaire ne comprend pas de *regendarius*, qui figure dans les services du Préfet du Prétoire. Jones, *The later Roman empire*, Oxford 1964, II, p. 592, pense que cette absence est due au fait que les vicaires n'avaient pas le pouvoir d'émettre des *evectiones*. On peut noter que l'*officium* du proconsul d'Afrique ne comprenait pas non plus de *regendarius*. Sur la définition des fonctions des membres des *officia* cf A. Chastagnol, *La préfecture urbaine*, pp. 229 à 239.

[39] *Oc.*, XXI, XXII, XXIII.

le rang de l'*adiutor*[40]. En revanche les différences avec les listes orientales sont nombreuses. Voyons grade par grade[41].

Le *princeps* a un rôle de direction générale de l'*officium*[42].

Il est précisé qu'il est *ducenarius* provenant de la *schola* des *agentes in rebus*[43]. A l'exception des *officia* provinciaux et des *officia* dépendant des autorités militaires, les *principes* proviennent des *agentes in rebus*. A n'en pas douter, le pouvoir impérial voit dans cette provenance le moyen d'assurer la cohésion de l'administration et de surveiller au besoin le vicaire, le *magister officiorum* exerçant par leur intermédiaire un contrôle de fait sur tous les *officia*[44]. Le rang de *ducenarius* est un rang équestre conservé au sein des *agentes in rebus*[45]. Peut-on établir un rapprochement entre *princeps ducenarius* et les *ducenarii* mentionnés dans certaines constitutions du IVe siècle à destination de l'Afrique proconsulaire, ces derniers *ducenarii* jouant un rôle fiscal?[46] Il ne semble pas qu'il y ait similitude car ces *ducenarii* apparaissent en 313-315 à une époque où il n'est pas du tout certain qu'existaient déjà les *agentes in rebus*[47]. Si pour l'*officium* diocésain du Pont nous savons que le *princeps* restait en poste deux ans[48], nous ignorons en revanche pour les autres *officia* diocésains la durée de ses fonctions qu'il ne pouvait évidemment réitérer[49]. Provenant de l'extérieur de l'*officium*, et souvent sans doute de l'extérieur même du diocèse, le *princeps* pouvait depuis

[40] *Oc.*, XIX, 20. Il passe de la 7ème place de l'*officium* à la 5ème entre le *commentariensis* et l'*ab actis*.

[41] *Or.* XXIV, XXV, XXVI.

[42] PALLU, *op. cit.* p. 15.

[43] *Not. dig. Oc.*, XX, 17.

[44] Pour A. GIARDINA, *Aspetti della burocrazia del Basso-Impero*, Roma 1977, p. 63, le *magister officiorum* peut être ainsi considéré comme «maestro di tutti gli uffici».

[45] Les *agentes in rebus* comptaient parmi eux des *ducenarii* et des *centenarii*, DE MARTINO, *Storia*, V, 250.

[46] *CTh* 11, 1, 2, 11, 1, 7 = *CI* 10, 19, 1 (313 ou 315); *CTh* 10, 1 = *CTh* 12, 61, 1 (314-315); *CTh* 11, 7, 9 (364). Santo Mazzarino a vu dans les *ducenarii* mentionnés dans les constitutions des *praefectiani*, mais rien ne prouve la présence de *ducenarii* parmi les *praefectiani*, (*Aspetti del quarto secolo*, Roma 1951, p. 406 n. 52).

[47] E. STEIN, *Histoire*, p. 91. DE MARTINO, *Storia*, V, 250. C. BRUSCHI, *op. cit.*, pp. 467-468, voit dans ces *exactores* dotés de rangs équestres des curiales intégrés au cadre équestre en voie d'extinction.

[48] *Or.* XXV, 21 *qui de scola agentum in rebus ducenarius clementia principali cum insignibus exit transacto biennio*.

[49] *CTh* 9, 2, 6, 3, (408), 4 (416).

Valentinien et Valens devenir *defensor plebis* à la fin de son service[50].

Le *cornicularius*[51] recruté dans l'*officium* même était un *officialis* en fin de carrière qui avait gravi tous les échelons. Il avait des fonctions judiciaires et financières[52]. Nous ignorons si les *cornicularius* du diocèse d'Afrique accomplissaient des *munera* à la fin de leurs fonctions comme devaient le faire ceux de la Préfecture d'Orient[53].

Les deux *numerarii*[54]. Ils sont au troisième rang et précèdent le *commentatiensis.*

En Orient les *numerarii* sont au même rang et la *Notitia* ne précise pas leur nombre[55].

D'abord il convient de distinguer ces deux *numerarii* qui dirigent le secteur financier de leurs subordonnés qui sont aussi des *numerarii*[56]. Julien pour lutter contre la malhonnêteté des *numerarii* les transforma tous en *condicionales*, susceptibles d'être torturés, les privant du *cingulum militiae*[57]. Ensuite, à l'instar de ce qui se passait dans les *officia* provinciaux depuis 382, un *numerarius* responsable devait s'occuper des comptes relatifs aux largesses sacrées, l'autre des comptes relatifs à l'impôt foncier qui relevait directement de la préfecture du prétoire[58]. Enfin le troisième rang occupé par les *numerarii* tend à montrer qu'en Occident les fonctions financières de l'*officium* diocésain étaient d'une importance particulière. Il est digne d'intérêt de constater que la même différence entre l'Orient et l'Occident existe dans les *officia* provinciaux[59], peut-être était-ce le moyen d'accroître l'autorité des *numerarii* face aux empiétements incessants des comptables des autorités centrales. Les trois grades suivants: le *commentariensis*, l'*ab actis* et le *cura epistolarum* n'appellent aucune remarque particulière[60].

[50] *CTh* 1, 2, 9, 3 = *CI* 1, 55, 2 (368).

[51] PALLU, *art. cit.*, p. 15. PW, VIII, 2, 2034.

[52] PALLU, *art. cit.*, p. 16.A. CHASTAGNOL, *op. cit.*, p. 230-231.

[53] *CTh* 1, 15, 11 (380).

[54] PALLU, *art. cité*, p. 16.

[55] *Not. dig. Or.*, XXIV, XXV, XXVI.

[56] *CTh* 8, 1, 8 (363). Julien distingue les deux sortes de *numerarii: Iubemus omnes numerarios, non eos modo, quos plebe confusa vulgus abscondit, sed primos etiam et magistros eorum officii sedis amplissimae,...*

[57] *Idem.*

[58] *CTh* 8, 1, 12 = *CTh* 12, 49, 4.

[59] C. BRUSCHI, *op. cit.*, p. 369 et s.

[60] PALLU, *art. cité*, pp. 16-17. Les *curae epistolarum* ne se retrouvent ni dans l'*officium* des gouverneurs, ni dans celui du proconsul d'Afrique.

L'*auditor* placé après le *commentariennis* dans les *officia* diocésains orientaux est ici en sixième position. De qui est-il l'*adiutor*? Le terme *adiutor* est générique, il peut être l'adjoint de tous les fonctionnaires qui lui sont supérieurs. Il ne paraît pas être l'adjoint du *princeps*, celui-ci issu de la *schola* des *agentes in rebus* devait s'adjoindre un personnel qui lui était propre et n'appartenait pas à l'*officium*[61]. Etait-il l'adjoint du *cornicularius*? C'est une hypothèse, mais alors comment expliquer le sixième rang; ne serait-il pas tout simplement l'adjoint des *numerarii*. La *Collatio carthaginensis* de 411 mentionne parmi les fonctionnaires présents lors de la rencontre entre évêques orthodoxes et évêques donatistes, l'*adiutor numerorum* du vicaire[62]. Si une telle hypothèse était vérifiée, le caractère prédominant des fonctions financières par rapport aux fonctions judiciaires se trouverait confirmé. Les *subadiuvae* étaient les sous-adjoints et si l'*adiutor* relevait du secteur financier, il devait en être de même pour eux[63].

Les *exceptores* accomplissaient la tâche de sténographe, ils rédigeaient aussi tous les actes nécessaires au bon déroulement de la procédure judiciaire[64]. Ils pouvaient remplir des missions exceptionnelles, ainsi la *Collatio carthaginensis* mentionne un *exceptor* du Vicaire d'Afrique, chargé sans doute de prendre les notes pour le vicaire[65]. Aucune indication ne permet d'affirmer qu'ils étaient regroupés en *schola*, comme c'était le cas pour les *exceptores* de la préfecture du prétoire[66].

Les *singulares* sont présentés par Jean Leydus commes des courriers dans la préfecture du prétoire d'Orient au temps de Justinien[67], sous le Principat ils constituaient une force armée chargée de la police[68]. Si l'on considère les différentes catégories d'*officiales* de la préfecture du prétoire d'Afrique réorganisée par Justinien, on y trouve trente *cursores* et cinquante *singulares* représentant deux catégories parfaitement distinctes, les *singulares* dans la Préfecture d'Afrique de Justinien

[61] E. STEIN, *Unters.*, pp. 54. 61.

[62] Patrologie latine (Migne) XI, 1259 *Navigio adiutore numerorum officii D.N.V.C. et spectabilis vicarii.*

[63] En Orient il n'y a pas de *subadiuvae* mentionnés.

[64] PALLU, *art. cité.*, p. 18. PW, VIII, 2, 2034.

[65] Patrologie L., XI, 1259, *Fabio exceptore D.N.V.C. et spectabilis vicarii.*

[66] E. STEIN, *Unters.*, p. 31 et s.

[67] J. LEYDUS, *De magistratibus*, III, 7.

[68] A. VON DOMASZEWSKI, *Die Rangordnung des römischen Heeres*, in «Bonner Jahrbüchert», t. CXVII, 1908, pp. 36-37.

n'étaient donc pas des courriers[69]. On peut donc avancer l'hypothèse d'une petite force de police groupant des *singulares* assurant la protection du vicaire d'Afrique et pouvant se trouver impliquée dans des opérations limitées de maintien de l'ordre. La *Notitia* ne mentionne pas de *singulares* pour les diocèses orientaux, sans doute en Occident, et plus particulièrement en Afrique où le Comte pouvait se révéler menaçant, le pouvoir impérial ne voulait pas laisser le vicaire dépourvu de force armée aux autorités militaires. Dans une constitution tardive concernant l'Afrique, Honorius montre les limites de cette force armée de juges civils en leur précisant de recourir aux autorités militaires en cas de troubles graves[70].

Ce que nous savons de l'organisation de l'*officium* diocésain d'Afrique nous montre qu'au-delà d'un cadre général commun à tous les *officia* diocésains, l'*officium* diocésain d'Afrique a des traits spécifiques adaptés à la réalité du diocèse.

B - Le rôle administratif de l'*officium* diocésain d'Afrique.

Tous les hauts fonctionnaires disposaient au Bas-Empire d'un *officium* qui leur permettait de remplir leurs fonctions administratives. L'*officium* diocésain d'Afrique n'était-il qu'un instrument docile entre les mains du vicaire, peut-on ramener son rôle à celui d'un simple organe d'exécution ou disposait-il d'une marge d'autonomie relative? Si dans tous les cas l'*officium* était subordonné hiérarchiquement au vicaire, la législation impériale établit certaines distinctions. Quand l'empereur charge le vicaire d'une tâche sans donner de précisions supplémentaires, bien entendu c'est l'*officium* qui va accomplir la tâche assignée au vicaire, mais il arrive que l'empereur écarte expressément les *officiales* diocésains de l'accomplissement d'une tâche, ce qui démontre, en quelque sorte de façon négative, que les *vicariani* n'étaient pas toujours de simples exécutants. Cela est tout à fait confirmé, et cette fois de façon positive, par des tâches qui sont confiées exclusivement à l'*officium* et non au vicaire.

Le vicaire avait deux compétences, l'une consistait en une surveillance de l'activité administrative des gouverneurs qui lui étaient subor-

[69] *CI* 1, 27, 29, 31.

[70] *CTh* 16, 2, 31 = *Sirm.* 14 = *CI* 1, 3, 10 (409) *Quod si multitudo violenta civilis apparitionis exsecutione et adminiculo ordinum possessorumve non potuerit praesentari, quod se armis aut locorum difficultate tueatur, iudices Africani armatae apparitionis praesidium...*

donnés, l'autre consistait en une administration directe[71]. La surveillance portait sur la fiscalité, la justice[72], les travaux publics[73]. Le vicaire était chargé de recevoir les rapports rédigés par les gouverneurs[74]. Mais le vicaire s'occupait du transport et de la distribution de l'annone[75], il rendait aussi justice, soit au premier degré soit en appel[76]. Dans l'exercice de ces fonctions, l'*officium* diocésain était chargé des tâches d'exécution, mais c'est le vicaire et lui seul qui avait la responsabilité de la bonne marche de l'administration, le pouvoir impérial ne mentionne pas l'*officium* comme jouant un rôle administratif particulier.

Le pouvoir impérial n'ignorait pas les fonctionnaires subalternes dont il connaissait le poids dans l'administration. Les *vicariani* relevaient d'un pouvoir administratif central puisque le vicaire se substituait sur bien des points au préfet dans son diocèse mais ils étaient beaucoup plus proches des administrés que ne l'étaient les *praetoriani*. Ils occupaient une position ambiguë qui explique largement qu'ils étaient mis à l'écart dans certains domaines soit parce qu'ils se prévalaient d'une autorité supérieure à celle de l'administration provinciale à des fins malhonnêtes ou simplement pour se livrer à des abus d'autorité, soit parce qu'ils n'étaient pas considérés comme suffisamment sûrs par l'empereur. Ainsi en matière fiscale les *vicariani* ont été quelquefois expressément écartés de la perception de l'impôt foncier[77] car ils se livraient à des levées exagérées, mais remarquons que l'interdiction touchait surtout les *palatini* et les *praetoriani*[78]. Le pouvoir impérial mettait directement en cause leur arrogance d'*officiales* de *maiores iudices*[79]. De même

[71] Sur les compétences des vicaires PW, 2030 et s.: DE MARTINO, *Storia,* V, 268 et s.

[72] *CTh* 11, 1, 10 (365); *CTh* 11, 1, 11 = *CI* 10, 16, 6 (365); *CTH* 11, 1, 16 (=(/); *CTh* 11, 1, 7 = *CI* 11, 59, 4 (=)×); *CTh* 1, 15, 6 (372).

[73] *CTh* 15, 1, 5 (338) = *CI* 8, 11, 1; *CTh* 15, 1, 15 (365).

[74] *CTh* 1, 15, 2 (348); 1, 15, 3 (352 ou 353); 1, 15, 4 (362); 1, 15, 8, (377).

[75] Le vicaire sur ce point avait rencontré la rivalité du comte militaire: *CTh* 1, 15, 5 (355); *CTh* 7, 4, 3 (375) *cf. supra.*

[76] PW, 2030 et s. *op. cit.*, p. 9 et s.

[77] *CTh* 1, 16, 5 (329-362/3) adressée au préfet d'Orient. *Sed officiales vestrae celsitudinis et vicariae potestatis placeat exactionibus amoveri et per provincialia officia atque rectores cunctos exigi titulos. CTh* 8, 10, 2 = *CI* 12, 61, 2 (344): il n'est pas certain que cette constitution soit relative aux *officiales* du vicaire, elle semble en plus concerner les frais de justice.

[78] C. BRUSCHI, *op. cit.*, p. 608 et s.

[79] Julien en 363 qualifie les *officiales* des *maiores potestates* de *perniciosi* (il visait les *officiales* de la préfecture urbaine). *CTh* 14, 4, 3: *Nam quia maiorum potestatum officiales solent esse provincialibus perniciosi,...*

en matière judiciaire (de justice fiscale d'ailleurs) les *officiales* diocésains ne doivent pas empiéter sur les compétences des juges ordinaires (les gouverneurs)[80].

L'empereur Constance soucieux de la rapidité et de la sécurité du *cursus publicus* décida en 357 de réserver aux seuls *agentes in rebus* la délivrance des laissez-passer, la mesure visait notamment à enlever toute compétence en ce domaine à des *vicariani* sans doute trop complaisants. Tout autant que les vicaires c'étaient leurs subordonnés que Constance voulait écarter au profit des *agentes in rebus*[81].

Les *officiales* diocésains jugés trop arrogants ou en revanche trop complaisants, victimes de leur position intermédiaire et de ce fait ambiguë, sont écartés dans certains cas. A l'inverse, dans d'autres cas, des tâches administratives leur sont expressément confiées.

Un vicaire ne restait que peu de temps en fonction[82], il avait une connaissance de l'administration quotidienne moins étendue que les membres de l'*officium,* notamment ceux qui étaient au sommet de la hiérarchie qui pouvait donc l'informer, le conseiller et le mettre en garde. De plus le pouvoir impérial avait avantage à donner à l'*officium* diocésain un rôle distinct de celui du vicaire auquel il opposait ainsi un contrepoids tout en rendant l'*officium* responsable des tâches administratives ou judiciaires qui lui étaient confiées, ce qui le contraignait à une administration sérieuse[83].

C'était expressément l'*officium* diocésain d'Afrique qui remplissait diverses tâches fiscales. Il avait à s'occuper des impôts des largesses sacrées[84], des vectigaux de Carthage qui échappaient à la compétence de l'*officium* proconsulaire[85]. La constitution relative aux largesses sa-

[80] Ainsi *CTh* 1, 15, 6 (372). Il s'agit de la répression de faudres fiscales, *non officialis ad exhibitionem eius dirigatur, sed rectori provinciae rei indago mandetur.*

[81] *CTh* 6, 29, 2 (357). La version justinienne, *CI* 12, 22, 2, ne comprend pas le passage relatif aux *officia* des vicaires: *contigit etiam, ut vicarii quoque mittant ex officis suis huiusmodi negotiis operam praebituros. Adimatur ergo haec licentia facinoribus et officiis universis, curarum que publicii cursus copia denegetur: nam solos agentes in rebus in hoc genere iussimus obsequium adhibere.*

[82] Un an apparemment dans la plupart des cas pour lesquels il existe des informations.

[83] C. Bruschi, *op. cit.*, p. 415 et s. Dans certains cas l'*officium* provincial est un organe de contrôle du gouverneur lui-même. Il en est de même pour l'*officium* du vicaire dans une constitution de 382 (VIII. 5. 38) concernant l'Orient où l'*officium* est sanctionné si le vicaire ne respecte pas les recommandations du texte impérial. Cf. C. Pharr, *The Theodosian Code,* p. 201 note 112.

[84] *CTh* 1, 15, 9 (378). Pour l'Orient tardivement les *officia* diocésains se voient reconnaître une compétence relative aux largesses sacrées, *CI,* 10, 23, 3-4 (468).

[85] *CI* 1, 15, 10 (379) *Vectigalia sane apud Karthaginen constituta vicariae praefectu-*

crées datée de 378 explique clairement cette compétence propre de l'*officium*; en cas de faute l'*officium* diocésain et l'*officium* du *rationalis* se renvoyaient la responsabilité[86]. C'est pour préciser la responsabilité et faire en sorte que l'*officium* diocésain se sente menacé dans l'accomplissement de cette tâche et la remplisse donc correctement qu'il est expressément désigné comme chargé des titres des largesses sacrées. Une autre raison pouvait provoquer l'intervention de l'*officium* en tant que tel et non pas en tant qu'instrument subordonné au vicaire, c'était sa place intermédiaire au sein du personnel administratif qui en faisait un organe de liaison précieux. En 365 Dracontius vicaire d'Afrique reçut une constitution indiquant que les procurateurs des propriétaires habitant à Rome transmettraient à l'*officium* diocésain ce qu'ils devaient verser pour l'annone de Rome et que les tabulaires du préfet de l'annone de l'Afrique et de Rome devaient en conséquence s'informer auprès de l'*officium* diocésain[87]. Le même Dracontius avait reçu en 365 une constitution relative aux appels judiciaires transmis par le juge, appels que devait examiner le vicaire. Si l'appel n'était pas transmis il y avait une grave négligence qui privait les plaideurs du second degré de juridiction. C'est la raison pour laquelle Valentinien emploie le langage de la fermeté et de la répression à l'encontre des gouverneurs concernés et de leur *officia* qui s'étaient rendus coupables d'une telle négligence. Mais ce n'était pas le vicaire qui était chargé de les punir, mais son *officium* en tant que tel pouvait infliger une amende de 20 livres d'or au gouverneur coupable et de 30 livres d'or à l'*officium* provincial[88].

Ces exemples fournis par la législation impériale montrent à l'évidence que l'*officium* diocésain du vicaire d'Afrique qui est, parmi les *officia* diocésains, celui pour lequel nous disposons de la documentation la plus abondante, loin de n'être qu'un simple instrument entre les

rae apparitio procuret. L'adverbe *sane* confirme la compétence intégrale reconnue à l'*officium* diocésain en ce domaine.

[86] La constitution *CT* 1, 15, 9 ne laisse aucun doute à ce sujet: ..., *ut utique post hanc praeceptionem culpam cum rationali officio communicare non possit,...*

[87] *CTh* 11, 1, 13 (365). L'opération est bien décrite comme se déroulant en deux phases distinctes par le législateur, la première phase met en jeu les procurateurs et l'*officium* diocésain, la seconde les tabulaires du préfet de l'annone et de Rome et l'*officium* diocésain..., *ut procuratores instructos ad officium tuae sinceritatis pro celebranda solutione transmittant..., tabularios praefecti annonae Africae, sed et urbis Romae ad officium, quod sollertiae tuae parte,...*

[88] *CTh* 11, 30, 33 (364). Dans ce texte le pouvoir impérial veut tracer une claire ligne de démarcation entre les compétences de l'*officium* diocésain d'Afrique et celles du *rationalis*. Bien évidemment le conflit de compétences avec l'*officium rationalis* ne portait pas sur l'appel lui même, mais sur la perception de l'amende.

mains du vicaire était reconnu par le pouvoir impérial comme une instance administrative dotée d'une certaine autonomie.

C - Le statut des *officiales* diocésains d'Afrique.

La documentation concernant le statut des *officiales* diocésains d'Afrique n'est pas très importante. Un examen global de ce statut est difficile à faire, en revanche sur deux points particuliers des hypothèses peuvent être formulées: la responsabilité de l'*officium* et des *officiales* diocésains, les tâches confiées aux *officiales* diocésains en dehors de leur service administratif normal. En ce qui concerne l'obligation d'hérédité pour les membres de l'*officium* diocésain d'Afrique, le principe a été posé sous Constantin comme tous les membres de la *militia* mais a dû être fort peu respecté[89].

Le pouvoir impérial soucieux de la bonne marche de l'administration souhaitait accroître le zèle des fonctionnaires en les rendant responsables des tâches dont ils étaient chargés. Cette responsabilité pouvait être collective ou individuelle.

La responsabilité collective de l'*officium* diocésain d'Afrique ne fait pas de doute mais elle n'apparaît que dans la seconde moitié du IVe siècle[90]. En 378 l'*officium* diocésain devra s'occuper seul des titres des largesses sacrées *spéciali cura et periculo*[91]. Cette responsabilité collective n'était pas une particularité de l'*officium* diocésain, en Afrique d'autres *officia* connaissaient la même responsabilité collective et étaient menacés d'une amende plus ou moins importante qui sanctionnait cette responsabilité[92]. Mais l'*officium* proconsulaire et les *officia* des gouverneurs constituaient des *corpora,* des personnes morales qui versaient les amendes exigées en cas de faute ou de négligence. Pour l'*officium* diocésain d'Afrique nous ne disposons d'aucune indication permettant de sa-

[89] Le principe est posé pour toute la *militia*, *CTh* 7, 22, 3 = *CI* 12, 47, 1 *De, qui ex officialibus quorumcumque officiorum geniti sunt, sive eorumdem parentes adhuc sacramento tenentur, sive iam dimissi erunt, in parentum locum procedant*. Ces deux derniers mots sont remplacés dans la version justinienne par *militiam vocentur*. Y avait-il une obligation d'hérédité pour les *vicariani* mais traite de façon répétitive et rigoureuse de cette obligation pour les *officiales* provinciaux, *CTh* 8, 4, 8 (364); 8, 7, 16 (385) etc...

[90] Comme le fait remarquer C. Bruschi, *op. cit.*, p. 390 et s., Constantin pour contrôler les fonctionnaires lançait des appels au peuple, ses successeurs préférèrent instituer la responsabilité collective des fonctionnaires. C'est en 343 qu'apparaît la première amende collective dans la législation.

[91] *Supra*, *CTh* 1, 15, 9.

[92] Notamment les *officia* provinciaux pour lesquels nous sommes mieux documentés.

voir qu'il constituait un *corpus* disposant de son propre patrimoine[93].

La responsabilité individuelle des *officiales* diocésains est clairement établie. Quand un *officialis* avait commis une faute ou s'était rendu coupable d'une négligence, il devait être sanctionné[94]. Ainsi en 403 dans une constitution adressée au vicaire d'Afrique Strategius, Honorius menace de la déportation ceux qui ont répété leurs fonctions au sein de l'*officium*[95]. Quelle était la réalité de ces sanctions, n'étaient-elles que des menaces destinées à impressionner les fonctionnaires ou recevaient-elles application? Si pour l'Afrique la documentation ne permet pas de répondre, il n'en est pas ainsi pour trois *officiales* du Vicaire d'Italie dont Ammien raconte qu'ils furent exécutés sous le règne de Valentinien dans des conditions discutables[96]. Certes Ammien est scandalisé par les exécutions, ce qui semble prouver que l'application d'une telle sanction n'était pas fréquente.

Les *officiales* diocésains n'étaient-ils redevables que de leur service administratif normal ou devaient-ils accomplir des tâches que leur assignait le pouvoir impérial en dehors de ce service?

Sur ce point les renseignements font à peu près défaut pour le diocèse, les *exprincipibus* des *officia* des vicaires pouvaient devenir *defensores plebis*. En 368 Valentinien et Valens énumèrent ceux qui étaient susceptibles de devenir *defensores plebis*, ils mentionnent les *exprincipibus* des vicaires avec ceux de la préfecture alors que ceux des *officia* provinciaux ne sont pas cités[97].

[93] L'*officium* diocésain n'est pas présenté comme constituant un *corpus*. En revanche une constitution orientale de 430, *CTh* 11, 20, 6 = *Nov. Th.* II, 26, 1, 1, mentionne les biens possédés en commun par les *officia*, les *officia* diocésains étaient-ils compris au sein de ces *officia*, rien ne permet de l'affirmer. Les amendes que devaient verser les *officia* diocésains sont mentionnées pour le diocèse d'Espagne, dix livres d'or, *CTh* 1, 15, 16 (401) et pour les diocèses d'Orient, trente livres d'or, *CI*, 12, 59, 6 (426).

[94] Dans une constitution de 316, *CTh* 1, 22, 1 = *CI*, 48, 1, Constantin menace de mort celui qui fait exposer une mère de famille débitrice en public alors qu'elle a les biens nécessaires au paiement de la dette, le juge mais, semble-t-il, l'*officialis* qui se serait rendu coupable de ce méfait, est menacé de la peine capitale. Les *scriniarii* ou *primiscrinii* du vicaire urbain sont dans ce texte menacés d'une amende. *CTh* 6, 28, 1 (379); 8, 8, 2, (379), 14, 4, 10, 4 (419).

[95] *CTh* 9, 26, 3 = *CI* 9, 26, 1.

[96] Amm. XXVII, 7, 5, mentionne l'exécution d'un *ex agente in rebus* et de trois *officiales* diocésains: ..., *et Diodori ex agente in rebus, triumque apparitorum potestatis vicariae per Italiam, ideo necatorum atrociter quod apud eum questus est comes, Diodorem quidem adversus se civiliter implorasse iuris auxilium, officiales vero iussu iudicis ausos monere proficiscentem, ut responderet ex lege.*

[97] *CTh* 1, 29, 3 = *CI* 1, 55, 2 (368). Seule la version théodosienne mentionne les *ex principibus* des vicaires. Si les *ex principibus* des gouverneurs provinciaux ne sont pas mentionnés, c'est qu'ils ne provenaient pas des *agentes in rebus*.

Si cette tâche rehaussait le prestige des *exprincipibus*, en revanche les autres *officiales* diocésains ne pouvaient-ils se voir confier un *munus* comme cela est établi pour les membres des *officia* provinciaux? Une constitution de 365 destinée à Dracontius, vicaire d'Afrique, laisserait croire que les *principes* ou les *cornicularii* de l'*officium* diocésain étaient chargés de l'approvisionnement des troupes, du *pastus primipili*[98]. Il semblerait que le vicaire était appelé ici à jouer un rôle de surveillance, non sur les membres de son propre *officium* mais sur ceux des *officia* provinciaux[99]. L'approvisionnement des troupes était un *munus* réservé aux seuls *officiales* provinciaux parvenus au sommet de la hiérarchie au terme de leur carrière administrative[100]. Mais il est certain que les *vicariani* pouvaient accomplir des *munera* auxquels ne s'opposait aucun obstacle juridique. Dans ce domaine leur condition était proche de celle des *officiales* provinciaux. Ainsi en 379 Potitus le vicaire urbain reçoit une constitution dans laquelle il est précisé qu'aucun *officiales* ne peut être envoyé dans un *munus* sans l'ordre du *princeps officii*[101]. En 380 il est rappelé au vicaire du Pont que tous les *cornicularii* diocésains d'Orient sont chargés de la distribution de l'annone constantinopolitaine à la fin de leurs fonctions[102].

Remarquons qu'en ce qui concerne les grades élevés de l'*officium* diocésain, il y avait une distinction très nette entre le *princeps* qui provenait des *agentes in rebus* et qui pouvait devenir *defensor plebis* et les autres *officiales*, y compris le *cornicularius*, qui pouvaient être astreints à des *munera*. En revanche dans les *officia* provinciaux le *princeps* était généralement issu de l'*officium* et ne bénéficiait pas de la considération propre aux *agentes in rebus*. Ici encore la position intermédiaire des *officia* diocésains au sein de l'administration impériale se révèle dans le statut des *vicariani*, à mi-distance entre les *praetoriani* et les *officiales* provinciaux.

[98] *CTh* 8, 4, 10 (365). Cette constitution comporte des difficultés d'interprétation, elle mentionne la possibilité pour les *principes* ou les *cornicularii* de vendre les *stationes* à leurs *adiutores*, s'agit-il de leur grade ou des postes de contrôle appelés aussi *stationes*. Pour A. GIARDINA, *Aspetti*, p. 83, il s'agit des *stationes* du Fisc attribués aux fonctionnaires *merito deferuntur*. Les *principes* provinciaux ne remplissaient pas le *pastus primipili* quand ils étaient des *agentes in rebus*, c'était le cas pour la proconsulaire d'Afrique. C. BRUSCHI, *op. cit.* p. 345.

[99] Le texte de la constitution ne fait pas mention de l'*officium* du vicaire mais seulement de fonctionnaires dont n'est pas précisé l'*officium* auquel ils appartiennent.

[100] C. BRUSCHI, *op. cit.*, p. 526 et s.

[101] *CTh* 6, 28, 1: *Nemo officialium in munus aliquod nisi principe ordinante mittatur.*

[102] Les *cornicularii* des préfets du prétoire et du comte d'Orient sont pour leur part préposés aux troupeaux de chameaux.

D - La place des *officiales* diocésains dans la société.

Les *officiales* diocésains étaient-ils des bureaucrates coupés de la société, émanation d'un Etat autoritaire qui voulait dominer la société d'en-haut ou étaient-ils, du moins partiellement le produit de cette société qui en faisait des intermédiaires entre elle et l'Etat. Bien évidemment il serait trompeur de considérer tous les *officiales* diocésains comme une masse compacte; un fossé séparait le *cornicularius* de ceux qui occupaient les emplois les plus humbles de l'*officium*. L'origine sociale devait différer selon le rang. Les *officiales* diocésains étaient des africains; qu'avec d'autres fonctionnaires ils soient susceptibles d'être donatistes contribue à la démontrer[103]. Pour les situer dans la société, leurs liens avec les curiales sont un précieux élément.

La table de Timgad [104] révèle l'origine de certains *officiales* diocésains dans les années 360, ce que confirme implicitement la documentation législative. Il n'est pas certain que cette origine curiale se soit perpétuée au début du Ve siècle. Que nous apprend la table de Timgad?

La liste de 88 noms qui devait suivre l'Album de la cité comprenait des *clerici* et des *officiales* appartenant aux *officia* du vicaire, du consulaire de Numidie, du préfet de l'annone, du *rationalis*[105].

Louis Leschi qui le premier a commenté l'Album de Timgad vit dans ces *officiales* des fonctionnaires en poste à Timgad, il introduisait une similitude entre ce document et l'*ordo salutationis* du consulaire de Numidie[106]. A. Piganiol a fourni une autre explication, il s'agit d'*officiales* membres de familles curiales qui n'étaient pas astreints à la curie[107]. Cette explication est adoptée aujourd'hui par la plupart des spécialistes[108]. Pourquoi ces *officiales* à la suite des *clerici*?

[103] Comme le montre la constitution *CTh* 16, 5, 54 (414) *cf. supra*.

[104] Publiée par L. LESCHI, *L'Album municipal de Timgad* et *L'ordo salutationis du consulaire de Numidie*, «Revue des études anciennes», 1948 pp. 71-100. La table de pierre découverte en 1940 comprend quatre-vingt-huit noms portés sur deux colonnes.

[105] La liste comprend vingt-deux *officiales* diocésains, trente-sept *officiales* de l'*officium* du consulaire de Numidie, cinq du vicaire, quatre du préfet de l'annone et cinq du *rationalis*.

[106] L. LESCHI, *art. cité* pp. 249-259. *Ordo Salutationis*, CIL VIII Suppl. 17896, *Fontes*, BRUNS, p. 280. *Fontes*, RICCOBONO, p. 331, Les lois des romains (1977) VII, pp. 12-67.

[107] A. PIGANIOL, *La signification de l'album municipal de Timgad*, «Mém. de la Société Nationale des Antiquaires de France», 1957, p. 97 et s.

[108] A. CHASTAGNOL, *L'album*, écrit: «Ce sont des prêtres appartenant à des familles curiales de Timgad mais qui, au moins dans le cas le plus général, exerçaient leur sacerdoce en d'autres villes ou d'autres régions et étaient soumis, en vertu de la nouvelle législation, aux charges, notamment financières, de la curie de Timgad».

S'ils étaient rappelés à la curie ils devaient se trouver dans l'album. Etaient-ils ainsi répertoriés publiquement pour participer aux charges de la curie sur le plan pécuniaire? Cela pouvait être le cas pour les *clerici*. Deux constitutions de 361 et 364 obligeaient à cette participation pécuniaire ou patrimoniale. Il n'est pas certain que les *officiales* aient été soumis à la même obligation, notamment les *officiales* diocésains. Certes des constitutions depuis Constantin avaient rappelé des *officiales* à leur devoir de curiales, mais elles l'avaient fait, semble-t-il, sans succès[109]. La participation pécuniaire ou patrimoniale n'était pas prévue par ces constitutions, l'était-elle par la législation de Julien sur laquelle, nous manquons de renseignements précis[110]. Il est difficile de l'affirmer. Les *officiales* de la table de Timgad n'étaient pas des décurions bien que d'origine curiale, ils étaient officiellement placés hors de la curie, l'étaient-ils en contrepartie de la satisfaction d'une obligation patrimoniale ou pécuniaire ou l'étaient-ils sans contre-partie? On ne peut le savoir de façon certaine. Deux constitutions de Valentinien montrent implicitement qu'en 365 le retour des *officiales* africains d'origine curiale dans leur cité n'était pas une exigence du pouvoir impérial.

Quand en 365 Valentinien s'adresse au vicaire d'Afrique Dracontius[111], il lui ordonne de limiter l'effectif de son *officium* de trois cents membres, il ne mentionne pas que les *officiales* d'origine curiale devront retourner aux fonctions municipales. Il cherche seulement à limiter l'annone qui est versée à l'*officium* diocésain en restreignant le nombre de *vicariani*. Dans une autre constitution Valentinien écarte les *officiales* africains de la *susceptio specierum* en donnant pour raison la bonne marche habituelle des curies africaines[112]. Elles

Une constitution de Constance, *CTh* 8, 4, 7 (361) est relative aux *bénéficiarii* et *officiales* du *rationalis* qui doivent accomplir la nécessité du *cursus* ou du *primipile*, cette obligation peut être compensée par une participation patrimoniale s'ils choisissent l'Eglise. Cette décision est prise, mentionne le texte, à l'exemple de ce qui a été établi pour les curiales. Pour la Byzacène Valentinien rappelle cette participation patrimoniale. *CTh* 12, 1, 59 (364).

En revanche Julien en 363 (*CTh* 11, 4, 50 = 13, 1, 4), ordonne: *Decuriones, qui ut Christiani declinant munia, revocentur*. Même si on admet que *Christiani* et *clerici* ont des sens équivalents, Julien ne fait pas état d'une participation pécuniaire ou patrimoniale qui se substituerait à une présence effective.

[109] *CTh* 12, 1, 1, (385); 12, 1, 13 (326); 12, 1, 22 (336).

[110] Julien dans sa volonté extrême de renforcer les curies a pris des mesures pour ramener les *officiales* d'origine curiale dans leurs cités, mais nous ignorons le détail de ces mesures. *Or.* XVIII, 135. *CTh* 12, 1, 96 (Théodore mentionne dans cette constitution la législation de Julien). Il n'est pas certain qu'elle prévoyait une participation patrimoniale ou pécuniaire.

[111] *CTh* 1, 15, 5.

[112] *CTh* 12, 6, 9.

n'avaient pas besoin de ce fait d'être renforcées par leurs membres qui avaient fui vers les *officia*.

La table de Timgad mentionne les *milites* du vicaire[113], ce qui exclut ceux qui n'avaient pas le *cingulum* de la *militia* et qui ne recevaient pas l'annone, seuls les *officiales* dûment enrôlés dans l'*officium* et non surnuméraires bénéficiaient de cette exemption de la curie.

Le nombre de *vicariani* originaires des milieux curiaux de Timgad étaient relativement élevé: cinq personnes. Quand on considère que Timgad n'était qu'une des villes parmi beaucoup d'autres, du diocèse d'Afrique.

Les liens avec les curiales révélés par la table de Timgad amènent à s'interroger sur les relations entre les *officia* et les curies, sans doute n'y avait-il pas d'un côté les bureaucrates oppresseurs, de l'autre les curiales opprimés. La réalité devait être beaucoup plus ambiguë, et les curiales devenus *officiales* devaient ménager ceux qui étaient restés à la curie. Sans doute les curies aidaient certains de leurs membres à devenir *officiales* pour disposer de points dans l'administration impériale[114].

Qu'il y ait des *vicariani* inscrits sur la table de Timgad constitue une indication précieuse sur l'insertion du personnel diocésain dans la société africaine. L'administration diocésaine n'est pas extérieure à cette société africaine. Comme l'administration provinciale[115], elle est composée d'hommes issus de cette société et non venus d'autres horizons. Administration intermédiaire placée entre l'administration centrale et l'administration provinciale, par son personnel le diocèse est plus proche de la seconde que de la première.

Cette présence curiale dans l'*officium* du vicaire comme dans d'autres *officia*, loin d'être un signe d'affaiblissement des curies, nous informe sur leur bon état[116] et sur l'influence exercée per les curiales bien au-delà de leurs cités. On peut avancer l'hypothèse d'un milieu socio-administratif africain qui se retrouverait aussi bien dans l'administration municipale que dans l'administration impériale provinciale et diocésaine.

[113] 11, *Milites qui in officio Domini Vicari militant.*

[114] Comme le fait remarquer C. BRUSCHI, *op. cit.*, p. 560 dans la constitution *CTh* 7, 2, 2 (385) adressée au préfet du prétoire d'Italie, Neoterius, on apprend que les archives municipales pouvaient être falsifiées par l'*ordo* pour faciliter l'entrée des fils de curiales dans la *militia*.

[115] Les *officiales* du proconsulaire de Numidie (37) sont beaucoup plus nombreux que ceux du vicaire.

[116] Ce que confirment les conclusions de CL. LEPELLEY, *Les cités de l'Afrique romaine au Bas-Empire*, t.I, Paris 1979.

Le pouvoir impérial ne commence sérieusement à s'inquiéter de la présence curiale dans l'administration diocésaine qu'à la fin du IVe siècle. En 386 dans une constitution adressée à tous les vicaires[117] il est précisé une nouvelle fois que les *officia* diocésains ne doivent pas compter plus de trois cents membres. Mais à la différence de la limitation de 365, le motif fourni est la restitution aux curies de leurs membres qui ont cru échapper aux fonctions municipales en entrant dans l'administration diocésaine. Les empereurs prennent soin d'écarter tout privilège et même tout prétexte de vieillesse[118]. Cette constitution doit être rapprochée d'une constitution postérieure relative à l'*officium* proconsulaire mais dont le vicaire d'Afrique est un des deux destinataires. En effet en 398 en limitant l'effectif de l'*officium* proconsulaire à quatre cents membres rémunérés, Honorius insiste sur le retour des *officiales* dans les curies et les *corpora* dont ils seraient originaires[119]. La situation des curies africaines avait changé et commençait à se dégrader.

Pour mieux connaître l'insertion des *vicariani* dans la société, un autre indice peut être mis à profit: la corruption.

La corruption ne se réduit pas à une simple manifestation de malhonnêteté, phénomène complexe, la corruption se situe pleinement dans les rapports entre l'Etat et la société. Si comme les autres fonctionnaires les *vicariani* sont rappelés à l'ordre[120], ils le sont dans l'ensemble moins que les fonctionnaires de rang plus élevé qui, ignorants des réalités locales, utilisent leur position pour se livrer à diverses prévarications à l'égard d'une population à laquelle ils sont totalement étrangers[121]. Ils

[117] *CTh* 1, 15, 12.

[118] *et nemo privilegii alicuius praetextu aut annositatis se defendat obstaculo.*

[119] *CTh* 1, 12, 6 *Quisquis igitur vel ex curiis vel ex ceteris corporibus in officio repertus fuerit, origini suae reddatur.*

[120] La constitution de 344, *CTh* 8, 10, 2 = *CI*, 12, 61, 2 est adressée à Eubulidas, vicaire d'Afrique, mais concerne tous les *officiales*, et non seulement les *vicariani*. Quand les *numerarii* diocésains sont suspectés de corruption, ils sont toujours cités avec des *officiales* d'autres autorités administratives. Ils ne constituent pas une catégorie de fonctionnaires particulièrement remarqués par le pouvoir impérial pour leur malhonnêteté. Julien en 363 transforme tous les *numerarii* en *condicionales* quel que soit leur grade, la mesure concerne les *numerarii*: *officii sedis amplissimae, tum autem iudicum ceterorum...*, *CTh* 8, 1, 8. Quand Valentinien et Valens s'attaquent en 365 à la corruption de l'administration, *Omnis se turpidus nundinis administrator abstineat - Idem sibi altior iudex, idem mediae dignitatis, idem quicumque, vel minimus, putet esse praescriptum.*, ils citent les *numerarii* de la préfecture ou de la puissance vicariale, après les *tabularii* des provinces et des villes, *CTh* 8, 15, 5.

[121] En 373 Valentinien considère que les *praefectiani* sont la ruine des provinciaux dans une constitution adressée au gouverneur de la Nouvelle Epire, *CTh* 12, 10, 1 = *CI* 12, 55, 2 (365). Pour le diocèse d'Afrique deux constitutions vont dans le même sens et

sont assez semblables de ce point de vue là aux *officiales* provinciaux[122].

En conclusion l'*officium* diocésain d'Afrique n'apparaît pas coupé des réalités africaines. Bien que participant à la puissance de l'administration préfectorale, il est proche par beaucoup de ses aspects des *officia* provinciaux. Pouvons-nous savoir jusqu'à quelle date cet *officium* a-t-il fonctionné?

Le dernier document qui mentionne expressément l'*officium* diocésain est la *Collatio carthaginensis* de 411[123], des constitutions immédiatement postérieures semblent donner au proconsul des compétences pour toute l'Afrique[124]. Doit-on en conclure que l'administration diocésaine avait disparu. Ce serait une hypothèse hardie. Cependant en 535 quand Justinien organisa l'Afrique reconquise il la dota d'une administration préfectorale[125] mais ce n'est point là un indice suffisant pour conclure à l'échec de l'administration diocésaine africaine car Justinien considérait de façon générale qu'il n'y avait plus de place dans l'Empire pour l'échelon intermédiaire des vicaires.

Bien que s'inscrivant au sein d'une réforme générale de l'administration impériale romaine, nous constatons, au terme de cette étude, que l'institution du vicaire d'Afrique, tant dans sa composition sociale que dans la définition du champ de ses compétences, est une résultante spécifique des réalités locales africaines non seulement géographiques, mais encore économiques, historiques, religieuses et militaires.

L'administration du Bas-Empire n'est donc pas à la lumière de cet exemple, une machine lourde et pléthorique s'abattant sur les provinces et les diocèses et le pouvoir impérial sait tenir compte des réalités régionales et des conditions particulières dans la définition des tâches des hauts fonctionnaires qu'il met en place et de l'administration qui leur est confiée.

écartent *praefectiani* et palatins des opérations fiscales. En 399 Honorius écarte les palatins de la perception des titres des largesses sacrées, il rend responsable de l'application de cette mesure le vicaire et les gouverneurs. Quand en 412 dans une constitution adressée au proconsul d'Afrique mais concernant toutes les provinces africaines (*CTh* 8, 10, 4) Honorius exige que soient chassés les *compulsores*, il semble bien qu'il vise les *praefectiani*... et les palatins C. BRUSCHI, *op. cit.*, p. 609.

[122] C. BRUSCHI, *op. cit.*, p. 607 et s.

[123] PL XI, 1259.

[124] Deux constitutions révèlent cette extension de compétences: *CT* 8, 10, 4 (412) adressées à Eucharius, proconsul d'Afrique qui commence ainsi: *Universa compulsorum genera ex Africanis provinciis constituimus esse pellenda*... *CTh* 16, 5, 54 (414), adresse à Julianus, proconsul qui mentionne les *officiales diversorum iudicum*.

[125] *CI* 1, 27.

Giorgio Bejor

Documentazione epigrafica di complessi statuarii nell'Africa romana: alcuni esempi

L'edizione delle sculture provenienti dal teatro di Leptis Magna[1] da una parte ha offerto una delle piú complete testimonianze dell'importanza della decorazione statuaria nell'ambito di un monumento; dall'altra, ha evidenziato come sia essenziale l'apporto dei dati epigrafici anche nei complessi apparentemente meglio conservati. Si tratta di ben 133 pezzi: ma la testimonianza epigrafica, come ben sottolinea anche il Caputo, dimostra come non si tratti che di una parte di quanto originariamente esisteva.

Ad esempio, sembra ricostruibile solo con l'ausilio dell'epigrafia la decorazione scultorea delle *versurae*, dalle quali provengono delle basi destinate a sorreggere sia simulacri di divinità (*IRT* 270, 276, 277) che di privati (*IRT* 594 e 643, riadoperate nella costruzione dei tardi pilastri di sostegno della *versura* Ovest).

Significativa è anche la base della statua dedicata al pantomimo M. Septimio Agrippa, dell'età di Caracalla, dedicata da un Publio Albucio Apollonio mediolanense: è stata rinvenuta *in situ*, nella *porticus pone scaenam*[2]. La dedica di statue ad attori sembra essere stata abbastanza comune, specie in ambito greco; le testimonianze non sono però molte, e questa appare una delle più tarde[3]. Riferita ad un attore attivo soprattutto nella Cisalpina, potrebbe essere indizio di un uso ben più vasto di quanto non si potrebbe dedurre dal solo esame dei resti statuarii.

Anche al centro dell'orchestra, cioè in una posizione particolarmente prestigiosa, la statua di Antonino Pio ci è testimoniata solo dalla

[1] G. Caputo, G. Traversari, *Le sculture del teatro di Leptis Magna*, Roma 1976.

[2] *IRT* 606; G. Caputo, in G. Caputo, G. Traversari, *o.c.*, p. 4. Cf. anche ID., *Frontescena, palcoscenico e sipario nel teatro romano di Leptis Magna*, «Dioniso», XLI, 1967, pp. 177-179.

[3] Testimonianze di simili statue si hanno con sicurezza dagli inizi del III sec. a.C., soprattutto in ambito orientale; ma l'uso sembrerebbe risalire già al V sec. a.C. Una base è nota anche a Lanuvio; ed un'altra testimonianza solo epigrafica sembra essere la serie di basi, che forse reggevano statue d'attori, rinvenuta nel teatro di Hippo regius, cf. Ch. Schwingenstein, *Die Figurenausstattung des griechischen Theatergebäudes*, Muenchen 1977, pp. 69-73.

base, con la dedica di Q. Pompeio Saturnino, che la eresse per averla promessa *pro honore aedilitatis*[4]. Più antica della ristrutturazione della frontescena, le era stata riservata anche nella nuova struttura una collocazione di particolare importanza, anche se non si può essere certi che fosse veramente l'originaria.

Furono invece sicuramente collocati ad ornare la cavea due grandi cicli scultorei severiani. Del primo, dedicato nel 201 da Marco Giunio Punico, *procurator sexagenarius provinciae Thraciae,* restano le quattro basi marmoree a Settimio Severo, Giulia Domna *mater castrorum*, Caracalla e Geta[5]: rinvenute presso il limite occidentale dell'orchestra, è probabile che ornassero il tribunale destro. Come di consueto, la dedica a Geta è erasa; ma la base non sembra essere stata rimossa dal suo posto, come era invece accaduto alle otto basi dedicate a Geta in diversi luoghi della città, e trovate reimpiegate (*IRT* 433-444) in un tardo muro nella zona del Forum Vetus.

Il secondo ciclo statuario è quello, notissimo, testimoniato dalle 12 basi che le curie leptitane dedicarono, nello spazio d'un paio d'anni, a 10 personaggi della famiglia di Settimio Severo (a Caracalla e a Giulia Domna ne risultano dedicate due)[6]. Il luogo del rinvenimento indicherebbe una caduta dalla parte alta della cavea. Sarebbe anche del massimo interesse poter effettivamente collegare le 11 curie a determinati settori del teatro, come nell'anfiteatro di Lambesi, e come propone, sia pure in via ipotetica, il Torelli[7]. Ciascuna statua verrebbe a trovarsi così in corrispondenza d'un determinato cuneo, o al punto di contatto di più cunei, nel caso delle basi dedicate da due o da tre curie. Indubbiamente è possibile una relazione topografica tra statua e spazio destinato alla curia; i pochi dati di rinvenimento sicuri (in particolare per le basi *IRT* 417, 420, 541) contrastano però con le indicazioni traibili dai soli dati epigrafici, per cui una collocazione *in summa cavea* mi sembra al momento ancora la più plausibile[8].

[4] *IRT* 376.

[5] Rispettivamente *IRT* 392, 403, 422, 434; G. Caputo, «Epigraphica», I, 1939, pp. 166 ss.

[6] O.M. Bersanetti, *Il padre, la madre e la prima moglie di Settimio Severo*, «Athenaeum», XXIV, 1946, pp. 28-43; S. Aurigemma, *L'avo paterno, una zia ed altri congiunti dell'imperatore Severo*, «QUAL», I, 1950, p. 59-77.

[7] M. Torelli, *Le curiae di Leptis Magna*, «QUAL», VI, 1971, p. 105-111. Cf. in particolare n. 11 p. 110.

[8] Sarebbero da porre in relazione con il tempio in summa cavea per J. Guey, *L'inscription du grand-père de Septime Severe à Leptis Magna*, «Mem. Soc. Nat. Ant. de France», LXXXIII, 1952, p. 177-185.

Anche per un altro teatro africano la decorazione della cavea è nota soprattutto dalle iscrizioni: il teatro di Thugga[9]. Le due basi con le statue di Sesto Pullaleno Floro Ceciliano e di Marco Paccio Silvano, simili per forma e dimensioni, sono state trovate presso la scalinata centrale, e lì si è supposto che fossero anche originariamente. Un'altra coppia simmetrica di basi, con la stessa cornice, dedicate a Passieno Rufo e a un Licinio, era nella parte inferiore della gradinata. Dalla summa cavea dovrebbero invece provenire molte delle altre, come quella a Calpurnio Papiriano Rogaziano, patrono *pagis et civitatis Thuggensium*, mentre sono sicuramente cadute dalla parte alta della frontescena le basi di C. Marcio Clemente e L. Marcio Simplex, due fratelli dell'evergete del teatro, P. Marcio Quadrato. Stessa collocazione aveva forse anche la base di un terzo fratello, L. Marcio Regilliano, trovata riutilizzata nella *porticus pone scaenam*.

Non v'è dubbio che in tutti questi casi si trattasse di statue di togati.

Una base con dedica a Probo, del 276-282, rinvenuta ai piedi del tribunale occidentale, doveva avere la stessa collocazione delle basi marmoree del teatro di Leptis, e cioè sulla tribuna stessa.

Ancora più importante è l'iscrizione *CIL* VIII 26622, incisa su uno dei pilastri di ingresso del teatro, sull'alto della scalinata, che parla di come vi fosse dedicata *statuam equestrem*: attestazione tutt'altro che comune, e che non può non richiamare le statue equestri rinvenute nel teatro di Ercolano, un tempo presso l'uscita dei *vomitoria*[10].

Come teatro la cui decorazione scultorea è oggi ricostruibile soprattutto dalle fonti epigrafiche si può fare ancora l'esempio di Rusicade, oggi Skirta, già ricordata anche dal Caputo per la *CIL* VIII 7994, che parla di una coppia di delfini posta presso gli ingressi, come a Pompei e in altri teatri, e la *CIL* VIII 7960, che menziona *statuas duas, genium patriae nostrae et annonae sacrae urbis*[11]. Ma anche la *CIL* VIII 7966 è forse una base dedicata nel 221 d.C., e la *CIL* VIII 7889 è una dedica che ricorda molto probabilmente come un Marco Fabio Frontone *M. Aureli Severi Alexandri statuam dedit*. L'epigrafe è naturalmente erasa, ma, con la precedente, testimonia una vitalità monumentale in questo teatro ancora alla fine dell'epoca dei Severi.

[9] L. CARTON, *Le théâtre romaine de Dougga*, Paris 1902.

[10] «Interrompevano in parte il giro di questi ultimi gradi le tre coppie di grandi piedestalli ornati di marmi e sporgenti in fuori, una nel mezzo del semicerchio e due dagli estremi, su cui posavano sei statue equestri di bronzo dorato ricolte in frantumi e distrutte tutte e sei», M. RUGGERO, *Storia degli scavi di Ercolano*, Napoli 1885, p. XXV.

[11] G. CAPUTO, *Il teatro di Sabratha e l'architettura teatrale africana*, Roma 1959, p. 51-52.

Contributi epigrafici si hanno anche per i teatri di Calama e di Thamugadi; e curioso è il caso di Thubursicum Numidarum (Khamissa), dove l'indicazione di *Eunuchus* che compare presso una delle teste scolpite nella chiave di uno degli archi indicherebbe, con l'allusione alla commedia di Terenzio, l'esistenza di una sorta di «ciclo teatrale»[12].

L'apporto dell'epigrafia alla ricostruzione di complessi statuarii non si limita ovviamente ai teatri. Facendo ancora una volta riferimento a Leptis, le oltre 160 basi sicuramente provenienti dalla città (molte rinvenute *in situ*, alcune con la traccia della statua che portavano, altre con la espressa indicazione epigrafica della presenza della statua), elencate da Reynolds e Ward Perkins tra le *Inscriptions of Roman Tripolitania* consentono di precisare la decorazione statuaria e la stessa storia monumentale della città molto al di là di quanto sia possibile fare con il solo esame dei resti scultorei. Ciò è tanto più vero per quanto riguarda gli spazii tradizionalmente destinati a monumenti onorarii, nei quali la parte epigrafica assumeva una sostanziale rilevanza, e cioè i *fora*.

La collocazione delle statue nell'ambito dei *fora*, e quindi l'aspetto monumentale dei *fora* stessi, spesso ci sfugge, sia perché essi sono stati prima e più di altri complessi depredati, sia anche perché i *fora* restano generalmente poco studiati nel loro insieme di architetture e di sculture, pur con qualche lodevole eccezione, proprio soprattutto in ambiente africano.

Solo dall'area del *Forum Vetus* di Leptis, e dagli edifici immediatamente adiacenti, che hanno restituito anche gran copia di resti scultorei, provengono oltre 50 basi[13], e quasi altrettante sono state rinvenute nel *Forum Novum*, fatto erigere da Settimio Severo e completato da Caracalla. Al *Forum Vetus*, e piú esattamente al portale del tempio di Roma ed Augusto, appartiene anche la notissima iscrizione neopunica *Tripolitana 28*, edita dal Levi dalla Vida[14], e datata tra il 14 e il 19 d.C. Le dieci statue citate — del divo Augusto e di Roma; di Tiberio e di Livia; di Germanico e di Druso Minore, forse su quadriga; delle rispettive mogli, Agrippina Maggiore e Claudia Livilla, e madri, Antonia Minore e Vipsania Agrippina — collocate probabilmente in un cortile interno ipetrale, costituiscono uno dei cicli imperiali piú completi, trovando anche ri-

[12] B. Boissier, «CRAI», 1901, p. 344.

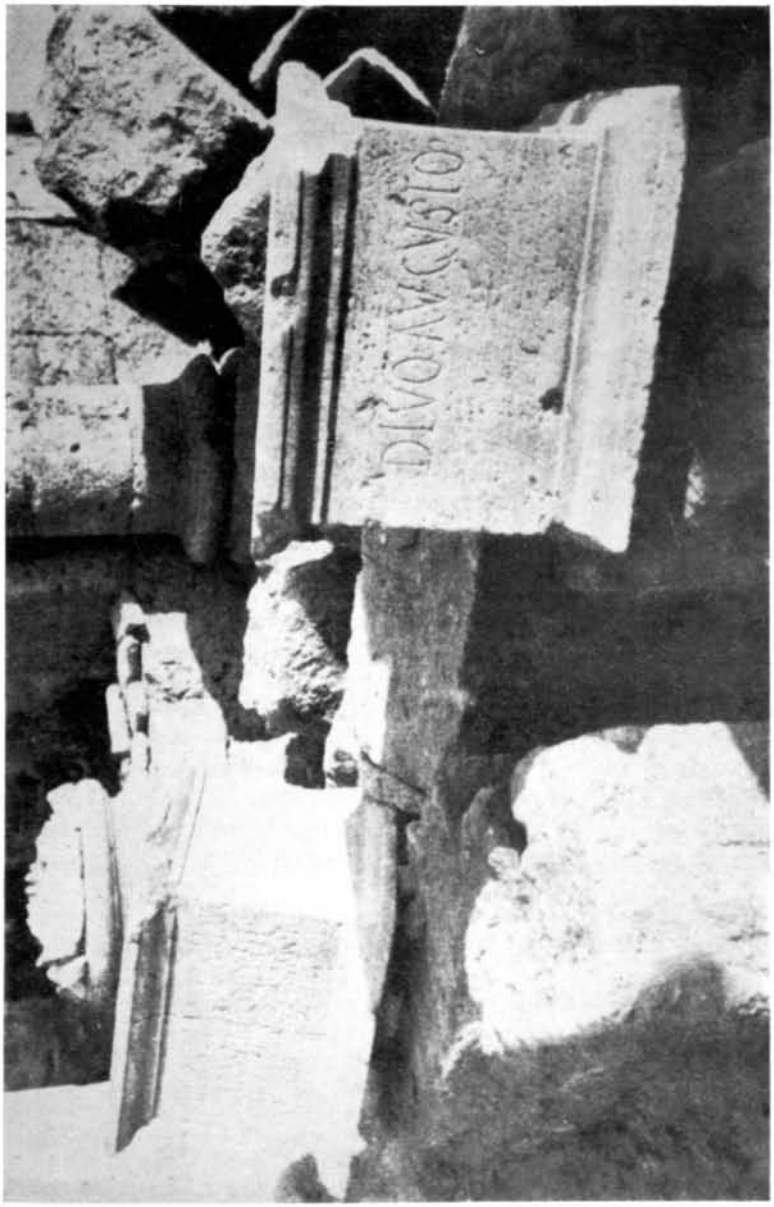
[13] R. Bartoccini, *Il foro imperiale di Lepcis (Leptis Magna)*, «AI», I, 1927, p. 53-74 e Id., *Il foro imperiale di Lepcis (Leptis Magna), Scavi 1927-28*, «AI», II, 1928-29, p. 30-49; G. Guidi, *I recentissimi scavi nel foro vecchio di Leptis Magna, Atti III Cong. Naz. di St. Rom.*, Bologna 1934, p. 243-245.

[14] G. Levi Della Vida, *Due iscrizioni imperiali neopuniche di Leptis Magna*, «AI», VI, 1935, p. 15-16.

Thugga. Teatro. Basi di Sesto Pullaleno Floro Ceciliano e Marco Puccio Silvano nell'attuale collocazione, non corrispondente all'antica.

Tavola I

Thugga. Teatro. Basi di Sesto Pullaleno Floro Ceciliano e Marco Puccio Silvano nell'attuale collocazione, non corrispondente all'antica.



Leptis. Forum vetus. Base di Augusto, poco dopo la scoperta (da AURIGEMMA).

scontro nelle sculture ivi rinvenute: i due colossali acroliti di Roma ed Augusto, gli altri due acroliti di Tiberio e di Livia, i ritratti di Germanico e di Druso Minore, con cono d'innesto nel torso e due statue femminili sedute[15].

Un secondo ciclo statuario giulio-claudio è testimoniato da una serie di basi simili (*IRT* 326, 327, 333, 335, 337, 340)[16], con dediche al Divo Augusto, a Livia (*Divae Augustae*) a Tiberio, a Druso, a Claudio e a Messalina (con l'erasione del 48 d.C., e però trovata presso le altre, e quindi non eliminata con la *damnatio*), databili tutte al 45-46 d.C. sulla base di IRT 337. Anche in questo caso si ha un riscontro statuario, con le teste di Livia e di Claudio e le statue stanti di Tiberio, di Agrippina Maggiore e forse di Druso IV, figlio di Claudio, che completerebbero il gruppo. Incerta ne è l'esatta collocazione, comunque in stretta relazione topografica ancora una volta con il tempio di Roma e di Augusto. La nota statua di Claudio come Giove Capitolino avrebbe invece ornato l'antistante tribuna per gli oratori.

Ma c'è anche la traccia epigrafica di un altro ciclo imperiale giulio-claudio, offerta dalla base *IRT* 320 (*imperatori Caesari Divi filio Augusto, cos. desig. XIII, t.p. XXI*) e dalla gemella IRT 328, con dedica a Caio Cesare. Poiché però la prima è stata rinvenuta nell'iposcenio del teatro e la seconda nel *Forum vetus*, o il gruppo risulta duplice, o è stato scomposto in un secondo momento, con il riutilizzo della statua di Augusto nella nuova frontescena del teatro, come a me sembra più possibile.

Altre basi attestano la presenza di statue ad Adriano (*IRT* 362, del 133 d.C.) e Antonino Pio (*IRT* 369, del 152); ma è soprattutto con i Severi che la decorazione statuaria del foro muta decisamente, dopo la grande fase giulio-claudia: è inserita un'esedra a sostegno delle immagini di Settimio, Giulia Domna, Caracalla e Geta (*IRT* 390, 402, 419, 433, del 200 d.C.), preceduta cronologicamente dalle basi IRT 389, del 199 d.C., a Settimio Severo, e *IRT* 415, del 198, a Fulvia Pia: quest'ultima, difficilmente a sè stante, forse ultima traccia di un gruppo confrontabile con quello del teatro.

Ancora nel 236 il foro riceveva un nuovo piccolo ciclo imperiale, con le basi di Massimo e di Massimino (*IRT* 452-453 le cui epigrafi vennero erase due anni dopo).

Nello stesso periodo venivano erette numerose statue di privati

[15] S. AURIGEMMA, *Scultore del Foro Vecchio di Leptis Magna raffiguranti la dea Roma e principi della casa dei Giulio-Claudii*, «AI», VIII, 1940, p. 1-74; A. DI VITA, *Shadrapa e Milk'ashtart dèi patrii di Leptis e i templi del lato Nord-Ovest del foro vecchio leptitano*, «Orientalia», XXXVII, 1968, p. 201-211.

[16] S. AURIGEMMA, *Sculture, cit.*, p. 74-91.

(*IRT* 645, 646), concentrate in particolar modo nel portico della curia o nelle zone vicine (*IRT* 598, 632, 634, 637, 658), dove era stato eretto anche il curioso monumento delle zanne d'elefante dedicate a Liber Pater (*IRT* 295)[17]. L'alta base *IRT* 569, presso l'esedra severiana, è aggiunta già ben dentro il IV secolo, precisamente tra il 340 e il 350, quando sembra essere preferito ormai da tempo il Forum Novum Severianum[18].

Al momento della conquista vandala quest'ultimo doveva presentare una vera e propria galleria di ritratti imperiali[19], testimoniati dalle 14 basi iscritte rinvenute durante lo scavo. Di queste, solo una (*IRT* 455) si riferisce ad un imperatore di III secolo, Gordiano Pio; tutte le altre reggevano le immagini di imperatori del IV o degli inizi del V secolo: immagini, come è noto, tutt'altro che frequenti nella statuaria superstite.

Sul lato E le basi allungate, simili tra loro, dedicate rispettivamente nel 305-306 a Costanzo e a Galerio e tra il 337 ed il 340 a Costanzo e Costantino II (quest'ultimo nome eraso per la *damnatio memoriae* del 340, certamente con conseguenze distruzione della statua) e quella di Costanzo o di Costantino, come Cesare (*IRT* 466) e di Teodosio (*IRT* 477).

Agli angoli NE e NW due statue di Massenzio, dedicate rispettivamente da Volusio Donaziano, *praeses* della provincia tripolitana, e da Valesio Alessandro; sul lato N, le immagini di Costanto II (*IRT* 471) e le due dedicate a Valentiniano e a Valente tra il 364 ed il 367 (*IRT* 472-473)[20] da Antonio Draconzio, *agens vices praefectorum praetorio per Africanas provincias.* Nell'area centrale, un'altra base era dedicata a Graziano Augusto (quindi 367-383: *IRT* 474). Infine, nel portico S, una statua tetrarchica di Flavio Valerio Severo e le due basi marmoree dedicate rispettivamente ad Arcadio e ad Onorio (*IRT* 478-479).

Alcune di queste basi sono riutilizzazioni di monumenti precedenti: e questo ci permette di seguire altri interessanti aspetti della «vita» delle statue esposte nel foro. Così per Flavio Severo si riutilizzò una base che porta ancora, su un'altra faccia, l'originaria dedica a Gordiano Pio (*IRT* 454); nell'utilizzazione della grande base per Costanzo e Costantino II si dovette far sparire una statua (equestre?) di Gallieno, cui era originariamente destinata (*IRT* 454); ed anche per graziano e Teodosio si

[17] S. AURIGEMMA, *L'elefante di Leptis Magna e il commercio dell'avorio e delle ferae libycae negli emporia tripolitani*, «AI», VII, 1940, p. 79-81.

[18] Su questo complesso, cf. M. FLORIANI SQUARCIAPINO, *Sculture del Foro severiano di Leptis Magna*, con appendice di G. CAPUTO, Roma 1974.

[19] Cf. anche R. BIANCHI BANDINELLI, E. VERGARA CAFFARELLI, G. CAPUTO, *Leptis Magna*, Roma 1963, p. 94-97.

[20] Due basi di statue a Valentiniano e a Valente ornavano anche la curia di Sabratha, cf. R. BARTOCCINI, *La curia di Sabratha*, «QAL», I, 1950, p. 32-34.

reimpiegano basi originariamente destinate ad altre immagini. Quella destinata a Teodosio aveva anzi a sua volta reimpiegato una base eretta in onore di un *proconsul Africae* dei primi anni del IV secolo.

Anche le basi delle due uniche statue ideali attestate nel foro severiano, dedicate entrambe verso la metà del III secolo al Genio della colonia e collocate sul lato S della piazza (*IRT* 283 e 284), risultano essere state riutilizzate: la prima era stata infatti originariamente dedicata a Caracalla nel 202, gemella di una a Settimio Severo (*IRT* 393) rinvenuta ancora *in situ* al centro del *frigidarium* delle terme adrianee, probabile ultima superstite di un ennesimo ciclo statuario leptitano della *gens septimia*; la seconda, riuso della base dedicata a Marco Giunio Ceciliano (*IRT* 644).

Del resto, il fenomeno del riutilizzo delle basi, sicuro indice anche della scomparsa, o più probabilmente della riutilizzazione del torso con rilavorazione del volto delle statue precedenti, proprio per le statue di privati risulta ancora più diffuso: sono riadoperate basi «usate» in più della metà dei casi.

Anche qui si tratta quasi esclusivamente di monumenti di IV secolo (solo la 602 sembra anteriore, mentre la 480 è sicuramente già di V secolo). Erano in gran parte concentrati nel portico E (19 su 25), adiacente alla basilica; solo alcune erano nel portico N (570, 602); 2 nel lato S, un'altra nell'angolo SE; una sola nel lato W, una nell'area centrale (*IRT* 640): una collocazione quindi molto meno omogeneamente distribuita rispetto a quella delle statue imperiali.

Molte appartengono all'ultimo quarto del IV secolo, e tra questa la nota dedicata a Decimo Esperio, figlio del poeta Decimo Ausonio e proconsole d'Africa nel 367 (*IRT* 526).

In molti casi si tratta di riutilizzazioni di basi già erette nel corso dello stesso IV secolo; talune vennero anche reimpiegate più volte, come la *IRT* 561, riutilizzata per una dedica *al curator rei publicae* L. Domizio Giusto Emiliano, e poi di nuovo tra il 383 ed il 388 per il *flamen perpetuus* L. Emilio Quinto (*IRT* 588); o la *IRT* 475, posta presso l'entrata della basilica da Virio Nicomaco Flaviano, *vicarius Africae* nel 376, riutilizzando una base che era stata già reimpiegata, pochi lustri prima, con erasione dell'originaria epigrafe, *in severiano foro ad sempiternam prosperitatis memoriam* la *secundam statuam* di Flavio Arconzio Nilo, *comes et praeses provinciae Tripolitanae* e patrono della città.

Una conferma di questo modo di procedere è venuta dagli scavi fatti dal Bartoccini[21] nel 1950 dall'altra parte della basilica, verso la via co-

[21] R. Bartoccini, *Il foro severiano di Leptis Magna. Campagna di scavo 1958*, «QAL», IV, 1961, p. 105-126.

lonnata: oltre ad «un paio di statue marmoree acefale, simili a quelle recuperate nel piazzale del foro nuovo severiano, da cui probabilmente erano state asportate», fu rinvenuta una testa del periodo degli antonini, rilavorata nel III secolo con l'eliminazione della barba e dei baffi, sostituiti dalla caratteristica picchiettatura dell'epoca.

Va comunque tenuto presente come la riutilizzazione non avvenga sempre nell'ambito dello stesso complesso, come si deduce dal già citato caso dell'iscrizione di Caracalla, e forse anche della IRT 570, forse pure trasportata qui dalle terme adrianee. In questi casi può avere influito la storia del degrado di quell'edificio periferico; ma la frequenza del fenomeno del riuso, specie in quest'epoca tarda, ha certamente influito sulla scomparsa pressoché totale dal foro severiano dei monumenti onorarii di terzo secolo. La perdita, poi, dei tanti ritratti di IV secolo, che certamente lo ornavano, è resa per noi ancor più grave dalla relativa scarsità delle testimonianze scultoree di questo periodo, e non può essere certo ricompensata dalle 11 statue ricomposte. citate dal Caputo in margine al noto libro della Floriani Squarciapino. Così, è solo sfruttando questi ricchi dati epigrafici che è possibile avere un quadro generale di come dovesse apparire la decorazione scultorea dell'intero complesso, della quale i rilievi severiani costituivano solo una parte.

La ricchezza dei dati epigrafici dai quali poter risalire all'originaria decorazione scultorea, che si ha a Leptis Magna, non è rara in Africa. Riveste per esempio un interesse non minore il foro della piccola Gigthis, cittadina romana della costa di fronte all'isola di Djerba, un tempo nella parte più occidentale della stessa provincia tripolitana, ed oggi in Tunisia. Anche qui sono state rinvenute circa 50 basi, per lo più di privati — una databile ancora al 383 d.C. (*CIL* VIII 11025) — ed in particolare dei rappresentanti di due potenti famiglie locali: gli Ummidii (la tabula *CIL* VIII 22693 ricorda anche come un M. Ummidio Sedato vi dedicasse *cum simulacro Concordiae et pronaum et arcum*) ed i Servei, molte statue dei quali occupavano il peribolo della curia. Né mancavano le immagini degli imperatori: nel fondo della cella al centro del portico Sud è stata rinvenuta ancora *in situ* la base di un Augusto, che lo stato frammentario dell'epigrafe impedisce di precisare; la prima base della fila che ornava il portico Sud, presso l'angolo Sud-Est del foro, era dedicata *divo Nervae*; al divo Traiano era dedicata una statua nella curia; per le immagini di Adriano e di Antonino Pio erano state poste delle basi, poi riutilizzate in età tarda come materiale da costruzione; davanti all'ingresso del Capitolium i Gigthenses avevano innalzato una statua ad Aurelio Vero Cesare (*CIL* VIII 22708). Intanto, nella parte Sud-Est della piazza si era conservata una delle più antiche statue imperiali africane, eretta ad Augusto ancora in vita: se ne sono rin-

venuti sia la base (*CIL* VIII 11019) che, a poca distanza, il ritratto.

Più a Nord, esempli straordinariamente ben conservati sono tra gli altri a Sufetula — particolarmente interessante, con molte basi rinvenute *in situ* tra le colonne del portico — Cuicul Thamugadi Cirta[22], dove è anche ben nota la singolare epigrafe (*CIL* VIII 6981-6982 = *ILAl*, II, 483), che descrive minutamente la statua argentea di Giove che stava nel capitolium della città[23].

Ma vorrei limitarmi a ricordare qui ancora soltanto Hippo Regius (Annaba) e Thubursicum Numidarum (Khamissa), come significativi esempi, il primo di galleria di ritratti imperiali di epoche diverse, il secondo di storia tarda della decorazione scultorea di un foro.

Il foro di Hippo Regius[24] ha dato infatti un insieme di una decina di statue, tra le quali i ritratti di Germanico (probabilissimo indizio, come di consueto, di un ciclo imperiale; il ritratto è datato dal Kiss[25] tra il 12 ed il 14 d.C.) e di Vespasiano, integrate da numerose basi: a Settimio Severo, a Giulia Domna, a Gordiano, a Flavio Valente, eretta quest'ultima verso il 364 d.C., mentre nell'angolo NE del peristilio si conservava ancora l'immagine di Claudio, dedicata da quel Q. Marcio Baria che ne aveva dedicata una analoga anche nel foro di Henchir Zian, nella Tunisia meridionale, e forse un ciclo completo a Cirta (conservata è la base della Diva Livia, *CIL* VIII 19492). Ed esiste anche la documentazione epigrafica di una decorazione in metallo prezioso: due basi dell'angolo NE ricordano ciascuna una statua argentea di Adriano *cum corona aurea*, offerta da Salvio Fusco.

Difficile dire quando queste due statue, che ovviamente non sono sopravvissute, siano scomparse dalla piazza d'Ippona. Assai presto doveva essere stata tolta l'immagine dello storico C. Svetonio Tranquillo, trovata reimpiegata sotto al pavimento marmoreo dell'epistilio; d'un altro scrittore, Apuleio, sappiamo invece che la statua fu vista nel foro della nativa Madauros ancora da S. Agostino.

Ma, al fine di comprendere la storia della decorazione statuaria

[22] A. Ballu, *Théâtre et forum de Timgad (antique Thamugadi); état actuel et restauration*, Paris 1902.

[23] P. Romanelli, *Topografia e archeologia dell'Africa romana*, Torino 1970, p. 289.

[24] E. Marec, *Hippone la royale*, Alger 1950, p. 67-79; Id., *Le forum d'Hippone*, «Libyca», II, 1954, p. 363-416.

[25] Z. Kiss, *Un portrait de Germanicus a Hippone*, «BAAlg», VI, 1975-76, p. 179-184. Il ritratto è già edito da E. Marec, «FA», 1954, n. 5264 e fig. 129, come presumibile ritratto di Augusto; così anche in Id., *Le forum, cit.*, p. 401 ss., dove è dubitativamente attribuito a Lucio Cesare.

di un foro, sono ancora più significative le iscrizioni di Khamissa[26].

Una serie di epigrafi (*ILAlg* 1229; 1247; 1274; 1275; 1276; 1285) celebra la costruzione del *forum novum* ad opera di Attilio Teodoto, legato di un proconsole della II metà del IV secolo., Clodio Ermogeniano. La *ILAlg* 1229 ricorda come *signum colossi alterius, quondam conlabsum, restitutum tutelae fori novi conservari curavit*. Lo Gsell, sulla suggestione delle scoperte del teatro di Bulla Regia, aveva già supposto che i due colossi dovessero rappresentare M. Aurelio e Lucio Vero. Le basi sono state localizzate con sicurezza, l'una di fronte all'altra, davanti ai lati lunghi del piccolo foro. Il dato epigrafico sembra aver avuto conferma in più recenti ritrovamenti[27]: infatti, nelle vicinanze, è stata rinvenuta nel 1940 una colossale statua stante di Lucio Vero; e,nel 1952, dalla parte opposta, sono venute alla luce anche le gambe di una statua stante simile, molto probabilmente rappresentante Marco Aurelio. Non è chiaro però perché l'epigrafe di IV secolo non ne ricordi i nomi, ma solo le colossali dimensioni: tanto più che la *ILAlg* 1247 nomina invece un *signum Trajani, de ruinis ablatum*, pure trasferito *in forum novum*, al quale non sembra fosse originariamente destinato.

Tutte indicazioni che si riferiscono dunque all'ultima fase di vita del monumento, e che ancora ricordano quanto fosse frequente il fenomeno della riutilizzazione e ricollocazione delle statue. Questo si può seguire essenzialmente attraverso l'esame della superstite documentazione epigrafica, che non solo completa un quadro archeologico — come s'è già visto in alcuni esempi particolarmente significativi, quale il teatro di Leptis — ma consente anche d'avere delle indicazioni, altrimenti perdute, della storia in antico di un complesso antico: nel caso dell'Africa romana, una conferma della vitalità monumentale che tante città hanno ancora nel IV sec., arrestandosi solo alla vigilia della conquista gotica. Cosí, nella ricostruzione di un complesso antico, la documentazione epigrafica svolge un ruolo fondamentale, sia nei teatri, dove talora il crollo delle strutture murarie ha preservato parte della decorazione statuaria, sia, a maggior ragione, nei fori, assai più soggetti a depredazioni, sia in altri edifici, che qui non ho preso in esame, ma che pure presenterebbero in questa prospettiva il massimo interesse, come terme, archi, ninfei. È un contributo essenziale alla comprensione diacronica del monumento, che in queste grandi città africane, ma non solo in esse, ha una vita particolarmente complessa e prolungata.

[26] S. Gsell, *Khamissa*, Paris 1922. Le sculture in P. G. De Pachtere, *Musèe de Guelma*, Paris 1909, p. 25-28 e 35-38. Cf. anche S. Souville, *Un portrait de Géta du Musée de Guelma*, «Libyca», I, 1953, p. 115-119; e Id., *Statues impériales du Musée de Guelma*, «Libyca», II, 1954, p. 149-160.

[27] G. Sassy, *Note sur une statue impériale de Thubursicum Numidarum (Khamissa)*, «Libyca», I, 1953, p. 109-113.

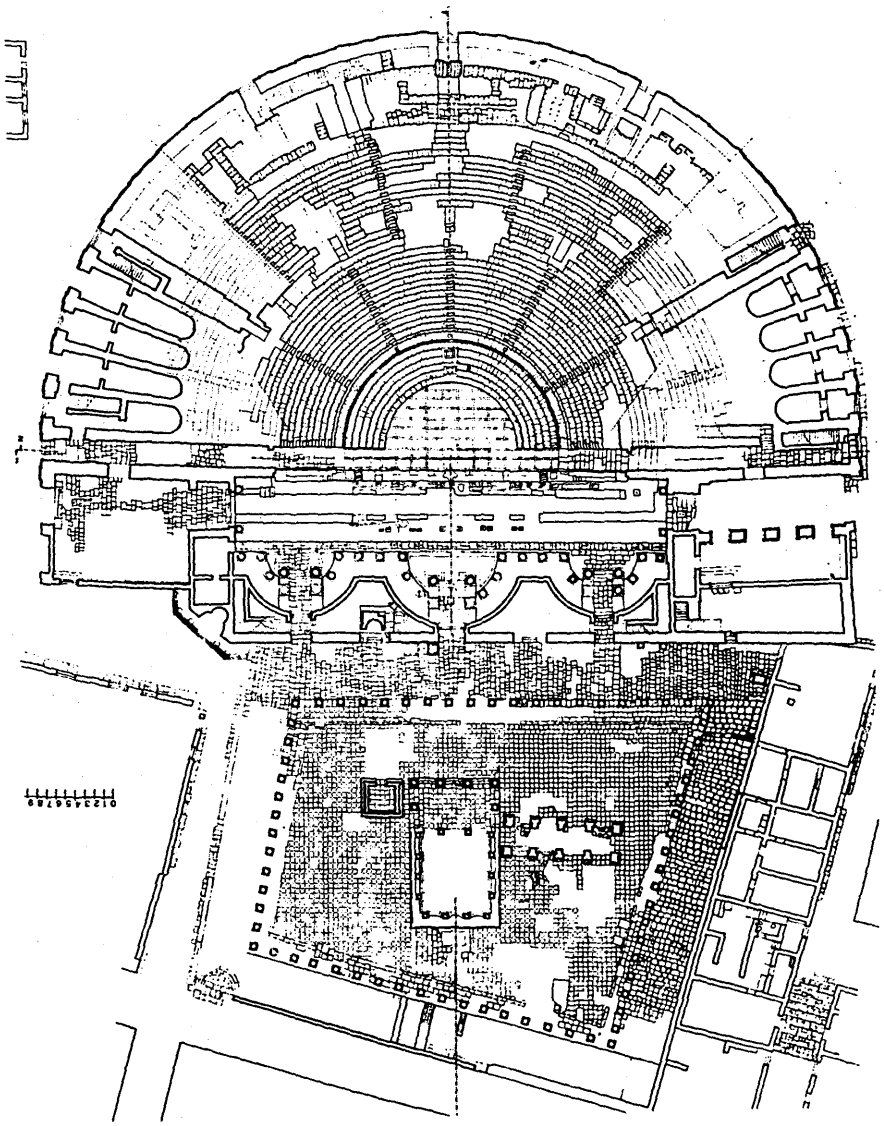


Fig. 1: Leptis. Pianta del teatro (da CAPUTO).

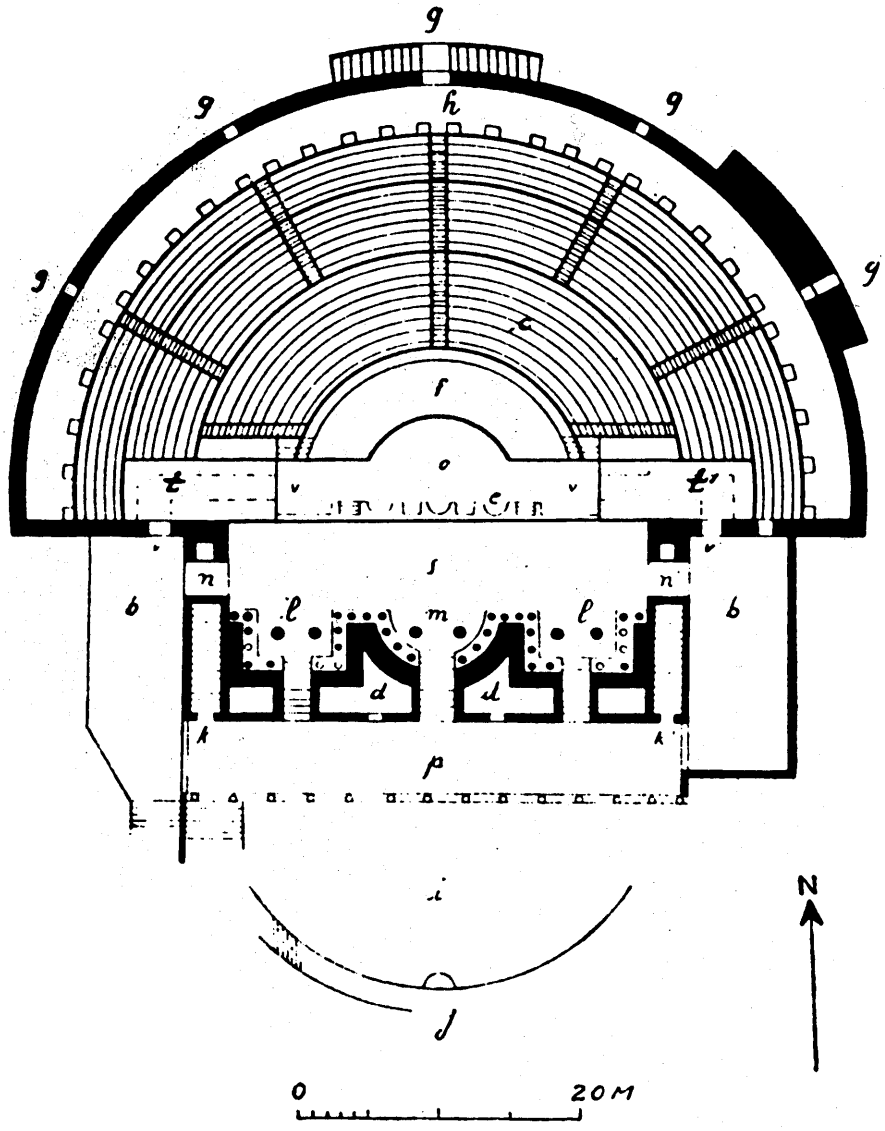


Fig. 2: Thugga. Pianta del teatro (da GOLFETTO).

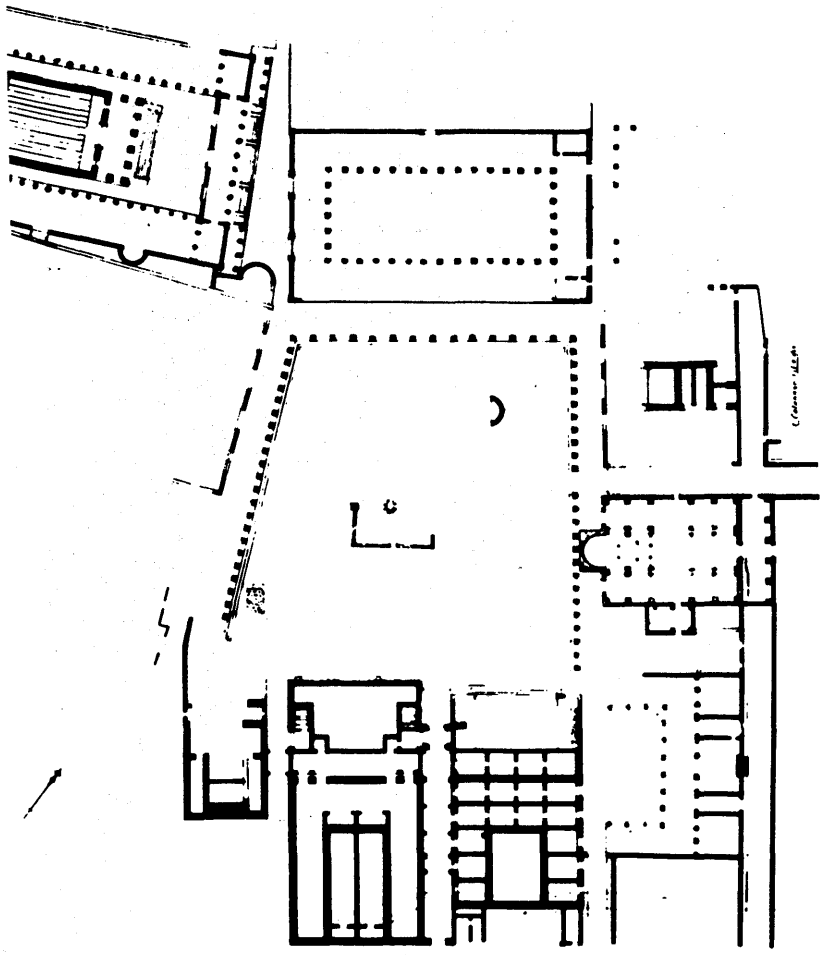


Fig. 3: Leptis. Forum vetus. Pianta (da De Vita).

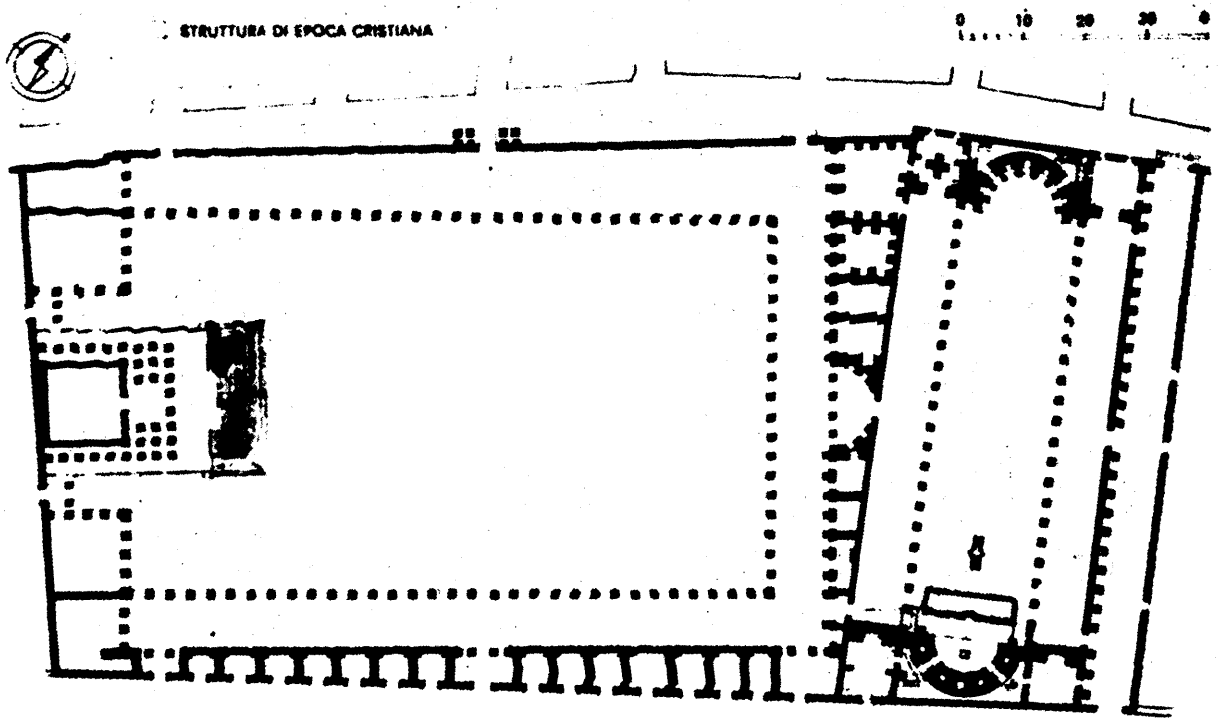


Fig. 4: Leptis. Foro severiano. Pianta (da BIANCHI BANDINELLI-VERGARA CAFFARELLI-CAPUTO).

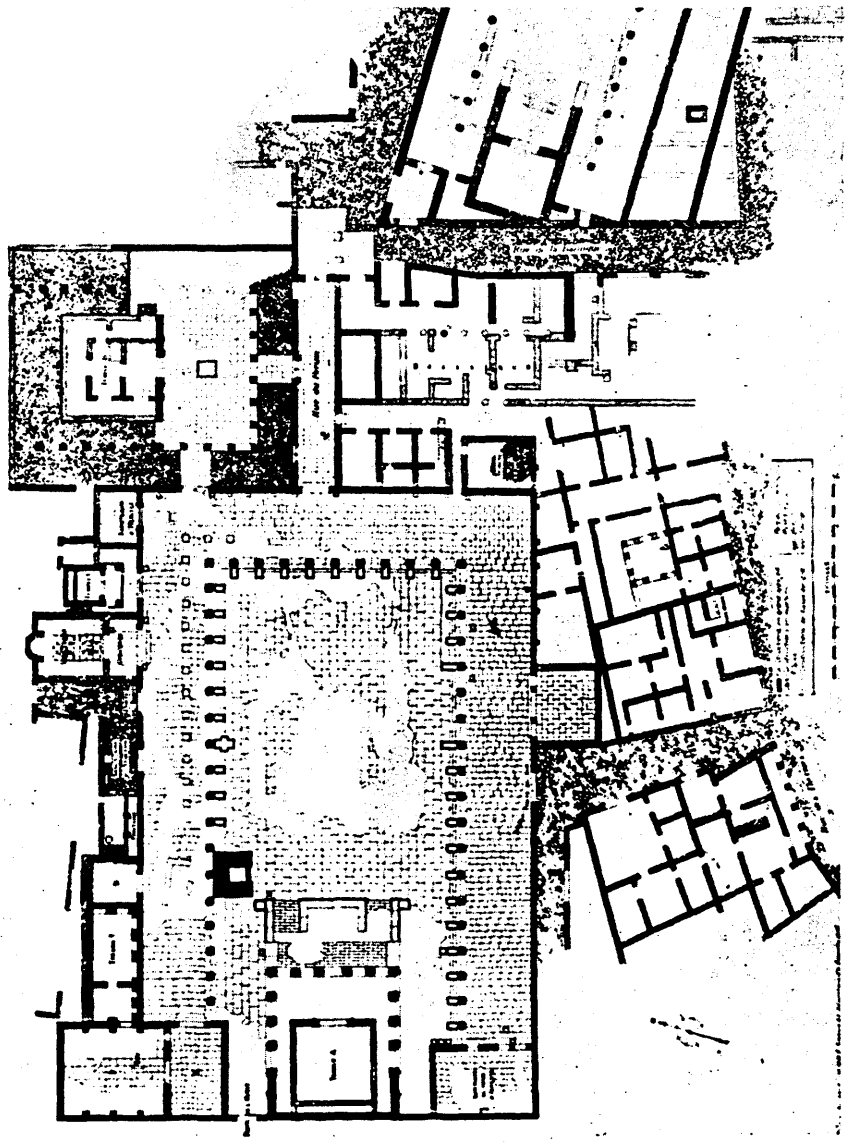


Fig. 5: Gightis. Foro. Pianta (da ROMANELLI).

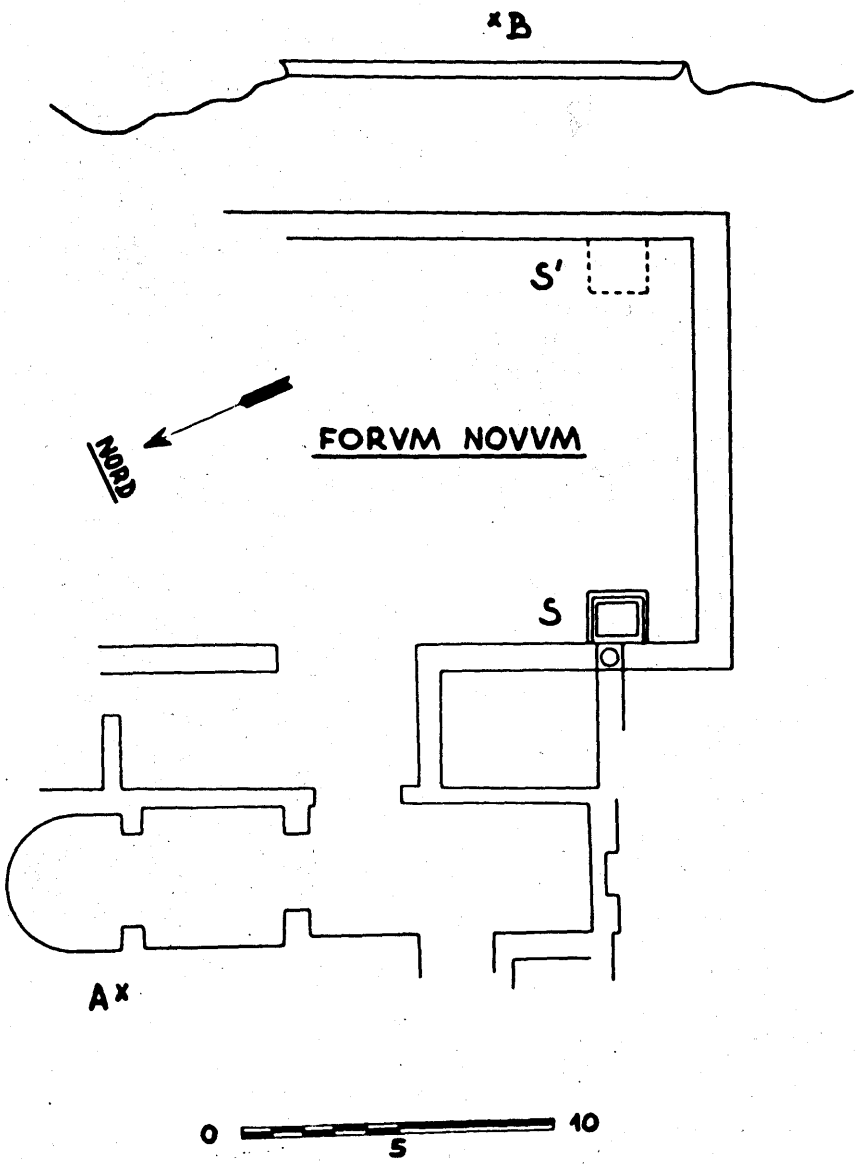


Fig. 6: Thubursicum Nùmidarum. Forum Novum. Pianta (da SASSY).

Michele R. Cataudella

Società e diritto nell'Africa romana. *Ius Italicum:* aspetti e riflessioni

Il tema richiede evidentemente una delimitazione e nella materia e nel tempo; alla formulazione di esso in termini di cosí ampia prospettiva corrisponde, oltretutto, la peculiarità del caso rappresentato dall'area provinciale africana. È questa l'area — come è ben noto — per cui si dispone di una documentazione fra le piú ricche, dalla quale emerge un profilo complesso e articolato di situazioni, e nel contenuto sociale e nella qualificazione giuridica. Si pensi, ad esempio, alla legislazione graccana e alla legge agraria del 111, e poi all'ordinamento dei *saltus*, fino alle *Tablettes Albertini* di epoca vandalica: ed è lecito più volte cogliere momenti e aspetti salienti dell'evolversi del diritto nel quadro della tematica sempre viva del rapporto fra società romana e società provinciale, fra istituzioni di diritto romano e interpretazione provinciale di esse[1].

Non è un problema che si ponga soltanto per l'Africa, ovviamente; è un problema centrale del rapporto fra Roma e le province, e quindi fra territorio italico e territorio provinciale. Ma quando si pensa, ad esempio, alle *colturae Mancianae* o alla *lex Hadriana de rudibus agris*, si fa riferimento con ogni verosimiglianza a una realtà esclusivamente africana che assume connotati propri, in quqlche misura rivelatori nel rispetto

[1] Per un profilo problematico è d'obbligo sempre un rinvio a S. GSELL, *Hist. anc. Afrique du Nord*, Paris 1913-28 IV, pp. 46 e sgg.; VII, pp. 34 e sgg., e *passim*; P. ROMANELLI, *Storia delle prov. rom. dell'Africa*, Roma 1959, pp. 62 e sgg. e 295 e sgg. Una recente trattazione di insieme in F. DECRET - M. FANTAR, *L'Afrique du Nord dans l'Antiquité*, Paris 1981. Altri contributi recenti su aspetti particolari ad es. in H.G. PFLAUM, *La romanisation de l'Afrique*, Akt. VI int. Kongr. f. griech. u. lat. Epígr., München 1972, pubbl. 1973, pp. 55 e sgg.; T. KOTULA, *Les Africains et la domin. de Rome*, «DHA» II, 1976, pp. 348 e sgg.; Y. THÉBERT, *Romanis. et dérom. en Afrique...*, «Annales (ec. soc. civ.)», 33, 1978, pp. 74 e sgg. e PH. LÉVEAU, *La sit. colon. de l'Afrique rom.*, ibid. pp. 89 e sgg. Cfr. ancora J. KOLENDO, *Le probl. du dével. du colonat en Afrique sous le Haut-Emp.*, in *Terre et pays. dépend. dans le soc. ant.*, Bésançon 1974, Paris 1979, pp. 391 e sgg.; C.R. WHITTAKER, *Land and Labour in North Africa*, «Klio» 60, 1978, pp. 331 e sgg. Aspetti del diritto pubblico ad es., ancora in T. KOTULA, *Remarques sur la trad. pun. dans la const. des villes de l'Afrique rom.*, Akt. VI int. Kongr., cit. pp. 73 e sgg. e «Eos» 68, 1980, pp. 133 e sgg.; J. DESANGES, *Le statut des munic. d'après les données afric.*, «Rev. hist. droit franç. étrang.», 50, 1972, pp. 353 e sgg.; J. GASCOU, *La pol. munic. de Rome en Afrique du Nord*, ANRW 11, 10, 2 Berlin-New York 1982, pp. 136 e sgg.; materiale epigrafico e discussione in M. LE GLAY, «Chiron» 4, 1974, pp. 632 e sgg.; v. anche H.G. PFLAUM, «Ant. Afr.», 4, 1970 pp. 111 e sgg.

giuridico[2]; termini quali *possessio, ususfructus, usus proprius* — che valgono da esempio comunque significativo, anche se ci riportano a uno dei temi cruciali del dibattito in dottrina — proprio in questa realtà africana acquisiscono un valore di riferimento concreto, quasi di verifica, che difficilmente può cogliersi nelle altre province romane[3].

Si aggiunga a tutto ciò che dalla terra d'Africa proviene — ed è un ulteriore motivo di suggestione — una ricca letteratura, ricca perché non pochi sono stati gli scrittori di questa terra, e numerosi gli scritti che la tradizione ci ha conservato, ma ricca anche per il valore di testimonianza della vita e della società africana che essi in vario modo rivelano con la loro intensa, vissuta partecipazione. È un riflesso a volte vivissimo della società e degli istituti che la governano, motivo senz'altro rilevante nella prospettiva di quella dialettica mondo romano/mondo provinciale, nella quale ha ruolo dominante la componente cristiana. Tertulliano, Cipriano, Lattanzio, Agostino sono i primi nomi a venire alla mente. Comincia cosí a delinearsi il profilo particolare, che è l'oggetto del nostro interesse.

Di questa problematica costituisce aspetto sintomatico un tema che non cessa di tener desta l'attenzione, anche se nuove acquisizioni e riflessioni sembrano paradossalmente rendere più complesso il problema anziché avviarlo verso un effettivo chiarimento: dico del *ius Italicum*[4]. Quindi la limitazione del tema, di cui dicevo in apertura, è diventata in pratica una *reductio in unum*; un solo argomento, e visto da una sola angolatura. La delusione potrà essere grande data la messe di questioni e di materiali che la provincia africana ci offre, e non varrà certo ad attenuarla quanto ancora è necessario premettere, che cioè il problema del *ius Italicum* resterà tale in tutto e per tutto. Ci si propone solo di attirare l'attenzione su una testimonianza, e di metterne in luce le possibili

[2] Testi in CIL VIII Suppl. IV, n. 25902 = FIRA I n. 100; CIL VIII n. 25943 = FIRA n. 101; CIL VIII n. 26416 = FIRA n. 102. CH. COURTOIS, L. LESCHI, CH. PERRAT, CH. SAUMAGNE, *Tablettes Albertini, Actes privés de l'époque Vandale*, Paris 1952. Profili dei problemi e bibl. in G. I. LUZZATO, *Sul regime del suolo nelle prov. rom. Spunti crit. e problematica*, in *I diritti locali nelle prov. rom...* Atti Conv. Intern. Acc. Lincei, Roma 1971, pubbl. 1974, pp. 38 e sgg.; P. ROMANELLI, *Le condizioni giuridiche del suolo in Africa*, ibid., pp. 171 e sgg. ripubbl. in *In Africa e a Roma*, Roma 1981 pp. 320 e sgg.

[3] Profilo dei problemi e bibl. in G. GROSSO, *La condizione del suolo prov. negli schemi giuridici della giurisprudenza del Principato*, in *I diritti locali...* cit., pp. 65 e sgg.

[4] Profilo del problema in V. PREMERSTEIN, RE X, 1, 1238 e sgg.; G.I. LUZZATTO, «RIDA», 5, 1950, pp. 79 e sgg.; J. TRIANTAPHYLLOPOULOS, «Iura», 14, 1963, pp. 109 e sgg. e *Diritti locali...*, cit., pp. 135 e sgg. (ivi citata altra letteratura). L'iscrizione di Didyma, a cui il Triantaphyllopoulos ha dedicato attenzione e cure magistrali, sembra prospettare — com'è noto — il caso di una concessione di *ius Italicum* personale, con ciò richiamando l'interesse sull'opinione sostenuta nel 1560 da C. SIGONIO, praticamente abbandonata da SAVIGNY in poi, ossia dopo il 1814.

implicazioni; sarebbe già un risultato — qualora l'interpretazione cogliesse nel segno — quando si pensi che del *ius Italicum* in terra d'Africa non si sa proprio nulla ad eccezione della scarna notizia del Digesto[5]. Se poi si dovesse profilare una conclusione in parte controcorrente, ciò varrà probabilmente, ancora una volta, ad ampliare forse i termini del problema assai piú che a risolverlo concretamente.

Le riflessioni che qui si intende proporre traggono spunto da un passo di un autore che piú d'ogni altro ha vissuto il travaglio del Cristianesimo africano, e nel dibattito dottrinario e nel risvolto giuridico, espressione al piú alto grado di quella letteratura africana che è fra le maggiori espressioni della letteratura latina, voglio dire Tertulliano; il passo appartiene all'opera sua più nota, l'*Apologeticum*. Leggiamo: *Publicos aeque publico iure foedatis, quos in hastario vectigales habetis.* E poco dopo: *Sed enim agri tributo onusti viliores, hominum capita stipendio censa ignobiliora, nam hae sunt notae captivitatis; dei vero, qui magis tributarii magis sancti; immo, qui magis sancti, magis tributarii*[6]. È una comparazione, spinta fino al paradosso, fra gli dei pagani, da una parte, e gli *agri* e i *capita*, dall'altra; *venales* sono i primi, in quanto è onerosa ogni manifestazione del culto in onore di essi, anzi, tanto maggiore è la venerazione di cui essi godono, tanto maggiore è l'onere che grava sul loro culto. Al contrario, gli *agri* valgono meno quando sono gravati dal tributo, e lo stesso vale per gli uomini, nella dignità sociale, quando sono censiti ai fini dello *stipendium*[7].

Sono queste due proposizioni riguardanti gli *agri* e i *capita* a suscitare il nostro interesse: si tratta con evidenza di una situazione tipicamente provinciale, ché la contrapposizione fra *tributum* (o *stipendium*) e *immunitas* — che è implicita nel contesto — non è pertinente al suolo italico. Che si tratti della provincia d'Africa pare altrettanto evidente, dati i connotati dello scritto, i riferimenti «locali»[8], i destinatari, l'autore, ecc.; in senso stretto è da pensare alla provincia d'Africa nello stato determinatosi quando Settimio Severo ricostituí la provincia di Numidia, ossia nel 198 o 199[9]. E in effetti l'*Apologeticum* non è anteriore, secondo ogni verosimiglianza, al 202[10].

[5] 50, 15, 8, 11.

[6] 13, 6 e sgg. Cito dall'ed. di P. FRASSINETTI (Torino, 1965).

[7] Ampio comm. in J.P. WALTZING, *Tertull. Apol. Comment.*, Paris 1931, pp. 99 e sgg. Cfr. anche S. COLOMBO, *Tert., Apol.*, ed. e comm., Torino, 1938, p. 125.

[8] Ad. es. 1, 1 e 7; 9, 2; ecc.

[9] Cfr. H.G. PFLAUM, *A' propos de la date de la création de la province de Numidie*, «Libyca», 5, 1957, pp. 61 e sgg.

A prima vista le due affermazioni del nostro testo — l'una relativa agli *agri*, l'altra ai *capita* — potrebbero riflettere la nota distinzione gaiana di due categorie, quella dei *praedia tributaria* e quella dei *praedia stipendiaria*, quasiché nella proposizione iniziale l'autore avesse presenti i primi, e nella successiva i secondi, in quanto appartenenti, questi, a una comunità stipendiaria[11]. E qui la distinzione gaiana degli *agri tributarii* come pertinenti alle province imperiali, e degli *agri stipendiarii* come pertinenti alle province senatorie, avrebbe un'ulteriore smentita, visto che nella medesima provincia non dovrebbero, a rigore, coesistere le due diverse forme di imposizione, allo stesso modo in cui la medesima provincia non può essere insieme imperiale e senatoria[12].

La realtà è diversa, com'è noto, e quel che dovrebb'essere a rigore, non è, né in Africa né altrove; i due sistemi impositivi in parte coesistono, in parte si intersecano, come in qualche caso appare evidente[13]. D'altra parte la provincia d'Africa è una provincia senatoria, quindi non ci dovrebb'essere luogo a parlare di *agri tributo onusti*; e tanto meno, per altro verso, ci può esser luogo a pensare che l'autore dovesse trarre spunto al suo paragone — che vuol essere, naturalmente, di efficacia immediata — da una condizione giuridica estranea alla provincia alla quale direttamente si rivolge[14].

[10] J.P. WALTZING, o.c., pp. 4 e 232 e sgg., il quale cita AD. DE CELENEER, *Ess. sur la vie et le regne de Sept. Sév.*, «Mem. Ac. roy. de Belg.», Musée Belge 1920 pp. 165 e sgg. È di M. SORDI (*Il Cristianesimo e Roma*, Bologna 1965 pp. 226 e sgg.) il merito di un'acuta lettura del testo (in part., 35, 11) che conduce con la piú grande verosimiglianza a un abbassamento della datazione fino al 202-3. Una considerazione mi sembra confermare ancora questa stessa cronologia: l'*Apol.* sembra riferirsi a una persecuzione in atto cominciata da un qualche tempo (ad es., I,1: *quod proxime accidit domesticis iudiciis*), ma la persecuzione sotto Settimio Severo non pare in alcun modo databile prima della ricorrenza dei *decennalia* dell'imperatore. Esplicito in questo senso EUSEBIO (IERON, *Chron.*, HELM p. 212) e ancora EUSEBIO (*Hist. Eccl.*, VI, 7): ἐπὶ τὸ δέκατον τῆς Σευήρου βασιλείας ἵστησιν τὴν χρονογραφίαν... οὕτω σφοδρῶς ἡ τοῦ καθ'ἡμῶν τοτε διωγμοῦ κίνησις... Una persecuzione comunque c'è stata, anche se non ci è lecito precisarne estensione, intensità, forme, ecc. Cfr. anche *H.A.*, *v. Sev.*, 17 e sgg. (*Iudaeos fieri sub gravi poena vetuit. Idem etiam de christianis sanxit*) e EUS. *Hist. Eccl.*, VI, 1, 1... διωγμὸν... ἐκίνει... κατὰ πάντα τόπον. Quindi l'*Apol.*, dovrebbe essere posteriore, sia pure anche di poco, ai *decennalia*, ossia non anteriore — diciamo grosso modo — al 202: per lo meno. È quanto basta, ché i presupposti giuridici della persecuzione — la reale esistenza o la natura di un editto imperiale — hanno, a questo punto, una rilevanza modesta. Cfr. M. SORDI, ANRW, Berlin 1979 II, 23, 1 pp. 340 e sgg. (ivi altra letteratura). Da ultimo E. DEL COVOLO «Salesianum», 48, 1986, pp. 363 e sgg.

[11] *Inst.*, II, 21: *in eadem causa sunt provincialia praedia, quorum alia stipendiaria, alia tributaria vocamus.*

[12] Profili della questione e bibl. in F. DE MARTINO, *Storia della costituzione romana*, Napoli 1965, IV, 2, pp. 775 e sgg.

[13] P. ROMANELLI, *Le condizioni giuridiche...*, cit., pp. 171 e sgg.

Si può ammettere il caso di comunità stipendiarie soggette a *tributum*, e tuttavia la fattispecie della provincia d'Africa di fine secolo resta comunque difficilmente definibile, mentre la presenza dell'imposizione diretta appare fuor di dubbio, e ciò vale ovviamente a non dare della provincia una qualificazione stipendiaria, per lo meno in senso stretto. La stessa espressione del testo tertullianeo di cui discorriamo è indicativa del carattere diretto dell'imposizione (*hominum capita stipendio censa*), e per la natura del gravame che configura, e per la necessaria rispondenza con la proposizione precedente e col gravame — di natura diretta — che essa presuppone (*agri tributo onusti*)[15].

Lo *stipendium* — com'è noto — costituisce un'imposizione indiretta che ricade sull'intera comunità, la quale è essa stessa censita come *stipendiaria*, mentre il singolo è solo compartecipe dell'onere comune, senza essere oggetto di alcuna imposizione personale; quindi il testo fa riferimento, per quanto par evidente, a un regime impositivo che non è compatibile con quello propriamente stipendiario, che non prevede singoli *stipendiarii*[16]. C'è di piú: di *stipendiarii* in Africa è testimonianza nella legge agraria del 111, soggetti a imposizione diretta e ben distinti, nello stesso testo, dalle *civitates stipendiariae*[17]. In relazione a questi *stipendiarii* potrebbero trovare una definizione i *capita* del nostro testo: in ogni caso, trattandosi di un'imposizione diretta, come la precedente, siamo al di fuori di qualsiasi rispondenza con lo schema gaiano. Nello stesso senso vale il confronto con gli *stipendiarii* di cui è menzione nell'iscrizione del fondo di Villa Magna[18].

È la logica stessa del contesto, in ultimo, che induce a escludere quella che è parsa l'interpretazione piú naturale, cioè che la proposizione contenesse un riferimento ai cosiddetti *capite censi*[19]. Infatti lo stesso dev'essere necessariamente il senso della comparazione nella prima e nella seconda proposizione, ossia in sostanza: valgon meno i fondi gravati da imposta, e valgon meno — diciamo sul piano della dignità socia-

[14] F. GRELLE, *Stipendium vel tributum. L'imposizione fondiaria nella dottr. giur. del II e III sec.*, Napoli 1963, pp. 4 e sgg., 33 e sgg. e *pass.*

[15] Cfr. F. DE MARTINO, *Cost. Rom.*, IV, 2, p. 779; F. GRELLE, o.c., p. 28, n. 14 e Adsignatio e publica persona *nella terminol. dei grom.*, «Syntel. Arangio Ruiz», Napoli 1964, II, pp. 1136 e sgg.

[16] A. BOZZA, *Gai., II, 7 e la proprietà prov.* «Athen.», 30, 1942, pp. 66 e sgg.; e 31, 1943, pp. 13 e sgg.; G.I. LUZZATTO, *La riscossione tributaria in Roma e l'ipotesi della proprietà-sovranità*, Atti congr. intern. Dir. Rom., Verona 1948, IV, pp. 82 e sgg. Cfr. anche S. SOLAZZI, *Alla ricerca dei* fundi stip. vel trib., Ann. Univ. Bari, 1942, p. 7 e sgg.

[17] CIL I n. 583, 78, e sgg.; cfr. anche E DE RUGGIERO, *Diz. Ep.*, s.v. *ager.*

[18] V. *supra*, n. 2.

[19] J.P. WALTZING, *Comment.*, cit., p. 99.

le — gli uomini soggetti a *stipendium*. Ebbene: ai primi si contrappongono evidentemente i fondi esenti da imposta, ai secondi si devono contrapporre, altrettanto evidentemente, gli uomini esenti da imposte. Ma chi sono costoro? È certo che non si tratta di persone che si possano contrapporre ai *capite censi* sul piano della dignità sociale, come la logica del periodo vorrebbe; la piú elevata dignità sociale, al contrario, non si sposa con l'esenzione dalle imposte.

Ma vien meno anche la logica in relazione all'intero contesto: gli dei — afferma Tertulliano — quanto piú sono onerosi (*tributarii*) nell'esercizio del culto che è loro dovuto, tanto piú sono santi, tutto all'opposto dei fondi e degli uomini (*agri... capita...*), che quanto piú son caricati di oneri, tanto meno valgono; ma questi uomini, se sono i *capite censi* sono i meno gravati da imposte, cosicché, in via conseguenziale, dovrebbero essere i piú elevati nella dignità speciale, altro che *ignobiliora*! Ma ciò evidentemente non è, né mai poteva essere.

Secondo quanto tutto fa credere, dunque, le due proposizioni che costituiscono il passo in discussione si riferiscono entrambe alla stessa imposizione diretta, vista sotto due profili diversi; i due termini, *tributum* e *stipendium*, in tal caso, sono qui usati nel senso — sostanzialmente equivalente — che essi hanno in altre testimonianze già note[20]. La fattispecie africana, con gli *stipendiarii* di cui si è detto, presenta in piú uno specifico punto di riferimento.

La contrapposizione istituita dall'autore si coglie allora negli *agri* gravati da imposta, da un lato, di fronte a quelli *immunes*, dall'altro, a cui corrispondono, rispettivamente, gli uomini soggetti all'imposta, da un lato, e gli esenti, dall'altro[21]. Due profili della stessa imposta (*viliores e ignobiliora*), di cui è il primo, nei termini in cui è formulato, a offrirci lo spunto ancora per una riflessione: sono *viliores* gli *agri* soggetti a tributo rispetto a quelli *immunes*, ma in che senso? Non mi par dubbio che l'autore intenda esprimere un giudizio di valore che non si può cogliere se non sul piano commerciale, in quanto legato fondamentalmente, al momento della compravendita, o per lo meno, in funzione di essa. In

[20] *Dig.*, 50, 16, 17, 1, *stipendium... etiam tributum appellari Pomponius ait*. Sintomatico il caso della Pannonia, provincia imperiale, di fronte all'affermazione di AURELIO VITTORE (Epit., I, 7): *Pannonios stipendiarios adiecit*. Cfr. J. HARMATTA, *I diritti locali...*, cit. pp. 77 e sgg. e A. MOCSY, RE Suppl. IX, 516 (1962), s.v. *Pannonia* (in part. 605 e sg.).

[21] Sta di fatto che l'uso stesso dell'aggettivo *ignobilis* non può intendersi che come riferito alle persone e non alla comunità; è una *nota captivitatis* proprio perché colpisce direttamente la persona come il *tributum* colpisce la terra. Le due imposizioni allora — una volta che siano entrambe di natura diretta — non possono che identificarsi. Discussione e bibl. in F. DE MARTINO, *Cost. Rom.*, IV, 2, pp. 784 e sgg.

questo senso il giudizio dell'autore è ovvio ed elementare, e soggiace alle leggi economiche valide allora come in ogni tempo: il bene in qualunque modo gravato vale meno di quello esente. Non c'è dubbio. Ma non par dubbio neanche che questa ovvia affermazione possa valere solo fin quando siano uguali tutti gli altri fattori che contribuiscono a formare il valore dei beni posti in concorrenza. In altri termini, la proposizione *agri tributo onusti viliores* è senz'altro valida e indiscutibile se l'unico elemento di differenziazione del valore è rappresentato dalla presenza, o no, del tributo, mentre tutti gli altri fattori che determinano il valore commerciale sono sostanzialmente identici[22]. Ciò vuol dire, in conseguenza, che se anche esistesse un sol altro elemento di differenziazione, l'affermazione del testo perderebbe quel carattere assiomatico che la caratterizza e che l'autore vuol darle in tale contesto; un autore, per altro, come Tertulliano, di cui son ben noti il rigore dell'argomentazione e la linearità del discorso giuridico, che nell'*Apologeticum* raggiungono la piú compiuta espressione[23].

Posta questa condizione di principio, in un giudizio di valore fra gli *agri* ha certamente un ruolo determinante — almeno quanto la presenza, o no, del tributo — la condizione giuridica del suolo. Dovremo dire allora che è valida la proposizione di cui discorriamo a parità di condizione giuridica del suolo; il che significa, in ultima analisi, che la proposizione *agri tributo onusti viliores* presuppone l'analogia della condizione giuridica del suolo delle due categorie di *agri* contrapposte, quelli gravati e quelli *immunes*. E non c'è alcunché che possa legittimamente autorizzare l'ipotesi di una deroga a questo elementare presupposto, né nella fattispecie, né in linea di principio.

La conseguenza è presto detta, dato che ci troviamo di fronte a suolo provinciale: gli *agri tributo onusti* possono essere visti in concorrenza con quelli delle comunità fruenti dell'*immunitas*. Ma due motivi mi pare che debbano indurci a scartare l'eventualità che la contrapposizione si possa cogliere in questi termini nel caso in questione. Vale in primo luogo la constatazione che nella provincia d'Africa al tempo di Settimio Severo mancano tracce di sorta di comunità che fruissero dell'*immunitas*, e tracce comunque poco significative si trovano in terra d'Africa; sorprenderebbe non poco, in ogni caso, che l'autore ricorresse a un paragone tratto dall'esperienza, poniamo, della Mauretania, e non

[22] Ciò va dato per scontato, ché non si reggerebbe mai il principio enunciato contrapponendo un terreno incolto, ma immune, a un terreno produttivo, ma gravato da imposta. Per la proporzionalità dell'imposta in relazione alla qualità del terreno stesso, cfr. HYG., *grom.*, 205.

[23] A volte il suo argomentare appare un po' faticoso e forse poco chiaro; la stessa sensazione aveva anche il lettore antico (cfr. LACT., *D. Inst.*, 5, 1, 23), che però ne esaltava la grande competenza e capacità oratoria (cfr. ad es. EUS., *Hist. Eccl.*, II, 2, 24; AGOST., *De Haer.*, 86).

dalla realtà della provincia alla quale si rivolgeva direttamente nella persona dei *Romani imperii antistites*, e che era la sua provincia[24].

Il caso della *pertica Carthaginiensis* e della sua *immunitas* ha caratteristiche proprie: infatti poco o nulla di essa restava, in quanto tale, in seguito allo scorporo determinato da una politica municipale che raggiunse il culmine proprio con Settimio Severo; poco o nulla restava anche della stessa *immunitas*, difficilmente compatibile con la politica municipale ormai invalsa da tempo (il *defensor immunitatis perticae Carthaginiensium* dell'età traianea ne è un chiaro sintomo)[25]. A ciò si aggiunga la riforma provinciale di Settimio Severo a cui è legata la nuova istituzione della provincia di Numidia, riforma non priva di riflessi nei rapporti di competenza territoriale fra provincia d'Africa e *pertica*[26].

Or è superfluo rilevare che, se solo a tanto si riduce la presenza dell'*immunitas* in quest'area, il raffronto istituito dall'autore fra gli *agri* — e non c'è dubbio che esso voglia essere di immediata efficacia e comprensione — sarebbe invece praticamente estraneo all'autore e al suo pubblico, ossia al di fuori del contesto che gli è proprio e che compete ai destinatari del suo discorso.

In secondo luogo: l'*immunitas* — colonia o municipio che fosse a goderne — era un privilegio che riguardava la persona e non era inerente al suolo; pertanto la fattispecie prospettata dal nostro testo non può essere riportata a un rapporto di concorrenza in valore (*viliores*) in termini compatibili con il regime delle comunità *immunes*[27]. Verrebbe a mancare il presupposto stesso del raffronto, ossia l'*ager* gravato di fronte all'*ager immunis*, ciò che è il fondamento del principio enunciato, *agri tributo onusti viliores*.

Ancora un'osservazione: Tertuliano scrive a Cartagine e ai Cartaginesi egli si rivolge in via diretta; si può mai credere che egli non avesse presente soprattutto questa realtà, se voleva rendere il suo discorso vera-

[24] In effetti si può dire che le uniche testimonianze, allo stato attuale, si riferiscono a tre colonie augustee di veterani nella Mauretania, *Rusazu* («Ann. Ep.», 1921, n. 16, p. 453) *Saldae* (ILS, 662, 649), *Tubusuctu* («Ann. Ep.», 1934 n. 39 p. 243): questo è tutto e non riguarda la provincia d'Africa. Plinio cita un *immune oppidum* (*N.H.*, III, 24 e sgg.). Il materiale è raccolto e discusso in TH. MOMMSEN, *Röm. Staatsrecht*, Leipzig, 1887-8, III³, pp. 806 e sgg.; cfr. anche F. VITTINGHOFF, «ZSS», RA 68, 1951, pp. 453 e sgg.; A.H.M. JONES, *Cities of the Eastern Rom. Prov.*, Oxford 1971², pp. 172 e sgg., 478 e sg. e *passim*.

[25] Cfr. C. POINSSOT, *Immunitas perticae Carthag.*, «CRAI», 1962 pp. 55 e sgg.

[26] Cfr. J. GASCOU, *La pol. mun. de l'emp. rom. en Afr. Proc. de Trajan à Sept. Sév.*, Roma 1972, p. 158 e rec. di P. ROMANELLI, in «Athen.», 53, 1975, pp. 169 e sgg., ripubbl. in *In Africa e a Roma*, cit.

[27] Cfr. ancora TH. MOMMSEN, *Röm. Staatsr.*, III³, pp. 728 e sgg. e 806 e sgg.; e quindi K. ZIEGLER, RE XVII HB, s.v. *immunitas*; V. PREMERSTEIN, RE, cit.; J. TRIANTAPHYLLO POULOS, «Iura», cit.

mente di comprensione immediata e di facile effetto? È la stessa osservazione di prima: parrebbe già difficile negarlo in linea di principio; che dire poi quando si rifletta che proprio Cartagine ci riporta a quella che forse, a questo punto, è l'unica alternativa che si presenti per intendere il nostro testo[28].

Se è vero che la fattispecie prospettata dal passo in discussione non può trovare rispondenza nel regime giuridico del suolo provinciale (a maggior ragione in provincia d'Africa come s'è visto), la rispondenza si dovrà trovare, per esclusione, nel regime giuridico del suolo non provinciale. Non è un paradosso, come potrebbe sembrare visto che ci troviamo a parlare di territorio africano; questa condizione si verifica — com'è noto — in seguito alla concessione del *ius Italicum*, se è vera l'opinione comune e ormai consolidata, anche se non confortata da effettive prove dirette[29]. Ebbene: l'*Apologeticum* — come già si è accennato — è da escludere verosimilmente che sia anteriore al 202; poco prima — come pure pare piú verosimile — a Cartagine dovette esser conferito il *ius Italicum* da Settimio Severo che lo stesso privilegio concesse ad altre città in relazione alle vicende delle guerre civili[30].

Ed allora: le *notae captivitatis* sono proprie dell'ambito provinciale, ma la contrapposizione istituita dall'autore, pur in territorio provinciale, si coglie — se giuste sono le premesse — in un regime giuridico che non è quello proprio del suolo provinciale. L'imposizione diretta (*agri*

[28] In altri termini: in regime di suolo provinciale, com'è nella fattispecie, non è ammissibile contrapposizione fra suolo gravato e suolo immune perché manca sostanzialmente quest'ultimo termine nella provincia d'Africa (è un fatto, per altro, molto limitato in terra d'Africa), e perché l'*immunitas* non si riferisce al suolo, ma alle persone.

[29] Cfr. *supra*, nota 4.

[30] *Dig.*, 50, 15, 8, 11: *In Africa Carthago, Utica, Leptis Magna a divis Severo et Antonino iuris Italici factae sunt.* Sia la composizione dell'*Apologeticum* come la concessione del *ius Italicum* sono posteriori alla fine delle guerre civili; ciò che induce a credere che la concessione del *ius Ital.* sia stata anteriore, anche di poco, alla redazione dell'*Apol.* (per la datazione cfr. *supra* n. 10) è il rapporto diretto istituito fra la fine delle guerre civili e la posizione di talune città di fronte a Roma, da un lato, e la concessione del *ius Ital.*, dall'altro. Pensiamo ovviamente a Tiro, Laodicea, Heliopolis; sintomatico il caso di Tiro, colonia presumibilmente dal 198, *civitas* quando ebbe il *ius Ital.* secondo la testimonianza del *Dig.* (50, 15, 8, 3: *eiusdem iuris et Tyriorum civitas a divis Severo et Antonino facta est*), dove poco dopo si legge: *imperator noster Antoninus civitatem Emisenorum coloniam et iuris Ital. fecit.* La monetazione di Sebaste, colonia, comincia nel 201-2: da confrontare con *Dig.* 50, 15, 1, 7: *divus quoque Severus in Sebastenam civitatem coloniam deduxit.* Per *Heliopolis*, cfr. «Ann. Ep.» 1903, n. 269, del 199; cfr. *Dig.* 50, 15, 1, 2, *est et Heliopolitana...* Seguendo la stessa logica, in relazione ai movimenti dell'imperatore, il *ius Ital.* di Cartagine non dovrebb'essere posteriore al 203, ma pare piú verosimile che fosse anteriore. Materiale ad es. in J. HASEBROEK, *Unters. z. Gesch. d. Kais. Sept. Sev.*, Heidelberg 1921, pp. 120 e sgg. e 132 e sgg. Per la datazione del conferimento del *ius Ital.*, a Cartagine, opinione diversa in C. POINSSOT, *Immunitas*, cit., p. 72, bibl.; cfr. anche J. GASCOU, *La pol. mun.*, cit. pp. 196 e sgg.

tributo onusti) si contrappone all'esenzione dall'imposta, ma solo se l'*immunitas* configura una condizione giuridica del suolo, ossia uno *status* che tutto fa credere, in territorio provinciale, come una diretta conseguenza della concessione del *ius Italicum*[31]. Ma soprattutto: cartaginese è l'ispirazione e l'ambiente dello scritto tertullianeo, e Cartagine godeva allora del *ius Italicum*, per quanto pare piú verosimile. La coincidenza — mi sembra — non potrebb'essere piú significativa.

Torna ora qui a proposito il punto cui ho già fatto riferimento di principio: il confronto di valore posto nel testo (*viliores*) è accettabile solo in quanto i suoli messi a confronto si trovino nella medesima condizione giuridica; solo in questo caso infatti la presenza, o no, del tributo può rappresentare l'unico elemento determinante di una differenziazione di valore. Ora, mi pare fuor di discussione che il suolo di una colonia che goda del *ius Italicum* non possa essere messo a confronto con altro suolo provinciale di qualsiasi altra natura: esso è da considerare *dominium pleno iure*, ossia *ex iure Quiritium*, mentre il suolo provinciale può essere oggetto di possesso sí, indubbiamente, ma in base a diversa condizione giuridica (*alia condicione*, dice Frontino[32]), cosicché a determinare il maggiore o minor valore non poteva essere solo, né tanto, la presenza o l'assenza del tributo, se uno solo dei suoli posti in concorrenza di valore poteva costituire proprietà privata di pieno diritto[33].

La stessa diversa natura dell'atto di compravendita, *mancipatio* in un caso, *traditio* nell'altro, ha una rilevanza che si coglie — non foss'altro — nella vitalità dei due distinti istituti, che può esser stata maggiore in diritto che in fatto, ma che certamente non poteva essere che determinante nell'atto stesso in cui il giudizio di valore si concretizza nel prezzo di compravendita[34].

Ancora, dunque, il nostro testo, presuppone una concorrenza nel-

[31] Ossia: attraverso il *ius Ital.*, un privilegio di natura personale come l'*immunitas* si configura come qualità del suolo; è un processo automatico legato alla natura diversa dei due diversi ordini di privilegi, personale l'*immunitas*, territoriale il *ius Ital.* Aspetti vari dell'argomento in A.H.M. JONES, *The Greek city from Alex. to Iustinian*, Oxford, 1940, p. 133 e ancora J. TRIANTAPHYLLOPOULOS, «Iura», cit., p. 129.

[32] *Grom.*, ed. LACHMANN, 35, 13 e sgg.

[33] Tanto piú se questo era elemento determinante di distinzione delle *civitates liberae ac immunes*. Cfr. F. DE MARTINO, *Cost. Rom.*, IV, 2, p. 683. Cfr. anche A.H.M. JONES, *Civitates liberae ac immunes*, Anat. Stud. pres. to W.H. BUCKLER, Manchester 1939 pp. 103 e sgg.

[34] Cfr. in generale E. VOLTERRA, *Mancipatio*, «NND» X, 1964; e poi, ad es., PH. MEYLAN, Studi in on. di P. DE FRANCISCI, I, Milano 1956, pp. 63 e sgg.; J. REINACH, *Ébauche d'une mancipation*, Paris 1960; C. ST. TOMULESCU, «Labeo» 17, 1971 pp. 284 e sgg.; ancora PH. MEYLAN, «TG» 38, 1970, pp. 67 e sgg. Profilo ad es. in V. ARANGIO RUIZ, *Ist. di Dir. Rom.*, Napoli 1978[14], pp. 199 e sgg.

l'ambito della medesima condizione giuridica del suolo, o proprietà provinciale, o proprietà quiritaria, e poiché la prima eventualità non pare che qui possa ricorrere, non resta che la seconda, che cioè l'autore avesse presente la condizione giuridica dei suoli siti in territorio che godeva del *ius Italicum*.

Sempre in diritto forse piú che nel fatto, la stessa ipotesi di un mercato fondiario, che è sottesa al nostro testo, non pare scevra di riserve sul piano della pura legittimità, quando sia circoscritta all'ambito giuridico della proprietà provinciale. Non staremo certo a riesaminare i testi della tradizione giuridica e gromatica pertinenti a un argomento che è fra i piú dibattuti nel quadro di una già tanto complessa problematica[35]; è vero senz'altro che termini quali *possessio* e *usus fructus*, ad es., in un rapporto di diritto pubblico qual è quello che si pone in relazione a suolo che è *dominium Caesaris* o *populi Romani*, non possono avere lo stesso valore che hanno nell'ambito dei rapporti di diritto privato[36], ma i limiti della compatibilità del regime giuridico provinciale con il concetto di libero mercato fondiario, che si può cogliere nel nostro testo, sono insiti nella stessa definizione del gromatico: *possidere illis quasi fructus tollendi causa et praestandi tributi condicione concessum est*[37]. La compravendita è ciò che costituisce il mercato, quel mercato libero in relazione al quale un suolo può valere piú o meno di un altro (*viliores*); basterà citare due testi famosi cominciando dal testo gromatico: *et stipendiarios... qui nexum non habent, neque possidendo ab alio quaeri possunt; possidentur tamen a privatis, sed alia condicione; et veneunt, sed nec mancipatio eorum legitima potest esse*[38]. La testimonianza è indice piuttosto significativo dell'ambito limitato in cui il mercato è concepibile in queste condizioni, e vale ancora nel senso già delineato riguardo al presupposto del passo tertullianeo.

[35] *Gai.*, II, 7. Cfr., ad es., T. FRANK, *Dominium in solo provinciali* and *ager publ.*, «JRS» 17, 1927, pp. 141 e sgg.; A.H.M. JONES, Ibid., 31, 1941 pp. 26 e sgg. ora in *Stud. in Rom. Govern. and. Law*, Oxford, 1960, pp. 130 e sgg. Sulla genesi del principio enunciato da Gaio cfr., D. NÖRR, Imperium *und* polis *in der hohen Prinzipatszeit*, München 1966, pp. 70 e sg.

[36] Discussione in F. BOZZA, in «Athen.»., NS 20, 1942, pp. 66 e sgg.; F. CARRELLI, *Possessio vel usus fructus in Gai. II, 7*, «SDHI», 2, 1935, pp. 379 e sgg. Numerosi i contributi di S. SOLAZZI a riguardo (ad es., «SDHI», 7, 1941, pp. 373 e sgg.; ibid., 15, 1949 pp. 219 e sgg.; ibid., 17, 1951 pp. 252 e sgg).

[37] LACHMANN, I, 36, 3 sgg., 63. Cfr. F. GRELLE, o.c., pp. 33 e sgg.; da ricordare E. PERNICE, «ZSS», RA, 5, 1884, p. 62; profilo e discussione in G. GROSSO, *I diritti locali...*, cit. pp. 65 e sgg.

[38] LACHMANN, I, 35, e sgg.

L'altro testo è di Gaio[39]:... *res nec mancipi ipsa traditione pleno iure alterius fiunt, si modo corporales sunt et ob id recipiunt traditionem... itaque si tibi vestem vel aurum vel argentum tradidero sive ex venditionis causa sive ex donationis sive quavis alia ex causa, statim tua fit ea res, si modo ego eius dominus sim... in eadem causa sunt provincialia praedia...* Ora, se realmente ai fini della compravendita, la posizione dei *praedia* era perfettamente analoga a quella delle *res nec mancipi* (il testo di Gaio purtroppo non ci lascia del tutto tranquilli)[40], costituisce già un limite l'ipotesi possibilistica *si modo dominus sim*, in quanto si risolve in una limitazione complessiva del mercato soprattutto a confronto con la libertà di operare propria delle *res mancipi*. Ma non è questo il punto: Gaio afferma che il suolo provinciale è *dominium populi Romani vel Caesaris*, come è ben noto, per cui la proposizione *si modo dominus sim* contraddice, a rigore, o, almeno, limita la possibilità stessa di esistere del mercato, se questo è legato alle stesse modalità dell'oro e dell'argento, o di una veste, che non son proprietà né di Cesare né del popolo romano[41].

Non scopriamo niente di nuovo a questo proposito, è chiaro; sono aspetti di un problema complesso, di difficile e incerta definizione. Ciò che ha scritto il giurista, o anche il gromatico, può non essere esattamente quel che succedeva nella realtà, dove l'ampliarsi progressivo dei fenomeni e l'evolversi delle situazioni poteva precorrere l'evolversi del diritto, cosicché situazioni di fatto potevan finire con l'essere accettate come fossero in diritto. Ma non cambia granché in proposito, dato che è molto difficile immaginare che una legge di mercato qual è quella enunciata dall'autore, potesse esser fondata su un'esperienza che si muoveva entro i limiti e con i vincoli descritti[42].

Fondamentale in ogni caso mi pare il profilo della parità della condizione giuridica del suolo; le forme e i termini presumibili del mercato fondiario provinciale, di cui ora si è detto, rappresentano un motivo in piú nel senso che si è cercato di delineare, ossia che il passo di cui discor-

[39] 2, 18 e sg.

[40] Discussione e bibl. in *Gaio e il suo tempo*, Atti del simp. Romanistico (Bibl. di «Labeo», III), Napoli 1966.

[41] Cfr. G. Diósdi, *Ownerschip in anc. and preclass. Roman Law*, Budapest 1970 pp. 166 e sgg.

[42] Ciò non vuol dire — ripetiamo — che il mercato non esistesse (cfr., ad es., Apul., *Apol.*, 101, 4 e sgg.); gli stessi testi citati ne sono testimonianza. Ampio materiale e discussione in F. Gallo, *Studi sulla distinzione fra «res mancipi» e «res nec mancipi»*, Torino 1958 e *Il principio «emptione dominium transfertur» nel diritto pregiust.*, Milano 1960; cfr. anche S. Tafaro, «Labeo», 19, 1973 pp. 31 e sgg.; e ancora G. Grosso, *I diritti locali...*, l.c., e F. Grelle, o.c., p. 80.

riamo presuppone la comune condizione giuridica del suolo come *dominium* quiritario per entrambe le categorie di *agri* contrapposte. E di ciò — se è vero — la conseguenza in suolo provinciale sembra dover essere una sola, cioè ancora che l'autore ha presente una città fornita di *ius Italicum*; e Cartagine — come tutto fa credere — fruiva allora del *ius Italicum* concesso da Settimio Severo.

È dunque Cartagine — secondo ogni verosimiglianza — la città che Tertulliano ha davanti agli occhi quando formula la proposizione di cui si discute, ossia una colonia *iuris Italici*[43]: nel comune *dominium* quiritario sta la parità della condizione giuridica degli *agri* qual è prospettata dal nostro testo, i cui riflessi, a questo punto, appaiono piuttosto sorprendenti, dato che, a rigore, tale forma di *dominium* non si concilia con la presenza di un tributo. Ma soprattutto, per quanto ci riguarda piú direttamente: ciò vuol dire che a Cartagine il suolo era in parte immune e in parte soggetto a tributo[44]. Dato che Cartagine godeva del *ius Italicum*, ne segue necessariamente che la concessione del *ius Italicum* non comportava automaticamente il privilegio dell'*immunitas*. È questo il punto di maggior rilevanza, come si vede: l'*immunitas* non appare come elemento costitutivo del *i.I.* Cartagine era una colonia *immunis* già da prima, e *immunis* era originariamente la *pertica Carthaginiensis*, ma si trattava di una condizione riguardante solo i coloni romani, e in rapporto a costoro si spiega l'allusione ad *agri immunes* contrapposti ad *agri tributo onusti*. È d'obbligo allora pensare agli «altri», quelli che non erano coloni romani e non erano *immunes*, la cui posizione all'interno della colonia costituisce un problema a sé sul piano giuridico, e nella fattispecie cartaginese, e sotto un profilo piú ampio e complesso; a costoro, dunque, verosimilmente, sono da riportare gli *agri tributo onusti* di cui è menzione nel testo[45].

[43] Sulla genesi della colonia e del suo territorio il punto di partenza è l'articolo di E. KORNEMANN, *Die Caesar. Kol. Karthago u.die Einführung röm. Gemeindeordnung in Africa*, «Philologus», 60, 1901, pp. 402 e sgg.; ID., RE IV I coll. 532 e sgg. s.v. *Colonia*. Dell'*immunitas* è menzione — com'è noto — in un'iscrizione trovata a Thugga nel 1961 e databile fra il 102 e il 114 d.C., nella quale un senatore di cui non ci è conservato il nome viene onorato come *defensor immunitatis perticae Carthaginiensium*. Cfr. C. POINSSOT, *Immunitas*, cit., pp. 55 e sgg., ed anche CH. PICARD, *Le pagus dans l'Afrique rom.*, «Carthago», 15, 1969-70, pp. 3 e sgg.

[44] Cfr. T.R.S. BROUGHTON, *The territory of Carth.*, Rev. Et. Lat. (Mél. DURUY) 47-bis 1969 [1970]pp. 265 e sgg. (in part. pp. 271 e 275). Terreno gravato da imposta e *immunitas* presuppone un'iscrizione di Formia (CIL, X, 6104) dove risulta che *M. Caelius Philerus* ebbe l'incarico *vectig[alibus] quinq[ennalibus] locand[is] in castell[is] LXXXIII*. Cfr. P. ROMANELLI, in *I diritti locali....*, cit., pp. 184 e sgg.

[45] Sulla posizione degli «altri», cfr. ancora, per il problema generale, E. KORNEMANN, RE, cit., c. 584; diversamente P. ROMANELLI, *Storia...*, pp. 192 e sgg. e 670; quin-

Conseguenziale alle premesse svolte — sempre che siano fondate — si presenta chiaramente una situazione anomala, per lo meno rispetto alla opinione consolidata in dottrina: il suolo di Cartagine in quanto *colonia iuris Italici*, costituisce *dominium ex iure Quiritium*, fin qui tutti d'accordo; ma l'*immunitas* non riguarda tutto il suolo. Ed è qui che risiede il problema, se è vero che esisteva suolo oggetto di *dominium* quiritario, e nel contempo gravato da *tributum*. Appare come una contraddizione, e in effetti lo è, ma è da vedere in prospettiva piuttosto ampia, ché, se anomalia c'è, essa trova comunque una rispondenza in taluni motivi caratterizzanti del diritto provinciale, da un lato, e nello stesso configurarsi, talvolta, del *ius Italicum*, dall'altro.

Non è una scoperta che, nell'«interpretazione» del diritto romano in territorio provinciale, quella che in sé è una contraddizione assume contorni piú sfumati, si attenua e acquisisce, nei suoi termini, quei connotati di «elasticità» di cui non mancano esempi anche nell'ambito che al nostro tema è piú vicino. Ma quando si parla di elasticità — termine vago e inadeguato, e tuttavia abusato[46] — è solo perché nei nostri schemi non si spiega come le medesime istituzioni in territorio provinciale potessero assumere configurazione e valore diversi[47].

Basti un caso, per restare in tema: l'*usus fructus* di cui si è fatto cenno piú di una volta. Si tratta di un diritto legato indissolubilmente alla persona dell'usufruttuario, ma tale non è piú quando ci si trasferisca in territorio provinciale, dal momento che qui i fondi possono in qualche modo essere trasferiti, alienati o ereditati[48] (per non parlare dell'*usus proprius* non facilmente definibile soprattutto in rapporto all'*usus fructus*)[49]. Ancora; l'*usus fructus*, in quanto è *res incorporalis*,

di, ad es., L. TEUTSCH, «RIDA», 8, 1961, pp. 281 e sgg., con ampio materiale; aspetti del problema e discussione in M. GRANT, *From Imp. to auctor.*, Cambridge 1946 pp. 149 e sgg.; F. VITTINGHOFF, «ZSS», cit., pp. 443 e sgg.; Y. DEBBASCH, «RHD», 31, 1953 pp. 48 e sg.; P. QUONIAM, «Karthago», 10, 1959-60 pp. 67 e sgg.; H.G.PFLAUM, «Ant. Afr.», IV, 1970, pp. 111, e sgg., M. LE GLAY, «Chiron», cit., pp. 632 e sgg.

[46] Significativo in tal senso il saggio di G. GROSSO (*I diritti locali*... cit.), per altro verso interessantissimo.

[47] Profilo problematico e bibl. in G.L. LUZZATTO, *I diritti locali*..., cit., pp. 9 e sgg.

[48] L'*usus fructus* è un tema centrale della problematica relativa al latifondo africano; profilo e bibl. in P. ROMANELLI, *I diritti locali*..., cit. pp. 191 e sgg. Cfr. anche CH. SAUMAGNE, «Cahiers de Tunis.»., 10, 1962, pp. 11 e sgg.; J. KOLENDO, «REA» 65, 1963, pp. 80 e sgg.; e poi G. GROSSO, «BIDR», 74, 1971, pp. 37 e sgg., (ivi altri studi dello stesso autore); P. ZAMORANI, «Labeo», 20, 1974 pp. 364 e sgg.; M. TALAMANCA, Atti inc. fra stor. e giur., Firenze 1974, Milano 1976, pp. 95 e sgg.; F. BONA, in *Prospettive sistematiche nel Diritto Romano*, Torino 1976 pp. 439 e sgg., V. ARANGIO RUIZ, o. c., pp. 238 e sgg.

[49] Bibl. e discuss. ancora in P. ROMANELLI, *I dir. loc.*, cit., p. 191, In ogni caso

potrebbe essere, semmai, trasferito attraverso la *in iure cessio*, e invece i *praedia provincialia* possono essere oggetto di *traditio* in quanto *res nec mancipi*. In ultimo il termine *dominus*: in territorio provinciale non pare dubbio che esista un *dominus* nel *fundus*, mentre il *dominus*, in verità — a rigor di principio, — è il popolo romano o l'imperatore, perché solo ad essi appartiene il suolo provinciale. E anche questa è una contraddizione in termini, come, in qualche modo, le altre, ed altre ancora; sono cose notissime e sempre oggetto di vivace dibattito[50]; richiamarle a proposito del *ius Italicum* di Cartagine serve solo a richiamare che il *ius Italicum* — istituto prettamente provinciale — in questa luce va inteso in tutti i suoi aspetti caratterizzanti, i quali, per ciò stesso, non possono esser interpretati in chiave di contraddizione o di anomalia.

Veniamo ora al profilo specifico della configurazione del *ius Italicum*: il caso di Cartagine, riguardo all'assenza dell'*immunitas*, come si è qui prospettata, non sembra essere comunque un fatto isolato. Mi piace anzitutto richiamare la nota testimonianza di Plinio (III, 139) relativa al *conventus Scardonitanus*: *ius Italicum habent eo conventu Alutae, Flanates, a quibus sinus nominatur, Lopsi, Varvarini, immunesque Asseriates, et ex insulis Fertinates, Curictae*. Questo passo mi dà l'occasione di citare un brillante saggio del mio maestro Santo Mazzarino[51], il quale ha proposto di interpretare il testo nel senso che dei municipi elencati da Plinio solo gli *Asseriates* erano *immunes* e tutti invece fruivano del *ius Italicum*, non soltanto i primi quattro, com'è opinione consolidata in dottrina e, a prima vista, piú ovvia. È un'interpretazione senz'altro seducente; si può dire, per lo meno, che in base alla lettera del testo è piú fondata questa che non l'altra, quella tradizionale. Ed è quanto basta; ciò vuol dire allora che tutte le città comprese nell'elenco erano *iuris Italici*, ma solo la comunità degli *Asseriates* godeva dell'*immunitas*; per conseguenza le altre città godevano sí del *ius Italicum*, ma non erano *immunes*. Questo è uno *status* che si riferisce all'età augustea, lo stesso, sostanzialmente, che il testo tertullianeo ci induce a supporre a Cartagine tra la fine del II secolo e gli inizi del III.

Un altro spunto di analogia si può cogliere nel caso di *Alburnus Maior*: per lo meno non si può fare a meno di tenerlo presente in questo contesto. Si tratta del noto testo relativo a un contratto di vendita della

un'equivalenza completa non sarebbe mai immaginabile ché non si giustificherebbe facilmente la diversa denominazione.

[50] Bibl. cit. *supra*, n. 35, 36. Cfr. anche L. CAPOGROSSI COLOGNESI, *La struttura della proprietà e la formazione dei «iura praediorum» nell'età repubbl.*, Milano 1976 pp. 459 e sgg. Fra i piú interessanti il contributo di A.H.M JONES, *In eo solo...*, cit.

[51] *Ius Ital. e storiografia moderna*, in *I dir. loc.*, cit., pp. 357 e sgg.

metà di una casa in area provinciale dacica, il piú significativo per quanto ci interessa in questa sede, delle tavolette cerate di Verespátak[52].

Vi si fa menzione della *mancipatio* e della *usucapio*, istituti pertinenti — com'è noto — alla proprietà che costituisce *dominium ex iure Quiritium*, e quindi ammissibili in territorio provinciale solo in presenza di *ius Italicum*[53]. Che *Alburnus Maior* fosse una colonia *iuris Italici* non è attestato; ma non è questo ovviamente a suscitare il problema[54] quanto la menzione dell'obbligo da parte del venditore di pagare i tributi fino al *recensus*. La presenza del tributo infatti è in contrasto con lo *status* determinato dal *i.I.*, come è opinione invalsa in dottrina. La soluzione potrebbe esser da cercare nell'ipotesi che l'*immunitas* non rientri nel contenuto significativo della concessione del *ius Italicum*. In ogni caso non può esser priva di valore la coincidenza che si manifesta nei tre casi illustrati, quello del *conventus Scardonitanus* e di *Alburnus Maior*, da un lato, e quello di Cartagine, se è nel vero l'interpretazione del passo tertullianeo che si è qui proposta[55].

A questo punto la ricerca dovrebbe spostarsi specificamente sul *ius Italicum*, sul problema di fondo degli elementi che lo costituiscono; in tal caso andrei al di là dei limiti del nostro tema, per cui m'è d'obbligo fermarmi. Sta di fatto che, se qualcosa coglie nel segno di quanto si è detto in materia di *immunitas* e di *ius Italicum*, ne scaturisce una certezza in meno sul contenuto del *i.I.* che di certezze non ne conta davvero. La conclusione non è molto incoraggiante, come per altro preannunciavo all'inizio; ma i termini del problema assumono ora connotati piú netti visto che di *immunitas* e di *ius Italicum* parlano i giuristi nelle trattazioni *de censibus*. È qui che è da cercare probabilmente il senso effettivo del *ius Italicum*, in questa contraddizione forse solo apparente.

[52] Testo in FIRA III_2 n. 90, comm. pp. 281 e sgg.; cfr. anche TH. MOMMSEN, CIL III pp. 921 e ss. Ampia discussione e bibl. in R. SORACI, *Regime del suolo e rapporti di lavoro nella Dacia romana*, Coll. ital.-rum. su *La Dacia pre-rom. e rom., i rapporti con l'imp.*, Atti Conv. Linc. Roma 1980, Roma 1982, pp. 65 e sgg.

[53] V.K.VISKY, «RIDA», 11, 1964, pp. 267 e sgg.

[54] Non possediamo un elenco completo delle colonie (o municipi) *iuris Ital.*, o, per lo meno, nulla ci assicura che le città fruenti del *ius Ital.*, fossero quelle sole che come tali ci sono attestate. Cfr., comunque TH. MOMMSEN, *Röm. Statsr.*, III, pp. 807, e sgg.; e V. PREMERSTEIN, RE, cit., 1243. Riguardo al problema del *Marsyas*, cfr. ad es. P. VEYNE, «Rev. Phil»., 35, 1961, pp. 86 e sgg. e S. MAZZARINO, cit., pp. 366 e sgg.

[55] Per altre soluzioni del problema del trittico, cfr. ancora R. SORACI, cit., ivi bibl.

Jehan Desanges

La *Cirta* de Salluste et celle de Fronton

Il est un peu ingrat pour un historien de consacrer sa communication à la réfutation d'une hypothèse brillante, soutenue avec constance et talent depuis plus d'un tiers de siècle. Il s'agit en l'occurrence de l'identification de la *Cirta* du *Bellum Iugurthinum* avec *Cirta noua Sicca* (Le Kef) proposée par A. Berthier[1], attentif à juste titre à certaines discontinuités dans l'espace et le temps qui ne peuvent manquer de surprendre quand on lit le récit de Salluste, il est vrai particulièrement sélectif et tendu vers l'effet littéraire. En ces dernières décennies, les réactions sceptiques l'ont peu à peu emporté sur les approbations. Récemment, dans un compte rendu[2] du dernier ouvrage de M. Berthier, nous avons dressé la liste des données textuelles qui, à notre avis, contredisent cette thèse. Mais il est difficile de trouver un argument aussi décisif qu'une démonstration mathématique, et des recensions extrêmement favorables au point de vue que nous croyons erroné ont été publiées çà et là[3].

Si nous revenons sur le sujet, ce n'est pas par un acharnement de mauvais aloi, mais parce que nous croyons avoir trouvé le moyen de fermer une impasse séduisante, ce qui est aussi, nous semble-t-il, une façon de faire progresser la recherche. Nous allons donc faire appel au témoignage de Fronton[4]. Curieusement, dans leur recueil de «textes des historiens antiques qui mentionnent *Cirta*», publié en 1950[5], A. Berthier, J. Juillet et R. Charlier ne font pas place à cet auteur. Il en est de même dans l'essai vif et nerveux que M. Berthier a consacré en 1981 à la Numidie.

[1] A. Berthier, J. Juillet, R. Charlier, *Le «Bellum Jugurthinum» de Salluste et le problème de Cirta*, «Rec. Soc. arch. Constantine», LXVII, 1950-1951, p. 3-145 et 7 cartes dépl. h. t.; A. Berthier, *La Numidie, Rome et le Maghreb*, Paris, 1981, 224 p.

[2] «R.E.L.», LX, 1982, p. 469-471.

[3] Par exemple J. Gimeno, «Emerita», LIII, 1985, p. 189-190.

[4] Sur cet Africain et son entourage, voir notamment J. Heurgon, *Fronton de Cirta*, «R.S.A.C.», LXX, 1957-1959, p. 141-153; H.-G. Pflaum, *Les correspondants de l'orateur M. Cornelius Fronto de Cirta*, «Hommages à J. Bayet» (coll. «Latomus», LXX), Bruxelles, 1964, p. 544-560; E. Champlin, *Fronto and Antonine Rome*, Cambridge (Mass.), Londres, 1980, 185 p.

[5] «R.S.A.C.», LXVII, 1950-1951, p. 123-136.

Le premier point de cet exposé un peu sec, que nous voudrions aussi proche que possible d'une démonstration, est un rappel dépourvu d'originalité. Fronton, le précepteur de Marc Aurèle et de Verus, était originaire de *Cirta*. Chacun l'admet facilement, mais, en fait, on ne le sait que de façon indirecte, grâce à l'*Octauius*, œuvre d'un autre écrivain africain, Minucius Felix. Il faut rapprocher deux passages de cet ouvrage, qui se répondent exactement l'un à l'autre. Au cours de son réquisitoire contre les chrétiens, le païen Cécilius, pour établir que ceux-ci se livrent dans leurs banquets à une débauche incestueuse, en appelle au discours de «notre concitoyen de Cirta» qui en porterait témoignage (*id etiam Cirtensis nostri testatur oratio*)[6]. Dans sa réfutation, le chrétien Octavius s'arrête, bien entendu avec indignation, sur la fable des banquets incestueux (*Et de incesto conuiuio fabulam grandem aduersum nos daemonum coitio mentita est*) et s'en prend à celui qui l'a répandue, qu'il appelle, en s'adressant à Cécilius, *tuus Fronto*[7], «ton compatriote Fronton». Il n'y a dès lors aucun doute sur l'équivalence de *Cirtensis noster* et de *tuus Fronto*.

Il nous faut à présent établir que la patrie de Fronton est la future Constantine et non point Le Kef, puisque M. Berthier soutient que, sous le Haut-Empire, cette ville pouvait être désignée aussi sous le nom de *Cirta*. Dans une lettre adressée aux triumvirs et aux décurions d'une cité dont le nom ne nous est pas parvenu[8], l'orateur leur écrit: «je préférerais de beaucoup que fût accrue la protection de notre patrie plutôt que mon propre crédit» (*multoque malim patriae nostrae tutelam auctam quam meam gratiam*). Il apparaît donc que ses correspondants, les triumvirs, ont la même petite patrie que lui-même. Il les exhorte à choisir avec discernement des patrons pour celle-ci, et il propose notamment Servilius Silanus en faisant valoir qu'il vient d'une cité voisine et amie, *Hippo Regius* (*quom sit«e»uicina et amica ciuitate Hippone Regio*). La *Cirta* de Fronton est dès lors la future Constantine. D'une part, en effet, s'il est bien connu que l'exécutif de la confédération cirtéenne a été longtemps constitué par un triumvirat[9], on trouve attestés, en revanche, au Kef des duumvirs[10], notamment sous le principat de Verus et de Marc Aurèle[11]. D'autre part, on sait par une inscription

[6] MINUCIUS FELIX, *Octauius*, IX, 6.

[7] ID., *ibid.*, XXXI, 1-2.

[8] FRONTON, *Ad amicos*, II, 11, éd. C.R. Haines («Loeb»), I, p. 292-294.

[9] *I.L.Alg.*, II, 1, p. 40.

[10] *CIL*, VIII, 15726 et 15859.

[11] *CIL*, VIII, 1641.

trouvée au sud-est de *Tacatua*[12] que les territoires de *Cirta* (future Constantine) et d'Hippone se touchaient, alors que les cités de la Medjerda semblent avoir fait écran entre *Hippo Regius* et *Sicca Veneria*, même si l'on connaît mal l'histoire municipale de *Thagaste*. Quoi qu'il en soit, la *Cirta* des triumvirs ne saurait être Le Kef.

Le troisième point de ce court exposé est que Fronton de *Cirta* (future Constantine) a évoqué par deux fois la *Cirta* du *Bellum Iugurthinum* en la nommant seulement *Cirta*, donc sans craindre la moindre méprise, dans deux lettres destinées à d'illustres disciples.

Dans l'une de ces lettres, adressée à Marc Aurèle[13], Fronton cite parmi des défaites célèbres subies par les Romains, celle qu'ils essuyèrent durant la guerre jugurthine à *Cirta*. Peu importe que cette défaite soit difficile à identifier[14]. Par ailleurs, dans une lettre à Lucius Verus[15], l'orateur mentionne la lettre qu'écrivit Adherbal au sénat de Rome, alors qu'il était assiégé à *Cirta*. Cette fois l'épisode est bien connu par un passage du *Bellum Iugurthinum*[16], dans lequel Salluste nous donne le texte intégral de la lettre.

Peut-on, dans ces conditions, admettre un instant que si la *Cirta* d'Adherbal avait été autre que celle dont ses correspondants savaient Fronton natif, ce dernier ne l'eût pas spécifié ? Ou alors faut-il supposer que ni Fronton de *Cirta* (future Constantine), ni Verus, ni Marc Aurèle qui gouvernaient l'Empire, ne savaient que la *Cirta* de la *Guerre de Jugurtha* était en réalité *Cirta* (Le Kef) et non point *Cirta* (future Constantine)?

Il nous semble que la démonstration est achevée. Cependant nous ajouterons une autre considération: d'après un texte, il est vrai très discuté, la *Vita Marci* de l'*Histoire Auguste*[17], un autre précepteur de Marc Aurèle était originaire de *Sicca*. Il s'agirait d'Eutychius Proculus, qualifié de *Siccensis*. A.R. Birley[18] considère le personnage comme authentique, mais corrige son nom en Tuticius Proculus. La présence côte à côte d'un maître éminent de *Cirta* et d'un maître éminent de *Sicca* interdisait tout détournement de l'histoire au profit d'une de ces cités et au détriment de l'autre.

[12] *CIL*, VIII, 10838; *Atlas arch. Alg.*, f. 2 (Herbillon), n° 10.

[13] FRONTON, *De bello Parthico*, 1, éd. Haines, II, p. 20.

[14] On a parfois pensé à la défaite subie par A. Postumius Albinus en 109 avant notre ère, cf. SALLUSTE, *Iug.*, XXXVII-XXXVIII. Mais cette défaite n'a pas eu lieu à *Cirta* même.

[15] FRONTON, *Ad Verum imp.*, II, 1, 14, éd Haines, II, p. 142.

[16] SALLUSTE, *Iug.*, XXIV.

[17] *S.H.A.*, *Marcus*, 2,3.

[18] A.R. BIRLEY, *Some Teachers of M. Aurelius*, «Bonner-Historia-Augusta-Colloquium» 1966-1967, Bonn, 1968, p. 39-40.

Paolo Desideri

L'iscrizione del mietitore (*C.I.L.* VIII 11824): un aspetto della cultura mactaritana del III secolo

Sei anni or sono il prof. Italo Lana dell'Università di Torino organizzò un seminario interdisciplinare su «L'epigrafe del mietitore di Mactar (*C.I.L.* VIII 11824)», al quale parteciparono, fornendo ciascuno l'apporto delle proprie competenze specifiche, oltre a chi vi parla, i proff. Bertelli, Garbarino, Proverbio, Roda, Wataghin, e numerosi assistenti, contrattisti, assegnisti e laureati in discipline antichistiche presso la stessa università. La presente relazione deve molto all'informazione prodotta in quella sede ed alle discussioni che ne seguirono, anche se della linea argomentativa che qui viene sviluppata la responsabilità è naturalmente solo mia. Tengo anche ad esprimere il mio ringraziamento ai colleghi proff. Labate, Pace Pieri, Saladino dell'Università di Firenze, dai quali ho ricevuto utili suggerimenti. Il tentativo che faremo sarà quello di cogliere il significato storico-culturale del documento, sia nei suoi aspetti formali che nei suoi contenuti ideologici, alla luce di possibili correlazioni con il contesto socio-politico della città africana all'epoca della sua redazione.

1. Nel celebre esordio dell'*Agricola* Tacito rievoca con rimpianto i tempi in cui al genuino apprezzamento collettivo delle grandi imprese si accompagnava la sincera riconoscenza tributata a coloro che quelle imprese celebravano. In questo contesto era naturale, secondo Tacito, che non solo gli ingegni migliori considerassero proprio dovere di assicurare la sopravvivenza presso i posteri del ricordo delle azioni e dei costumi degli uomini grandi, ma che addirittura questi ultimi raccontassero personalmente la propria vita: essi erano sicuri infatti che non si sarebbero per questo esposti ad accuse di presunzione, ma che sarebbero anzi stati lodati per aver reso un buon servizio all'interesse comune[1]. Indipendentemente da quello che può essere il senso piú profondo di questo riferimento alla letteratura autobiografica, in uno scritto come l'*Agricola* che è impregnato di politica e di allusioni sotterranee[2], è chiaro che qui Taci-

[1] *Agr.* 1

[2] Un'ipotesi ragionevole mi sembra quella che Tacito alluda a commentari autobiografici lasciati dal suocero, che sarebbero comunque da postulare come base di parti alme-

to mostra di considerare l'autobiografia come un qualcosa di molto simile alla biografia, e di attribuire alla prima non meno che alla seconda una funzione paradigmatica in senso politico-morale: in una società sana anche a chi racconta la propria vita si accredita un intento educativo, e non auto-elogiativo o difensivo[3]. Agricola non era vissuto in una società sana, e certamente non aveva pubblicato un'autobiografia; forse però qualche commentario sulla propria vita l'aveva scritto, e Tacito poteva servirsene nella composizione della sua biografia. Non è neppure escluso che avesse lasciato qualche riflessione sul senso della sua esperienza di vita civile e politica del tipo di quella che Tacito stesso pone ad epigrafe e consuntivo della vicenda del personaggio nel finale dell'operetta: «Sappiano coloro che sono affascinati dai gesti non consentiti, che possono esistere grandi uomini anche sotto cattivi principi, e che il rispetto e la moderazione, se accompagnati da operosità ed energia, possono procurare la stessa fama che ha ottenuto a molti una morte provocatoria, traumatica ma di nessun vantaggio per lo stato»[4]. Certamente questo era stato il principio ispiratore e la norma basilare di condotta di Agricola, che Tacito raccoglieva e verificava nell'esposizione delle vi-

no dell'*Agricola* stesso. La migliore ricostruzione del contesto politico-culturale nel quale si colloca l'operetta tacitiana è quella di R. SYME (*Tacito*, trad. it., Brescia 1967, I, 35/48). Dal passo dell'*Agricola* H.H. ARMSTRONG (*Autobiographic Elements in Latin Inscriptions*, New York 1910, 223) ricavò la conclusione azzardata che la letteratura autobiografica latina sia venuta meno con la fine della Repubblica; c'è però del vero nell'altra sua idea che il proliferare di temi autobiografici nell'epigrafia funeraria romana di età imperiale possa essere almeno in una certa misura spiegato come una trivializzazione di usi e costumi (orazioni funebri, iscrizioni commemorative delle imprese del defunto, etc.) che erano stati per tutta l'età repubblicana prerogativa gelosamente custodita delle grandi famiglie.

[3] Non è possibile qui entrare nel grosso dibattito attualmente in corso sulle forme e il significato dell'espressione biografica e/o autobiografica, neppure limitatamente al mondo antico, se non per esprimere un'adesione al principio metodico formulato da B. GENTILI e G. CERRI (*Storia e biografia nel pensiero antico*, Bari 1983, 85/86), che «il punto di vista da adottare nell'analisi... è quello della variabilità del discorso biografico in rapporto alle specifiche funzioni che esso assume in precisi contesti storici e nell'ambito dei diversi sistemi letterari»; questo è il punto di vista da applicare anche a quella particolare forma espressiva che è la poesia (o anche la prosa) epigrafica funeraria, in quanto racchiuda elementi d'interesse biografico. Vanno comunque ricordati almeno i contributi recenti di A. MOMIGLIANO (*Lo sviluppo della biografia greca*, Torino 1974), il quale fra l'altro assai opportunamente considera il rapporto fra biografia e autobiografia come uno dei temi che necessitano di un chiarimento (16/17) e di S. MAZZARINO (*Il pensiero storico classico*, voll. I/III, Bari, 1965/1966, rist. 1983, specialmente I, 343 sgg.; II, 441 sgg.; III, 112 sgg.). Per l'autobiografia il lavoro fondamentale resta sempre quello di G. MISCH (*Geschichte der Autobiographie*, I, Leipzig-Berlin 1907; I, 1/2, Frankfurt a.M., 1949/50³), sulla cui impostazione vd. A. MOMIGLIANO, *o.c.*, 20; ora R.L. BATES, *Memoirs and the Perception of History in the Roman Republic*, Diss. Univ. of Pennsylvania, 1983.

[4] *Agr.* 42.

cende della sua vita, ricavandone un modello di comportamento da proporre all'imitazione, oltre che all'ammirazione, dei posteri; in questo modo egli fondeva insieme la tradizione romana della laudatio funebris e lo schema letterario della biografia: ma nel rispetto di quello che erano state le convinzioni del defunto[5]. Circa un secolo prima l'imperatore Augusto aveva provveduto personalmente a redigere la sua biografia, ricostruendola sulla base di preminenti interessi di natura politico-ideologica, e ad affidarla al ricordo e all'ammaestramento dei cittadini e dei sudditi dell'impero in forma di iscrizione monumentale; naturalmente il valore paradigmatico delle *Res Gestae* è un qualcosa di molto piú complesso di un modello di comportamento: ma resta il fatto che Augusto ha chiesto all'autobiografia di rappresentare in maniera esemplare e definitiva i valori sui quali avrebbe dovuto basarsi la società politica da lui ricostruita[6].

L'«iscrizione del mietitore», proveniente da Mactaris e attualmente conservata al Louvre, rivela una singolare corrispondenza di presupposti culturali con il proemio dell'*Agricola*. In questo epitafio, che si compone di almeno trenta versi[7], il defunto, del quale non si è conservato il nome, riassume i tratti salienti della sua biografia, e conclude evidenziando cosí l'insegnamento che se ne può trarre: «Apprendete, mortali, a trascorrere la vita senza macchiarvi di colpe! In questo modo meritò di arrivare alla morte colui che visse onestamente»[8]. Anche l'anonimo contadino africano, come il grande intellettuale romano, ritiene che si possa

[5] La discussione sugli aspetti letterari dell'*Agricola*, che è stata molto accesa, è riassunta nei suoi termini piú significativi, con chiarezza ed equilibrio, da R.M. OGILVIE e I. RICHMOND (*Cornelii Taciti de vita Agricolae*, Oxford 1967, 11/20). Da un piú generale punto di vista storico-culturale, è impensabile che la biografia e l'autobiografia romana non abbiano risentito del costume delle *laudationes* funebri, nel quale Polibio, come è ben noto, vedeva quasi il simbolo della coesione e della continuità della società romana (VI, 52/54); peraltro prima dell'*Agricola* ciò è difficilmente documentabile (A. MOMIGLIANO, *o.c.*, 95). Tutto il materiale relativo è ora raccolto e discusso da W. KIERDORF (*Laudatio funebris*, Meisenheim am Glam 1980).

[6] Sul significato politico-ideologico delle *Res gestae*, anche nel loro assetto monumentale, vd. ultimamente L. BRACCESI, *Epigrafia e storiografia*, Napoli 1981, 11/38. Sarebbe interessante poter confrontare le *Res Gestae* con l'*Autobiografia* già in precedenza composta da Ottaviano (su cui ora B. SCARDIGLI, *Nicolao di Damasco, Vita di Augusto* - Introduzione, traduzione italiana e commento storico, Firenze 1983, 15/17).

[7] Il testo all'inizio presenta due versi dei quali si possono discernere appena poche lettere (un tentativo di ricostruzione fu fatto dal Cholodniak, vd. *infra*, n. 9). I ventisei versi superstiti dovrebbero essere costituiti da tredici distici elegiaci; in realtà abbiamo quattordici esametri e dodici pentametri.

[8] Vv. 31/32. La numerazione che seguiamo è quella delle linee del testo completo dell'iscrizione, comprensivo anche dell'intestazione (quattro linee non metriche), quale risulta nel *C.I.L.*

proporre, o che si dovrebbe poter proporre, la storia di una vita come modello di comportamento per le generazioni future; e come il primo imperatore di Roma è convinto che nessuna vita si presti meglio della propria a rappresentare in maniera emblematica tendenze e valori etici e politici presenti o auspicati nella società in cui pretende di continuare a vivere dopo la morte. Questi riferimenti possono apparire paradossali o artificiosi, specialmente se consideriamo la natura del sistema di valori che il contadino propone; ma è la peculiarità della struttura formale del documento che impone di cercare lontano dei punti di riferimento adeguati.

2. L'iscrizione *C.I.L.* VIII 11824[9], incisa su un cippo funerario trovato a Makter sul sito dell'antica Mactaris, si configura dunque come una sintetica autobiografia versificata, concepita e additata espressamente a modello di vita nel distico finale, già riportato. L'epoca della redazione del testo e piú in generale dell'erezione del monumento sembra identificabile con la seconda metà del III secolo, sulla base di considerazioni relative alla tipologia del monumento e di natura paleografica[10].

Il racconto di questa vita inizia con il ricordo delle difficili condizioni dell'infanzia del defunto, nato in una famiglia povera e priva di peso sociale, costretto a lavorare senza requie il campicello di famiglia

[9] Appartiene dunque al primo supplemento del volume VIII (sulla cui storia vd. oltre la relazione di J. IRMSCHER, *La genesi del CIL VIII: Inscriptiones Africae Latinae*), pubblicato a cura di R. CAGNAT e J. SCHMIDT nel 1891 (l'iscrizione era stata trasportata a Parigi, dove si trova tuttora nel museo del Louvre, nel 1883). Essa figura poi nelle raccolte del Bücheler (*C.L.E.* 1238, nel vol. II del 1897); del Cholodniak (*Carmina sepulchralia Latina epigraphica* 1142, del 1904), che ricostrí i due versi iniziali nella forma «[d]emessor, pra[t]is [su]a grami[n]a [f]alce re[tondens], verni[li] o[ff]icio [deditus?] s[p]on[te] fui»; del DESSAU (*I.L.S.* 7457, nel vol. II 2, del 1906); piú di recente in quella del GEIST (*Römische Grabschriften*, del 1969, al n. 236, con traduzione tedesca). Tra le traduzioni ricordiamo inoltre quella del BOISSIER (*L'Afrique romaine*, Paris 1912[6] = 1895, 146); del TOUTAIN (*L'economie antique*, Paris 1927, 360), riprodotta poi dal LASSÈRE (BAGB 1965, 212), da G. CHARLES-PICARD (*La civilisation de l'Afrique romaine*, Paris 1959, 120, e in G. PICARD-J. ROUGÉ, *Textes et documents relatifs à la vie economique et sociale dans l'Empire romain*, Paris 1969, 224); dal SAUMAGNE (*Les circumcelliones d'Afrique*, Ann. d'Hist. Econ. et Soc. VI 1934, 360); e infine del MACQUERON (*Le travail des hommes libres*, Aix-en-Provence 1964[2], 225).

[10] Vd. G.C. PICARD-H. LE BONNIEC-J. MALLON, *Le cippe de Beccut*, Ant. Afr. IV 1970, 125/164 (in part. 148; 162/163). La discussione è ancora aperta circa il periodo nel quale il mietitore avrebbe realizzato la sua ricchezza: c'è chi, come il Picard, preferisce pensare all'età dei Severi (cosí anche ultimamente A. M'CHAREK, *Aspects de l'évolution démographique et sociale à Mactaris aux IIe et IIIe siècles ap. J.C.*, Tunis 1982, 208/209), e chi invece preferirebbe scendere piú avanti nel tempo (cosí sempre di recente C. LEPELLEY, *Les cités de l'Afrique romaine au Bas-Empire*, Paris 1979/1981, II 1981, 291). Sembra ormai esclusa una datazione all'età antonina (come pensava J. GAGÉ, *Les classes sociales dans l'Empire romain*, Paris 1971[2] = 1964, 289, ma già M. ROSTOVZEV, *Storia economica e sociale dell'impero romano*, trad. it., Firenze 1933, 382).

fin dalla nascita. Assai per tempo inoltre egli affianca a questo lavoro quello di mietitore salariato su terreno altrui, anche in località assai distanti da Mactaris[11]. Questo lavoro, condotto con grande impegno e fatica, durerà per ventitre anni: nei primi dodici il nostro personaggio è semplicemente uno degli elementi di una squadra di operai, negli ultimi undici entra nei campi a capo di un gruppo di cui è responsabile. A seguito di questo periodo di fatiche le sostanze accumulate grazie anche alla sua parsimonia gli consentono l'acquisto di una casa e di un podere, e quindi l'accesso alla buona società mactaritana; il cursus honorum locale percorso fino alla carica di censore, l'ingresso nella curia, e insieme le gioie di una famiglia allietata da figli e nipoti, sono considerati il giusto premio di una vita vissuta in maniera irreprensibile.

Le difficoltà di una collocazione di questo testo, nel suo impianto formale, all'interno del complesso della documentazione funeraria epigrafica, sia in versi che in prosa, sono notevoli: ciò di cui non si trovano paralleli, se non inadeguati, è proprio l'esplicita proposizione della propria esperienza personale di vita come modello da seguire, nei suoi caratteri essenziali, per avere la certezza di risultati altrettanto positivi; e insieme la profonda soddisfazione per come si è gestita la propria esistenza[12].

Questa singolarità, che emerge pur senza motivazione nel lavoro del Galletier sulla poesia funeraria romana[13], è forse spiegabile soprattutto come conseguenza diretta dell'eccezionalità, piú che dell'esperienza di vita che è stata propria del defunto, della volontà di questi di trasportarla integralmente sul piano ideologico, conferendole dignità e valore paradigmatico.

[11] Al v. 20 è espressamente menzionata la Numidia (cfr. v. 14 Cirtae Nomados). Per queste migrazioni stagionali vd. J.M. LASSÈRE, *Ubique populus-Peuplement et mouvements de population dans l'Afrique romaine de la chute de Carthage à la fin de la dynastie des Sévères (146 a.C. - 235 p.C.)*, Paris 1977, 620; parlano di nomadismo C. SAUMAGNE (*o.c.*, spec. 359 sgg.), e J.M. LASSÈRE (*Sentiments et culture d'après les epitaphes latines d'Afrique*, BAGB 1965, 209/227, in part. 213/214), che sviluppa interessanti considerazioni sulla base del nome (berbero) di Caesellia Nampamina, presumibilmente la figlia del mietitore, sepolta col padre, che figura nella prima linea del testo epigrafico.

[12] Nell'ambito dell'epigrafia funeraria in versi trovo relativamente simili al nostro testo *C.L.E.* 437 (= *C.I.L.* IX 4796); *C.L.E.* 512 (= *C.I.L.* VIII 7156), e soprattutto *C.L.E.* 627 (= *C.I.L.* III 9623), dove dopo le consuete lamentele per la brevità della vita si dice: «sed m(e)ritum et binefacta adiutan(t) laborq. fidesq. // haecne libertum dominis fecere probatum, // hec ne defendunt senper sociantq. beatis. // *Si par esse belis, semilem mihi suscipe curam*». I generici riferimenti autobiografici sono naturalmente numerosi nelle iscrizioni funerarie: vd. specialmente H.H. ARMSTRONG, *o.c.*; E. GALLETIER, *Étude sur la poésie funeraire romaine d'après les inscriptions*, Paris 1922, 95/115 etc.; R. LATTIMORE, *Themes in Greek and Latin Epitaphs*, Urbana 1962, 266/290; e naturalmente i testi che figurano nella sez. X (*Tituli autobiographi*) della raccolta del Cholodniak.

[13] A p. 107 («une place à part»); 248 («la pièce si curieuse»).

I rapporti che intercorrono fra la poesia sepolcrale epigrafica e la letteratura poetica in senso stretto sono ben noti e, per quanto riguarda in particolare il mondo latino, conoscono proprio di questi tempi e in buona misura grazie a studiosi che operano qui in Sardegna un rinnovato fervore d'interessi[14]. Si può dire che, se questa poesia epigrafica costituisce in qualche modo un genere a sé, caratterizzato da un riutilizzo continuo, di regola assai poco originale, di un numero limitato di moduli e schemi compositivi e di temi espressivi; tuttavia i suoi autori migliori sanno rivitalizzarlo, stimolati talora secondo ogni verosimiglianza da esigenze variate della propria committenza, attraverso anche una personale rivisitazione della grande letteratura poetica. Esiste poi il fenomeno inverso, cioè quello dell'assunzione da parte della grande letteratura di temi e forme di origine sepolcrale, in un processo di osmosi di cui probabilmente non sono state ancora indagate a fondo le valenze sociali e locali, oltre a quelle piú genericamente letterarie[15]. Ma anche se ci rivolgiamo a quello che può essere dunque considerato il punto di riferimento piú prossimo, dal punto di vista della tecnica espressiva, della poesia sepolcrale, non troviamo, a quanto mi pare di vedere, dei convincenti e sostanziali punti di contatto con l'impianto formale di questo «testamento spirituale» commissionato dall'ignoto contadino mactaritano ad un altrettanto ignoto poeta della florida cittadina della provincia imperiale romana[16]. Ci sono naturalmente, e sono state messe in luce in modo esauriente nel corso del seminario torinese, cospicue consonanze e riecheggiamenti di singole espressioni ed unità metriche di scrittori di età tardo-repubblicana ed augustea; ma si cerca invano uno schema poetico di auto-presentazione, postuma o no, della propria vita, finalizzata alla proposizione di un modello di comportamento.

Solo uscendo dal piano della composizione letteraria, e cercando nell'ambito delle testimonianze indirette di fatti di costumi o di cultura in senso lato, si riesce in qualche modo a spezzare l'isolamento nel quale il documento mactaritano sembra confinato. Da questo punto di vista sono preziosi alcuni elementi che possono ricavarsi dal *Satyricon* di Petronio; in particolare, per quanto riguarda l'aspetto formale e composi-

[14] Mi limiterò a ricordare i lavori piú recenti di P. CUGUSI (*Carmina Latina Epigraphica e tradizione letteraria*, Epigraphica XLIV 1982, 65/107; *Aspetti letterari dei Carmina Latina Epigraphica*, Bologna 1985), dai quali si recupera agevolmente la letteratura precedente e specifica. Nella stessa direzione va il lavoro del gruppo coordinato da R. LAMACCHIA e L. GAMBERALE, che ha appena edito le *Concordanze dei Carmina Latina Epigraphica* (a cura di P. COLAFRANCESCO e M. MASSARO), Bari 1986.

[15] Indicazioni di metodo e rassegna tematica in R. CHEVALLIER, *Épigraphie et littérature à Rome*, Faenza 1972, 40 sgg.

[16] Su Mactaris vd. *infra*, n. 25.

tivo che per ora c'interessa, la descrizione dei dipinti dell'atrio della casa di Trimalcione[17]. Si ricorderà che sulla parete di sinistra dell'atrio, subito dopo il Cave canem, si snoda una serie di quadri che rappresentano momenti-chiave della storia personale di Trimalcione; ogni quadro è accompagnato da una didascalia. Si comincia con una scena di mercato di schiavi; poi si vede Trimalcione, in veste di schiavo «capillatus», che fa il suo ingresso in Roma (?) accompagnato da Minerva e con in mano il caduceo; poi è rappresentato come ragioniere; poi come tesoriere; infine c'è la scena di Mercurio che lo solleva per il mento verso un alto palco, sotto gli occhi della Fortuna che versa ricchezze dal suo corno e delle Parche che filano stami d'oro[18]. A parte le evidenti affinità di contenuto ideologico (su cui torneremo), siamo qui in presenza, mi pare, di una sintassi della comunicazione del tutto simile a quella del mietitore di Mactaris, solo trasposta dal piano dell'espressione verbale a quello iconografico. Anche se qui manca un invito esplicito all'imitazione, e anche se l'elemento funerario non è direttamente visibile[19], almeno il valore propositivo e paradigmatico del complesso della rappresentazione mi pare fuori discussione: Mercurio e Minerva sono piú ipostatizzazioni dell'abilità commerciale e finanziaria di Trimalcione che non vere e proprie divinità, e in questo contesto la presenza di Fortuna assume un valore accessorio, non deve essere intesa come attribuzione alla capricciosa divinità di un ruolo dominante nella vita del protagonista. Con questo naturalmente non s'intendono misconoscere le differenze che vi sono, anche a questo livello, fra le due rappresentazioni: è evidente infatti che il mietitore rivela un'impostazione moralistica, una sorte di teodicea laica, che è del tutto estranea al Trimalcione petroniano; cosa che risulta confermata, come è ovvio, da tutto il racconto della famosa cena. Si potrebbe insomma dire, semplificando, che l'insegna della vita e del successo del mietitore è l'onestà e il lavoro, di Trimalcione l'abilità e la disinvoltura.

Piacerebbe poter sostanziare sul piano documentario, cioè con monumenti figurativi appropriati, magari con scene musive africane, la descrizione petroniana: anche perché la distanza cronologica e spaziale fra

[17] Non è possibile qui entrare nella discussione sul significato dell'ironia nella rappresentazione petroniana; a giustificare l'uso qui fatto del *Satyricon* basti osservare che Petronio non avrebbe mai potuto essere convincente, anche dal punto di vista letterario, se non avesse attinto alla realtà sociale personaggi e situazioni del romanzo.

[18] *Sat.* 29.

[19] Il pensiero della morte e del sepolcro ritorna però continuamente nella descrizione della famosa cena: vd. in articolare i cc. 42/43 (funerale di Crisanto); 71/72 (testamento e monumento funerario di Trimalcione).

il contesto culturale magno-greco di primo secolo del *Satyricon* e quello punico-romano di terzo secolo dell'iscrizione è realmente molto forte; ma non sono in grado di indicare alcun monumento del genere[20].

3. Il modello di vita che Tacito vuole incarnato dalla storia personale di Agricola non è solo poco esaltante, in quanto teorizzazione di una collaborazione col principe malvagio tanto inevitabile quanto ingrata, per gli aristocratici romani ai quali è diretta; essa è anche poco convinta, dal momento che Tacito si guarda bene dallo smentire la voce, da lui stesso consegnata malignamente ai posteri, che Agricola sia stato in realtà fatto sopprimere da Domiziano[21]: viene da chiedersi alla fine perché mai si dovrebbe collaborare.

Il nostro mietitore trasmette dalla tomba ai suoi concittadini un messaggio piú convincente: la morte, che sopravviene in un contesto di integrazione apparentemente perfetta fra il personaggio, la sua famiglia e l'ambiente sociale della sua città[22], reca testimonianza della validità del modello di vita; e in realtà la morte stessa non rappresenta una cesura, ma consente di conferire a quel modello una fissità e un valore definitivi. D'altra parte i contenuti del messaggio hanno una presa immediata: si possono riassumere in un forte invito a non rassegnarsi alla miseria nella quale si sia eventualmente nati; ad avere fiducia nella possibilità di percorrere, grazie al lavoro e al risparmio, i gradini della scala sociale fino alla sommità; a non credere che si debba inevitabilmente scegliere fra accumulo di ricchezza e moralità.

Questi contenuti hanno suscitato e suscitano l'interesse degli storici anche, e forse soprattutto, perché il tipo di documento presuppone che essi siano largamente condivisi dai destinatari del messaggio: la società mactaritana del III secolo dopo Cristo doveva evidentemente accettare un'esperienza quale quella che aveva vissuto il defunto, a cominciare dai ventitrè anni di lavoro salariato che avevano reso possibile la sua ascesa sociale e politica[23]. Riconoscimenti di questo genere sono tutt'altro che

[20] Una ricognizione dei temi delle rappresentazioni musive africane condotta su K.M.D. DUNBABIN, *Roman Mosaics in Northern Africa*, Oxford 1978, non ha dato risultati di qualche interesse; sono numerosi, come è noto, i soggetti di tipo agrario, almeno in un caso (quello del «signor Julius») si trovano raffigurazioni di personaggi storici nel contesto dei lavori agricoli che si svolgono nella loro proprietà; ma non si trova una biografia articolata in quadri che si susseguono in sequenza cronologica. Naturalmente è possibile che qualcosa del genere esista, e mi sia semplicemente sfuggita.

[21] *Agr.* 43.

[22] Vv. 29/30: *vitae pro meritis claros transegimus annos // quos nullo lingua crimine laedit atrox.*

[23] I conti economici sono stati fatti da G. CHARLES-PICARD (*La civilisation*, 120; *Textes et documents*, 226), sulla base del necessario censo di 50.000 sesterzi per accedere alla

ovvi nel mondo antico, anche nella società alto-imperiale romana, disposta ad accettare ma assai meno a reclamizzare fenomeni di accumulo rapido del denaro, e in ogni caso unanime nel condannare, si direbbe, il lavoro a mercede, considerato degradante per l'uomo libero, che avvilisce al livello dello schiavo[24]. Certamente Mactaris è, fra II e III secolo, una città che, come studi recenti hanno definitivamente confermato, appare caratterizzata da una relativa floridezza economica, su base essenzialmente agricola, da una certa eterogeneità demografica, da una pressoché totale mancanza di schiavi[25]: tutti elementi che disegnano un quadro di perfetta compatibilità con la presenza in loco di un'ideologia

classe decurionale; l'iscrizione è importante anche perché consente estrapolazioni sull'entità dei salari agricoli dell'epoca in questa regione. Per il resto vd. la n. 28.

[24] La varietà delle posizioni antiche sul lavoro risulta molto chiaramente da I. LANA, *L'idea del lavoro a Roma*, Torino 1984; per una esauriente scelta di testi significativi vd. anche A. NEGRI, *Filosofia del lavoro-Storia antologica. I Dalle civiltà orientali al pensiero cristiano antico*, Milano 1980. Specificamente dedicato all'analisi delle forme del lavoro libero a Roma, dalle origini all'alto impero, è il lavoro del Macqueron già citato (n. 9). F.M. DE ROBERTIS ha studiato il fenomeno lavoro nell'antichità romana con particolare attenzione ai suoi aspetti giuridici, ma senza trascurare le sue dimensioni piú concretamente storiche; ricordiamo il suo volume forse piú importante da quest'ultimo punto di vista, *Lavoro e lavoratori nel mondo romano* (Bari 1963), il cui secondo capitolo esamina la considerazione sociale del lavoro e dei lavoratori. Naturalmente bisogna tener presenti le critiche di D. NÖRR (*Zur sozialen und rechtlichen Bewertung der freien Arbeit in Rom*, «ZSS, R.A.» XCV 1965, 67/105). Il problema della valutazione antica del lavoro (e quelli connessi della schiavitú, del limitato sviluppo tecnologico, e piú in generale dei caratteri dell'economia antica rispetto a quella moderna) è uno di quelli che si collocano al centro del dibattito storiografico sul mondo antico, ma anche della discussione politico-filosofica contemporanea, da un secolo in qua. Mi limito a ricordare qualche lavoro recente che può costituire un primo orientamento sui termini delle questioni relative: G. CAMBIANO, *Mondolfo e le concezioni antiche del lavoro e della tecnica*, in AA.VV., *Filosofia e marxismo nell'opera di Rodolfo Mondolfo*, Firenze 1979, 77/104; *Tecnologia economia e società* -Atti del Convegno di Como 27/28/29 settembre 1979, Como 1980 (specialmente i contributi di G. Miglio, I. Lana, L. Cracco Ruggini); R. MONDOLFO, *Polis lavoro tecnica* (con introd. e cura di M. VENTURI FERRIOLO, e un saggio di A. AYMARD), Milano 1982; G. SALVIOLI, *Il capitalismo antico* (edito a cura di A. GIARDINA, con un saggio del medesimo su *Analogia, continuità e l'economia dell'Italia antica*), Bari 1985; e infine M. FINLEY, *L'economia degli antichi e dei moderni* (trad. it.), Bari 1977² (= 1974). Per quanto riguarda l'atteggiamento della società alto-imperiale nei confronti della mobilità economica e sociale rimando ai contributi del XIV Colloquio GIREA, tenuto a Lecce dal 19 al 24 ottobre 1983, e pubblicati in Index XIII 1985 (*L'ideologia dell'arricchimento e l'ideologia dell'ascesa sociale a Roma e nel mondo romano: II sec. a.C. - II sec. d.C.*), che forniscono una panoramica completa.

[25] Su Mactaris vd.: G. CHARLES-PICARD, *Civitas Mactaritana*, Karthago VIII 1957; G. PICARD-A. MAHJOUBI-E. BESCHAOUCH, *Pagus Thuscae et Gunzuzi*, CRAI 1963, 124/130; J.M. LASSÈRE, *Ubique populus*, Paris 1977, 256/257 (armonia del *conventus civium Romanorum* con gli indigeni); 439/440 (fondazione della colonia e sviluppo della cultura romana-africana su quella libio-punica); C. LEPELLEY, *o.c.* (n. 10), II, 1981, 289/292; J. GASCOU, *La politique municipale de Rome en Afrique du Nord. I De la mort d'Auguste au début du IIIe siècle*, ANRW II 10, 2 (1982), 197/198; A. M'CHAREK, *o.c.* (n.

quale quella che si evince dall'iscrizione del mietitore. Del resto c'è almeno un'altra iscrizione mactaritana, l'epitafio di Pinarius Mustulus[26], che rivela, pur nel suo stato frammentario, un'impostazione ideologica affine, almeno per quanto riguarda l'apprezzamento della crescita economica: ma questo per la verità è un dato che ricorre con una certa frequenza anche altrove nelle iscrizioni funerarie[27], mentre non è possibile sapere con quali mezzi Pinarius Mustulus si sia arricchito.

Bisogna però insistere sulla differenza che corre fra realtà di fatto e ideologia: è possibile, e anche probabile, che nel contesto socio-economico dell'Africa imperiale romana (piú ancora che specificamente mactaritano) esperienze di vita del tipo di quella vissuta dal nostro mietitore siano state relativamente diffuse e pacificamente accettate[28]; non è detto che fossero correntemente proclamate neppure qui, specialmente nel caso, certo piú raro, che l'accumulo di ricchezza si fosse poi tradotto

10), con le osservazioni di A. MASTINO (*La ricerca epigrafica in Tunisia (1973-1983). Il caso di Mactaris*, in *L'Africa romana - Atti del I convegno di studio Sassari 16-17 dicembre 1983*, a cura di A. Mastino, Sassari 1984, 73/128); A. M'CHAREK, *Documentation epigraphique et croissance urbaine: l'exemple de Mactaris aux trois premiers siècles de l'ère chrétienne*, in *L'Africa romana - Atti del II convegno di studio Sassari, 14-16 dicembre 1984*, Sassari 1985, 213/223.

[26] A.É. 1960, 116; il testo recita: [Et genui] feliciter et rem non [modicam] // [e mini]mo quaestui fraude [sine ulla] // [Atque m]eis propriis natorum [et honoribus auctus] // [aeternam mo]riens claramq[ue reliquis]. Questo stesso testo compare in un'altra iscrizione mactaritana (A.É. 1946, 62), il che probabilmente significa che l'epitafio era inciso sia su una stele che sulla faccia del mausoleo: vd. BCTH 1955/1956, 173 sg. (il Cugusi, *Aspetti cit.*, 242/243, parla di una formula stereotipa, applicata a personaggi diversi.

[27] F.M. DE ROBERTIS (*Lavoro cit.*, 32 e n. 38) ricorda l'iscrizione madaurense GSELL 2195. Si possono aggiungere diverse altre iscrizioni metriche desunte da un veloce spoglio dei C.L.E.: nn. 71; 372; 437; 438; 1125; 1237; 1869. Ringrazio S. Panciera per la segnalazione di C.I.L. IX 5659.

[28] Si ricorderà che il mietitore a mercede è anche proprietario di un piccolo campo (vv. 9/10) che coltiva personalmente. La diffusione della piccola proprietà in Africa è sostenuta da P. ROMANELLI (*Le condizioni giuridiche del suolo in Africa*, in *Atti del Convegno internazionale sul tema: I diritti locali nelle provincie romane con particolare riguardo alle condizioni giuridiche del suolo (Roma, 26-28 ottobre 1971)*, Accademia Naz. dei Lincei, quad. 194, Roma 1974, 171/208, in part. 177 sgg.; 184 sgg.); ma vd. già G. BOISSIER, *L'Afrique romaine cit.*, 143 sgg.; J. TOUTAIN, *L'économie antique cit.*, 354; M. ROSTOVZEV, *Storia cit.*, 382. E piú di recente H. PAVIS D'ESCURAC, *Irrigation et vie paysanne dans l'Afrique du Nord antique*, Ktema V 1980, 177/192, in part. 191. Per quanto riguarda invece il lavoro stagionale della mietitura (sui cui aspetti giuridici vd. F.M. DE ROBERTIS, *I lavoratori liberi nelle 'familiae' aziendali romane*, SDHI XXIV 1958, 269/278; D. NÖRR, *o.c.*, 75) c'è qualche resistenza ad ammettere che il fenomeno sia rilevante; ma vd. S. MROZEK, *Zur Verbreitung der freien Lohnarbeit in der römischen Prinzipatszeit*, in *Studien zur Alten Geschichte Siegfried Lauffer... dargebracht...*, Roma 1986, II, 703/716. Non è escluso che il fenomeno possa essere visto in connessione con la realtà nomadica propria dell'Africa settentrionale (su ciò ultimamente C.R. WHITTAKER, *Land and Labour in North Africa*, Klio LXVI 1984, 331/362).

in una partecipazione, a livelli di grande responsabilità, alla vita politica della comunità[29].

Val la pena di prendere brevemente in esame un testo, certamente molto distante per piú versi della nostra iscrizione, ma che per la particolare ottica in cui considera il lavoro a mercede può costituire un significativo punto di riferimento. In un discorso composto fra la fine del I e l'inizio del II secolo, l'*Euboico o Cacciatore*[30], che per una singolare coincidenza è stato spesso accostato alle importanti testimonianze epigrafiche relative all'organizzazione dei *fundi* imperiali africani[31], lo scrittore greco Dione di Prusa tratta fra l'altro il tema di quali possibilità di sopravvivenza con mezzi onesti offra ai poveri la città. L'ideale per Dione sarebbe veramente che i poveri abitassero in campagna, e si dedicassero alla coltivazione dei campi e all'esercizio della caccia, mentre la città dovrebbe essere luogo di residenza esclusivo di coloro ai quali la ricchezza consente di dedicarsi alle attività piú nobili; poiché tuttavia costoro hanno in realtà bisogno che qualcuno provveda ai servizi necessari, Dione è costretto ad accettare, in subordine, l'idea che possano risiedere in città anche persone che devono procurarsi da vivere col lavoro: a condizione però che svolgano mestieri dignitosi, come ad esempio quelli di tessitrice o vendemmiatrice o balia per le donne, maestro o pedagogo per l'uomo[32]. L'intellettuale greco dell'impero riconosce dunque la dignità di certi lavori, anche a mercede; fra l'altro anche di quello relativo ad un'attività agricola, la vendemmia, tipologicamente affine alla mietitura, per la quale la residenza in città non rappresenta evidentemente una difficoltà. Ma a parte il fatto, che non deve essere sottovalutato, che quasi tutti questi pochissimi mestieri ammessi vengono considerati adatti alle donne (compresa la vendemmia), mentre all'uomo si concede espressamente solo un'attività di tipo educativo[33]; è anche chiaro che il contesto ideologico nel quale si colloca questo apprezzamento quasi estorto è ben diverso da quello proprio del nostro mietitore. Men-

[29] Sulla passione civile che promana dall'iscrizione vd. specialmente J.-M. LASSÈRE, *Sentiments cit.*, 212/214).

[30] *Or.* VII. Su questo discorso vd. le mie osservazioni in *Dione di Prusa. Un intellettuale greco nell'impero romano*, Firenze 1978, 223/228; 407/409. Il testo (con traduzione italiana) ora in DIONE DI PRUSA, *Il cacciatore* (a cura di E. AVEZZÙ e F. DONATI), Venezia 1985.

[31] Vd. specialmente P. MAZON, *Dione de Pruse et la politique agraire de Trajan*, Lettres d'Humanité II 1943, 47/80; il passo interessato in quest'ottica è 34/37.

[32] *Or.* VII, 114. Ma ad es. [PLUT.], *De lib. ed.* 3c (cfr. anche 9d), non accetta, anche se per altri motivi, il baliatico.

[33] Che è tradizionalmente considerato non indegno, per quanto salariato: vd. D. NÖRR, *o.c.*, 79. Elenco di mestieri ammessi in PLUT., *Mor.* 830 b.

tre per questi il lavoro, accompagnato dalla parsimonia, è un modo per emergere *sine crimine* da una condizione iniziale di indigenza, per Dione è un modo per assicurare la sopravvivenza, in un quadro complessivo della società nel quale le parti fra poveri e ricchi sono assegnate una volta per tutte; e il problema, dal punto di vista ideologico, è quello di affermare la superiorità, in ambito sia contadino che cittadino, del modello di vita povero (o semplice) per cercare di disinnescare l'«invidia» dei poveri nei confronti dei ricchi[34]. Nulla è piú lontano dalla mente di Dione del pensiero di una legittimazione del lavoro salariato come strumento di ascesa economica, sociale, politica; tuttavia il passo dell'*Euboico* è la spia dell'esistenza in età imperiale di una linea di pensiero che rinunciava alla tradizionale denigrazione, ribadita peraltro dalla giurisprudenza, del lavoro salariato, riconoscendone viceversa a certe condizioni il valore positivo. Il passo dimostra anche la scarsa plausibilità di un'ipotesi di rigorosa suddivisione per classi sociali delle diverse prese di posizione sul problema del lavoro[35]; l'emergere di una linea come quella dionea può ben essere stato propiziato dalle diminuite possibilità, per qualsiasi motivo, di utilizzare il lavoro servile: la valorizzazione del lavoro libero, anche dal punto di vista ideologico, poteva essere interesse preciso della classe dirigente.

È in ogni caso certo che il mietitore di Mactaris ha alle spalle una corrente di pensiero alla quale ha potuto attingere, per tramiti che non è facile ricostruire, una concezione positiva del lavoro da lui svolto per tanti anni con tanta fatica.

L'altro elemento ideologico che, saldato a questo, contribuisce a creare il peculiare impasto di questo affascinante testo, è l'idea del valore positivo dell'ascesa sociale, nei suoi presupposti economici e nei suoi riflessi politici. Su questo punto i paralleli non mancano, né nell'epigrafia funeraria[36] né nella letteratura dei primi due secoli dell'impero[37]: anche se, per quanto riguarda quest'ultima, non si può dire davvero che si tratti dell'ideologia dominante. Di nuovo, il confronto piú calzante è fornito dal *Satyricon* di Petronio; non, naturalmente, nel senso che Petronio condivida l'ideologia di Trimalcione, quale si esprime, oltre che nella sua autobiografia dipinta della quale abbiamo già detto, nell'epitafio che egli vuole sul suo mausoleo[38]; ma nel senso che egli ci testimonia

[34] Vd. specialmente il mio *Dione*, 220/223.

[35] Cosí F. De Robertis, *I lavoratori liberi cit.*, 276/278; *Lavoro e lavoratori cit.*, 18/97.

[36] *Supra*, n. 27.

[37] *Supra*, n. 24.

[38] *Sat.*, 71.

l'esistenza di questa ideologia, da lui manifestamente irrisa cosí come è mal tollerato, per motivi sia culturali che politici, il fenomeno del potere libertino che ne è la matrice piú diretta. Per il resto, alle caute aperture di Svetonio si contrappongono gli anatemi di Giovenale, il sussiego di Tacito o di Plinio, le lezioni di filosofia di Seneca, per limitarci al mondo latino. Come dimostra per l'appunto il caso di Giovenale, il disprezzo per l'arricchito non è prerogativa dei ceti aristocratici; anche i parassiti di Trimalcione non risparmiano sarcasmi a mezza voce nei confronti dei commensali piú abili o piú fortunati di loro[39]; in questo contesto l'ostentazione da parte di Trimalcione della propria ricchezza e la compiaciuta e reiterata rievocazione delle vicende per niente edificanti della propria vita[40], al di là dei possibili intenti caricaturali di Petronio ha un sapore di beffarda provocazione.

Il contesto mactaritano è naturalmente del tutto diverso: il nostro mietitore, che non ci si presenta attraverso la lente deformante di un artista ma in maniera diretta, ci tiene ad assicurarci che i suoi ultimi anni di vita, quelli del meritato riposo e del godimento dei frutti sociali e politici di una vita operosa, non sono stati turbati da insinuazioni malevole; se egli non ha commesso qualche clamoroso errore di valutazione (poiché la buona fede non sembra essere in discussione), era benvoluto e amato nella sua città, che altrimenti non l'avrebbe certo innalzato alle piú alte cariche. La rinuncia di Trimalcione all'attività politica deve pur significare qualcosa. È solo in profonda consonanza col proprio ambiente che si può proporre a modello una vita che, misurata sui parametri della tradizione encomiastica o delle *laudationes* funebri, presenta aspetti decisamente inconsueti e «scandalosi». Il fatto che il documento sia, almeno per ora, unico nel suo genere, rivela comunque che la traduzione, in termini di ideologia, di comportamenti per consuetudine almeno occultati dal perbenismo sociale, richiede insieme fantasia e coraggio; se c'è mai stata una «democratizzazione» della cultura antica la semplice proposizione di un'etica del lavoro quale quella professata dal «mietitore ignoto» può a buon diritto esserne considerata il simbolo: nell'orgoglio della rivendicazione del valore della sua personale esperienza di vita egli ha trovato la forza di creare, con l'aiuto di un poeta contagiato dalla sua passione, una forma espressiva nuova, e l'ha superbamente fatta incidere sulla pietra[41].

[39] *Sat.*, 37.

[40] *Sat.*, 29 (dipinti dell'atrio); 75/77 (storia della propria vita).

[41] È il caso di ricordare il carattere «popolare» di gran parte della poesia epigrafica dei primi tre secoli dell'Impero: vd. i risultati di uno studio statistico condotto da D. PIKHAUS (*Les origines sociales de la poésie épigraphique latine: l'exemple des provinces nord-africaines*, «AntClass», L, 1981, 637/654; ringrazio A. MASTINO per la segnalazione).

M'hamed Fantar

Le mythe de Marsyas sur deux nouvelles mosaïques de Tunisie

Le mythe de Marsyas semble avoir occupé une place importante dans la littérature et la plastique gréco-romaine. Marsyas est présent dans les ouvrages d'Hérodote[1], de Pausanias[2], de Pline l'Ancien[3], de Servius[4] et d'autres[5]. Apulée de Madaure le mentionne dans ses Florides. «Marsyas suivit les traces paternelles et cultiva l'art de la Flûte: au demeurant Phrygien barbare, à la figure bestiale, farouche, broussailleux, la barbe immonde, le corps couvert de piquants et de poils. Tel, il osa, dit-on (témérité sacrilège) se mesurer à Apollon»[6].

Pour se rendre compte de la fréquence du mythe de Marsyas dans la plastique, il suffit de se référer au Lixicon Iconographicum Mithologiae Classicae sous le nom Apollo. Il semble avoir inspiré artistes et artisans, ce qui laisse entendre sa popularité dans les divers milieux sociaux de l'antiquité gréco-romaine. L'empreinte du Silène phrygien et de sa mésaventure avec Athéna et Apollon se retrouve dans la statuaire, la toreutique, sur les sarcophages[7], dans la coroplastie, sur les lampes, sur les monnaies, dans la joaillerie[8] ainsi que dans l'art de la mosaïque. Sur des bases épigraphes, on rencontre la mention de Marsyas, souvenir d'une statue du Silène, symbole de liberté municipale.

Marsyas en Afrique du Nord

Nous avons déjà cité le texte d'Apulée de Madaure qui présente

[1] Hérodote, VII, 26.

[2] Pausanias, I, 24 et II, 7.

[3] Pline, Histoire Naturelle, XVI, 240, XXXV, 66.

[4] Ad Aeneida, III, 20; IV, 58.

[5] Strabon, XIII, 616.

[6] Florides, III.

[7] Pour la sculpture de Mantinée, voir G. Fougères, «BCH», 1888, p. 105 sqq. Pl. I. Le Louvre possède des sarcophages décorés par des reliefs inspirés du mythe de Marsyas. Pour le sarcophage de Sidon, voir Ch. Clermont-Ganneau, «R.A.O», I, p. 285-292.

[8] Roscher, Lex. s.v. Marsyas col. 2449 - 2450.

Marsyas et sa témérité. Pour rester avec ces textes, il nous parait opportun de rappeler quelques inscriptions latines de Tunisie[9] et d'Algérie[10] consacrées au Phrygien Marsyas. Pour la plastique, le Musée du Bardo possède une très belle statue d'Apollon découverte à Bulla Regia[11] à la suite des fouilles exécutées par le capitaine Benet du 3è bataillon d'Afrique en 1906, lesquelles fouilles avaient abouti à la mise au jour d'un temple consacré au culte d'Apollon érigé au Iè siècle de l'ère chrétienne sous le règne de Tibère (14 - 37 après J.C.) et restauré au temps de Marc Aurèle (161 - 180 après J.C.) et de Dioclétien (285 - 305). D'autres statues décoraient les places publiques de certaines cités d'Afrique; il en demeure le souvenir épigraphique dont nous venons de faire allusion.

Le thème de Marsyas faisait partie du repertoire coroplastique. Voici une figurine de terre cuite qui, provenant de Sousse[12], l'antique Hadrumetum, représente le supplice de Marsyas; on reconnait le malheureux Silène pendu à un arbre qui s'oppose à tout essai d'identification à cause d'une stylisation excessive. A ses pieds et contre un rocher l'esclave barbare, chargé de l'écorchement de la victime, semble aiguiser le couteau dont il allait se servir. Pour costume, il porte une tunique ample et courte serrée à la taille d'une ceinture (PL. I).

Sur la figurine, haute de 21,8 cm et large de 9,2 cm, on distingue encore des traces de couleurs: le bleu pour la tunique de l'esclave et le rouge sur le corps de Marsyas.

En matière de terre cuite, il convient de signaler une lampe romaine d'Afrique dont le reservoir porte les images d'Apollon et de Marsyas.

Quant à la toreutique, le mythe de Marsyas est ingénieusement raconté sur la fameuse patère de Bizerte[13]: un plateau qui se présente comme un disque d'argent massif légèrement concave dont les bords sont rabattus, l'anneau de base faisant corps avec le disque. «Au plat proprement dit viennent s'adapter deux oreilles en croissant qui donnent à l'ensemble une forme ovale très élégante»[14].

[9] Pour une inscription trouvée à Furno Minus, «BAC», 1958, pp. 85-86. Henchir Oust dans la région de Musti A. BESCHAOUCH, «Karthago», XVI, 1965-1966, pp. 190-192. Il s'agit de la *CIL.* VIII, 16417. Une autre inscription a été découverte à Althiburos, voir MONGI ENNAIFER, *La Cité d'Althiburos et l'Edifice des Asclepieia*, Tunis 1976, p. 37, et n. 134.

[10] *CIL.* VIII, 17841, trouvée à Timgad.

[11] A. MERLIN, *Le Temple d'Apollon à Bulla Regia*, Tunis 1908 pp. 16-17. Voir aussi *Cat. Mus. Alaoui*, supplément. p. 56, n. 1013. M. YACOUB, *Le Musée du Bardo*, Tunis 1970, p. 23.

[12] M. YACOUB, *op. cit.*, p. 108.

[13] P. GAUCKLER, *Monuments et Mém. Piot*, 1895, pp. 77-94.

[14] *Ibidem*, p. 79.

Le plat mesure 92 cm de long et 65 cm de large; il pèse 9 kg de métal fin: argent incrusté et plaqué d'or. Cette superbe patère a été découverte à la fin du siècle dernier lors de travaux de dragage effectué dans le canal qui relie le port de Bizerte au Lac Ichkeul.

Pour la décoration «le motif qui occupe le milieu du plateau et que limite une bordure d'un poli caractère représente le premier épisode de la lutte musicale entre Apollon et Marsyas»[15]. Deux frises concentriques entourent ce motif central qui se distinguent par la richesse et la diversité: amours potelés, griffons, panthères, et autres animaux, corbeilles, vases pleins de fleurs ou de fruits, instruments de musique, fleurons, rais de coeur, objets cultuels, personnages mythologiques comme le Silène, la bacchante ou la ménade qui danse en jouant du tympanon. Partout des images jusqu'aux oreilles où l'on peut reconnaître des outils et des scènes dionysiaques: cymbales, lièvres, panthère terrassant une chèvre ou un âne, masques de satyre, faunes, Pan, sacrifices rustiques à Dionysos (PL. II - III - IV).

Voilà donc un témoignage précieux pour la connaissance du mythe de Marsyas en Afrique du Nord, thème que les mosaïstes africains semblent avoir apprécié.

Marsyas et l'art de la mosaïque.

En 1922, à El-Jem, l'antique Thysdrus une mosaïque a été mise au jour non loin du Marabout Sidi Ahmed Ferjani à quelques 400 m de l'amphithéâtre, du côté ouest[16]. Le tableau central évoque l'aventure malheureuse de Marsyas; elle se trouve exposée actuellement, sous le n. d'inventaire 529, dans la salle d'Ulysse au Musée du Bardo. Apollon et Marsyas sont reconnaissables à la cithare pour l'un et à la double flûte pour l'autre. Dans la même scène, nous voyons Athéna juge et partie et Olympos, le jeune barbare scythe, disciple de Marsyas. La mosaïque serait datable de l'époque sévérienne (PL. V).

Cette mosaïque a été l'objet de plusieurs travaux et commentaires en rapport avec le mythe de Marsyas et de son interprétation juridique ou philosophique: le Silène phrygien était considéré comme le symbole de la liberté municipale de la cité; il a été également mis en rapport avec la philosophie pythagoricienne.

Le mythe de Marsyas est d'autre part évoquée sur une mosaïque découverte en Algérie, elle se trouve exposée au Musée d'Oran.

[15] *Ibidem*, p. 81.

[16] L. Poinssot et R. Lantier, «BAC», 1923, p. LXXI.

Pendant très longtemps, pour l'Afrique du Nord, il n'y avait que ces deux mosaïques qui racontent l'aventure de Marsyas. En publiant la mosaïque d'El-Jem, L. Poinssot et R. Lantier durent faire remarquer: «L'épisode de la lutte de Marsyas et d'Apollon n'est pas fréquemment représenté sur les mosaïques»[17] G.Ch. Picard n'a pas manqué d'écrire à ce propos: «Cette famille ne comporte pas à notre connaissance, d'autres mosaïques. La défaite de Marsyas n'apparaît que sur un petit nombre de pavements beaucoup plus récents: celui de Saint Leu en Oranie que nous daterions de l'époque tétrarchique, une autre découverte sur la Via Appia qui ne serait pas antérieure au Vè siècle après J.C.»[18].

Les mosaïques de Dougga et de Kélibia.

Aux éléments connus de ce dossier viennent heureusement se joindre deux nouvelles mosaïques.

La mosaïque de Dougga: (PL. VI).

Des déblaiements et des travaux de nettoyage effectués sous le contrôle de notre collègue Mongi Boulouednine au lendemain de l'indépendance de la Tunisie à Dougga, dans le cadre d'un vaste projet de dégourbification, ont abouti à de nombreuses et précieuses découvertes dont une belle mosaïque consacrée au mythe de Marsyas et de sa lutte musicale avec Apollon. Elle servait de pavement à l'une des pièces d'un bel édifice mal conservé; il s'agit sans doute d'une riche habitation sise non loin du monument connu sous le nom de Dar el-Achhab, écrit souvent et à tort Dar el-Acheb. Profitons de cette occurrence pour préciser que el-Achheb est le nom de la famille qui logeait dans un gourbi installé sur les ruines de l'édifice romain dont la façade est encore parfaitement conservée: les piédroits et le linteau sont debout in situ.

Nous laissons aux spécialistes de l'architecture domestique roma-

[17] *Ibidem.*

[18] G. Ch. Picard, *Une Mosaïque Pythagoricienne à El-Jem*, Collections Latomus, XXVIII, 1957 p. 383. G. Becatti signale le pavement de la villa romana de Baccano aux environs de Rome; mais il ne s'agit pas de la Via Appia. *Voir Mosaici Antichi in Italia, Regione VII*, Roma 1970, pp. 30-32, présentation faite par E. Fabricotti. Pour la mosaïque de Saint Leu en Oranie, l'antique Portus Magnus, voir M.R. De La Blanchère, *Musée d'Oran*, Paris 1893 pp. 63-64 et Pl. IV.

[19] La mosaïque des échansons à Dougga est dotée d'une bordure faite d'une grecque: voir M. Yacoub, *Le Musée du Bardo*, p. 60, fig. 62; il s'agit d'un motif très frèquent.

no-africaine de Dougga le soin d'instruire le dossier de l'édifice dont les vestiges ont été degagés par M. Boulouednine. Notre souci se limiterait à présenter la mosaïque consacrée à l'aventure de Marsyas. Qu'il nous soit permis de préciser que dans cette présentation, le point du vue iconographique l'emportera sur l'étude de la mosaïque en tant que telle. En d'autres termes, nous insisterons davantage sur les images qui racontent l'aventure de Marsyas; toutes les questions techniques, nous préférons les laisser aux spécialistes compétents, d'autant que nous n'avons pas assisté à la découverte de cette mosaïque; nous ne l'avons pas vu in situ. Nous en avons pris connaissance un jour, tout à fait par hasard, dans les réserves d'Utique où elle fut transportée. Pourquoi? Par qui? à ce propos notre enquête n'a pas abouti.

Le pavement se trouve actuellement à Utique en quatre fragments plus au moins jointifs; sur les deux principaux fragments, nous avons tous les épisodes de l'aventure de Marsyas dont les images sont relativement bien conservées; les deux autres fragments concernent l'encadrement.

a: L'encadrement (PL. VII).

Conservé en deux fragments quasi jointifs qui totalisent une longueur de 1,89 m et une largeur de 0,85 m. En partant de l'extérieur, on note:

1) Sur une largeur de 17 cm, une grecque fractionnée[20] avec des dégradés de rouge, de vert et de jaune sur fond noir; la grecque fractionnée est suivie d'une bande blanche (triple rang de tisselles) suivie d'un double filet noir.

2) Sur une largeur de 0,68 m, des cercles sécants qui, dessinés par un filet ocre, déterminent des carrés curvilignes et des fuseaux auxquels se superposent d'autres cercles qui leur sont concentriques; non tangents, ces derniers, sont formés de roses reliées deux à deux des tiges vertes. Le centre des cercles se présente comme un fleuron à feuilles aplaties; il est barré d'une croix; les fleurons sont alternativement en dégradés d'ocre et de vert.

[20] Le thème des cercles sécants formant fuseaux et carrés curvilignes est largement attesté en Afrique et ailleurs, voir par exemple L. FOUCHER, *La Maison de la Procession Dionysiaque à El-Jem*, Tunis 1963, pl. XVI. J. CHRISTOPHE et A.M. SORBET, *Application des techniques documentaires à la mosaïque gréco-romaine, II Colloque International pour l'étude de la mosaïque antique - La Mosaïque gréco-romaine*, II - Paris 1975 p. 353 pl. CLXXII, 1. G.C. THOMASEVIC, *Mosaïques paléo-chrétiennes à Heracléa Lynkestis, Ibidem*, p. 388, pl. CLXXXIV, 1, la plupart de ces mosaïque sont tardives.

b: Fragment du pâtre (PL. VIII).

Nous avons ainsi baptisé le fragment où nous voyons le début de l'aventure de Marsyas. Elle a une longueur totale de 2,19 m et une largeur maximale de 1,27 m, tandis que le tableau proprement dit couvre un quadrilatère de 1,34 m X 0,92 m. L'encadrement dont nous avons fait la description plus haut forme un U renversé qui encadre le panneau figuré.

c: Fragment de la joute musicale et du châtiment de Marsyas (PL. IX).

Il s'agit du fragment le plus important du pavement et par ses dimensions et par son contenu. Il couvre un quadrilatère ayant une longueur de 2,93 m et une largeur de 2,50 m; il s'agit des dimensions externes. Le tableau imagé occupe une zone rectangulaire de 2,31 m X 2,13 m. Il est doté d'une bordure florale composée de deux séries de filets enserrant une bande de 16 cm entièrement dominée par un rinceau de lierre à feuilles disposées tête-bêche, un décor végétal d'une belle facture[21]: sur des vrilles verdâtres se détache la biochromie des feuilles cordiformes. Pour les filets, on note la présence de tesselles blanches, rouges et noires. La largeur totale de cette bordure est de 31 cm.

Voilà dans quel état se trouve actuellement la mosaïque de Dougga consacré au drame de Marsyas. Bien que le thème ait été traité en détail et que ses composantes soient réparties sur une vaste surface, les lacunes dont souffre le pavement tel que nous l'avons connu n'en gènent point la lecture.

Le drame de Marsyas sur la Mosaïque de Dougga.

Pour la mosaïque d'el-Jem, les principaux acteurs du drame sont artificiellement présenté sur le même plan, sur le même plateau pour ainsi dire, comme sur une scène de théâtre figée, disposition qui semble avoir été dictée par l'objectif poursuivi par le mosaïste ou par le commanditaire: il s'agit, d'après G. Ch. Picard d'une mosaïque à valeur philosophique et plus précisement encore à valeur pythagoricienne; en revanche, le mosaïste de Dougga semble avoir délibérément opté pour le récit vivant et exhaustif. Il a choisi le style narratif; apprécié par tous parce que séduisant, captivant et accessible. Rappelons qu'en Tunisie,

[21] Cette bordure est attestée sur une mosaïque provenant de Carthage et datée du IVè siècle. Il s'agit du Couronnement d'Ariadne, voir M. Yacoub, *Le Musée du Bardo*, p. 94, fig. 105.

pour raconter, l'image a servi depuis la très haute antiquité punique: sur les parois de la tombe VIII du Jebel Melezza le récit du voyage du mort ou de son âme sous forme d'oiseau est raconté par des images peintes à l'ocre rouge[22].

Mais pour la mosaïque de Dougga, la technique du récit, comme nous le verrons au fur et à mesure de la présentation, relève de la narration et du théâtre. Il s'agit pour ainsi dire d'un drame joué par des acteurs qui incarnent les divinités de l'Olympe et Marsyas et ses bourreaux. Le mythe du Silène phrygien et de sa mésaventure avec la déesse Athéna et Apollon est conçu par le mosaïque comme un drame en trois actes dont le récit visuel se lit de haut en bas sans qu'il s'agisse d'une disposition en registres superposés.

Premier acte:

Il occupe tout le fragment B et la partie supérieure du fragment C. Il concerne la découverte de la double flûte par Athéna surprise par le pâtre Marsyas portant au cou la peau de panthère.

Au premier plan, dans un paysage pastoral et accidenté, nous voyons le Silène phrygien derrière une hauteur; il observe mais furtivement la déesse Athéna qui vient d'essayer la double flûte. Une végétation luxuriante domine le paysage: des cyprès, des palmiers nains et autres buissons avec des touffes de plantes difficiles à identifier. Le troupeau de Marsyas est suggéré par deux agneaux et un bélier aux cornes en volutes, sans doute un étalon; du côte gauche du tableau, il y a un bouc aux cornes longues et pointues; sa barbiche est nettement dessinée[23] (PL. VIII).

Du point de vue iconographique, le paysage est réalisé dans des tons de vert rehaussés d'ocre avec des touches rouge-marron. Pour rendre les toisons, le mosaïste a utilisé des tons d'ocre et de jaune avec des rehauts blancs et de cernes rouge marron.

Mais revenons à Marsyas; il occupe le premier plan du tableau quelque peu désaxé vers la gauche. Il est visible jusqu'à la taille, tout le bas du corps camouflé par le rocher. Traitées en mèches jaune-ocre et striées de marron, la barbe et la chevelure abondantes mettent en valeur le visa-

[22] MH. FANTAR, *Eschatologie Phénicienne-Punique*, Tunis 1970 pp. 32-38, pl. XXIV-XXVI.

[23] Sur un panneau de la mosaïque de la Villa romana di Baccano, nous avons à peu près le même paysage avec le personnage derrière une hauteur, le bouc qui broute etc., voir *Mons. Ant. It., Reg. VII Baccano villa romana*, Roma 1970. Le panneau a reçu le titre de «scène pastorale». Nous avons les animaux au paturage sur la mosaïque de Tabarka qui date du IVè siècle.

ge oval du Silène dont le regard plein de curiosité et sans doute d'émerveillement se dirige vers la gauche, du côte d'Athéna qui dans ses plus beaux atours, se mire dans les eaux d'un fleuve, vêtue d'un costume riche, composé de deux pièces: une tunique aux manches courtes qui laissent voir les bras, les mains et les bracelets, et une draperie aux plis serrés qui lui recouvre le bas du corps, mis à part le pied droit et la jambe gauche. Par ce costume bigarré et les bijoux qu'elle porte au front, aux bras et aux poignets, la féminité de la déesse se trouve bien plus soulignée que son caractère guerrier[24].

Coiffée de son casque traditionnel, la déesse a pris place sur un rocher tout près d'une masse d'eau qui doit évoquer un fleuve ou une rivière associée au mythe de Marsyas. Elle tient la double flûte. L'eau semble l'avoir outrée en lui renvoyant une figure déformée; d'un geste courroucé, elle s'en détourne et le mosaïste de la croquer sur le vif (PL. X).

Voilà donc une scène animée par deux acteurs dont les rapports sont encore tacites. Athéna assaie la double flûte; elle se regarde dans les eaux de la rivière ou du fleuve qui s'étale tout près. Marsyas observe furtivement la déesse d'un air plein de curiosité d'émerveillement comme s'il se préparait à agir. Un silence «animé» domine la scène. On parlerait presque de «suspense»; le spectateur devine la fécondité de la situation; il y a quelque chose dans l'air, la suite de ce qu'on vient de voir; un drame s'est enclenché et on attend l'évolution et la succession des événements.

Deuxième acte:

Il concerne la joute musicale qui a eu lieu entre Apollon et Marsyas: les deux protagonistes se présentent avec leurs instruments respectifs.

Vêtu d'une riche tunique aux couleurs chatoyantes où dominent le vert, le bleu et le noir, aux manches longues et au col haut et étroit avec par dessus une draperie ramenée sur l'épaule gauche, Apollon s'est installé à droite du rocher qui sert de siège à la déesse. Imberbe, il porte une chevelure abondante répartie en deux masses par une raie médiane; rehaussée par un diadème, elle lui retombe en tresses ondulées sur la nuque et l'épaule droite. Par son expression vague, le dieu semble subir l'effet de la cithare dont il caresse les cordes[25] (PL. XI).

[24] Pour l'iconographie d'Athéna, voir *Lexicon Iconographicum Mithologiae Classicae*, s.v. Athena.

[25] Cette iconographie d'Apollon n'est pas courante. Pour s'en convaincre, il suffit de consulter E. SIMONS et G. BAUCHTTENSS, *Lexicon Iconographicum Mithologiae Classicae*, s.v. Apollo.

Plus bas, et pour ainsi dire en face du dieu solaire, nous voyons Marsyas debout et de profil à gauche, la jambe gauche en avant; il joue de la double flûte, déployant des efforts considérables que traduisent les contorsions du corps. Malgré les cassures qui ont emporté le visage et le torse du Silène jusqu'à la naissance des bras, on peut lire l'énergie dépensée, rien qu'à regarder les jambes et les muscles tendus jusqu'au niveau de l'abdomen.

En guise de vêtement, Marsyas dont le corps est rendu en rose conformément à une tradition qui semble bien connue[26], porte un cache-sexe dont on distingue les attaches au niveau des hanches. Fixée au cou, la peau de panthère[27]pend derrière son dos comme si elle était emportée par le vent.

Tout se passe dans la campagne, dans un paysage accidenté et parsemé de plantes diverses, de buissons, et de touffes d'herbes difficiles à nommer[28].

Troisième acte:

Il s'agit du châtiment de Marsyas; trois acteurs composent ce tableau: Marsyas et les deux barbares chargés de l'exécution de la sentence. L'un, chevelure hissute et barbe en pointe, vêtu d'une draperie qui, fixé à l'épaule gauche, lui couvre tout le corps ne laissant à découvert que les bras et l'épaule droite, s'affaire à pendre le Silène, attaché par les poignets à l'une des branches mégales d'un pin parasol[29]. Au moyen d'une corde longue et solide, il hisse le pauvre Marsyas dont les pieds

[26] G.Ch. Picard, *Une Mosaïque Pythogoricienne à El-Jem*, Coll. Latomus, XXVIII 1957, p. 386 «Le satyre imberbe, aux chairs rouges...».

[27] Sur le panneau de la mosaïque de la Villa Romana de Baccano aux environs de Rome, Marsyas semble doté d'une peau de félin, autre que la panthère.

[28] Ce type de paysage sur les mosaïques est assez fréquent, surtout quand il s'agit du thème de la chasse. Pour un paysage de rochers, de buissons et de touffes d'herbes et d'arbres, voir M. Ennaifer, *La Cité d'Althiburos*, Pl. CXXXVI.

[29] Le pin parasol n'a pas été toujours choisi pour le supplice de Marsyas; sur un médaillon d'applique à St. Germain en Laye, on a représenté le Silène pendu à un pin, voir A. Audin et H. Vertet, «Gallia», 30, 2, 1972 p. 236. Sur la figurine de Sousse, l'arbre est si stylisé qu'il échappe à toute identification. Le toreute de la Patère de Bizerte l'a fait pendre à un olivier; il en est de même pour la mosaïque du Musée d'Oran bien que de Pachtère parle de pin, voir *Inventaire mosaïques Gaule et Afrique*, t. III, 1911, p. 110. Signalons par ailleurs ce texte de Pline à propos de la région de l'Aulocrène «qu'on traverse pour aller d'Aparnée en Phrygie. On y montre le platane auquel fut pendu Marsyas après sa défaite par Apollon et qui fut choisi dès lors pour sa grosseur». *Hist. Nat.* XVI, 240. Au niveau de l'expression du mythe de Marsyas, il y a donc des variantes qui doivent pouvoir s'expliquer par l'environnement de l'auteur c'est à dire par son milieu, sa culture et ses propres propensions.

ont déjà quitté le sol. Son corps flasque et étiré en longueur, sa tête rabattue sur la poitrine rappellent une certaine iconographie chrétienne. Par ces images on est pas bien loin de la crucification (PL. XII).

Entre Marsyas pendu au pin parasol et le barbare tireur de corde, on distingue très nettement l'autre barbare assis ou plutôt accroupi; le genou droit, à terre, supporte le poids du corps alors que le genou gauche est relevé. Par la main gauche, il aiguise un couteau qu'il tient par le tranchant. La manche en est bien visible comme si le mosaïste voulait préciser qu'il s'agissait de l'instrument qui servirait à l'écorchement de la victime.

De l'autre côté de l'arbre, on voit la peau de panthère que Marsyas portait attachée au cou et laissait pendre derrière le dos. Sur la dépouille du félin, il y a, disposée en diagonale, la double flûte qui est à l'origine de la tragédie.

Ici le paysage est dominé par le pin parasol qui connait le supplice de Marsyas. Pourtant les oliviers ne manquait pas dans la région de Dougga au temps de l'exécution de cette mosaïque.

Sans vouloir entreprendre l'étude approfondie de cette mosaïque, disons que chacune de ses composantes peut faire l'objet d'un dossier: les acteurs, leurs attitudes, leurs costumes, le pausage, le troupeau, les arbres etc. Signalons toutefois de liens de parenté ou de ressemblances entre cette mosaïque de Dougga et d'autres oeuvres consacrées au mythe de Marsyas ou à d'autres thèmes. A quelques légères différences, la draperie d'Athéna peut être rapprochée de celle d'Orphée sur une mosaïque d'Oudna[30]. L'attitude de Marsyas, on la retrouve sur un sarcophage de Palazzo dei Conservatori à Roma[31]. Quant au pin parasol et au cyprès[32], nous les voyons sur d'autres mosaïques africaines tout comme le paysage champêtre où une végétation rabougrie et parsemée s'associe à des rochers plus ou moins bien rendus. Le thème du berger ou de la bergère est également présent sur les mosaïques d'Afrique[33].

[30] Pour cette mosaïque d'Oudna voir P. GAUCKLER, «Mon. et Mém. Piot», III, 1897 p. 218 et séuv. fig. 12.

[31] Sur le médaillon de St. Germain en Laye, Marsyas se tient sur les pointes des pieds, les jambes écartées et la double flûte tendue vers le ciel, voir A. AUDIN et H. VERTET, «Gallia», 30,2, 1970, pp. 245-246.

[32] Le cyprès est présent sur de nombreuses mosaïques, voir par exemple le domaine du Seigneur Julius, A. MERLIN, «BAC», 1921 pp. 95-114. Il est également visible sur la mosaïque de Tabarka, voir M. YACOUB, *Le Musée du Bardo*, p. 51 fig. 52. Les deux mosaïques sont situées au IVè siècle. Il serait très intéressant de faire le dossier du «Cyprès dans la Mosaïque»; on pourrait faire de même pour le pin parasol: les premières apparitions, le contexte, les lieux, la chronologie, la typologie, la fonction etc.

[33] Pour le thème du berger ou de la bergère, voir T. PRÉCHEUR CANONGE, *La vie rurale en Afrique romaine d'après la mosaïque*, Tunis s.d., pp. 68-69. Voir aussi P. GAUCKLER, *Inventaire*, II, n. 124 et n. 940.

Tavola I

Hadrumetum. Figurine de terre cuite.

Tavola II

Patère de Bizerte.

Patère de Bizerte.

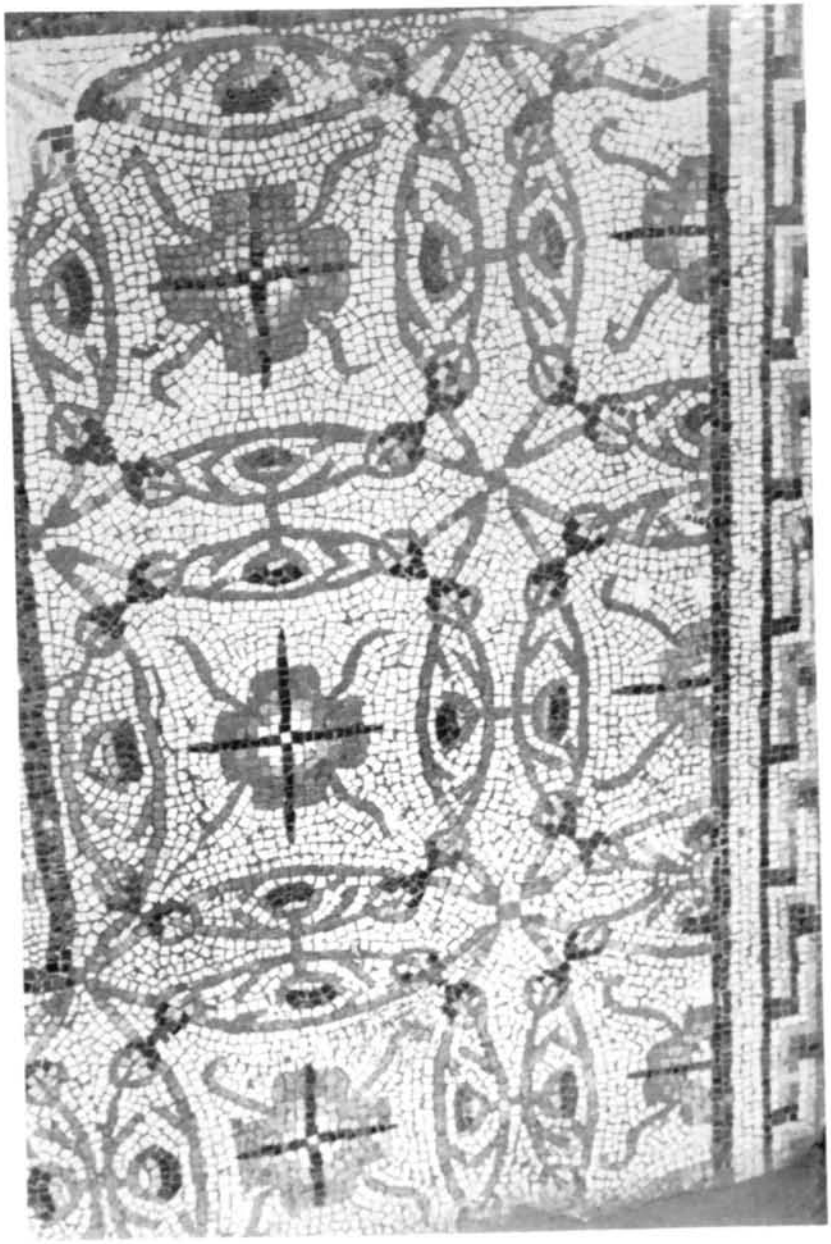
Tavola IV

Patère de Bizerte.

El Jem. Mosaïque d'Apollon et de Marsyas.

Tavola VI

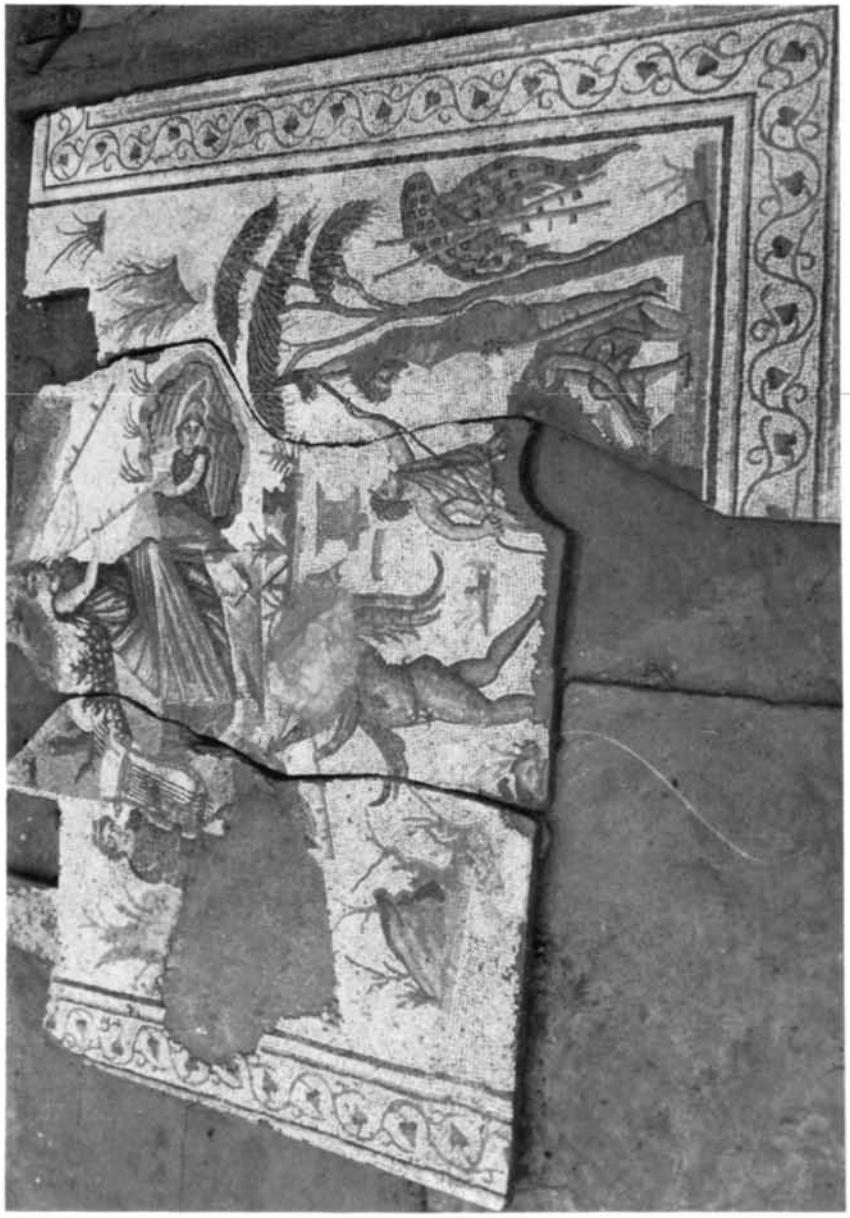
Dougga. Dar el-Achhab. Mosaïque de Marsyas.



Dougga. Dar el-Achhab. Mosaïque de Marsyas.

Tavola VIII

Dougga. Dar el-Achhab. Mosaïque de Marsyas.



Dougga. Dar el-Achhab. Mosaïque de Marsyas.

Tavola X

Dougga. Dar el-Achhab. Mosaïque de Marsyas.

Dougga. Dar el-Achhab. Mosaïque de Marsyas.

Tavola XII

Dougga. Dar el-Achhab. Mosaïque de Marsyas.

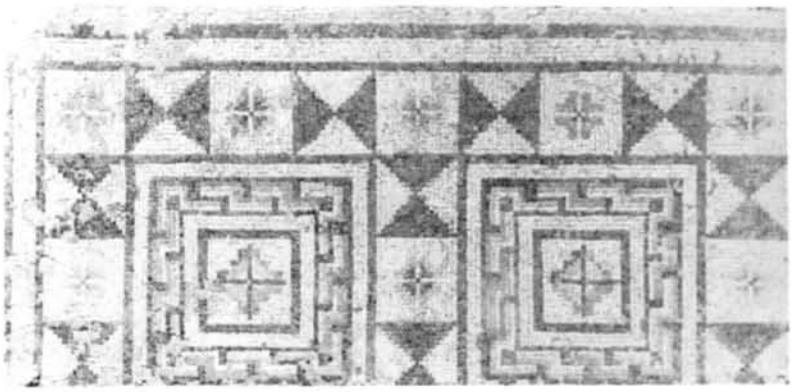


Fig. 1: Kélibia. Mosaïque d'Athéna, Apollon et Marsyas.

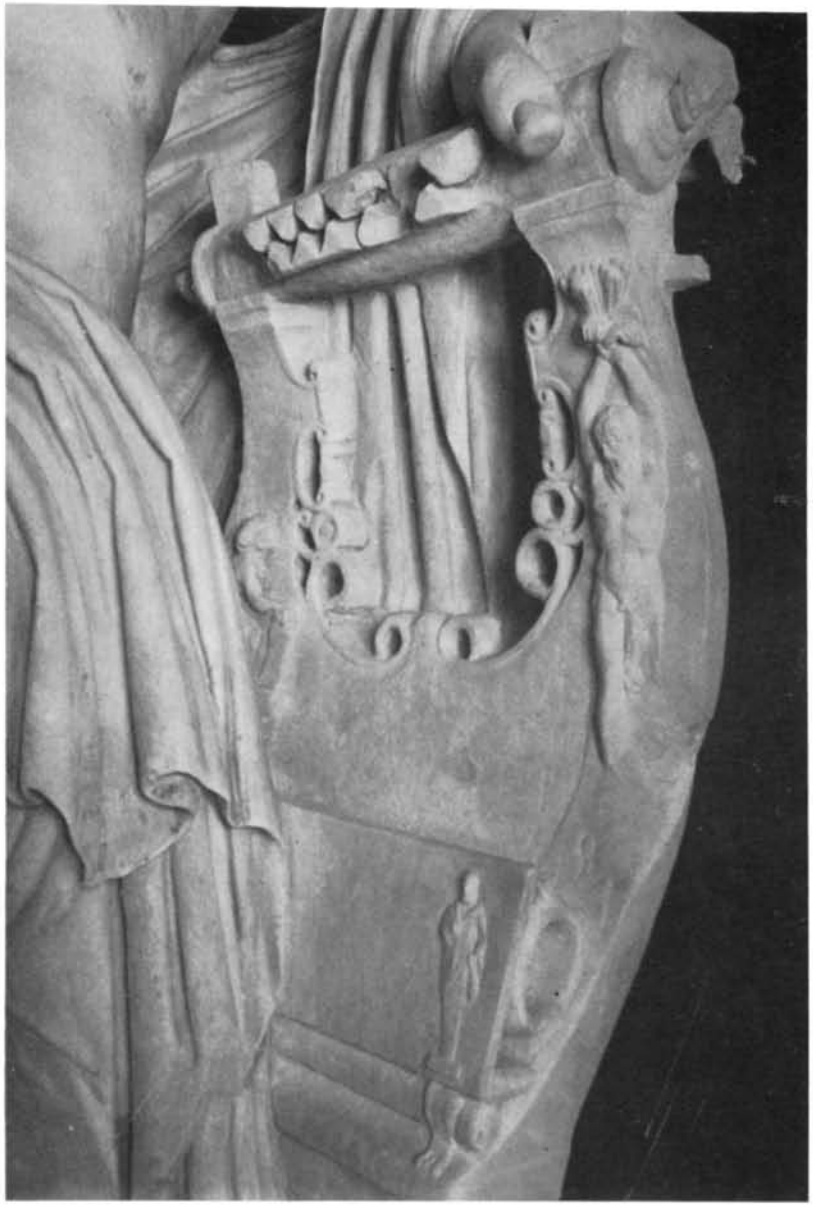
Fig. 2: Kélibia. Mosaïque d'Athéna, Apollon et Marsyas.

Tavola XIV

Kélibia. Mosaïque d'Athéna, Apollon et Marsyas.

Dougga. Dar el-Achhab. Mosaïque de Marsyas.

Tavola XVI



Bulla Regia. Marsyas pendu sur le rebord de la cithare d'Apollon.

Il reste à dater cette mosaïque de Dougga. Dans l'état actuel du dossier, il paraît fort difficile de proposer une chronologie: la fouille de l'édifice n'a pas encore été étudiée; des sondages demeurent nécessaires pour instruire le dossier chronologique de ce pavement et de l'édifice auquel il appartient. Quoi qu'il en soit et en partant de certains rapprochements iconographiques et thématiques, le paysage rustique, le cadre pastoral, le pin parasol, le traitement du costume, la réalisation des formes et des volumes, l'expression de la perspective, toutes ces données peuvent contribuer au dégagement d'une chronologie. Notre collègue, Mme Aïcha Ben Abed propose le plein IVè siècle pour la mosaïque de Dougga.

La mosaïque de Kélibia.

Il s'agit d'une découverte fortuite; c'était à l'occasion de travaux d'adduction d'eau effectués au pied du célèbre borj de Kélibia, une forteresse du temps où les Turcs et les Espagnols se disputaient l'Afrique du Nord et la Méditerranée (XVI - XVIIè siècle). La mise au jour de cette belle mosaïque eut lieu le lundi 2 Septembre 1974; nous fûmes alertés par les autorités municipales qui s'étaient informées de notre présence à Kerkouane. Sur les lieux, nous pûmes constater qu'il s'agissait de vestiges appartenant à des édifices différents par leur facture, leur destination et leur époque.

A côté de quelques pans de murs qui devaient participer de l'édifice auquel s'associait cette mosaïque, il y avait un autre édifice de confession chrétienne, sans doute une basilique paléochrétienne dont il restait des mosaïques tombales, des épitaphes, des plaques de marbre et des carreaux de terre cuite.

Mais si nous avons eu la chance de voir cette mosaïque de Kélibia presqu'immédiatement après sa mise au jour, nous n'avons pas eu la possibilité de procéder aux travaux nécessaires à l'instruction du dossier. Le chantier était déjà très avancé; tout était encombré d'accessoires, de remblais, de matériaux de construction. Mais nous avons pu constater cependant la mise au jour d'une mosaïque aux dimension importantes faites de plusieurs panneaux dont le mieux conservé représentait le premier épisode de l'aventure de Marsyas avec la déesse Athéna et Apollon, dieu de la cithare (PL. XIII fig. 1-2).

Comme il ne s'agit pas ici de procéder à l'étude exhaustive de cet ensemble musival de Kélibia, conformément aux méthodes suivies par les spécialistes nous limiterons à présenter le panneau consacré au mythe de Marsyas qui, tel qu'il se trouve actuellement exposé au Musée de Nabeul, couvre un quadrilatère de 1,88 m x 1,33 m (PL. XIV).

Nous y assistons au départ de la mésaventure du Silène phrygien. La scène représente la découverte de la double flûte par la déesse Athéna. Marsyas et le dieu étaient présents.

Athéna.

Elle occupe toute la partie droite du panneau, vêtue d'une tunique aux bandes chatoyantes qui épouse les formes de sa féminité surtout au niveau des seins dont la générosité s'impose au regard. Attachée aux épaules par des agraphes, cette tunique dont on distingue la broderie sur le corsage laisse entièrement à découvert les bras de la déesse dotés de bracelets polychromes pour en souligner la grâce. S'agit-il de métaux de valeur sertis de pierres précieuses? Un collier de trois rangs de perles aux couleurs différentes lui orne le cou quelque peu massif.

Quant à sa coiffure, il y a lieu de distinguer la chevelure soigneusement disposée en tresses et répartie en deux masses par une raie médiane. Elle porte le casque dont la visière se relève en angle pointu et dont le sommet arbore, en guise de cimier, une paire de plumes à l'instar de la mosaïque d'El-Jem, là aussi le casque d'Athéna ne porte pas le cimier comme on l'a affirmé[34]; mais nous y voyons plutôt une paire de plumes dont la tête des muses est souvent parée en souvenir de leur victoire musicale sur les Sirènes[35].

Tout le bas du corps est recouvert d'un marteau richement drapé dont un pan retombe comme un rideau pour camoufler la paroi du rocher qui lui sert de siège laissant deviner les jambes et les genoux; seule la chaussure du pied gauche surgit par dessous les plis élégants de la draperie.

La déesse tient la double flûte qu'elle vient sans doute d'essayer comme semble le traduire le regard dur et plein de courroux dont l'expression se trouve accentuée par les couleurs vives de la bouche, des yeux et des sourcils. Athéna, dépitée, cherche à pénétrer le sentiment du Fleuve étendu en face d'elle.

Voilà une manière singulière de reproduire l'image d'Athéna: une iconographie à notre connaissance inédite avec un costume qui met en valeur plutôt la féminité et non sans humour que le caractère guerrier de la déesse; il y a lieu de rappeler les bijoux, les deux plumes au sommet du casque, le regard plein d'une amusante colère.

[34] G. Ch. Picard parle de cimier, voir une mosaïque pythagoricienne à El-Jem, Coll. Latomus XXVIII, 1957 p. 386.

[35] *Dict. Antiq. Gréco-rom.*, s.v. *Musa* et *Sirenae.*

Le Dieu Fleuve.

Il s'agit là d'une allégorie: le Ménandre ou l'une des rivières de Phrygie ou de Grèce selon le lieu choisi pour la scène. Occupant l'angle inférieur, à droite du panneau, il se tient par terre, appuyé sur le coude et l'avant-bras gauche contre un rocher, attitude classique et reconnue ailleurs comme sur la mosaïque d'Althiburos ou encore sur la mosaïque d'Andromède découverte à Bulla Regia[36]. Dans la main gauche, il tient un millet. De la main droite dont l'index est tourné vers lui-même, il fait un geste qui semble bien concerner la déesse: une réponse à sa question? une remarque à propos de son essai musical? Barbe épaisse et chevelure abondante traitée en mèches sauvages, le dieu-Fleuve porte une riche draperie qui lui couvre tout le bas du corps à partir de la taille, ne laissant apparaître que le pied gauche. Un pan de cette draperie retombe en plis massés sur l'avant bras gauche sans atteindre la main qui reste visible.

Marsyas.

Accrochée au flanc d'une colline. Marsyas a pu furtivement assister à toute la scène: la découverte de la flûte par Athéna, son essai malheureux, sa colère et sa conversation tacite avec la dieu Fleuve. Ainsi posté, il rappelle, malgré des différences, le premier panneau de la mosaïque de Dougga. Sur les deux mosaïques, le bas du corps de Marsyas se trouve derrière la colline et partant invisible. A Dougga il regarde vers la gauche mais à Kélibia son regard est dirigé vers la droite. A Dougga la peau de panthère est attachée au cou du Silène phrygien alors qu'à Kélibia, cette dépouille tachetée, maintenue par un noeud visible sur l'épaule gauche, lui couvre le torse et toute la partie droite du corps.

Sur cette mosaïque de Kélibia, Marsyas est représenté sous les traits d'un adolescent imberbe au regard juvénile et non sans malice. Abondante, sa chevelure retombe en mèches courtes qui se chevauchent, traitées en ocre jaune et cernées de couleur foncée.

Il convient là de souligner l'originalité de ce Marsyas de Kélibia par rapport à l'image que le mosaïste de Dougga en a donnée. A Dougga il est barbu; à Kélibia, le Silène de Phrygie n'a pas encore de barbe. Remarquons à ce propos que sur la mosaïque d'El-Jem Marsyas est imberbe et G. Ch. Picard n'a pas manqué de le signaler[37].

[36] Pour cette mosaïque, voir M. YACOUB, *Le Musée du Bardo*, p. 23 et fig. 23.

[37] D'ordinaire Marsyas porte une barbe épaisse; c'est ainsi que nous le voyons sur les mosaïques d'Espagne et de la villa romana di Baccano aux environs de Rome. Le Marsyas

Par ses particularités iconographiques, ce panneau de la mosaïque de Kélibia consacré au premier épisode de la mésaventure de Marsyas mérite l'attention des spécialistes de l'art musival en Afrique du Nord qui ne cesse de nous étonner et de nous émerveiller. Une fois encore, l'Afrique se distingue et par le choix du thème et par la manière de le traiter.

A quelle époque on doit situer cette mosaïque de Kélibia. Dans l'état actuel de la documentation et compte tenu de l'instruction du dossier à peine commencée, et en l'absence d'un contexte archéologique bien décrit, il me parait difficile de proposer une date précise. La présence d'une ambiance paléochrétienne toute proche semble favoriser une datation tardive. Ayant examiné le panneau de Marsyas, notre collègue Aïcha Ben Abed m'a suggéré de situer l'oeuvre en plein IVè siècle. Une étude plus approfondie, qui tiendrait compte des critères internes et externes reste à faire. Elle doit pouvoir aboutir à une plus grande précision chronologique.

Au terme de cette rapide présentation, forcément lacunaire, des deux mosaïques de Dougga et de Kélibia, nous pouvons, en guise de conclusion tout à fait provisoire, souligner ce qui suit:

1) L'étude de ces deux mosaïques reste à faire dans le cadre d'un examen plus approfondi des contextes archéologiques et en étroite liaison avec les édifices titulaires, d'autant que des fragments appartenant à l'un et à l'autre des deux pavements n'ont pas été inclus dans cette présentation provisoire. L'encadrement de la mosaïque de Kélibia fait soit de triangles opposés par le sommet soit de torsades et de filets ou encore de croix et de grecques fractionnées. Signalons d'ailleurs que le panneau de Marsyas faisait partie d'un pavement très vaste dont les autres panneaux ont très sérieusement été endommagés quand ils n'ont pas entièrement disparu. Pour une étude exhaustive et concluante de cette mosaïque de Kélibia, il convient de recupérer tous les fragments quelque minuscules qu'ils soient afin de les examiner dans l'espoir d'y saisir des critères internes et en l'occurrence iconographique de datation, à défaut d'autres critères liés au contexte archéologique et à la nature de l'édifice titulaire et au cas où il s'avère difficile de procéder à des examens et à des sondages in situ (PL. XIII).

figuré sur la lyre d'Apollon de Bulla Regia est barbu, voir A. MERLIN, *Le temple d'Apollon et des dieux augustes à Bulla Regia*, Tunis 1907, p. 17. La figurine de Sousse présente le Silène phrygien chauve mais barbu, voir A. MERLIN, *Marche du service*, 1903, p. 36. Que Marsyas soit imberbe sur les mosaïques d'El-Jem et de Kélibia, cela pourrait être considéré comme sous l'effet de l'environnement et de la culture. Il s'agirait en d'autres termes d'un fait déterminé par le substrat: le jeune patre? Adonis? Cid, dieu de la chasse? Ce sont là des hypothèses dont la fragilité, dans l'état actuel du dossier, ne nous échappe point.

Il en est de même pour la mosaïque de Dougga dont certains fragments n'ont pas été présentés dont l'un est, apparemment, à caractère maritime. Notre collègue Aïcha Ben Abed y a reconnu un poulpe. L'enquête reste à faire. Il s'agit en tous cas d'un fragment qui s'encastre dans la partie gauche et tout à fait en bas de la mosaïque. Il semble bien avoir été rapporté comme en témoigne la coupure de l'encadrement en rinceau de lierre (PL. XV).

2) Le mythe de la joute musicale qui a opposé Marsyas à Apollon, dieu de la cithare est largement attesté en Tunisie, étant présent dans la plupart des secteurs artistique: la sculpture (PL. XVI) la coroplastie (figurine et lampe) la toreutique et surtout la mosaïque sans oublier l'évocation de Marsyas par Apulée de Madaure.

3) Les deux nouvelles mosaïques de Dougga et de Kélibia viennent enrichir le dossier de Marsyas et il convient d'en tenir compte pour la mise à jour des études consacrées à Apollon et à la déesse Athéna notamment quant à leur iconographie. Nous avons pu attirer l'attention de certaines particularités notamment pour Athéna dont le caractère guerrier s'estompe en faveur de la féminité; il ne serait pas fort téméraire de reconnaitre sur les deux mosaïques de Dougga et de Kélibia une Athéna quelque peu Africaine ou africanisée. S'agit-il d'un avatar de l'Athéna libyque dont parle Hérodote ou plutôt d'Ashtart, déesse d'origine phénicienne punique qui partage avec Athéna le caractère guerrier et la feminité et l'amour avec Aphrodite? Quoi qu'il en soit nous pensons que les particularités de la déesse Athéna relevées sur les deux mosaïques de Dougga et de Kélibia ne doivent pas être considérées comme le simple fruit de la fantaisie africaine. Elles doivent être perçues comme une résonnance d'un substrat conscient ou inconscient, le résultat d'une interférence culturelle. Rien ne peut être mis sur le compte du hasard; la fantaisie elle-même s'avère bien déterminée.

4) Pour la Tunisie, on compte trois mosaïques ayant pour thème le mythe de Marsyas et de son aventure malheureuse qui aboutit à son supplice: la pendaison à un arbre et l'écorchement. Bien que nous n'ayons pas fait le catalogue de toutes les mosaïques consacrées au thème, c'est en Tunisie qu'il semble mieux doté.

5) Pourquoi cet intérêt en Afrique pour le mythe de Marsyas? Parlant d'un médaillon qui représente le supplice du Silène Phrygien A. Audin et H. Vertet écrivent mais pour la Gaule[38]: «Cette oeuvre manifeste une connaissance approfondie de la mythologie classique d'abord chez l'auteur du médaillon mais aussi dans sa clientèle, car il n'aurait pris le

[38] A. AUDIN et H. VERTET, «Gallia», 30, 1972, p. 235.

soin de modeler un sujet de cette importance et de cette grandeur s'il n'avait été certain de rencontrer l'approbation de son public».

Nous croyons tout à fait acceptable de retenir cette remarque pour le compte de l'Afrique, elle justifie la familiarité du mythe de Marsyas présent partout en Tunisie, à Bizerte, à El-Jem, à Dougga, à Sousse, à Kélibia etc.

Nous avons cru possible de justifier certaines particularités iconographiques par le substrat et nous avons même eu l'audace de rapprocher l'Athéna de Dougga et de Kélibia d'une déesse libyque ou libyco-punique, une certaine Ashtart, un avatar de la déesse phénicienne qui associe les fonctions d'Athéna à celle d'Aphrodite, pour être une divinité de l'amour, de la guerre et de la fécondité. Certes la déesse Ashtart avait eu des rapports intimes avec le jeune pâtre Adonis. De là à rendre compte de l'adolescence de Marsyas sur la mosaïque de Kélibia par des souvenirs plutôt vagues concernant le jeune dieu de Phénicie, Adonis ou même le dieu Cid, nous préférons ne pas céder à la tentation. Signalons tout simplement que le jeune dieu Cid, comme son nom l'indique, pratiquait la chasse et qu'il était bien connu à Carthage et dans le monde punique jusqu'en Sardaigne où il avait un temple dont les vestiges ont été mis au jour à Antas.

En ce qui concerne Apollon, A. Merlin et G. Ch. Picard ont proposé de le rapprocher de Resheph, divinité orientale, dont le culte, bien avant la conquête romaine, était pratiqué en Afrique et en l'occurrence à El-Jem d'où provient la belle mosaïque ci-dessus présentée[39]. Peut-on alors conclure que si le mythe de Marsyas jouissait d'une certaine faveur auprès des Africains au IVè siècle et peut être même au Vè siècle de l'ère chrétienne, c'était parce qu'il exprimait des réalités chères à l'une ou l'autre catégorie de la société romano-africaine? C'est possible. Mais la familiarité du mythe de Marsyas en Afrique relève de la certitude.

[39] G. Ch. Picard, *op. cit.* p. 390. Pour Apollon Resheph voir A. Merlin, «BAC», 1912 p. 512 et suiv. Il semblerait donc que dans les mosaïques consacrées au mythe de Marsyas à El-Jem, à Dougga et à Kélibia, on est en droit de rechercher l'interpretatio africana; tant au niveau de l'expression qu'au niveau de la sémantique, il convient de reconnaitre des alluvionnements, des résurgences. Nous avons cru avoir saisi le même phénomènè sur une mosaïque d'Oudna qui représente Neptune assis sur un hippocampe voir Mh. Fantar, *A propos de Neptune sur une mosaïque d'époque romaine découverte à Oudna*, «Studi maghrebini», II, 1968, pp. 105-112.

Paul-Albert Février

Paroles et silences
(á propos de l'epigraphie africaine)

La richesse des anciennes provinces du Maghreb romain en documents gravés dans la pierre est telle que l'historien a souvent l'impression de pouvoir donner une vision cohérente du devenir de ces espaces, à certains moments du moins ou pour certaines régions. Des inscription trouvées dans un site fouillé assez largement, des dédicaces qui rendent hommage aux hommes ou aux dieux, des textes, composés pour laisser en mémoire le moment d'une construction, tout cela donne aisément l'impression que l'on approche une histoire sociale, celle de la religiosité ou encore les grands moments de l'acte de bâtir. Les riches récoltes réalisées dès le milieu du XIXe siècle par Renier puis Wilmanns et, depuis lors, poursuivies de la Tripolitaine à la Maurétanie tingitane, bien plus imposantes que celles faites dans le même temp dans les autres provinces occidentales, ont fortement marqué l'historiographie. Le reste de la documentation archéologique fait quelques fois pauvre figure ou, pour le moins, se trouve sous-exploité. Certes, de bonnes monographies urbaines anciennes existent, comme des inventaires menés région par région; quelques monuments ont été analysés. Mais, lorsqu'on met face à face les études menées à partir de l'épigraphie et celles qui prennent en compte bâtiments publics et — surtout — demeures privées, on s'aperçoit du contraste. L'exemple de Thugga et même de Thamugadi est fort révélateur de ces décalages.

C'est une des raisons pour lesquelles j'ai, à plusieurs reprises déjà, été conduit à m'interroger, sur cette documentation épigraphique qui a, par ailleurs, été souvent vue ou citée, en faisant l'impasse sur son support ou son contexte. Les règles de publication élaborées au siècle dernier y sont pour quelque chose dans ce mode de lecture. Du moins, si l'on prend en compte les travaux des épigraphistes; car les albums de gravures de Ravoisié ou de Delamare montrent des hommes plus soucieux de l'image, de la calligraphie comme du décor, désireux de faire percevoir, en ces premiers temps de la conquête de l'Algérie, la diversité du passé et ce que l'on pouvait attendre des travaux à venir. Je voudrais donc aujourd'hui regrouper un certain nombre d'observations déjà ébauchées et les développer. Je suis bien conscient qu'il faut commencer par des banalités ou des évidences — souvent négligées, il est vrai — pour inviter à une relecture de nos sources.

On ne peut regarder les pierres qui sont parvenues jusqu'à nous, sans s'interroger sur la fonction que la société leur a donnée et leur discours. Ces plaques de marbre, ces blocs dressés et moulurés, ces architraves ouvragées, ces pierres placées sur les tombes ou dans des lieux publics et les maisons, sont porteurs d'un discours qui mérite d'être considéré. Chaque société ne s'exprime pas de la même façcon à travers la pierre: il suffit de considérer sur la longue durée nos ville d'Occident, pour s'en convaincre. N'en irait-il pas de même à certaines époques ou en diverses occasions, dans les provinces soumises à Rome?

Discours ou absence de discours doivent interroger l'historien qui ne peut ignorer que cette production de textes gravés sur pierre ou dans le bronze n'est qu'une infime part de l'écrit. Pour la Proconsulaire, la Byzacène et la Numidie, les pièces annexées à l'oeuvre d'Optat de Milev pour des raisons de polémique, sont là pour le rappeler. De la même façon, les lettres récemment retrouvée d'Augustin sont venues rappeler combien pauvre était la documentation qui est passée des archives d'Hippo Regius aux bibliothèques médiévales. Un manuscrit manichéen trouvé dans une grotte au sud de Theveste, des tablettes de bois ramassées sur les confins de l'Algérie ou dans la plaine du Guert, quelques ostraka sont aussi là pour attester l'ampleur des lacunes. Mais il suffit de regarder les pierres elles-même pour se laisser conduire à des interrogations.

Ouvrons l'ouvrage de Bengt E. Thomasson[1] sur les gouverneurs des provinces. Nous y pouvons découvrir que, si nous sommes quelque peu informés sur les gouverneurs de Proconsulaire à l'époque augustéenne et julio-claudienne, c'est grâce au dégagement de quelques monuments d'une seule ville: Lepcis magna. A cela, rien d'étonnant puisque la fouille du vieux forum ou du théatre et d'édifices dus aux évergésies de notables lepcitains révéle la transformation du paysage urbain à partir des dernières années qui précèdent le changement d'ère. M. Licinius Crassus est ainsi connu par les travaux du marché, Cn. Calpurnius Piso par le forum, L. Caninius Gallus par le théatre. Par contre, c'est au hasard que l'on doit de posséder le nom du proconsul de 12 avant J.-C., L. Domitius Ahénobarbus: il apparaît sur une inscription d'Utique; même chose, sous Claude, pour M. Servilius Nonianus qui apparaît à Carthage. Nous sommes donc dépendants à la fois de fouilles systématiques et aussi d'autres conditions qui ne nous apparaissent pas toujours clairement.

Il aura suffi que l'on fouille le forum de Thubursicu Numidarum

[1] B. E. THOMASSON, *Die Statthallter der römischen Provinzen NordAfrikas von Augustus bis Diocletianus*, Lund, 1960.

pour que soit connu C. Ponponius Rufus, le gouverneur de 113. L'essor pris par la ville à partir de Trajan justifie la présence de documents liés aux premières années du IIe siècle. Néanmoins, il y a des silences qui sont moins justifiés. Certes, pour Thugga, il est toujours loisible d'invoquer les modifications apportées au centre monumental de la ville, pour expliquer la rareté de textes du Ier siècle. Mais cela est-il suffisant? La ville est ancienne et ses magistrats sont restés longtemps fidèles au statut original de la cité. Ailleurs, on le verra, les transformations apportées au IVe siècle, n'ont pas effacé, loin de là, le passé.

Ces interrogations recoupent celles qui naissent de la prise en considération d'autres sources. La thèse récente de Naïdé Ferchiou sur la décoration architecturale des lendemains de la conquête de la Proconsulaire au IIe siècle ont bien montré qu'il y a une documentation, certes dispersée, mais réelle[2]. Pourtant, le Ier siècle et donc l'époque augustéenne dont nous saisissons en bien des lieux ce qu'elle a apporté aux villes, n'ont guère laissé de chapiteaux parmi ceux qui ont été réunis dans ces magnifiques musées que sont les mosquées, la Zitouna de Tunis ou Kairouan[3].

Dans quelques cas, c'est la répétition des pierres gravées pour rappeler une opération de grande ampleur qui nous vaut une information. Les premiers légats de la IIIe légion Auguste existent grâce aux voies (E. Velleius Paterculus, Sex. Sentius Caecilianus ...) ou aux bornages (C. Tullius Capito). Mais, ici encore, si on laisse de côté les inscriptions trouvées dans la péninsule italique, dans les villes dont ces officiers sont originaires, c'est de fait à partir des recherches menées à Lambaesis et Thamugadi que leur action paraît prendre quelque ampleur.

Ouvrons l'ouvrage de Pallu de Lessert[4] et l'on découvre assez vite que certains des plus hauts fonctionnaires du IVe siècle doivent leur existence non à l'épigraphie, mais à l'abondance des textes que les rédacteurss du «Code théodosien» ont réunis. Textes qui, pour des raisons qui échappent, informent infiniment plus d'ailleurs sur les provinces de l'Afrique septentrionale que sur d'autres terres de l'Occident. Sans doute, il est quelques personnages qui sont révélés par des travaux effectués dans certaines villes, comme en Numidie Publius Caeionius Caecina Albinus. Cette multiplication de textes aux temps de Valentinien Ier et Va-

[2] N. Ferchiou, *L'évolution du décor architectonique en Afrique proconsulaire*, Thèse de doctorat d'Etat, Aix, 1984, dactylographiée.

[3] N. Harrazi, *Chapiteaux de la grande mosquée de Kairouan*, Tunis, 1982 que l'on pourra compléter par le mémoire de maitrise (Aix) sur la Zitouna.

[4] C. Pallu de Lessert, *Fastes des privinces africaines sous la domination romaine*, t. II, Paris, 1901.

lens a fait naître deux séries d'interprétation contradictoires dans les années dernières: pour les uns, elles seraient le signe d'une activité liée à la reprise de l'économie[5]; pour d'autres, ces inscription seraient le signe des désordres occasionnés par d'importants tremblements de terre[6]. Preuve donc que le sens d'une série d'inscriptions n'est pas obvie.

C'est précisément à cette fin de l'Antiquité que je voudrais emprunter quelques observations plus précises. Je partirai des forums qui ont été l'objet de dégagements plus ou moins anciens et qui ont apporté nombre de dédicaces à des empereurs ou à des membres de la famille impériale.

Repartons de Lepcis magna où, sur un peu plus de 80 bases honorifiques, la moitié au moins a été offerte à des membres de la famille sévérienne. Le reste se répartit relativement régulièrement, mais avec des lacunes, dans la seconde moitié du Ier siècle ou du IIIe. La série s'interrompt avec un Arcadius (383-408) et un Honorius (393-423)[7]. A Thamugadi, fondée en 100, les bases taillées dans un bloc ou les plaques destinées à recouvrir des massifs de maçonnerie ont été très fréquemment disposées durant tout le IIe siècle et le tout début du IIIe; elles se succèdent avec une belle régularité jusqu'en 203. Puis, que ce soit au IIIe ou au IVe siècle, seuls quelques empereurs ont laissé trace d'un hommage qui leur était porté de leur vivant ou après leur mort (Claude II et Aurélien)[8]. La série s'arrête ici avec Julien et il en va de même à Thubursicu Numidarum[9]. A Cuicul, toujours sur le forum, le dernier texte paraît de Jovien[10]; les autres dédicaces plus récentes sont publiées sans indication de localisation. A Thamugadi, de même, il y a une dédicace à Valentinien et Valens[11], mais elle provient d'un petit édifice proche du marché de Sertius. Par contre à Thibilis, les séries se poursuivent jusqu'au règne de Gratien[12].

[5] Cl. Lepelley, *Les cités de l'Afrique romaine au Bas-Empire*, t. I, Paris, 1979, p. 298-318.

[6] A. Di Vita, dans «Ant.Afr.», t. 15, 1980, p. 303-307; R. Rebuffat, *ibid.*, p. 308-328 qui ont été réfusés, à juste titre, par Fr. Jacques et B. Bousquet, dans «M.E.F.R. Ant.», t. 96, 1984, p. 423-461 et Cl. Lepelley, p. 463-491, ainsi que par M. Blanchard-Lemée, «IVe rencontres intern. d'archéologie et d'histoire d'Antibes, 2.3.4. novembre 1983», Valbonne, 1984, p. 407-419. Voir aussi les autres contributions à ce colloque.

[7] *I.R.Trip.*, 477 et 478.

[8] *C.I.L.* VIII, 2356 et s., 17844 et s.

[9] *I.L.Alg.*, I, 1276.

[10] «Bull. arch. du com.», 1911, p. 112 (trouvé au nord-est du forum). Les autres sont *ibid.*, p. 141 et 1914, p. 310.

[11] *A.Ep.* 1985, 18.

[12] *I.L.Alg.* II, 2, 4676.

Dans quelques cas, des ruptures trouvent leur explication dans une histoire du monument. A Lepcis magna, le série des bases du forum primitif s'arrête avec le nom de Maxime[13], et cela bien que la basilique civile aît fait l'objet d'une restauration vers 324-326[14]. Toutes les bases récentes viennent du forum des Sévères. On peut donc s'interroger sur les bases retrouvées sur le forum de Gigthis[15] et sur les plaques qui portent les noms des empereurs. Il n'y a rien de plus récent que le règne de Caracalla[16]. Et pourtant nous connaissons une base d'origine inconnue dédiée en 378 à Valentinien II[17]. Faut-il supposer que le relai du forum ancien a été pris ici aussi par une autre construction? A Thubursicu Numidarum, un *forum novum* a été bâti au bas de la ville, durant le proconsulat de Clodius Hermogenianus (361-362)[18]. Ici, les habitants ont descendu les bases qui avaient été élevées dans le forum de la ville haute en l'honneur de Trajan et sans doute d'autres pierres[19]. Ils ont laissé sur la hauteur nombre de plaques et quelques bases (Gordien, Aurélien, Dioclétien).

Dans le forums qui ont cèdé la place à une forteresse byzantine, la situation est à la fois différente, du fait du hasard des conservations, mais aussi comparable. A Madauros, un remploi reconnu a sauvé deux bases avec dédicaces à Valentinien et Gratien[20]. A Thugga où les murs byzantins sont venus encercler le forum, rien n'est conservé au delà du début du IVe siècle; et pourtant les travaux n'ont pas manqué dans la ville à divers moments[21]. Quant au forum de Sabratha, inclus lui aussi dans une enceinte, plus vaste que les précédentes, il n'a gardé que deux bases gravées pour Valentinien et Valens, à la demande d'Antonius Dracontius, vicaire d'Afrique[22].

La relative rareté des dédicaces de la seconde moité du IVe siècle, en

[13] *I.R.Trip.* 453.

[14] *I.R.Trip.* 467; le gouverneur est daté par A. Chastagnol, «Latomus», t. 25, 1966, p. 539-552 et dans «Ant.Afr.», t. 1, 1967, p. 128.

[15] L.A.CONSTANS, *Rapport sur une mission archéologique à Bou Ghara (Gigthis)*, «Nouv, arch. des missions», n.s., t. 14, 1916. p. 33.

[16] *C.I.L.* VIII, 22691, 22704, 22706, 22709, 22710, 22715.

[17] *C.I.L.* VIII, 11024 = 10489.

[18] *I.L.Alg.* I, 1229.

[19] *I.L.Alg.* I, 1243 et 1247.

[20] *I.L.Alg.* I, 2105, 2106.

[21] On en trouvera la liste, comme pour les travaux précédents, dans Cl. Lepelley, *Les cités...*, t. II, Paris, 1981, p. 219-222.

[22] *I.R.Trip.* 57, 58.

certains endroits particulièrement nette, et surtout l'absence de tout texte qui puisse être placé dans la première moitié du Ve siècle doit interroger autant que la surabondance des documents du IIe siècle. Honorius a bien été, en quelques lieux, honoré comme il convenait[23]; mais les occurrences sont rares. Seul Furnos minus a fourni — en remploi — une dédicace à Valentinien III et Théodose II[24]. Rares aussi sont les dédicaces à des gouverneurs ou dignitaires de l'administration impériale du début du Ve siècle[25], même dans une ville comme Lepcis magna qui n'a guère été chiche en marques d'honneurs durant tout le IVe siècle.

J'ai volontairement pris en compte une série d'actes gratuits qui ne sont pas liés à une construction. Ils sont de simples témoignages de fidélités. Faut-il interpréter ces ruptures comme le signe d'une crise, d'un désordre de l'empire dont l'Afrique septentrionale subirait le contrecoup? A cette question, il y a certainement plusieurs façons d'apporter une réponse. Je suggèrerai seulement quelques pistes.

Il est possible que le Maghreb nous donne une image amplifiée de phénomènes qui concernent l'Occident entier. Et cela par les conditions mêmes de conservation des documents qui ne viennent pas de villes maintes fois remaniées depuis le Haut Moyen Age. S'il en ainsi, on observera que certaines périodes de crise politique et d'insécurité ne sont pas démunies de documents officiels, qu'il s'agisse de dédicaces ou de bornes milliaires. Pour ne prendre en compte que les Gaules, nous saurions souvent peu de choses sur le pouvoir de Tetricus ou de Claude II, ou d'autres empereurs d'une partie du IIIe siècle, si nous n'avions des bornes ou des bases qui témoignent des régions qui ont reconnu leur autorité[26]. Par ailleurs, toujours pour les Gaules, mais aussi pour la péninsule italique, les dédicaces impériales sont du IVe siècle chose des plus rares. Ce silence peut être simplement l'accentuation de ce qui se lit dans les séries conservées du forum de Thamugadi.

De son côté, prenant en compte une autre série de documents, Stanislav Mrozek a souligné que les inscriptions relatives aux sénateurs n'a cessé de croître jusqu'à l'époque sévérienne, pour retomber très vite au niveau de l'époque tibérienne, et ce dès le milieu du IIIe siècle[27]. Le mê-

[23] *I.L.Trip.* 478, 479; *I.L.Tun.* 674.

[24] *A.Ep.*, 1974, 698 qu'il n'y aucune raison de situer avant 429.

[25] *I.R.Trip.* 480 et «Quaderni arch. della Libya», 1954, p. 203; *I.R. Trip.* 529.

[26] J. LAFAURIE, *L'empire gaulois, l'apport de la numismatique*, dans «Aufstieg und Niedergang der röm. Welt», t. 2, 1975, p. 867-875. Voir index du *C.I.L.* XVII, 2, 1986, p.270-271.

[27] ST. MROZEK, *A propos de la répartition chronologique des inscriptions latines le Haut Empire*, dans «Epigraphica», t. 35, 1973, p. 113-11.

me auteur a montré qu'en Italie les distribution privées d'argent et de nourriture deviennent moins nombreuses à partir de Caracalla et le règne de Dèce marque une rupture[28]. Pourtant ces distributions n'ont pas cessé et les textes font connaître des largesses privées qui ónt été retenues pour des raisons diverses[29]. Que l'on pense seulement aux dons d'un Lampadius ou à ceux d'un Pammachius à la mort de sa femme.

Doit-on invoquer une crise économique ou s'interroger sur les façon diverses de se faire connaître et reconnaître? Faut-il chercher au delà du discours et de sa logique des raisons d'un autre ordre? Avant d'en arriver à de telles conclusions qui conduisent à cerner un ordre de l'économique au sein d'une société qui n'avait pas les moyens d'en percevoir les conditions de fonctionnement et où des éléments d'un tout autre ordre étaient vécus comme essentiels, il importe de mieux faire le tour de nos sources, même de façon rapide. Et ce tour rapide, nous sommes à même de le faire maintenant que des séries ont été constituées par B.H. Warmington[30] et précisées par Cl. Lepelley[31].

L'un comme l'autre ont bien montré les temps forts d'une création architecturale, du moins de l'histoire des monuments publics, construits ou restaurés, enrichis aussi par nombre de statues qui rappelaient autant les empereurs que les membres les plus fortunés des élites municipales. Ces analyses, il faut le noter d'entrée de jeu, n'ont pas pris en compte ce que nous pouvons savoir des demeures elles-mêmes de cette classe supérieure qui était contrainte par un long héritage d'évergésies à investir dans les bâtiments à usage collectif, du forum au temple, du marché aux bains, du théatre aux arcs et portiques monumentaux qui imposaient leur rythmes au passant, citoyen de la cité ou étranger. D'où la double tentation de prendre en compte à la fois des mouvements bien localisés dans l'espace — les conflits entre catholiques et donatistes, pour expliquer certains trous dans la documentation de Thamugadi — et des phénomènes de plus grande ampleur. D'où aussi ces lectures opposées qui ont tendu dans les dernières années à privilégier l'accidentel — le tremblement de terre — par rapport à des cycles plus complexes. L'image

[28] St. Mrozek, *Les bénéficiaires des distributions privées d'argent et de nourriture dans les villes italiennes à l'époque du Haut Empire*, «Epigraphica», t. 34, 1972, p, 30-54; voir aussi t. 30, 1986, p. 156-171.

[29] Ammien Marcellin, *Histoire*, XXVII, 3; Jérome, *Lettres*, LXVI, 11.

[30] B. H. Warmington, *The North African Provinces from Diocletian to the Vandal Conquest*, Cambridge, 1954.

[31] Cl. Lepelley, *Les cités* ..., t. I, p. 72-81.

même de «ces années terribles» qui ont fortement troublé une part de l'Orient et l'Occident, n'a cessé d'obséder les historiens de l'Antiquité tardive et Cl. Lepelley a pu s'étonner de voir tant de soin porté à «entretenir et même ... enrichir le patrimoine monumental des villes africaines».

J'ai déjà écrit que cette vision — dont l'écho est encore parvenu au cours de nos journées de Sassari — ne me satisfaisait pas et qu'elle ne me semblait pas conduire à une explication utile du Maghreb des IVe-Ve siècle[32]. Je ne suis même pas sûr que schéma traditionnellement avancé pour le IIIe siècle soit pertinent[33]. Certes tout comme Fr. Jacques, je mesure la charge qui a pesé sur les magistrats municipaux et les difficultes qu'eux-même ou leur héritiers ont rencontrées pour satisfaire les promesses qu'ils avaient dû engager[34]. Tout comme Cl. Lepelley, je suis conscient de la menace quotidienne qui pesait sur bien des habitants du Maghreb dans les premières années du Ve siècle[35]; mais je maintiens que ce que les lettres d'Augustin révèlent n'est qu'une infime part de ce que les sources écrites nous révèleraient des lendemains de la conquête à la chute de l'empire, si nous en possédions quelques parcelles. Le hasard du conflit donatiste, un besoin ressenti d'argumenter à partir de pièces d'archives, l'émergence d'une littérature chrétienne liée d'abord à la cité ont créé des conditions nouvelles offertes à l'historien. L'historien se doit de mettre en oeuvre ces nouvelles séries documentaires, tout comme il se doit de lire les résumés des décisions impériales recueillies dans «Code théodosien» — un choix, en fait, destiné à guider celui qui avait rendre une sentence, mais non un code au sens où nous l'entendons depuis l'époque napoléonienne.

Je réagis sans aucun doute en archéologue, c'est à dire comme un homme pour lequel une inscription est d'abord une pierre, en certain lieu placée, pour transmettre un message codé conformément aux usages d'une société, et non pas un texte qu'on lit dans un *Corpus inscriptionum latinarum* ou tout ouvrage de ce type. Ma réaction est aussi celle d'un homme qui s'est trouvé d'abord confronté à d'autres monuments que ceux qui ont marqué le paysage urbain des IIe-IIIe siècles, un homme qui s'est trouvé d'emblée confronté à la fouille de basiliques chrétiennes et

[32] P. A. Février, *Discours d'Eglise et réalité historique...*, dans «Les lettres de saint Augustin découvertes par J. Divjak», Paris, 1983, p. 101-115.

[33] P. A. Février, *Le fait urbain dans le Maghreb du IIIe s., les signes d'une crise*, dans «150-Jahr-Feier deutsches arch. Inst. Rom», 1982, p. 50-76.

[34] Fr. Jacques, *Ampliatio et mora: évergètes récalcitrants d'Afrique romaine*, «Ant.Afr.», t. 9, 1979, p. 159-180.

[35] Cl. Lepelley, *La crise de l'Afrique romaine au début du Ve siècle*, «Comptes rendus de l'ac. des Inscr. et Belles-Lettres», 1981, p. 445-453.

donc à une réflexion entamée par N. Duval[36] et prolongée par J. Christern[37]. Il s'est imposé à moi comme une évidence que l'activité dans le secteur public s'est trouvée reportée vers d'autres constructions, bien plus essentielles à la société nouvelle qui devait s'affirmer dans un monde encore hostile, sinon indifférent.

Depuis lors quelques indices sont venus conforter l'image d'un monde où il n'est sans doute plus nécessaire de porter exclusivement l'attention à certains types d'édifices, mais où néanmoins une vie municipale et l'exercice de certaines fonctions traditionnelles — que l'on pense simplement à la représentation des cités dans les assemblées provinciales [38] — impliquent l'entretien de monuments ou de constructions. La publication des mosaiques du centre monumental de Thuburbo majus[39] a fait apparaître que la basilique du marché a reçu un nouveau décor soit dans la seconde moitié du Ve siècle, soit au VIe. P. Gros a, de son côté, souligné l'ampleur des travaux réalisés à Carthage pour redonner vie et dignité à la basilique du IIe siècle[40]. Je ne suis pas sûr que les très puissantes fondations des deux absides opposées soient le signe d'une transformation de ce monument qui dominait la ville et les ports en un lieu de culte chrétien. La capitale d'une Afrique reconquise pouvait exiger des investissements dignes du pouvoir nouveau que nous avons trop tendance — à cause de l'épigraphie — à lier à une architecture militaire[41].

[36] N. DUVAL, *Observations sur l'urbanisme tardif de Sufetula*, «Cahiers de Tunisie», t. 12, 1964, p. 87-103, que l'on complète par l'article sur la ville paru dans «Aufstieg und Niedergang der röm. Welt, Principat», t. 10, 2, 1982, p. 596-632; ID., *Topographie et urbanisme d'Ammaedara, ibid.*, p. 633-671. Voir aussi *L'état actuel des recherches sur les fortifications de Justinien en Afrique*, dans «XXX corso di cultura sull'arte ravennate e bizantina, Ravenna, 6/14 marzo 1983», Ravenne, 1983, p. 149-204 que l'on rapprochera de P.-A. FÉVRIER, *Approches récentes de l'Afrique byzantine*, «Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée, t. 35, 1983, p. 25-53 que le lecteur pourra relier à ce qui a été écrit dans «Cahiers arch.», t. 14, 1964, p. 1-47. Ce qui permettra à l'historiographe des temps récents de suivre le cheminement de deux enquêtes. Voir sur ces travaux récents l'article d'Y. THÉBERT, «Opus», t. 2, 1983, p. 99-131.

[37] J. CHRISTERN, *Das frühchristliche Pilgerheiligtum von Tebessa*, Wiesbaden, 1986.

[38] A. CHASTAGNOL et N. DUVAL, *Les survivances du culte impérial dans l'Afrique du Nord à l'époque vandale*, dans «Mélanges d'histoire ancienne offerts à W. Seston», Paris, 1974, p. 87-118.

[39] *Corpus des mosaïques de Tunisie*, t. II, fasc. 1, *Thuburbo majus*, 1980, p. 15-19.

[40] P. GROS, *Byrsa III, Rapport sur les campagnes de fouilles de 1977 à 1980: la basilique orientale et ses abords*, Rome, 1985, p. 113-126. Je ne suis pas sûr qu'il faille voir dans l'apparition d'une double abside un aménagement lié à une fonction religieuse.

[41] On a trop vu l'Afrique byzantine à partir des seules inscription officielles, liées à la constructions de fortifications. Il suffit de penser à ce que révèlent, même pour l'époque vandale, les vers de l'Anthologie latine.

D'une série de documents, en apparence futiles — les dédicaces impériales — aux inscriptions qui mentionnent constructions, évergésies ou obligations auxquelles une classe se trouvait soumise, le passage s'impose; mais il doit s'imposer aussi à d'autres sortes sources, au décor de la maison[42] comme aux formes nouvelles de dévotion et de pouvoir.

Lors d'un congrès sur la mosaïque qui s'est tenu à Trèves en 1984 et dont les actes ne sont toujours pas imprimés, je me suis intéressé à un type de document que les textes littéraires et quelques documents très épars — et rares pour nos provinces africaines — révèlent. Ce sont ces compositions versifiées qui deviennent nombreuses à la fin de l'Antiquité et qui étaient destinées à être transcrites en cubes de mosaïques, sur les sols, mais aussi sur les parois d'édifices de culte, comme dans les bains. Textes qui souvent, en eux-mêmes, ne sont pas datés, qui parlent autrement que les inscriptions officielles du passé, tout en exaltant comme eux l'oeuvre accomplie.

L'«Anthologie latine»[43] a regroupé quelques poèmes sur les *thermae Alianae* de la région de Carthage. Ces vers font référence à l'éclat des marbres:

Hic ubi conspicuis radiant nunc signa metallis
et nitido clarum marmore fulget opus...

Ces marbres sont, sans doute aucun, les placages disposés le long des parois, ou des colonnes; mais ils peuvent aussi évoquer les inscriptions disposées à l'entrée comme sur les quatre côtés d'une salle, pour chanter l'évergétisme du prince, la fraicheur et les eaux bouillonnantes:

Cum lymphis gelidis extas concordia flammae
ac stupet ardentes frigida nympha lacus

Or toute cette richesse, elle a été voulue par le roi vandale Thrasamund dont les lettres du nom se sont, avec d'autres mots, introduites sur plusieurs points de ces vers:

Thrasamundus cuncta innouat uota serenans.

Ces vers ne sont pas isolés puisque les placages de marbres ou les cubes de mosaïques existent à époque tardive, de Sidi Abdallah près de Tunis,

[42] Voir plus haut note 33 que l'on enrichira par les remarques de P. Pensabene, dans le même volume et *La decorazione arichitettonica...*, dans «Società romana e impero tardo antico, Le merci, gli insediamenti», Rome-Bari, 1986, p. 285-429.

[43] *Anthologia latina siue poesis latinae supplementum*, t. I, *Carmina in codicibus scripta*, éd. A. Riese, fasc. 1, Lepizig, 1884, n. 210-214, p. 179-182. Etudié par un groupe de chercheurs dans «Ant.Afr.», t. 21, 1985, p. 207-262.

à Lamasba (en Numidie) ou aux environs de Sitifis[44] pour évoquer cette mode. L'«Anthologie latine»[45] est encore là pour rappeler que d'autres monuments que des thermes ont reçu pareille parure de pierres et de mots. Six vers de Luxorius avaient été composés pour être placés *in antas*, *in salutatorium domini regis*.

Hilderici regis fulget mirabile factum
arte opere ingenio diuitiis pretio.....

De la résidence royale, on passe aisément aux riches demeures urbaines, de Tipasa[46] comme de Cuicul[47]. Dans cette dernière ville, la maison de Castorius, des vers disposés en des points divers, sur le péristyle ou dans une pièce, rendaient hommage au maître de maison qui avait eu des honneurs plus grand que ceux qu'il aurait pu connaître dans sa ville:

miratur edidisse simul et honore perenni [.?.
ornati faustis Lybiae tribunalibus adsunt.?

Ce besoin d'orner de pavements de mosaïques — ce sont les seuls conservés au milieu d'une décoration qui a certainement été plus abondante — a été ressenti dans les lieux de culte. Dans la basilique de sainte Salsa implantée dans la nécropole orientale de la ville, des vers ont été disposés en arrière de ce qui paraît être le cénotaphe élevée en l'honneur de la martyre, pour rappeler l'oeuvre de l'évêque:

Munera quae cernis, quo sancta altaria fulgent.
his sumptuque labor que inest curaque Potenti...[48].

Dans une basilique élevée en l'honneur des *iusti priores*, l'évêque Alexandre — sans doute le dixième depuis les origines — a d'une part invité à l'aumône ceux qui rendaient hommage aux martyrs[49] et exalté son labeur[50]:

[44] E. ALBERTINI, «Bull. arch. du com.», 1927, p. 475- 478.

[45] *Anthologia...*, n. 203.

[46] E. ALBERTINI, «Comptes rendus de l'ac. des Inscr. et Belles-Lettres», 1920, p. 387; J. HEURGON, «Mél. d'arch. et d'hist.», t. 47, 1930, p. 193-201.

[47] *Carmina...*, n. 1914; M. BLANCHARD-LEMÉE, *Maisons à mosaïques du quartier central de Djemila (Cuicul)*, Paris, 1975, p. 165-168 et pl. XXXVIII-XXXIX.

[48] Dessin dans ST. GSELL, *Recherches archéologiques en Algérie*, Paris, 1893, à la fin, repris par J. CHRISTERN, «Bull. d'arch. alg.», t. III, 1968, p. 44 et Y. DUVAL, *Loca sanctorum Africae*, Rome, 1982, t. I, p. 358-363, fig. 235.

[49] L. LESCHI, *Etudes d'épigraphie, d'archéologie et d'histoire africaines*, Paris, 1957, p. 373-375 (= «*A. Ep.*»), 1940, 22-24; *I.L.C.V.* 2035.

[50] *I.L.C.V.* 1825; voir aussi 1103.

Hic ubi tam claris laudantur moenia tectis,
culmina quod nitent sanctaque altaria cernis.
non opus est procerum, set tanti gloria facti
Alexandri rectoris ouat per saecula nomen.

Le *pauperum amator, aelemosinae deditus omnis*, ne pouvait en moins de mots écarter toute prétention de généreux donateurs. Il s'affirmait, comme d'autres évêques dans d'autre villes, telle Rome, comme le seul constructeur.

Aussi peut-on dire, sans risque d'erreur, que les inscriptions de la basilique nord du groupe épiscopal de Cuicul qui mettent à l'honneur les noms de grandes familles de la ville - Pomponius Rusticus, *uir honestus*, Flauius Ueclus, *uir honestus*, Tullius Adeodatus, *sacerdotalis*, Flauius Felix, *ex principe*, Flauius Paulus, *ex tribuno*, Flauius Uranius et Flauius Fusticanus, *tribunus* — ne pouvaient être que les dernières d'une série issue des traditions profanes[51]. Cela est si vrai que la mosaïque, plus tardive, de la basilique méridionale, composée sur le même modèle que telle inscription de Tipasa[52] ne fera que mention de l'évêque Cresconius. Ce texte — du VIe siècle, si je ne me trompe pas — fait apparaître qui entend être présent. Et du baptistère de Kelibia[53] à la petite basilique rurale des environs de Thamugadi[54] qui associe non des individus, mais des groupes — *Venusianenses, Mucriones* et *Cuzabetenses*, — à leur clergé, il y a une réelle cohérence qui met en avant celui qui détient le pouvoir religieux et qui a la véritable *auctoritas*.

Ne nous étonnons donc pas de ne point trouver la moindre inscription dans un édifice aussi bien conservé que la basilique martyrologique de Theveste. Il y avait eu, la construction de la basilique, une *memoria* funéraire à laquelle avait été attaché le souvenir de martyrs. Mais elle était signalé que par ses mosaïques. Pour l'édifice de la fin du IVe ou du début du Ve siècle, dans toutes les pierres conservées, en place ou remontées ou encore déplacées, il n'y a pas la moindre trace d'un écrit et les mosaïques elles-même du vaisseau central et des collatéraux sont muettes; tout cela a dû pourtant coûter fort cher et le pèlerinage en

[51] *C.I.L.* VIII à 8344; *A. Ep.*, 1914, 64, 65; «Bull. arch. du com.», 1914, p. 306; P. A. FÉVRIER, «Cahiers arch.», t. 14, 1964, p. 14-18 et «Bull. d'arch. alg.», t. I, 1962-1965, p.

[52] P. MONCEAUX, *Cuicul chrétien*, dans «Atti della pont. acc. rom. di arch.», t. I, 1, Rome, 1923, p. 96; E. ALBERTINI, «Bull. arch. du com.», 1922, p. XXVI-XXXII = A. Ep. 1922, 25.

[53] Y. DUVAL, *Loca* ..., t. I, p. 54-58; P. A. FÉVRIER, *L'abeille et la seiche*, «Riv. di arch. crist.», t. 60, 1984, p. 277-292.

[54] *I.L.C.V.* 1859.

l'honneur de sainte Crispine et de ses compagnons a nécessité des investissement considérables et l'appel à des générosités. Ni l'arc reconstitué, monumental accés au sanctuaire, ni les portiques, ni les murs de la basilique ou de la salle tréflée n'ont appelé le moindre texte. A cela, deux raisons: cet usage de la mosaïque qui a tendu à s'imposer, mais aussi certainement une autre cause, liée aux formes mêmes de la vie religieuse.

Un simple changement dans le support de l'écrit — la pierre, le bronze, le bois, — dans la façon de l'ordonnancer — la gravure, la peinture, la juxtaposition de cubes de pierre, terre cuite ou verre, — dans le devenir aussi de ces matières, viles, précieuses, récupérables aisément ou non, tout cela doit être mis en avant, avec d'autres raisons qui tiennent à la fonction même du discours, pour aider à comprendre l'histoire même de cette partie de l'écrit destiné à être vu de beaucoup, à frapper l'imagination des contemporains ou des siècles à venir. Que l'on se rappelle seulement le «miracle» rapporté par Quodvultdeus dans son *De promissionibus*[55]. La foule des chrétiens voulait s'emparer du sanctuaire de Caelestis à Carthage. Le soleil vint à frapper de son éclat des lettres qui avaient été tracées et tout le monde put lire le mot *Aurelius* que les chrétiens comprirent aussitôt comme destiné à marquer le pouvoir de l'évêque d'alors, l'actif contemporain d'Augustin. Ici, c'est la lecture même de l'héritage du passé qui devient signe d'un pouvoir bien supérieur à celui des dieux du passé. La parole se trouve transumée et ce qui ne devait plus parler, prenait son sens réel, jusqu'alors caché.

Arrêtons-nous un instant sur ces inscriptions relatives aux édifices publics pour percevoir, à l'intérieur même de leur composition, comment les choses changent pour des raisons qui ne peuvent être que d'un ordre autre que celui de l'économie. Cl. Lepelley a bien noté que les inscriptions du IVe siècle témoignent de «la persistance de l'ancien esprit municipal»[56]. De ce discours maintenu et parfois amplifié, mis en opposition avec ce qui s'est conservé dans les autres provinces occidentales, il serait erroné de croire que seul le Maghreb a échappé à une crise des curies. Lorsque l'on perçoit à la fois le silence des inscriptions et le rôle que sont amenées à jouer les images sur le sol d'une basilique comme celle d'Aquilée, il y a matière à réflexion. D'autant que le seul nom présent, tracé en cubes de mosaïques, est précisément celui de l'évêque Theodorus qui était à la tête de la communauté dans les premières décennies du

[55] *Livres des promesses et des prédictions de Dieu*, III, XXXVIII (§ 44).

[56] Cl. Lepelley, *Les cités...*, t. I, p. 107.

IVe siècle. Les notables de la ville, hommes et femmes, ne sont présents que sous la forme de portraits insérés dans le pavement[57]. J'ai écrit par ailleurs que nous devions nous trouver devant des donateurs, notables locaux, qu'il faut bien voir inscrits dans un album municipal — et non des membres de la famille impériale comme on l'a parfois avancé (ici comme à Trèves) sans la moindre preuve. Et jouant sur les similitudes entre ces mosaïques et celles des demeures mises au jour, il m'est apparu qu'il existait, dans ce port comme en Afrique, une classe riche, aussi capable que celle d'Arles d'investir dans des biens de luxe. Ici les sarcophages[58], là et ailleurs[59] les mosaïques parlent en faveur d'une richesse et donc d'un pouvoir exercé, mais déclaré d'une autre façon qu'en Proconsulaire, Byzacène, Tripolitaine, Numidie ou même dans les Césariennes.

Dans ces provinces, cependant, le formulaire a évolué. De la liste dressé par Cl. Lepelley des *duumuiri*[60], il ressort que les formules du type *ob honorem duumuiratus* sont devenues beaucoup plus rares que durant les IIe-IIIe siècles. Le relevé des évergésies[61] confirme ce fait pour l'édilité ou le flaminat. Nombre de constructions sont placées sous la responsabilité de personnes désignées seulement par le titre de *flamen perpetuus*. Nous échappent les conditions mêmes de la réalisation l'oeuvre: munificence volontaire — si tant est qu'il y en ait eu — ou obligatoire — ce qui est une forme du prélèvement fiscal. Il est parfois seulement fait allusion au contrôle du travail. Lorsque vers 364-367, il fallut donner à Cuicul une basilique judiciaire «digne de la colonie», le décision est placée sous l'autorité du gouverneur qui *a fundamentis construxit, exornauit* et finalement *dedicauit*. Qui décida? Publius Caeionis Caecina Albinus ou la cité? Qui paya? Celui-ci ou les flamines perpétuels et autres notables dont les noms suivent, Caecilius Patricius et d'autres[62]? On peut même se demander si, lorsque la *basilica uestiaria* fut édifiée aux frais de Rutilius Saturninus, clarissime, et lorsque le même fit construire une basilique, *pro editione muneris debiti*[63], les condi-

[57] *Remarques sur le paysage d'une ville à la fin de l'Antiquité: l'exemple d'Aquilée*, «Ant. altoadriatiche», t. 19, 1981, p. 163-212.

[58] P. A. Février, *Sarcophages d'Arles*, dans «Congrès arch. de France, pays d'Arles», Paris, 1979, p. 317-359.

[59] Voir le bilan avec bibliographie récente d'Y. Thébert, *L'évolution urbaine dans les provinces orientales de l'Afrique romaine tardive*, «Opus», t. 2, 1, 1983, p. 99-131.

[60] Cl. Lepelley, *Les cités...*, t. I, p. 152-157.

[61] *Ibid.*, p. 304-314.

[62] *A. Ep.* 1946, 107.

[63] *C.I.L.* VIII, 8324, 20156.

tions réelles ont vraiment changé. Dans le premier cas, le texte précise en effet seulement que Saturninus fit les choses à ses frais. Mais, lorsque plusieurs étaient associés — ou contraints à s'associer —, pouvait-on parler de même? Et surtout que peut réellement signifier l'affirmation d'une prise en charge complète, si elle est une réelle obligation, une forme de prélèvement? Lorsque des membres de ces familles et d'autres firent leurs dons à la basilique du groupe épiscopal, ils employèrent une autre expression — *uotum soluit* —. Voulait-on vraiment par là dire autre chose à l'intention de leur coreligionnaires que ce que l'on disait une cinquantaine d'années plus tôt?

J'ai parfois l'impression que des mots différents tentent à dire la même chose; le souci du prestige l'emporte sur la façon de se dire. Plus compte l'art de se montrer que le désir de se faire connaître dans sa réalité. Ce n'est peut-être là, pour le moment qu'une impression: elle mériterait en tout cas d'être mieux cernée.

Prenons quelques exemples, empruntés à d'autres domaines que ceux de l'orgueil municipal. Il y a toute une amplification oratoire qui tend à minimiser l'oeuvre des prédécesseurs, à exalter les travaux entrepris et les difficultés rencontrées. Sur la voie des environs de Diana veteranorum et Lamasba, les bornes de Caracalla ne font qu'évoquer les *milliaria uetustate dilapsa*[64]. Or nous ne connaisons aucune borne antérieure. Entre Rusicade et Cirta, vers la même époque, il est fait état d'une *uiam imbribus et uetustate conlapsam* restaurée avec ses ponts[65]. Même discours en 152 pour la voie qui traverse *per Alpes Numidicas uetustate interruptam*[66]. Les conditions climatiques y sont certainement pour quelque choses dans ces dégradations. Mais que dire lorsqu'à Mesarfelta, en 177-180, il est déjà question d'un *amphitheatrum uestustate corruptum* et reconstruit par la VIe cohorte des Commagéniens[67], lorsque l'amphithéatre de Lambaesis est lui aussi restauré pour les mêmes raisons vers 178-180[68]? Les *Aquae Flauianae*, elles aussi victimes de la *uetustas*, sont réparées par les soldats en 208[69]. Lorsque nous lisons donc ce même formulaire sur des textes de l'époque de Dioclétien ou

[64] *C.I.L.* VIII, 22437, 23446...

[65] *C.I.L.* VIII, 10304, 10308, 10309, 22371.

[66] *C.I.L.* VIII, 22210: *I.L.Alg.* I, 3876. Voir aussi P. SALAMA, «Rev. afr.», t. 95, 1951, p. 216-219 et «Ant. Afr.», t. 16, 1980, p. 101-133.

[67] *C.I.L.* VIII, 2488.

[68] *A. Ep.* 1955, 135. Voir aussi *C.I.L.* VIII, 2546 et 2548.

[69] *C.I.L.* VIII, 17727. Voir aussi 2671 un temple de Silvain au Dj. Asker. Ou toujours vers la même époque: 589, (la restauration par des *coloni* d'*aedificia uetustate conlapsa*.

plus tardifs[70], ne leur donnons donc pas plus de valeur qu'ils n'en avaient par le passé et, surtout, ne tentons pas le rapprochement avec quelques textes du «Code théodosien»[71] qui évoquent les difficultés rencontrées dans le bâtiment.

Un texte de Lambaesis a justement été pris par Cl. Lepelley comme un modèle de discours destiné à glorifier l'effort réalisé entre 378 et 383[72]: «A l'âge d'or de nos Seigneurs Gratien, Valentinien et Théodose, princes éternels et divins, non seulement les édifices tombés en ruines sont restaurés, mais de nouveaux sont édifiés pour le bonheur de tous; c'est pourquoi la Curie ... que, pourtant, l'incurie des anciens avait fait apparaître effondrée, méprisée, défigurée par la vétusté, cette curie donc, à la suite de travaux nouvellement menés, voit reconnaître sa beauté sur le même emplacement ...». Texte enthousiaste, certes, mais d'abord destiné à exalter l'action de L. Silicius Rufus, ancien duumvir. Il y a là autant d'emphase que dans l'éloge funèbre qui a été consacré au moissonneur de Mactar, toujours pris comme un exemple typique d'ascension sociale et de la réussite de l'économie africaine[73]. Cette autobiographie qui insiste sur l'humilité du point de départ et exalte l'effort pour parvenir au sénat (local) a sa logique qui peut être aussi éloignée des conditions réelles du vécu que nos inscriptions relatives aux constructions.

Ce scepticisme pourra paraître exagéré. Mais lorsque je lis ce que J. L. Paillet et Ph. Leveau ont fait entrevoir des conditions de construction de l'aqueduc de Cherchel[74], je pense que, derrière nos textes, nous devons prendre ce discours pour ce qu'il entend être d'abord: la glorification du présent. Et seulement peut-être inconsciemment fait-il référence à ces travaux sans cesse à reprendre à cause de leurs imperfections.

Il n'est pas, notons-le, par ailleurs aberrant que ce soient souvent des aqueducs ou de thermes[75] qui font l'objet de déclarations emphatiques. Ce sont là sans doute des constructions très fragiles, des oeuvres que les conditions climatiques, les écarts de température aussi mettaient rapidement en mauvais état de fonctionnement. Les revenus affectés au fonctionnement des bains, par ailleurs, pouvaient aisément s'effondrer:

[70] Par exemple à Lambaesis: *C.I.L.* VIII, 2572, 2660, 2661. Voir aussi 8480 à Sitifis...

[71] Y. Janvier, *La législation du Bas-Empire romain sur les édifices publics*, Aix, 1969.

[72] *C.I.L.* VIII, 18328.

[73] *C.I.L.* VIII, 11824. Voir ce qui en a été dit par P. Desideri, lors de ce même colloque.

[74] Ph. Leveau et J. L. Paillet, *L'alimentation en eau de Caesarea de Maurétanie et l'aqueduc de Cherchell*, Paris, 1976.

[75] Par exemple *I.L.Afr.* 273, 533, 573; *I.L.Alg.* I, 2100-2102.

d'où ces nombreux monuments qui parsèment l'espace urbain de Thamugadi, grands ou modestes, dans les vieux quartier et dans les faubourgs. D'oû aussi en certains lieux leur réutilisation par la communauté chrétienne.

Un dernier détail. Sur l'arc triomphal de Scillium dédié à la colonie et construit grâce aux évergésies de Q. Manlius Felix, est venue se surajouter une dédicace en lettres plus petites qui rend hommage à la *clementia temporis et uirtute diuina* de Constantin (et Licinius, dont le nom a été rapidement rasé). Y sont rappelés aussi les titres de gloire de la ville[76]. Un monument peut donc devenir le support d'une «publicité» nouvelle. Tout comme à Fanum, une inscription est venue fixer le nom de Constantin sur une porte augustéenne, il est des textes qui ont valeur par eux mêmes et ne disent rien sur l'édifice qui les porte.

Qui oserait croire que les formules initiales de tant d'inscriptions du IVe siècle — *Beatissimo saeculo ..., Florentissimo statu ..., Pro felicitate temporum ..., Pro magnificentia saeculi ...* etc — révèlent quelque chose de la réalité des temps ou qu'elles cachent une misère et une insécurité? Il en va quelque peu de même du discours de tous ces textes officiels, éloges des empereurs ou des notables, des gouverneurs et de leurs agents; ils ne valent que si nous savons décrypter le sens que les contemporains entendaient leur donner. Or ce sens n'est pas aussi évident qu'on le voudrait. Notre désir d'écrire un histoire risque souvent de nous faire aller trop vite et trop loin dans le lecture du sens à donner à toutes ces pierres.

L'art de graver connaît d'autres lacunes dans les informations qu'il nous transmet d'origines fort diverses, à partir de documents d'origines ou de fonctions très diverses, témoignages sur la religiosité ou relatifs au travail, à la vie et à la mort. Et là encore, nos provinces, si on les compare à d'autres d'Occident, ne manquent pas d'interroger. On a depuis longtemps constaté que font presque défaut les mentions de *seuiri* ou de *seuiri augustales*, que les corporations — mis à part les naviculaires, encore que ceux-ci soient relativement rarement présents — ne paraissent pas jouer le rôle qu'elles ont dans la Cisalpine ou dans les Gaules[77]. Ce n'est pas à des corporations que l'on fait appel, comme l'Italie, pour assurer le souvenir des défunts et la perpétuité des offrandes. Sans doute, dans ce dernier cas, peut-on parler d'usages locaux, de

[76] *C.I.L.* VIII, 211.

[77] R. DUTHOIT, *Recherches sur la répartition ... des termes «sevir...»*, dans «Epigraphische Studien», t. 11, 1976, p. 143-214 (seule exception Theveste).

modes de vie. Mais pourquoi ce silence sur les associations, alors que nous sommes si bien renseignés sur les sodalités liées aux jeux[78]?

Pour être monté au Djebel Taya au sud de Thibilis pour lire avec H. G. Pflaum les dédicaces gravées sur les parois irrégulières à l'entrée de la grotte[79] et pour avoir cherché à augmenter la série de ces textes et avoir recherché d'autres documents, je ne puis que dire mon étonnement devant cette magnifique succession d'hommages rendus au dieu Bacax par les magistrats de Thibilis et ceux d'autres lieux non encore identifiés. Ces hommes et sans doute leurs concitoyens montèrent régulièrement vers ce lieu austère et lointain. De 210 à 284, 59 inscriptions ont été tracées, le plus souvent une par an, parfois 2 (en 229, 241, 253, 273) ou 3 (en 236 et 268). Avant 210, rien; et rien après 284. On ne saurait invoquer la christianisation de la région ou l'abandon des pratiques traditionnelles. Des fouilles seules à l'entrée de la grotte ou plus avant dans la vaste salle à laquelle on accède, voire à l'extérieur, apporteraient un élément de réponse. Encore que nous sachions bien, par les fouilles de sanctuaires gaulois, que les séries de monnaies sont d'un pauvre secours et ont longtemps trompé les historiens avec la rupture des dernières années du IVe siècle.

En Maurétanie sitifienne, nombreuses sont les stèles sculptées offertes à Saturne et plusieurs d'entre elles portent mention de l'ère provinciale. Or la série s'interrompt à Sitifis en 246, à Sertei en 247 et à Beni Fouda en 272[80]. La seule inscription qui accompagne une dédicace à Saturne dans le IVe siècle a été découverte, voici peu d'années, en Proconsulaire à El Ayaïda près de Beja[81]. Cl. Lepelley a cependant enregistré diverses constructions ou restaurations de sanctuaires jusqu'à la fin du IVe[82]. A Thibilis d'où venaient les magistrats qui montaient au Taya, Julien fut qualifié de *restitutor sacrorum*[83], ce qui confirme bien qu'une part importante du sénat local restait dévouée aux traditions. A Casae, Julien est aussi appelé *restitutor libertatis et romanae religionis*[84]. La résistance qui se fit jour à Tipasa et d'autres lieux de Maurétanie césarien-

[78] Etudiées par A. Beschaouch, «Comptes rendus de l'ac. des Inscr. et Belles-Lettres», 1966, p. 156 et s., 1977, p. 496 et s., 1979, p. 410-420; voir aussi R. Hanoune, dans «L'asociation dionysiaque dans les sociétés anciennes», Rome, 1986, p. 146-164.

[79] *I.L.Alg.* II, p. 40-421.

[80] M. Leglay, *Saturne africain, Monuments*, t. II, Paris, p. 240-292; id., *Saturne africain, histoire*, Paris 1966, p. 96-105.

[81] A. Beschaouch, «Bull. arch. du com.», 1986, p. 253-268. A. Ep. 1969-1970, 657.

[82] Cl. Lepelley, *Les cités...*, t. I, p. 345-347.

[83] *I.L.Alg.* II, 4674.

[84] *C.I.L.* VIII, 4326 = 185329.

ne — que l'on pense aux Maximus et Datiuus de Sufasar en 322 ou aux jeunes martyrs de Mediouna en 329[85] — rejoint celle connue grâce aux textes à Sufes en Byzacène ou Calama, à l'époque d'Augustin.

On peut prendre d'autres séries de documents. La carrière de marbre jaune de Simitthus, dans la vallée de la Bagrada, a été exploitée dès le IIe siècle avant notre ère — à preuve le monument restitué par Fr. Rakob[86] — et l'exportation se développa vers la Rome républicaine et impériale[87], comme vers l'intérieur de la province, tant vers Thubursicu Numidarum[88] que vers Theveste. Et ici même, c'est un couvercle de sarcophage placé dans la salle tréflée de la basilique martyrologique élevée en l'honneur de sainte Crispine qui prouve que l'extraction se poursuivait aux IVe-Ve siècles[89]. La *fabrica* partiellement fouillée était encore en activité dans le troisième quart du IIIe siècle[90] et pourtant les inscriptions incisées sur les blocs retrouvés se situent toutes dans le IIe siècle et aucune n'est postérieure à 199[91]. Cela paraît devoir être interprété comme le signe de changements dans le mode d'exploitation de la carrière, plutôt que comme celui d'un arrêt de l'extraction des blocs.

Tournons nous vers la série la mieux fournie de l'épigraphie, les inscriptions funéraires et nous nous voyons conduits à des interrogations analogues.

Depuis le milieu du XIXe siècle, grâce aux prospections de Renier, les nécropoles occidentales et septentrionales de Lambaesis ont apporté une documentation qui n'a nulle part son équivalent. Un peu plus de 1400 textes se trouvent regroupées dans le *Corpus*; le tiers provient de tombes de soldats ou vétérans. Cette richesse est sans doute due au zèle des militaires et des déportés qui ont magnifiquement aidéles épigraphistes. Mais on ne peut s'empêcher de penser que la ville voisine de Thamugadi, malgré les prospections sur le terrain faites simultanément et malgré les fouilles systématiques entreprises depuis 1880, n'a pas fourni une

[85] Y. DUVAL, *Loca...*, t. I, p. 386-387 et 402-405.

[86] FR. RAKOB, *Numidische Königsarchitektur in Nordafrika*, dans «Die Numider», Bonn, 1979, p. 119-171.

[87] H. G. HORN, *ibid.*, p. 173-180; FR. RAKOB et TH. KRAUS, dans «Du», t. 3, 1979, p. 37-69.

[88] ST. GSELL, *Khamissa, Mdaourouch, Announa*, t. I, Paris-Alger, 1914, p.65-66.

[89] J. CHRISTERN, *Das frühchristliche Pilgerheiligtum von Tebessa*, Wiesbaden, 1976, p. 79,83-85, fig. 21.

[90] Voir note 87.

[91] *C.I.L.* VIII, 14561-1 589; CH. DUBOIS, *Etude sur l'administration* et *l'exploitation des carrières dans le monde romain*, Paris, 1908, p. 31-38.

récolte comparable. Plus pauvre encore est Cuicul où l'on en est encore à se demander où étaient les nécropoles. Auraient-elles été emporté par les crues des oueds que néanmoins ce silence étonnerait. J'ai souvent parcouru la vaste nécropole méridionale de Thamugadi, celle qui mène des abords du fort byzantin à l'oratoire du patrice Grégoire. Des centaines de tombes sous tuiles ont été mises au jour; des basiliques ont été dégagées comme de petits monuments funéraires[92]. Aucune épitaphe chrétienne ne vient de là et l'on retire l'impression qu'avant les fouilles et dans l'Antiquité il ne devaient y avoir que quelques monuments perdus au milieu de tombes marquées simplement par un tas de terre ou de pierre. On a fouillé en ville plusieurs basiliques et quantité de tombes ont été signalées; seules quelques mosaïques trouvrées de ce contexte, ont gardé, pour l'épigraphiste, le souvenir d'une communauté chrétienne pourtant anciennement attestée et importante, dynamique — à en juger en particulier par le conflit entre donatistes et catholiques.

Ces silences sur la ville ont eu un étrange contre-coup dans l'historiographie des dernières années. Les Hautes plaines au sud de Constantine ont eu la chance d'être parcourues par un administrateur de commune mixte, F. Logeart, qui a sauvé masse de documents qu'il a communiqués à L. Leschi ou consigés dans ses carnets qu'H. G. Pflaum a relus pour publier son dernier volume des *Inscriptions latines de l'Algérie*. Ce faisant, F. Logeart a sorti de l'ombre quantité de sites mal connus — et ses carnets que j'avais vus mériteraient d'être repris — et maintes inscriptions dispersées en milieu rural, c'est à dire dans des espaces souvent négligés ou prospectés de façon imparfaite. Au milieu de tous ces textes, cet amateur passionné avait choisi de faire connaître ceux qui proviennent de trois sites du flanc sud du Djebel Nif en-Nser[93]. Ces trois sites dont l'un est distant de 3 km des deux autres ont révélé respectivement 34, 16 et 15 épitaphes au formulaire analogue. Une lettre R pour *Redditio*, suivie d'un nom et d'une date, gravés des pierres de forme irrégulière, visiblement destinées à être posées à plat sur la tombe ou — ce qui semble plus difficile — appuyées sur leur plus long côté. Il se trouve qu'à la même époque, un historien anglais W.H.C. Frend prenait parti en faveur des donatistes[94] et de ces braves paysans du Constantinois, on a fait de martyrs donatistes, de ces martyrs «volontaires» dont parle

[92] J'ai donné une bibliographie: *Tombes privilégiées en Maurétanie et Numidie*, dans «L'inhumation privilégiée du IVe au VIIIe siècle en Occident», Paris, 1986, p. 15-17.

[93] F. Logeart et L. Leschi, *Les épitaphes funéraires chrétiennes du Djebel Nif en-Nser*, dans «Rev. afr.», t. 84, 1940.

[94] W. H. C. Frend, *The Donatist Church*, Oxford, 1952 qui prolonge divers articles: repris dans *Town and Country in the Early Christian Centuries*, Londres, 1980, XVI-XXI.

Augustin[95]. Comme la fiction a plus de charme que la recherche patiente et modeste, l'affirmation gratuite est devenue certitude.

De fait, ce que ces textes et quantité d'autres épitaphes relevées par Logeart apportent, c'est l'image d'un peuplement plus diffus et complexe que celui que l'on imaginerait trop aisément à travers les fouilles réalisées depuis un siècle. Même dans ce pays de grosses agglomérations, il y a tout un habitat qui attend d'être inventorié et décrit avec une hiérarchie complexe de formes[96]. De plus, les pierres mêmes retrouvées sur ces trois sites et rapprochées d'autres épitaphes de sites des alentours invitent à restituer des usages locaux, des pratiques funéraires particulières ou, du moins, des façons différentes — j'y reviendrai — d'exprimer les même exigences.

On rejoint par là des observations qui ont été faites à partir des décors[97]. Il y a des régions qui se dessinent assez aisément et, à l'intérieur, de micro-régions existent aussi qui font un Maghreb antique plus riche et complexe qu'on ne l'imagine souvent.

Ces disparités régionales ressortent autant d'une classification chronologique des inscriptions funéraires que d'une géographie. Partons des épitaphes datées de Maurétanie, césarienne et sitifienne[98]. Ces textes portent souvent mention de l'ère provinciale. Or si les séries les plus anciennes se situent dans la partie centrale de l'Algérie actuelle, vers Iomnium (Tigzirt) et apparaissent dans la partie orientale de la province — ce qui deviendra la Sitifienne — dès la fin du IIe et au début du IIIe, une interruption est nette, ancienne là où sont sortis les premiers documents: rien sur le littoral de la Grande Kabylie après 300, rien à Auzia après 354. Par contre à Sitifis ou Sertei, les épitaphes se prolongent jusque dans la seconde moitié du Ve siècle (469 à Sertei; 471 à Sitifis) et peut-être au moins une fois jusque dans le VIe siècle (567 à Ain el Ksar au sud de Sitifis). Certes ces dates extrêmes sont quelque peu dépendantes des travaux — fouilles anciennes ou récentes de basiliques à Sertei comme Sitifis —, mais le décalage est bien réel. Et la cause peut fort bien être cherchée à la fois dans l'absence de fouilles de basiliques à Auzia (mais non à Iomnium) que dans l'abandon de certains usages. Si par

[95] D'où la carte à la fin du livre de Frend. L'hypothèse est suivie par CL. LEPELLEY, *Les cités...*, t. II, p. 240, note 26.

[96] M. FILAH, *Recherches sur les agglomérations antiques, le réseau urbain et le paysage rural en Numidie occidentale*, thèse de doctorat, Aix, 1986.

[97] N. DUVAL et P. A. FÉVRIER, dans « Actas del VIII congreso intern. de arq. cristiana, Barcelona, 5-11 octubre 1969», Vatican-Barcelone, p. 5-55.

[98] P. A. FÉVRIER, *Remarques sur les incriptions funéraires datées en Maurétanie césarienne orientale*, «Mél. d'arch. et d'hist.», t. 76, 1964, p. 105-172.

ailleurs les séries n'étaient pas aussi bien réparties qu'elles le sont pour le IIIe siècle ou le début du IVe, le hasard pourrait être invoqué. Mais précisément, en particulier à Auzia, il y a réelle continuité sur plus d'un siècle. Une cause de ces décalages peut venir de l'importance prise par les sépultures couvertes de plaques de mosaïques, et donc d'une transformation du support de l'écrit comme du lieu de conservation.

Cependant l'explication n'est pas suffisante. Pour avoir fouillé une large part du quartier nord-ouest de Sitifis[99], j'ai été amené à constater l'existence d'une vaste nécropole intramuros; les dalles de couverture des tombes se présentent sans la moindre inscription. Il y a donc, au moins à Sitifis, une rupture qui n'a pu être datée, faute d'avoir pu fouiller ces sépultures. Là encore je ne nie pas que nous puissons être quelque prisonnier des découvertes du passé, car il y a bien quelque inscription byzantine dans la ville — mais elle est non datée[100]. Ce silence doit être pris en compte et expliqué.

Originale aussi est la situation d'une ville comme Tipasa où le nombre des inscriptions funéraires est sans commune mesure avec le nombre de tombes mises au jour tant à l'est qu'à l'ouest. Lorsque le visiteur parcourt la nécropole qui s'étend des remparts et donc de la basilique des apôtres Pierre et Paul, à la basilique dédiée à sainte Salsa, il rencontre d'innombrables dalles anépigraphes, juxtaposées les unes aux autres, sans le moindre texte. Certes, certains sarcophages ont eu jadis un décor en mosaïque qui couvrait les parois, ou ont porté une petite inscription faite de cubes de pierre insérée dans un petit cartouche sur le couvercle[101], quelques lits de repas ont eu un pareil décor; mais cela est très peu. Certains lits de repas n'ont jamais eu qu'un revêtement de béton de tuileau; les sarcophages non inscrits sont partout présents. On ne peut donc pas seulement invoquer ici l'apparition d'un mode d'écriture original pour expliquer ce vide. Vide d'autant plus spectaculaire qu'à la différence de ce qui a été noté dans la partie orientale de la Maurétanie et de ce que l'on verra, sous peu, vers l'Est, les épitaphes datées du IIIe siècle sont très rares[102].

[99] P. A. Février, A. Gaspary et R. Guéry, *Fouilles de Sétif (1959-1966)*, Alger, 1970, p. 39-40.

[100] *C.I.L.* VIII, 8653a.

[101] St. Gsell, *Recherches archéologique en Algérie*, Paris, 1893, p. 48, note 4 et «Mél. d'arch. et d'hist.», t. 14, 1894, p. 398-400 a surtout parlé de décors de mosaïque sur des caissons en maçonnerie et de quelques sarcophages à parois entièrement — à l'origine, couverts de mosaïques.

[102] P. A. Février, *Aux origines du christianisme en Maurétanie césarienne*, «M.E.F.R. Ant.» à paraître.

Ici encore je m'interroge, car nombre de tombes anciennes sont des caissons maçonnés. Quelques-uns ont reçu une plaque de marbre scellée sur un long côté; beaucoup n'en ont point. Quelques-uns de ces caissons ont une stèle à l'extrémité occidentale, anépigraphe. Aurait-on peint des textes? Cela est possibile. Mais alors pourquoi aussi cette absence de datations sur bien des plaques conservées?

Dans la partie occidentale de la Maurétanie de riches séries sont maintenant répertoriés à partir de la fin du IIIe ou du début du IVe siècle, dans des sites qui ont été bien prospectés et dans d'autres où le hasard a davantage joué. Voici quelques dates: 289 à Castra Puerorum; 295 à Regiae; 301-305 à Altava; 329 à Damous; 344 à Numerus Syrorum et vers Tiaret; 356 à Mecheraa Asfa; 372-373 à Pomaria. Ailleurs, les premières épitaphes n'arrivent qu'avec le début du Ve siècle: 409 à Albulae; 415 à Guetna; 415 à Tiaret; 421 à Ala Miliaria; après 442 à Tasacora. Riches en particulier les ensembles conservés à Regiae (jusqu'en 494), à Albulae (jusqu'en 544), à Guetna (jusqu'en 524), à Damous (jusqu'en 493), Numerus Syrorum (jusqu'en 460), Pomaria (jusqu'en 651) et Altava (jusqu'en 599). Cette rapide énumération regroupe des villes habitées depuis le Ier ou le IIIe siècle, qui ont échappé à la domination vandale comme à la reconquête byzantine et sont passées sous l'autorité de pouvoirs locaux, tel celui du Masuna d'Altava. On est donc là resté fidèle à un usage issu de la conquête romaine puisque le départ de ce comput, l'ére maurétanienne, est précisément l'annexion du royaume de Ptolémée, héritier de Juba II.

Pourquoi n'en fut-il pas de même en Sitifienne ou dans la partie centrale de la Césarienne, autour de Caesarea, si pauvre en textes datés par l'ère provinciale et encore plus en épitaphes qui utilisent ce comput? Je ne prétends pas ici encore apporter de solution; il me paraît surtout nécessaire de marquer l'hétérogénéïté du tissus urbain de cette province,les dissemblances dans les usages devant même devant la mort.

On pourrait aller plus avant dans cette approche des particularismes locaux, des similitudes et des dissemblances, en prenant en compte le formulaire même ou le support même de ces textes. Je m'en tiendrai à quelques observations.

Il y a à prendre en compte le fait que d'une région éloignée à une autre peuvent apparaître des similitudes dont il importerait d'expliquer. Lorsqu'on voit apparaître à Volubilis, trois siècles après l'abandon du site par Rome, une série d'épitaphes chrétiennes qui utilisent un formulaire proche de celui d'Altava, une région pourtant fort éloignée du temps même de l'empire, et que l'on constate qu'une des défuntes est précisément originaire de cette ville — il s'agit d'une *Iulia Rogata de Al-*

taua kaptiua morte en 616 ou au VIIIe siècle[103] —, on se doit de s'interroger sur les liens qui se sont créés — ou se sont transformés — aux lendemains de la dissolution de l'empire, sur la christianisation aussi de ce que les textes anciens appelaient les «Maures»[104].

Au cours du voyage que j'ai effectué dans les jours qui ont précédé le présent colloque, j'ai été surpris de trouver à Tharros, dans le fossé qui limitait la ville punique par le nord des tombes d'époque romaine qui m'ont immédiatament fait penser aux cupules et surtout aux petites tables d'offrandes et repas que Madame Slim m'avait fait voir à Sullectum[105]. Dispositif dont je n'ai encore pu reconnaître la diffusion, mais qui, tout cas, diffère des autres tables d'offrandes que je connais de Theveste ou Thamugadi à Tipasa de Maurétanie. Or c'est précisément par ces rites liés à la tombe que je voudrais terminer cette série d'observations.

A Madauros, sont conservées plusieurs dalles de calcaire, carrées ou rectangulaires, qui portent sur une face bien travaillée une inscription — chrétienne ou non — autour de laquelle sont disposés écuelles et brocs, patères ou coupelles. Une seule de ces pierres est semi-circulaire. Sont donc évoqués par ces ustensiles les libations ou offrandes faites au défunt[106]. Faute d'avoir pu en trouver en place, nous ne savons comment ces dalles étaient disposées et surtout si elles avaient trouvé place dans un ensemble monumental, area funéraire ou basilique. Jamais n'a été signalé un aménagement en forme de lit.

En Maurétanie sitifienne, à partir de l'extrême fin du IIIe siècle, dans des épitaphes païennes, puis dans la communauté chrétienne, apparaît le terme de *mensa*[107] pour désigner un aménagement dont nous ne savons pas non plus comment il était envisagé. Pourtant une inscription de Satafis[108] rend bien compte de ces repas, des couvertures apportées, des coupes partagées et des souvenirs échangés sur la tombe. Quelques fois cependent de la forme semi-arrondie du bloc — et cet usage s'est

[103] *Inscriptions antiques du Maroc*, t. 2, *Inscriptions latines*, Paris, 1982, n. 506, 603 et 619 à corriger par M. LENOIR, «Bull. d'arch. mar.», t. 15, 1983-1984, p. 258-260 (605), 265-272 (605-616..., et 99).

[104] J. DESANGES, *Catalogue des tribus africaines de l'Antiquité classique à l'ouest du Nil*, Dakar, 1962; P. A. FÉVRIER, *Le maure ambigu ou les pièges du discours*, «Bull. arch. du com.», n. s., fasc, 19B, p. 291-306.

[105] Non encore publiées.

[106] P. A. FÉVRIER, *La tombe chrétienne et l'Au-delà*, dans «Le temps chrétien de la finde l'Antiquité au Moyen Age», Paris, 1984, p.170.

[107] Voir article cité note 98, p. 150 et s.

[108] *C.I.L.* VIII, 20277.

maintenu jusqu'au VIe siècle — ou de quelques détails — une petite rigole ménagée pour évacuer les eaux de la surface de l'inscription —, on peut induire que le pierre était bien à plat et sans doute insérée dans une construction en maçonnerie.

Ces lits cependant, nous ne les connaissons bien qu'à Tipasa[109] et encore là ne sont-ils que quelques-uns à constituer soit la couverture, soit l'accompagnement de la tombe, que ce soit aux abords de la tombe de Salsa, dans la basilique d'Alexandre ou en divers points de la nécropole occidentale. Il est donc fort possible que ces repas ou offrandes aient eu lieu de façon diverses, sans appeler une monumentalisation. Pendant longtemps en effet que ce soit à Tipasa même, à Sitifis, Thamugadi et Theveste, on s'était contenté de placer devant la tombe une caillou plat ou une pierre sculptée — simulacre d'un repas. Si bien que ces dispositifs anciens ne suggèrent, par eux-même, que des offrandes ou libations faites pour le mort, et non des repas collectifs familiaux. Mais doit-on, pour cela même, les exclure, je ne le croirais pas.

Ailleurs, c'est un conduit à libation qui accompagne une épitaphe chrétienne de Theveste[110] ou le couvercle d'un sarcaphage mis en bonne place près de l'autel, dans une basilique de Thamugadi[111], qui vient confirmer la persistance des usages anciens dans la société chrétienne.

De cette diversité des formes et des usage qu'elles aident à restituer, naissent à la fois une impression d'unité dans les comportements — comme le sentiment d'une tradition que le christianisme n'a pas voulu effacer — et la certitude que d'une région à l'autre, d'un temps aussi à l'autre, des modèles se créent, se diffusent. Et nous retrouvons une fois encore ces régionalismes qui font un des intérêts de l'approche du Maghreb antique et qui excluent les images simplifiées et le fixisme qu'une historiographie tendait à restituer.

Graver un texte sur pierre, ce n'est là qu'une des formes de l'écrit, une des maniéres de lui donner une monumentalité. Ce geste peut être le fait d'un moment ou d'un groupe. De même qu'il y a un temps pour une épigraphie punique officielle à Lepcis magna[112] ou qu'il y a un moment qui voit naître des épitaphes en libyque[113], de même il y a des lieux et des

[109] M. Bouchenaki, *Fouilles de la nécropole occidentale de Tipasa (1968-1972)*, Alger, 1975.

[110] P. A. Février, «Riv. di arch. crist.», t. 42, 1966, p. 177-184.

[111] Voir note 92.

[112] G. Levi della Vida, «Lybia», t. III, 2, 1927, p. 91-116; «Africa italiana», t. 6, 1935, p. 1-29; «Rend. dell'acc. rom. dei Lincei», 1949, p. 399-412.

[113] L. Galand, dans *Inscriptions antiques du Maroc, I, Inscriptions libyques...*, Paris, 1966, p. 11-14.

temps privilégiés qui témoignent du besoin ressenti d'une expression graphique. Mais dans ce temps long, celui des premiers siècles de notre ère, celui de la domination de Rome ou des pouvoirs locaux, celui de la reconquête aussi, il y a maintes façon de traduire ce besoin.

Cette histoire de l'écrit conservé efface les limites qu'une trame événementielle pourrait imposer. Du moins souvent en est-il ainsi. Ce n'est pas l'arrivée de Rome qui marque une rupture, mais bien plutôt le règne d'Auguste avec l'imitation de modèles nouveaux; ce n'est pas davantage, à l'ouest de la Maurétanie, l'apparition d'un roi des Maures et des Romains qui introduit une rupture. La pierre qui rappelle l'oeuvre de Masuna à Altava comme celles qui ont été placées sur les tombes de la ville, en apportent la preuve.

Cet écrit, néanmoins, introduit des dissimilitudes dans l'espace. Parfois, elles ont pu naître d'une volonté d'originalité, lorqu'un Sertius à Thamugadi[114] ou des hommes de Mactar[115] ont emprunté à l'écriture du livre des formes nouvelles. Le plus souvent elles viennent de causes qui nous échappent: pourquoi ici la mosaïque sur la tombe, ailleurs — comme à Ammaedara[116] — une dalle gravée. Pourquoi ici a-t-on ressenti la nécessité de continuer à inciser la pierre? Pourquoi ailleurs a-t-on préféré l'anonymat pour la sépulture?

Comme il y a un art de parler, il y a une tradition de l'écrit. Une tradition qui peut se perdre ou qui a voulu sa perte. Une tradition aussi qui évolue et s'inspire de genres différents. Aussi importe-t-il, avant d'interprêter un texte tracé sur la pierre, de s'interroger sur sa fonction et ses raisons. Et devant les silences, de s'interroger.

[114] *C.I.L.* VIII, 2391.

[115] J. MALLON, «Ant. Afr.», t. 4, 1970, p. 157-170.

[116] N. DUVAL et FR. PRÉVOT, *Recherches archéologiques à Haïdra, I, Les inscriptions chrétiennes*, Rome, 1975.

Maria Floriani Squarciapino

Riflessi di vita locale nei mosaici africani

Non è una novità che nei mosaici africani siano stati da tempo oggetto di indagine non solo il magistero artistico, lo stile, le iconografie, ma anche la probabile eco di fatti storici, di credenze religiose, di attività locali, in breve che essi mosaici siano stati studiati anche come specchio fedele della vita, delle attività, dei costumi delle provincie africane. In particolare, come è noto, sotto l'aspetto delle attività produttive si è indagato dal Romanelli[1], prima, e poi assai piú ampiamente dalla Précheur-Canonge[2] sull'agricoltura e l'allevamento del bestiame mentre altri si sono occupati, ad esempio, della riproduzione di ville[3] nei mosaici tardi. Ma senza dilungarmi a citare i precedenti studi sui vari aspetti di vita o di credenze documentati, che sono stati ampiamente riassunti dalla Dunbabin nel suo ben noto e prezioso volume[4], dirò subito che mi sembra che da nessuno siano stati considerati secondo la giusta ottica e nel loro giusto valore documentario i moltissimi mosaici africani che si riferiscono alle gare del circo e ai cavalli: non che non se ne sia parlato, anzi se ne è parlato ampiamente, ma specialmente in riferimento ai giuochi del circo o al simbolismo cosmico che al circo e alle fazioni del circo (quattro come le stagioni rappresentate da cavalli o da aurighi) poteva essere attribuito[5]. Io stessa me ne occupai sotto questo profilo, pur accennando all'aspetto che particolarmente mi interessava e che vorrei sviluppare in questa sede: i mosaici come documento del fiorire dell'allevamento dei cavalli in Africa e l'importanza di questo nell'economia della

[1] P. ROMANELLI, *La vita agricola tripolitana attraverso le rappresentazioni figurate*, in *Africa Italiana*, III, 1930, pp. 53-75.

[2] T. PRÉCHEUR-CANONGE, *La vie rurale en Afrique Romaine d'après les mosaïques* (Public. Université de Tunis, Fac. des Lettres - I Serv. Archéol. Epigr., VI) Tunis, 1962.

[3] T. SARNOWSKI, *Les raprésentations de villas sur les mosaïques africaines tardives*, Wroclaw, 1978.

[4] K.M. DUNBABIN, *The mosaic of Roman North Africa* (Oxford, Monographs on Classical Archaeology) Oxford, 1978.

[5] V. ad esempio l'articolo di M. ENNAIFER, *Le thème des chevaux vainqueurs à travers la série des mosaïques africaines*, in «MEFRA», 95, 1983, pp. 817-858, con ampia bibl. precedente.

regione[6]. Non che tale aspetto non sia stato considerato: vi ha accennato ovviamente chiunque ha trattato dei mosaici di *Sorothus* da *Hadrumetum* ma generalmente senza estendere l'indagine e considerando il caso di *Sorothus* come singolare e limitato[7].

Il tipo di documentazione offertaci dai mosaici è in certo senso differenziata e riunibile in diversi gruppi: rappresentazioni delle corse nell'edificio circense[8] o rappresentazione dell'auriga vincitore sulla sua quadriga, con sullo sfondo qualche edificio del circo (come ad esempio nel mosaico dell'auriga Eros da Thugga)[9]; mosaici con cavalli, generalmente contraddistinti dal loro nome, affrontati ai lati di una palma, di recipienti cilindrici spesso colmi di piante; cavalli isolati in emblemata quadrangolari oppure al centro di medaglioni formati da volute come nel pavimento dell'*Asinus* di Djemila[10], oppure rappresentati con il palafreniere o l'auriga. Si è detto che quasi sempre i cavalli isolati o in posizione araldica sono rappresentati come vincitori e sono bardati con i colori delle varie fazioni; si è accennato che ad alcune rappresentazioni di quattro cavalli con i colori delle diverse fazioni si è data una interpretazione simbolica allusiva alle stagioni o genericamente alla vittoria. Altra circostanza da segnalare è che spesso i cavalli oltre che il nome (il che ovviamente li riconduce ad una sfera reale di notorietà per corse vinte) recano sulla groppa e sulla spalla il marchio della scuderia — lettere o simboli — che essendo vari, dimostrano l'esistenza di piú di una scuderia o di piú di un allevamento.

Tutto quanto si è sino ad ora esposto e le varie interpretazioni date alle rappresentazioni di cavalli potrebbero, in teoria, collegarsi soltanto alla passione per le corse circensi che, come è noto, erano particolarmente gradite nelle province romane d'Africa[11]; tuttavia c'è da chieder-

[6] M. Floriani Squarciapino, *Circhi e spettacoli circensi nelle province romane d'Africa* in «Rend Lincei», S. VIII, XXXIV, 5-6, 1979, pp. 275-290.

[7] Cosí anche il Picard nel suo ben noto volume *La civilisation de l'Afrique romaine*, Paris, 1959, p. 98.

[8] Ai mosaici africani con rappresentazione del circo già citati nel mio articolo del 1979 (v. nota 6) si deve aggiungere lo splendido mosaico di Silin, presso Leptis Magna, pubblicato da Omar Al Mahjub (*I mosaici della villa romana di Silin*, in *III Colloquio internazionale sul mosaico antico*, 1984, pp. 299-306, con tavv. a colori). Tutti questi mosaici sono poi ampiamente discussi nell'opera di J.H. Humphrey, *Roman Circuses*, London, 1986, pp. 208-216, 219-221, 244-246.

[9] V. M. Ennaifer, *art. cit.*, a nota 3, p. 817, fig. 3; Humphrey, *op. cit.*, p. 147 e 222, fig. 68.

[10] V. M. Ennaifer, *cit.*, p. 830-831, fig. 18.

[11] Tertulliano (*de spectaculis*, 16) descrive con frasi di un vivace realismo, che sanno di esperienza diretta, gli spettatori del circo invasati da un furore che ci ricorda gli attuali

si come mai a Roma, dove in fondo il circo e le sue gare erano sorte, in Italia e nelle altre province non siano stati altrettanto «reclamizzati» nei mosaici i cavalli vincitori delle corse, anche se non mancano alcune rappresentazioni del circo[12].

Ci si chiede allora se le molte rappresentazioni di cavalli, siano esse riferite a fatti reali o simbolici, nei mosaici africani non abbiano un'altra spiegazione oltre quella piú ovvia della passione per le gare circensi.

Per provare questa «seconda» spiegazione si devono tener presenti altri fattori fornitici da fonti letterarie ed epigrafiche che possono spiegare come le corse del circo importate dai Romani avessero trovato in Africa un terreno già ben preparato ad accoglierle e ad aumentare ed esasperare la passione «sportiva» anche per ragioni economiche.

È noto che sin dai tempi piú antichi le popolazioni dell'Africa settentrionale erano rinomate quali allevatrici di cavalli: Erodoto (IV,171) nomina gli *Asbutae* (o *Asbustae*) «che abitano sopra Cirene» come ottimi guidatori di quadrighe. È vero che Erodoto cita la bravura dei guidatori e non dei cavalli, ma è difficile pensare che queste tribú nomadi non allevassero esse stesse i cavalli che guidavano. Piú significativo per il nostro assunto è l'altro passo di Erodoto (IV,189) in cui si afferma che i Greci avevano imparato dai Libi ad aggiogare al carro quattro cavalli. Quanto all'allevamento di cavalli è significativo il passo di Polibio, di critica a Timeo, in cui si afferma che in Libia l'abbondanza di cavalli, buoi, montoni e capre era tale da non potersi trovare nulla di simile in tutto il resto della terra.

Si ricordi che i Cirenei, celeberrimi guidatori di carri a Olimpia e a Delfi, secondo Pindaro e Diodoro, gareggiavano con cavalli di razza libica e Cirene per la razza di cavalli ancor nota, come vedremo, in età romana, si meritò tra gli altri il titolo di *clarorum mater equorum*[13].

Sappiamo inoltre da Eliano che anche i Cartaginesi si erano interessati al miglioramento dei cavalli di razza libica, importando cavalli ibe-

tristi episodi dei nostri stadi; S. Agostino, parlando del suo giovane discepolo ed amico Alipio, dice che *a Cartagine* era stato conquistato dalla pazzia dei giuochi circensi (*Confess.* VI, 7) mentre solo *a Roma* era stato sommerso dalla non meno insana passione per gli spettacoli gladiatori (*Confess.* VI, 8). E in fine è celeberrima la frase di Salviano (*De gubernat. Dei*, XII, 69) che accusa *l'ecclesia* di impazzire nel circo mentre i barbari assalivano Cirta e Cartagine.

[12] Per mosaici con circo in altre province, e in Italia, v. da ultimo HUMPHREY, *op. cit.*, pp. 216-218 (Lione); pp. 223-233 (Piazza Armerina); 233-242 (Italica, Barcellona, Gerona); 243 (Ravenna e Luni); 422 (Sans); 432 seg. (Horkstow).

[13] Per tutte le fonti relative all'allevamento dei cavalli in Cirenaica, cfr. P. THRIGE, *Res cyrenensium*, a cura di S. Ferri, Verbania, 1940, I, pp. 402-408; II, pp. 288-299.

rici famosi per la loro velocità[14]. E come dimenticare i cavalieri Numidi, secondo Livio tra i piú abili del mondo, che avevano formato la cavalleria dell'esercito annibalico? quei Numidi abilissimi anche nel pericoloso esercizio di passare da un cavallo all'altro in corsa, esercizio che sarà portato nel circo dai *desultores*.

Le fonti dunque ci parlano di una razza di cavalli libica migliorata e selezionata nel tempo sia dai Cirenei sia dai Cartaginesi e comunque di una particolare predisposizione delle popolazioni locali all'allevamento e al cavalcare o aggiogare cavalli.

Quindi, al momento della conquista romana e del suo consolidamento, l'allevamento e l'addestramento dei cavalli era già diffuso in Africa e dall'importazione delle gare circensi non poteva che avere nuovo impulso tanto piú che, accanto allo «sfruttamento locale» si doveva aggiungere una piú ampia e diffusa «esportazione» di cavalli ed aurighi verso l'Italia e il resto dell'impero.

Per i cavalli da corsa basti ricordare le iscrizioni in cui molti sono detti *afer*, anzi in quella di Calpurnianus (*CIL*,VI,10047) cinque degli otto cavalli che gli avevano dato la vittoria sono appunto di razza africana. E a dimostrare la pluralità degli allevamenti e delle selezioni ricordiamo che nelle iscrizioni compare accanto ad *afer* anche l'appellativo di *maurus* e *cyreneus*; come si è detto già storici e poeti greci ricordavano Cirene quale allevatrice di cavalli.

Per quanto riguarda gli aurighi possiamo ricordare lo *Scorpianus (agita)tor factionis natione afer* ricordato nell'iscrizione di Altenburg (*CIL*, III,12013) ed effigiato sulla sua quadriga in un mosaico purtroppo assai danneggiato dalla casa di Cartagine che da lui prende il nome[15]. Che la casa fosse di Scorpianus stesso, o di un suo ammiratore, o del patrono della fazione per cui correva è per noi di secondaria importanza, quel che conta è la «nazione» dell'auriga e il fatto che egli gareggiasse e fosse famoso anche fuori dal suo paese.

Forse africano era anche il C. Iulius Cammarius, morto a Theveste durante una corsa, come ci informa il suo epitaffio metrico[16], e seppellito presso il *Trigarium* della città.

Le fonti letterarie ed epigrafiche provano l'esistenza di una razza di cavalli africana, i mosaici e le iscrizioni ci provano anche l'esistenza de-

[14] Per l'allevamento v. un rapido cenno in G. e C. CHARLES PICARD, *I Cartaginesi al tempo di Annibale*, Milano, il Saggiatore, 1962, p. 107; S. MOSCATI, *Il mondo dei Fenici*, Milano, 1966, pp. 224-225.

[15] *Inv. Mosaïques Tunisie*, n. 816, DUNBABIN, *op. cit.*, pp. 96-97.

[16] *CIL*, VIII, 16566. Si noti che a Theveste non è stato rinvenuto un circo costruito, ma esisteva un *trigarium* (il maneggio).

gli allevamenti, emblematico è il caso dell'allevamento di Sorothus: raffigurato in due mosaici della sua *domus* ad Hadrumetum[17] ha trovato conferma nel rinvenimento nei presi di Ain Babouch, ai confini con l'Algeria, di una iscrizione dedicatoria a Saturno in cui è nominato il *genius sal (tus) Sorothens(is)*[18]. La localizzazione nel gebel tra Kairouan e Aïn Beida dell'allevamento di Sorothus conferisce il crisma della realtà al paesaggio rappresentato nel mosaico, che oltretutto corrisponde alle prescrizioni di Columella (*de re rustica*, VI,27) per l'ambiente piú adatto all'allevamento:.....*spatiosa et palustria montana pascua eligenda sunt*.

Gli scavi recenti all'Oued Athmenia rivelando una grande fattoria con stalle[19] hanno provato l'ipotesi avanzata a proposito dei mosaici ivi rinvenuti alla fine dello '800 nelle terme, dette di Pompeianus[20], che essi cioè insieme ai migliori cavalli dell'allevamento, rappresentassero gli edifici della grande fattoria di «Pompeianus» o di altro grande proprietario, che aveva un allevamento di cavalli. E probabilmente altri futuri scavi potranno rivelare fattorie con stalle che indicheranno altri centri di allevamento anche se non segnalati da mosaici.

Un altro allevatore (oltre che proprietario di scuderie) potrebbe essere il Claudius Sabinus il cui nome è indicato (insieme al *Pra*, indicante la fazione per cui correva) sulla groppa di *Muccosus* nel mosaico da Cherchel[21].

Mi pare dunque abbastanza dimostrato che l'allevamento di cavalli fosse ben diffuso in Africa settentrionale anche in età romana e fu anzi incrementato per il diffondersi della passione per le gare circensi. Poichè dobbiamo pensare che accanto all'allevamento esistesse anche l'adde-

[17] E. FOUCHER, *Inventaire des mosaïques*, Feuille n. 57 Atlas Archéologique, *Sousse*, Tunis, 1960, pp. 54-55, n. 57113, tav. XXVII a; pp. 58-59, n. 57120 con bibl. prec.; V. da ultimo per foto dei mosaici sia di archivio, sia della ricostruzione, M. ENNAIFER, *op. cit.*, (a nota 5) p. 831 segg.; figg. 19-22; DUNBABIN, *op. cit.*, pp. 93-94. Anche la Dunbabin, come il Foucher, pensa che in questi mosaici l'attenzione si incentrasse sull'allevamento dei cavalli e non sulle gare del circo.

[18] cfr. T. PRÉCHEUR-CANONGE, *op. cit.*, p. 65 (con bibl. prec.).

[19] A. BERTHIER, *Établissements agricoles antiques à Oued-Athmenia*, in «BAA», I, 1962-1965, pp. 7-20.

[20] *Inv. Algérie*, 263; DUNBABIN, *op. cit.*, p. 94. Per le discussioni della probabilità o meno del nome 'Pompeianus' e altri problemi dei mosaici da tempo andati distrutti v. l'articolo di Berthier citato a nota 19 (con bibl. prec.).

[21] J.H. HUMPHREY, *op. cit.* p. 310 (bibl. a nota 18). L'Humphrey a p. 328 cita un mosaico da Thugga dove sono rappresentati quattro cavalli che «may belong to an estate depicted in the centre», il che farebbe pensare all'esistenza di un allevamento anche nei pressi di Thugga. Tuttavia anche se le viti legate a castelletto suggeriscono un riferimento alla realtà, il fatto che tra esse sia un erote che caccia con la pania, (v. M. ENNAIFER, *op. cit.*, p. 838, fig. 10) non è molto indicativo per un allevamento di cavalli.

stramento sia per le varie specialità - da corsa, da caccia o da fatica - sia per quanto riguarda il posto a cui ciascun cavallo veniva aggiogato. Contemporaneamente vi doveva essere un addestramento degli aurighi.

Abbiamo visto, sia dai mosaici africani, sia dalle iscrizioni trovate altrove che i cavalli addestrati alle corse del circo erano esportati e, probabilmente, in questo avevano molta importanza le *factiones*: e non dobbiamo dimenticare che a Cartagine è stata riconosciuta in un grande fabbricato, scavato nel 1920 e in un cui pavimento musivo è iscritto *felix / populus / Veneti*, la sede della fazione degli azzurri[22].

Probabilmente anche altre fazioni avevano una loro rappresentanza in Africa per trattare l'acquisto dei cavalli e, forse, per provvedere direttamente all'addestramento di cavalli ed aurighi. Del resto che tutte e quattro le fazioni partecipassero alle gare nei circhi africani è dimostrato dalle celebri *tabellae defixionum* riferentisi alle corse, rinvenute in gran numero a Cartagine ed Hadrumetum[23]. Per l'esportazione dei cavalli può essere indicativa (sia pure moderatamente) la circostanza che nel mosaico di Althiburus[24], specie di catalogo del naviglio romano, è compresa (ed è l'unica rappresentazione che io conosca) una nave apposita per il trasporto dei cavalli: HIPPAGO, ΙΠΠΑΓΩΓΟΣ. È vero che trattandosi di un catalogo non è detto che la nave fosse adoperata solo per trasporto di cavalli africani o dai porti dell'Africa tuttavia è interessante che essa, per ora, sia apparsa solo in un mosaico di una regione che altre prove ci dicono ricca di allevamenti di cavalli e fortemente coinvolta in tutto quanto riguardava l'organizzazione delle gare circensi. Come ha dimostrato il recentissimo studio dello Humphrey le province romane d'Africa sono le piú ricche di edifici circensi e di mosaici riferentisi ai giuochi del circo ed ai cavalli. Seconde sono le province iberi-

[22] Non è di essenziale importanza per il nostro assunto stabilire se del fabbricato in questione sia parte, come vuole G. CH. PICARD (*Un palais du IV siécle à Carthage* in «CRAI», 1964, pp. 101-118), anche la «casa dei cavalli» che prende il nome dal famoso mosaico con una serie di cavalli da corsa rappresentati in una serie di quadri affiancati, studiato esaurientemente dal Salomonson, *La mosaïque aux chevaux de l'Antiquarium de Carthage* (Etud. d'Arch. et d'Hist. anc.) Institut Historique de Rome, La Haye, 1965. Il Salomonson nega che i due fabbricati siano collegati e pensa che la «casa dei cavalli» sia proprietà di un privato, appassionato di corse, o addirittura del direttore della fazione.

[23] A. AUDOLLENT, *Defixionum Tabellae*, Paris, 1904. Certo trattandosi di scongiuri e maledizioni contro aurighi e cavalli delle opposte fazioni esse sono legate alla passione per il circo piú che, genericamente, all'allevamento dei cavalli. Tuttavia da una di esse si deduce il nome di proprietari di scuderie, i *Lollii*, che, come *Sorothus*, pure lui di Hadrumetum, potrebbero essere allevatori (cfr. anche HUMPHREY, *op. cit.*, a nota 21, p. 320).

[24] P. GAUCHLER, *Un catalogue de la batellerie gréco-romaine: la mosaïque d'Althiburos*, in MonPiot, XII, 1905, p. 130 sgg; P.M. DUVAL, *La forme des navires romains d'auprés la mosaïque d'Althiburos*, in «MEFRA», 61, 1949, p. 119 sgg.

che e, per quel che riguarda le rappresentazioni di circhi e di cavalli, dobbiamo notare che anche qui sono stati trovati mosaici con rappresentazioni di circhi (Italica, Gerona, Barcellona), con quadrighe di aurighi vincitori come quelli di Merida[25] con cavalli isolati indicati dal loro nome come quelli di Torre de Palma in Portogallo[26]. Questi ultimi sarebbero di razza «andalusa» non senza incroci, almeno per uno di essi, dalle forme piú snelle ed eleganti, con la razza dell'Africa settentrionale. L'editore di questi mosaici in base ai marchi del proprietario sulla groppa dei cavalli pensa fossero esemplari degli allevamenti proprio della villa rustica di Torre de Palma[27]. Del resto la presenza di allevamenti nelle province iberiche è documentata, come per quelli delle province africane dalle fonti letterarie e dalle iscrizioni[28]. Non è qui il caso di dilungarsi sull'argomento, però una cosa vorrei notare e cioè che nella penisola iberica, come in Africa, si sono trovate rappresentazioni di cavalli vincitori isolati, designati col loro nome, con marchi di scuderia e, specialmente, con precisi caratteri somatici che corrispondono a quelli delle razze locali perpetuatesi sino ai giorni nostri. Ho citato quanto scritto dal De Almeida a proposito dei cavalli di Torre de Palma, sarà dunque il caso di ricordare che nel 1906 il Bernard nel suo studio *Le cheval dans les mosaïques de l'Afrique du Nord*[29] ha notato in molti dei cavalli rappresentati, ivi compresi quelli dell'allevamento di Sorothus, i caratteri del purosangue «arabo» diverso dal cavallo «berbero», concludendo che si doveva trattare di «cavalli importati»; sono piuttosto d'accordo con la Précheur-Canonge, che considera questi esemplari come di razza «numida-romanizzata», cioè frutto di incroci in allevamenti africani; se ne potrebbe perciò dedurre che quando gli Arabi, molto piú tardi, importeranno i loro cavalli trovarono sul posto una razza che ne possedeva già alcune caratteristiche.

[25] A. Blanco Freijeiro, *Mosaicos Romanos de Mérida* (Corpus de Mosaicos Romanos de España, I), Madrid, 1978, n. 43 B, tav. 77-78; Humphrey, *op. cit.*, pp. 375-376. A proposito del nome di scuderia *Getuli* che è impresso sulla groppa di uno dei cavalli della quadriga dell'auriga *Marcianus*, forse si potrebbe notare che Getuli era uno dei nomi con cui i Romani indicavano i Libi, o meglio era il nome di una delle grandi tribú libiche.

[26] F. De Almeida, *Sur quelques mosaïques du Portugal, Torre de Palma et autres*, in *La Mosaïque greco-romaine*, II, Paris, 1975, pp. 223-225, tavv. LXXXII-LXXXIII; Humphrey, *op. cit.*, p. 376.

[27] Humphrey, *op. cit.*, p. 381, cita un mosaico con auriga vincitore ancora inedito, rinvenuto in una villa a Jerez de los Caballeros.

[28] Per uno sguardo riassuntivo sulla varia documentazione della questione v. Humphrey, *op. cit.*, pp. 386-387 con ampia citazione della bibliografia specie spagnola sull'argomento.

[29] In «BCTH», 1906.

Quanto sin qui si è detto ha dimostrato che in Africa esistevano allevamenti di cavalli, ove venivano anche selezionate le razze, e luoghi di addestramento, e che queste attività costituivano un forte cespite di guadagno, dato l'ampio impiego dei cavalli nelle gare circensi, sia localmente sia nel resto dell'impero, e non bisogna dimenticare che, come ci informano ancora una volta i mosaici, il cavallo era ampiamente impiegato anche per la caccia[30] e, sia pure limitatamente, per i lavori agricoli[31]. E che l'occuparsi di allevamento e addestramento fruttasse lo dimostra la ricchezza delle ville urbane dei padroni di scuderie e la ricchezza ed estensione delle fattorie e delle ville rustiche in cui l'allevamento e, forse, l'addestramento avveniva.

[30] PRÉCHEUR-CANONGE, *op. cit.*, p. 64 e pp. 77-91.

[31] La Précheur-Canonge segnala che raramente nelle rappresentazioni di fattorie o di lavori agricoli si notano impiegati dei cavalli; tuttavia, ad esempio, nel mosaico di Zliten con la scena di trebbiatura (S. AURIGEMMA, *L'Italia in Africa. Le scoperte archeologiche (a. 1911-a. 1943). Tripolitania*, I, *I monumenti di arte decorativa*, I; *I mosaici*, Roma, 1960, p. 59, tav. 124) notiamo impiegati dei cavalli, così pure li vediamo in alcuni rilievi.

Marcello Gaggiotti

L'importazione del marmo numidico a Roma in epoca tardo-repubblicana

È noto che l'introduzione a Roma dei marmi provenienti da regioni transmarine[1], almeno di quelli destinati all'uso privato, fu, all'inizio, puntualmente accompagnata da polemiche, tese a denunciare il dilagare della *luxuria*. Sulla base delle fonti è determinabile la seguente scansione cronologica (tutte le date si intendono a.C.):

1) marmo numidico: usato nei *pavimenta poenica* all'epoca di Catone, *ante* 149 (Fest.-Paul., 348 P.-L.);
2) marmo imezio: colonne nella *domus* di L. Licinio Crasso *cos.* 95 (Plin., *n.h.*, 36, 3, 7; cf. 36, 24, 114);
3) marmo numidico: soglie nella *domus* di M. Emilio Lepido *cos.* 78 (Plin., *n.h.*, 36, 8, 49);
4) marmo luculleo: introdotto per probabile uso privato da L. Licinio Lucullo *cos.* 74 (Plin., *n.h.*, 36, 8, 49);
5) marmo luculleo: colonne nella *domus* di M. Emilio Scauro *aed.* 58 (Plin., *n.h.*, 36, 2, 5-6);
6) marmo caristio: colonne nella *domus* di Mamurra *praef. fabr. Caes.* 58 (nella quale sono impiegate anche, per la prima volta, colonne di marmo lunense, Plin., *n.h.*, 36, 7, 48).

Le fonti a nostra disposizione (cf. punti 1 e 3) documentano che il numidico fu, se non il primo, almeno il secondo dei marmi importati a Roma (sempre beninteso, per uso privato):

Fest.-Paul., 348 P.-L.: *Pavimenta Poenica marmore Numidico constrata significat Cato cum ait in ea quam habuit ne quis consul bis fieret: Dicere possum quibus villae atque aedes aedificatae atque expolitae maximo opere citro atque ebore atque pavimentis Poenic[i]is «s»tent (sient?). (Paul.) Pavimenta Poenica, hoc est marmore Numidico strata.*

Plin., *n.h.*, 36, 8, 49: *M. Lepidus Q. Catuli in consulatu conlega primus*

Sono debitore di utili suggerimenti al prof. Silvio Panciera che qui sentitamente ringrazio.

[1] Del problema della diffusione dei marmi pregiati si è occupato in piú occasioni Patrizio Pensabene; il suo ultimo lavoro al riguardo contiene la bibliografia aggiornata: P. Pensabene, *La decorazione architettonica, l'impiego del marmo e l'importazione di manufatti orientali a Roma, in Italia e in Africa (II-VI D.C.)*, «Società Romana e Impero tardoantico», 3, Le merci e gli insediamenti, Bari, 1986, p. 285 sgg. e 825 sgg.

omnium limina ex Numidico marmore in domo posuit magna reprensione, is fuit consul anno urbis DCLXXVI. Hoc primum invecti Numidici marmoris vestigium invenio, non in columnis tamen crustisve, ut supra Carystii, sed in massa ac vilissimo liminum usu.

La testimonianza di Festo, che consente di risalire al livello dell'età catoniana (prima metà II sec.) può riferirsi infatti ad un uso limitato e accessorio del marmo in ambito pavimentale[2]; la testimonianza di Plinio relativa a M. Emilio Lepido, che cronologicamente segue quella, anch'essa pliniana, relativa all'introduzione del marmo imezio da parte di Crasso, si riferisce chiaramente all'impiego di blocchi di grande pezzatura (*in massa*), utilizzati per ricavarne soglie. Secondo una lettura superficiale del testo pliniano (*vilissimo liminum usu*) si tratterebbe, in tal caso, dell'uso di un materiale inizialmente ritenuto di poco conto, solo in seguito opportunamente rivalutato[3]: ciò non rende tuttavia ragione del biasimo che accompagnò l'operazione, non costituendo ovviamente motivo di scandalo l'uso vile di un materiale vile. È evidente quindi che la *magna reprehensio* dovette essere suscitata dall'uso deliberatamente vile di un materiale raro ed esotico, di pregio e nobiltà riconosciuti, pregno probabilmente di valenze ideologiche originarie[4]: l'uso del marmo numidico in relazione alle soglie si connota in definitiva, da parte di Lepido, quale chiara, provocatoria esibizione di *luxus*, immediatamente tangibile all'atto stesso di varcare l'ingresso della sua *domus*, che era nota, del resto, come la piú bella del suo tempo[5]. Al proprietario, che sappiamo la decorò anche con *clipei* bronzei simili a quelli che aveva posto all'interno della *basilica Aemilia*[6], non mancavano certo il prestigio e la nobiltà (era di rango patrizio), né la ricchezza (al patrimonio familiare aggiunse le ricchezze accumulate in occasione delle proscrizioni sillane)[7], né le doti caratteriali (*nam erat natura*

[2] Siano i *pavimenta poenica* identificabili o meno con i signini o con *lithostrota*, cf. PH. BRUNEAU, *Pavimenta poenica*, «MEFRA» 94, 1982, p. 651 sgg.: il problema merita un approfondimento.

[3] Cf. R. GNOLI, *Marmora Romana*, Roma, 1971, p. 139.

[4] L'impiego monumentale del marmo numidico, che ancora nel calmiere diocleziano è annoverato tra i marmi piú costosi (K. T. ERIM - J. REYNOLDS, *The copy of Diocletian's Edict on Maximum Prices from Aphrodisias in Caria*, «JRS», LX, 1970, p. 134 — nota di M. H. Ballance —; cf. R. GNOLI, op. cit., p. 12 sg.), risulta documentato per la prima volta nella stessa Numidia, in un edificio di carattere «dinastico» (vedi oltre, p. 204) in cui il concetto di regalità è coerentemente espresso anche dal colore giallo-dorato del materiale.

[5] Plin., *n.h.*, 36, 24, 109.

[6] Plin., *n.h.*, 35, 4, 13.

[7] Sall., *Hist.*, I, 55M, 18.

turbulentus et inquietus)[8]. L'episodio relativo a Lepido può ascriversi ai suoi ultimi anni di vita (egli muore nel 77), all'incirca nel periodo 81-78 (tra le proscrizioni e il consolato): esso si inquadra perfettamente nell'atmosfera di competizione politico-ideologica in atto tra i membri dell'aristocrazia tardo-repubblicana, in cui le manifestazioni di *status* giocavano un ruolo rilevante. Di questo segno è del resto l'intervento di restauro effettuato da Lepido nella *basilica Aemilia*[9]: commemorando la fondazione dell'edificio, a cento anni esatti di distanza, egli intese da un lato riferirsi idealmente al suo antenato piú illustre, l'omonimo censore del 179 (che, riassunte in sé fino alla morte, avvenuta nel 153/2, le funzioni di *pontifex maximus* e di *princeps senatus*, era stato il personaggio piú prestigioso del suo tempo), dall'altro riconfermare la valenza ideologica conferita dal rapporto genealogico Numa Pompilio-*gens Aemilia* alla *basilica*, il «monumento di famiglia» cui Lepido aggiunse un fregio marmoreo (in pentelico) con episodi della storia arcaica di Roma[10].

La successiva notizia relativa al marmo numidico, riguarda l'erezione nel Foro, da parte della plebe romana, di una colonna di venti piedi in onore di Cesare, assassinato da poco, con la dedica *parenti patriae*[11]. Si tratta della prima attestazione relativa all'impiego del marmo numidico in un monumento pubblico: è evidente che mentre nel caso di Lepido esso ha un carattere del tutto occasionale, di novità (e conseguente prestigio), che può suggerire un'importazione *ad hoc*, la disponibilità pressoché immediata del materiale, quale si evince nel caso della colonna onoraria, presuppone ormai l'esistenza di un commercio regolare, stabilitosi evidentemente nel trentacinquennio di intervallo che separa i due episodi, per soddisfare prevalentemente la domanda privata. È forse indicativa al riguardo la notizia, riportata da Plinio proprio in appendice a quella, già ricordata, relativa al lusso della casa di Lepido, secondo cui tale *domus*, la piú bella del suo tempo, a distanza di trentacinque anni non rientrava nel novero delle prime cento[12]: l'emergere di ceti nuovi, di *parvenus* arricchitisi rapidamente, assetati di potere e di

[8] Gran. Licinian., 36. Sulla personalità di Lepido vedi L. LABRUNA, *Il console sovversivo, Marco Emilio Lepido e la sua rivolta*, Napoli 1976.

[9] M. H. CRAWFORD, *Roman Republican Coinage*, Cambridge, 1974, n. 419, 3b; cf. Plin., *n.h.*, 35, 4, 13.

[10] M. GAGGIOTTI, *Atrium regium-basilica (Aemilia): una insospettata continuità storica e una chiave ideologica per la soluzione del problema dell'origine della basilica*, «Analecta Romana Instituti Danici» XVI, 1985, p. 53 sgg.

[11] Suet., *Div. Iul.*, 85.

[12] Plin., *n.h.*, 36, 24, 109.

lusso (si pensi al caso di Cicerone), ha aumentato a dismisura la domanda di generi voluttuari, tra cui i marmi decorativi di vario tipo (per non parlare delle sculture vere e proprie) non costituivano certo una voce secondaria. Piú o meno a questo si riferisce Vitruvio quando parla di *crustarum marmorearum varietates*[13]: la loro introduzione avrà, puntualmente, suscitato le critiche dei conservatori, atteggiamento che trova eco ancora in Plinio: *sed quisquis primus invenit secare luxuriaque dividere importuni ingenii fuit*[14].

Il luogo di provenienza del marmo numidico (modernamente definito «giallo antico») è noto da tempo[15]: le cave e le officine di epoca imperiale destinate ad una prima lavorazione dei manufatti da esportare sono localizzate a Chemtou, nella Tunisia nord-occidentale, sul sito dell'antica *Simitthus*[16]. Il centro, soggetto probabilmente in origine all'egemonia cartaginese, cadde successivamente sotto il dominio dei re di Numidia: la testimonianza catoniana relativa ai *pavimenta poenica marmore numidico constrata* (v. sopra) presuppone, almeno, la sicurezza dell'approvvigionamento del materiale da parte di Cartagine tra la II e la III guerra punica. Il passaggio sotto il controllo numidico dovrebbe essere avvenuto in concomitanza, se non immediatamente prima della distruzione di Cartagine[17].

Il monumento ispirato a modelli ellenistici, ivi eretto da Micipsa in onore del padre Massinissa, morto nel 148, è il primo edificio noto interamente realizzato in marmo di *Simitthus*[18]. Già a quest'epoca potrebbe risalire perciò la fondazione dell'*officina regia*, attiva con questo nome ancora in epoca imperiale[19], che non può scendere comunque oltre la soppressione del regno di Numidia, avvenuta nel 46[20]. Entrata definitivamente, a quest'epoca, nell'orbita politica romana, *Simitthus* fu orga-

[13] Vitr., 7, 5, 1.

[14] Plin., *n.h.*, 36, 9, 51.

[15] J. B. Ward-Perkins, *Tripolitania and the Marble Trade*, «JRS», XLI, 1951, p. 96 sg.; R. Gnoli, *op. cit.*, p. 131 sgg.

[16] H. G. Horn, *Die antiken Steinbrüche von Chemtou/Simitthus*, «Die Numider, Reiter und Könige nördlich der Sahara», Köln 1979, p. 173 sgg.

[17] M. R. Alfoldi, *Die Geschichte des numidischen Königreiches und seine Nachfolger*, «Die Numider» cit. alla nota precendente, p. 43 sgg.

[18] F. Rakob, *Numidische Königsarchitektur in NordAfrika*, «Die Numider» cit., p. 119 sgg., Id., *Architecture royale Numide*, «Architecture et Societé», Coll. Ec. Fr. Rome 66, 1983, p. 328 sgg.

[19] *CIL* VIII 14578-9, 14583 (149-151 d.C.).

[20] J. B. Ward-Perkins, *art. cit., loc. cit.*

nizzata a municipio[21] e, in età augustea, a colonia; a quest'epoca dovrebbe attribuirsi la fondazione dell'*officina Agrippae*, ancora attiva negli anni 131-150 d.C.[22].

Può essere superfluo in questa sede tracciare, sulla base della documentazione letteraria, epigrafica e archeologica, un quadro cronologico completo della produzione del marmo numidico; resta sostanzialmente valido, per l'epoca imperiale, quello delineato dal Ward-Perkins[23]: l'uso del marmo per costruzioni monumentali, ancora abbastanza limitato in epoca augusteo/giulio-claudia, aumenta gradualmente in età flavio-traianea e, assai decisamente, all'epoca di Adriano e Antonino Pio. Dopo questa punta la produzione si attenua mantenendosi comunque a livelli discreti fino a tutta l'epoca tardo-imperiale. Quanto alla diffusione, il marmo numidico è largamente presente a Roma e nelle dipendenze imperiali intorno alla capitale (Tivoli, Anzio, via Prenestina) e, inoltre, a Ostia e Benevento; esso è massicciamente impiegato nella stessa Atene e a Smirne, che pure è città prossima a cave di marmi pregiatissimi (*Chios, Teos*); per contro, praticamente inconsistente ne è la presenza in ambito africano. L'*exploit* di età adrianea-antonina è certo in relazione con il miglioramento delle comunicazioni stradali tra *Simitthus* e *Thabraca*, sulla costa mediterranea, naturale porto d'imbarco del materiale estratto[24]: la *via a Simittu* (sic!) *usq(ue) Thabracam* fu riorganizzata proprio da Adriano, come mostra una serie di miliari datati al 129 d.C.[25]. È tuttavia legittimo supporre un'attivazione precoce di questa direttrice viaria a partire almeno da quando lo sfruttamento delle cave raggiunse una discreta intensità: ciò può essere avvenuto già in epoca anteriore a quella augustea, come suggerirebbe il caso della colonna forense eretta in onore di Cesare.

Il suolo di *Thabraca* ha restituito un importantissimo documento epigrafico, una dedica al triumviro M. Emilio Lepido incisa su una la-

[21] Secondo M. GRANT, *From Imperium to Auctoritas*, Cambridge, 1946, p. 178 sgg., il celebre *P. Sittius*, singolare figura di avventuriero dell'età cesariana, avrebbe svolto un ruolo di primo piano nell'organizzazione municipale di *Simitthus*: va osservato che ciò non è suffragato dall'onomastica locale, mentre a *Cirta*, sicura fondazione coloniale di *Sittius*, il gentilizio è ampiamente attestato.

[22] *CIL* VIII 14564, 14580-1.

[23] J. B. WARD-PERKINS, *art. cit., loc. cit.*

[24] *RE* V A 1, 1934, c. 1178 sg., *s.v. Thabraca*. Un relitto risalente alla metà del III sec., carico soprattuto di colonne, rinvenuto presso Camarina (A. J. PARKER, *Il relitto romano delle colonne a Camarina*, «Sicilia Archeologica» 11, 30, 1976, p. 25 sgg.), testimonia della rotta commerciale tra *Thabraca* e la Sicilia o, piuttosto, la Grecia.

[25] *CIL* VIII 22199, 22201-3. Questo particolare può forse contribuire a puntualizzare la cronologia di edifici adrianei laddove sussistano eventuali margini di incertezza.

strina rettangolare (h. cm. 27, l. 31,5, sp. 4,8), peraltro di marmo numidico[26]:

M.LEPIDO.IMP.
TERT.PONT.MAX.
III.VIR.R.P.C.BIS.COS.
ITER.PATRONO
EX.D.D.

M(arco) Lepido, imp(eratori) / tert(ium), pont(ifici) max(imo), / triumvir(o) r(ei) p(ublicae) c(onstituendae) bis, co(n)s(uli) / iter(um), patrono, / ex d(ecreto) d(ecurionum).

Trascurando una serie di problemi affrontati dagli editori in relazione alla struttura interna della titolatura, che risulta essere un *hapax*, e all'assetto costituzionale di *Thabraca*, interessa rilevare in questa sede il rapporto di patronato contratto da Lepido nei confronti della città[27]. Gli editori, datando l'iscrizione tra la primavera del 37 e il settembre del 36, mettono in relazione il patronato con il lungo governo africano di Lepido (estate del 40 — settembre del 36); il particolare rapporto con *Thabraca* risalirebbe agli ultimi anni del suo triumvirato, periodo in cui la città avrebbe svolto la funzione di base navale per la spedizione in Sicilia contro Sesto Pompeo o, quanto meno, dato il retroterra boschivo, di arsenale per la costruzione di navi da impiegare nell'impresa. Sebbene tali argomentazioni siano plausibili, va considerato che la cronologia della dedica a Lepido non è realtà cosí rigidamente circoscrivibile: non avendo questi rivestito ulteriori magistrature dopo la destituzione e il

[26] J. Guey, «BSAF» 1954-55 (1957), p. 186, tav. XIV,1; J. Guey-A. Pernette, *Lépide à Thabraca*, «Karthago» IX, 1985, p. 79 sgg., tav. I. Sebbene immediatamente confluita in *AE* 1957, 77, quindi ripresa da A. Degrassi, *ILLRP* 1276 e Id., *ILLRP, Imagines*, Berlino 1965, p. 124 sg., n. 179, l'iscrizione, l'unica a quanto mi consta, a documentare il triumvirato di Lepido, non è stata finora dovutamente considerata. L'uso del marmo numidico in relazione alla dedica ha molto probabilmente motivazioni ideologiche (cf. quanto detto alla nota 4 di p. 202). Gli editori stessi (J. Guey-A. Pernette, *art. cit.*, p. 88) nel segnalare la strettissima analogia quanto a materiale, dimensioni e caratteristiche paleografiche, tra l'epigrafe thabracense e due lastrine contenenti dediche in onore di Augusto, rispettivamente da *Thysdrus* (*CIL* VIII 22844) e da una località sacra presso *Siagu* (A. Merlin, «CRAI» 1911, p. 836 sgg. = *ILAfr.* 306 = *ILS* 9495) ne ipotizzano la provenienza da un medesimo *atélier* da situare a *Simitthus* stessa o a Cartagine. Considerata la rarità dei casi non sarebbe pertanto da escludere un preciso rapporto tipologico tra il materiale ed il livello dei destinatari delle dediche.

[27] Considerate le caratteristiche del ritrovamento, la possibilità ventilata dagli editori (J. Guey-A. Pernette, *art. cit.*, p. 81, n. 4) che l'epigrafe, facilmente trasportabile, provenga dalla stessa *Simitthus* e quindi la possibilità che Lepido sia stato *patronus* non di *Thabraca*, bensí di *Simitthus*, lungi da costituire difficoltà, rafforzerebbe anzi l'ipotesi che si propone nelle pagine seguenti.

confino a *Circeii*[28], la carriera ne risulta «congelata» all'assunzione dell'ultima carica (*IIIvir r.p.c. bis* genn.37); qualsiasi dedica successiva, fino alla morte avvenuta alla fine del 13 / inizi 12, avrebbe avuto analoga struttura e contenuto. Essendo l'esercizio del patronato attinente alla sfera del diritto privato[29], anche se esercitato nei confronti di una città, esso doveva prescindere, nel caso specifico, dalle fortune politiche contingenti di Lepido: non va del resto dimenticato che egli conserverà formalmente, fino alla morte, le prerogative conferitegli dalla sua dignità di *pontifex maximus*[30].

Premesso quindi che l'iscrizione potrebbe datarsi tanto al 37/36, quanto documentare una situazione anche parecchio successiva al settembre 36, non è per contro assolutamente vincolante porre il rapporto di patronato in connessione con il governo africano del triumviro, dato che esso potrebbe essersi instaurato, per motivi del tutto indipendenti, già in epoca anteriore.

Le caratteristiche dell'epigrafe thabracense consentono di formulare alcune considerazioni. Per le limitate dimensioni la lastra difficilmente può ritenersi inserita in origine in un basamento di statua: piú coerente ne sarebbe invece la pertinenza ad un elemento di minore monumentalità, quale ad esempio il supporto di un ritratto scultoreo. Ciò ne implicherebbe naturalmente la collocazione all'interno di un edificio: la lavorazione scabra che caratterizza il retro della lastra[31] indica del resto che essa era inserita in un contesto murario; si potrebbe pensare, in via del tutto ipotetica, ad una nicchia, se non addirittura ad un bancone di sostegno di una serie di ritratti corredati da epigrafi.

Il tenore della dedica si presta, indifferentemente, ad una sua collocazione tanto in ambito pubblico — edificio piú o meno espressamente destinato ad onorare il *patronus* ed eventualmente altri personaggi benemeriti della città — quanto privato — contesto domestico in cui siano onorati, con Lepido, altri membri della famiglia[32].

[28] Sulla figura del triumviro si veda *RE* I, 1, 1893, c. 556, *s.v. Aemilius*, n. 73.

[29] Ciò contribuirebbe a spiegare la singolare preservazione dell'iscrizione thabracense scampata, forse proprio in virtú della sua valenza privata o semiprivata, ad una sorta di «*damnatio memoriae*» applicata alle dediche poste in pubblico al triumviro: nessuna di queste — che pure dobbiamo supporre in cospicuo numero — ci è in effetti pervenuta (cf. nota 26 a p. 206). Nel caso di Antonio la «*damnatio*» fu esplicita e, a differenza di Lepido, ne comportò la temporanea cancellazione dai *Fasti* (in cui ricompare tuttavia non piú tardi del 20 d.C., cf. Tac., *Ann.*, 3, 18).

[30] È noto che Ottaviano, nonostante avesse dichiarato *hostis* Antonio, concesse ai Bononiensi, per tradizione nella clientela della *gens Antonia*, di parteggiare per il suo avversario: Suet., *Aug.*, 17,2.

[31] J. Guey-A. Pernette, *art. cit.*, p. 82.

Come si è detto, la motivazione del patronato è legata, secondo gli editori dell'epigrafe, al ruolo di base navale svolto da *Thabraca* in funzione della spedizione siciliana di Lepido, il quale, peraltro, a loro avviso, potrebbe aver premiato la città elevandola al regno di colonia[33]: a parte quest'ultima congettura, non suffragata da argomentazioni consistenti, l'ipotesi complessiva è limitata a mio parere dal fatto di non prescindere dalla pregiudiziale di un rapporto con il governo africano di Lepido. La relativa lunghezza del governo di questi spiega solo in parte l'enorme diffusione del gentilizio *Aemilius* in tutta l'Africa settentrionale: anche ammettendo stratificazioni successive di famiglie locali eventualmente gratificate con il conferimento della cittadinanza e considerando le clientele altrimenti acquisite in quel circoscritto periodo, il numero è troppo elevato per non presupporre l'esistenza di ampie clientele consolidate da tempo. L'esistenza di rapporti vigenti da piú antica data potrebbe del resto far considerare non del tutto casuale e immotivata l'attribuzione dell'Africa a Lepido nella spartizione successiva a Filippi (autunno 42): Antonio e Ottaviano, emarginando di fatto il meno attivo collega e annettendosi rispettivamente la Narbonese e la Spagna, sembrano assegnargli un esilio dorato dove questi possa ritenersi materialmente e psicologicamente al sicuro e nel contempo risultare inoffensivo. Rapporti con l'Africa, e piú precisamente con la Numidia, ebbe certamente un altro ramo della *gens Aemilia*, quello rappresentato dagli *Scauri*: sappiamo infatti che M. Emilio Scauro (*cos.* 115, *cens.* 109, *princeps senatus* dal 115) svolse a piú riprese, tra il 112 e il 111, un ruolo molto attivo in Africa, in relazione alle vicende della guerra giugurtina, rimanendo coinvolto in un clamoroso episodio di corruzione da parte di Giugurta[34].

In questa occasione egli può avere tessuto rapporti personali e consolidato interessi economici di notevole peso; non è improbabile che la diffusione del gentilizio *Aemilius* sia imputabile in parte all'attività di Scauro: alle clientele indigene dovrebbero aggiungersi quelle costituite

[32] In quest'ultimo caso si spiegherebbe meglio la conservazione del singolare documento (cf. nota 26 a p. 206). L'omissione del gentilizio è coerente tanto con una collocazione pubblica dell'epigrafe (stante la fama e la riconosciuta nobiltà del personaggio, cf. per Lepido *CIL* I² 777; 940; in generale H. SOLIN, *Beiträge zur Namengebung der Senatoren*, «Epigrafia e Ordine senatorio, Roma 1981», I, (*Tituli*, 4), Roma, 1982, p. 411 sgg.) quanto con il tono confidenziale implicito in un contesto privato. Gli editori vi individuano invece «quelque chose de plus «impératorial» encore que de familier», J. GUEY-A. PERNETTE, *art. cit.*, p. 82.

[33] J. GUEY-A. PERNETTE, *art. cit.*, p. 85 sgg.

[34] Sall., *Iug.*, 15,4; 25,4; 28-29; 40,4. Sallustio lo dipinge come *avidus divitiarum* (15,4); Plinio (*n.h.*, 36, 24, 16) *Mariani sodalici rapinarumque provincialium sinus*.

da *negotiatores* latini e italici (che il piú delle volte erano ingenui e liberti prestanome di membri dell'aristocrazia senatoria cui le attività mercantili erano formalmente interdette)[35], che sappiamo particolarmente numerosi e attivi in Africa settentrionale in questo stesso periodo[36]. I rapporti in tal modo instaurati da Emilio Scauro si possono supporre ereditati dall'omonimo figlio: questi, nel 58, in occasione della sua edilità, i cui festeggiamenti scandalizzarono per il lusso e lo spreco, per primo mostrò animali esotici quali un ippopotamo e cinque coccodrilli[37] e inoltre inviò a Roma centociquanta pantere africane[38]. Non credo azzardato supporre, a questo punto, che almeno una piccola parte delle 360 colonne messe in opera, nella stessa occasione, in una scena teatrale provvisoria[39] fossero di marmo numidico. Questi due generi di prodotti, marmo e animali feroci, rappresentavano, a detta di Plinio, le uniche risorse della Numidia[40]: se M. Emilio Scauro fu, nel 58, il primo ad introdurre a Roma determinate specie di animali esotici, piú di venti anni prima M. Emilio Lepido era stato il primo ad importare a Roma una qualità di marmo, il numidico, rara e preziosa. Novità di tal genere difficilmente possono disporre di un mercato collaudato: esse necessitano di un'organizzazione *ad hoc*, che può materializzarsi inizialmente solo sotto la spinta di interessi fortemente ideologizzati. Per questo credo assai probabile postulare un coinvolgimento diretto nell'approvvigionamento e nel commercio di queste risorse da parte di uno o di entrambi i rami della *gens Aemilia*, i quali potrebbero essersi eventualmente «specializzati» nei due distinti settori menzionati[41]. Questa considerazione può motivare diversamente la presenza a *Thabraca* della dedica, su marmo numidico, in onore del triumviro M. Emilio Lepido e, soprattutto, il suo patronato sulla città, sganciandolo dal ruolo politico svolto dal personaggio e dalla cronologia della sua presenza in Africa. Quale porto naturale di *Simitthus*, situato allo sbocco di una fondamentale via di comunicazione, *Thabraca* svolgeva un ruolo determinante in relazione al

[35] Vedi n. 51 a p. 211.

[36] Sall., *Iug.*, 26, 1-3 (*Cirta*); 47, 1-2; 67,3 (*Vaga*).

[37] Plin., *n.h.*, 8, 40, 96.

[38] Plin., *n.h.*, 8, 24, 64.

[39] Plin., *n.h.*, 36, 2, 5-6.

[40] Plin., *n.h.*, 5, 2, 22.

[41] Non è difficile supporre peraltro, considerate le caratteristiche del personaggio, vissuto nella ricchezza e nel lusso piú sfrenati, un interessamento diretto da parte di Lucullo nello sfruttamento del marmo di Teos. Sulle attività mercantili dei senatori cf. nota 51 a p. 211.

commercio del marmo: sarebbe quindi naturale, nell'ipotesi appena prospettata, il consolidarsi di rapporti clientelari sia a livello individuale, sia a livello di intere comunità, nell'ambito di questi due centri. A *Simitthus* il gentilizio *Aemilius* ricorre in tre casi[42], *Thabraca*, peraltro scarsissimamente esplorata, non ha restituito testimonianze in tal senso, a prescindere dalla dedica a Lepido[43].

Un'ipotesi recentemente formulata[44] stabilendo, a proposito dei *Saepta* cesariani del Campo Marzio, un rapporto tra l'architetto *Mamurra* (dal 58 *praefectus fabrum* di Cesare, noto per l'impiego di colonne di marmo nella sua casa — vedi sopra, p. 201, punto 6) e l'esecutore dei lavori M. Emilio Lepido[45], pone in connessione il primo con un *M. Vitruvius Mamurra* attivo in Nord Africa, costruttore di un arco a *Thibilis*[46]. Il gentilizio, tra l'altro abbastanza diffuso in Nord Africa e particolarmente in territorio numidico, introdurrebbe a sua volta una relazione diretta con il Vitruvio celebre autore del *De architectura*, per il quale sono noti, per altri versi, agganci con la *Numidia*[47] e che alcuni identificano proprio con il *Mamurra praef. fabrum* di Cesare. Il rapporto tra costui e Lepido, consolidatosi eventualmente in occasione dei lavori ai *Saepta*, potrebbe derivare, oltre che dalla comune adesione al partito cesariano, dalle origini formiane di *Mamurra*, da un'area cioè dove tradizionalmente gravitavano interessi economici e politici della *gens Aemilia*[48] nella quale, per di piú, si riscontra un'ampia diffusione del *nomen Vitruvius*.

La presenza in Africa settentrionale del *Vitruvius Mamurra* attivo in campo monumentale (sia verificabile o meno l'equazione *Vitruvius Mamurra* = *Mamurra* = Vitruvio) può trovare spiegazione nell'intensa opera di urbanizzazione avviata colà già all'epoca del primo triumvirato o in un coinvolgimento nello sfruttamento di materiali pregiati o da costruzione, come è ipotizzabile nel caso dei *Cossutii*[49], famiglia di ordine

[42] *CIL* VIII, 14605; 14616; 14562; a questi aggiungerei il *cognomen Aemilianus*, chiaramente derivato per adozione, in *CIL* VIII 14615.

[43] La possibilità, già prospettata (cf. nota 27 a p. 206), della pertinenza della dedica non a *Thabraca*, bensí a *Simitthus*, non solo non altererebbe i termini del problema, ma implicherebbe un rapporto ancora piú stretto tra gli *Aemilii Lepidi* e il marmo numidico, eliminando oltretutto una serie di presunte aporie relative alla cronologia del testo e all'assetto costituzionale di *Thabraca* (J. Guey-A. Pernette, *art. cit.*, p. 85 sgg.).

[44] R.E.A.Palmer, *On the Track of the Ignoble*, «Athenaeum» 61, n.s., 1983, p. 343 sgg.

[45] Cass. Dio, 53, 23.

[46] *CIL* VIII 18913 = *ILS* 5566.

[47] Vitr., 8, 3, 24-25.

[48] M. Gaggiotti, *art. cit.* (a p. 203, nota 10), p. 65.

equestre originaria del Lazio, per qualche tempo sul punto di imparentarsi con Cesare, un cui ramo è attestato nella stessa *Simitthus*[50].

Si può facilmente intuire quale fosse il livello degli interessi economici legati alle cave di materiale, specialmente per chi era in grado di manovrare direttamente la politica di sviluppo di opere pubbliche. Gli elementi sui quali ci si è basati finora, beninteso, rivestono singolarmente un carattere indiziario; non di meno essi convergono in maniera sufficiente a suggerire un possibile coinvolgimento della *gens Aemilia* nello sfruttamento del marmo numidico[51]: a prescindere dal ruolo svolto dal triumviro, la testimonianza pliniana relativa a suo padre, il primo ad impiegarlo a Roma (v. sopra, pp. 201 sgg.) fornisce una certa consistenza all'ipotesi. Si può aggiungere qualche altra considerazione che consentirebbe, tra l'altro, di rintracciare i presupppsti di tale rapporto in un perido nettamente piú antico, il che supporterebbe in maniera efficace la possibilità che il patronato esercitato su *Thabraca* dal triumviro sia da considerarsi indipendente dal suo ruolo politico contingente. Come già ricordato, un riferimento al marmo numidico (inserito nei *pavimenta poenica*) è contenuto nell'orazione catoniana *ne quis consul bis fieret* nota da Festo (v. sopra, p. 201): in essa gli elementi classici del pensiero politico catoniano, cioè la polemica contro il lusso e quella anticartaginese, si fondono perfettamente; in questo caso il lusso è tanto piú riprorevole in quanto ha come referente proprio Cartagine: si rimprovera infatti di possedere ville e *domus* urbane con pavimenti eseguiti alla maniera punica e contenenti mobili fatti con il cedro e l'avorio immessi sul mercato da Cartagine (ancora all'epoca di Plinio[52] *citrus* ed *ebur* provengono dalle montagne dell'Atlante). Il personaggio qui attaccato è un contemporaneo di Catone che ambiva all'iterazione del consolato: se, come è stato proposto[53] il riferimento deve intendersi a M. Claudio Marcello, bisogna riconoscere che l'orazione ebbe certo esito negativo,

[49] M. Torelli, *Industria estrattiva, lavoro artigianale, interessi economici: qualche appunto*, «MAAR» 36, 1980, p. 317.

[50] *CIL* VIII, 14628-9.

[51] Sarebbe del resto vano, tranne in rari casi, ricercare le testimonianze esplicite del coinvolgimento di membri dell'ordine senatorio in attività mercantili: si trattava pur sempre di occupazioni non decorose, sconvenienti (*quaestus indecorus*), in un certo periodo espressamente vietate (cf. Liv., 21, 63, 2 e Cic., *Verr.*, II, 5, 18, 45 sgg. in relazione al permesso di possedere una sola nave, sufficiente *ad fructus ex agris vectandos*), generalmente affidate a *liberti* o *clientes* prestanome.

[52] Plin., *n.h.*, 5, 2, 12.

[53] E. Malcovati, *Oratorum Romanorum Fragmenta*, 4, Torino, 1976, p. 75; cf. G. Rotondi, *Leges Publicae Populi Romani*, Milano, 1912, p. 290 sg.

dato che questi fu console addirittura per tre volte (165; 155; 152). Credo plausibile suggerire il nome di M. Emilio Lepido, il censore del 179 che fu console nel 187 e nel 175[54], con il vantaggio supplementare di porre l'orazione cronologicamente non troppo a ridosso della morte di Catone (149), tanto piú che la famiglia di Lepido — lui stesso o, piú probabilmente, suo figlio[55] — fu sicuramente attaccato da Catone nell'orazione *adversus Lepidum*[56], sempre nell'ambito della polemica sul lusso. Il possesso di una lussuosa villa (e certo di una non meno lussuosa *domus* urbana degna del suo rango di *princeps senatus* e di *pontifex maximus*) da parte del nostro Lepido è del resto documentato a *Tarracina*, dove gli *Aemilii* aveva cospicui interessi fondiari e politici, estesi un pò a tutto il Lazio meridionale: Catone può avere avuto l'opportunità di visitarla in occasione dei suoi viaggi nella zona di *Casinum* e *Venafrum*, che egli mostra di conoscere da vicino[57]. In questa villa era conservato peraltro un prestigioso cimelio: il ritratto di Tolomeo V Epifane, a ricordo della tutela esercitata da Lepido nei confronti di questo re d'Egitto ancora minorenne[58].

L'episodio della tutela, ampiamente documentato dalle fonti, è indicativo del livello dei rapporti che Lepido era in grado di instaurare. Oltre a quella, sicura, con l'Egitto, è con molta probabilità individuabile anche una relazione con Cartagine e la Numidia: nel 191, essendo *praetor Siciliae*, Lepido fu incaricato dal senato di coordinare nella sua provincia l'approvvigionamento e l'invio, con mezzi navali, di grano destinato all'esercito impegnato in Grecia contro Antioco di Siria. Sia Cartagine che Massinissa, raggiunti da numerose delegazioni senatorie, parteciparono attivamente all'operazione complessiva che, dal punto di vista logistico, doveva fare capo alla Sicilia e soggiacere forse alla supervisione di Lepido[59]. Questi era quindi nelle condizioni ideali per allacciare rapporti — anche personali — con il governo cartaginese e con il re di Numidia, dai cui territori proveniva il marmo impiegato nei *pavimenta poenica*, rapporti che è assai probabile intercorressero già da tempo nell'ambito della *gens Aemilia*: un membro della famiglia morto nel

[54] *RE* I, 1, 1893, c. 552 sg., *s.v. Aemilius*, n. 68.

[55] *Ibid.*, c. 553, n. 69.

[56] E. MALCOVATI, *op. cit.*, p. 96.

[57] Cato, *Agr.*, 135, 1, 3; 136, 1.

[58] M. GAGGIOTTI, *art. cit.*, p. 67 sgg.

[59] Liv., 36, 2-4.

211, *M'Aemilius, decemvir sacrorum* già nel 236, forse zio del Lepido censore, è contraddistinto dal significativo *cognomen Numida*[60].

Un coinvolgimento precoce della *gens Aemilia* nel rapporto con il marmo numidico potrebbe pertanto chiarire, inserendolo nel contesto di una tradizione famigliare, l'episodio relativo al Lepido *cos.* 78: se la novità da questi introdotta in ambito privato consiste nell'uso del materiale in blocchi massicci, non piú soltanto, quindi, come componente minuta della decorazione pavimentale, ben altro è il senso complessivo dell'operazione. A prescindere dal fatto che particolarmente in quest'epoca l'uso del marmo pregiato costituisce di per sé una deliberata ostentazione di ricchezza, è l'impiego specifico ad introdurre una connotazione ideologica supplementare: non è difficile immaginare quanto la *magna reprehensio* dei contemporanei si alimentasse della disapprovazione di chi, introdotto nella *domus* di Lepido, costretto a calpestare siffatte preziose soglie, veniva reso partecipe passivo di un lusso tanto arrogante e provocatorio quanto «esclusivo», perfettamente coerente con l'esigenza di affermazione e di autorappresentazione nutrita dal personaggio.

[60] Liv., 26,23,7; *RE* I, 1, 1893, c. 572, *s.v. Aemilius,* 103 = c. 545, n. 17: cfr. *RE* XXIV, 1963, c. 1143, *s.v. Quindecimviri*; inoltre T.R.S. BROUGHTON, *The Magistrates of the Roman Republic,* I, New York 1951, p. 276. La natura del sacerdozio rivestito dal personaggio — che prevedeva forme di controllo nell'introduzione a Roma di culti e riti stranieri — nonché il rango patrizio, erano tali da implicare facilmente relazioni con realtà non romane: si può pensare a rapporti di *hospitium* intercorrenti con aristocratici e dinasti numidi, magari in conseguenza di contatti diplomatici in chiave anticartaginese, nel periodo immediatamente precedente la II guerra Punica. Piú difficile è, a mio avviso, legare il *cognomen* a qualche evento militare nel corso di questa stessa guerra, che vide in effetti l'affluenza di contingenti numidici nell'esercito annibalico, dato che ciò ne implicherebbe la coniazione assai tardi, tra il 218 e il 211. Cf. I. KAJANTO, *The Latin Cognomina,* Helsinki, 1965, p. 206.

Clara Gebbia

Pueros vendere vel locare. Schiavitú e realtà africana nelle nuove lettere di s. Agostino.

Il problema della schiavitú nel mondo antico è abbastanza noto e già nell'Alto impero, nella documentazione dell'epoca[1], esisteva la consapevolezza della diffusione del fenomeno e l'esigenza di frenare ogni abuso soprattutto sulla compravendita di minori. La complessità dell'oggetto storiografico impone oggi un'ulteriore riflessione, soprattutto dopo il rinvenimento delle nuove *Epistolae* di s. Agostino, pubblicate da J. Divjak[2].

Due di tali epistole infatti — 10[3] e 24[4] — di cui si è già occupato M. Humbert[5], e in cui si affronta la questione della *venditio* e *locatio* dei *pueri*, presentano una pluralità di nessi, di sistemi convergenti che, se da una lato concorrono a chiarire meglio la realtà economico sociale in cui visse Agostino, dall'altro sollevano dei problemi molto complessi: problemi che non investono semplicemente l'ambito religioso, sociale, filantropico ma anche e soprattutto quello giuridico.

Inizierei dalla lettera 24, posteriore alla 10, come ordine di esposizione nel *CSEL*, ma molto verosimilmente anteriore dal punto di vista cronologico. La data della lettera non è nota ma sembra, secondo l'interpretazione di J. Divjak[6], che sia stata scritta prima degli anni 422-423, anni che daterebbero invece la lettera 10 in base ad un riferimento cronologico ben preciso: la presenza in Italia del vescovo di Tagaste, Alypius, dedicatario della lettera, negli anni in cui si svolgeva il pontificato di Celestino e cioè 422-423[7].

[1] PHILOSTR. *De vita Apollon. Tyanei*, 8, 7; MINUC. *Octav.* XXXI, 4; TERT. *Ad nat.* I, 15; *Apol.* 9.

[2] *CSEL*, 88, *Sancti Aureli Augustini opera*: *Sect.* 2, *pars* 6: *Epistolae ex duobus codicibus nuper in lucem prolatae*, *rec.* J. Divjak, Vindobonae 1981 (cit. in seguito: *CSEL*, 88).

[3] *CSEL*, 88, pp. 46-51 (in seguito: *ep.* 10).

[4] *CSEL*, 88, pp. 126-127 (in seguito: *ep.* 24).

[5] *Enfants à louer ou à vendre. Augustin et l'autorité parentale* (*Ep. 10 et 24*) in *Les lettres de saint Augustin découvertes par Johannes Divjak. Communications présentées au colloque des 20 et 21 septembre 1982, Paris.* Études Augustiniennes 1983, pp. 189-204.

[6] *CSEL*, 88, p. LXVI. DIVJAK la ritiene anteriore alla 10 per le questioni poste in essa.

L'argomento della lettera 24 si riassume brevemente. Agostino si rivolge ad Eustochius, uomo espertissimo di diritto, per sapere quale è la sorte di coloro che nascono da una libera e da un servo e di coloro i cui padri vendono *operas definito numero annorum*[8]. Il tema giuridico affrontato è quello molto controverso della *locatio operarum*[9]. Agostino, come ha già ben sottolineato M. Humbert[10], conosce molto bene la legislazione vigente in proposito. Sa quanto sia ambigua, e, per sollevare il problema e sottolineare l'inadeguatezza della legislazione tardoimperiale, finge di ignorare le disposizioni relative. Agostino chiede ancora se un padre libero può vendere i figli *in perpetuam servitutem* e se anche una madre può vendere le prestazioni dei figli[11]. Ma che significa una *locatio operarum perpetua*? Non è forse simile ad una *servitus perpetua* proibita dalle leggi romane[12]?

Nella lettera 10, indirizzata ad Alypius, si affronta ugualmente il tema della compravendita di uomini liberi, questa volta però soprattutto ad opera di *mangones*, mercanti di schiavi che, con lauti guadagni, rivendevano questi ultimi in *provincias transmarinas. Vix pauci reperiuntur a parentibus venditi quos tamen non ut leges Romanae sinunt, operas viginti quinque annorum emunt isti, sed prorsus sic emunt ut servos et vendunt trans mare ut servos; veros autem servos a dominis omnino rarissime*[13].

Anche questa epistola, come si vede, ci dà una testimonianza preziosa sulla vendita di fanciulli da parte dei genitori. Però qui, piú che nella 24, siamo in presenza di un abuso del diritto parentale e del vero e proprio crimine di *plagium*[14], perchè Agostino precisa che questi fan-

[7] *CSEL*, 88, p. LVIII. HUMBERT, in *Enfants à louer ou à vendre*, p. 191, n. 6, dissente dall'interpretazione di Divijak perché non vede un legame diretto tra le due lettere.

[8] *Ep.* 24, 1,3.

[9] Cfr. F. DE ROBERTIS, *I rapporti di lavoro nel diritto romano*, Milano 1946, p. 131 ss.; ID., *Lavoro e lavoratori nel mondo romano*, Bari 1963, p. 147 ss., 173 ss. Vd. inoltre TH. MAYER-MALY, *Locatio conductio*, München 1956, p. 226 ss.

[10] *Enfants à louer ou à vendre*, p. 192. Vd. D. NONNOI, *Sant'Agostino e il diritto romano*, «Riv. it. Sc. Giur.», IX, 1934; J. GAUDEMET, *Le droit romain dans la littérature chrétienne occidentale du IIIe au Ve siècle. Ius Romanum Medii Aevi, pars* I, 3, b, 1978, p. 127 ss.

[11] *Ep.* 24, 1,5.

[12] Vd. *infra*, p. 217

[13] *Ep.* 10, 2,2.

[14] Alla vendita, come *crimen*, si riferiscono *CI* III, 15,2 e *CI* IX, 20,15 del 294. La semplice dolosa *venditio* del soggetto libero comportava la fattispecie del *crimen*. Cfr. R. LAMBERTINI, *Plagium*, Milano 1980, p. 167 ss.

ciulli erano venduti come schiavi e non locati secondo quanto permettevano le leggi romane. La vendita poteva significare la *locatio* delle prestazioni del fanciullo per un periodo determinato — 25 anni, si accenna nella lettera — e questo era permesso dalle leggi romane perchè rientrava nella *locatio operarum*; ma avrebbe potuto anche significare un modo di riduzione in schiavitú, come nel caso della *servitus perpetua* ipotizzata nella lettera 24, o dei fanciulli venduti dai genitori ai *mangones* (lettera 10), in aperta contravvenzione alle leggi[15].

Un punto però è certo: in un caso o nell'altro Agostino è consapevole di trovarsi di fronte ad una situazione ibrida. I fanciulli venduti non sono liberi ma nemmeno schiavi perchè, anche se sono considerati tali dal contratto parentale, le leggi romane considerano nullo qualunque accordo in tal senso[16]. L'ambiguità sta tutta nella *locatio operarum* che, dalla prima nozione formulata nelle *Sententiae Pauli*[17] fino alla legislazione tardoimperiale[18], ha confuso progressivamente le due forme di attività, quella a tempo limitato — 25 anni —, e quella perpetua.

[15] Sul problema giuridico della vendita e *locatio operarum* di minori, vd. nn. 17, 18. Cfr. C. DUPONT, *La vente et les conditions socio économiques dans l'empire romain de 312 à 535 après J.C.*, «RIDA», XIX, 1972, pp. 275-310.

[16] Sulla nullità di qualunque contratto di vendita avente per oggetto la riduzione in schiavitú di un minore, vd. B. BIONDI, *La vendita di cose non di commercio. Studi Riccobono*, IV, 1936, p. 14 ss.; TH. MAYER-MALY, *Das Notverkaufsrecht des Hausvaters*, «Zeitschr. Sav. Stift.», 75, 1958, p. 116 ss.; HUMBERT, *Enfants à louer ou à vendre*, p. 193.

[17] In V, 1, 1 si legge: *Qui contemplatione extremae necessitatis aut alimentorum gratia filios suos uendiderint, statui ingenuitatis eorum non praeiudicant: homo enim liber nullo pretio aestimatur. Idem nec pignori ab his aut fiduciae dari possunt: ex quo facto sciens creditor deportatur. Operae tamen eorum locari possunt.*

[18] Constantino nel 313, *Frag. Vat.* 34, ammette la vendita di neonati fatta dai genitori, ma nel 315, *Frag. Vat.* 33, dichiara illecite le vendite di fanciulli non sanguinolenti. Nel 322, *C.Th.* XI, 27,2, lo stesso Costantino, rivolgendosi ad un alto funzionario d'Africa, dopo aver appreso che per l'estrema povertà alcuni genitori poveri vendevano o davano in pegno i loro figli, dispone l'elargizione di *stipem necessariam*. Nel 329, con una nuova costituzione, *C. Th.* V, 10,1 = *CI* IV, 43, 2, si ribadisce, ma si modifica notevolmente, il primo provvedimento sui sanguinolenti. Costantino, in sostanza, ne ammette la vendita ma dispone sul fanciullo la *potestas obtinendi eius servitii* non il *dominium* ed estende inoltre il diritto di riscatto a tutti. Sulla legislazione di Costantino vd. DUPONT, *La vente*, p. 286 ss; M. KASER, *Das römische Privatrecht*, I, München 1975², pp. 131, 204, 205. Nel 391 viene emanata una nuova costituzione «*de patribus qui filios distraxerunt*», *C. Th.* III, 3,1 = *CI* IV, 43: *Ommes, quos parentum miseranda fortuna in servitium, dum victum requirit, addixit, ingenuitati pristinae reformentur. Nec sane remunerationem pretii debet expocere, cui non minimi temporis spatio servitium satisfecit ingenui.* Il testo è destinato alla *pars Orientis* ma è promulgato a Milano da Teodosio. Questi, dopo aver relegato Valentiniano II nelle Gallie, come suppone J. GAUDEMET, *La formation du droit séculier et du droit de l'Eglise aux IVᵉ et Vᵉ siècles*, Paris 1979², p. 26, legifera non soltanto per la *pars Orientis*, ma anche per Roma, per la prefettura d'Italia, Illiria e Africa. Vd. HUMBERT, *Enfants à*

Tralasciando ogni analisi di carattere giuridico, per la quale si rimanda allo studio di M. Humbert[19], possimo porre la domanda chiave che non può non nascere all'interno di una prospettiva molto ampia e della centralità dell'ambiente africano in cui tale fenomeno ebbe maggiore diffusione: nonostante il divieto delle leggi romane, perché proprio in Africa si assiste ad una tenace resistenza dell'abuso parentale e al dilagare dell'attività dei *mangones*? Ci sono forse tradizioni piú solide. Abbiamo parecchie testimonianze di autori cristiani d'Africa, come Minucio[20], Tertulliano[21], Lattanzio[22] in cui vengono denunciati l'uso e l'abuso dell'abbandono di fanciulli, anche appena nati, i quali divenivano proprietà di coloro che li raccoglievano. Sotto il nome di *alumni*, tali fanciulli — alcuni dei quali successivamente affrancati e adottati dagli stessi padroni — sono ben connotati dall'epigrafia africana[23].

Il fenomeno era così diffuso, e non solo in Africa, da sollecitare l'intervento del potere imperiale, a partire da Caracalla — il quale aveva qualificato come *res illicita* e *inhonesta* la vendita di fanciulli da parte del padre [24] —, fino a Diocleziano, Costantino, Teodosio, Valentiniano III[25], i quali ribadirono sempre la *libertas* e l'*ingenuitas* di coloro che venivano venduti, se per «venduti» si deve intendere «locati». Si potrebbe obiettare[26] che le costituzioni riguardano tutte le province imperiali, non espressamente l'Africa, e che pertanto non possono essere addotte come

louer ou à vendre, cit. p. 196 ss. Cfr. inoltre *Cost. Sirm.* 5 del 419, indirizzata ad un *consularis*, *Proiectus*, in cui sono poste delle misure per evitare abusi sullo sfruttamento di minori, e *Nov. Val.* 33 del 451 in cui si riaffermano la *libertas* e l'*ingenuitas* di colui che viene venduto.

[19] *Enfants à louer ou à vendre*, p. 193 ss.

[20] *Octav.* XXXI, 4, *loc. cit.*.

[21] *Ad. nat.*, I, 15; *Apol.* 9, *loc. cit.*.

[22] *Div. Inst.* VI, 20.

[23] *CIL* VIII 410, 11576, 12778, 12879, 13238, 22928, 22993, 24687, 2394, 2396, 2773, 3002, 3288, 7078, 7754; *ILAlg.* I, 1810, 3209, 3229, 3771. Cfr. S. Gsell, *Les esclaves ruraux dans l'Afrique romaine, Mélanges Gustave Glotz*, I, Paris 1932, pp. 397-415 = S. Gsell, *Études sur l'Afrique antique, Scripta varia*, Lille 1981, p. 253 ss. (part. pp. 254-255).

[24] *CI* VII, 16, 1: *Rem quidem illicitam et inhonestam admisisse confitens, quia proponis filios ingenuos a te venumdatos. Sed quia factum tuum filiis obesse non debet, adi competentem iudicem, si vis, ut causa agatur secundum ordinem iuris.*

[25] Su Diocleziano vd. *CI* IV, 43, 1 (a. 294); IV, 10, 12 (a. 294); VIII, 16, 6 (a. 293): si riafferma l'illiceità della vendita di fanciulli. Su Costantino, Teodosio, Valentiniano II, vd. *supra*, p. 217.

[26] Ci si riferisce all'obiezione fatta, in questo convegno, da P.A. Février e Yvette Duval sull'opportunità o meno di inserire le costituzioni come testimonianza della diffusione del fenomeno in Africa.

testimonianza per il nostro discorso. È vero, ma l'universalità non esclude la particolarità, a meno che non ci sia un esplicito riferimento nel testo. È verosimile supporre che, dalle varie province, attraverso gli organi responsabili, arrivassero delle denunce sull'abuso della vendita di minori e che i vertici dello Stato cercassero di bloccare il fenomeno attraverso disposizioni generali che, a seconda delle circostanze, potessero essere applicate in tutte le province. Le testimonianze dei padri della Chiesa, delle epigrafi sono già abbastanza eloquenti per ciò che concerne la diffusione del fenomeno nelle province d'Africa. I contemporanei dovettero averne senz'altro consapevolezza poiché l'Africa non era marginale nell'economia dell'impero: perché, dunque, escludere nella volontà del legislatore l'estensione della normativa anche a tale regione?

In questo contesto acquistano dunque un'importanza eccezionale le epistole di Agostino scoperte e studiate da J. Divjak. Non solo infatti sono una prova della gravità del fenomeno in Africa, ma documentano anche da un lato la vitalità del diritto romano in una società combattuta da enormi conflitti, e da un altro lato l'impotenza di quelle stesse leggi che mentre cercavano di garantire l'*ingenuitas* dell'individuo, non riuscivano di fatto ad impedire l'abuso parentale e la vendita di fanciulli fuori dell'Africa.

Ma veniamo concretamente ai fatti. Qual è il ruolo di Agostino in tutte queste vicende? Perché ha bisogno della consulenza di due esperti di diritto? Agostino, in qualità di vescovo, è investito secondo le leggi romane dell'*episcopalis audientia*[27]; è costretto pertanto a giudicare in materia civile, non secondo la sua coscienza di uomo di chiesa, ma secondo il diritto romano: da qui la necessità di consultare due esperti di diritto, Eustochius e Alypius, come risulta appunto dalle due epistole 10 e 24 da noi prese in esame. Agostino in sostanza non fa altro che chiedere delucidazioni sulle modalità di applicazione delle leggi nei casi specifici venutisi a creare in Africa, sollecitando anche l'emanazione di nuove norme, là dove la legislazione risulta insufficiente o superata da certi eventi. Quale che sia però il problema giuridico posto, c'è un dato inconfutabile da non sottovalutare: l'acuirsi di uno stato di disagio, di conflittualità, di tensioni sociali che modificano lo *status quo* dell'Africa romana, di una regione cioè che per tutto il IV secolo è riuscita a sottrarsi alla crisi che ha coinvolto l'Europa occidentale. C. Lepelley, nella

[27] La legge risale a Costantino, nel 318: *C. Th.* I, 27,1; vd. inoltre *Const. Sirm.*, I (a. 333). Cfr. J. GAUDEMET, *L'Église dans l'empire romain, IVe - Ve siècles*, Paris 1958, p. 230 ss.; C. LEPELLEY, *Liberté, colonat et esclavage d'après la lettre 24: la juridiction épiscopale «de liberali causa»* in *Les lettres de saint Augustin découvertes par Johannes Divjak. Communications présentées au colloque des 20 et 21 septembre 1982, Paris.* Études Augustiniennes, 1983, p. 329 ss.

controversia tra i sostenitori, da una parte, del declino economico della regione nel Basso impero[28] e quelli, dall'altra, della prosperità e vitalità dell'Africa[29], alla luce di nuove testimonianze archeologiche ed epigrafiche, costituisce oggi un punto fermo negli studi sull'Africa romana[30] e ritengo sia per tutti valida la sua affermazione: «Augustin a vécu dans un pays prospère»[31]. Ma se ci poniamo la domanda «prosperità per chi?» ci accorgiamo della fragilità di tale assunto[32]. La prosperità infatti non riguardava tutti, bensì i grandi proprietari terrieri, i quali accumulavano enormi ricchezze sullo sfruttamento dei coloni, dei piccoli proprietari, degli affittuari, che finivano con l'essere sempre piú asserviti sia moralmente che materialmente[33]. L'Africa, come ha ben osservato A.G.Hamman[34], era il paese in cui le disparità di fortune raggiungevano contrasti esasperati, dove il regime fiscale paralizzava l'economia rurale piú che in altre parti dell'impero. E che le condizioni socio economiche tendessero ad inasprirsi è testimoniato sempre dalla lettera 24, dove vediamo Agostino porre due questioni importanti: i coloni hanno il diritto di vendere i loro figli? un proprietario terriero può ridurre in schiavitú i suoi coloni o i loro figli[35]?

In questo contesto non interessa ovviamente ogni definizione del colonato e della sua natura giuridica, perché è ovvio che, nonostante l'ambiguità dei testi giuridici, anche se si restrinse la libertà individuale del colono, le leggi romane garantirono sempre l'ingenuità[36]. Se si con-

[28] W.H.C. Frend, *The Donatist church*, Oxford 1951; H.J. Diesner, *Studien zur Gesellschaftslehre und sozialen Haltung Augustins*, Halle 1954, e *Kirche und Staat im späterömischen Reich*, Berlin 1964. Il declino economico dell'Africa nel Basso impero, secondo questi autori, è strettamente legato allo scisma donatista e all'azione dei circoncellioni.

[29] Sulla prosperità dell'Africa romana in base alle testimonianze archeologiche vd. N. Duval, *Observations sur l'urbanisme antique de Sufetula*, «Cath de Tun.», 1964, pp. 87-103; P.A. Février, *Notes sur le développement urbain en Afrique du Nord, les exemples comparés de Djemila et de Sétif*, «C. Arch.», XIV, 1964, pp. 13-24.

[30] *Les cités de l'Afrique romaine au Bas Empire*, I, *La permanence d'une civilisation municipale*, Paris 1979; II, *Notices d'histoire municipale*, Paris 1981.

[31] C. Lepelley, *Témoignage et attitude de saint Augustin devant la vie et la société rurales dans l'Afrique de son temps*, «Misc. hist. eccl.», VI, 1983, p. 75.

[32] Lo stesso Lepelley, *Témoignage*, p. 75 ss., esorta a valutare con prudenza certi fatti storici, ed a considerare i limiti geografici di certe testimonianze.

[33] Aug. *Ep.* 39, 247, 251. La dipendenza appariva molto evidente in materia religiosa: Aug. *En. in ps.* LIV, 13; *Ep.* 58, 66, 89, 112. Cfr. Lepelley, *Témoignage*, p. 76.

[34] *La vie quotidienne en Afrique du Nord au temps de Saint Augustin*, Paris 1979, p. 117 ss.

[35] 1, 6; cfr. C. Lepelley, *La crise de l'Afrique romaine au début du Ve siècle*, «CRAI», 1981, p. 456; Id. *Liberté, colonat et esclavage*, p. 333 ss.

sidera poi che una costituzione di Arcadio del 409 vietava di ridurre in schiavitú i barbari installati nell'impero come coloni[37], è ovvio che a maggior ragione tale principio doveva essere valido per i cittadini romani e che quindi la risposta ai quesiti di Agostino non poteva che essere assolumente negativa. Ma ciò che qui importa sottolineare è la questione in sé: che cosa poteva spingere un colono a vendere i propri figli se non uno stato di necessità materiale? A rafforzare tale ipotesi ci sono esempi famosi che testimoniano l'inasprimento del fenomeno in Africa nell'età tardoantica. Una costituzione di Costantino del 322 afferma ad esempio: «*Provinciales egestate victus atque alimoniae inopia laborantes liberos suos vendere vel obpignorare cognovimus*»[38]. Vittore di Vita, piú di un secolo dopo, sosterrà ancora che parecchi provinciali, in seguito ad un'epidemia, per sottrarsi alla miseria e alla morte, *cupiebant singuli libertatem suam filiorumque suorum perpetuae servituti redigere, et non poterant invenire*[39]. Il fenomeno è dunque tutt'altro che insolito.

Ma c'è un dato soprattutto che non dovrebbe essere trascurato: il problema feneratizio nelle due parti dell'impero. La congiuntura economica sfavorevole alla fine del IV secolo, aveva fatto registrare infatti un abuso del prestito ad interesse, contro la cui legittimità si era scagliata la vivace speculazione dei padri della Chiesa, greci e latini, con la condanna drastica del *fenus*, della *centesima*, dell'*hemiòlion*[40]. Si devono alle loro sollecitazioni i drastici divieti dei canoni conciliari contro l'usura, diretti quasi sempre *contra clericos* a differenza dei sermoni rivolti invece *erga omnes*[41]. La tematica dell'usura sostanzia anche una parte della

[36] *CI* XI, 52, 1: *Et ne forte colonis tributariae sortis nexibus absolutus vagandi et quo libuerit recedendi facultas permissa videatur, ipsi quidem originario iure teneantur, et licet condicione videantur ingenui, servi tamen terrae ipsius cui nati sunt aestimentur nec recedendi quo velint aut permutandi loca habeant facultatem, sed possessor eorum iure utatur et patroni sollicitudine et domini potestate.* Sul sistema delle caste e la *social mobility* nel tardo impero romano, cfr. R. MAC MULLEN, *Social Mobility and the Theodosian Code*, «JRS», LIV, 1964, pp. 49-53; A.H.M. JONES, *Il sistema delle caste nel tardo impero romano* in D. VERA, (a cura di) *La società del Basso impero. Guida storica e critica*, Bari 1983, p. 27 ss.

[37] *C.Th.* V, 6,3 (*Apr.* 409).

[38] *C.Th.* XI, 27,2 (*Iul.* 322). Cfr. HUMBERT, *Enfants à louer ou à vendre*, p. 197, n. 24.

[39] VICTOR VITENSIS, *Historia persecutionis Africanae provinciae* in *MGH, auc. ant.* 3,1 (Berlin 1879 = München 1961), V, 17, p. 55 ed. C. HALM.

[40] Sull'atteggiamento degli scrittori patristici del quarto secolo vd. M. GIACCHERO, *Aspetti economici fra III e IV secolo: Prestito ad interesse e commercio nel pensiero dei Padri*, «Augustinianum», 17, 1977, p. 25 ss.; ma soprattutto EAD., *«Fenus» «usura» «pignus» e «fideiussio» negli scrittori patristici del IV secolo: Basilio, Gregorio, Ambrogio, Gerolamo*, in Atti dell'Acc. Rom. Costant., III Convegno Internazionale, Perugia 1979, p. 443 ss.

[41] Vd. M. GIACCHERO, *L'atteggiamento dei concili in materia d'usura dal IV al IX se-*

legislazione imperiale dei secoli IV e V, su un piano però diverso rispetto ai canoni conciliari. In effetti, come ha ben rilevato E. Bianchi, non si giunse mai a proibire la pratica feneratizia, ma solo a punire gli abusi[42].

Il problema dell'usura non era nato certamente nel IV secolo; ma non si può non sottolineare come tale tematica fosse del tutto assente nelle opere degli scrittori cristiani dei primi tre secoli, a parte qualche breve cenno[43]. Il silenzio — concordo pienamente con M. Giacchero[44] — non significherebbe un'assenza del fenomeno, bensì una situazione economica diversa. Con molta probabilità nell'Alto impero si era fatto ricorso al *fenus* per incrementare la produzione e il commercio di beni: da qui la sua liceità e l'accettazione dei padri della Chiesa. Tutto diverso invece nel tardoimpero dove il mutuo feneratizio, in una situazione economica depressa, veniva a costituire lo strumento piú comune di cui si servivano le masse, in genere *humiliores*, per sopravvivere ad una realtà di miseria, o di grave ristrettezza economica. Rimedio infausto perchè il mutuatario, una volta contratto il debito, ben difficilmente alla scadenza avrebbe potuto restituire il capitale dopo aver pagato l'interesse o sotto forma di centesima o di prodotti in natura o di merci specifiche[45]: da qui la pretesa da parte del mutuante di garanzie reali e personali per perfezionare un contratto di prestito ad interesse[46].

Le province africane non si sottrassero alla temperie feneratizia. La speculazione agostiniana, tratta dal suo epistolario e da alcuni sermoni, è una chiara condanna dell'usura praticata dagli ecclesiastici[47] ed una violenta critica delle leggi romane: «*Quid dicam de usuris, quas etiam ipsae leges et iudices reddi iubent? An crudelior est qui subtrahit aliquid vel eripit diviti quam qui trucidat pauperem fenore? Haec atque hui-*

colo, in Atti dell'Acc. Rom. Constant.,IV Convegno Internazionale, Perugia 1981, p. 307 ss. (partic. p. 363); E. Bianchi, *In tema d'usura. Canoni conciliari e legislazione imperiale del IV secolo,* «Athenaeum», LXI, 1983, pp. 321-342 e LXII, 1984, pp. 136-153.

[42] *In tema d'usura,* «Athenaeum», LXII, pp. 152-153.

[43] Cenni sul prestito ad interesse si riscontrano in Tert. *Adv. Marc.* IV, 17, 1; Cypr. *De lapsis,* VI; *Ep. ad Donat.* XII. *De zelo et liv.* XVI; Lact. *Div. inst.* VI, 18.

[44] Cfr. «*Fenus*», p. 452.

[45] Costantino stesso, in una costituzione del 325, fissa i criteri che autorizzano l'*hemiólion* nei prestiti di cereali e di derrate e la centesima per i prestiti di denaro: *C. Th.* II, 33, 1. I padri della Chiesa dichiarano invece l'illiceità di ogni usura. In particolare l'opposizione contro *quodcumque sorti accedit usura est* è chiaramente espressa in Ambr. *De Tobia* 14, 49 (*CSEL*, 32, p. 546). Cfr. l'ed. di M. Giacchero, *Ambrosii De Tobia,* Genova 1962.

[46] Vd. Giacchero, «*Fenus*», p. 468 ss.

[47] «*Clerici non ferent*» sostiene Aug. in *En. in ps.* CXXVIII, 6. Cfr. Giacchero, *L'atteggiamento dei concili,* p. 321 ss.

smodi male utique possidentur, et vellem restituerentur; sed non est, quo iudice repetantur»[48]. Anche se Agostino non fa esplicita menzione all'Africa, dovette indubbiamente essere influenzato dalle discussioni conciliari — partecipò sicuramente al concilio di Ippona del 393[49] — ma anche dalla concreta realtà della sua terra dove perdurava fra il clero la spregiudicata consuetudine del prestito ad interesse. L'atteggiamento di Agostino contro la pratica usuraia del clero — «il primo ed unico divieto feneratizio formulato dalla patristica direttamente nei confronti degli ecclesiastici»[50] — ha una sola spiegazione: perdurava ai suoi giorni una situazione già evidenziata due secoli prima da Cipriano[51]. Una tale presa di posizione è credibile soltanto se vissuta.

Un'altra testimonianza da non trascurare è quella di Ambrogio, il quale, in numerosi passi del *De Tobia*[52] e del *De interp. Iob*[53], con la condanna dell'usura e della vendita di fanciulli dati in pegno, potrebbe molto probabilmente avere influenzato l'imperatore Teodosio la cui legislazione *de patribus qui filios distraxerunt*[54] autorizzava, nel caso di vendita contratta per povertà, la rescissione del contratto stesso ed il ritorno *ingenuitati pristinae* dei fanciulli senza alcun riscatto, purché il loro *servitium* avesse avuto una durata soddisfacente. Il testo in realtà era diretto alla *pars Orientis*, ma è ragionevole supporre che data la gravità del problema, venisse inviato anche all'Italia, all'Illiria e all'Africa[55]. Se non che, in quest'ultima parte dell'impero, il contratto di vendita di fanciulli obbediva a forze notevolmente diverse da quelle di altre regioni; sicché ogni accostamento è rischioso, perché diversa è la realtà in cui i

[48] *Ep.* 153, 25. Particolarmente significativa è la veemente invettiva che Agostino fa contro l'usura in *En. in ps.*, LIV, 14: *Usura et dolus non abscondutur saltem quia mala sunt, sed publice saeviunt. Etenim qui in domo aliquid mali facit, vel de malo suo erubescit: in plateis eius usura et dolus. Fenus et professionem habet, fenus et ars vocatur; corpus dicitur, corpus quasi necessarium civitati, et de professione sua vectigal impendit: usque adeo in platea est quod saltem abscondendum erat.*

[49] Il concilio di Ippona del 393 è il primo di numerosi concili presieduti da Aurelio, arcivescovo di Cartagine dal 391. Vd. *Codex canonum ecclesiae Africanae* (MANSI, III, p. 730 ss. = BRUNS, I, p. 166 ss.). Agostino nel concilio del 393 pronunziò il discorso *de fide et symbolo*: AUG. *De fide et sym.* (*PL* 40, pp. 181-196 = *CSEL*, 41, pp. 1-32). Vd. GIACCHERO, *L'atteggiamento dei concili*, pp. 324, 335, nn. 45-47.

[50] GIACCHERO, *L'atteggiamento dei concili*, p. 321.

[51] *De lapsis*, VI, *loc. cit.*; *Ep. ad Don.*, XII, *loc. cit.*; *De lapsis*, XII; *De opere et eleem.*, XIII. Cfr. GIACCHERO, *L'atteggiamento dei concili*, p. 321, n. 24.

[52] *CSEL*,32, 2.

[53] *CSEL*, 32, 3, 6; 8.

[54] *C. Th.* III, 3, 1, *loc. cit.*

[55] Vd. *supra*, p. 217, n. 18.

fenomeni si svolgevano. In questo tipo di società piramidale con al vertice i ricchi *possessores*, i *potentes* e alla base i coloni ed i piccoli proprietari fortemente sfruttati, oppressi dalle imposte[56], la miseria ebbe senz'altro un ruolo determinante, ma si deformerebbe la realtà se accanto ai problemi materiali non ponessimo anche quelli spirituali, religiosi, sociali: gli attacchi dei donatisti e dei circoncellioni, di cui parla insistentemente Agostino in tutto il suo epistolario[57], le invasioni barbariche, accrescendo gli antagonismi tra i vari gruppi sociali, costituirono delle concause che, unitamente alla miseria, dovettero inevitabilmente accentuare il declino delle province africane. Non concordo pertanto con P.A. Février quando afferma di «ne pas parler d'aggravation de la situation dans les premières décades du Ve siècle»[58]: le testimonianze, mi sembra, affermano tutto il contrario. È un processo, a mio avviso, graduale che affonda le sue radici nel regolamento manciano della vita colonica, nella sua incapacità ad assorbire nel III secolo la sovrappopolazione dell'Africa, nel cui ambito trova giustificazione il fenomeno circoncellionico[59], ma anche in «toutes ces réactions dispersées, toutes ces résistances parcellaires qui ont fini par constituer une inquiétante conjonction de forces centrifuges, centrifuges du moins par rapport à Rome et à sa culture, qui a modifié les équilibres divers sur lequel reposait l'édifice composite de l'Afrique romaine»[60]. Un processo dunque che, attraverso la pseudo prosperità del IV secolo, esplode nel V. La recrudescenza della schiavitú è un aspetto drammatico di tale processo ed ancora piú drammatico è il modo con il quale avveniva la compravendita degli schiavi. Oltre alla vendita dei *pueri* da parte dei genitori[61], degli

[56] Sulla riscossione delle imposte da parte delle curie municipali, vd. *C. Th.* XII, 6, 9 (*Aug.*365); *C. Th.* XI, 7, 12 (*Mai* 383); *C. Th* XII, 6, 20 (*Oct.* 386) = *CI* X, 72, 8; per evitare gli abusi degli esattori, vd. *C. Th.* XII, 6, 22 (*Nov.* 386) = *CI* X, 72, 4. Già prima però, nel 368, Valentiniano I, aveva istituito il *defensor plebis* con lo scopo appunto di controllare l'equa ripartizione delle imposte: *C. Th.* I, 29, 1 (*Apr.* 368) = CI I, 55; *C. Th.* I, 29, 3 (*Nov.* 368) = *CI* I, 55, 2; *C. Th.* I, 29, 4 (*Nov.* 368). In Africa però sembra che non ci fossero *defensores*. In AUG., *Ep.* 22, *CSEL*, 88, 2, 4, si legge: *Quia scilicet defensores desunt*. Cfr. LEPELLEY, *L'Afrique romaine au début du Ve siècle*, p. 453 ss.

[57] Vd. in particolare *Ep.* 111; cfr. LEPELLEY, *Témoignage*, p. 80 ss.

[58] *Discours d'Église et réalité historique dans le nouvelles Lettres d'Augustin* in *Les lettres de saint Augustin découvertes par Johannes Divjak. Communications présentées au colloque des 20 et 21 september 1982, Paris.* Études Augustiniennes 1983, p. 114.

[59] Vd. HEROD. VII, 6, 1 e l'interpretazione che del movimento danno in particolare: HAMMAN, *La vie quotidienne en Afrique du Nord*, p. 126 ss.; S. MAZZARINO, *Si può parlare di rivoluzione sociale alla fine del mondo antico?* in *Antico, tardoantico ed èra costantiniana*, 2, Bari 1980; II, p. 438 ss.; LEPELLEY, *Témoignage*, p. 80 ss.

[60] M. BÉNABOU, *La résistance africaine à la romanisation*, Paris 1976, p. 589.

[61] Vd. *supra*, pp. 216-217.

stessi coloni[62], dei padroni[63], come risulta dall'epistola 24, c'è un'altra forma di riduzione in schiavitú ed è quella denunciata nell'epistola 10, ad opera dei *mangones*. Si tratta di trafficanti di schiavi — *Galatae mercatores* li chiama Agostino[64] — i quali, con l'aiuto di una *multitudo seducentium et depraedantium*, effettuavano razzie e violenze nelle campagne per impossessarsi di uomini e donne da vendere in Oriente. Le vittime abituali di tale traffico erano, come al solito, fanciulli venduti dai genitori — *pauci* per la verità —[65], ma, tranne qualche caso raro[66], la maggior parte era frutto di rapimenti.

Il problema dei *mangones*, emerso nella lettera 10, suscita una riflessione. L'acuirsi della schiavitú in Africa rivela una condizione economica depressa, ma anche un intrecciarsi di elementi destabilizzanti senza i quali la turpe attività dei *mangones* non si sarebbe potuta sviluppare. Attività che, come testimonia Agostino, si espande maggiormente all'inizio del V secolo, e non a caso. Ciò non significa che non esistesse anche prima, tutt'altro; solo che ora, come vedremo, sono cambiate certe condizioni. Infatti, che le razzie, i rapimenti avvenissero anche prima, e non solo in Africa, lo sappiamo da un passo di Filostrato, in cui si afferma che nell'Alto impero la vendita di uomini liberi era largamente praticata nelle regioni dell'impero che non godevano del diritto romano[67]; dall'*Expositio totius mundi*, in cui si legge che l'esportazione degli schiavi era una delle principali ricchezze della Mauretania[68]. Agostino però non si è mai indignato di ciò. Il cristianesimo, sappiamo, anche se aveva cercato di rendere meno dura la vita servile, aveva ammesso la legittimità della schiavitú[69]. Ora il vescovo di Ippona, pur con tutto

[62] Vd. *supra*, p. 220

[63] Vd. *supra*, p. 220.

[64] *Ep.* 10, 7, 2,: *...a Galatis mercatoribus -hi enim uel soli uel maxime his quaestibus inhianter incumbunt...* Vd. inoltre *ib.* 7, 4; 8, 2. LEPELLEY, *L'Afrique romaine au début du Ve siecle*, p. 458, contesta l'interpretazione di DIVJAK, *CSEL*, 88, p. 149: *Galatae* (*incolae insulae Galatae*), ed afferma che trattasi invece di Galati, sulle testimonianze di AMM. XXII, 7, 8 e CLAUD. *In Eutrop.* I, 59-60. Cfr. FÉVRIER, *Discours d'Église et réalité historique*, p. 107.

[65] *Ep.* 10, 2, 2.

[66] *Ep.* 10, 6, 3.

[67] *De vita Apollon. Tyanei*, 8, 7, *loc. cit.*

[68] *Expositio totius mundi* 60, éd. ROUGÉ, *S.C.* 124, p. 319. Cfr. J. ROUGÉ, *Escroquerie et brigandage en Afrique romaine au temps de saint Augustin* (*Ep. 8 et 10*) in *Les lettres de saint Augustin découvertes par Johannes Divjak. Communications présentées au colloque des 20 et 21 septembre 1982, Paris.* Études Augustiniennes 1983, pp. 184-185.

[69] Vd. E. M. STAERMAN - M. K. TROFIMOVA, *La schiavitù nell'Italia imperiale*, Roma 1975, p. 288 ss.; F. DECRET, M. FANTAR, *L'Afrique du Nord dans l'Antiquité (Des origines au Ve siècle)*, Paris 1981, pp. 315-316.

l'impegno dimostrato nelle lotte che portarono la Chiesa contro gli scismi, le eresie, le rivolte dei circoncellioni, alla stessa stregua di altri teologi cristiani e intellettuali pagani — come sostiene giustamente C. Lepelley[70] —, per il contesto verticistico stesso in cui era inserito, per le tradizioni culturali del mondo romano[71], il cui retaggio era ben difficile da scrollare, non poteva accettare una rivoluzione sociale che potesse minimamente mettere in crisi l'assetto romano, ammesso che, per il mondo antico, si possa parlare di rivoluzione[72].

Agostino non è un rivoluzionario, in alcun senso. Da qui la sua indignazione nei confronti di alcuni schiavi fuggitivi nel territorio di Ippona, colpevoli di essersi ribellati ai proprietari terrieri e di attaccarli violentemente[73]; la sua indifferenza di fronte alle razzie di schiavi che i Romani facevano alla frontiera o all'interno stesso delle province, presso le tribú indigene ribelli[74].

Ora, i fatti denunciati dal nostro vescovo nella lettera 10 mostrano una situazione tutta diversa: solidarietà, denuncia, attiva presa di posizione da parte di Agostino e di tutta la Chiesa locale nei confronti degli uomini liberi fatti schiavi, accesa indignazione contro i *mangones*. Che cosa era cambiato? Non erano piú i cittadini romani a catturare i barbari, ma al contrario erano i mercanti di schiavi a fare razzie non «*quorumcumque animalium sed hominum, nec quorumcumque barbarorum sed provincialium Romanorum*[75]. Provinciali romani, dunque, da vendere lontano, nelle province d'oltremare. Questa vendita lontano dall'Africa potrebbe spiegarsi con il fatto che la maggior parte dei *mangones* erano Galati e quindi è facile che spedissero gli schiavi verso le proprie terre d'origine. Ma è piú credibile, secondo quanto sostiene J. Rougé[76], che gli uomini fossero venduti lontano in modo da potere difficilmente far riconoscere la propria ingenuità e intentare una *revendicatio in libertatem*. Come si vede venivano sovvertiti tutti i valori del mondo romano. Agostino levando la sua voce contro questo crimine capita-

[70] *Témoignage*, p. 79.

[71] Vd. P. Brown, *Religion and Society in the age of saint Augustin*, London 1972, pp. 333-334.

[72] Vd. Mazzarino, *Si può parlare di rivoluzione sociale alla fine del mondo antico?*, p. 431 ss.

[73] *Ep.* 108, 6, 18.

[74] *Ep.* 199, 12; *En. in p.s.* 148, 10; *CIL* VIII 21486; cfr. Gsell, *Les esclaves ruraux dans l'Afrique romaine*, p. 254; Lepelley, *Les cités de l'Afrique*, I, p. 46.

[75] *Ep.* 10, 5, 3.

[76] *Escroquerie et brigandage*, p. 185.

le, condannato successivamente da Valentiniano III[77], e incitando a resistere *pro libertate Romana*[78], si presenta come il difensore della romanità. Nella presa di posizione a favore degli schiavi, degli *humiliores*, non c'è rottura rispetto al passato; al contrario c'è il tentativo piú o meno consapevole, ripeto, di un'estrema difesa della romanità in un'epoca e in un contesto in cui il processo di romanizzazione, giunto al culmine, iniziava il suo declino.

[77] *Nov.* 33: *...Si quis barbaris venditionem prohibitam fecerit vel emptum ingenuum ad transmarina transtulerit, sciat se sex auri uncias fisci viribus inlaturum...*

[78] *Ep.* 10, 5, 3.

Tadeusz Kotula

Faraxen, famosissimus dux Maurorum

Les auteurs anciens ne témoignaient d'ordinaire qu'un intérêt médiocre aux rebelles à l'ordre romain impérial à moins que ceux-ci ne fussent aussi réputés que le Numide Tacfarinas sous Tibère devenu célèbre grâce aux «Annales» de Tacite soit le brigand italien Bulla Felix dont les exploits aventureux ont été narrés par Cassius Dion[1]. D'autre part, les noms des chefs de tribus révoltés apparaissent ça et là dans les textes épigraphiques, mais leur renommée de règle n'outrepasse pas les limites de provinces du fait de la portée locale de ces documents dans la plupart des cas. Néanmoins, c'est justement aux inscriptions — et aux papyrus — que nous devons en somme une quantité non négligeable d'informations concrètes sur les troubles qui dénonçaient les périodes critiques de l'histoire de Rome.

Il Quarto Convegno di studio su «l'Africa Romana» nous invite à prendre en considération un exemple africain relatif à Faraxen, un des insurgés maures du temps de la grande crise que subissait l'Empire dans la seconde moitié du IIIe siècle. Il ne s'agit là que d'un épisode des révoltes des tribus berbères contre la domination romaine. Les faits en question nous ont été transmis par deux inscriptions assez connues de Lambèse et d'Auzia. Voici les textes commémorant les succès romains[2].

I(ovi) O(ptimo) M(aximo) | ceterisq(ue) diis deabusq(ue) immortalib(us), | C. Macrinius Decianus v(ir) c(larissimus) legat(us) | Aug(ustorum duorum) pr(o) pr(aetore) prov(inciae) Numidiae et | Norici, Bavaribus, qui adunatis IIII | regibus in prov(inciam) Numidiam in|ruperant, primum in regione | Millevitana, iterato in confi|nio Mauretaniae et Numidi|ae, tertio Quinquegentaneis | gentilibus Mauretaniae Cae|sariensis, item gentilibus Fraxi|nensibus qui provinciam | Numidiam vastabant, cap|to famosissimo duce eorum, | caesis fugatisque.

[1] Sur cet élément de la civilisation romaine, voir en particulier R. MAC MULLEN, *Enemies of the Roman Order*, Cambridge, Mass., 1966.

[2] *C.I.L.*, VIII, 2615, Lambaesis = *I.L.S.*, 1194; *ibid.* 9047, Auzia = *I.L.S.*, 2767. Sur Faraxen, voir *P.I.R.*², F 119; Q. Gargilius Martialis, *ibid.*, G 82.

[Q. G]argilio Q. f(ilio) Q(uirina tribu) Martiali eq(uiti) R(omano), | *[pr]aef(ecto) coh(ortis) I Astyrum pr(ovinciae) Britta*|*[n]iae, trib(uno) co(hortis) Hisp(anorum) pr(ovinciae) Maur(etaniae) Cae(sariensis),* | *[a] mil(itiis), praep(osito) coh(ortis) sing(ularium) et vex(illationis)* | *[e]q<q>(uitum) Mauror(um) in territorio* | *[A]uziensi praetendentium,* | *dec(urioni) duarum col(oniarum) Auziensis et Rusguniensis, et pat(rono)* | *prov(inciae), ob insignem in ci*|*ves amorem et singula* | *rem erga patriam adfec*|*tionem, et quod eius vir*|*tute et vigilantia Fa*|*raxen rebellis cum sa*|*tellitibus suis fuerit* | *captus et interfectus,* | *ordo col(oniae) Auziensis,* | *insidiis Bavarum de*|*cepto, p(ecunia) p(ublica) f(ecit) d(ecreto) d(ecurionum) VIII Kal(endis) [A]pr(ilis) (anno) pr(ovinciae)* CCXXI/26 mars 260/.

Deux points attirent notre attention particulière: 1/ la capture d'un chef anonyme, *famosissimus dux* des Fraxinenses, relatée par le légat de Numidie C. Macrinius Decianus / inscription de Lambése/; 2/ la capture et l'exécution de *Faraxen rebellis* et de ses *satellites* due à la vigilance et à la vertu du notable d'Auzia Q. Gargilius Martialis, exaltées dans son éloge. Quant à la fonction de C. Macrinius Decianus, elle a été récemment datée par M. Christol des années 253-256, et non des environs de 259-260, comme on l'a fait d'habitude jusqu'ici[3]. En dernier commentateur des deux textes en question, M. Christol s'est déclaré pour l'identité du chef des Fraxinenses avec le rebelle Faraxen, ce qui semble résulter du rapprochement des inscriptions d'Auzia et de Lambèse. Cela veut dire que les expressions *capto famosissimo duce eorum* et *Faraxen rebellis captus...et interfectus* se rapportent au même fait d'armes survenu entre 253 et 256[4]. Il est évident que la date de l'éloge de Q. Gargilius Martialis, le 26 mars 260, ne nous donne qu'un terminus ante quem pour la carrière et les exploits du personnage qui peuvent précéder de quelques ans le moment où le texte fut gravé.

[3] M. CHRISTOL, *La prosopographie de la province de Numidie de 253 à 260 et la chronologie des révoltes africaines sous le règne de Valérien et de Gallien* «Antiquités Africaines», 10, 1976, p. 69 - 77; ses arguments persuasifs sont basés notamment sur l'examen des titulatures de fonctionnaires dans la période du règne conjoint de Valérien et de Gallien / deux ou trois Augustes entre 253 - 260, Valérien le Jeune compris/.

[4] Dans le même sens P. ROMANELLI, *Storia delle province romane dell'Africa*, Roma 1959, p. 480 et G. CAMPS, *Les Bavares, peuples de Maurétanie Césarienne*, «Revue Africaine», 99, 1955, p. 256; contre l'identification: J. DESANGES, *Catalogue des tribus africaines de l'Antiquité classique à l'Ouest du Nil*, Dakar 1962, p. 52; M. BENABOU, *La résistance africaine à la romanisation*, Paris 1976, p. 226 sq.; M. RACHET, *Rome et les Berbères. Un problème militaire d'Auguste à Dioclétien*, Bruxelles 1970, p. 249 et n. 4.

Le bulletin de victoire rédigé par C. Macrinius Decianus résume briévement les trois étapes pryncipales des luttes menées contre les incursions barbares dans la Numidie[5]. L'action de Q. Gargilius Martialis aboutie à la capture et à la mort du chef maure et de ses satellites ne constituait qu'un chapitre de ces durs combats, mais finalement ce fut à lui et non au légat que revint la gloire du vainqueur de Faraxen. A son tour, il succomba victime d'une embuscade des Bavares, sans doute au début de 260. C'est justement ce triste événement qui lui a valu la dédicace honorifique célébrant les succès glorieux de ce notable municipal très attaché à sa patrie locale et devenu patron de la province de Numidie. Dans son éloge plus développé, il a fallu appeler le *dux* barbare dont le nom a pu être tout simplement omis dans le récit succinct des combats rédigé dans le texte officiel de Lambèse[6].

Passons à l'expression *famosissimus dux / gentilium Fraxinensium /*. Si l'on accepte l'opinion selon laquelle il s'agit là de Faraxen, il faut ajouter sa qualification de *rebellis cum satellitibus*. Or, on sait que le titre de *dux* appartenant au vocabulaire militaire romain a acquis une importance toute particulière au IIIe siècle de l'Empire. Pour rester dans les révoltes africaines de la période qui nous intéresse, rappelons le *ducatus* de M. Cornelius Octavianus, *praeses* de Maurétanie Césarienne, auquel fut confié le commandement suprême des troupes de toute l'Afrique romaine vu que la situation s'est aggravée à nouveau lors des victoires peu décisives de M. Aurelius Vitalis et de C. Macrinius Decianus[7].

Or, le titre prestigieux de *dux* donné au chef maure rebelle à la même époque est bien significatif. Il se peut que Faraxen avait étendu son autorité sur toute la *gens* des F(a)raxinenses[8], mais son *ducatus* et ses *satellites* laissent penser qu'encore d'autres éléments tribaux non nommés dans l'inscription d'Auzia se sont joints à lui pour faire justifier sa re-

[5] Suivant le contexte de l'inscription de Lambèse: *tertio Quinquegentaneis gentilibus...item gentilibus Fraxinensibus, qui provinciam Numidiam vastabant...*, les combats en question semblent s'être déroulés en Numidie.

[6] Pareillement, ont été omis dans ce bulletin de victoires les noms des quatre rois de la grande confédération des Bavares qui avaient envahi la Numidie.

[7] *C.I.L.*, VIII, 12296 = *I.L.S.*, 2774, Bisica /Afrique Proconsulaire/; sur la carrière exceptionnelle du personnage et ses actes militaires, consulter H. PAVIS d'ESCURAC-DOISY, *M. Cornelius Octavianus et les révoltes africaines* du *IIIe siècle, d'après une inscription de Caesarea*, «Libyca», I 1953, p. 181-187; H. G. PFLAUM, *Les carrières procuratoriennes équestres sous le Haut Empire romain*, Paris 1960, t. 2, p. 905 -923, n. 347 bis; quant à la chronologie de son *ducatus*, nous suivons M. CHRISTOL, *op. cit.*, p. 76 sq.

[8] Le développement *F(a)raxinenses* a été proposé par A. STEIN, *P.I.R.*² F 119; leur chef a plutôt tiré son nom de l'ethnique qu'inversement; voir DESANGES, *l. cit.*

nommée de *famosissimus dux*[9]. A cet égard, l'indication de son nom, celui d'un chef, dans l'éloge de Q. Gargilius Martialis a dû certainement contribuer au prestige de son vainqueur, le véritable *captor Faraxenis*[10].

Les textes épigraphiques relatifs aux révoltes maures de la seconde moitié du IIIe siècle font songer à un formulaire stéréotype de bulletin de victoire qui s'est formé dans la mesure où certaines situations devenues typiques se ressemblaient au cours des événements. En témoigneraient les formules quasiment fixes des actes officiels, gravées sur les pierres:

— *gentilibus... capto famosissimo duce eorum caesis fugatisque* / *C.I.L.*, VIII, 2615, Lambèse /,
— *ob barbaros caesos et fusos* / *C.I.L.*, VIII, 20827, près d'Auzia /,
— *rebellis captus et interfectus* / *C.I.L.*, VIII, 9047, Auzia /,
— *gentes, quorum omnis multitudo prostrata est, interfectis... regibus* / *I.L.S.*, 8959, près d'Horrea /,
— *ob prostratam gentem...praedasque...abductas* /«B.A.C.», 1920, p. CVIII, Manliana /,
— *erasis funditus...secunda praeda facta* / *C.I.L.*, VIII, 9324, Caesarea /.

Il est frappant d'en retrouver des réminiscences assez exactes dans les sources littéraires. Pour ne donner qu'un exemple emprunté à l'Histoire Auguste, citons un fragment de la *Vita Probi:*

His gestis orientem petit atque in itinere potentissimo quodam latrone Palfuerio capto et interfecto omnem Isauriam liberavit[11]. Le passage se réfère à une expédition prétendue de l'empeur Probus en Orient qui aurait lieu, si l'on suit l'Histoire Auguste, vers 279-280. La formule *capto et interfecto* répète mot à mot celles de nos inscriptions de Lambèse et d'Auzia concernant Faraxen. Mais nous pensons qu'il pour-

[9] Il est peut-être trop de qualifier le *famosissimus dux Faraxen* de chef de l'ensemble d'une coalition des tribus maures, comme le fait M. BENABOU, *op. cit.*, p. 226, après J. DESANGES, *l. cit.*, mais d'autre part, on réduit certainement son importance en le tenant pour «chef de bande», CAMPS, *op. cit.*, p. 256/.

[10] Cf. *I.L.S.*, 8959, Téniet Meknen, près d'Horrea /Ain Rua/, vers 255? (G. Camps), une victoire sur les *Bavarum gentes* dont trois chefs appelés eux-mêmes par leurs noms: Taganin, Masmul, Fahem ont péri au combat; mais ils portent le titre de *rex*, roi, et non celui de *dux*. Cf. également la brillante carrière militaire du vétéran Ti. Claudius Maximus nommé par Trajan décurion dans l'Ala secunda Pannoniorum au cours de la guerre dacique...*quod cepisset Decebalu(m) et caput eius pertulisset*; voir M. SPEIDEL, *The Captor of Decebalus,* «Journal of Roman Studies», LX 1970, p. 142 - 153; A.E. 1969/1970, 583, fameuse inscription de la région de Philippi en Macédoine.

[11] *H.A., Pr.* 16, 4/éd. E. HOHL, CH. SAMBERGER, W. SEYFARTH, Leipzig 1965/.

rait s'agir en Isaurie aussi bien du simple brigandage que des mouvements oppositionnels des tribus barbares montagnardes. A l'époque d'une crise profonde que subissait l'*Orbis Romanus* dans les années 60-70 du IIIe siècle, de tels phénomènes se produisaient dans plusieurs régions insuffisamment soumises de l'Empire. En effet, il est bien notoire que le terme de *latrocinium* était communément abusé par les auteurs anciens toujours enclins à déprecier les actes de résistance des peuples refractaires à la paix romaine[12]. Si l'on donnait confiance au passage cité de la *Vita Probi*, on saurait comparer l'expédition de ce prince à celle de Maximien Herculius qui est venu une quinzaine d'ans plus tard en Maurétanie pour se réserver le triomphe final à remporter sur les tribus belliqueuses berbères[13]. R. Syme tient Palfuerius pour un personnage fictif, suffisamment puissant pour justifier la marche des troupes impériales en Isaurie, à son avis fictive elle aussi[14]. Cependant, même

[12] Le fait est très significatif que, dans le même passage de la *Vita Probi* /16, 5/, les *latrones* sont qualifiés de *barbari*, soit d'un terme qui, dès le IIIe siècle, désignait les populations non romanisées de l'Empire; cf. *ibid.* 19, 8: *latrones Isauri*, parmi les barbares présentés dans le triomphe de Probus; cf. *T. T.* 26, 5-6: *Isauri...pro barbaris habentur*. Donc, généralement, le terme de *latro* ne suffit point pour réduire son sens à la notion de brigand. Il est vrai que l'Isaurie, située à l'abri des voies principales de l'Asie Mineure, était renommée dans L'Antiquité en tant qu'un pays de brigandage par excellence; consulter MAC MULLEN, *op. cit.*, p. 262 sq. D'ailleurs, c'était justement pourquoi des actes de brigandage pur et simple s'y mêlaient toujours aux soulèvements des tribus indigènes barbares contre les Romains. Convient-il d'expliquer par cela la raison pour laquelle l'épithète de *latrocinium* était appliquée si volontiers à tous les mouvements oppositionnels? Constatons que même les usurpateurs ont été traités de brigands: voilà un des Trente Tyrans, l'Isaurien Trebellianus (*T. T.* 26), individu sans doute fictif, qui est dit dans l'Histoire Auguste soit *dux* / par les uns /, soit *archipirata* /par les autres /; cf. MAC MULLEN, *op. cit.*, p. 263. C'est donc à juste titre que P.-A. Février a pu reprocher, tout récemment, à l'auteur de l'Histoire Auguste une hostilité sensible à l'égard des souverains d'origine barbare, résultant d'un véritable patriotisme romain (P. A. FÉVRIER, *L'Histoire Auguste et le Maghreb*, «Antiquités Africaines», 22, 1986, p. 124 sg.); il souligne dans son travail l'image négative des *Mauri* présentée dans cette oeuvre de la fin du IVe siècle. Mais rappelons que déjà chez Tacite Tacfarinas est qualifié de *latro* par l'empereur Tibère lui-même; Ann. III 73. Un autre brigand isaurien du temps de Probus, un certain Lydios, est attesté par Zosime, I 69. L'historien grec s'étend sur ses faits audacieux en Pamphylie et en Lycie. Il a su, raconte Zosime, prendre les villes fortifiées d'assaut / tout comme les insurgés maures; voir *C.I.L.*, VIII, 20836, Rapidum/; dans le camp du brigand se trouvait un constructeur des machines de guerre. Le cas de Lydios nous montre pour sa part combien délicat et discutable est le problème en question.

[13] *Paneg. Lat.* IV 21; VI 8; cf. «B.A.C.», 1928/1929, p. 162, inscription de Sétif célébrant le triomphe de l'empereur.

[14] R. SYME, *Ammianus and the Historia Augusta*, Oxford 1968, p. 43 - 52: Isauria. Or, l'auteur tardif de la *Vita Probi* a bien vu qu'un simple brigand détracterait la gloire de l'empereur en tant que son adversaire. C'est pourquoi il l'a baptisé *potentissimus latro*. Mais dans cette acception, n'a-t-il pas promu involontairement son Palfuerius au rangd'un chef barbare plutôt, supérieur d'un brigand commun?

s'il y a là un faux littéraire, il est très intéressant de voir le biographe latin de Probus reproduire exactement l'expression typique des bulletins de victoire romains. En Asie Mineure et en Maurétanie, nos sources reflètent les angoisses d'une époque de troubles assez dangereux pour la domination romaine afin qu'ils puissent expliquer les euphémismes de la propagande officielle qui s'est mise à glorifier les triomphes romains. C'est dans ce sens que le barbare isaurien Palfuerius, *potentissimus latro*, fiction littéraire ou non, serait un correspondant de Faraxen, *famosissimus dux Maurorum*.

Pour conclure, il nous faut souligner, par contre, un autre aspect, non négligeable, du problème. Les savants modernes insistent sur ce que les auteurs anciens avaient sousestimé l'exploitation dure des classes inférieures, de la populaion sujette indigène, par les conquérants romains. Nous sommes loin de dénier des faits historiques importants, mais rappelons que les vainqueurs ont dénommé les chefs rebelles pour imposer plus de prestige à leurs propres victoires. C'est justement pourquoi nous ne connaissons Faraxen que grâce à Gargilius Martialis. Donc, une autre constatation, non moins importante, s'impose forcément à l'historien moderne: voilà ce que les opprimés doivent à leurs oppresseurs.

Yann Le Bohec

Les «*discentes*» de la IIIème Légion Auguste

R. Mac Mullen, cité récemment par G. Alföldy[1], a présenté avec son humour habituel sa conception de l'histoire: le chercheur qui ne s'interroge pas sur les relations de César avec les différentes couches de la société au moment où il éperonna son cheval pour franchir le Rubicon ne connaît que César et son cheval. Mon propos actuel ne vise pas, bien sûr, le cheval de César, mais les chevaux de la IIIème Légion Auguste du point de vue des savants qui viennent d'être mentionnés: on aura compris qu'il s'agit d'une recherche d'histoire sociale.

Des inscriptions trouvées en Afrique présentent des soldats qui portent le titre de «*discentes*». Le problème qui se pose maintenant est de préciser quelle place ils occupaient dans la société et dans l'armée. Pour faire comprendre dans quelle direction se dirige cette enquête, je dois rappeler la complexité de la société romaine: à l'intérieur de chaque classe existaient des degrés[2]; d'autre part, les hommes appartenaient à des groupes définis par des critères juridiques et appelés «ordres»[3]. Les légions étaient elles aussi soumises au principe de hiérarchie; mais les simples soldats, qui appartenaient certes tous à la plèbe[4], ne formaient pas une masse indifférenciée; à l'intérieur du groupe des *milites* également existaient des degrés. Plusieurs critères de différenciation ont été proposés, en premier lieu par A. Von Domaszewski[5] qui a insisté sur l'appartenance d'un groupe privilégié de militaires aux états majors particuliers des officiers. Plus récem-

[1] G. Alföldy, *Cahiers de Clio*, LXXXII-LXXXIII, été-aut., 1985, p. 11; du même, *Römische Sozialgeschichte*, 1984, 212 p., dont il existe une version anglaise (on en souhaiterait une traduction française, comme celle dont a fort heureusement bénéficié R. Mac Mullen, *Les rapports entre les classes sociales dans l'Empire romain*, 1986, 189 p.).

[2] M. Christol, *Essai sur l'évolution des carrières sénatoriales*, 1986, p. 13, a ainsi opposé les sénateurs patriciens aux sénateurs plébéiens.

[3] *Des ordres à Rome*, 1984, 281 p., sous la direction de Cl. Nicolet (on lira en particulier les contributions de Cl. Nicolet, B. Cohen, A. Chastagnol et S. Demougin).

[4] Y. Le Bohec, *La IIIème Légion Auguste*, à paraître.

[5] A. Von Domaszewski, *Die Rangordnung d. röm. Heeres*, 1967, 2ème édit. (mise à jour par B. Dobson), 375 p.

ment, B. Dobson[6] et D.J. Breeze[7] ont montré qu'une élite, les *immunes*, bénéficiait de l'exemption de corvées, et qu'un nombre encore plus restreint, les *principales*, constituant une sorte d'élite de l'élite, percevait un salaire et demi (*sesquiplicarii*) ou deux (*duplicarii*), voire trois (*triplicarii*). Il semble en outre, et ce point devrait être le principal apport de la présente recherche, qu'il faudrait faire intervenir, en plus des tâches manuelles et des soldes, un troisième critère. La sociologie, et je pense notamment à M. Weber, a été adaptée à l'usage des historiens par P. Veyne[8]. Ce dernier insiste sur la dignité, en particulier celle qui est liée à la spécialisation et qui confère une supériorité[9]; cet aspect psychologique ne devrait plus être négligé[10], et il faut dorénavant admettre que les actes des hommes s'expliquent par trois mobiles, «l'argent, le pouvoir et le prestige»[11]. Ainsi, l'*aquilifer*, dont l'étendard symbolise l'ensemble de la légion, devrait bénéficier d'un prestige plus grand que le *signifer* qui n'est attaché qu'à un manipule, soit à deux centuries. Autre cas: celui des *discentes* de la IIIème Légion Auguste.

La plupart d'entre eux sont mentionnés dans des «dédicaces collectives»[12], listes de soldats dont les noms sont suivis de quelques lettres, par exemple *D S, D AQ*, etc. Le premier signe est en général développé sans difficulté en d*(iscens)*; le second fait problème, comme on le dira plus loin. Mais voyons le dossier[13].

1. Inédit de Timgad (entre Hadrien et Septime Sévère).

1.[...]D S KAR
9.[...]LVS FORTVNATVS D S CAS
10.[...]EDIVS F[O]RTVNATVS D S ARM[14] KAR
13.[...]LIVS MAXIMIA[NVS] SABRAT(H)A D S
15.[...]SII[...]CACCVS D S CAS

[6] B. Dobson, dans *Recherches sur les structures sociales dans l'Antiquité*, 1970, pp. 99 - 116, et «Anc. Soc.», III, 1972, pp. 193-207.

[7] D.J. Breeze, «J.R.S.», LXI, 1971, pp. 130 - 135 (*A.E.*, 1971, 7), *A.N.R.W.*, II, 1, 1974, pp. 434 - 451, et «B.J.», CLXXIV, 1974, pp. 245 - 292.

[8] P. Veyne, *Le pain et le cirque*, 1976, p. 9 et suiv.

[9] P. Veyne, *ouvr. cité*, p. 117.

[10] P. Veyne, *ouvr. cité*, p. 119 et suiv., p. 229 et suiv.

[11] P. Veyne, *ouvr. cité*, p. 729.

[12] Voir *ouvr. cité*, n. 4.

[13] La chronologie proposée est celle qui a été établie dans l'*ouvr. cité* n. 4.

[14] On peut aussi penser à *ARN* pour *Arn(ensis)*, mais ce soldat serait le seul de cette liste à mentionner sa tribu.

2. Inédit de Lambèse (troisième quart du IIème s.).

2.Q MALLIVS FAVSTVS D S T(H)IMIDA RE(GIA)
8.P POMPEIVS VRBANVS D S ILIAM
12.C AVRELIVS ANIO[L]VS D S SABR
20.C TADIVS FELIX DVS[15] VL(PIA) VT(H)INA
21.C IVLIVS SATVRNINVS D S SVF
29.[.] BRIGIVS FELI[...] D S VTICA

3.*C.I.L.*, VIII, 2568 = 18055, Lambèse (Septime Sévère ou Caracalla).

8.[.] NEPOTIVS PRIMVS KAR D S
9.C AELIVS VICTOR [D] S
10.C IVLIVS QVINTIANVS CAS [D] S
22.L IVLIVS FELIX CAS D AQ
81.C AEMILIVS DEMETRIANVS TEN D S[16]
86.C IVLIVS FELIX CAS D S
88.C AEMILIVS IVLIANVS KAR D S

4.*C.I.L.*, VIII, 2569 = 18056, Lambèse (Septime Sévère ou Caracalla).

4.C IVLIVS FAVSTVS CAS D S
5.C CALPVRNIVS MAXIMVS CAS D S
25.C CREPEREIVS INGENVVS CAS D S

5.*C.I.L.*, VIII, 2553 = 18047 et p. 954 = *A.E.*, 1906, 9, Lambèse (199).

...FECERVNT OPTIONES VALETVDINARII [...] II CAECIL VR[BAN] | PEQVARI LIBRARIVS ET DISCENTES CAPSARIORVM LEG III AVG P [V OB QVAM SOL] | LEMNITATEM DECREVERVNT VNIVERSI ... | ITEM DISCENTIB PRO PORT...

6.*C.I.L.*, VIII, 2618 = 18096, b, 34-35, Lambèse (211-212).

a. I O M | CONS | AVGQ | NN | PIEN | FRAT | RVM | TOTI | VSQ | DOMVS | DIVINAE

[15] Il est possible qu'il n'y ait, entre *D* et *S*, qu'un défaut de la pierre.

[16] C'est peut-être le même homme, devenu *aquilifer*, qui est connu par *C.I.L.*, VIII, 2796 (Lambèse): *D.M.S.* | *C. Aemilio* | *Demetriano, aquilif(ero).* | *Vixit an(n)is XXXII. C.* | *Aemilius Emeritus,* | *pater, filio pio fecit* | *idemque dedicauit.* On aurait alors un exemple de carrière avec promotion; mais une homonymie reste toujours possible.

b.M ACVTIVS INGENVS | EX 7 LEG H M M | CVLTORES
VETERANI | ... | Q M C IMP COM V ET | GLABRIONE COS
(a. 186) | ... | P TAMVDIVS | VENVSTVS D AR | AR CAR | ...

7.*C.I.L.*, VIII, 18086, Lambèse (Caracalla ou Elagabal).

b 11.C VIBIVS [...] CAR KAL D S
13.C CAECILIVS FELIX D S
14.Q MANILIVS FELIX CAN D S
17.C MAGNIVS OPTATVS CAS D S
18.T FLAVIVS SECVNDVS CAS D S
19.M [...] DONATVS CAS D S
c 2.C AQVILIVS HILARIANVS CAS D S
3.C IVLIVS QVINTIANVS CAS D S BVC
8.M ANTONIVS PIETAS ART DIS POL

8.*C.I.L.*, VIII, 2882 = *I.L.S.*, 2331, Lambèse (IIème-IIIème s.).

D M S
HERENNIVS
VICTORINVS
DISC EQQ LEG
III AVG VIXIT
ANN XXVII
H S E

9.*C.I.L.*, VIII, 2988 = *I.L.S.*, 2344 (a; Sévères) et 18302 (b; IIIème s.), Lambèse, Nécropoles Nord (a) et Est (b).

a.D M S
L TVLLIO FELICI
VIXIT ANOS XXV
MESES II DIES XVII
DISCENS AQVILIFERV
LEG III AVG MEMORIE
EIVS POSVIT L BON
CIVS SECVNDVS
AVVNCVLO

b.D M S
ICTVRIO FELICI
VIXIT ANOS XXV
MESSES II DIES XVI
DISCENS AQVILIFER
LEG III AVG ME MORIE
EIVS POSVIT ISBON
CIVS SECVNDVS
AVVNCVLO

10.*A.E.*, 1942 - 1943, 93 = 1973, 646, Aïn Cherchar dans l'Aurès (Sévère Alexandre, sans doute 225 - 226).

L APRONIVS
PIVS LEG AVG
PR PR COS DES
VOTVM QVO[D]
COEPTO OP[ERE]
AQVAEDVC[TVS]
[[ALEXANDRIANI]]
[PROMISERAT]
[OPERE PERFEC]
TO SOL
VIT
CLODIVS SEPTI
MINVS DISCENS
LIBRATORVM
FECIT

Ces textes posent deux séries de problèmes. Tout d'abord, quelle est la construction grammaticale correcte qui suit l'emploi du mot *discens*? Le nominatif singulier pourrait avoir été employé dans l'inscription n° 9, b, et elle a eu les faveurs de B. Dobson[17]; le génitif singulier, qui n'est pas attesté dans l'épigraphie africaine, a eu ses partisans, Chr. Huelsen[18], M. Durry[19] et le même B. Dobson[20]; mais l'emploi de l'accusatif singulier a paru normal à A. Von Domaszewski[21], à R.O. Fink[22] et à M. Durry[23] qui l'a préféré dans un autre passage de son livre; enfin, le génitif pluriel, qui se trouve dans deux de nos inscriptions, les documents n° 5 et 10, n'a pas paru devoir être pris en considération par quelque chercheur que ce soit. Autre question: quel est le sens précis de ce mot, et, par conséquent, le rang exact qu'il implique? Les savants qui se

[17] B. Dobson, dans A. Von Domaszewski, *Rangordnung*, 1967, 2ème édit., pp. X et XV (voir n. 20).

[18] Chr. Huelsen, en note aux *C.I.L.*, VI, 32536, b, 7, et 37215.

[19] M. Durry, *Les cohortes prétoriennes*, 1968, 2ème édit., p. 116 (voir n. 23).

[20] Références: n. 17.

[21] A. Von Domaszewski, *ouvr. cité* n. 17, p. 49.

[22] R.O. Fink, *Roman military Records on papyrus*, 1971, p. 193 (à deux reprises).

[23] M. Durry, *ouvr. cité* n. 19, pp. 106, 115 et aussi 116.

sont interrogés sur ce point ont répondu avec unanimité, à la suite de Th. Mommsen, qu'il s'agissait d'un synonyme de *tiro*: «*Discens, id est tiro*»[24]. C'est la conception exprimée ensuite par O. Fiebiger[25]: «*Discens hiess bei den Römern der Tiro*»; on la retrouve sous la signature d'A.Von Domaszewski («ein *Tiro*»)[26]. A. Gudeman[27] et A. Ernout et A. Meillet[28] proposent une interprétation moins précise du point de vue de la hiérarchie militaire; ces derniers donnent une traduction: «élève».

Pour choisir entre ces différentes théories et préciser la nature et le rôle des *discentes* de la IIIème Légion Auguste, il faut dresser la liste de tous les soldats portant ce titre dans toutes les unités de l'armée romaine. Mais ici on se heurte à une difficulté: ce mot, ayant été mal analysé, se trouve classé, dans les *indices*, dans des rubriques différentes («grades», «particularités», etc), quand il n'a pas été purement et simplement omis[29]. Et sans doute certains cas m'ont-ils échappé, sans doute mes listes sont-elles incomplètes.

Néanmoins par cette méthode on peut arriver à proposer quelques solutions, parfois plus ou moins partielles et plus ou moins provisoires, parfois satisfaisantes.

Tout d'abord, on constate la présence de *discentes* dans des types d'unités fort divers, et en premier lieu dans le prétoire[30] où ce titre est attesté à deux reprises[31]. Une troisième inscription fait parler un soldat décédé[32]: «... J'ai persuadé mes parents de me laisser apprendre (*disce-*

[24] TH. MOMMSEN, en note au *C.I.L.*, V, 944; on remarquera la discrétion, sur ce problème, de P. CAVER, *E.E.*, IV, 1881, pp. 355 - 481.

[25] O. FIEBIGER, *R.E.*, V, 1, 1903, col. 1171.

[26] A. VON DOMASZEWSKI, *ouvr. cité* n. 17, p. 49.

[27] A. GUDEMAN, dans *Thesaurus linguae latinae*, V, 1, 1910, col. 1335.

[28] A. ERNOUT et A. MEILLET, *Dictionnaire étymologique de la langue latine*, 1979, 4ème édit., p. 176.

[29] Voir n. 24 (P. CAVER).

[30] M. DURRY, pass. cités n. 23.

[31] *C.I.L.*, VI, 32536 (Rome): *...cur[a(m) a]gente | Pompeio N[e]riano, signifero | coh(ortis) IIII pr(aetoriae) p(iae) u(indicis), | et Noni[io P]roculo, disc(ente) mens( )*; *C.I.L.*, VI, 37215 = *I.L.S.*, 9070 (Rome): *Senio Marc|ello, mil(iti) coh(ortis)| VI pr(aetoriae), (centuria) Procul(i), | disc(enti) armat ( ). Fec(erunt) | Sen(ius) Iust(us), fr(ater), et Iul(ia) | Proc(u)la, coni(unx) (et) Pie|tas, (centurio), qui inpetrau(erunt) | bona (h)uius conced|erentur.*

[32] *C.I.L.*, VI, 8991 (Rome): *L. Marius, L. f., | Vitalis, | uixi ann(is) XVII, d(iebus) LV. | Consummatus litter(is), | parentes suasi (ut) artefic(ium) (sic)| discerem. Discessi ab| Vrbe in praetorio | Hadriani Aug(usti) Caesar(is), | ubi dum studerem, fata | inuiderunt mihi raptum|que ab arte tradiderunt | hoc loco. | Maria Malchis, mater | infelicissima, filio sanctissimo (fecit).*

re) un métier. J'ai quitté Rome dans le prétoire de l'empereur César Hadrien...».

Mais c'est assurément dans les légions, et en particulier dans la IIIème Auguste, que ces soldats se trouvent en grand nombre. Cette abondance s'explique sans doute par le seul hasard des découvertes, et il ne semble pas qu'il faille penser que l'unité africaine ait servi d'école. Elle a néanmoins livré trente-deux cas indiscutables, ou du moins difficilement contestables, et un pluriel, puisqu'on trouve une mention de *discentes* dans un règlement de collège militaire (inscription n° 5), sans oublier quelques restitutions plus hypothétiques[33].

Ce titre est attesté pour d'autres légions: il est appliqué à quatre soldats dans des textes dont la lecture ne fait pas difficulté, dans la Ière Minervienne[34], la VIIème Claudienne[35] et, à deux reprises, dans la XIème Claudienne[36]; on trouve la forme *discentes* pour la IIème *Adiutrix*[37], et on a cru retrouver ce titre pour des militaires de la IIème Parthique[38], de la IIème Trajanienne[39] et de la XIIIème *Gemina*[40], mais les restitutions proposées ne paraissent guère convaincantes.

[33] Voir textes plus haut.

[34] *C.I.L.*, XIII, 7945 et p. CLXXVIII = *I.L.S.*, 2459 (Iversheim, Germanie): *Sub Iulio Cas|tino, leg(ato) leg(ionis) I M(ineruiae), . (sub) cura Petroni(i) | Aquilae, (centurionis), fur|nus factus (est), ar(chitect) | Val(erio) Aman(do) dis|cente, [[Geta]] (et) Aug(usto) co(n)s(ulibus).*

[35] *C.I.L.*, III, 14567 = *A.E.*, 1901, 17 (Nish, Mésie): *D.M. | L. Cassius | Candidus, | mil(es) leg(ionis) VII | Cl(audiae), disce(n)s | epibeta (sic), ui(xit) | an(nis) XXI[..., m(ensibus) ..., d(iebus)] | III, m[ilitauit (?)] | an(nis) [...] | I* [...].

[36] *C.I.L.*, V, 944 (Aquilée, Xe Région): *D.M. Val(erius) | Quintus, dis|ce(n)s equitum | leg(ionis) XI Cl (audiae), ciues* | [...]; *C.I.L.*, V, 8278 = *I.L.S.*, 2333 (ibid.): *Iulius centurio | supernumerarius | leg(ionis) XI Claudiae, | stip(endiorum) XXIIII, annor(um) | circiter XXXX, | tiro probitus (sic) ann(is) | XVI, postea profecit | disce(n)s equitum; | ordine factus (est) mag(ister) equitum. | Positus (est) hic.*

[37] *C.I.L.*, III, 3765 = *I.L.S.*, 2393 (Alt-Ofen, Pannonie): *P. Tarrute|nio, Stel., Pro|culo, Taurinis, | euocato leg(ionis) II Adi(utricis), | stip(endiorum) XVI, | an(nis) LXVII. H(ic) s(itus) e(st). | C. Cornelius | Felix, corni|cular(ius) praef(ecti) | leg(ionis) eiusdem, | h(eres), ex t(estamento) f(aciendum) c(urauit), et im|munes et discent(es).*

[38] *C.I.L.*, VI, 3409 et p. 3393 (Rome): [... *bene]mer(enti) fecit | [L]aiterano et Ru|[fino co(n)s(ulibus), mil(es) in leg(ione) II Parth(ica), coh(orte)] IIII fac(tus) est; di|[uo Antonino IIII et Balbino co(n)s(ulibus) defun]ctus est; aeques (anno) XI, | [...] optio ann[o] XIII, | [... defu]nctus est (anno) XVII(?), | [equiti singulari (?) praefe]cti, optioni prim|[ipili leg(ionis) II] Parthicae.* Les restitutions du *C.I.L.* ne sont pas toujours satisfaisantes, mais ce texte est d'un abord très délicat; peut-être peut-on lire *di|[scens]* aux 11. 3 - 4.

[39] *A.E.*, 1925, 63 (Alexandrie): *D.[M.] | Aurelius Quintianus, candidatus [leg(ionis) II Traianae] | fortis, c(o)ho(rtis) VIIII, (centuria) (h)ast(ati) post(erioris), mil(itauit) an(nis) XIIII, uix(it) ann(is) XXX. | Cilix, Aurelius Demetrius, (centuria) primipili, DIS | TR, heres, posuit b(ene) m(erenti).* Nous proposons quelques améliorations pour la lecture de ce

On n'avait pas relevé, jusqu'à présent, la présence de soldats de ce rang dans des unités auxiliaires. Il semble bien, pourtant, qu'il y en ait eu, du moins si on s'en tient à l'état actuel de nos connaissances. En effet, un document du *limes* de Rhétie mentionne l'un d'entre eux[41]; or le fort de Weissenburg, d'où il provient, a été occupé par la IXème Cohorte de Bataves, et on y a découvert des tuiles ou briques portant l'estampille de l'*Ala Auriana*[42]. De plus, divers papyrus de Doura-Europos, où se trouvait la XXème Cohorte de Palmyréniens, énumèrent plusieurs hommes qui ont porté ce titre[43].

Enfin, en ce qui concerne la marine[44], il faut remarquer que le seul *epibata* connu indique clairement qu'il a servi dans la VIIème Légion Claudienne[45].

Ainsi, on trouve des *discentes* dans à peu près tous les types d'unités; ils y étaient attachés à des fonctions fort variées, que l'on peut énumérer et classer[46].

texte; à la fin de la ligne 4, on a voulu lire *dis(cens)*, mais que signifie alors *TR*? On a également pensé à un *discens in officio tribuni* qui n'est pas attesté par ailleurs.

[40] *C.I.L.*, XIII, 6824 = *A.E.*, 1940, 117 (Mayence, Germanie): *D.M.* | *Aur(elius) German[us,]* | *mil(es) coh(ortis) I pr(aetoriae), [(centuria)]* | *Casti, nat(ione) D[a]*|*cus, lectus ex [leg(ione)]* | *XIII (Gemina), factus d[...],* | *c[u]s(tos) armor(um), st[ip(endiorum)] VI, mil(itauit) ann(is) VI [...]*. A la fin de la ligne 6, A. Von Domaszewski a proposé de restituer *d[is(cens)]*; M. Durry, *Cohortes prétoriennes*, 1968, 2ème édit., p. 116, envisage de relier les lignes 6 et 7 et lit: *discens (custodem) armorum*; *A.E.*, 1940, 117, pense à un invraisemblable *d[is]*|*ges(tor) armor(um)*: seul existe le terme de *digestor*, et encore n'est-il attesté qu'une seule fois et sans rapport avec les *arma (Thesaurus linguae latinae*, V, 1910, col. 1121). Nous pensons qu'à la ligne 7 il faut lire *custos armorum*; quant à la fin de la ligne 6 deux possibilités s'offrent à nous: *d[iscens]* ou *d[uplicarius]*.

[41] *C.I.L.*, III, 14116[15] et p. 2328[203] (Weissenburg, Rhétie): *(Centuria) Iuli(i), Nouel(lo) dis(cente)*.

[42] E. Fabricius, *Der obergermanisch - rätische Limes*, XXVI, 1906, pp. 45 et 54.

[43] R.O. Fink, *Roman military Records on papyrus*, 1971, p. 71, § 2, XXXI, 6, a. 216: *ad naues d f Au[rel(ius)] Gr[...]*; p. 142, § 21, 19, a. 216: *d s 7 I pr Flauius Seuerianus*; p. 148, § 25, a, 5, vers 245-255: *[...]* | *disc* | *[...]*; p. 193, § 50, I, 3, Gordien III: *Aurel(ius) Mal[chus,] disc(ens) mens[...]*, et 9: *Aurel(ius) Malchus, disc(ens) m[e]ns ( )*.

[44] Sur la marine, voir en dernier lieu M. Reddé, *Mare nostrum*, 1986, 737 p.

[45] *C.I.L.*, III, 14567 = *A.E.*, 1901, 17 (texte: n. 35). Pour la relation entre *discentes* et marine, voir aussi plus loin n. 84.

[46] Trois problèmes subsistent. 1° Pour *A.E.*, 1925, 63, voir n. 39. 2° R.O. Fink, *ouvr. cité*, p. 71, § 2, XXXI, 6, propose *d(iscens?) f(abrum?)*; mais l'armée romaine impériale n'a pas utilisé de *fabri*, et si on consulte A. Von Domaszewski, *ouvr. cité*, on trouve *fabriciesis legionis* (p. 46), *frumentarius legionis* (p. 34) et *falciarius uigilum* (p. 14). 3° *A.E.*, 1972, 364 (Budapest, Pannonie): *Silua(no) Silue(stri).* | *Vlp(ius) Nu*|*ndinu*|*s, disce(n)s* | *regula ( ), . u(otum) s(oluit) l(ibens) m(erito)*; ce texte laisse en suspens trois questions: on ignore s'il faut lire *regula(rum)* ou *regula(torum)* (voir E. Forcellini, *Lexicon*, V, 1871, pp. 146-147); dans un cas comme dans l'autre, on voit mal quelle traduction proposer; on ne sait pas enfin si Vlpius Nundinus était civil ou militaire.

La majorité d'entre eux servaient dans les tâches proprement militaires, et au premier chef ils sont liés à la transmission des ordres qui se faisait par signaux optiques, grâce aux étendards, ou sonores, par l'intermédiaire des instruments de musique. Dans les légions[47], des *discentes* sont attestés parmi les porteurs de *signa*[48], d'aigles[49], et aussi, peut-être, parmi les joueurs de buccin[50], et on connaît un *signifer* chez des auxiliaires[51]. Pour les *aquiliferi* se pose un problème, car il n'est pas certain que deux des inscriptions africaines qui les mentionnent (inscriptions n° 9, a et b) diffèrent l'une de l'autre: R. Cagnat a publié un texte sans donner de renvoi à l'autre. S'il s'avérait qu'il faille identifier les deux documents, deux conséquences s'imposeraient: d'un côté, nous perdrions un *aquilifer*; mais surtout une légitime suspicion serait jetée sur les méthodes de R. Cagnat auquel il faudrait préférer G. Wilmanns.

D'autres *discentes* sont attestés dans des charges également tactiques, dans les «armes», en particulier l'infanterie de marine[52], où on trouve le titre d'*epibata*[53], et dans la cavalerie, où sont cités, à côté des *discentes equitum*[54], des *discentes* dits aussi *polliones*[55]: ces derniers, si on accepte une hypothèse récente, se seraient occupés des poulains[56].

Dans la même catégorie de fonctions proprement militaires, entrent aussi la sécurité et l'exercice. Pour la première, nous ne disposons d'aucune certitude: nous proposons de restituer l'expression *custos armorum* dans une inscription de lecture incertaine, mais rien ne prouve que le mot *discens* s'y soit trouvé[57]. En ce qui concerne l'exercice, en revan-

[47] M. Durry, *ouvr. cité*, p. 106, remarque qu'on ne trouve pas dans le prétoire de *signiferi* qui soient en même temps *discentes*.

[48] *C.I.L.*, VIII, 2568 = 18055, 8, 9, 10, 81 (voir *C.I.L.*, VIII, 2796: ici n. 16), 86, 88; 2569 = 18056, 4, 5, 25; 18086, b, 11, 13, 14, 17, 18, 19, c, 2; Inédit de Timgad, 1, 9, 10, 13, 15; Inédit de Lambèse, 2, 8, 12, 20 (?), 21, 29 (soit au moins vingt-six soldats).

[49] *C.I.L.*, VIII, 2568 = 18055, 22; 2988 = *I.L.S.*, 2344, et 18302 (mais ces deux dernières références ne recouvrent sans doute qu'un seul et même texte).

[50] *C.I.L.*, VIII, 18086, c, 3: *D S B V C* se lira soit *d(iscen)s buc(inator)* soit *d(iscens) s(ignifer), buc(inator)* et, dans ce cas, on aurait une amorce de carrière.

[51] R.O. Fink, *ouvr. cité*, p. 142, § 21, 19.

[52] *C.I.L.*, III, 14567 = *A.E.*, 1901, 17 (texte: n. 35).

[53] Sur ce titre: pseudo César, *G. Afr.*, XX, 1; A. Von Domaszewski, *ouvr. cité*, p. XVI (B. Dobson en fait); M. Reddé, *Mare nostrum*, 1986, pp. 353-356, 465 et 523.

[54] *C.I.L.*, V, 944, 8278; VI, 3409 (?); VIII, 2882 = *I.L.S.*, 2331. Voir aussi *A.E.* 1981, 777 (mais ce texte date de l'époque de Dioclétien).

[55] *C.I.L.*, VIII, 18086, c, 8.

[56] A. D'ors, *Pollio*, «Emerita», XLVII, 1979, pp. 257-259.

[57] *C.I.L.*, XIII, 6824 = *A.E.*, 1940, 117 (voir n. 40: texte et discussion).

che, un maître d'armes au moins est attesté dans le prétoire de manière incontestable: il s'agit d'un *armatura*[58]; et peut-être faut-il lui adjoindre le *pollio*, dont on pensait autrefois[59] qu'il assurait l'entretien des armes après l'entraînement. Mais l'épigraphie africaine pose un problème. Un texte (document n° 6) mentionne un soldat, P. Tamudius Venustus, qui est *D AR AR CAR*. Les cinq dernières lettres ne font guère difficulté: on peut les développer en *Ar(nensis), Car(thagine)*. Pour les trois permières, G. Wilmanns[60], repris par M. Durry[61], avait proposé *d(iscens) ar(maturae)*. Certes, le *D* pourrait aussi être l'initiale de *d(uplicarius)*; mais ce rang conviendrait-il à un vétéran, comme l'est Venustus? D'autre part, aucun soldat de cette liste ne donne de grade lié à un salaire, alors que tous indiquent des fonctions: *d(iscens)* conviendrait donc bien ici. Mais les documents mentionnent des *discentes* aussi bien parmi les *armaturae*[62] que parmi les *architecti*[63], et peut-être aussi en a-t-on rencontrés chez les *armorum custodes*[64].

Cette catégorie de militaires n'est pas seulement attestée pour les charges proprement tactiques, mais également pour les services. Le génie[65] en utilise aux côtés de l'*architectus*[66], pour construire un four, et aux côtés du *librator*, dans le cas d'un aqueduc (document n° 10). Quant aux *mensores*, eux aussi ont leurs *discentes*[67], mais les uns servent d'arpenteurs et les autres mesurent les quantités de blé nécessaires à l'approvisionnement du camp. Le service de santé utilise lui aussi des spécialistes de ce rang parmi ses *capsarii* (document n° 5), soldats qui mettent dans des boîtes des pansements ou des ordonnances, et servent donc soit de pharmaciens soit de secrétaires médicaux[68].

[58] *C.I.L.*, VI, 37215 = *I.L.S.*, 9070 (texte: n. 31).

[59] E. Forcellini, *Lexicon*, IV, 1868, pp. 718 et 721; A. Von Domaszewski, *ouvr. cité*, p. 47. Voir *Digeste*, L, VI, 6.

[60] G. Wilmanns, *C.I.L.*, VIII, 2618 = 18096, en note.

[61] M. Durry, *ouvr. cité*, p. 116.

[62] *C.I.L.*, VI, 37215 = *I.L.S.*, 9070 (texte: n. 31).

[63] *C.I.L.*, XIII, 7945 et p. CLXXVIII = *I.L.S.*, 2459 (texte: n. 34).

[64] *C.I.L.*, XIII, 6824 = *A.E.*, 1940, 117 (texte: n. 40).

[65] Il faut sans doute ranger dans cette rubrique le *disce(n)s regula( )* d'*A.E.*, 1972, 364 (texte: n. 46), si du moins il s'agit bien d'un militaire et non d'un civil.

[66] *C.I.L.*, XIII, 7945 et p. CLXXVIII = *I.L.S.*, 2459 (texte: n. 34).

[67] *C.I.L.*, VI, 32536, b, 7 (texte: n. 31), et R.O. Fink, *ouvr. cité*, p. 193, § 50, I, 3 et 9. Voir M. Durry, *ouvr. cité*, pp. 115 et 308, n. 2.

[68] G.R. Watson, *Mél. E. Birley*, 1967, p. 47, n. 8 (ordonnances); R.W. Davies, «S.J.», XXVII, 1970, p. 86 (pansements).

Quant à l'administration militaire, elle n'a laissé aucun document susceptible d'avoir incontestablement sa place ici, mais sans doute faut-il incriminer le manque de chance des archéologues. En effet, un passage du *Digeste* indique que certains *librarii*, des archivistes, dispensaient un enseignement[69]. Par ailleurs, on a proposé de comprendre que les lettres *DIS TR* signifiaient *discens in officio tribuni*; elles ont été lues dans un texte d'Alexandrie[70]; mais cette interprétation paraît très audacieuse. D'autre part, A. Von Domaszewski a imaginé qu'il y avait des *discentes* dans l'état major du préfet de légion[71], fait qui n'est encore établi par aucune inscription, à ma connaissance du moins.

On trouve donc des *discentes* dans divers types d'unités et à de multiples fonctions. En revanche, leur répartition dans le temps paraît beaucoup plus limitée[72].

Dans une inscription de Pompéi, on peut lire *VESPA, DISSCIINTII* et *MIL*[73]. Faut-il en déduire qu'un soldat portant le titre de *discens* est passé par Pompéi sous Vespasien? Il vaut mieux rester prudent: ce texte est très endommagé, et des apprentis appelés *discentes* sont mentionnés dans l'épigraphie de la cité campanienne[74].

Les textes les plus anciens viennent d'Afrique et pourraient remonter au temps des Antonins. Une épitaphe (document n° 8) date du IIème ou du IIIème s., sans qu'on puisse préciser davantage. Deux listes, l'inédit de Timgad et celui de Lambèse (documents n° 1 et 2), peuvent être attribuées respectivement à l'époque Hadrien-Septime Sévère et au troisième quart du IIème s.

La majorité des militaires de ce rang qui nous sont connus ont servi sous les Sévères; il est possible de présenter ici une liste de vingt-sept noms.

Sévères: *C.I.L.*, VIII, 2988 (= *I.L.S.*, 2344) et 18302[75]; *C.I.L.*, VI, 32536.

Septime Sévère (?): *C.I.L.*, XIII, 6824 = *A.E.*, 1940, 117.

[69] *Digeste*, L, VI, 7.

[70] *A.E.*, 1925, 63 (texte: n. 39).

[71] A. Von Domaszewski, *ouvr. cité*, pp. 40 et 48.

[72] Pour la chronologie, voir n. 4 et 13.

[73] *C.I.L.*, IV, 1278.

[74] *C.I.L.*, IV, 673 (Pompéi): *Sabinum a[e]d(ilem) discentes rogant.*

[75] *C.I.L.*, VIII, 18302, est attribué au IIIème s. sans autre précision; les limites chronologiques peuvent être resserrées s'il faut identifier *C.I.L.*, VIII, 2988 (= *I.L.S.*, 2344) et 18302.

Septime Sévère ou Caracalla:	*C.I.L.*, VIII, 2568 = 18055, 8, 9, 10, 22, 81 (= *C.I.L.*, VIII, 2796?), 86, 88; 2569 = 18056, 4, 5, 25.
199:	*C.I.L.*, VIII, 2553 = 18047 et p. 954 = *I.L.S.*, 2438 = *A.E.*, 1906, 9.
205 ou 208:	*C.I.L.*, XIII, 7945 et p. CLXXVIII = *I.L.S.*, 2459.
Caracalla ou Elagabal:	*C.I.L.*, VIII, 18086, b, 11, 13, 14, 17, 18, 19, c, 2, 3, 8.
211-212[76]:	*C.I.L.*, VIII, 2618 = 18096, b, 34-35[77].
216:	R.O. FINK, *Roman Records*, 1971, p. 71, § 2, XXXI, 6, et p. 142, § 21, 19.
225-226:	*A.E.*, 1942-1943, 93 = 1973, 646.

Pour l'époque immédiatement postérieure, on ne retrouve que bien peu de références: deux pour Gordien III[78], et une dernière sans doute pour le temps de Dioclétien[79].

On a donc l'impression que cette institution, qui existait peut-être depuis très longtemps à l'état embryonnaire, ne s'est vraiment développée qu'à partir des règnes de Trajan et d'Hadrien qui, on le sait, ont accordé beaucoup d'importance à la préparation des soldats[80], qu'elle a atteint son apogée sous les Sévères, et qu'elle a ensuite décliné jusqu'à disparaître vraisemblablement au début du IVème s., si la dernière attestation date bien de Dioclétien (on n'en trouve pas de trace dans Modestus ni dans Végèce).

Reste à répondre à la principale question: qu'étaient les *discentes*? La grammaire peut nous aider à cerner la solution: le cas et le nombre du titre accompagnant ce mot n'ont en effet jusqu'à présent jamais été l'objet d'une réflexion.

Trois occurrences peuvent être envisagées. 1° Le nominatif singulier en apposition est possible dans l'inscription du *disce(n)s epibeta*[81],

[76] On pourrait ajouter à la suite *C.I.L.*, VI, 3409 et p. 3393 (texte: n. 38), mais la restitution du mot *discens* dans cette inscription n'est pas une certitude.

[77] On a vu plus haut que *d( )* se développe mieux en *d(iscens)* qu'en *d(uplicarius)* dans cette inscription.

[78] R.O. FINK, *ouvr. cité*, p. 193, § 50, I, 3 et 9.

[79] R.O. FINK, *ouvr. cité*, p. 148, § 25, a, 5 (vers 245-255). Il n'est toutefois pas impossible que les textes d'Aquilée (n. 36) soient postérieurs. Il faudrait sans doute également mentionner ici *A.E.*, 1981, 777; mais ce texte concerne l'armée du Bas-Empire, et il a été rédigé en grec.

[80] Voir, par exemple, Pline le Jeune, *Pan.*, IX, 3, XIII, XVIII; penser aussi aux célèbres discours prononcés par Hadrien en Afrique, en 128.

[81] *C.I.L.*, III, 14567 = *A.E.*, 1901, 117 (texte: n. 35).

mais ce n'est nullement une certitude pour deux raisons: d'une part, on ne peut écarter l'hypothèse d'une forme abrégée de *epibeta* pour *epibeta(m)* ou *epibeta(rum)*, et, d'autre part, la langue de ce texte n'est pas très satisfaisante puisqu'on trouve *disces epibeta* là où on attendrait *discens epibata*. 2° L'accusatif singulier se trouvait peut-être dans une inscription africaine (document n° 9, a), mais là encore surgissent trois objections: d'abord, il est possible que le texte ait été mal lu, et on le comparera à un autre (document n° 9, b); ensuite, rien n'interdit d'envisager une abréviation du génitif pluriel *aquilifer(or)u(m)*, voire un génétif pluriel contracte, *aquiliferu(m)*, analogue à *fabrum*; enfin, ce qui a été pris pour la lettre *V* n'était peut-être en réalité qu'un signe de ponctuation. 3° Si le nominatif singulier et l'accusatif singulier restent dans l'ordre des hypothèses dignes de considération, le pluriel est assuré dans plusieurs cas, et en particulier il est employé dans une inscription de Lambèse (document n° 8, où le doublement du *Q* est signe du nombre). Et surtout il existe quatre exemples indiscutables de recours au génitif pluriel: nous connaissons des *discentes capsariorum* (document n° 5), un *discens libratorum* (n° 10), un *disce(n)s equitum*[82] à Aquilée et un personnage de *Sauaria*, qui était peut-être un civil[83], et dont le nom gravé à la fin d'une liste est accompagné des mots *dis[c]e(n)[s] illorum*[84].

En conséquence, il faut constater que le mot *discens* est employé, dans le langage des militaires, comme un substantif, et qu'il entraîne donc, en règle normale, le génitif pluriel.

Pour préciser davantage, rappelons que le verbe *disco,-ere*, signifie «apprendre»[85]. Le nom de ce qui est appris est d'habitude construit à l'accusatif, parfois à l'ablatif, et celui de la personne qui enseigne est mis à l'ablatif précédé des prépositions *ab, ex* ou *de*, ou à l'accusatif avec *apud*. Le participe présent *discens* au sens d'«apprenti» est bien attesté, tant dans les sources littéraires que dans l'épigraphie, dans des inscriptions mentionnant des civils[86] et un prétorien, déjà évoqué plus

[82] *C.I.L.*, V, 8278 = *I.L.S.*, 2333 (texte: n. 36). Voir n. 54 et 79 (*A.E.*, 1981, 777).

[83] Il faut cependant rappeler qu'une *statio* de bénéficiaires se trouvait à *Sauaria*.

[84] *C.I.L.*, III, 14360[20] (*Sauaria*, Norique): [...]*IVM* | *scandulam et* | *tegerunt naual[e]* | *Con[se]ntius et* | *[A]u[re]lianus et* | *[R]u[f]lianus, dis[c]e(n)[s]* | *illorum*. Sur les arsenaux (*naualia*), voir M. Reddé, *Mare nostrum*, 1986, pp. 30 et suiv., 145, 159 et suiv., 169; *scandula*: «bardeau»; *tegerunt* est mis pour *texerunt*.

[85] A. Gudeman, dans *Thesaurus linguae latinae*, V, 1, 1910, col. 1331-1335; A. Ernout et A. Meillet, *Dictionnaire étymologique de la langue latine*, 1979, 4ème édit., p. 176.

[86] *C.I.L.*, III, 14730, IV, 673 (texte: n. 74), VI, 9249, 10009, 10010 = 33820, 10011, 10014, 10015, 10016, 10018, 33930, XI, 4607, XIII, 5708, 13-14. Voir aussi n. 46, n° 3, et n. 84.

haut, affirme: «J'ai persuadé mes parents de me laisser apprendre un métier» (*parentes suasi arteficium - sic - discerem*)[87]. Deux autres acceptions de ce terme sont attestées; nous y reviendrons.

Dès maintenant une importante constatation s'impose: il existe un enseignement du métier militaire qui, à Rome, s'apparente à une science. Comme le français «discipline», le latin «*disciplina*»[88] possède deux sens: il désigne certes l'obéissance, mais aussi et surtout une branche du savoir, et Varron a écrit que *disciplina* et *discere* appartiennent à la même famille[89]: les hommes n'obéissent bien que s'ils savent pourquoi ils obéissent. D'ailleurs Tarruntenus Paternus[90] dit clairement que certains spécialistes doivent transmettre leurs connaissances à d'autres soldats, ce qui leur vaut d'échapper aux travaux les plus durs: «A certains militaires, leur rang a valu une exemption des corvées les plus pénibles; c'est le cas des *mensores*,... Dans la même catégorie, on range d'habitude également les *librarii* qui peuvent être amenés à enseigner (*docere*)... Tous ces hommes sont donc considérés comme dispensés de corvées (*immunes*)». La guerre est donc une matière qui, comme l'histoire ou la grammaire, s'apprend; c'est pourquoi elle s'appelle, à l'instar des disciplines historique ou grammaticale, la «discipline militaire». Celle-ci a pris une telle importance qu'elle a été divinisée, ainsi que l'ont été dans la religion romaine de multiples abstractions, et elle est évoquée à ce titre dans l'épigraphie africaine[91]; bien plus, on lui élève des autels (*arae Disciplinae*) dans les forteresses[92].

Ce savoir est transmis soit dans les bureaux du camp pour les spécilités administratives[93], soit au cours de l'exercice. L'entraînement, qui a été souvent négligé par les historiens, revêtait une importance extrême dans l'armée romaine[94], dont il explique en grande partie les victoires. Il

[87] *C.I.L.*, VI, 8991 (texte: n. 32).

[88] J. Sulser, *Disciplina*, 1920, 73 p.; A. Neumann, *Disciplina militaris*, *R.E.*, Suppl., X, 1965, col. 142-178; V. Giuffre, *Militum disciplina* e *ratio militaris*, *A.N.R.W.*, II, 13, 1980, pp. 234-277.

[89] Varron, *De l. l.*, VI, 62.

[90] *Digeste*, L, VI, 7: *Quibusdam aliquam uacationem munerum grauiorum condicio tribuit, ut sunt mensores,... In eodem numero haberi solent librarii quoque qui docere possint... Hi igitur omnes inter immunes habentur.*

[91] *I.L.Alg.*, I, 3839; *A.E.*, 1973, 629 (à titre d'exemples).

[92] *C.I.L.*, VIII, 18058; *A.E.*, 1954, 132 (ici aussi à titre d'exemples).

[93] Sur ces bureaux, voir R. Rebuffat, *Lib. Ant.*, XI-XII, 1974-1975, pp. 204-207.

[94] *Thesaurus linguae latinae*, V, 2, 1938, col. 1379-1383 (*s.u. Exercitatio*) et col. 1384-1387 (*s.u. Exercitium*); Y. Le Bohec, *L'armée romaine sous le Haut-Empire*, IIème partie, ch. I (à paraître).

pouvait être présidé par l'empereur en personne: Trajan a inspecté ses prétoriens[95]. En temps ordinaire, il était confié à une élite de spécialistes, à des évocats (soldats maintenus sous l'uniforme au delà du temps normal), et au *campidoctor*, le supérieur du *doctor cohortis* (on notera que l'emploi du terme *doctor* implique bien la possession d'un savoir). L'escrime était enseignée par l'*armatura* et par un autre «docteur», le *doctor armorum*. L'équitation, elle, relevait du *magister campi* et de l'*exercitator*.

La question qui se pose est alors de savoir quelle est la place exacte du *discens* dans ce cadre. Une première certitude s'impose: le *discens* ne peut en aucune manière être assimilé au *tiro*, contrairement à ce qui a été écrit depuis Th. Mommsen[96]. Deux arguments appuient cette condamnation de la théorie traditionnelle: d'une part il eût été inutile d'employer deux mots différents pour désigner une réalité unique; d'autre part, et surtout, nous connaissons un soldat qui dit sans ambiguïté qu'il a été d'abord *tiro*, et ensuite seulement *discens*[97].

Pour le reste, nous trouvons des *discentes* à des niveaux différents. Deux d'entre eux précisent qu'ils sont de simples *milites*[98], et il est assuré que dans un cas ils ne font pas partie du groupe des *immunes*, car une inscription distingue les deux: il s'agit de la sépulture d'un évocat qu'assurent d'une part les *immunes* et d'autre part les *discentes*[99]. Mais plusieurs autres documents permettent de penser que certains d'entre eux, ou eux tous à partir d'une certaine époque, ont été considérés comme appartenant à une élite. A. Von Domaszewski[100] les rangeait parfois au nombre des *principales*. Une inscription africaine (document n° 5) montre qu'on trouvait des *discentes* dans un collège; or ces associations, autorisées à partir de Septime Sévère, étaient réservées aux gradés, *duplicarii*, *immunes*, options, bénéficiaires, tesséraires, etc[101], à l'exclusion des simples soldats. De même, dans une inscription de Rome[102], un *discens* intervient aux côtés d'un *signifer* et, dans les papyrus de Doura-

[95] Voir n. 80.

[96] Voir n. 24 à 26.

[97] *C.I.L.*, V, 8278 = *I.L.S.*, 2333 (texte: n. 36). Voir n. 54 et 79 (*A.E.*, 1981, 777).

[98] *C.I.L.*, III, 14576 = *A.E.*, 1901, 17 (texte: n. 35), et VI, 37215 = *I.L.S.*, 9070 (texte: n. 31).

[99] *C.I.L.*, III, 3565 = *I.L.S.*, 2393 (texte: n. 37).

[100] A. Von Domaszewski, *ouvr. cité*, p. 49; voir *Digeste*, L, VI, 7 (n. 90).

[101] Voir n. 4.

[102] *C.I.L.*, VI, 32536, b, 7 (texte: n. 31).

Europos[103], ils sont toujours mentionnés aux côtés de spécialistes. Bien plus, dans un autre texte trouvé à l'Aïn Cherchar, dans l'Aurès (document n° 10), le *discens libratorum* intervient seul, aux côtés du légat, pour célébrer l'achèvement d'un aqueduc. En outre, ce titre s'insère parfois dans des carrières: un soldat de la IIIème Légion Auguste a dû passer du rang de *discens signiferorum* à celui d'*aquilifer*, à moins qu'il n'y ait eu homonymie[104] (document n° 3, l. 81); un autre a été *candidatus*[105] et *discens signiferorum*, mais on ignore dans quel ordre (document n° 7, b, l. 14); un troisième *discens signiferorum* devient ensuite *bucinator* (document n° 7, c, l. 8). En revanche, nous savons que ces soldats se trouvaient placés à un rang inférieur à celui du *magister equitum* et, à plus forte raison, du centurion, car c'est là ce qu'indique la carrière suivie par un militaire de la XIème Légion Claudienne[106]. Il est donc possible de dire que le *discens* occupe un rang supérieur à celui du *tiro*; il est parfois l'égal du simple *miles*, parfois l'égal de l'*immunis*, voire du *principalis*.

Son rôle exact est plus difficile à préciser, mais il semble qu'il soit plus important que celui d'un simple «élève». G. Wilmanns, à propos d'une inscription de Lambèse (document n° 6), n'hésitait pas à faire d'un vétéran un *discens*, et nous avons dit plus haut que sa lecture n'avait rien d'impossible. Mais si le même personnage avait été à la fois «retraité» et «apprenti», il faudrait admettre que l'armée romaine aurait inventé l'Université du Troisième Age, ce qui paraît peu probable dans l'état actuel de nos connaissances. Dans ce cas, on peut se demander s'il ne faut pas traduire *discens* par «expert»: le verbe *disco,-ere*, qui s'applique en règle normale à l'action qui consiste à acquérir une connaissance, peut aussi désigner le résultat de ce processus, le fait de savoir[107], et ce sens et bien attesté dans la littérature latine, au moins depuis l'époque d'Auguste, où on le trouve dans un poème d'Horace[108]. Un exemple, plus tardif, il est vrai, illustre bien cette évolution: dans l'oeuvre de Tertullien[109], *discere Deum* signifie simplement «connaître Dieu». Cette interprétation permettrait de résoudre deux difficultés. D'une part, elle expliquerait pourquoi un *discens libratorum* intervient

[103] Voir n. 43.

[104] *C.I.L.*, VIII, 2568 = 18055, 81, et 2796 (texte: n. 16).

[105] A moins que *CAN* ne désigne l'*origo*. Voir aussi document n° 1, l. 10.

[106] *C.I.L.*, V, 8278 = *I.L.S.*, 2333 (texte: n. 36). Voir n. 54 et 79 (*A.E.* 1981, 777).

[107] Voir n. 85.

[108] Horace, *Carm.*, II, XX, 20: *Me peritus discet Hiber Rhodanique potor.*

[109] Tertullien, *De anima*, 47.

seul aux côtés du légat dans une inscription qui célèbre l'achèvement d'un aqueduc dans l'Aurès (document n° 10). D'autre part, elle rendrait plus logique la carrière d'un soldat de la XIème Légion Claudienne qui passe du rang de *discens equitum* à celui de *magister equitum*[110], sans avoir été dans l'intervalle simple cavalier: on ferait ainsi l'économie d'une promotion bien rapide.

Faut-il aller plus loin, et penser que les «experts» faisaient aussi fonction d'«instructeurs»? L'emploi de *discens* au singulier avec un complément au pluriel, comme dans *discens equitum*, pourrait le faire croire: on imaginerait volontiers que le plus compétent aidait les plus jeunes de ses conseils pendant l'exercice, et il semble logique qu'il n'y ait eu qu'un seul enseignant pour plusieurs élèves. Il paraît en outre difficile de voir dans cette expression un génitif partitif («celui qui apprend au sein de la catégorie des cavaliers»): ce genre de construction s'emploie dans des cas précis et peu nombreux, et, de plus, correspond à un mode d'expression archaïque qui tend à disparaître sous l'Empire et non à se diffuser. Enfin, l'emploi de *disco,-ere*, avec le sens de *doceo,-ere*, est attesté[111]. Mais les passages où cette inversion est assurée sont à la fois très peu nombreux et tardifs, en sorte que cette interprétation doit rester, dans l'immédiat, au nombre des hypothèses.

Cependant, qu'il faille donner au substantif *discens* le sens d'«expert» ou celui d'«instructeur» n'a rien de surprenant: l'existence d'une langue propre aux militaires est un fait connu depuis longtemps[112], mais ce latin serait commun aux milieux officiels et à la troupe, et cette constatation présente un caractère de nouveauté.

Ainsi, la documentation fournie par la IIIème Légion Auguste a pu servir de base à l'étude des *discentes* de l'armée romaine. Certes, plusieurs questions restent encore sans réponses, mais on peut maintenant présenter quelques conclusions. En premier lieu, des *discentes* sont at-

[110] *C.I.L.*, V, 8278 = *I.L.S.*, 2333 (texte: n. 36).

[111] Isidore, *Diff.*, I, XXIV, 177, indique que c'est une faute à eviter. On la trouve dans l'*Anthologie latine*, 666, 27-28: *Discipulum tuum, prium isto nomine ditans,* | *Conforta, reuoca, corripe, disce, mone!* Le manuscrit porte «*disce*», mais F. BUECHELER, choqué sans doute par cette inversion de sens, a corrigé en «*duce*», ce qui est inacceptable, l'impératif de *duco, - ere*, étant «*duc*» et non «*duce*». Voir aussi *Excerpta latina Barbari*, p. 268, 2 (édit. Teubner, due à C. FRICK, des *Chronica minora*, I, 1892). En revanche, il semble qu'Hilaire, *Trin.*, VII, 16, ait correctement employé *disco, - ere* (A. MARTIN, II, 1981, p. 81, lui donne le sens traditionnel; A. GUDEMAN, art. cité n. 85, avait émis l'hypothèse d'une utilisation erronée de ce verbe). On observe en grec une évolution de sens non point semblable mais voisine: le substantif μάθησις désigne au sens premier «l'action d'apprendre» et, par suite, «la connaissance», «la science», déjà acquises (par exemple dans Platon, *Apol.*, XXVI, a), devenant ainsi presque synonyme de DIDASKAL|IA.

[112] W. HERÄUS, *Archiv lat. Lexik.- Gramm.*, XII, 1900, pp. 255-280.

testés dans la plupart des types d'unités et dans un grand nombre de spécialités; mais ils ne font leur apparition qu'au début du IIème s., et paraissent particulièrement nombreux à l'époque des Sévères, pour disparaître après le début du IVème s. sans doute. Ensuite, ce terme, qui est en réalité un substantif, entraîne normalement un complément au génitif pluriel. En outre, les militaires portant ce titre se situent à des rangs divers: il ne s'agit donc en aucune manière de *tirones*, mais les uns appartiennent à la catégorie des simple soldats, les autres à celle des *immunes*, voire à celle des *principales*. De plus, il faut sans doute traduire ce mot, quand il est employé dans un contexte militaire, non par «élève», mais par «expert» ou peut-être par «instructeur», cette dernière interprétation n'étant au demeurant proposée qu'à titre d'hypothèse. Ce qui paraît essentiel, du point de vue de l'organisation de l'armée et de l'histoire sociale, c'est que la possession d'un savoir, l'acquisition d'une connaissance, confèrent une dignité particulière: le métier militaire doit s'apprendre, car, pour Rome, la guerre n'était pas un art, mais une science.

Vitantonio Sirago

Contadini liberi nelle province africane

In un testo sicuramente databile attorno al 158 d.C.[1], quale l'*Apologia* di Apuleio, troviamo in Africa, nella regione di Oea (Tripoli) due forme di conduzione agricola, sia quella per squadre schiavili sia l'altra affidata a liberi lavoratori. Da una parte Pudentilla trasmette a suo figlio *Pontianus* un latifondo ben coltivato[2], fornito di una grande villa colonica (*grandem domum*), con prodotti raccolti dal terreno adiacente, frumento e orzo come cereali, vino ed olio provenienti da vigneti e uliveti, e un gran numero di bestiame, nonchè *servos haud minus quadringentos*, addetti certamente alle varie incombenze, sia per il funzionamento del palazzo che per assolvere ai diversi tipi di lavoro agricolo, aratura, zappatura, potatura, raccolta dei frutti, e pastorizia. Dall'altra si riproduce il quadro dei coltivatori diretti, realmente esistenti nello stesso ambiente, nella figura di Sicinio Emiliano, fratello del primo marito di Pudentilla, il quale solo ultimamente è diventato ricco per una sequela di eredità da parenti venuti a morire, tanto da buscarsi il nomignolo di Caronte, una specie di beccamorto arricchitosi sulle disgrazie altrui[3]. Sicinio Emiliano ha trascorso gran parte della vita in una grama esistenza, in campagna, cioè in casetta rustica posta nel suo fondicello, tutto dedito *campo et glebis*, non proprio indigente, ma costretto a lavorare nella sua proprietà costituita da un terreno seminativo, un vigneto e un gregge: al dire di Apuleio, che vuole deriderlo, è tanto da poter essere arato da un solo asino in soli tre giorni[4]. Se ciò fosse vero, il fondo Zara-

[1] Br. Mosca, *Apuleio, La Magia*, introd. e trad., Firenze 1974 p. VI n. 1.

[2] Apul. *Apol.* 93: *...ex re familiari sua fructuosissimos agros et grandem domum opulente ornatam magnamque vim tritici et ordei et vini et olivi ceterorumque fructuum, servos quoque haud minus quadringentos, pecora amplius neque pauca neque abiecti pretii donaret...*

[3] *Ibid.* 23: *Neque enim diu est, cum te crebrae mortes propinquorum immeritis hereditatibus fulserunt, unde tibi potius quam ob istam teterrimam faciem Charon nomen est.* Cfr. *ibid.* 56.

[4] *Ibid.*23:... (*tu*), *qui nuper usque agellum Zarathensem, quem tibi unicum pater tuus reliquerat, solus uno asello... triduo exarabas.* L'espressione *campis et glebis, ibid.* 16. *Ibid.* 56: *Iste vero nec dis rurationis... segetis ullas aut vitis aut gregis primitias impertit; nullum in villa eius delubrum situm, nullus locus aut lucus consecratus.*

thense di Sicinio Emiliano si sarà esteso per circa un ettaro: ma considerando che c'è pure una vigna e un po' di pascolo, dobbiamo pensare a qualche ettaro in piú, quanto tuttavia un uomo con un asino riesce a tener coltivato con ininterrotto lavoro per un anno.

Apuleio insinua di non voler sapere se Emiliano possiede qualche schiavo o se non si faccia aiutare dai vicini durante la raccolta o lavori stagionali, col sistema dello scambio-aiuto, come suol dirsi in Italia centrale[5]. Tutto sommato, Emiliano possiede tanto da non dover chiedere l'elemosina a nessuno. Lavora sì tutti i giorni, senza concedersi nessun lusso; è parco anche nei sacrifici agli dèi, ai quali non offre mai alcuna vittima: ma risulta che, in definitiva, non ha bisogno di niente: non dà, ma non riceve niente da nessuno. Non può comprare, ma alla fine raggiunge perfino il benessere mediante eredità da parenti benestanti. Insomma egli appartiene a un ceto di piccoli proprietari, coltivatori diretti: tale si presenta lui, e tali sono i famigliari da cui eredita. Sicinio Amico, defunto marito di Pudentilla[6], usciva ovviamente da quel ceto di coltivatori diretti e avrà fatto scalpore il suo matrimonio con Pudentilla, proprio perchè donna molto piú ricca proveniente da un ceto superiore: alla morte del marito divenne subito oggetto di richieste matrimoniali, sia da membri della stessa famiglia che da estranei, tanto da trovarsi imbarazzata nella scelta e da ricorrere al sistema del continuo rinvio, prolungando la vedovanza, per non cadere nelle grinfie dei parenti, ma nemmeno sotto il tiro delle loro persecuzioni[7].

Lo stesso Apuleio, che alla fine Pudentilla si decise a sposare, forestiero, ritenuto al di fuori della lizza, proveniva anche lui dal ceto dei piccoli proprietari, coltivatori diretti: il padre aveva lasciato in eredità a lui e suo fratello un paio di milioni di sesterzi[8]. Se Apuleio avesse dovuto vivere con la proprietà ereditata, calcolata circa un milione, avrebbe dovuto lavorare con le proprie mani, anche se aiutato da qualche schiavo, anche se non costretto al sistema dello scambio-aiuto. Del resto, sebbene agevolato dai profitti professionali, quando giunse ad Oea, poteva disporre di soli tre schiavi[9]: tutto sommato per i tempi faceva la figura

[5] *Ibid.* 17: *Ego adeo servosne an habeas ad agrum colendum an ipse mutuarias operas cum vicinis tuis cambies, neque scio neque laboro.*

[6] *Ibid.* 68.

[7] *Ibid.*: *Sed puerorum avus invitam eam conciliare stubebat cetero filio suo Sicinio Claro eoque ceteros procos absterrebat.*

[8] *Ibid.* 23: *...profiteor mihi ac fratri meo relictum a patre HS viciens paulo secus, idque a me longa peregrinatione et diutinis studiis ac crebris liberalitatibus modice imminutum.*

[9] *Ibid.* 17. Apuleio spende vari capitoli, 17-22, per rintuzzare l'accusa di povertà fattagli da Sicinio Emiliano.

del povero. Egli poteva vantarsi della vita modesta che conduceva, tirando tanti splendidi esempi dall'antichità imparati nelle scuole di retorica, ma in sostanza non superava i livelli di una onorata povertà.

Pudentilla scelse in fondo un uomo, sotto l'aspetto sociale, dello stesso livello del suo primo marito: solo che in piú Apuleio aveva il fascino dell'intellettuale e della gioventú: dell'uomo colto, facile parlatore, per di piú giovane, di circa un decennio meno della ricca vedova che se lo sceglieva come secondo marito. Ma bisogna sottolineare che Apuleio tradisce frequentemente la sua esperienza diretta in vita campestre conosciuta nei primi anni di vita: ogni volta che s'imbatte in un povero coltivatore diretto, ortolano o contadino libero costretto a procurarsi da vivere su piccolo fondo, egli lo descrive con incisività, con particolare compiacenza. E questo fa non solo nel romanzo della sua maturità, le *Metamorphoses*, ma anche nei *Florida*, la piccola raccolta di suoi scritti diversi a noi giunta forse compilata a scopo scolastico. Qui troviamo il numero 11, che sotto forma di comparazione riproduce l'immagine del contadino povero in tratti idealizzati: «Parimenti a ciò che avviene a quei disgraziati che coltivano un campicello sterile, pezzo di terra pietrosa, tutti sassi e sterpaglie: non producono niente quelle petraie e non vi si vede crescere se non 'triste gigliata e fiocchi d'avena selvatica': essi hanno bisogno di mangiare e vanno a rubare ai vicini, e strappano i fiori degli altri: naturalmente per mettere quei fiori insieme coi loro cardi»[10]. Come si vede, Apuleio conosce bene la miseria di certi ortolani e l'ingrato lavoro degli appezzamenti sterili di terra Africana.

Insomma, egli resta a bocca aperta di fronte all'abbondanza doviziosa di cereali, di vino ed olio, in casa della ricca moglie, ma non dimentica il duro lavoro che tanta gente deve compiere nelle piú povere campagne. Tutti uomini liberi, ma che vivono peggio degli schiavi, dediti al continuo lavoro come Sicinio Emiliano, che non si concede il lusso nemmeno d'una piccola vittima offerta agli dèi: ai quali dopo tutto si bruciava solo qualche pezzo per accontentarli di un po' di fumo, mentre il resto finiva col rallegrare la povera mensa almeno per qualche giorno all'anno. Era un po' quello che da giovani abbiamo visto nelle campagne pugliesi fino all'ultima guerra, quando si assaggiava la carne da 2 a 4 volte all'anno e dove si commetteva caparbiamente il terribile peccato del lavoro domenicale e c'era perfino chi si riposava solo il giorno di Natale.

[10] *Flor.* 11: ... *qui herediolum sterilem, et agrum scruposum, meras rupinas et senticeta miseri colunt: quoniam nullus in tesquis suis fructus est, nec ullam illic aliam frugem vident, sed infelix lolium et steriles dominantur avenae:* (Verg. *G.* 1,154) *suis frugibus indigent, aliena furatum eunt, et vicinorum flores decerpunt; scilicet ut eos flores carduis suis misceant.*

La presenza di questi contadini liberi Africani rientrava nella prassi del mondo romano. Fin dal suo tempo Varrone attestava in Italia tre forme fondamentali di conduzione agricola: o mediante squadre schiavili o mediante liberi coltivatori o con l'impiego di entrambe le categorie[11]. I liberi lavoratori erano per lo piú braccianti o piccoli proprietari che tiravano avanti mediante il lavoro quotidiano, sottoponendovi anche i figli dalla piú tenera età[12]. Ebbene, questo quadro resta fondamentalmente identico nell'Africa del II sec., come risulta dai dati offerti dai testi di Apuleio. Ma qui vogliamo attirare l'attenzione sul gran numero dei lavoratori liberi in Africa, in una proporzione numerica ben diversa dall'Italia di Varrone: le tre forme di conduzione restano intatte, ma le proporzioni ci sembrano alterate. Non dimentichiamo che Cesare, qualche anno prima che scrivesse Varrone, aveva emanato una legge restrittiva, imponendo l'impiego di almeno un terzo della manodopera libera negli allevamenti[13]. Il che significa che nei grandi latifondi usualmente solevano impiegarsi almeno due terzi della manodopera schiavile, e anche piú, se la legge di Cesare imponeva l'impiego del terzo. Essa si proponeva certamente di assicurare il lavoro a una grande massa di braccianti costretti a restare senza lavoro dalla presenza delle squadre servili. Questo si fece però limitatamente alle grandi proprietà, che in genere erano ben diffuse in tutta Italia. Ma non è detto che fosse scomparsa la piccola e piccolissima proprietà: ci sono vari esempi che l'attestano, come il *Corycius* delle Georgiche di Virgilio[14], l'*Ofellus* di Orazio[15], gli ortolani indicati dalle epigrafi presso Roma o a Preneste o a Pozzuoli[16], o qualche generazione dopo il caso di Geminio Eutichete che per 25.000 sest. annui coltiva come affittuario gli *horti olitorii, qui sunt in via Ostiensi*[17], e soprattutto come il *Linus* di Marziale che trascorre l'esistenza nel suo *municipium,* dedito al lavoro dei campi da cui ricava tutto il necessario per vivere — cereali, vino, cacciagione, legna —, aiutato da qualche schia-

[11] Varr. *r. r.* 1, 17, 2: *omnes agri coluntur hominibus servis aut liberis aut utrisque.*

[12] Varr. *ibid.*: ... *cum ipsi colunt, ut plerique pauperculi cum sua progenie.*

[13] Suet. *Caes.* 42: (*sanxit*) *neve ii, qui pecuariam facerent, minus tertia parte puberum ingenuorum inter pastores haberent.* Si badi che nell'epoca gli allevamenti superavano in volume di gran lunga le attività agricole.

[14] Verg. *G.* 4, 125-128.

[15] Hor. *Sat.* 2, 2, 2. 53. 112. 135.

[16] Roma, *CIL* VI 33840 cfr *ILS* 7455a nota; Preneste, CIL *ILS* 8676 (posteriore al CIL); Pozzuoli, *CIL* X 3159.

[17] P. Fr. Girard, *Textes de droit Romain*, 4ª ed. Parigi 1913, p. 853.

vo, ma sempre in strettezze[18]. Ma altri liberi lavoratori sono ancora piú poveri di *Linus*, se sono costretti a spostarsi da unposto all'altro per i lavori stagionali. Il nonno di Vespasiano, vivente al tempo di Cesare, avrebbe esercitato quello che oggi in Puglia diciamo 'caporalato', cioè adunava un certo numero di braccianti nell'Umbria — allora territorio delle Marche settentrionali — e li accompagnava a lavorare in Sabinia (provincia di Rieti): tale usanza continuava certamente ancora al tempo di Svetonio che ce ne parla (epoca Adrianea)[19]. Insomma la piccolissima proprietà in Italia tra l'epoca di Cesare e quella di Adriano è ben documentata, anche se non siamo in grado di fissarne una percentuale sia pure approssimativa.

Ebbene, in Africa essa appare molto piú elevata. Ciò deduciamo dal gran numero degli abitanti locali esistenti in Africa e dal massiccio invio di coloni dalla stessa Italia e da altrove. È vero che le province Africane erano tutt'insieme molto piú estese dell'Italia, ma tenuto conto del grande spazio occupato dalle zone desertiche la popolazione allora esistente non solo sulla fascia costiera ma anche nelle oasi o contrade coltivabili dell'interno era addensata in numero molto piú alto di quanto comunemente s'immagina[20].

Al tempo di Augusto, com'è attestato da Plinio il Vecchio che deriva dagli appunti di M. Agrippa, il territorio africano, compreso fra confine est algerino e Tripolitania, dal fiume *Ampsaga* al fiume *Triton* nella Sirti *Minor*, si contavano 516 popoli sudditi dei Romani: fra questi si calcolavano 8 colonie, 15 città di cittadini romani, 1 città di latini, 1 città tributaria a *Castra Cornelia*, 30 città libere e 461 popolazioni sparse nelle campagne[21], di cui talune seminomadi, fra le quali Plinio ne ricor-

[18] Mart. 4,66, 1-10: *Egisti vitam semper, Line, municipalem, / qua nihil omnino vilius esse potest. / Idibus et raris togula est excussa kalendis / duxit et aestates synthesis una decem. / Saltus aprum, campus leporem tibi misit inemptum, / silva gravis turdos exagitata dedit. / Captus flumineo venit de gurgite piscis, / vina ruber fudit non peregrina cadus. / Nec tener Argolica missus de gente minister, / sed stetit inculti rustica turba foci.*

[19] Suet. *Vesp.* 1: *non negaverim iactatum a quibusdam Petronis patrem* (il nonno di V.) *e regione Transpadana fuisse mancipem operarum, quae ex Umbria in Sabinos ad culturam agrorum quotannis commeare soleant; subsedisse autem in oppido Teatino uxore ibidem ducta.*

[20] T.R.S. Broughton, *The Romanization of Africa Proconsularis*, Baltimora 1929, rist. anast. N. Y.. 1968, p. 78 ss (egli non crede nell'aspetto massiccio dell'arrivo dei coloni italiani); M. Rostovzev, *Storia economica e sociale dell'Impero Romano*, trad. ital. Sanna, 1° rist. Firenze 1946 p. 370 ss., che dà invece un grande peso alla colonizzazione.

[21] Pl. *n. h.* 5, 29-30: *Ad hunc finem* (= *Minorem Syrtim*) *Africa a fluvio Ampsaga populos DXVI habet qui Romano pareant imperio: in his colonias sex, praeter iam dictas Uthinam, Thuburbi; oppida civium Romanorum XV..., oppidum Latinum unum Uzalitanum; oppidum stipendiarium unum Castris Corneliis; oppida libera XXX... ex reliquo numero non civitates tantum sed pleraeque etiam nationes iure dici possunt...*

da 11. Si osserva dai critici moderni che i dati epigrafici indicano un numero di colonie molto superiore al dato Pliniano, 8: ma va precisato che le indicazioni di Plinio si fermano agli appunti di M. Agrippa, morto nel 12 a.C., mentre il processo di colonizzazione continuò anche dopo, non solo sotto Augusto, ma anche sotto Tiberio — quando si svolse l'estenuante guerra contro Tacfarinas[22] —, sotto Claudio e sotto Nerone. Si può dire che la colonizzazione africana fu continuamente perseguita dagli imperatori per un paio di secoli, almeno fino al regno di Adriano incluso.

Tale politica era stata avviata da Cesare fin dall'indomani della vittoria di Tapso (nel 46 a.C.)[23], quando ridusse a provincia la Numidia, fino allora regno autonomo di Giuba I suicida dopo Tapso, creando accanto alla vecchia *provincia proconsularis* (Africa *vetus*) una seconda provincia che si chiamò Africa *nova*[24]. Cesare si adoperò d'inviare nelle due *Africae* un numero considerevole di coloni, o diseredati italiani o addirittura nullatenenti romani: è attestato che ben 80.000 italiani furono da lui sistemati, si capisce con le loro famiglie, *in colonias transmarinas*[25], termine generico per indicare colonie inviate in ogni parte del Mediterraneo, fra cui va certamente annoverata quella inviata a Corinto e forse anche quelle inviate in Ispagna: ma un certo numero, non piccolo, fu sistemato nelle due province africane. La sua opera fu completata o ebbe esecuzione definitiva per mezzo dei triumviri nel 42 a.C.: comunque non risultò affatto inutile, malgrado l'inattesa fine violenta del dittatore[26].

Fra i triumviri c'era Ottaviano, poi divenuto Augusto, il quale continuò l'opera di Cesare. Un riflesso della sua politica africana si coglie negli scrittori contemporanei: per es. nelle *Georgiche*, attorno al 35 a.C., Virgilio ama soffermarsi sui pastori africani, abituati a vita nomade, costretti a portarsi appresso tutto l'occorrente per sopravvivere nel seguire erraticamente i loro greggi, tende, attrezzi, focolare, cani e faretre per la caccia, costretti a spostarsi in regioni disabitate, lontani da

[22] La rivolta di Tacfarinas scoppiò nel 17 d.C. e si protrasse per 7 anni: Tac. *Ann.* 2, 52; 3, 21; 3, 74; 4, 23. 24. 25. Cfr R. CAGNAT, *L'armée romaine d'Afrique et l'occupation militaire de l'Afrique sous les empereurs*, Parigi 1913, 7-24.

[23] J. CARCOPINO, *Giulio Cesare*, trad. ital. A. Rosso Cattabiani, Milano 1975, p. 587.

[24] Thugga fu probabilmente la capitale, Dion. C. 48, 21, 3. La *nova* durò fino al 25, quando fu unificata con la *vetus*: ST. GSELL, *Inscr. latines d'Algérie* I, Parigi 1922, p. X, rist. anast. Roma 1965.

[25] Suet., *Caes.* 42: *octoginta civium milibus in transmarinas colonias distributis.*

[26] ST. GSELL, *Histoire ancienne de l'Afrique du Nord*, Parigi 1920-1930, VIII pp. 170. 177-181.

ogni consorzio umano[27]. È una descrizione efficace delle parti piú interne delle province africane, ancora spopolate, sul confine del deserto, ma certo testimoniate da gente che ne ha avuto conoscenza diretta e l'ha potuto comunicare all'ambiente romano, dove si muove Virgilio. Un decennio dopo lo stesso Virgilio nell'*Eneide* parla di Africa ricca, piena di popoli, una terra particolarmente bramata[28], e i suoi accenni trovano conferma in Orazio, il quale nello stesso tempo ricorda le terre fertili africane, ricche di cereali, capaci di riempire maestosi granai[29]. Si vede che in un decennio la visione dell'Africa è cambiata e da terra di allevamenti brado appare trasformata in fertili campi di grano. La colonizzazione ha prodotto i primi vistosi effetti.

Già sotto Augusto si fissano tre forme fondamentali di occupazione del suolo africano: 1) acquisto di ampi appezzamenti a buon mercato ad opera di privati, che diventano di colpo latifondisti e mirano allo sfruttamento estensivo; 2) occupazione diretta di estesi territori a nome dell'imperatore, *patrimonium principis*; 3) distribuzione di terre ai coloni nelle sedi coloniarie o a cittadini locali, raccolti in borghi indigeni.

Gli accenni di Orazio riguardano soprattutto i nuovi latifondisti africani: per lo piú persone facoltose d'Italia, e comunque legate al regime, impiegano grossi capitali in Africa nell'acquisto di ampi appezzamenti di terra[30], e per metterli a profitto vi insediano squadre schiavili all'uso italiano: ogni squadra di 12 o 14 persone alla dipendenza d'un capo-schiavo, *villicus*, e curati dalla sua donna, la *villica*, sistemati in una villa rustica, una masseria capiente, fornita di attrezzi per la lavorazione e di animali da lavoro. Ogni squadra così composta può coltivare un certo numero di iugeri: trattandosi di culture estensive, sottoposte dunque ad arature stagionali, semine e falciature, potevano estendersi al massimo un centinaio di ettari.

Ovviamente, all'acquisto dei terreni africani saranno partiti in tanti, ma poi, col fenomeno dell'accumulo, si saranno assottigliati di numero, permettendo ai pochi fortunati di raccogliere nelle proprie mani

[27] Verg. *G.* 3, 339-348: cfr 343-345: ... *tantum campi iacet. omnia secum / armentarius Afer agit, tectumque laremque / armaque Amyclaeumque canem Cressamque pharetram.*

[28] Verg., *Aen.* 4, 37-38; 271 etc.

[29] Hor., *Carm.* 1, 1, 9-10: *illum (iuvat), si proprio condidit horreo / quicquid de Libycis verritur areis.* Sull'Africa fertile, id., *Carm.* 3, 16, 31; *Sat.* 2, 3, 87.

[30] Trimalchione, personaggio inventato, ma rispecchiante la realtà del suo tempo, ha comprato dappertutto in Italia e possiede ovviamente anche in Africa: pensa di comprare anche in Sicilia, altra regione bramata dagl'investimenti dell'epoca, in modo da poter attraversare terre proprie nel recarsi dall'Italia in Africa; Petr. *Sat.* 48, 3: *Nunc coniungere agellis Siciliam volo, ut cum Africam libuerit ire, per meos fines navigem.*

varie serie di latifondi. All'epoca di Nerone l'accumulo sarà entrato in stato di esasperazione: i proprietari dei latifondi saranno diventati pochissimi, possessori però di immensi territori estesi come province. Nerone, per paura della loro dilatata potenza, o per rimettere in circolo la mobilità fondiaria, afferrò i 6 piú potenti, padroni di mezza Africa, e li giustiziò confiscandone i beni[31].

Fu allora che il *patrimonium principis* si dilatò a dismisura. Se fino allora i terreni imperiali d'Africa o erano rimasti incolti o venivano coltivati da squadre schiavili all'uso italiano, si presentò invece sotto i Flavii la necessità di trovare altri sistemi per avere efficaci rendimenti. I terreni imperiali d'Africa fino all'avvento dei Flavii, pur producendo granaglie in quantità, non assicuravano l'alimentazione dell'Italia, cui provvedeva invece — già per disposizione di Augusto — la piú ricca produzione di Egitto, che proveniva sicuramente da terreni d'amministrazione imperiale[32]. La situazione cominciò a cambiarsi sotto i Flavii e da Adriano in poi sarà l'Africa il sicuro granaio di Roma. Ebbene proprio fra Domiziano e Adriano fu provveduto alla messa in coltura dei terreni africani.

Alludiamo all'iscrizione di Henscir-Mettich degli ultimi anni di Traiano — fra 116 e 117 —[33], che è un vero regolamento steso da due liberti imperiali, Licinio Massimo e Feliciore, a nome dell'imperatore per l'assegnazione di terre nella provincia d'Africa — sono unificate ormai da tempo le due *Africae, vetus* e *nova*, Tunisia e parte dell'Algeria. Il regolamento si modella sulla *lex Manciana (ad exemplum legis Manciane)*, sulla cui epoca di pubblicazione si è discusso lungamente, taluni[34] facendola risalire fino a Giulio Cesare, nella provincializzazione della Numidia, a. 46 a.C., altri[35] riportandola a non oltre l'epoca Flaviana. Le modalità in essa contemplata sembrano piú consone all'epoca Flaviana che a quella Cesariana: sembra molto piú probabile che i Flavii abbiano escogitato un sistema di mezzadria agevolata per allettare l'adesione di

[31] Pl., *n. h.* 18, 35: *sex domini semissem Africae possidebant, cum interfecit eos Nero princeps.*

[32] Tac., *Ann.* 2, 59: *Augustus inter alia dominationis arcana, vetitis, nisi permissu, ingredi senatoribus aut equitibus Romanis inlustribus, seposuit Aegyptum, ne fame urgeret Italiam quisquis eam provinciam claustraque terrae ac maris quamvis levi praesidio adversum ingentes exercitus insedisset.* Perciò ancora per l'anno 69 d.C. l'Egitto è considerato da Tacito (*Hist.* 1, 11) *provinciam aditu difficilem, annonae fecundam.*

[33] *CIL* VIII 25902, raccolta poi dal GIRARD, *Textes de droit Romain* cit. parte III cap. VI, 1 pp. 870-874.

[34] Tale ST. GSELL, *Hist. de l'Afrique* cit. VII p. 86 e VIII p. 167.

[35] Tale M. ROSTOVZEV, *St. Econ. e Soc.* cit. p. 373.

manodopera libera, aspetto che invece appare prematura nel 46 a.C.. Ad ogni modo il regolamento di Henscir-Mettich, modellato sulla *lex Manciana*, si articola nelle seguenti disposizioni essenziali: 1) offerta di terreni in enfiteusi a contadini liberi, col diritto di trasmetterli ai loro eredi legittimi, purchè si provveda sempre alla loro coltivazione; 2) agevolazioni particolari nei primi anni, periodo di dissodamento, con beneficenza completa di 10 anni per l'impianto di uliveti, 5 per l'impianto di vigneti; 3) divisione *partiaria* (affitto in natura) dei prodotti in misura privilegiata, in genere due parti al contadino e una al padrone sulla produzione annua. In particolare si ottiene il seguente specchietto:

grano	*ex area*	2/3	al contadino,	1/3	al padrone
orzo	"	2/3	"	1/3	"
fave	"	3/4	"	1/4	"
vino	*de laco*	2/3	"	1/3	"
olio	*e fiscis*	2/3	"	1/3	"
miele	*in alveis*	5/6	"	1/6	"

Si badi che le divisioni si fanno sulla sede del contadino, dove il prodotto non è ancora raffinato e dove il contadino consegna la quota parte, senza obbligo di trasporto. Sono tutte condizioni di privilegio.

Sotto Adriano, attorno al 130, ci fu un altro regolamento di patti agrari fornito dall'amministrazione imperiale, modellato su quello Traianeo[36], in particolare esteso non solo alle terre nuove, ma esteso anche a terreni che da 10 anni non fossero coltivati[37]. Probabilmente Adriano doveva estendere i patti agrari anche ad altre province: c'era comunque la volontà di rimettere a cultura terreni abbandonati nell'ultimo decennio.

Arriviamo all'attestazione del *saltus Burunitanus* sotto Commodo, attorno al 190 d.C., dove un gruppo di contadini che lavorano su terre imperiali si lamentano delle angherie che subiscono da parte dei *conductores*[38]. La situazione è diversa da quella contemplata nei due regolamenti di Traiano e Adriano, dove si tratta di contadini, *coloni partiarii*, che hanno stipulato patti colonici direttamente con l'amministrazione imperiale. Nell'iscrizione del *saltus Burunitanus* appaiono invece dei grandi *conductores*, persone che hanno ottenuto dall'amministrazione imperiale grandi appezzamenti di terreno per i quali si sono impegnati a

[36] Non si ha il testo, ma è citato dai coloni del *saltus Burunitanus* (cfr n. 38): GIRARD, *Textes* etc. pp. 874-876.

[37] *De rudibus agris et iis qui per X annos continuos inculti sunt.*

[38] *CIL* VIII 10570 = *ILS* 6870.

versare all'imperatore una somma stabilita o un quantitativo fisso di prodotti, e a loro volta, per la coltivazione dei terreni, si servono di contadini liberi, con i quali hanno stabilito propri contratti di subaffitto, probabilmente piú restrittivi rispetto a quanti godono della *lex Manciana*.

La presenza dei *conductores* nei terreni imperiali dell'Africa, che a loro volta subaffitano a contadini liberi, indica chiaramente che l'amministrazione imperiale è ricorsa a vari espedienti per assicurare la cultura dei terreni disponibili, non solo alla cessione diretta ai piccoli lavoratori ma anche al fitto assicurato dei grandi incettatori. Ma questi possono svolgere la loro attività solo in quanto contano di trovare contadini liberi disponibili, da legare con patti sopportabili nelle terre imperiali. Contano su un certo numero disponibile di lavoratori cui affidare il subaffitto, a condizioni non privilegiate ma nemmeno iugulatorie. I contadini del *saltus Burunitanus* non si lamentano dell'esosità dei patti, ma dei trattamenti e malversazioni che subiscono dai *conductores*, uomini potenti che coi regali si comprano la connivenza del personale imperiale addetto ai controlli e alle riscossioni[39]. Dunque l'amministrazione imperiale sa del subaffitto e lascia correre: questi *conductores* sono autentici speculatori, interposti tra l'amministrazione imperiale e il lavoro effettivo dei contadini: un po' agenzie immobiliari moderne che s'interpongono tra i venditori (o costruttori) e le varie categorie dei compratori.

Ora, sia che pensiamo al volume dei piccoli fittavoli diretti che hanno occupato in enfiteusi le terre imperiali, sia che immaginiamo il quantitativo dei lavoratori autonomi attirati dai *conductores*, va da sè la conclusione sul gran numero dei lavoratori liberi disponibili esistenti nella provincia d'Africa.

Ma accanto ai lavoratori delle terre imperiali c'è un altro numero, forse molto piú grande, di piccoli proprietari locali che lavorano le terre sfuggite sia ai grandi latifondisti che all'amministrazione imperiale. Dobbiamo partire dai 461 *populi* indigeni ricordati da Plinio, molti dei quali erano di straordinaria entità numerica, *non civitates tantum sed pleraeque etiam nationes iure dici possunt*, e lui stesso cita ad esempio ben 11 popolazioni[40]: *Natabudes, Capsitani, Musulami, Sabarbares, Massyli, Nicives, Vamacures, Cinithi, Musuni, Marchubi et tota Getulia ad flumen Nigrim, qui Africam ab Aethiopia dirimit* (il Quorra).

Molte di queste popolazioni erano all'arrivo dei Romani o nomadi

[39] P. III 1, 18 ss: *subvenias, et cum homines rustici tenues manum nostrarum operis victum tolerantes conductori profusis largitionib(us) gratiosis(si)mo impares aput proc(uratores) tuos simu(s), quib(us) per vices successsion(is) per condicionem conductionis notus est, miserearis*, ecc.

[40] Pl., *n. h.* 5, 30.

o seminomadi, allevatori e cacciatori quali descritti nel passo ricordato sopra di Virgilio. Ben presto, in parte allettati da forme di civiltà piú evoluta, in parte costretti dalla forza, ebbero sedi fisse e si trasformarono in agricoltori, disseminandosi in piccoli gruppi nelle campagne o raggruppandosi attorno a villaggi embrionali, molti dei quali erano destinati a trasformarsi in città. Restarono piú o meno indipendenti, salva la fedeltà a Roma, continuando a riconoscere le proprie autorità tribali. Le iscrizioni ricordano un gran numero: si potrebbe segnare una mappa abbastanza circostanziata.

Il Rostovzev[41] si sofferma a considerare almeno tre di queste popolazioni indigene, mostrandone il graduale passaggio alla vita cittadina, fino a raggiungere un regolare ordinamento municipale: vari centri indigeni col tempo avrebbero ottenuto non solo di fatto, ma anche di diritto il titolo di *municipia*.

Si tratta prima dei *Musulami*, che iniziarono la loro vita sedentaria almeno al tempo di Traiano: una larga estensione del loro territorio fu occupato da due colonie militari, *Ammaedara* e *Mataurus*, e coltivato quindi dai coloni; altra vasta superficie entrò nel *patrimonium principis*; il resto — per lo piú il terreno peggiore, piú arido e piú pietroso — restò nelle mani degli indigeni, che per sopravvivere si diedero a una disperata vita dei campi[42].

L'altra popolazione ricordata è quella dei *Numidae*, non distante dalla sede dei *Musulami*. In epoca imperiale troviamo tre tronconi di *Numidae* in zone molto distanti tra loro: a *Cellae* (Ain Zuarin), a *Masculula* (presso Kef) e un terzo nella *Mauretania Caesariensis*, ivi insediati dall'imperatore Adriano. I tre grossi gruppi saranno stati separati a bella posta, per infrangere la loro pericolosità: la città principale della stirpe, *Tubursicu Numidarum*, il cui nucleo esisteva ancor prima dell'arrivo dei Romani, col tempo divenne *civitas*, e infine *municipium*[43].

Il terzo esempio ricordato dal Rostovzev è quello dei *Nubigenii* a sud della *proconsularis*. Una parte del loro territorio fu da Traiano assegnato a due *civitates*, già preesistenti, *Capsa* e *Tacape*, che diventarono poi *municipia* e infine *coloniae*; il resto rimase alla tribú, che si raccolse attorno a un centro abitato, *Turris Tamelleni*, destinato anch'esso a diventare *municipium*. Varie stirpi infine persero ogni fisionomia, dato

[41] Rostovzev, *Stor. Econ.* cit. p. 374.

[42] Cfr. n. 63 p. 374 in Rostovzev *ibid.*, che ne riporta la documentazione e l'esame critico.

[43] Rostovzev, *St. Econ.* cit. 374-375 e nota 64.

che furono aggregate a città esistenti, come i *Saboides* legati a *Cirta* e i *Chinithi* legati a *Gighthis*[44].

Questo non vuole esaurire il discorso, ma dar solo un'idea generale del processo di romanizzazione avviato tra gl'indigeni africani. Per quello che ci riguarda, vogliamo attirare l'attenzione sul gran numero di popolazione indotta con le buone o con le cattive ad accelerare le fasi d'incivilimento e a passare piú o meno rapidamente allo stadio d'agricoltori, liberi nella persona, ma costretti fra terre magre, di duro lavoro e scarso rendimento.

Per tutte queste ragioni unite insieme — invio di coloni, allettamento di liberi coltivatori nelle terre imperiali, trasformazione di popolazioni indigene da stadio pastorale a stadio agricolo — le province africane dall'epoca di Traiano in poi conobbero un gran numero di liberi lavoratori, insediati in diverso modo in notevole abbondanza di città e centri urbani antichi e nuovi disseminati in tutto il territorio abitabile, dove intanto il governo imperiale provvedeva alle infrastrutture — strade, acquedotti, dighe di sbarramento — per agevolare il processo d'inurbamento e la trasformazione agricola. Una parte della popolazione, la piú forte, o piú audace o la meno scrupolosa e comunque la meglio legata all'amministrazione imperiale, accresceva la sua potenza finanziaria e politica e si elevava sul piano culturale[45]; gli altri, i meno capaci, i piú lontani dal potere politico, restavano sempre piú poveri, piú ignoranti e piú derelitti.

Pudentilla apparteneva alla categoria ristretta dei fortunati: la sua famiglia si sarà arricchita negli ultimi decenni. La donna non contava antenati illustri né fece matrimoni adeguati alla sua ricchezza. Del resto, anche se ricca, non può ancora classificarsi tra i massimi latifondisti.

Apuleio esce da una famiglia di piccoli proprietari, ma col suo ingegno è riuscito a sollevarsi di colpo: non è ricco, ma ha potuto sposare una donna ricca, e nel prosieguo della vita raggiunge una discreta agiatezza.

Ma Sicinio Emiliano, il fratello del primo marito di Pudentilla, vive in grandi strettezze, costretto a lavorare tutti i giorni e solo negli ultimi anni ha una fortunata serie di morti che lo fanno arricchire.

Dello stesso livello è il mietitore della Bizacena al quale i figli dedi-

[44] ROSTOVZEV, *ibid.* p. 375 e nota 65.

[45] Ancora all'epoca di Traiano sono attestati grandi latifondisti in Africa: cfr. Agennio Urbico in *C.A.R.*, ed. C. Thulin, Lipsiae 1912, p. 46 (= L 84): *saltus non minores habent privati quam res p. territoria: quin immo multi saltus longe maiora sunt territoriis: habent autem in saltibus privati non exiguum populum plebeium et vicos circa villam in modum mancipiorum.* Anche da questo passo risulta il gran numero di lavoratori liberi in condizione miserabile.

carono l'*elogium* che oggi ha la fortuna di trovarsi a Parigi[46]. È un uomo nato in casa povera e da padre povero (*paupere progenitus Lare sum parvoque parente*), privo di censo e di palazzo in città (*domus*): abita quindi in campagna. Ha un campicello ereditario e una gran voglia di lavorare: aggiungiamo anche una robusta corporatura che gli permette vari strapazzi. Al momento della mietitura, esce dalla sua campagna e si reca a mietere in altri siti. Dev'esserci differenza altimetrica tra la sua abitazione e le località che richiedono manodopera suppletiva. Egli allora si aggrega a un gruppo di altri mietitori e per 12 anni di seguito precede i suoi compagni nel lavoro e raggruzzola bei soldi[47].

C'è diversità dai gruppi di braccianti già visti nello stesso secolo in Italia, tra Umbria e Sabinia: qui sono raccolti da un 'caporale' che ci specola sopra (*mancipem operarum*). In Africa invece il capogruppo lavora anche lui: risponde alla figura dell'operaio che in Puglia si diceva «uantiere», capomietitore, colui che mieteva in testa e si trascinava gli altri che seguivano a spina di pesce: piú svelto procedeva, piú dovevano lavorare gli altri. Un capogruppo di tal fatta deve essere stato il mietitore elogiato, che parlando in prima persona, pur ricordando le pene sofferte *rabido sub sole*, sotto il sole arrabbiato di Africa, ricorda con orgoglio *demessor calami tunc ego primus eram*. È proprio un «uantiere» dalle mani veloci che si vanta d'aver trascinato squadre di mietitori a crepar di caldo tra i campi bollenti. Il padrone naturalmente lo ricompensava dandogli la regalia.

Con un lavoro cosí arrabbiato il mietitore della Bizacena può estendere il suo pezzo di terra, trasferirsi in città, far carriera nell'amministrazione locale, e soprattutto può mandare i figli a scuola. Questi avranno pianto di commozione alla sua morte, a vedere irrigidite le sue mani callose, finalmente immobili, e hanno deciso di fare incidere sulla sua tomba l'*elogium* in distici elegiaci, come solevano fare i signori, non prevedendo però che sarebbe finito a Parigi.

La prosperità dell'Africa fu dunque opera di decisione governativa e intraprendenza di una miriade di speculatori: ma fu soprattutto effetto del sudore e degli stenti dei liberi lavoratori che spesero generosamente tutte le migliori energie per sopravvivere o per raggiungere il sogno di un benessere che li liberasse dal bisogno impellente.

[46] *CIL* VIII, S. 11824 = *ILS* 7457.

[47] Che egli lavora come gli altri, in testa alla squadra, risulta chiaramente, *ibid. Et cum maturas segetes produxerat annus, / demessor calami tunc ego primus eram.*

Domenico Vera

Enfiteusi, colonato e trasformazioni agrarie nell'Africa Proconsolare del tardo impero

1. Prima di affrontare direttamente il tema su cui verte il mio intervento in questa sede — colonato ed enfiteusi nelle proprietà imperiali dell'Africa Proconsolare durante la tarda antichità — conviene fare una precisazione preliminare. Perchè innanzitutto la Proconsolare? Indubbiamente la scelta di concentrare il discorso su questa area contiene in sé una certa dose di arbitrarietà, dal momento che io stesso sarò costretto ad usare testi legislativi riguardanti altre province, o a svolgere considerazioni che vanno ben oltre il *Maghreb* romano. E tuttavia, essa si giustifica con l'esigenza di evitare accostamenti impropri tra aree africane dotate di peculiarità troppo accentuante per consentire un approccio di tipo generale. Allo stesso modo, si dovrà tener conto che all'interno della Proconsolare stessa sussisteva una notevole varietà di situazioni ambientali e geografiche, e quindi anche di contesti sociali, di organizzazioni economiche e strutture fondiarie, di meccanismi produttivi. Altro è, per citare un caso, la Proconsolare del territorio di Cartagine, altro è la Proconsolare di Ippona che ben conosciamo grazie agli scritti di Agostino[1].

Ora, non c'è dubbio che chi si propone di analizzare il rapporto tra coloni e *conductores* imperiali nel basso impero, anche da una prospettiva nuova che eviti volutamente di insabbiarsi nella secolare «querelle» sulla condizione giuridica dei coloni tardoantichi e privilegi invece le problematiche economiche[2],non può non chiedersi quali siano in Africa le connessioni con il sistema dell'alto impero, quanta parte dell'organizzazione delle proprietà imperiali esistente sotto gli Antonini e i Severi sussiste nel IV e V secolo, quali sono le trasformazioni intervenute, quale il loro senso.

[1] Cfr. Cl. Lepelley, *Les cités de l'Afrique romaine au Bas-Empire*, I, Paris 1979, pp. 20-21, 37-57; Id., *Témoignage et attitude de Saint Augustin devant la vie et la société rurales dans l'Afrique de son temps*, in «Misc. Hist. Eccl., Congrès de Varsovie 1978», Paris 1983, p. 75 sgg.

[2] Recente *status quaestionis* in J.-M. Carrié, *Le «colonat du Bas-Empire»: un mythe historiographique?*, «Opus» I, 1982, pp. 351-70; Id., *Un roman des origines: les généalogies du «Colonat du Bas-Empire»*, «ibid.», II, 1983 pp. 205-51; D. Vera, *Forme e funzioni della rendita fondiaria nella tarda antichità*, in A. Giardina (ed.), *Società romana e stato tardoantico* I, Roma-Bari 1986, pp. 367-9, 383-4, 386-91, 413-18 e *passim*.

In tale prospettiva l'Africa Proconsolare offre una documentazione di gran lunga piú abbondante — e soprattutto continua ed omogenea — di ogni altra provincia dell'impero romano, ad eccezione forse dell'Egitto. Inoltre, all'interno di tale documentazione, le notizie relative alle proprietà imperiali, al loro funzionamento interno, alle figure sociali che ad esse fanno riferimento, occupano una posizione di assoluto privilegio. Se molto sappiamo sui fittavoli e sui grandi affittuari degli imperatori, altrettanto non si può dire per i patrimoni fondiari dei privati, per le terre civiche e dei templi.

È noto infatti che tutte le testimomianze principali sul colonato africano nell'alto impero e sui *possessores manciani* provengono da epigrafi trovate nella Proconsolare, tra cui spiccano le cosiddette «grandi iscrizioni». Sicchè, non è infondata l'eventualità che la tanto discussa *lex Manciana* e la successiva *lex Hadriana* fossero applicate solo in questa parte dell'Africa romana[3]. Ma qui giova sottolineare che anche per il basso impero riconducono alla Proconsolare le uniche attestazioni sulla sopravvivenza dello statuto manciano: vale a dire una costituzione di Costantino del 319[4] e le *Tablettes Albertini*, atti di vendita del regno vandalo risalenti agli anni 493-96[5].

Se tutto ciò sia un 'incidente' della trasmissione delle nostre sempre lacunose conoscenze sul mondo antico, o risponda a una realtà storica, non sappiamo. Sta di fatto che gli impressionanti elementi di continuità di alcuni aspetti tipici del colonato africano vissuti per secoli, anche dopo la fine dell'organismo politico imperiale, hanno come punto di riferimento geografico la Proconsolare.

2. Altro fattore di permanenza da considerare è la proprietà imperiale, che in Africa aveva radici antiche, risalenti già ad Augusto e soprattutto alle famose confische neroniane di cui dà notizia Plinio il Vecchio, allorchè riferisce che l'imperatore mise a morte i sei latifondisti piú

[3] J. Kolendo, *Le colonat en Afrique sous le Haut-Empire*, Paris 1976, p. 47 sgg.; per ulteriori sviluppi del dibattito sul colonato africano nel principato e per i problemi esegetici delle «grandi iscrizioni», vd. D. Flach, *Inschriftenuntersuchungen zum römischen Kolonat in Nord Afrika*, «Chiron», VIII, 1978, pp. 441-92; Id., *Die Pachtbedingungen der Kolonen und die Verwaltung der kaiserlichen Güter in Nord Afrika*, in *ANRW* II, 10, 2, Berlin-New York 1982, pp. 427-73; D. Kehoe, *Lease Regulations for Imperial Estates in North Africa*, «ZPE», LVI, 1984, pp. 193-219; LVII, 1985, pp. 151-72, partic. 166 sgg.

[4] *C.I.* XI, 63, 1; vd. *infra*, pp. 273-274.

[5] C. Courtois, L. Leschi, C. Perrat, C. Saumagne, *Les Tablettes Albertini. Actes privés de l'époque vandale (fin du Ve siècle)*, Paris 1952. Il sito del ritrovamento si colloca a circa 100 km. a Sud di Tebessa e 65 km. a Ovest di Gafsa (cfr. *ibid.*, pp. 3-4)

ricchi della Proconsolare che possedevano metà delle terre della provincia[6].

Si può ragionevolmente ritenere che il complesso dei possedimenti imperiali non avesse subito modifiche o alterazioni sensibili tra II e V secolo. Cosí, i latifondi a noi noti nel II e III secolo dalle «grandi iscrizioni» come da altre fonti — ben distinti dai territori cittadini per il regime di extraterritorialità che li connotava — continuarono a fare parte di tale agglomerato terriero enorme e capillarmente diffuso accanto a proprietà di nuova acquisizione: fondi derivanti dalle vicende politiche e dinastiche dell'impero, dai legati a favore del principe, dalla legislazione che attribuiva alla *res privata* i beni fondiari vacanti o a vario titolo sequestrati dall'autorità pubblica[7].

Si tratta peraltro di una stabilità relativa, non assoluta: nel senso che alcuni fondi potevano uscire definitivamente dal novero delle terre imperiali e mutavano pertanto sia proprietario, sia condizione giuridica. È questo per esempio il caso delle numerose *massae* — cioè agglomerati di *fundi* — site in Africa che Costantino trasferí in donazione alle chiese romane, allorchè si esaurí la disponibilità della *res privata* in Italia[8]. Tuttavia, in linea di massima, si hanno validi motivi per pensare che prevalesse la tendenza opposta: che cioè un fondo rustico, specie se di grandi dimensioni, com'è appunto il caso di numerosi latifondi della Proconsolare, una volta confluito nel patrimonio regio, vi rimanesse per periodi amplissimi[9]. Una costituzione del 383 parla infatti di *coloni anti-*

[6] *N.H.* XVIII, 7,35: *latifundia perdidere Italiam, iam vero et provincias; sex domini semissem Africae possidebant, cum interfecit eos Nero princeps.*

[7] R. His, *Die Domänen der römischen Kaiserzeit*, Leipzig 1896, p. 33 sgg., 45 sgg., 72.

[8] *L.P.* (ed. L. Duchesne) 175; cfr. Ch. Pietri, *Evergetisme et richesses ecclésiastiques dans l'Italie du IVe siècle à la fin du Ve s.: l'exemple romain*, «Ktema», III, 1978, 317-37.

[9] Cfr. D. Crawford, *Imperial Properties*, in M.I. Finley (ed.), *Studies in Roman Property*, Cambridge 1976, pp. 35-70, partic. pp. 57-9 per una lista delle proprietà africane; altri elenchi in R. Haywood, in *ESAR* IV (ed. T. Frank), Baltimore 1938, p. 83 sgg.; Kolendo, *Colonat*, pp. 77-8 e 91 n. 108; E. Fentress, *Numidia and the Roman Army*, «B.A.R.», Int. Ser., 53, Oxford 1979, 138. Come ha notato A.H.M. Jones, *The Later Roman Empire, 284-602. A Social, Economic and Administrative Survey*, I, Oxford 1964, p. 419, i fondi dati in enfiteusi e in *ius privatum* erano ancora inseriti nei registri della *res privata*; il che spesso dava adito ad assegnazioni arbitrarie da parte dell'amministrazione a persone diverse dagli antichi e legittimi titolari. La lunga permanenza delle proprietà nel patrimonio imperiale è ampiamente testimoniato (vd. gli esempi raccolti dalla Crawford). Cosí, per l'Africa tardoantica, abbiamo *Not. Dig. Oc.* XII, 5 (*comes Gildoniaci patrimonii*) da confrontare con XII, 9 (*rationalis rei privatae per urbem Romam et suburbicarias regiones cum parte Faustinae*, cioè la figlia di A. Pio) e XII, 24 (*procurator rei privatae per urbicarias regiones rerum Iuliani*, Giuliano l'Apostata o, piú probabilmente, Didio Giuliano); *L.P.* (ed. L. Duchesne), 183: la *res privata* possiede al tempo di Costantino il mon-

quissimi installati sulle proprietà enfiteutiche e patrimoniali con riferimento all'Oriente[10]. Per l'Africa tardoantica la sopravvivenza del celebre *saltus Burunitanus*, i cui coloni avevano inviato una petizione a Commodo, parrebbe provata dalla menzione nel 411 di un certo Donatus, *episcopus plebis Burunitanae*[11]. E se ha ragione Ch. Saumagne, un fondo imperiale chiamato *Turris Rutunda*, attestato epigraficamente nella regione di Mustis a metà del III secolo e in una fonte dei primi del V, altro non sarebbe che una frazione dell'antico *saltus Neronianus* citato dall'iscrizione adrianea di Aïn-el-Djemala. I coloni che per secoli l'abitarono sono quindi da ritenersi i discendenti di quelli che sotto Adriano chiesero di potere coltivare campi abbandonati e terre vergini e che pertanto divennero *possessores manciani*[12].

Per l'analisi dei rapporti agrari nella Proconsolare tardoromana questa forte stabilità della proprietà imperiale — cui si contrappone evidentemente la maggiore mobilità dei patrimoni terrieri privati — costituisce un fattore distintivo, dal quale non si può prescindere quando si scende nel merito della loro organizzazione interna, dei meccanismi produttivi, delle tensioni sociali. E dunque, pur nel trascorrere lento delle generazioni e nel trasmutare continuo delle condizioni generali dell'Africa romana e dell'impero, la particolare situazione della proprietà imperiale continua ad essere la cornice all'interno della quale si svolge l'esistenza quotidiana con i suoi problemi e i suoi drammi grandi e piccoli; e in questa cornice antichissima dobbiamo collocare le due figure fondamentali del latifondo africano: il *colonus* e il grande affittuario.

3. Se paragoniamo latifondo imperiale del principato e del tardo impero in Africa, ci accorgiamo subito — questo già alle soglie del IV secolo — che i protagonisti dello scontro sociale di cui il *Saltus Burunitanus* era stato teatro ai tempi di Commodo[13] appaiono profondamente mutati. I

te Argentario, appartenuto all'imperatrice Matidia. Il problema del passaggio delle proprietà imperiali in mani private è stato esaminato da CRAWFORD, *Imperial Properties*, pp. 40-4 e da C.R. WHITTAKER, *Agri Deserti*, in FINLEY, *Studies in Roman Property*, pp. 140-1.

[10] *C.I.* XI, 63, 3 (383 Seeck), indirizzata a Postumianus, *ppo Orientis (PLRE* I, *Postumianus* 2, p. 718).

[11] *Gesta Conl. Carth.* I, 133, *S.C.* 195, p. 736; cfr. J. MESNAGE, *L'Afrique chrétienne*, Paris 1912, pp. 185-6. *Buritanae* sta forse per *Burunitanae*.

[12] Il suo vescovo, *Donatus Turrensis*, sarebbe tra i firmatari degli Atti della conferenza di Cartagine del 411 (*l.c. supra* I, 207, p. 888); cfr. CH. SAUMAGNE, *Le domain impérial de la «Tour Ronde»*, «CT» X, 1962, pp. 257-62; ID., *La population rurale de la région de Musti*, «ibid.», pp. 263-78.

[13] *CIL*, VIII, 10570 (cfr. 14464) = *F.I.R.A.*², n. 103; cfr. da ultimo FLACK, *Inschriftenuntersuchungen*, 470-7.

coloni non sono piú una categoria di fittavoli liberi di abbandonare il fondo imperiale, come ancora potevano fare nel II e nel III secolo[14], ma sono avviati a diventare un ceto di contadini legalmente ancorati al podere sui cui sono registrati. Se la prima, esplicita attestazione di tali vincoli si trova in una costituzione del 332, che motiva la costrizione con necessità di ordine fiscale[15], per i fittavoli dell'imperatore tale obbligo pare sussistesse già negli anni 310-320[16].

[14] L'iscrizione di Gasr-Mezuâr (*CIL*, VIII, 14428 A, 1. 6) prospetta nel 181 l'eventualità che i coloni imperiali, scontenti della loro condizione, possano trasferirsi *ubi libere morari possumus*. Una minaccia simile a questa è espressa dai coloni imperiali di Agâ-Bey-Köy, in Lidia, i quali non escludono di allocarsi presso possidenti privati: μετελθεῖν τε εἰς ἰδιωτικὴν γὴν πρὸς τὸ διασωθῆναι...; cfr. J. KEIL-A.V. PREMERSTEIN, *Berichte über eine dritte Reise in Lydien*, «Denkschr. der kaiserl. Akad. der Wissenschaften in Wien», LVII (1914), n. 55, 1. 46 sgg. Anche gli abitanti di Dagei (attuale Dobrugia) dichiarano che lasceranno le loro terre; cfr. I. STOIAN, *De Nouveau sur la plainte des paysans de Histria*, «Dacia», III, 1959, 369-390, col. IIIa, 11. 12-14: Καταμένειν [ἐν κώ]μη καὶ μὴ μετοικ[εῖν εἰς ἕ]τερον τόπον = ID., *Etudes histriennes*, «Latomus» 123, Bruxelles 1972, pp. 81-108; cfr. J. e L. Robert, *Bull. Epigr.* «REG», 1961, p. 202 sgg. n. 426. Lo stesso affermano gli abitanti di Scatopara (Tracia): DITTEMBERGER, *Suppl. ed.* III n. 888; G. MIHAILOV, *inscriptiones Graecae in Bulgaria repertae, Serdicae* 1966, pp. 198-229, n. 2236, 11. 92-94: φευξόμεθα ἀπὸ τῶν οἰκείων καὶ μεγίστην Ζημίαν τὸ ταμεῖον περιβληθήσεται. Anche nell'Africa di Agostino i coloni di Fussala, nonostante la legislazione sull'ereditarietà del loro stato, manifestano il proposito di trasferirsi altrove: AUG., *Ep.* 20*, 10, 2. Naturalmente, ciò non significa che la situazione reale di questa categoria fosse piú libera di quanto non risulti dai Codici, perché è possibile che la minaccia sia strumentale e non risponda a un effettivo proposito dei fittavoli: cfr. S. LANCEL, *L'Affaire d'Antoninus de Fussala: pays, choses et gens de la Numidie d'Hippone, saisis dans la durée d'une procédure d'enquete épiscopale (Ep. 20*)*, in AA.VV., *Les lettres de Saint Augustin découvertes par J. Divjak (Paris 20-21 Sept., 1982)*, Paris 1983, pp. 267-85.

[15] *C.Th.* V, 17, 1, per il quale non condivido l'interpretazione di W. GOFFART, *Caput and Colonate. Toward a History of Late Roman Taxation*, Toronto 1974, p. 74 e di A. CERATI, *Caractére annonaire et assiette de l'impôt foncier au Bas-Empire*, Paris 1975, pp. 270, 283, 318.

[16] *C.I.* XI, 68, 2 *Ianuario comiti Orientis: colonos nostros, qui sunt privati vel ad ratiocinia gerenda vel ad colendos agros idonei, retrahi iubemus ac tantum colendis nostris rebus addici, quin etiam in posterum observari, ne quis eorum rem privatam cuiusquam gerendam aut aliquid ministrandum suscipiat*. SEECK, *Regesten*, p. 167, data la costituzione al 319 (cfr. *C.I.* VI, 1, 5), mentre *PLRE* I, *Ianuarius* 2, p. 453, propone una data posteriore: dopo il 325 o dopo il 335. L'interpretazione restrittiva del divieto proposta da D. EIBACH, *Untersuchungen zum spätantiken Kolonat in der kaiserlichen Gesetzgebung*, Köln 1980, p. 83, non mi sembra motivata. Infatti, i coloni imperiali che Costantino richiama ai loro doveri agricoli (*tantum colendis nostris rebus addici*) sono impiegati come agricoltori, oltre che come amministratori, anche dai privati: *qui sunt privati ad ratiocinia gerenda, vel ad colendos agros idonei*. E quindi, la costituzione si riferisce ad ogni tipo di colono, coltivatori e amministratori. È da notare che ai coloni imperiali si applica il primo, chiaro riferimento alla ereditarietà della condizione. Esso si trova in una costituzione del 364, la quale dispone che «gli schiavi, i coloni, nonché i figli e i nipoti» dei fittavoli, «i quali hanno abbandonato le terre del principe per entrare nei ranghi dell'esercito e della burograzia, dovranno essere restituiti alle proprietà imperiali» (*C.I.* XI, 68, 3). Le stesse disposizioni

Da parte loro, i *conductores* del basso impero sono sí gli eredi storici dei grandi affittuari africani dei secoli precedenti; ma tale continuità è solo formale, dal momento che il *conductor* tardoantico è, nella maggior parte dei casi, un enfiteuta. La concessione del possedimento imperiale di cui gode non si limita piú al quinquennio della *locatio-conductio* tradizionale — il contratto d'affitto normalmente in uso nel II e nel III secolo — ma ha una durata indefinita[17]. Per di piú, in cambio del versamento di un canone fisso e immutabile[18], l'enfiteuta può trasmettere il fondo agli eredi[19], può alienarlo o donarlo[20]. E dunque, sotto la veste giuridica dell'affittuario si nasconde un imprenditore agricolo per diversi aspetti simile a un vero e proprio *dominus*[21].

È chiaro, quindi, che in un contesto così morfologicamente e strutturalmente mutato il rapporto inevitabilmente conflittuale tra *colonus* e *conductor* — cioè tra il produttore della rendita e il fruitore primario — non può più seguire nelle motivazioni dei contrasti, così come nel loro svolgimento, le stesse direttive che ben conosciamo delle iscrizioni della Proconsolare nell'età del principato.

Rimane tuttavia un elemento di continuità che non va trascurato: la subordinazione tanto dei coloni come degli enfiteuti al *dominium* eminente dell'imperatore, proprietario della terra. Gli antagonismi che oppongono gli uni agli altri non possono svolgersi secondo le linee di un rapporto binario di tipo privato, ma devono fare i conti con un'autorità superiore.

Nella dialettica quotidiana, l'interlocutore diretto di coloni e *con-*

vengono ripetute pochi anni dopo in *C.I.* VII, 38, 1 (367 Seeck), ove di nuovo si accenna alla *suboles* e ai *nepotes* dei fittavoli allontanatisi dalle *possessiones* statali per arruolarsi in *diversa militiae genera*. Se dunque nel 364-367 si aveva la terza generazione adulta dei discendenti dei transfughi, ciò rimanda — a dir poco — agli anni 310-320, nei quali già dovevano esistere divieti formali di abbandono dei possedimenti del principe. Sicché, almeno per questa categoria di contadini, si può retrodatare di vent'anni la situazione che a livello piú generale è provata solo dalla costituzione del 332 (n. 15).

[17] *C.Th.* V, 15, 15 (364); 17 (364); 19 (368); *C.I.* XI, 62, 3 (368); *C.Th.* V, 14, 33 (393) (cfr. *infra*, pp. 276-281, 287-293); cfr. in generale P. BURDEAU, *L'administration des fonds patrimoniaux et emphytéotiques au Bas-Empire romain*, «RIDA», XX, 1973, pp. 285-310; ID., *Le 'Jus perpetuum' et le régime fiscal des 'res privatae' et des fonds patrimoniaux*, «Iura», 23, 1972, pp. 1-25 (ivi fonti e bibliografia); vd. pure G. SCAFFARDI, *Studi sull'enfiteusi*, Parma, 1981.

[18] Cfr. *C.Th.* V, 15, 15 (364); 16 (364), 29 (399); *Nov. Theod.* XXVI, 4 (444); l'origine contrattuale del canone enfiteutico è deducibile da *C. Th.* V, 15, 18 (368 Seeck); *C.I.* XI, 62, 7 (386); *C. Th.* XIII, 11, 6 (394).

[19] Cfr. *C.I.* XI, 62, 2 (321 Seeck); *C. Th.* III, 30, 5 (333); V, 14, 33 (393).

[20] Cfr. *C.I.* XI, 62, 1 (313 Seeck).

[21] Cfr. *C.Th.* V, 13, 4 (368 Seeck) = *C.I.* XI, 66, 2.

ductores era l'apparato amministrativo della *res privata*. Basti ricordare la norma secondo cui il *rationalis* provinciale e i *procuratores* giudicano le cause civili e le piccole questioni penali tra coloni imperiali[22]; prerogativa che si accompagna al loro diritto-dovere di presenziare le cause penali, civili o fiscali coinvolgenti i coloni e i *conductores* della *res privata*, che si svolgono davanti al giudice ordinario[23].

Invece, per altri aspetti di ordine normativo piú generale il punto di riferimento continua ad essere la cancelleria imperiale e l'imperatore in persona. Così, nel 319 Costantino interviene a dirimere una controversia tra enfiteuti e coloni della Proconsolare a proposito della occupazione abusiva di terre enfiteutiche da parte dei contadini e dello sfruttamento delle fonti irrigue. Per l'occasione Costantino ribadì che i coloni potevano disporre liberamente solo delle loro *culturae* e solo per queste potevano utilizzare gratuitamente le fonti presenti all'interno di ciascuna proprietà.

Le sue decisioni sono contenute in una costituzione tramandata dal Codice di Giustiniano e pubblicata originariamente a Cartagine[24]. Si tratta di un testo importantissimo per la storia sociale dell'Africa tardoantica, poichè le *culturae* qui menzionate, come ha mostrato brillantemente Ch. Saumagne[25], altro non sono che gli appezzamenti degli antichi dissodatori dei *subseciva* di cui trattano le «grandi iscrizioni», che ancora sono documentate nelle *Tablettes Albertini* in piena dominazionazione vandala[26].

[22] *C.I.* III, 26, 7 (349).

[23] Cfr. *C.I.* III, 26, 6 (343 Seeck); *C.Th.* X, 4, 3 (373 Seeck); cfr. X, 4, 1 (326 Seeck); *C.I.* III, 26, 8 (358).

[24] *C.I.* XI, 63, 1 *Emphyteuticarios gravant coloni agros praeter consuetudinem usurpantes, quos nullis culturis erudierunt, cum sollemnitas id eos attractare permittat, quod eorum labore vel olivetis est obsitum vel vinetis. Sed et inriguas fontium aquas usurpare conantur, quarum fructus solis emphyteuticariis debentur. Ideoque placuit, ut deinceps aquarum ius potestatesque penes emphyteuticarios permaneant, tantumque ex eis colonis impertiatur, quantum culturis eorum agrorum sufficere manifestum est, quos ipsi colunt. Pro modo autem superfluae inrigationis, quam ultra culturas suas usurpaverint, emphyteuticariis possessoribus pensiones accessionesque praebeant. PP. VII id. Mart. Carthagine Constantino A. V et Licinio C. conss.*

[25] in *Tablettes Albertini*, 114-6; sulla teoria di Saumagne a proposito del rapporto tra *lex Manciana, lex Hadriana* e *ius Mancianum* nel basso impero esiste una notevole difformità di pareri: cfr. per es. M. PALLASSE, *Les 'Tablettes Albertini' intéressent-elles le colonat romain au Bas-Empire?* «RD», XXXIII, 1955, pp. 267-81; J. CARCOPINO, *rec.* a *Tablettes Albertini*, «JS», 1952, p. 156; A. BERGER, *rec.*, «Latomus» 12 (1953), p. 201; R. MONIER, *Le sens et la portée de la Constitution de 319, C.J.* XI, 63, 1, in *Festgabe A. Simonius*, Basel 1955, pp. 259-61; E. LEVY, rec., «ZRG», LXX, 1953, p. 503; C. DUPONT, *La réglementation économique dans les constitutions de Constantin*, Lille 1963, pp. 38-9, 48-9; KOLENDO, *Colonat*, pp. 33, 60; KEHOE, *Lease Regulations*, p. 197 n. 16 (ivi altra letteratura).

[26] Cfr. *Tablettes Albertini*, p. 114 sgg; vd. anche, per quanto affetto da inguaribile

Ambedue le testimonianze mostrano la straordinaria vitalità dello statuto manciano, almeno per il complesso dei diritti reali concessi ai dissodatori dei *subseciva,* che rimase in vigore per secoli; ma la costituzione del 319 è importante anche per altri due motivi. In primo luogo, per indicazioni interne al testo e per altre considerazioni, mi pare si possa dire che il contrasto tra coloni ed enfiteuti non è un fatto episodico, bensì un fenomeno fisiologico di ampia portata che coinvolge l'assetto della società agricola delle proprietà imperiali africane. Esso sanziona infatti la rottura del precedente quadro normativo all'interno del quale si era mossa nei secoli del principato la fame di terre e risorse della popolazione contadina. Basti indicare due elementi: l'occupazione irrituale del suolo e la sostanziale sanzione da parte di Costantino.

In secondo luogo, questa legge, coeva alle prime che in Africa trattano dell'enfiteusi nelle terre imperiali[27], dimostra che, nel momento in cui l'autorità dei *conductores* sulla massa dei coloni, già grande nell'alto impero, tende ad assumere i tratti del dominio padronale, il governo non abdica del tutto ai propri poteri di *dominus* eminente del fondo e di arbitro dei conflitti sociali piú acuti. Anzi, dai codici legislativi emerge un vivo interesse degli imperatori per la categoria piú debole, i coloni, che vengono tutelati verso molteplici forme di abuso. Di qui tutta una serie di provvedimenti tesi a evitare indebiti incrementi delle loro prestazioni, a imporre il rispetto delle consuetudini trádite, ad assicurare l'inamovibilità delle famiglie contadine[28].

comparativismo superficiale, J. PERCIVAL, *Culturae Mancianae: Field Patterns in the Albertini Tablets,* in *The Ancient Historian and His Materials: Essays in Honour of C.E. Stevens,* Westmead 1975, 213-227.

[27] Cfr. *C.Th.* XI, 16, 1 (318 Seeck, 319 Mss.) = *C.I.* XI, 65, 2; *C.Th.* XV, 3, 1 (319) = *C.I.* XI, 65, 1; *C.I.* XI, 62, 2 (321 Seeck); *C.Th.* XI, 19, 1 (321); XI, 16, 2 (323).

[28] In una costituzione del 365 al governatore della Tripolitania *C.I.* XI, 48, 5 Valentiniano I ribadí l'intangibilità della *consuetudo praedii* per la forma del canone colonico: *domini praediorum id quod terra praestata accipiant, pecuniam non requirant, quam rustici optare non audent, nisi consuetudo praedii hoc exigat*; cfr. VERA, *Forme e funzioni,* p. 368 con n. 7 e p. 390 sgg. con nn. 125-7: ivi trattazione generale del rapporto tra patti agrari, colonato e *consuetudo*; cfr. in merito *C.I.* VIII, 52, 2 (319) con *C.I.* XI, 50, 1-2 (325 e 396 Seeck). Già nel regolamento di Henchir Mettich si parla di *consuetudo Manciana* (1,24) e *consuetudo* (II, 18), mentre quella di Souk el-Khmis menziona una *forma perpetua* regolante i rapporti d'affittanza all'interno del fondo (III, 16); cfr. B. SCHMIEDEL, *Consuetudo im klassischen und nachklassischen römischen Recht,* Graz-Köln, 1966; KEHOE, *Lease Regulations,* pp. 210-1, 170-1. L'inamovibilità delle famiglie coloniche è affermata da *C.I.* XI, 63, 1 (383 Seeck) e il divieto di coinvolgere i fittavoli imperiali nei *munera publica* da *C.I.* XI, 68, 1 (325) e *C.Th.* XI, 16, 5 (343) = *C.I.* XI, 75, 1. Non è chiaro se allo stesso contesto di rapporti tra grandi affittuari e contadini-fittavoli imperiali si possa riferire il divieto ai *conductores* di esigere dai provinciali *ultra vetustam consuetudinem* espresso da Costantino in una Costituzione pubblicata a Cartagine (*C.I.* IV, 62, 4) essendo

Del resto, quando Agostino accusò il vescovo donatista di Calama, Crispinus, di avere abusato della sua autorità di enfiteuta facendo ribattezzare i coloni cattolici del fondo da lui acquistato, uno dei suoi argomenti è che egli ha imposto la coercizione donatista *in fundo Catholicorum imperatorum*[29]. La compra-vendita del possedimento non rompeva, insomma, agli occhi di Agostino quel complesso di legami che univa i coloni al loro *dominus* e che giustificava una sorta di tutela, non di rado autoritaria, anche nella sfera delle credenze religiose[30].

4. Piú in generale, per quanto riguarda il colonato africano e le proprietà imperiali della Proconsolare, la linea di tendenza che emerge dalla documentazione è abbastanza chiara. Il complesso degli interventi governativi è dominato dall'ottica della rendita e ha per scopo principale la conservazione di un patrimonio fondiario immenso, consolidato e non piú in fase di formazione e accrescimento, che presenta gravi problemi di gestione amministrativa. Nel regolare i rapporti agrari si fa spesso riferimento alla *consuetudo* e si vuole che le diverse componenti della società rurale facenti capo alla *res privata* continuino a svolgere i loro compiti tradizionali: i coloni a coltivare le terre, i *conductores* a gestirle; ambedue le categorie sono viste come erogatrici di contribuzioni[31].

il testo inserito nel capitolo del *Codex Iustinianus* conneso ai *vectigalia*. Il Pallasse, *Tablettes Albertini*, p. 273, pensa appunto che qui si tratti di *conductores* enfiteutici africani; se questo è vero (ma l'ipotesi a me pare piuttosto ardua) i *vectigalia* sarebbero i canoni esatti dai coloni, e il divieto di esigerli *ultra vetustam consuetudinem* implicherebbe la loro fissità sulla base di antiche normative. In effetti, già nell'iscrizione di Tamagra l'espressione *in his praedis privatis [P. Iuli Iu]niani Martialiani c.v.... vectigalia locantur* (*ILS*, 6022) viene comunemente riferita ai fitti dei coloni; cfr. KOLENDO, *Colonat*, 62 n. 64 con bibliografia; cfr. anche *C.Th.* V, 15, 15 (364), ove *vectigal annuum* è l'affitto versato dai *conductores* generali. Il principio di non esigere dai contadini canoni superiori a ciò che l'uso affermato prescrive è stabilito da Costantino anche per i *domini* privati (*C.I.* XI, 50, 1, 325 Seeck); cfr. VERA, *Forme e Funzioni*, p. 740 n. 127.

[29] *C. Litt. Petiliani* II, 83, 184 (*CSEL*, 52, p. 114) e *Ep.* 66 (34², pp. 235-6); cfr. *C.Th.* XVI, 5, 21 (392). Questi testi sono stati analizzati di recente da Cl. Lepelley in uno studio che coglie con grande acutezza e concretezza la connessione tra aspetti economici e sociali che l'entifeusi presenta in Africa: *Deux témoignages de Saint Augustin sur l'acquisition d'un domaine impérial à bail emphytéotique*, «BCTH n. s. fasc. 17 B, Paris 1984, 273-83.

[30] Cfr. AUG, *Epp.* 58, 89, 112 (*CSEL*, 34², pp. 216-9, 419-25, 657-9); *En. in Ps.* 54,13(*C.C.*, 39, p. 666); *C.Th.* XVI, 5, 52 (412); cfr. W.C. FREND, *The Donatist Church*, Oxford 1972, p. 253; P. BROWN, *Religious Dissent in the Later Roman Empire: the Case of North Africa*, «History», XLVI (1961), pp. 83-101 = *Religion and Society in the Age of Saint Augustine*, , London 1972, pp. 237-59.

[31] I testi piú indicativi sono le due costituzioni di *C.Th.* XI, 1, 31 (412) e XI, 28, 13 (422); cfr. CL. LEPELLEY, *Déclin ou stabilité de l'agriculture africaine au Bas-Empire? A propos d'une loi de l'empereur Honorius*, «AntAfr» I, 1967, pp. 135-44; ID., *Cités*, I, pp. 28-36.

L'amministrazione della *res privata*, per quanto si può capire dalle fonti di cui disponiamo per il IV e V secolo, pare estranea a piani di politica agricola a vasto raggio; non sembra perseguire, come in età flavia e antonina, l'obiettivo di allargare le superfici coltivabili dell'Africa, ma semmai di evitare l'estendersi degli *agri deserti*, in particolare sulle terre imperiali[32]. È evidente invece la preoccupazione che il gettito delle proprietà date in enfiteusi non diminuisca. Di qui tutta una serie di costituzioni che prescrivono agli enfiteuti di prendere in fitto anche terre di mediocre qualità e non solo quelle piú fertili[33], che vietano di spogliare i fondi del materiale umano ad essi affidato (donde la proibizione di vendere gli schiavi rustici e di allontanare i coloni)[34], che ribadiscono l'obbligo di provvedere alla manutenzione viaria[35]. Non è infrequente l'imposizione di un'alternativa radicale: o l'enfiteuta si accolla anche i fondi peggiori, o perde la disponibilità di quelli piú fertili. Chi vuole subentrargli non ha il beneficio d'inventario ma deve farsi carico d'ogni tipo di terre[36]. Il fatto che un fondo, produttivo al momento del contratto, sia stato abbondonato non è titolo valido per l'abolizione del canone[37].

5. Si è molto discusso sull'introduzione dell'enfiteusi nell'impero romano. Una corrente di studiosi ritiene che questo istituto, di probabile matrice greca ed ellenistica, sia stato adottato perchè rispondeva bene alla politica di incremento delle aree agricole e di rioccupazione delle terre abbandonate che costituì una delle costanti preoccupazioni degli imperatori nel II e III secolo. Di conseguenza, secondo questa tesi, l'enfiteusi avrebbe comportato l'obbligo della coltivazione e delle migliorie, e in cambio di un canone si accordava all'enfiteuta la disponibilità pressoché illimitata della terra[38]. Rispetto a questa interpretazione, va subi-

[32] Cfr. nn. 31 e 78.

[33] *C.I.* XI, 69, 5 (378); 6 (383); *C.Th.* V, 14, 30 (386); 33 (393); 34 (394); XIII, 11, 9 (398) = *C.I.* XI, 59, 10; Cfr. *C.Th.* X, 3, 4 (383) = *C.I.* XI, 59, 6; XI, 62, 3 (365); *C.Th.* V, 14, 34 (394) = *C.I.* XI, 59, 9; *Nov. Theod.*, 26, 4 (444).

[34] Schiavi: *C.I.* XI, 63, 2 (367); cfr. XI, 62, 12 (434); coloni: *C.I.* XI, 63, 3 (383 Seeck).

[35] *C.Th.* XV, 3, 1 (319) = *C.I.* XI, 65, 1: *Enfiteuticarii possessores, qui mansuetudini nostrae beneficio ad extraordinaria minime devocentur, sicut ceteri provinciales obsequium suum muniendis itineribus inpendant Nulla enim ratione debent ab hoc, quod in commune omnibus profuturum est, esse seiuncti.* La costituzione, inviata al *proconsul Africae* Proculus, fu *proposita* a Cartagine.

[36] Cfr. n. 33.

[37] *C.I.* XI, 62, 3; cfr. n. 40.

[38] Cfr. His, *Domänen*, 101-4; F. Beaudouin, *Les grands domaines dans l'empire romain, d'après des travaux récents*, «Nouv. Rev. hist. de dr. fr. et étr.», XXI (1981) e, so-

to precisato che per altri esegeti l'enfiteusi avrebbe avuto un carattere temporaneo e non implicava necessariamente l'obbligo di migliorie fondiarie[39].

Non voglio entrare nel merito della questione, già complessa in sé e venata di nominalismo, nella misura in cui non si è fatta distinzione tra piccolo enfiteuta, cioè un contadino che coltivava direttamente il suo lotto, e grande enfiteuta; tra l'enfiteusi come forma di recupero di aree incolte e l'enfiteusi come forma di gestione della proprietà imperiale. Mi preme invece sottolineare che la documentazione tardoantica mostra come, in ogni caso, tale forma di concessione abbia perso, sia in Africa sia altrove nell'impero, l'eventuale obbligo originario di coltivare il fondo e di introdurvi migliorie; né la si può collegare a una organica politica agricola tesa al recupero di aree coltivabili. Si può anzi mostrare che in qualche caso l'enfiteusi non ha rapporto alcuno con tale problema e procede in senso opposto[40]. Ciò che a quest'epoca principalmente

prattutto, XXII (1898), pp. 545 sgg.; W. KAMPS, *L'emphytéose en droit grec et sa réception en droit romain*, in *La Tenure*, Rec. de la Soc. J. Bodin, Bruxelles 1938, pp. 67-121, partic. pp. 106-8; DUPONT, *La réglementation économique dans les constitutions de Constantin*, pp. 36-50, partic. p. 44; G. PUGLIESE, *Una disposizione di Costantino per favorire lo sviluppo edilizio di Costantinopoli*, in *Studi P. De Francisci*, III, Milano 1956, 387-8.

[39] È la tesi molto nota di L. MITTEIS, *Zur Geschichte der Erbpacht im Altertum*, Leipzig 1901, p. 43 sgg., discendente dalla sua idea — peraltro insostenibile — che nel IV secolo *fundus emphyteuticarius* e *f. patrimonialis* fossero sinonimi; cfr. *contra* PUGLIESE, *Una disposizione*, p. 384 sgg.; A. MASI, *Ricerche sulla 'res privata' del Princeps*, Milano 1971, p. 60 sgg.; BURDEAU, *L'administration* e *Le 'Jus perpetuum'* (n. 17), *passim*.

[40] Cfr. LEPELLEY, *Deux témoignages*, pp. 278-9, che insiste a ragione su questo punto. Tale peculiarità dell'enfiteusi nelle proprietà imperiali del tardo impero era già implicita nella visione di Mitteis (n. 39), ed è stata evidenziata da altri studiosi: per es. F. DE MALAFOSSE, *Le droit agraire au Bas-Empire et dans l'empire d'Orient*, 'Riv. dir. agrario' XXXIV, 1955, pp. 35-73, partic. pp. 39-40; JONES, *LRE*, 415-9. I tentativi di HIS, *Domänen*, pp. 101-4, e PUGLIESE, *Una disposizione*, 387-8, di riconnettere l'obbligo della coltivazione all'enfiteusi tarda si scontrano con l'assenza di tale prescrizione nell'abbondantissima legislazione in merito del basso impero; e qui l'*argumentum e silentio* assume un notevole peso. Per di piú, i *Codici* smentiscono tale tesi quando affermano che *possessiones* assegnate in precedenza *ex emphyteutico iure* non possono essere restituite dai titolari sulla base del fatto che non sono piú coltivate: *desertas esse coepisse* (*C.I.* XI, 62, 3, 368 Seeck). La medesima motivazione pare sottintesa in *C.Th.* V, 14, 32 (393): *fundos patrimoniales semel expetitos [et t]raditos refundere conductoribus omnino non liceat*... Significativa appare pure la disposizione di *C.I.* XI, 62, 5 (377), nella quale si parla di fundi *patrimoniales* abbandonati dai coloni e dagli enfiteuti che vengono assegnati ad altri affittuari. Ora, contrariamente a quanto ipotizza W. KAMPS, *L'emphytéose*, pp. 106-8, questi testi non dimostrano che l'enfiteusi ha migliorato il fondo e che gli incrementi di canone che spesso l'amministrazione chiedeva sono una conseguenza dell'aumentata produttività: questa sarebbe, a suo avviso, la ragione per cui le *possessiones* vengono lasciate dai titolari che non sono disposti a esborsi piú alti. In realtà, le costituzioni — il cui lessico è tipico della tematica degli *agri deserti* (cfr. *infra*, pp. 285-286) — mostrano esattamente il fenomeno opposto: che il fondo, nonostante l'enfiteusi, non era stato coltivato e che, anzi,

caratterizza tale forma di fitto agrario — la quale risulta sistematicamente praticata nelle proprietà imperiali nel primo ventennio del IV secolo — sono la durata illimitata e il versamento di un canone fisso; in più, fin da quest'epoca, l'enfiteuta può alienare il suo diritto, donarlo, trasmetterlo in eredità[41], come avveniva nell'enfiteusi greca ed egiziana[42].

Queste dell'enfiteuta imperiale sono tutte prerogative già operanti sotto Costantino, il quale, secondo un'opinione comunemente accolta negli studi, avrebbe per primo introdotto l'enfiteusi nei domini africani della corona per poi estenderla alle altre province[43]. Questa ricostruzione deriva da un'interpretazione errata di due costituzioni del 323 e del 349, che estendono all'Italia esenzioni fiscali accordate agli enfiteuti africani[44]. Ove è chiaro che si può parlare di prima applicazione nel *Maghreb* dei benefici, ma non della concessione enfiteutica in quanto tale[45]. E infatti, nessuna delle numerose leggi di Costantino relative

ricevuto produttivo, era stato reso improduttivo: questa è, a mio parere, la ragione per cui coloni e *conductores* vogliono restituire le terre alla *res privata*, che comprensibilmente rifiuta questa logica di rapina. Il procedimento di incrementare i canoni enfiteutici era sì praticato, ma si trattava di un abuso dell'apparato amministrativo che valeva non solo per certi tipi di fondi ma per tutti (cfr. n. 100). Del resto, anche quando è attestato dalle costituzioni che un enfiteuta aveva riportato a prosperità una proprietà decaduta, ciò non avviene per obbligo contrattuale, ma per libera iniziativa e per interesse; Cfr. infatti *Nov. Theod.* XXVI, 4, ove si insiste sul fatto che chiunque ha ottenuto un possedimento imperiale in enfiteusi ha soprattutto l'obbligo di pagare un canone *certum*, ma non quello della coltivazione o di integrazione del canone in caso di accresciuta redditività della terra.

[41] Cfr. nn. 17-20.

[42] Cfr. MITTEIS, *Erbpacht*, p. 6 sgg.; M. ROSTOVTZEV, *Studien zur Geschichte des römischen Kolonates*, Leipzig-Berling 1910 *(Archiv für Papyrusforschung* I), p. 30 sgg.; KAMPS, *L'emphytéose*, p. 71 sgg.

[43] A. HAJJE, *Étude sur les locations à long terme et perpétuelles dans le monde romain*, Thèse, Paris 1926, p. 122; DE MALAFOSSE, *Le droit agraire*, p. 38 n. 6; J. GAUDEMET, *Note sur une constitution de Valentinien Ie relative à l'incessibilitè des fonds emphytéotiques*, in *Fest. F. Wieaker*, Göttingen 1970, p. 67; F. BURDEAU, *L'administration*, pp. 304, 307, 309; ID., *Le 'Jus perpetuum'*, p. 19.

[44] *C. Th.* XI, 16, 2 (323) *Ad Ulpium Flavianum consularem Aemiliae et Liguriae. Ab extraordinariis omnibus fundi patrimoniales adque enfyteuticarii per Italiam nostram constituti habeantur immunes, ut canonica tantum et consueta dependant ad similitudinem per Africam possessorum*; cfr. infatti quanto aveva disposto *C.Th.* XI, 16, 1 ad Catullinum proconsulem Africae (318 Seeck, seguito da *PLRE*, I, *Catullinus 2*, p. 187): *C.Th.* XI, 16, 9 (359) *Ad Taurum praefectum praetorio. Exemplo Africae debent fundi patrimoniales et enfyteutici per Italiam constituti ab extraordinariis omnibus excusari. Non enim per Italiam tantum, sed etiam per urbicarias regiones et Siciliam patrimonialium et enfyteuticorum fundorum vires servandas esse perspeximus*. Sulla legislazione successiva a proposito di tali esenzioni, vd. *C.Th.* XI, 19, 2 (362); 16, 17 (385); 19, 4 (398).

[45] Acuta osservazione di CL. LEPELLEY, *Deux témoignages*, p. 280, con la quale con-

all'enfiteusi in Africa ne tratta come di un istituto recente[46], mentre è certo che prima degli anni 313/315 esistevano in Gallia *fundi* imperiali *emphyteutici iuris*, che i concessionari potevano donare senza il permesso dei governatori provinciali[47].

Ma questo che stiamo trattando non è solo, a ben vedere, un problema cronologico di storia amministrativa, bensì un problema storico globale. Se l'enfiteusi non nasce in Africa con Costantino, ma è anteriore, l'adozione nelle province magrebine di questo nuovo tipo di conduzione delle proprietà imperiali, può essere stato frutto di un'evoluzione piú graduale, di esperienze maturate nei decenni anteriori a Costantino. E qui bisogna pensare innanzitutto alla fase tetrarchica, che anche per l'Africa romana fu un momento fondamentale di superamento delle difficoltà del III secolo e di riassetto dell'economia[48]. Come per altri importanti settori della storia dell'Africa, il periodo che va grosso modo dal 240 a Diocleziano, non ha suscitato grande interesse negli studiosi del colonato e delle strutture agricole. Finchè non si colmerà questa lacuna la genesi di importanti fenomeni tardoantichi, quali appunto il colonato e la gestione delle proprietà imperiali, studiatissimi per l'età del principato, rimarrà necessariamente in uno stato di conoscenza precaria. L'osservazione non è mia, ma di Jehan Desanges nella sua recensione al libro di J. Kolendo sul colonato in Africa nell'alto impero, pubblicata nel 1977[49]. A dieci anni di distanza, è ancora insoddisfatta l'esigen-

cordo appieno. Dello stesso avviso pare JONES, *LRE*, p. 417: «Emphyteutic or perpetual leases were already common in Constantine's reign». Non ha avuto il peso che meritava l'attento studio di Beaudouin, che conteneva anch'esso tale conclusione: «Mais, avante cette date de 315, s'il est vrai que le mot emphytéose n'apparaît pas encore dans les Codes, il me semble incontestable que cependant les propriétaires, et tout particulièrement les empereurs, avaient déjà su trouver et pratiquaient, pour la mise en valeur de leurs terres, des genres de tenures qui se rapprechaient beaucoup de l'emphytéose grecque que je viens d'étudier, si même ils ne se confondaient pas avec elle et n'en étaient pas tout simplement la copie» (*Les grands domaines*, p. 556).

[46] Cfr. *C.Th.* XI, 16, 1 (318 Seeck) = *C.I.* XI, 65, 2; *C.Th.* XV, 3, 1 (319) = *C.I.* XI, 65, 1; *C.I.* XI, 63, 1 (319); 65, 1 (319); *C.Th.* XI, 19, 1 (321); *C.I.* XI, 62, 2 (321 Seeck).

[47] La prima testimonianza legislativa sull'enfiteusi tardoantica — una costituzione costantiniana del 313/315 — sancisce appunto tale prerogativa: *Si quis fundos emphyteutici iuris salva lege fisci citra iudicis auctoritatem donaverit, donationes firmae sint, dummodo suis quibusque temporibus ea quae fisco pensitanda sunt repraesentare cogantur* (*C.I.* XI, 62, 1, 313 Seeck, 315 Mss.). Una precedente menzione da parte di *C.I.* VI, 71, 13 (Diocleziano e Massiminiano, del 293) pare dovuta a interpolazione di *sive emphyteuticum* (BEAUDOUIN, *Les grands domaines*, 1898, p. 335 n. 2 e p. 556 n. 1); cfr. anche *C. Th.* III, 30, 5 (333).

[48] Cfr. LEPELLEY, *Cités*, I, pp. 34-6.

[49] «RD», LV, 1977, p. 283: «Tant que nous resterons dans une ignorance à peu près totale du colonat au IIIe siècle, nous ne pourrons dessiner aucune courbe d'enseble en toute certitude».

za di conoscere meglio il III secolo per conoscere meglio l'Africa del tardo impero, anche se in anni recenti sono stati pubblicati documenti importanti, come l'epitafio del *conductor* del *fundus Aufidianus* e un gruppo di lettere sconosciute di Agostino[50].

Ad ogni modo, per l'Africa, come per altre province caratterizzate dalla presenza massiccia di suolo demaniale, guardare a un istituto qual'è l'enfiteusi secondo una prospettiva puramente giuridica, non ne coglie tutte le implicazioni sul piano dell'economia e della società. Questo — che peraltro è l'approccio prevalente nei lavori oramai classici di L. Mitteis, di A. Hajje, di W. Kamps e in quelli piú recenti di E. Levy, di C. Dupont e di F. Burdeau —[51] rischia di chiudere la ricostruzione storica nel contesto astratto delle strutture amministrative, ove gli elementi formali prevalgono su quelli qualitativi e sostanziali.

Se si tiene conto che nel tardo impero la *res privata* occupava con le sue terre 1/6 dell'intera superficie della Proconsolare e della Byzacena, e che in queste province l'area coltivata si agirava sui 5/9[52], non è irrilevante sottolineare che una parte ragguardevole di questo immenso complesso fondiario della piú ricca area agricola dell'impero era in mano ad enfiteuti e che l'enfiteusi, come ha mostrato bene Cl. Lepelley, si distribuiva a vasto raggio in ogni strato della società africana condizionandone la dinamica interna[53].

Sarebbe d'altra parte irrealistico ritenere che le strutture produttive e i rapporti interni alla proprietà imperiale — in sostanza le relazioni tra *conductores* e coloni — non abbiano risentito del passaggio da un sistema di gestione fondato nell'alto impero su un fitto agrario della durata di pochi anni a un sistema fondato sulla concessione illimitata dei fondi rustici. Là dove le «grandi iscrizioni» mostrano possedimenti, spesso enormi, affidati ad affittuari temporanei, nel tardo impero sono installati dei *quasi-domini*, i quali trasmettono il proprio diritto agli eredi e ne dispongono come di un bene privato.

Per di piú, tale forma di appropriazione diventa ancor piú definitiva per le terre derivanti dall'antica *res privata* del principato. Per queste, infatti, la concessione avveniva secondo il regime dello *ius privatum*

[50] Cfr. n. 95 e AA.VV., *Les lettres de Saint Augustin découvertes par J. Divjak (Paris 20-21 sept. 1982)*, Paris 1983.

[51] Cfr. nn. 38, 39, 43 e inoltre E. Levy, *West Roman Vulgar Law. The Law of Property*, Philadelphia 1951, p. 43 sgg. Un'eccezione è rappresentata da Beaudouin, *Grands domaines*, 1898, p. 545 sgg.

[52] Il dato si ricava da *C.Th.* XI, 26, 13 del 422; cfr. Lepelley, *Déclin ou stabilité*, p. 139 sgg.

[53] Cfr. Id., *Témoignages et attitudes de Saint Augustin*, pp. 77-9.

salvo canone. In questo caso, si trattava di una alienazione vera e propria, che conferiva al beneficiario tutte le prerogative della proprietà, con il solo onere di un canone da versarsi allo Stato che ineriva perpetuamente al fondo[54].

6. A quali motivazioni si può dunque connettere la fortuna tardoantica di queste paricolari forme di gestione indiretta dei beni terrieri dello Stato, una delle quali si configura come un'alienazione di fatto e l'altra è un fitto di durata illimitata che per tanti aspetti si avvicina alla proprietà? E perchè L'Africa Proconsolare appare una provincia particolarmente segnata dalla diffusione dell'enfiteusi, tanto sul versante dei rapporti sociali come su quello delle conformazioni agrarie?

Una risposta abbastanza ovvia, se si vuole banale, ma non per questo priva di fondamento, si può trovare nella grande estensione delle terre imperiali e nella loro qualità, quantità e diffusione. Il dato che ho riportato sopra, sul rapporto di 1:6 tra proprietà demaniali e superficie totale di Proconsolare e Byzacena, risale al 422[55] e rappresenta la fase di massima espansione della *res privata* nella diocesi africana, dal momento che nel patrimonio fondiario controllato da questo ministero erano confluite nel corso del IV secolo le terre cittadine e poi quelle dei templi e dei sacerdozi pagani[56]. Ora, è chiaro che in province nelle quali una porzione delle terre coltivate ben superiore a 1/6 della superficie totale è affidata ad affittuari perpetui, tutto ciò non può non avere riflessi generali.

Non è forse casuale che nella documentazione dei codici relativa ai *fundi patrimoniales et emphyteuticarii* il numero delle disposizioni emanate per l'Africa è molto alto; e non credo che ciò si possa addebitare semplicemente al fatto che i dossier africani furono utilizzati a fondo

[54] Lo *ius perpetuum* comportava diversi diritti: a) trasmissione agli eredi: *C.I.* XI, 71, 5, 4 (429 Seeck); b) alienazione tra vivi: *ibid.* e *C.I.* XI, 66, 3 (377 Seeck); c) disponibilità piena sui fondi e su coloni, che invece gli enfiteuti non avevano: *C.I.* XI, 63, 3 (383); *C.Th.* XI, 16, 13 (382) = *C.I.* X, 48, 10; *C.Th.* V, 16, 30 (405); d) privilegi in materia di *munera publica*: C.Th. XI, 16, 20 (389 Seeck) = *C.I.* X, 48, 15; *C.Th.* V, 13, 4 (364); cfr. *C.I.* XI, 16, 2 (368); e) perpetuità della concessione: *C.I.* XI, 71, 5, pr. 4 (429 Seeck); XI, 71, 2 (383 Seeck); cfr. BURDEAU, *Le 'Jus perpetuum'*, p. 3. Tutti questi diritti vennero confermati, o rafforzati, quando venne introdotto lo *ius privatum salvo canone* a partire dal 368: *C.I.* XI, 62, 4 (368 Seeck); *C.Th.* V, 13, 4 (368 Seeck); cfr. JONES, *LRE*, 418-9.

[55] Cfr. n. 52.

[56] Sull'esproprio delle proprietà cittadine nel IV secolo e sulla loro amministrazione, vd. da ultimo A. CHASTAGNOL, *La législation sur les biens des villes au IVe siècle à la lumière d'une inscription d'Ephèse*, in *Atti VI Conv. Int. dell'Acc. Rom. Costantiniana (12-15 ottobre 1983)*, Perugia 1986, pp. 76-104; per l'Africa, vd. LEPELLEY, *Cités*, I, pp. 67-72, che tratta sia dei *fundi rei publicae* (*C.Th.* XV, 1, 32 del 395), sia dei *f. templorum iure* (X, 3, 4 del 383). L'assegnazione di tali terre in enfiteusi è contemplata esplicitamente da *C.Th.* V, 14, 33 (393).

dai compilatori del Codice Teodosiano[57]. Nè appare irrilevante notare che, se anche l'enfiteusi non ebbe origine in Africa, le prassi amministrative qui adottate furono poi estese all'Italia[58]: come a denotare la gerarchia delle aree provinciali della *res privata* agli occhi degli imperatori, uno dei quali non esitò a definire l'Africa *regni nostri maximam partem* in un documento del 411[59].

Io qui non posso dilungarmi sull'argomento, ma appare ovvio che le forme del contratto fondiario non sono mai, nell'antichità come ai nostri giorni, un fatto neutro, bensì lo specchio — o la causa — di situazioni complessive profondamente diverse[60]. Tra la *locatio-conductio* quinquennale della tradizione romana e l'enfiteusi (per non parlare dello *ius perpetuum*) c'è un abisso, di cui peraltro negli studi non è ancora stata percepita la profondità.

Un ulteriore elemento da inserire in questo quadro è la composizione estremamente varia delle terre imperiali. Accanto a proprietà di media consistenza, come quella di Crispinus di Calama che doveva ospitare al massimo una ventina di famiglie coloniche[61], la *res privata* comprendeva fondi di enorme estensione, come i *saltus* della valle del Medjerda,

[57] L'importanza delle leggi destinate all'Africa nella compilazione teodosiana è rilevata anche da LEPELLEY, *Cités*, I, p. 25; un caso analogo per l'Oriente in J. GAUDEMET, *Constantin et les curies municipales*, «Iura» II, 1951, p. 45.

[58] Cfr. *supra*, pp. 278-279.

[59] Atti della Conferenza di Cartagine I, 4 (ed. S. LANCEL), *S.C.* 195, pp. 562-4; cfr. LACT, *Mort. pers.* VIII (*SC* 39, 86); *Exp. Tot. Mundi* 61 (*ibid.* 124, 201); AUG. *De ordine* X, 1, 3 (*CSEL* 63, 125); *C.Th.* XII, 5, 3 (397); VICT. VIT., *Hist. pers.* I, 1, 3 (*CSEL* 7, 3); SALV., *Gub. Dei* VI, 12 (*CSEL*, 8, 144); VII, 14 (*ibid.*, 174).

[60] Ho trattato ampiamente di questi aspetti dei rapporti d'affittanza in *Forme e funzioni, passim*; non concordo con P. DE NEEVE, *Colon et colon partiaire*, «Mnemosyne» XXXVII, 1984, 125-42, il quale sostiene che la colonia parziaria è una forma economicamente inferiore al fitto basato sul versamento di un canone in denaro. Questa tesi (a parte il fatto che è basata su testimonianze pliniane sull'Italia dell'età traianea, quindi su un'esperienza circoscritta) mi pare venata di astrattismo e antistorica. Le si può opporre lo sviluppo agricolo di province, come appunto l'Africa, ove la preminenza assoluta della colonia parziaria è indubbia, e l'argomento che la colonia parziaria ha una valenza sociale, oltre che economica, perfettamente aderente al contesto dei rapporti sociali antichi, sia pure nella varietà delle singole situazioni locali e provinciali. Va quindi combattuta la vecchia opinione, già formulata per esempio da R. CLAUSING, *The Roman Colonate*, New York 1925, pp. 152 sgg., partic. 161-2, che finisce col confondere *status* giuridico e *status* economico del colono tardoantico (così pure M. FINLEY, *Ancient Slavery and Modern Ideology*, cap. IV, London 1980); una messa a punto interessante di queste problematiche per il I-III secolo in L. CAPOGROSSI, *Grandi proprietari, contadini e coloni nell'Italia romana (I-III d.C.)*, in GIARDINA, *SRSTA*, I, pp. 325-65; cfr. da ultimo — nel senso da me proposto contro l'opinione di De Neeve — A. TCHERNIA, *le vin de l'Italie romaine. Essai d'histoire économique d'après les amphores*, Roma 1986, pp. 262-3.

[61] Agostino parla di *octoginta ferme animas* costrette al battesimo donatista (cfr. n. 29).

siti nei territori piú fertili, oggetto di secolare coltivazione, alcuni esistenti prima della conquista romana, dotati di tutte le infrastrutture agricole costruite da generazioni di fittavoli e amministratori. Possedere in enfiteusi tali possedimenti era pertanto un elemento determinante per la collocazione sociale di un *conductor* — il piú delle volte possessore di terre proprie — quanto e forse piú della fortuna personale. Ed è perfettamente comprensibile come, nella corsa all'accaparramento delle proprietà enfiteutiche, i membri dell'ordine senatorio e dell'aristocrazia romana si trovassero a competere con le aristocrazie locali, a iniziare dai potenti *principales* delle curie cittadine[62].

Ma la stessa competizione doveva avvenire tra proprietari africani piú modesti, del tipo di quei curiali della *pars Orientis* che possedevano privatamente anche meno di 25 iugeri e occupavano una quantità superiore di terre della *res privata*[63]. In tal caso, è chiaro che non poteva trattarsi né di latifondi, né di proprietà di qualche centinaio di iugeri, ma piuttosto di appezzamenti piccoli, sparsi, comportanti un basso canone, al cui sfruttamento potevano essere interessati piccoli curiali[64] e modesti proprietari di estrazione contadina, tra cui gli stessi coloni[65]. Una costituzione del 321 rivela l'esistenza di consorzi di affittuari enfiteutici in Africa che possedevano *pro portionibus* i fondi imperiali[66], e un'altra molto nota degli stessi anni informa che i *fundi patrimoniales* ed enfiteutici di Sardegna erano stati frazionati tra diversi *possessores*[67]. Altri due testi legislativi, uno del 325 e uno del 362, propongono il caso della proprietà imperiale detenuta da piú enfiteuti separatamente e congiuntamente, ovvero quello opposto dell'enfiteuta concessionario di appezzamenti plurimi e divisi[68]; infine, non mancano le leggi riguardanti l'assegnazione in enfiteusi di terre demaniali a *cultores*, evidentemente agricoltori indipendenti o fittavoli[69].

[62] Senatori enfiteuti: *C.Th.* XI, 1, 25 (398) e 27 (405); cfr. S. MAZZARINO, *Stilicone. La crisi imperiale dopo Teodosio*, Roma 1942, pp. 240-1; per i curiali, specie i *principales*, vd. *C.Th.* X, 3, 2 (372) e 4 (383); cfr. IUL, *Misop.* 370 e *C.Th.* X, 3, 1 (362).

[63] Cfr. *C.Th.* XII, 1, 33 (342); cfr. per un dato analogo sui patrimoni fondiari dei *plebei* tripolitani XII, 1, 133 (393).

[64] *C.Th.* X, 3, 2 (372) e 4 (383).

[65] *C.I.* XI, 62, 5 (377); *C.Th.* V, 11, 12 (391 Seeck) = *C.I.* XI, 59, 8; *C.Th.* V, 12, 3 (434).

[66] *C.Th.* XI, 19, 1.

[67] *C.Th.* II, 25, 1 (325 Seeck) = *C.I.* III, 38, 11; cfr. A. PUGLISI, *Servi, coloni, veterani e la terra in alcuni testi di Costantino*, «Labeo», XXIII, 1977, pp. 305-17.

[68] *C.Th.* XI, 19, 2 (362) = *C.I.* XI, 65, 3, che aggiunge un chiarimento sul possesso: *sive communiter sive ex asse; C.Th.* XII, 6, 2 (325) = *C.I.* X, 72, 1.

[69] Cfr. n. 65.

Ora, nessuna di queste testimonianze porta alla sfera della grande proprietà, o a processi di concentrazione in poche mani delle proprietà imperiali. Si delinea semmai il fenomeno opposto: il frazionamento del latifondo pubblico, favorito dalla sua conformazione interna in *fundi* separati e sospinto dalla pressione di tutti i ceti delle province a prender parte, ognuno secondo le sue possibilità economiche e politiche, alla grande ricchezza amministrata dalla *res privata*.

Si deve pertanto convenire con chi, contro l'autorevole opinione di M. Rostovtzev[70], nega che la diffusione del fitto enfiteutico in Africa provocò l'assorbimento della proprietà imperiale in quella senatoria[71]. Si può semmai affermare che l'evoluzione amministrativa operò proprio in senso opposto: come un mezzo efficace di redistribuzione della ricchezza fondiaria, che moderò gli effetti negativi della concentrazione nelle mani di un unico proprietario, l'imperatore, di una porzione cospicua delle terre agricole africane.

E dunque, l'enfiteusi agì come una sorta di ammortizzatore delle tensioni che nascono inevitabilmente in un sistema economico eminentemente agricolo, quando la concentrazione della proprietà terriera supera certi limiti di tolleranza. In secondo luogo, la concessione di fondi imperiali integrava il reddito dei possidenti iscritti alle curie municipali, e in tal modo contribuiva al mantenimento delle strutture cittadine, che infatti in Africa, nel IV e V secolo, non mostrano alcuno dei sintomi di crisi così comuni per altre aree provinciali dell'impero tardoantico[72].

7. Rimane da risolvere l'altro corno del problema. Perché il governo imperiale diede tanto spazio all'enfiteusi, mentre fino a tutta l'età dei Severi la gestione indiretta delle terre demaniali si basava in Africa sulla *locatio-conductio* di breve durata? Quali sono i moventi di questa «rivoluzione», che sarebbe limitativo relegare nei confini angusti delle vicende amministrative?

[70] *Social and Economic History of the Roman Empire*, Oxford 1957², p. 530.

[71] Cfr. LEPELLEY, *Deux témoignages*, pp. 280-1, e, in modo piú esteso, *Cités*, I, cap. III, pp. 318-325; sugli effetti economici e sociali della *locatio-conductio*, cfr. D. VERA, *Strutture agrarie e strutture patrimoniali nella tarda antichità: l'aristocrazia romana fra agricoltura e commercio*, «Opus» II, 1983, pp. 498-500, 510-4.

[72] T. KOTULA, *Snobisme municipal ou prospérité relative? Recherches sur le statut des villes nord-africaines sous le Bas-Empire romain*, «Ant Afr», VIII, 1974, da integrare con le osservazioni di J. GASCOU, *La politique municipale de Rome en Afrique du Nord*, *ANRW* II, 10, 2, Berlin-New York, 318. P.-A. FEVRIER, *Urbanisation et urbanisme de l'Afrique romaine*, *ibid.*, pp. 355-60; Y. THEBERT, *L'évolution urbaine dans les provinces orientales de l'Afrique romaine tardive*, «Opus» II, 1983, pp. 99-131. La prosperità delle curie africane è esplicitamente affermata in una costituzione del 397: *in urbibus magnifico statu praeditis ac votiva curialium numerositate*.

Io credo che la spiegazione vada cercata in tante direzioni e in molteplici fattori convergenti. Fra questi va certo annoverato il progressivo ristrutturarsi dell'agricoltura africana, la quale tra II e III secolo passa dal predominio delle colture frumentarie a quello delle colture arboricole, con lo straordinario sviluppo della olivicoltura che fece da volano a tutta l'economia del *Maghreb*, tanto nel settore agricolo e dell'esportazione di derrate alimentari, come nel settore della produzione artigianale[73]. Allo stesso modo, non si può trascurare la tendenza — provata per il territorio di Cesarea[74] — a sostituire il modello produttivo basato sul reticolo di unità agrarie tipo *villa-fundus*, di ascendenze italiche, con un sistema diverso fondato su villaggi e sulla parcellizzazione delle unità produttive in lotti coltivati da coloni[75].

Tuttavia, se ci si pone nella prospettiva del governo, la motivazione principale della fortuna dell'enfiteusi in Africa penso sia di diversa natura, e vada cercata nella logica che regolava l'amministrazione del patrimonio terriero dello Stato. In questo ámbito, il confine tra la nozione di gettito fiscale e di rendita fondiaria era diventato estremamente labile, spesso indistinto, e appariva comunque all'atto pratico irrilevante[76]. E qui si deve sottolineare che l'affermarsi dell'enfiteusi e dello *ius perpetuum* non è un fenomeno esclusivamente africano, ma riguarda tutto il gigantesco complesso delle terre imperiali che la *res privata* amministrava in ogni parte dell'impero[77].

Difficilmente, quindi, quali che fossero le motivazioni del fitto enfiteutico nei secoli anteriori, l'adozione capillare della concessione illimitata di terre imperiali nel tardo impero può connettersi a una politica

[73] Oltre al classico lavoro di H. CAMPS FABRER, *L'olivier et l'huile dans l'Afrique romaine*, Algier 1953, è d'obbligo citare due lavori pionieristici: F. ZEVI-A. TCHERNIA, *Amphores de Byzacène au Bas-Empire*, «AntAfr» III, 1969, pp. 173-214, e A. CARANDINI, *Produzione agricola e produzione ceramica nell'Africa dell'età imperiale*, in *St. Misc.*, XV, 1969-1970, 95-119; per ulteriori progressi in questo settore, vd. da ultimo per dati e bibliografia C. PANELLA, *Le merci: produzioni itinerari e destini*, in GIARDINA, *SRSTA*, III, 437 sgg.

[74] PH. LEVEAU, *Études de l'évolution d'un paysage agraire d'époque romaine à partir d'une prospection de surface*, «QS», XIII, 1981, pp. 167-85; ID., *Caesarea de Maurétanie. Une ville romaine et ses campagnes*, Rome 1984, pp. 463-5, 473-85.

[75] Considerazioni per l'Africa in C.R. WHITTAKER, *Rural Labour in three Roman Provinces*, in P. GARNSEY (ed.), *Non-Slave Labour in the Graeco-Roman World*, Cambridge 1980, pp. 73-99; ID., *Land and Labour in North Africa*, «Klio» LX, 1978, pp. 231-62; per il tardo impero in generale, vd. VERA, *Forme e funzioni*, pp. 413-8.

[76] BURDEAU, *Le 'Jus perpetuum'*, p. 13 sgg.

[77] Cfr. JONES, *LRE*, pp. 415-22; H.H. SCULLARD, *The Privata from Diocletian to Theodosius*, in C.E. KING (ed.), *Imperial Revenue, Expenditure and Monetary Policy in the Fourth Century*, «B.A.R.», Int. Ser. 76, Oxford 1980, pp. 125-40.

di recupero degli *agri deserti*, problema tra l'altro meno grave di quanto si è spesso ritenuto[78]. Se così fosse, l'enfiteusi dovrebbe procedere a macchia di leopardo, distribuendosi inegualmente tra le province e all'interno delle province medesime, a seconda del grado di prosperità delle campagne. Tutto ciò non è dimostrabile per il basso impero, che non attraversò crisi agricole così diffuse e che semmai segnò per diverse aree una fase di rinascita dopo i regressi del III secolo[79].

L'ipotesi è poi insostenibile per le province africane. Gli studi degli ultimi decenni, abbandonata la visione catastrofica ereditata dalla tradizione storiografica e suggellata dalla grande *History* di Rostovtzev[80], non hanno tardato a scoprire che il famigerato III secolo fu per il *Maghreb* un'epoca di sviluppo, quella che anzi sanzionò la supremazia economica dell'Africa sul resto delle province occidentali, destinata a non interrompersi neppure con l'invasione vandala[81].

Queste considerazioni portano a ritenere che la dominanza della enfiteusi nelle proprietà imperiali africane, un tempo regno della *locatio-conductio* breve, vada collegata alle esigenze gestionali e finanziarie che stavano al vertice delle preoccupazioni imperiali. In tal senso, l'esperienza del basso impero può connettersi a problematiche già presenti nell'età del principato.

[78] Mi riferisco ai lavori di His, Beaudouin, Kamps, Dupont, Burdeau, che sono smentiti dall'analisi di WHITTAKER, *Agri deserti*, e JONES, *LRE*, pp. 812-23; cfr. D. VERA, *Simmaco e le sue proprietà: struttura e funzionamento di un patrimonio aristocratico del quarto secolo d. C.*, in F. PASCHOUD (ed.), *Colloque genévois sur Symmaque*, Paris 1986, pp. 261-3 con n. 128.

[79] Per Siria, Palestina, Cappadocia, vd. i lavori citt. in VERA, *Forme e funzioni*, p. 727, n. 26; per l'Egitto, rimando a J.-M. CARRIÉ, *L'Egypte au IV siècle: fiscalité, économie, société, Proc. XVIth Int. Congr. of Papyrology*, (New York 1980), Chicago 1981, pp. 431-46; per l'Italia, vd. L. RUGGINI, *Economia e società nell'Italia annonaria*, Milano 1961, p. 19 sgg.; per la Gallia del Nord, vd. R. AGACHE, *La campagne à l'époque romaine dans les grandes plaines du Nord de la France d'après les photographies aériennes*, *ANRW*, II, 4, Berlin-New York 1975, pp. 658-709, partic. pp. 707-9; G. PICARD, *Observations*, *ibid.*, II, 3, pp. 100-2.

[80] Cfr. E. FREZOULS, (ed.), *Crise et redressement dans les provinces europeénnes de l'Empire (milieu du IIIe - milieu du IVe siècle ap. J.-C.)*, Strasbourg 1983; A. KING -M.HERMIG (edd.), *The Roman West in the Third Century*, «B.A.R.», Int. Ser. 109, Oxford 1981. Anticipatore il lavoro di WHITTAKER, *Agri deserti*.

[81] Cfr. n. 52 Antesignano di questa nuova tendenza a considerare positivamente il III secolo africano è stato il libro di G.CH. PICARD, *La civilisation de l'Afrique romaine*, Paris 1959, partic. pp. 45-59, 354-8. Una sintesi delle ricerche che hanno sviluppato tale prospettiva in LEPELLEY, *Cités*, I, p. 18 sgg., e un'analisi problematica dei dati archeologici in THEBERT, *L'évolution urbaine*, p. 100 sgg. Un giudizio favorevole al periodo vandalo è espresso nel lavoro anticipatore di CH. SAUMAGNE, *La paix vandale*, «CT», X, 1962, pp. 417-25, la cui tesi centrale è stata organicamente sviluppata da C. COURTOIS, *Les Vandales et l'Afrique*, Paris 1955, partic. pp. 310-23.

8. Vediamo di capire in cosa consista questa continuità di problemi, che tuttavia diede adito a soluzioni in cui, ancora una volta, principato e dominato si differenziano a fondo.

Nell'impossibilità di amministrare in via diretta un complesso terriero di dimensioni gigantesche e che, dopo le confische neroniane[82], non aveva cessato di crescere, gli imperatori avevano imboccato fin dagli inizi l'unica via praticabile, che era quella della conduzione indiretta. Sicché, per il periodo che va dal I secolo alla prima parte del III, la maggioranza delle terre imperiali fu affittata a *conductores* generali, mentre solo pochi possedimenti erano amministrati direttamente dai *procuratores* del principe[83]. Questo rapporto d'affittanza era regolato dalla *locatio-conductio* della tradizione romana, e quindi durava di solito un quinquennio[84]; scaduto il contratto, l'amministrazione doveva rinnovarlo o trovare un nuovo affittuario per evitare che il fondo rimanesse privo di una supervisione, di un intermediario con i coltivatori effettivi, cioè i coloni, e soprattutto infruttifero per le finanze pubbliche.

Nella prassi doveva essere frequente il rinnovo del fitto. Il caso piú celebre è quello del *conductor* Allius Maximus, il quale secondo le lamentele dei coloni a Commodo, aveva intrecciato sospetti rapporti con i procuratori *per vices successionum*[85]. Ma il fatto che le proteste dei con-

[81] Cfr. n. 52 Antesignano di questa nuova tendenza a considerare positivamente il III secolo africano è stato il libro di G.CH. PICARD, *La civilisation de l'Afrique romaine*, Paris 1959, partic. pp. 45-59, 354-8. Una sintesi delle ricerche che hanno sviluppato tale prospettiva in LEPELLEY, *Cités*, I, p. 18 sgg., e un'analisi problematica dei dati archeologici in THEBERT, *L'évolution urbaine*, p. 100 sgg. Un giudizio favorevole al periodo vandalo è espresso nel lavoro anticipatore di CH. SAUMAGNE, *La paix vandale*, «CT», X, 1962, pp. 417-25, la cui tesi centrale è stata organicamente sviluppata da C. COURTOIS, *Les vandales et l'Afrique*, Paris 1955, partic. pp. 310-23.

[82] PLIN., *N.H.* XVIII, 7, 35; ma numerose proprietà imperiali, o della famiglia del principe, esistevano già prima di Nerone: *ILAlg* I, 323 (Tiberio); PLIN., *N.H.* XVIII, 21, 94 sgg. (Augusto); *CIL*, X, 1684 cfr. *CIL*, VI, 31713.

[83] Ancora validi HIS, *Domänen*, pp. 1-17 e O. HIRSCHFELD, *Die kaiserlichen Verwaltungsbeamten bis auf Diocletian*, Berlin 1905²; cfr. i lavori piú recenti: KOLENDO, *Colonat*, pp. 11-2, 62; CRAWFORD, *Imperial Properties*, 50-1; FLACH, *Pachtbedingungen*, pp. 456-8. Abbiamo testimonianze di proprietà imperiali gestite direttamente da *vilici* in *ILAlg* I, 323, 324 (Calama, Tiberio); *CIL*, VIII, 24697 (*saltuarius* nel cimitero degli *officiales* di Cartagine); *CIL*, VIII, 12314; cfr. p. 1336-7 (*vilicus* imperiale nei pressi di Bisica); 8488 (Sitifis, epitafio di un certo Sosus schiavo imperiale). Non sempre però la presenza di uno schiavo è prova decisiva di amministrazione diretta (KEHOE, *Lease Regulations*, p. 159 n. 68).

[84] *Lustrum conductionis* (*Dig.* XIX, 2, 13, 11); *locare quinquennium* (XIX, 2, 9, 1; 2, 24, 2); cfr. E. CUQ, *Locatio-conductio*, *DS* III, 2, 1289-90. Si riferisce possibilmente alla normale durata quinquennale del contratto il testo di Aïn-Ouassel III, 15-16, ma il significato del passo è controverso.

[85] *CIL*, VIII, 10570, III, 18-23.

tadini del *saltus Burunitanus* non fossero isolate, bensì comuni ad altri latifondi imperiali della regione negli stessi anni[86], indica che il rinnovo tacito, o automatico, del rapporto di affittanza non era raro. La ragione è evidente, sia per il governo, sia per il *conductor*, e risiede nella continuità della presenza di una figura che assolvesse alla funzione del *dominus*, che né l'imperatore, né il suo apparato amministrativo potevano svolgere. Acquisterebbe allora significato sostanziale la supervisione dei *procuratores* non su un singolo latifondo, come in genere si è pensato, ma su una regione comprendente piú possedimenti, come ha sostenuto ultimamente J. Kolendo[87]. Se Kolendo ha ragione — e io sono di questo avviso — l'esistenza di *procuratores* preposti a una vasta circoscrizione (*regio*) e non a un singolo latifondo (*saltus*) indica che già nel principato la supervisione degli amministratori imperiali non riguardava la gestione agricola, era molto indiretta e lasciava ampio spazio all'azione del *conductor*, la cui figura di vero 'manager' del fondo risulta vieppiù marcata[88].

E dunque, questa situazione di direzione effettiva e rinnovata delle proprietà, che è certa per l'Africa del II secolo exeunte, può avere portato alla lunga all'enfiteusi. Qui val la pena ricordare che nel 244 Filippo l'Arabo precisò ai *possessores* privati: «È stato spesso stabilito per rescritto che né gli affittuari (*conductores*), né i loro eredi devono essere trattenuti contro la loro volontà, una volta completato il periodo dell'affitto» (*C.I.* IV,65,11); pochi anni prima una legge di Gordiano III parlava di *conductiones perpetuae* trasmissibili agli eredi (*ibid.* 10). Questi sono indizi di una diffusa propensione verso i rinnovi duraturi delle affittanze agrarie[89], che possiamo ritenere piú radicati e prematuri

[86] Cfr. l'iscrizione di Gasr-Mezuâr (*CIL*, VIII, 14428 = *Eph. Ep.* V, n. 465, 1239; VII n. 223). Un terzo frammento della risposta di Commodo è stato trovato ad Aïn-Zaga, 30 km. a Nord di Souk el-Khmis (*CIL*, VIII, 14451). Secondo i coloni del *saltus Burunitanus* il *procurator* imperiale aveva intrecciato illeciti rapporti con quasi tutti gli altri conduttori generali, *omnibus fere conductoribus* (II, 2 sgg.).

[87] *La hiérarchie des procurateurs dans l'inscription d'Aïn-el-Djemala (CIL, VIII, 25943)*, «REL», XLVI, 1968, pp. 319-29; ID., *Il ruolo politico e amministrativo degli schiavi e dei liberti imperiali nell'alto impero*, «Index», II, 1971, pp. 216-8; cfr. SAUMAGNE, *La population rurale de Musti*, pp. 268-73.

[88] Cfr. VERA, *Forme e funzioni*, p. 430 sgg. Non è piú sostenibile l'idea di TH. MOMMSEN, *Decret des Commodus für den Saltus Burunitanus* (1880) = *Ges. Schr.* III, Berlin 1907, p. 170 sgg. che vedeva nel *conductor* il gestore della sola *pars dominica*, o quella di M. ROSTOVTZEV, *Conductor*, *Diz. Ep.* II, 588-9, secondo cui l'affittuario del *saltus* imperiale era semplicemente un intermediario che appaltava i canoni dei coloni; vd. n. 98.

[89] Cfr. *C.I.* IV, 65, 11, ora nel capitolo *de locato et conducto*; è rilevante notare che tale testo non si riferisce a contadini fittavoli, bensí a grandi *conductores*; esso non riveste dunque quel carattere di «anticipazione» del colonato tardoantico che gli è stato attribuito da M. FINLEY, *Private Farm Tenancy in Italy before Diocletian*, in ID., *Studies in Roman Property*, p. 116; ID., *Ancient Slavery and Modern Ideology*, London 1980, p. 143.

in regioni, come l'Africa, da sempre dominate dal latifondo. E perciò il pronto attecchimento dell'enfiteusi — forma non romana di fitto agrario — potrebbe meglio spiegarsi come l'esito di graduali esperienze anteriori, di prassi antiche dell'amministrazione imperiale, che le avevano spianato il cammino.

Nondimeno, vide bene J. Carcopino nel celebre studio sulla iscrizione di Aïn-el-Djemala da lui stesso scoperta[90] che il sistema della *locatio-conductio* breve presentava già nel principato notevoli inconvenienti: periodiche indizioni d'aste pubbliche, rinnovo dei contratti scaduti e stipula dei nuovi, aggiornamenti sul rendimento dei singoli fondi per potervi commisurare i canoni. Gli amministratori dovevano preoccuparsi di cercare i sostituti degli affittuari che non avevano rinnovato il fitto, e ciò non era facile o per mancanza di aspiranti o per insufficienza delle garanzie richieste. Sicché, per superare tali scogli, si arrivava a riduzioni dei canoni, con conseguenti decurtazioni delle entrate. In ogni caso, la conduzione agricola risentiva negativamente di un troppo frequente mutamento di *conductores*. È interessante notare che secoli dopo anche Gregorio Magno ebbe a deplorare tale inconveniente trattando dei fondi della Chiesa di Roma in Sicilia anch'essi affidati a grandi affittuari temporanei, in un contesto amministrativo sostanzialmente analogo a quello delle terre imperiali d'Africa durante il principato[91].

Per di piú, l'ottica con cui un *conductor* africano di questo tipo tendeva a muoversi nella gestione agricola e a trattare con i coloni era influenzata dalla brevità della *locatio-conductio* romana. Essa era miope, privilegiava piú lo sfruttamento immediato e non l'incremento duraturo di strutture e redditività della terra. I *conductores* perciò preferivano le colture cerealicole subito redditizie, mentre dedicavano scarsa attenzione all'arboricoltura, che dava prodotti di maggior valore ma esigeva investimenti, cure particolarmente assidue dato il regime pluviale dell'Africa, e diventava pienamente fruttuosa solo a distanza di tempo.

Questi indirizzi legati ai tempi corti del rapporto d'affitto si riverberavano anche sul piano sociale, provocando forti tensioni all'interno delle proprietà africane tra *conductores* e massa dei coloni a proposito di alcuni settori: le *operae* gratuite, che gli affittuari incrementavano abusivamente per diminuire i costi delle coltivazioni frumentarie praticate da essi in via diretta; la coltivazione di terre incolte o abbandonate, ambita dai coloni, che in tal modo ne divenivano proprietari di fatto, e

[90] *L'inscription d'Aïn-el-Djemala. Contribution à l'histoire des saltus africains et du colonat partiaire*, «MEFR», XXVI, 1906, p. 449 sgg.; cfr. ID., *Encore l'inscription d'Aïn-el-Djemala*, «Klio», VIII, 1908, pp. 177-8.

[91] *Reg. Ep.* I, 42; cfr. II, 38; vd. da ultimo VERA, *Forme e funzioni*, p. 432 sgg.

avversata dai *conductores* perchè sottraeva braccia al lavoro sui lotti colonici. La conflittualità che in modo più o meno esplicito percorre le «grandi iscrizioni» della Proconsolare, si può dunque ricondurre anche a un aspetto apparentemente innocuo e formale del sistema amministrativo del principato: la *locatio-conductio* di breve durata[92].

9. La *locatio-conductio* romana appare ancora dominante nel momento in cui, sotto Settimo Severo, i *procuratores* di un latifondo della valle del Medjerda incidono di nuovo su un'ara il testo del *sermo procuratorum* dell'iscrizione adrianea di Aïn-el-Djemala[93]. È ragionevole pensare da questa riedizione epigrafica che i regolamenti del periodo antonino fossero tuttora in vigore sotto i Severi e, verosimilmente, anche nei decenni successivi. Per la seconda parte del III secolo fino a Costantino, la carenza di dati e studi non consente per ora una ricostruzione certa, ma solo congetture. Comunque, già negli anni 310-320 l'enfiteusi e lo *ius perpetuum* hanno detronizzato la vecchia *locatio-conductio* breve, che rimarrà sempre in uso nelle terre della *res privata*, ma come esemplare residuale del principato, sovrastato dall'egemonia delle concessioni perpetue o del fitto fondiario di durata illimitata[94].

Come ho già anticipato, la tesi tradizionale che fa nascere l'enfiteusi in Africa per mano di Costantino, non è sostenibile. Mi pare invece che si possa individuare nella seconda metà del III secolo il periodo di gestazione di tutta una serie di esperienze amministrative, prassi gestionali e trasformazioni agricole che portarono alla affermazione dell'enfiteusi di tradizione non romana sulla romana *locatio-conductio*.

Anche in questo settore, apparentemente slegato dalla drammatica vicenda del III secolo, si avverte dunque quel generale mutamento di visioni, quella capacità di adattamento alle nuove necessità dell'impero e della società che portò in molti campi all'abbandono della tradizione e all'accoglimento di forme nuove di organizzazione dei rapporti sociali. Certo, questo discorso appare più palese e seducente quando si tratta di cultura, politica, spiritualità, ma sarebbe un errore non estendere l'analisi della «democratizzazione» anche al settore meno esplorato dell'esperienza amministrativa e delle forme giuridiche che essa elabora.

Un documento risalente con buona probabilità alla seconda metà del III secolo può aiutare a capire, almeno per l'Africa, la genesi dell'en-

[92] Cfr. le acute considerazioni di KOLENDO, *Colonat*, p. 35 sgg., 59 sgg., 65 sgg.

[93] *CIL*, VIII, 26416.

[94] Cfr. *C.I.* XI, 66, 3 (377): *possessiones* africane della *res privata* detenute, *vel iure perpetuo vel titulo conductionis*; *C.I.* XI, 71, 5, 6-7 (429): *possessio ad tempus locata*; *C.I.* XI, 71, 3 (395); 4 (388-9); cfr. HIS, *Domänen*, pp. 89-90.

fiteusi sulle terre imperiali. Mi riferisco all'iscrizione funebre del *conductor* del *fundus Aufidianus*, un grosso fondo sito nel territorio della città antica di Biha, nella Tunisia settentrionale. La moglie di questo ottimo agricoltore ne traccia una sorta di carriera agraria. Merito principale del defunto è di avere riportato a nuova prosperità il *fundus Aufidianus* di cui era stato per lunghi anni affittuario e in cui era stato sepolto: impianto di oliveti, scavo di un pozzo, istituzione di vigne nuove e di frutteti, costruzione di un magazzino sono gli atti principali del *conductor*, il quale è evidentemente un enfiteuta che ha trasmesso il fitto ai propri eredi[95].

La sua tipologia sociale ricorda quella del famoso mietitore di Mactar, il cui epitafio viene datato intorno al 270, ed è pertanto pressoché coevo[96]; mentre la sua predilezione per l'arboricoltura — che palesemente si concilia con l'enfiteusi — riporta a un'altra tipica figura di agricoltore africano: quel tale Bion di Uzappa, vissuto nel IV secolo nel Nord-Est della Byzacena, il quale nell'iscrizione funebre cristiana tiene a ricordare che in ottant'anni di vita ha piantato circa 4000 alberi, probabilmente ulivi[97].

Nulla fa pensare che il *fundus Aufidianus* appartenesse al patrimonio imperiale; ma ciò importa poco e anzi conferisce maggiore forza alla congettura che l'enfiteusi fosse il portato di motivazioni più ampie, non esclusive delle terre demaniali. L'epitafio del *conductor* indica infatti come le trasformazioni strutturali dell'agricoltura di molte regioni africane nella seconda metà del II secolo e nel III — vale a dire il regresso della cerealicoltura e un imponente sviluppo della arboricoltura, dell'olivo soprattutto — si saldassero con l'esigenza delle autorità amministrative a trovare un sostituto della *locatio-conductio* breve.

[95] *... agricolae in [spl(endidissima) ?] [re(publica) Bihensi Bilt[a] / conductori pari/atori restitutori / fundi Aufidiani et, / praeter cetera bona q[uae] in eodem f(undo) fecit, steriles/qu[o] que oleastri surcul[os] / inserendo plurimas o[leas] / instituit: puteum iux[ta] viam, pomarium cum tri[chilis] /, post collectarium, vin[eas] / novellas sub silva aequ[e / in]stituit. Uxor mar[ito] / incomparabili fec[it]*; cfr. J. Peyras, *Le Fundus Aufidianus: étude d'un grand domaine romain de la région de Mateur (Tunisie du Nord)*, «Ant Afr». IX, 1975, pp. 181-222; Id., *Paysages agraires et centuriation dans le bassin de l'Oued Tine (Tunisie du Nord)*, «ibid.», XIX, 1983, pp. 233-8; non mi convincono le proposte di lettura dell'iscrizione avanzate da Ph. Leveau, *L'agricola de Biha-Bilta. A' propos d'une inscription récemment découverte dans la région de Mateur*, «CT» XXVI, 1978, pp. 7-13.

[96] *CIL*, VIII, 11824 = *ILS*, 7457 (ne tratta P. Desideri in questa sede, pp. 137-149), che ora viene datato intorno al 270; G. Picard, H. Le Bonniec-J. Mallon, *Le cippe de Beccut*, «AntAfr», IV (1970), pp. 148 e 162.

[97] Cfr. Merlin, *ILT*, 243; l'iscrizione viene datata verso la fine del IV secolo da Picard, *La civilisation*, p. 64.

10. La copiosa legislazione del IV e V secolo trasmessa dai Codici mostra che il rapporto tra *res privata* e affittuari africani era ben diverso dai tempi del principato. Una volta siglato il contratto con l'*emphyteuticarius*, che rimane affittuario generale del fondo nonostante questo sia diviso in parcelle affidate a coloni perpetui[98], il fisco poteva contare su di un cespite stabile per un periodo pressoché illimitato senza il bisogno di ulteriori atti o di aggiornamenti. Solo l'inadempienza giustificava la decadenza del fitto[99].

Nonostante le violazioni continue da parte dell'apparato amministrativo di tale regola, numerosissime costituzioni affermano il principio che gli oneri previsti al momento della stipula del fitto enfiteutico, spesso risalente a diverse generazioni, non possono essere incrementati o modificati[100].

Non sempre i provvedimenti imperiali erano coronati da successo, come implicitamente prova la loro iterazione ripetitiva. Ma questo poco importa; quel che importa è comprenderne il senso. È chiaro allora che gli imperatori non si muovono per la tutela dei diritti conculcati degli enfiteuti. Non solo per questo almeno. Il loro scopo è di tutelare i principi basilari su cui si regge la nuova impalcatura gestionale della *res privata*, che evidentemente rispondeva bene alle esigenze statali di assicurarsi un reddito stabile senza eccessivo sovraccarico amministrativo. In questo senso l'enfiteusi, sposata alle alienazioni di fatto regolate dallo *ius perpetuum* e dallo *ius privatum salvo canone*, si era rivelata uno strumento efficace..

Tutto ciò consentiva finalmente allo Stato di inserire le rendite della *res privata* — un patrimonio immenso il cui gettito aveva un notevole peso accanto alla fiscalità normale — in un'ottica di «programmazione» delle entrate e delle uscite di bilancio. Programmazione è un concetto moderno che qui utilizzo con qualche forzatura. Esso tuttavia è utile a penetrare meglio la logica di fondo dei fenomeni che stiamo esaminando.

[98] Cfr. n. 88, con le giuste osservazioni di A. SCHULTEN, *Diz. Ep.*, p. 459, *s.v. Colonus*; a parte le molte argomentazioni — e testimonianze — sul fatto che il *conductor* affittava tutto il fondo, e quindi i coloni erano nei suoi riguardi dei sublocatari — la prova palese è *C.I.* XI, 63, 3 (383 Seeck), ove si tratta di grandi affittuari di *fundi patrimoniales* i quali hanno espulso gli *antiquissimi coloni* e li hanno sostituiti con altri coloni o schiavi. È evidente che tali affittuari controllavano i lotti colonici e addirittura li affittavano di loro iniziativa; cfr. anche *C.I.* XI, 63, 1 e 2 (319 e 367), che si pongono in questa prospettiva. Per l'Africa, questo aspetto della enfiteusi pare sicuro, se si riflette sull'episodio di Crispinus (n. 29) e su tante testimonianze circa i versamenti dei canoni dei coloni imperiali.

[99] Cfr. *C.I.* XI, 62, 2 (321); III, 30, 5 (333) = *C.I.* V, 37, 23; V, 15, 15 (364); 16 (364); 17 (364); 19, (368 Seeck); *C.I.* IV, 66, 2, 1 (529).

[100] *C.Th.* V, 15, 15 (364); 16 (364); *C.I.* XI, 62, 3 (368 Seeck); *C.Th* V, 14, 33 (393).

È curioso che la giurisprudenza non riuscì a definire con precisione l'enfiteusi fino a un'epoca assai tarda, fino a quando l'imperatore Zenone le conferì uno *ius* particolare, distinto nettamente dall'alienazione e dal fitto breve[101]. Questa incertezza non impedì tuttavia al governo di sfruttarne a fondo le potenzialità nei due secoli che separano Costantino da Zenone. Esse sono riassunte da Valentiniano I in una costituzione del 364 al prefetto Mamertinus: «Le proprietà enfiteutiche sono state concesse a membri dell'ordine senatorio, oltre che ad altre categorie, dai miei predecessori, affinchè l'erario potesse ricavarne ogni anno un cespite definito»[102].

Dal destinatario della costituzione si deduce che la disposizione era in origine diretta all'Africa, ove le terre patrimoniali, a differenza di altre province, non dipendevano dalla *res privata* bensì dalla prefettura del pretorio, in rapporto probabilmente alle esigenze annonarie di Roma[103]. Di nuovo, quindi, un testo che da solo basterebbe a spiegare la fortuna tardoantica dell'enfiteusi ci riporta all'Africa, mostrandocene bene il volto bifronte di anello di saldatura tra interesse pubblico e interesse privato, di strumento capace di redistribuire la ricchezza imperiale nella società provinciale, restituendole ciò che il Principe aveva sottratto agli abitanti del *Maghreb*.

Forse è casuale, ma non insignificante se inserito in una tendenza costante, il fatto che né in questa legge del 364, né altrove nella legislazione sull'enfiteusi, si parli spesso dei coloni: i quali, quando vi figurano, sono semplici spettatori passivi di una rappresentazione che un tempo li aveva visti tra i protagonisti. Ed è anche questo un segno dei tempi, della distanza che separa l'Africa di Costantino e Giustiniano dall'Africa di Adriano e di Commodo.

[101] Cfr. *C.I.* IV, 66, 1, databile agli anni 476-480.

[102] *C.Th.* V, 15, 15 (364): da sottolineare la coincidenza linguistica e testuale con *Nov. Theod.* XXVI, 4 (444), che parla di *certi canonis pollicitatio* (cfr. n. 40) e di *eiusdem tantum canonis solutio*.

[103] Cfr. *Not. Dig. Oc.* II, 42 su cui BURDEAU, *L'administration*, p. 259 sgg.

Lidiano Bacchielli

Il testamento di C. Cornelio Egriliano ed il coronamento dell'arco di Caracalla a Tebessa

Lo studio dell'arco di Caracalla a Tebessa presenta due condizioni — stato di conservazione fra i migliori all'interno della classe monumentale e presenza su uno dei piloni di un'epigrafe con le indicazioni del committente sulla forma della costruzione — che avrebbero dovuto portare a formulazioni e risultati saldi ed omogenei. Una scorsa alla letteratura archeologica[1] che se ne è occupata dimostra invece che non è così, tanto che Ciotti quarant'anni fa poteva affermare paradossalmente che «la fortuna di possedere ancora l'edificio è stata forse una sfortuna per l'esegesi dell'iscrizione» e che «se il monumento fosse andato distrutto interamente, e non limitatamente alla parte superiore, la ricostruzione del coronamento dell'arco non avrebbe dato origine a discussioni»[2].

Nonostante queste divergenze — alle quali fra poco accennerò — mi sembra che un'analisi globale dell'arco, che investa sia l'aspetto più propriamente architettonico, sia l'apparato epigrafico e figurato, consenta una ricostruzione del suo coronamento coerente con le diverse se-

[1] LETRONNE, *L'arc de triomphe de Théveste*, «RA», IV, 1847, pp. 360-374, tav. 70; M. MOLL, *Mémoire historique et archéologique sur Tébessa (Théveste) et ses environs*, «Ann. Soc. Arch. Costantine», 1858-59, pp. 54-75, tav. VII; A. GIROL, *Notes archéologiques sur Théveste et ses environs*, «Recueil Soc. Arch. Costantine», X, 1866, pp. 179-184; R. L. PLAYFAIR, *Handbook for Travellers*, London 1895, p. 236; A. BALLU, *Le monastère de Tébessa*, Paris 1897, p. 6, tav. I; ST. GSELL, *Le monuments antiques de l'Algérie*, I, Paris 1901, pp. 180-185, tav. XLIII; C.D. CURTIS, «Pap. Amer. School Classical Studies Rome», Suppl. II, 1908, pp. 70-72, fig. 13; MAITROT, *Théveste. Étude militaire d'une cité romano-byzantine*, «Recueil Soc. Arch. Costantine», XLV, 1911, pp. 78-90; I. GISMONDI, in *Mostra Augustea della Romanità*, I, Roma 1938[4], p. 384, n. 50, tav. XLV; J. MEUNIER, *L'arc de Caracalla à Théveste*, «R. Afr.», LXXXII, 1938, pp. 84-106; H. KÄHLER, in *RE*, s.v. *Triumphbogen*, col. 441, n. V, 47 a; K.A.C. CRESWELL, *Early Muslim Architecture*, II, Oxford 1940, p. 116; S. ACCAME, *Il testamento di C. Cornelio Egriliano e l'arco di Caracalla in Tebessa*, «Epigraphica», III, 1941, pp. 237-243; U. CIOTTI, *Del coronamento degli archi quadrifronti. Gli archi di Tebessa e di Tripoli*, «Bull. Com.», LXXII, 1946-48, appendice XV, pp. 21-42; E. SÉRÉE DE ROCH, *Tébessa, Antique Théveste*, Alger 1952, pp. 33-38; P. ROMANELLI, *Topografia e archeologia dell'Africa romana*, Torino 1970, p. 141 s. tavv. 101 e 104, b e in *EAA*, s.v. *Theveste*, p. 829; J. CHRISTERN, *Das frühchristliche Pilgerheiligtum von Tebessa*, Wiesbaden 1976, p. 22, fig. 10, tavv. 1, c e 40, b.

[2] *Art. cit.*, p. 29.

rie di dati e prontamente allineato alle variazioni che i contenuti ideologici e politici dovettero necessariamente subire negli anni tra il 211-212 d.C. (anno del testamento con la disposizione relativa alla costruzione del monumento) ed il 214 d.C. (anno della sua dedica).

Nella presentazione dei dati principali di questo monumento va fatta notare subito una grave lacuna. Nonostante si dichiari da più parti la sua posizione all'incrocio di cardini e decumani di grande importanza o addirittura massimi[3], non se ne conosce il preciso inserimento nel contesto urbano, che nel caso di Tebessa è soltanto ipotizzabile in maniera vaga e per pochi, isolati settori[4].

Un'indicazione di massima si può derivare dalla sua «quadrilateralità» (fig. 1), che sembrerebbe postulare un'ubicazione all'incrocio di due strade o in una piazza. Ma questa sistemazione venne totalmente sconvolta nel 539 d.C., al momento della costruzione della nuova cinta muraria da parte di Solomone (tav. I). Allora l'arco fu incorporato nelle fortificazioni, divenendone contemporaneamente la porta settentrionale e una della 14 torri; i fornici della facciata orientale e di quella occidentale vennero ostruiti; quello della fronte settentrionale rimpicciolito e sulla parte superiore, nel lato Nord — ossia quello che dà verso l'esterno della cinta — venne costruita una torretta[5].

La rimozione delle opere a carattere difensivo ed un indispensabile restauro di consolidamento furono eseguiti verso il 1895 dall'architetto Ballu e ci hanno restituito il monumento nella forma in cui si presenta attualmente.

L'arco ha quattro facce larghe m. 10,94 ed uguali fra loro (tavv. I-IV). Al centro di ognuna di esse si trova un fornice che ha m. 4,60 di luce ed è alto m. 7,50; questo è inoltre inquadrato da due coppie di lesene alle quali corrispondono altrettante colonne corinzie (fig. 2, a), che aggettano a formare avancorpo (fig. 1; tavv. I-IV).

I conci di chiave delle arcate recano figure a rilievo, diverse in ogni lato: in quello Est un busto di Minerva è collocato sopra una Gorgone; in quello Sud è rappresentato Ercole, dentro un medaglione sostenuto da un leone; nella fronte Ovest nel tondo posto sopra un'aquila è raffigurato un busto femminile che, in base all'acconciatura a boccoli libici e alla presenza della corona turrita, si può interpretare come quello della

[3] Così, ad esempio, GSELL, *Monuments*, cit., p. 180; ROMANELLI, *op. cit.*, p. 141; SÉRÉE DE ROCH, *op. cit.*, p. 33.

[4] *AAA*, f. 29, 101; SÉRÉE DE ROCH, *op. cit.*, p. 29.

[5] Questi interventi risultano ben evidenti nel disegno eseguito nel 1842 dal sergente M. Lardy e pubblicato da LETRONNE, *art. cit.*, tav. 70.

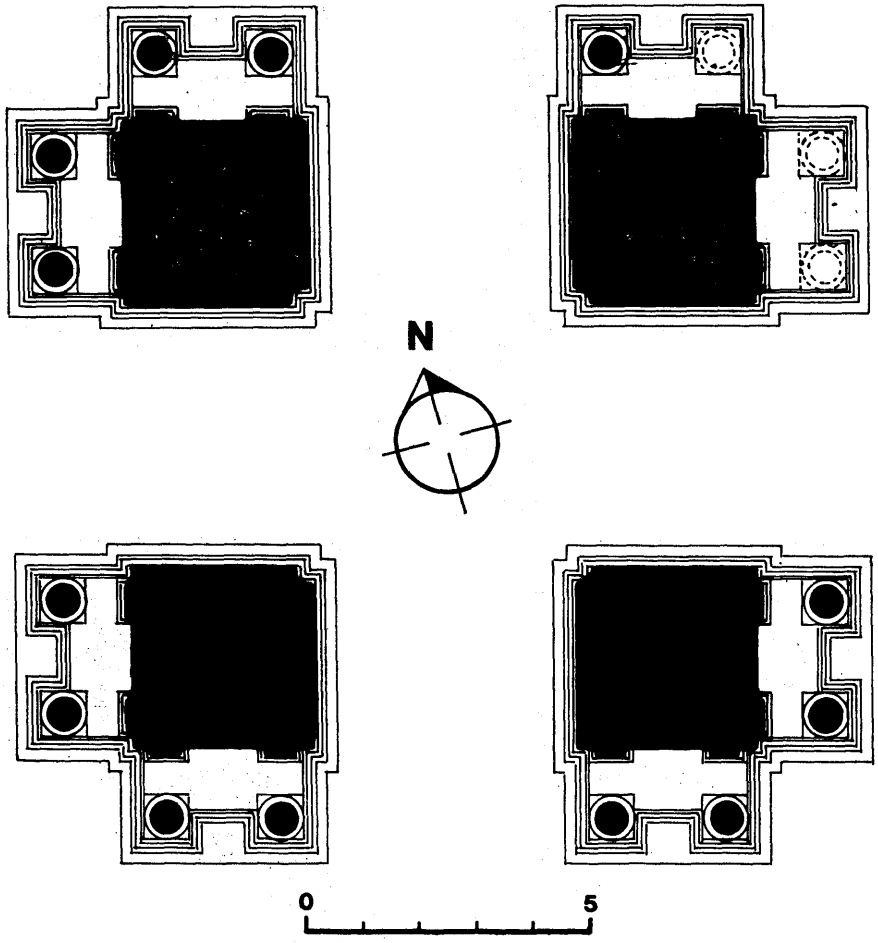


Fig. 1: Arco di Caracalla a Tebessa. Pianta dell'ordine inferiore (da Gsell).

Fortuna della città (fig. 2, b). Sulla fronte Nord, che ha subito chiaramente danni consistenti, animale e medaglione con busto sono andati perduti.

L'ordine è sormontato da una trabeazione riccamente decorata (fig. 2, a), che segue le rientranze e le sporgenze della parte sottostante e ad essa si sovrappone un attico che ospita un'iscrizione nella parte centrale rientrante di ogni lato (tavv. I-IV). Nella facciata orientale è la dedica al Divo Severo, in quella meridionale all'imperatore Caracalla ed in quella occidentale a Giulia Domna, *mater castrorum, Augusti et Sena-*

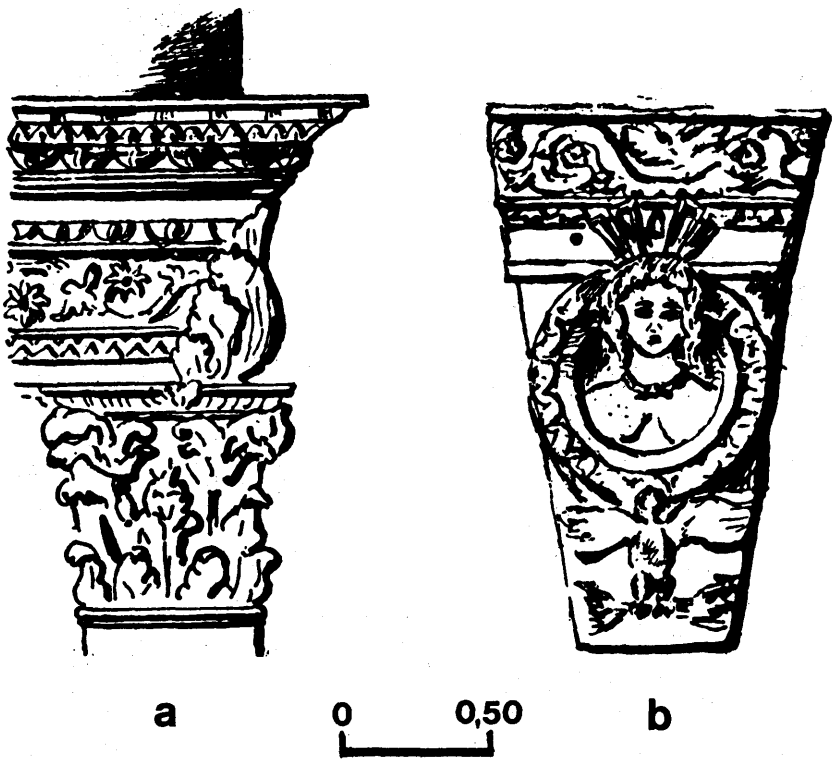


Fig. 2: Arco di Caracalla a Tebessa. Particolare del capitello e della trabeazione dell'ordine inferiore (a) e concio di chiave della fronte Ovest (b) (da Maitrot).

tus et Patriae[6]. Nel lato Nord è stata collocata durante i restauri ottocenteschi un'iscrizione bizantina che commemora la pacificazione dell'Africa e ricorda la costruzione delle nuove fortificazioni di Tebessa[7].

L'epigrafe in onore di Settimo Severo, riportando l'indicazione della *XVII tribunicia potestas* di Caracalla che va dal 10 dicembre 213 d.C. al 9 dicembre 214 d.C., permette di precisare il periodo in cui l'arco fu dedicato.

Al di sopra di questo alto attico è posta una cornice sorretta da mensole e di nuovo riccamente intagliata. Sul piano superiore di questo primo ordine, al centro della faccia meridionale, si conserva[8] un'edicola alta m. 2,50 circa (tav. II). Essa è formata da una nicchia a semicerchio (figg. 3, b e 4), di cui rimangono parte dello stilobate ed i due pilastri laterali, e da due colonnine corinzie allineate con questi ed aggettanti. Al di sopra corre una trabeazione rettilinea. Ai fianchi dei montanti si dispongono due pannelli modanati che dallo stilobate si innalzano fin sotto l'inizio dei capitelli (figg. 3, b e 4; tav. II). A questa altezza, nei lati esterni dei pilastri, sono due scanalature in cui dovevano incastrarsi degli elementi orizzonatali di coronamento dei parapetti che fiancheggiavano l'edicola. La posizione delle lastre di base che si conservano su questo piano indica che analoghe costruzioni si trovavano sugli altri lati.

Per quanto riguarda la copertura dell'arco va osservato che ai quattro angoli dell'apertura centrale sono costruite delle nicchie a cuffia che hanno lo scopo di sostenere la cupola di copertura, raccordandola al quadrato sottostante e scaricandone interamente il peso sui piloni. Questo della copertura è stato considerato per lungo tempo come uno dei due problemi di maggiore difficoltà insiti nello studio del monumento. In realtà il Meunier, nel suo saggio del 1938[9], aveva proposto un'ipotesi di copertura mediante una lanterna ottagona sormontata da una calotta sferica, in sostituzione della cupola collocata direttamente sul tetrapilo nelle precedenti ricostruzioni[10] (tav. VI, b). A favore della soluzione del

[6] Rispettivamente *CIL* VIII 1855, 1857 e 1856; *ILAAlg.* I 3037, 3039, 3038.

[7] *CIL* VIII 1863; *ILAAlg.* I 3059.

[8] ROMANELLI, in *EAA*, s.v. *Theveste*, p. 829 inspiegabilmente ritiene l'edicola frutto di restauri moderni, al contrario di quanto dimostrano le prime relazioni, antecedenti agli interventi del Ballu. Inoltre il disegno del sergente Lardy — già ricordato — che è immediatamente successivo alla conquista francese, documenta l'esistenza dell'edicola nella forma attuale.

[9] *Art. cit.*, p. 98 e allegati con la ricostruzione grafica dell'elevato e della sezione trasversale.

[10] Si vedano, ad esempio, BALLU, *op. cit.*, tav. I; GSELL, *Monuments*, cit., p. 183; GISMONDI, *art. cit.*, p. 384, n. 50, tav. LXV; KÄHLER, *art. cit.*, col. 441.

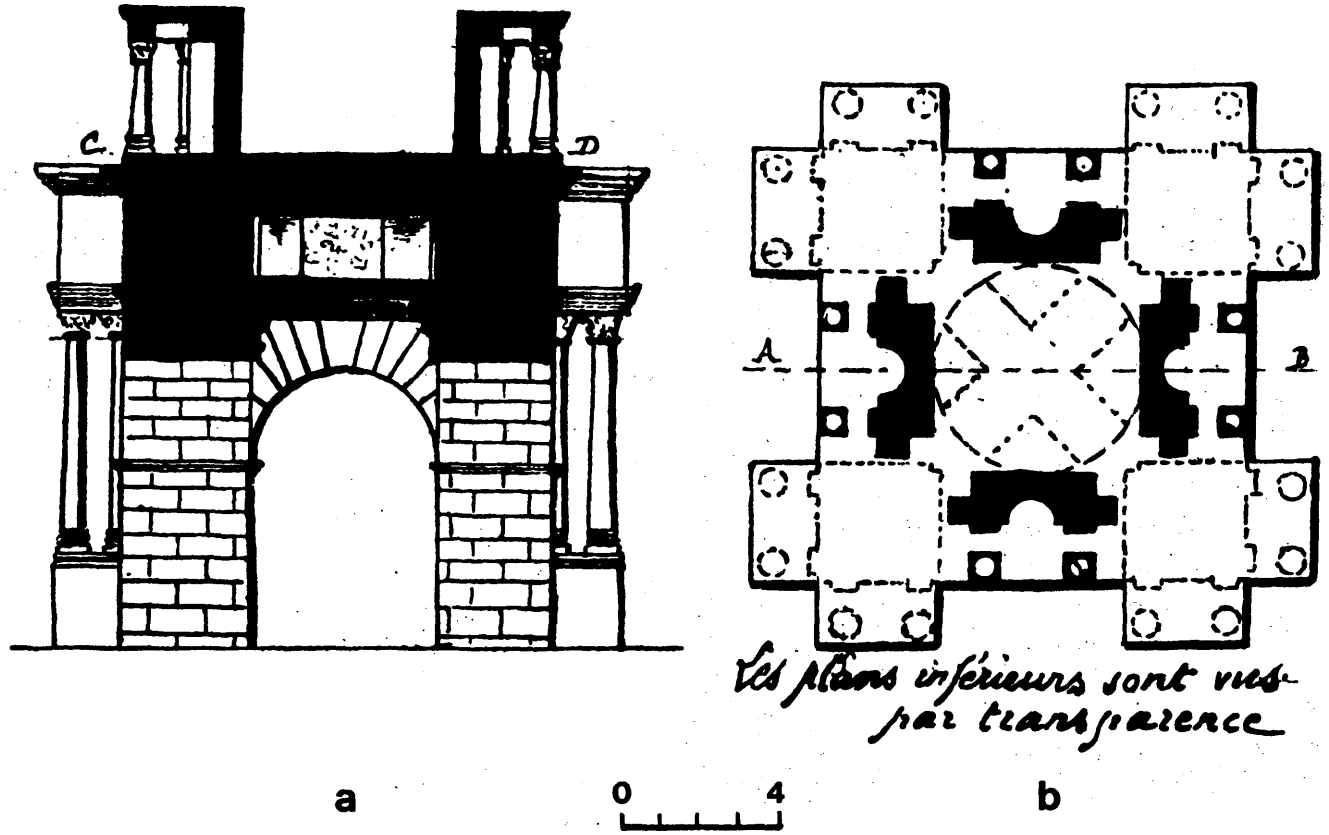


Fig. 3: Arco di Caracalla a Tebessa. Ricostruzione della sezione (a) e della pianta dei due ordini (b) secondo Maitrot.

Meunier non sono però documentati nella parte superiore dell'arco elementi particolarmente convincenti. Come ha suggerito Ciotti[11] — che di questa ipotesi ricostruttiva ha dettagliatamente indicato tutti i limiti — il Meunier era stato soprattutto suggestionato dal progetto di integrazione che Aurigemma aveva proposto per l'Arco di Marco Aurelio e Lucio Vero a Tripoli[12], sul quale collocava un alto tamburo ottagono, che era invece il frutto di interventi posteriori alla conquista araba.

Una risposta altrettanto convincente non è stata invece offerta al secondo problema, che non è limitato all'aspetto puramente architettonico del monumeto. Esso riguarda il coronamento dell'arco e cioè il numero delle edicole disposte sopra l'ordine inferiore e l'individuazione e la dislocazione dei personaggi che all'interno di esse dovevano essere rappresentati. Alla discussione di questa seconda questione reca un contributo essenziale il testamento di C. Cornelio Egriliano, trascritto in parte all'interno del pilone Nord-Ovest dell'arco[13].

Ecco il testo dell'iscrizione nell'edizione di Accame[14], che è la più recente, ma che soprattutto mi sembra presentare le integrazioni migliori:

[Ex test]amento C. Corneli Egriliani
praef. leg. XIIII Geminae; quo testamen-
to ex HS CCL mil. N arcum cum statuis
[Augg. NN., it]em tetrastylis duobus cum statuis
5 *. . . . . [e]t Minervae, quae in foro fieri prae-*
[cepit; prae]ter alia HS CCL mil. N, quae rei p., ita ut
[certis diebus gy]mnasia populo publice in thermis prae-
[berentur, legavit, et a]d Kapitol. arg. lib. CLXX, id est lances IIII,
. . . . . a]uri lib. XIIII, id est p[hi]al. III, scyphos II;
10 *[haec]e omnia secundum voluntatem eius in con-*
[tione populi] Corneli Fortunatus et Quinta fratres et
[heredes eius a]dsignaverunt et opus perfecerunt.

[11] *Art. cit.*, pp. 34-42.

[12] S. Aurigemma, *Il coronamento dell'Arco di Marco Aurelio in Tripoli*, «Afr. It.», V, 1933, pp. 135-161. Ricordo, però, che Aurigemma nell'edizione del monumento (*L'arco quadrifronte di Marco Aurelio e Lucio Vero in Tripoli*, a cura e con una postilla di A. Di Vita, Suppl. III Libya Antiqua, Roma 1970, p. 48) non accenna alla lanterna, limitandosi ad analizzare la cupola di copertura. Un coronamento con un normale attico è proposto anche da S. Stucchi, *Divagazioni archeologiche*, II, Roma 1981, pp. 137-139.

[13] *CIL* VIII 1858, p. 939 add. a 1858, 16504; *ILAAlg.* I, 3040.

[14] *Art. cit.*, pp. 237-243.

Il prefetto della *Legio XIV Gemina*, C. Cornelio Egriliano, aveva dunque nominati suoi eredi il fratello e la sorella, imponendogli però di erigere un arco con le statue degli Augusti e con due tetrastili contenenti i simulacri di Minerva e di un'altra divinità o personaggio di cui si è perduta l'indicazione. Il monumento doveva essere costruito nel foro e alla sua erezione Egriliano aveva destinato la somma di 250.000 sesterzi. Una identica somma aveva lasciato anche per *gymnasia* da tenersi nelle terme in giorni stabiliti e, come ultima liberalità, aveva donato al *Capitolium* della città del vasellame prezioso. Gli esecutori testamentari hanno adempiuto a tutte le volontà del fratello: lo dichiarano nell'ultima linea dell'iscrizione e, coscienti della correttezza del loro operato, chiamano i concittadini — i diretti interessati, in quanto i legati sono fatti alla *res publica* — a renderne giudizio, facendo incidere il testamento di Egriliano sul monumento oggetto di una delle disposizioni testamentarie. A garantire di aver provveduto anche ai *gymnasia* fanno iscrivere infine sul pilone di Nord-Est, sempre nella parte interna, i *dies gymnasiorum ex testamento Corneli Egriliani*[15].

È chiaro come la prima frase del testamento rivesta un'importanza eccezionale per ricostruire la parte superiore dell'arco e per individuare i temi ed i modi della celebrazione della famiglia imperiale e come integrazioni ed interpretazioni diverse del testo epigrafico abbiano fatto da supporto a soluzioni differenti per questi problemi.

Quelle presentate da Gsell sono tra le più significative ed hanno avuto profonda influenza su di essi[16]. Lo studioso francese alla linea 4 suppliva la lacuna iniziale con la parola *quattuor* e divideva l'*arcum cum statuis* dai *tetrastylis duobus cum statuis*, ritenendo che questi ultimi dovessero innalzarsi separatamente dall'arco[17]. Rinvio allo studio di Accame per una discussione più approfondita del testo epigrafico, limitandomi ad alcune considerazioni che sono strettamente necessarie in questo contributo. Accame, come aveva già fatto Wilmanns nel *CIL*, considera appartenenti agli *Augg.NN.*[18] le statue menzionate alla linea 3, sostituendo a linea 4 l'indicazione numerale dello Gsell con quella dei personaggi in onore dei quali l'arco doveva essere eretto. L'emenda-

[15] *CIL* VIII 1859; *ILAAlg.* I 3041.

[16] *ILAAlg.* I 3040.

[17] Un'analoga interpretazione è stata proposta nel *CIL* VIII p. 939 add. a 1858, prospettando l'ipotesi che i due tetrastili dovessero sorgere sul suolo pubblico (foro) e l'arco su area privata e supplendo, di conseguenza, nell'ultima linea [*heredes locum ad*]*signaverunt.*

[18] Un'integrazione con la sigla *AUG.N.* non sembra probabile per la forma plurale con cui nel testamento ci si riferisce all'apparato figurato (*arcum cum statuis*); essa inoltre non sarebbe in grado di adattarsi allo spazio disponibile alla linea 4.

mento sembra fuori discussione, perchè sarebbe quantomeno strano che nelle disposizioni testamentarie figurasse questa omissione, proprio per un tipo di monumento che assume fra le valenze principali quelle appunto della celebrazione. E che anche in questo caso sia così lo dimostrano le dediche poste nell'attico dell'arco.

A questo punto è possibile recuperare un'altra data fondamentale nella storia del monumento, quella della redazione del testamento: la

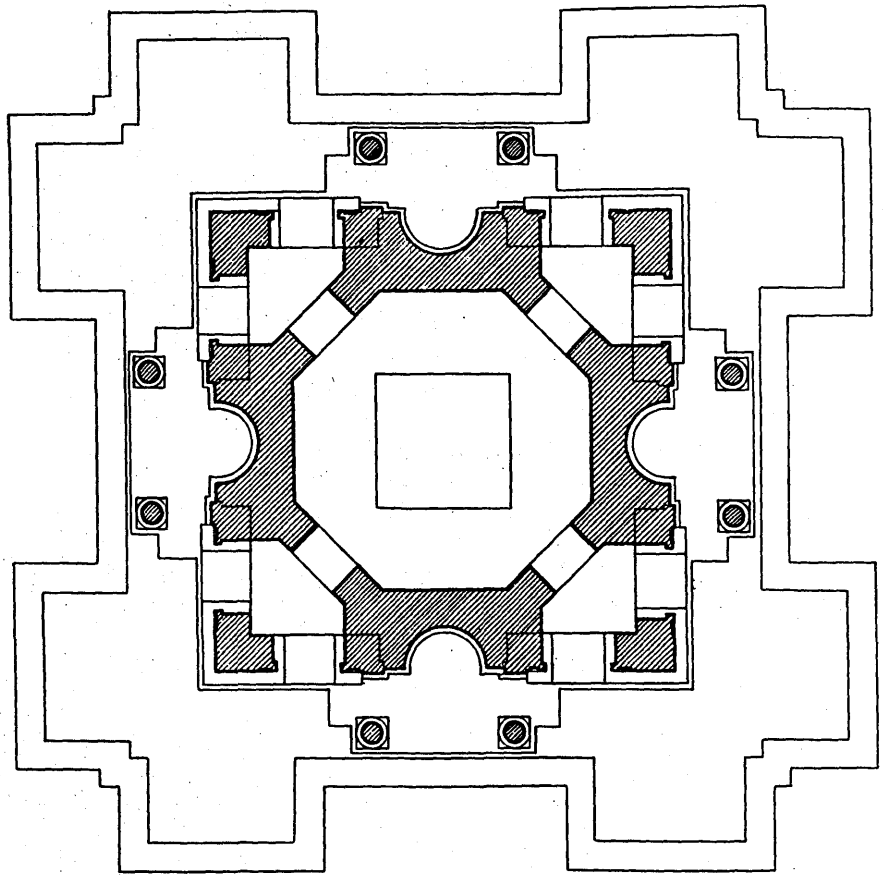


Fig. 4: Arco di Caracalla a Tebessa. Pianta dell'ordine superiore secondo Meunier.

menzione degli Augusti[19] restringe lo spazio temporale utile al periodo compreso tra il 4 febbraio del 211 d.C. (morte di Settimo severo) e la fine di febbraio del 212 d.C. (uccisione di Geta). Essa va ad affiancarsi come punto fermo a quella del 214 d.C., anno della dedica dell'arco.

Per quanto riguarda i rapporti tra i tetrastili e l'arco si deve innanzi tutto osservare che è la stessa costruzione della frase latina (*arcum cum statuis.... item tetrastylis duobus*) ad assicurarne la coesistenza all'interno di un unico monumento. Una loro separazione non può essere sostenuta nemmeno attribuendo al lapicida un errore di trascrizione (*tetrastylis* per *tetrastyla*), perchè mentre gli esecutori testamentari fanno racchiudere in una forma plurale ([*haec*]*e omnia*) tutti i lasciti in denaro e vasellame prezioso che, conformemente alle disposizioni, hanno assegnato alla *res publica*, demandono ad *opus*, al singolare, il richiamo all'altro legato, che comportava la costruzione di un unico monumento architettonico, un arco sovrastato da due tetrastili.

Su questo aspetto del coronamento dell'arco di Caracalla, come ho già accennato, ci sono teorie ed ipotesi profondamente diverse. Mi limito a riportare quelle più significative.

Il capitano Moll[20], ad esempio, riteneva che il progetto originario dell'arco dovesse comportare la presenza delle statue di Settimio Severo, Giulia Domna, Caracalla e Geta e che dopo l'uccisione di quest'ultimo la sua immagine sarebbe stata sostituita da quella di Minerva o di Settimio Severo, che avevano i loro simulacri anche nel foro, entro edicole a quattro colonne. Sopra l'arco, infine, avrebbero dovuto essere ricostruiti due tetrastili isolati (tav. V).

Ballu[21] integrava l'arco con una copertura a cupola e due edicole fiancheggiate da pilastrini e disposte sulle fronti Nord e Sud, a contenere le statue di Caracalla e Geta (tav. VI).

Gsell[22] pensava che sull'arco fossero disposte altre tre edicole simili a quella conservatasi, addossate alla cupola centrale, coronate da un frontoncino e fiancheggiate da aperture con delimitazioni architettoniche. Due tetrastili, con i simulacri di Minerva e di un'altra divinità di cui si è perduto il nome, dovevano infine sorgere nell'area del foro.

[19] Le osservazioni sul coronamento dell'arco, che verranno esposte fra breve, sembrano escludere la possibilità del supplemento *AUGGG.NNN.* (cfr. per l'uso della sigla P.R.C. WEAVER, Familia Caesaris. *A Social Study of the Emperor's Freedmen and Slaves*, Cambridge 1972, pp. 58 e 59) e quindi quella di una redazione del testamento negli anni 209-211, in cui Settimio Severo aveva diviso il potere con i figli; questo supplemento inoltre richiederebbe uno spazio maggiore di quello a disposizione.

[20] *Art. cit.*, pp. 54-68.

[21] *Op. cit.*, p. 6, tav. I.

[22] *Monuments*, cit., p. 183.

Il Maitrot[23] faceva osservare come il progetto originario, che doveva comportare due tratrastili con le statue degli Augusti, fosse stato necessariamente variato dall'architetto per garantire simmetria ed armonia al monumento e per adeguarsi alle tragiche vicende della famiglia imperiale. Sull'arco avrebbero dovuto quindi trovar posto le immagini di Settimio Severo, Caracalla, Giulia Domna e Minerva, contenute entro edicole a quattro colonne; nel foro quelle di Settimio Severo e Minerva, nella cornice dei due tetrastili imposti dal testamento (fig. 3).

Il plastico ricostruttivo che di questo arco è stato esposto alla Mostra Augustea della Romanità[24] si differenzia completamente da tutte le altre ipotesi, perchè non tiene in alcun conto la realtà architettonica superstite e le volontà espresse da Egriliano nel suo testamento. Nel modello viene sovrapposto sull'ordine inferiore un attico che presenta edicole in corrispondenza degli avancorpi posti ai lati del vano di passaggio: una soluzione dunque derivata unicamente da una ingiustificata imitazione dell'arco di Caracalla a Djemila (tav. VII).

Il Meunier[25], autore di uno dei saggi più completi su questo argomento, era convinto che sull'arco fossero costruite quattro edicole contenenti le statue dei personaggi ai quali erano dedicate le facciate (Fig.4). Ma, dal momento che il termine *tetrastylum* non avrebbe potuto adattarsi a strutture simili a quella conservata, era indotto a pensare anche che dei veri tetrastili, con le statue di Settimio Severo e Minerva, esistessero nel foro.

La posizione di Accame[26] è già stata in parte resa nota: restano da chiarire i suoi riflessi sull'aspetto architettonico e monumentale in genere. Egli riteneva che dal testamento di Egriliano risultasse lo schema di un arco con le statue di Minerva e di un'altra divinità, poste nell'inquadratura di due tetrastili, e con quelle dei due Augusti libere da qualsiasi cornice architettonica. L'edicola superstite non avrebbe avuto i requisiti per corrispondere ad uno di essi, per cui Accame formulava l'ipotesi che l'architetto avesse variato lo schema di progetto, ripetendo una identica struttura sui quattro lati, oppure costruendo edicole sui lati meridionale e settentrionale e tetrastili negli altri due. La statua di Minerva avrebbe dovuto trovar posto nella fronte Est — quella con la dedica a Settimio Severo — perchè nella chiave del fornice è rappresentata questa divinità.

[23] *Art. cit.*, pp. 78-83, tav. pieghevole.

[24] GISMONDI, *art. cit.*, p. 384, n. 50, tav. LXV. L'ipotesi di ricostruzione è ripresa da G.A. MANSUELLI, «Arch. Esp. Arqueologia», XXVII, 1954, p. 156 ss., fig. 55, a.

[25] *Art. cit.*, pp. 85-86 e 99.

[26] *Art. cit.*, pp. 240-243.

Analoghe considerazioni lo inducevano a collocare il simulacro della Fortuna di Tebessa sulla fronte dedicata a Giulia Domna e ad integrare[27] quindi l'epigrafe in questo modo: *it]em tetrastylis duobus cum statuis [Fortunae e]t Minervae*. Sulla faccia Nord, nell'impossibilità di mettere l'immagine di Geta che dopo la sua uccisione era bandita, Accame riteneva che si fosse fatto ricorso a quella di Settimio Severo o di una divinità, come Giove o Celeste, particolarmente onorata a Tebessa. La seconda ipotesi gli sembrava preferibile alla prima, che avrebbe comportato la dedica all'imperatore su un lato e la sua statua su un altro.

L'ultimo studio specifico del problema risale ad una quarantina di anni fa ed è opera di Ciotti[28]. In questo contributo si riteneva che il monumento disposto da Egriliano nel suo testamento dovesse essere un semplice arco bifronte, con due tetrastili alle estremità e con le statue degli imperatori disposte su basamenti nella parte centrale dell'attico. L'architetto avrebbe variato il progetto, costruendo un quadrifronte con quattro edicole, sia per cimentarsi in un tipo di monumento nuovo «al di fuori di schemi già ripetutamente usati», sia per sfuggire ad un «errore prospettico derivante dal modo di esporre le statue» che un arco bifronte avrebbe sicuramente comportato. Le apparenti divergenze tra monumento e disposizioni testamentarie venivano così a scomparire, togliendo a queste ultime qualsiasi valore per la ricostruzione architettonica. Esse sarebbero rimaste invece ancora valide per dare un nome alle statue che entro le edicole sormontavano il monumento: Caracalla, Giulia Domna, Minerva e Settimio Severo.

Dall'esposizione degli studi precedenti si notano alcuni punti che non sembrano potersi ritenere soddisfacenti. Uno dei più gravi e più comuni è costituito dalla scelta priva di motivazioni persuasive e dalla disposizione quasi casuale — che non tiene conto delle dediche — dei personaggi raffigurati sopra l'arco. Tale modo di procedere svuota il monumento di gran parte del suo carattere celebrativo, inducendo ad attribuire al testatore ed agli esecutori testamentari una confusione ideologica che, come si vedrà fra poco, essi non avevano assolutamente.

Un altro di questi punti mi sembra doversi individuare nella proposta avanzata da Ciotti. Non pare possibile, fra l'altro, che l'arco, voluto da Egriliano nella forma di un bifronte e come tale dotato da lui di un finanziamento, sia stato radicalmente trasformato dagli eredi in una struttura che avrebbe comportato quattro fronti e quindi l'impiego di materiali in quantità sensibilmente superiori, tempi di lavoro delle mae-

[27] Nel *CIL* VIII 1858 figura il supplemento *cum statuis [Iunonis e]t Minervae*.

[28] *Art. cit.*, pp. 26-33.

stranze molto più lunghi e, in definitiva, almeno il raddoppiamento delle spese. Eredi, pur così disinteressati, avrebbero come minimo sottolineato il fatto, facendo incidere, dopo la trascrizione del testamento, di aver provveduto alla costruzione dell'*opus amplius* di quanto il testatore avesse imposto e che alla parte eccedente della spesa essi avevano fatto fronte *de sua pecunia*[29].

Alla luce delle ultime osservazioni risulta chiaro quanto sia importante determinare correttamente il significato e la «traduzione» architettonica di alcuni termini utilizzati nell'iscrizione. Innanzi tutto va precisato che questa è naturalmente soltanto una formulazione fortemente abbreviata di alcune parti del testamento vero e proprio, al quale soltanto era riconosciuto effettivo valore giuridico. La riduzione del testo potrebbe aver comportato, fra l'altro, la scomparsa di termini ai quali era demandato il compito di qualificare con maggior chiarezza le strutture architettoniche nominate. In secondo luogo va tenuta presente la possibilità, tutt'altro che remota, che Egriliano stesso e l'estensore del documento non avessero una profonda conoscenza del linguaggio specialistico dell'architettura.

Per quanto riguarda il termine *arcus* si può comunque osservare che esso, anche senza la qualifica di *tetrapylum* o *tetrastylus*, è pienamente in grado di alludere pure alla forma quadrifronte. Lo dimostrano gli archi a quattro facciate di Traiano e di Marco Aurelio, entrambi a Leptis Magna, e di Marco Aurelio e Lucio Vero a Tripoli, in cui nell'iscrizione ci si riferisce al monumento chiamandolo semplicemente *arcus*[30].

[29] Questa annotazione è addirittura presente in iscrizioni che menzionano la costruzione di archi, che erano stati promessi *ob honorem* del conseguimento di qualche magistratura o in occasione di congedo militare e ai quali, sempre da parte del diretto interessato, veniva apportata una piccolissima aggiunta, come ad esempio una statua. Cosí si registra in *CIL* VIII 4679 (*arcum et statuam duplicatis.... summis.... fecit idemque dedicavit ampliata pecunia*); 4684 (*arcum quem.... promisit [fecit] et amplius statuam posuit*); *EE* 5, 1264 (*arcum quem.... promiserat sua pecunia fecit amplius statua Iano Patri perfecit*).

[30] Si vedano J.M. Reynolds-J.B. Ward Perkins, *The Inscriptions of Roman Tripolitania*, Rome-London 1952, p. 67, n. 232 (Arco di Marco Aurelio e Lucio Vero a Tripoli); p. 107, n. 353 (Arco di Traiano a Leptis Magna); G. Di Vita-Evrard, «MEFRA», LXXV, 1963, pp. 389-414 (Arco di Marco Aurelio a Leptis Magna). Ciotti (*art. cit.*, p. 30, nota 21) a sostegno della sua teoria, che si basa sulla convinzione che l'*arcus* del testamento non potesse alludere ad un quadrifronte, ricorda che a Cirta ricorre l'indicazione epigrafica *arcum tetrapylum*. Mi sembra, invece, che nelle iscrizioni di Cirta non sia documentata l'utilizzazione congiunta dei due termini: abbiamo la menzione di un *arcus* (*CIL* VIII 7105), di un *arcustriumphalis* (*CIL* VIII 7094-7098 e 19434) eretto da M. Cecilio Natale in onore di Caracalla (cfr. per il monumento H.A. Delamare, *Exploration scientifique de l'Algérie*, Paris 1850, tav. 123, figg. 2-7; Gsell, *Monuments*, cit., p. 164; Kähler, *art. cit.*, col 429, n. V, 12a). Il termine *tetrapylum* è invece usato in altre due iscrizioni uguali fra loro (*CIL* VIII 7037, 7038 e p. 965), che erano inserite originariamente sui piloni

Passiamo ora al problema del coronamento. Nel testamento sono richieste inquadrature architettoniche, *tetrastyla*, solo per i simulacri delle due divinità[31]; l'edicola conservata sul lato Sud, che è dedicato a Caracalla e che doveva di conseguenza ospitare anche la sua immagine, dimostra però che nell'arco realizzato si erano creati dispositivi analoghi anche sulle altre due fronti. Le ipotesi che possono spiegare questa divergenza fra la fonte epigrafica ed il monumento possono essere varie. Riferendoci a quanto si è detto poco fa, si potrebbe, ad esempio, pensare ad una omissione che si sarebbe verificata per la forma abbreviata dell'iscrizione. Ma sembrano possibili anche altre ipotesi, senza dubbio più convincenti. Si potrebbe ritenere che Egriliano avesse voluto sottolineare un'essenziale differenziazione fra immagini dalla natura divina da una parte e quelle dalla natura ancora umana degli Augusti dall'altra, facendo ricorso per quelle delle divinità ad edicole tetrastile, che per la presenza di colonne si riconettono al tipo ed al significato dell'*heroon* o del tempietto. Una disposizione questa che l'architetto, durante la realizzazione del monumento, avrebbe poi dovuto parzialmente disattendere per garantirgli quell'identità di vedute e quella simmetria che sono tipiche dell'arco quadrifronte. Lo avrebbe potuto fare attenendosi strettamente alle disposizioni testamentarie ed erigendo due tetrastili sui lati Est ed Ovest ed aggiungendo due edicole sulle fronti Nord e Sud; oppure costruendo quattro edicole simili a quella conservata. Per entrambe le soluzioni va sottolineato che l'ampliamento del progetto originario sarebbe risultato di modesta entità e avrebbe potuto forse essere addirittura coperto dal lascito di Egriliano; a favore della seconda si può inoltre osservare che essa soltanto avrebbe garantito perfetta identità delle fronti e totale simmetria dell'insieme e nello stesso tempo la creazione di una struttura di coronamento interamente legata in tutte le sue parti mediante l'inserimento di pannelli ai lati delle edicole. Si potrebbe obiettare che non esiste corrispondenza fra il significato della parola *tetrastylon* e l'edicola realizzata, ma la sua struttura a due colonne e due pilastri mi sembra consenta, invece, di riconoscere al di là della traduzione letterale del termine, una sostanziale fedeltà alle disposizioni testamentarie di Egriliano.

Ricordando quanto si è detto al momento della descrizione dell'ar-

di un modesto quadrifronte distrutto dai francesi nel 1837. Esse ricordano la costruzione della *Basilicam Costantianam cum porticibus et tetrapylo* (cfr. per l'arco DELAMARE, *op.cit.*, tav. 124, figg. 1 e 2; GSELL, *Monuments*, cit., p. 179; KÄHLER, *art. cit.*, col 429, n. V, 12 b).

[31] L'uso è largamente documentato: per rimanere alle zone vicine cfr. *CIL* VIII, 7095-7098, 7963, 7983-7984, 10867.

co, si può dunque ritenere che nella parte superiore del monumento sorgessero, una per lato, quattro edicole, collegate fra loro da basse balaustrate (fig. 5). Queste, oltre a garantire una maggiore solidità all'intero dispositivo, avevano soprattutto l'effetto di frenare il ritmo ascendente che si sarebbe eccessivamente sviluppato sull'asse centrale in presenza di edicole isolate (tav. II) e di collegarle strettamente in una visione unitaria e continua (fig. 5).

Nella voluta contrapposizione fra ritmo verticale e spinte orizzontali l'architetto fa giocare un ruolo determinante anche alla disposizione delle masse architettoniche, che nei due ordini risultano sfalsate. L'edicola, aggettante verso l'esterno rispetto ai parapetti che la fiancheggiano, viene così a collocarsi in corrispondenza della parte rientrante dell'ordine inferiore (figg. 4 e 5; tav. II); la sua struttura a colonne fa convergere verso il centro del secondo ordine la spinta verticale che nel piano inferiore è vigorosamente espressa negli avancorpi che fiancheggiano l'apertura. Questi, però, spengono soltanto parzialmente il loro slancio ascendente contro i parapetti dell'ordine superiore, perché la loro colonna esterna sembra idealmente protrarsi in quella dell'edicola posta sulla fronte contigua (fig. 5). Sottolineando così le linee esterne delle facciate, queste risultanto più compatte, i loro volumi reali evidenziati anche otticamente (fig. 5).

Per quanto riguarda la sovrapposizione di edicole su archi, si può ricordare come il motivo fosse già stato sperimentato altre volte nell'architettura romana. Di un primo esempio si conserva quasi esclusivamente la documentazione letteraria, che è in Plinio (*Nat. Hist.*, XXXVI, 36): .... *ex honore apparet in magna auctoritate habitum Lysiae opus, quod in Palatio super arcum divos Augustus honori Octavi patris sui dicavit in aedicula columnis adornata, id est quadriga currusque et Apollo et Diana ex uno lapide*. Del monumento, che è conosciuto come il cosiddetto Arco di Domiziano e che doveva costituire un imponente propileo al Santuario di Apollo sul Palatino[32], rimangono soltanto parte delle fondazioni e pochissimi frammenti architettonici, per cui la ricostruzione dell'edicola ha dato origine a diverse ipotesi (tempietto *in antis*, nicchia con colonne sulla fronte, padiglione interamente aperto[33]). Lo sta-

[32] G.A. Mansuelli, Aedicula columnis adornata, «Riv. Studi Liguri», XXVI, 1970, pp. 103-109; G. Gualandi, *L'apparato figurativo negli archi augustei*, in *Studi sull'arco onorario romano*, Roma 1979, pp. 122-126, ai quali si rinvia anche per la bibliografia precedente.

[33] G. Lugli, *Roma antica. Il centro monumentale*, Roma 1946, pp. 434-441 (ricostruisce l'edicola nella forma di un piccolo padiglione a giorno, con colonne e tetto, sul tipo di quella dell'Arco di Adriano ad Atene); S. Ferri, *Plinio il Vecchio. Storia delle arti antiche*, Roma 1946, p. 241 (immagina l'edicola nella forma di un tempietto); S. De Ma-

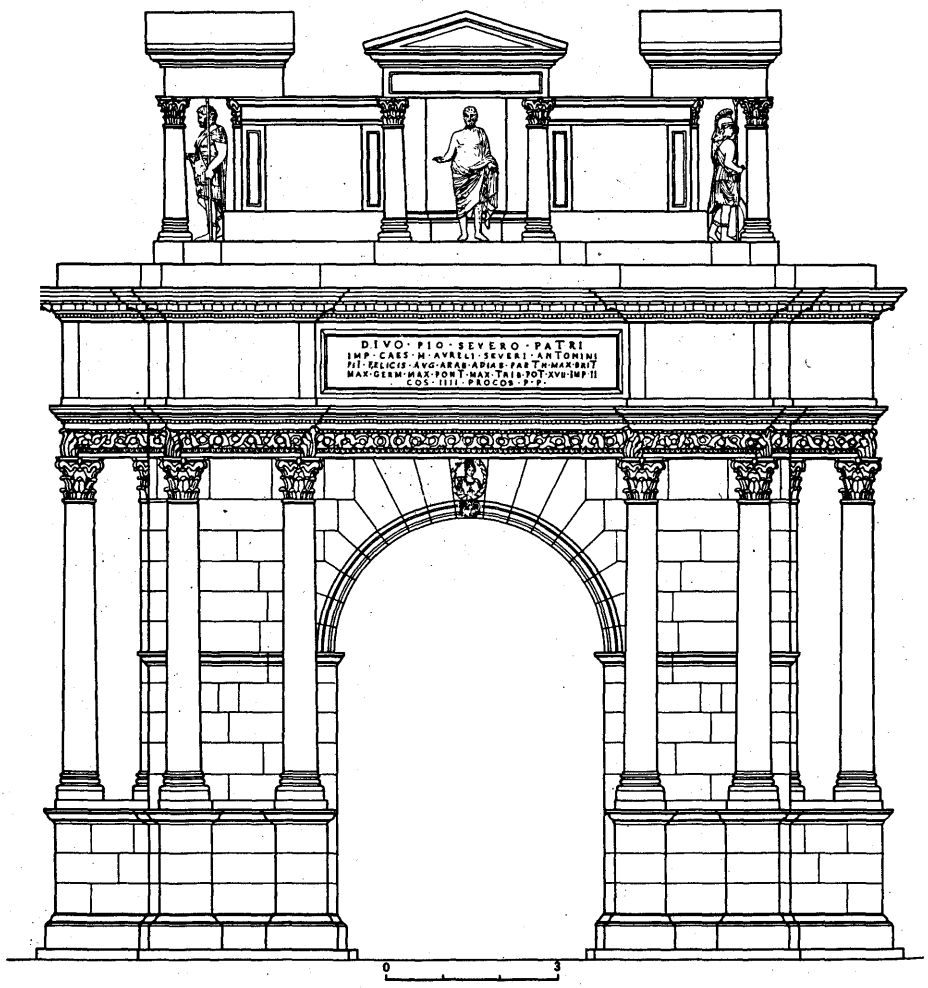


Fig. 5: Arco di Caracalla a Tebessa. Ricostruzione dell'alzato. (Ril. Bacchielli, dis. Barozzi).

to del monumento, è chiaro, non consente di dissipare i dubbi, ma mi sembra che la descrizione di Plinio possa alludere agevolmente ad una struttura particolarmente vicina all'edicola dell'arco di Caracalla a Tebessa.

Un confronto molto più efficace si può istituire con l'Arco di Adriano ad Atene[34]. Questo infatti, al di sopra del *fornix* inquadrato da due colonne corinzie, presenta in ognuna delle due fronti un'edicola mediana formata da semicolonne aggettanti e coronata da un frontone (figg. 6, 7 e tav. VIII). Al loro interno, come accade a Tebesa, dovevano essere collocate le statue dei personaggi menzionati nelle due iscrizioni poste sull'architrave del piano terra (Teseo ed Adriano). Si deve infine far notare come anche nel monumento ateniese le edicole siano fiancheggiate da due ali con trabeazione orizzontale, che non hanno altra funzione al di fuori di quella di armonizzarne la veduta, dilatando in senso orizzontale la massa centrale dell'ordine superiore (fig. 6; tav. VIII). Un altro elemento di analogia con l'Arco di Caracalla a Tebessa è infine da individuare nella disposizione delle colonne esterne dell'ordine superiore, che si collocano in corrispondenza di quelle del primo livello, continuandone la linea ascendente (fig. 6), in una sintassi che, come notava Ward Perkins[35], risulta di estrema raffinatezza e tutta tesa ad ingannare l'occhio sull'effettivo ruolo degli elementi compositivi.

Un terzo confronto può infine proporsi con due archi eretti in Eleusi, nella spianata dei Grandi Propilei, durante l'età antonina[36]. Essi imitavano l'Arco di Adriano ad Atene: il piano inferiore presentava un'unica grande apertura inquadrata da lesene poste alle estremità e da colonne a tutto tondo collocate fra queste ed il vano di passaggio. Al livello superiore la composizione si accentrava in un'edicola che era formata da semicolonne, coperta da un timpano e fiancheggiata da due ali, le cui estremità venivano in avanti in corrispondenza delle colonne del piano terra. Nel secondo ordine, come fanno credere le basi per statue rinvenute vicino ai due archi, erano disposte le immagini dei membri della famiglia imperiale.

ria, *Metodologia per una rilettura dei fornici di Roma antica*, «Parametro», 20, 1973, p. 39, come aveva già fatto il KÄHLER, *art. cit.*, col. 381 sg., n. I, 11 si attiene più fedelmente al testo pliniano e propone una nicchia con colonne sulla fronte.

[34] J. TRAVLOS, *Bildlexikon zur Topographie des antiken Athen*, Tübingen 1971, p. 253, figg. 325-328; STUCCHI, *op. cit.*, pp. 190 e 191, fig. 52, tav. LVI, 1, ai quali si rimanda anche per la bibliografia precedente.

[35] J.B. WARD PERKINS, *Architettura romana*, Venezia 1974, p. 294, figg. 371 e 372.

[36] KÄHLER, *art. cit.*, col. 447, n. VI, 6; G.E. MYLONAS, *Eleusis and Eleusinian Mysteries*, Princeton 1961, pp. 166 e 167, figg. 4 (nn. 4 e 5) e 60.

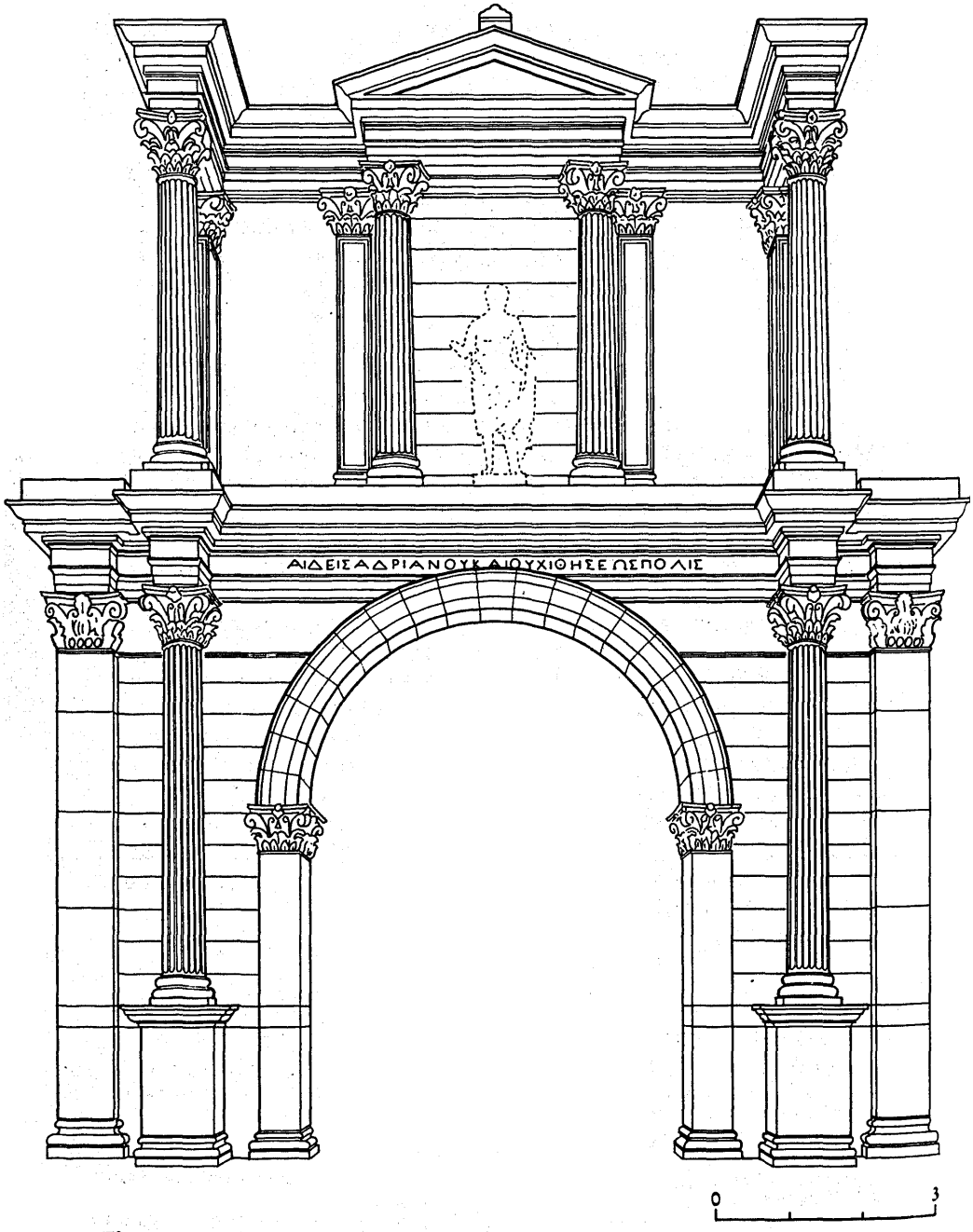


Fig. 6: Arco di Adriano ad Atene. Ricostruzione dell'alzato (da Stucchi).

Anche nelle quattro edicole dell'arco di Tebessa dovevano essere poste le statue imperiali, come dichiarano apertamente le iscrizioni collocate nell'attico. Sono queste infatti, e non le raffigurazioni scolpite a rilievo sui conci di chiave delle arcate[37], ad avere costantemente e necessariamente una stretta connessione con l'apparato figurato sovrastante.

Il testamento di Egriliano dunque disponeva che sull'arco venissero erette le statue dei due Augusti e dall'iscrizione dedicatoria a Caracalla sappiamo che esse dovevano disporsi secondo l'asse Nord-Sud. Della variazione che si dovette operare nella fronte settentrionale dopo l'uccisione di Geta si dirà fra poco.

Le statue di Minerva e di un'altra divinità, di cui si è perduto il nome nella trascrizione del testamento, dovevano di conseguenza essere poste sui lati Ovest ed Est, dedicati rispettivamente a Giulia Domna e al Divo Severo. Con il nome di quest'ultimo penso vada integrata la lacuna della linea 5, nella lettura *...tetrastylis duobus cum statuis [Divi Severi e]t Minervae*. Il supplemento si accorda perfettamente con lo spazio interessato dall'abrasione[38], ma consente anche di riconoscere un coerente programma celebrativo della famiglia imperiale, un programma nel quale sin dal momento in cui veniva delineato da Egriliano non poteva mancare l'immagine di Settimio Severo, fondatore della dinastia e già divinizzato[39].

Per Giulia Domna, ancora in vita, non si è proposta una così esplicita affermazione di divinità, ma si è fatto ricorso ad un processo di associazione-assimilazione[40], che si avvale di una serie di allusioni ver-

[37] Questo procedimento è seguito, ad esempio, da ACCAME, *art. cit.*, pp. 242 e 243.

[38] Lo spazio della lacuna è attualmente identico per tutte le prime sei linee dell'iscrizione, essendosi sgretolata la superficie del blocco che ne ospitava la parte iniziale. A sostegno dell'integrazione che si è presentata e che attualmente dovrebbe comportare 12 lettere, in quanto la *t* prima di *Minervae* visibile nelle precedenti edizioni è nel frattempo andata perduta, si può far notare che a linea 6, dove il supplemento è del tutto sicuro, debbono essere integrate 11 lettere, dal momento che il testo è conservato ora soltanto dalla *r* finale di *praeter* in avanti, e che nel supplemento proposto per la linea 5 figurano però ben tre *i*.

[39] L. CERFAUX-J. TONDRIAU, *Le culte des souverains dans la civilisation gréco-romaine*, Tournai 1957, pp. 367-369; F. TAEGER, *Charisma. Studien zur Geschichte des antiken Herrscherkultes*, II, Stuttgart 1960, p. 407 sgg.; A.M. MC CANN, *The Portrait of Septimius Severus* (Mem. Amer. Academy in Roma, vol XXX), Rome 1968, p. 57 ss., D.SOECHTING, *Die Porträts des Septimius Severus*, Bonn 1972, p. 49 sgg.; R. TURCAN, *Le culte impérial au IIIe siècle*, «ANRW», II, 16, 2, 1978, p. 1038 sgg.

[40] Per la data della divinizzazione di Giulia Domna cfr. J.F. GILLIAM, *On «Divi» under the Severi*, in *Hommages à M. Renard*, II, Bruxelles 1969, pp. 284-289; F. GHEDINI, *Giulia Domna tra oriente e occidente*, Roma 1984, p. 158 sgg. (con altra bibliografia); per i diversi gradi di assimilazione alla divinità cfr. TURCAN, *art. cit.*, p. 996 sgg.; GHEDINI, *op. cit.*, pp. 87, 123; E. LA ROCCA, *La riva a mezzaluna*, Roma 1984, p. 78.

bali ed iconografiche a Minerva: così nel testamento il nome della dea era strettamente collegato con quello del *Divus Severus*, a suggerire quasi l'idea di una coppia; nell'iscrizione dedicatoria della fronte Ovest dominava il titolo di *mater castrorum*, che era stato conferito a Giulia Domna il 14 aprile del 195 d.C.[41] e che sottolineava l'analogo legame che anche la dea aveva con gli eserciti e la guerra. L'allusione diventava esplicita nella disposizione dell'apparato epigrafico e figurato del lato Ovest, dove ai piedi della statua di Minerva, posta entro la piccola *aedes cum columnis*, si incideva la dedica a Giulia Domna, che ne diventava così σύνναος.

Analoghi processi di assimilazione sono documentati da un famoso acrolito di Salonicco, che raffigura un'Athena di tipo fidiaco con i tratti somatici dell'Augusta[42]; ad Atene, dove una sua statua era stata collocata nel tempio di Athena Poliàs e dove in onore suo e della dea venivano compiuti solenni sacrifici[43]. Un'ulteriore conferma potrebbe infine individuarsi, secondo la Ghedini, in una moneta di Gabala, che sembra raffigurare l'Augusta nell'aspetto di Minerva[44].

A questo punto rimane da esaminare la fronte Nord dell'arco di Tebessa. Egriliano voleva dunque che qui, accanto all'immagine di Caracalla posta sul lato Sud, a quelle del Divo Severo e di Giulia Domna-Minerva collocate in quelli Est ed Ovest, fosse eretta la statua dell'altro Augusto. La sua uccisione da parte del fratello, avvenuta quando l'arco

[41] GHEDINI, *op.cit.*, p. 6 sg.; LA ROCCA, *op. cit.*, p. 79 (ad essi si rinvia anche per la bibliografia precedente).

[42] S. PELEKIDES, «Arch. Deltion», 9, 1924-25, p. 121 sgg.; G. DESPINIS, *Akrolitha*, Athenai 1975, p. 11 sgg.; GHEDINI, *op. cit.*, pp. 128 e 129; LA ROCCA, *op. cit.*, p. 81.

[43] *IG* II-III, 1, 2, 1076; A. VON PREMERSTEIN, *Athenische Kulteheren für Kaiserin Julia Domna*, «Öst. Jh.», XVII, 1913, p. 249 sgg.; J.H. OLIVER, *Julia Domna as Athena Polias*, in *Athenian Studies Presented to W.S. Ferguson*, Cambridge 1940, pp. 521-529; GHEDINI, *op. cit.*, p. 129 sgg.; LA ROCCA, *op. cit.*, p. 81.

[44] *BMC, Galatia, Cappadocia, Syria*, p. 245, n. 10, tav. XXVIII, 12; GHEDINI, *op. cit.*, p. 132. Per i motivi religioso-cultuali che possono essere alla base dell'accostamento di Giulia Domna a Minerva, oltre a quello già ricordato che si impernia sulla qualifica di *mater castrorum*, vd. GHEDINI, *op. cit.*, pp. 130 e 131. Non si è in grado, invece, di pronunciarsi sulla possibilità che l'assimilazione comportasse anche allusioni e messaggi «politici», come si verifica ad Atene, dove l'associazione è fatta con la divinità piú importante della città. Nel caso di Tebessa, una volta identificati come aquile anziché come civette gli uccelli raffigurati sulla trabeazione del tempio eretto vicino all'arco di Caracalla (cfr. GSELL, *Monument*, cit., p. 133 sgg.), è venuta meno, come è noto, anche la possibilità di ritenerlo dedicato a Minerva. Di un suo posto di qualche rilievo nel pantheon di Tebessa può, però, trovarsi forse un indizio nei rilievi dei conci di chiave dell'Arco di Caracalla, che, accanto a raffigurazioni legate alla celebrazione della famiglia imperiale (Ercole, per il quale vd. piú avanti), ne presenta anche altre (Fortuna della città) che si giustificano per il ruolo che le divinità rappresentate dovevano giocare nella vita religiosa cittadina.

non era stato ancora terminato, ha costretto però gli esecutori testamentari ad operare una sostituzione. Proprio per quell'intento celebrativo della famiglia imperiale che sembra animare tutto il monumento e per quel lealismo politico che le circostanze richiedevano, non penso che la sostituzione della statua di Geta sia stata fatta con quella di una generica divintà. Mi sembra molto più probabile pensare alla personificazione di qualche qualità dell'imperatore.

A questo riguardo appare particolarmente interessante la documentazione epigrafica relativa all'arco che M. Cecilio Natale aveva eretto nella vicina Cirta in onore di Caracalla e che è stato ipoteticamente identificato con una struttura ad un fornice distrutta dai francesi nel 1837[45]. I titoli epigrafici che lo ricordano sono cinque (*CIL* VIII 7094-7098): il primo, a lettere più grandi e formato da quattro linee molto lunghe, doveva essere collocato nell'attico, gli altri quattro disposti sul fornice. Queste ultime iscrizioni sono completamente identiche fra di loro, la prima invece utilizza le stesse parole, ma risulta più breve per l'omissione della parte centrale del testo. In esse sono ricordate iniziative prese da M. Cecilio Natale dopo il conseguimento di alcune magistrature: egli aveva offerto una considerevole somma alla *res publica*, innalzato una statua bronzea della *Securitas saeculi*, un'edicola a quattro colonne con la statua bronzea dell'*Indulgentia domini nostri*, offerto spettacoli teatrali ed infine eretto un arco trionfale con la statua bronzea della *Virtus domini nostri Antonini Augusti*.

Proprio in quella della *Virtus* di Caracalla potrebbe forse riconoscersi la statua che stava a coronare la fronte Nord del monumento di Tebessa. L'ipotesi sembra trovare conferma in un torso femminile in marmo che si conserva nel museo locale e che è stato raccolto ai piedi dell'Arco di Caracalla[46]. La scultura misura in altezza m. 1,18 ed è priva, oltre che delle braccia, della testa e delle gambe dal ginocchio in giù: le dimensioni originarie dovevano essere pertanto di poco maggiori del naturale.

La figura è rappresentata in costume amazzonico, con una corta tunica, che è cinta sotto il petto e forma un *kolpos* all'altezza dei fianchi, ed il seno e la spalla destra scoperti. Lungo la gamba sinistra si riconoscono le tracce di un tronco. Da quanto si conserva si può dedurre che il

[45] Cfr. bibliografia citata a nota 30; ad essa può aggiungersi *ILAAlg*. II, 1, 674-678.

[46] St. Gsell, *Musée de Tébessa*, Paris 1902, p. 41, tav. IV, 3; *Monuments*, cit., p. 184 (la scultura è interpretata come *Virtus*); Maitrot, *art. cit.*, p. 78 sgg. (identifica nel torso Giulia Domna). Per il luogo di rinvenimento cfr. anche Girol, *art. cit.*, p. 181 che riferisce come nei lavori di sterro eseguiti nel 1863 attorno all'arco fossero state recuperate tre statue frammentarie in marmo, in una delle quali viene riconosciuto il torso in questione.

braccio destro doveva essere abbassato lungo il fianco, l'altro sollevato.

La lavorazione della statua, con le parti nude che risultano prive di efficace modulazione delle superfici ed il panneggio trattato senza alcuna vitalità e risolto in una serie ripetitiva di pieghe, presenta una notevole povertà plastica, che suggerisce una datazione coerente con quella dell'arco.

Il tipo iconografico è quello che viene utilizzato indistintamente per le raffiguarazioni della dea Roma e di *Virtus*[47]: il torso di Tebessa può essere pertanto completato con una testa elmata, un gladio nella mano destra e l'altro braccio appoggiato ad una lancia. Lungo il fianco sinistro, addossato al tronco, poteva probabilmente disporsi uno scudo. È noto quanto sia difficile distinguere le rappresentazioni di Roma da quelle di *Virtus*, soprattutto quando non ci si possa avvalere del loro inserimento in una scena o non siano di carattere monetale. La distinzione può operarsi soltanto in base al contesto, facendo ricorso a motivi ideologici[48]: nel caso dell'arco di Tebessa essi — senza poter escludere con sicurezza l'identificazione con la dea Roma, la cui immagine avrebbe pur rappresentato una tangibile attestazione della fedeltà al potere centrale[49] — sembrerebbero privilegiare quella con *Virtus*. Questa infatti, rendendo il principe simile agli dei e aprendogli le porte dell'eternità[50], meglio si attaglia al programma celebrativo dell'intero arco.

A tale proposito vorrei far notare che potrebbe non essere casuale la raffiguarazione di Ercole ed il leone sul concio di chiave della fronte Sud, quella appunto dedicata a Caracalla. Se per gli altri personaggi imperiali si potevano adottare forme di divinizzazione o di associazione

[47] F. GNECCHI, *Le personificazioni allegoriche sulle monete imperiali*, «Riv. Ital. Numismatica», XVIII, 1905, p. 387 sgg.; G. CALZA, *Le figurazioni di Roma nell'arte antica*, «Dedalo», VII, 3, 1926-27, pp. 663-688; C.C. VERMEULE, *The Goddess Roma in the Art of Roman Empire*, Cambridge Mass. 1959, pp. 29, 67, 101 sgg., 108 sgg.; R. MELLOR,Thea Rome. *The Worship of the Goddess Roma in the Greek World*, Göttingen 1975 e *The Goddess Roma*, «ANRW», II, 17, 2, 1981, pp. 950-1030; L. RICHARDSON JR., Honos et Virtus *and the* Sacra Via, «AJA», 82, 1978, pp. 240-246.

[48] V.M. STROCKA, «Ant. Afr.», VI, 1972, p. 158, nota 3; M.P. FANNER, *Der Titusbogen*, Mainz am Rhein 1983, p. 67 sg.; E. SIMON, Virtus *und* Pietas. *Zu den Friesen A und B der Cancelleria*, «JdI», 100, 1983, p. 554; N. HANNESTAD, *Roman Art and Imperial Policy*, Aarhus 1986, pp. 132-139.

[49] Sul significato, non solo religioso, ma anche politico del culto cfr. C. FAYER, *Il culto della dea Roma. Origine e diffusione nell'impero*, Pescara 1976, p. 13 sgg.

[50] CIC., *De re publ.*, VI, 16; *Leg.*, I, 8, 25; HOR., *Carm.*, III, 2, 21 sgg.; W. KOEHLER, in *EAA*, s.v. Virtus, p. 1185 sg.; W. EISENHUT, Virtus romana. *Ihre Stellung in römischen Wertsystem*, München 1973; J.R. FEARS, *The Cult of Virtues and Roman Imperial Ideology*, «ANRW», II, 17, 2, 1981, pp. 827-984.

con divinità, per Caracalla si sarebbe proposto un indiretto riferimento al modello di Ercole, che lui stesso faceva di tutto per accreditare[51].

Un'altra scultura frammentaria in marmo, che raffigura un personaggio maschile in nudità eroica[52], deve essere messa in relazione con l'Arco di Caracalla. Di essa si ha nel 1863 una prima notizia[53], secondo la quale il torso sarebbe stato trovato «dans le haut de l'arc de triomphe» ed attribuito dalle persone competenti a Caracalla. La notizia non è stata affatto rettificata — come sosteneva Gsell[54] — dal Girol nel suo saggio di tre anni dopo[55]. Quest'ultimo infatti non faceva altro che ascrivere al complesso dei lavori di sterro eseguiti nel 1863 attorno all'arco il merito di poterne individuare le statue di coronamento, dal momento che essi avevano permesso il ritrovamento di tre sculture frammentarie in marmo[56], fra le quali deve essere inserita quella che si sta esaminando. Non siamo di fronte quindi ad una precisazione, bensì ad una generica frase in cui si comprende tutta una serie di interventi sul monumento di Tebessa.

La statua risulta priva della testa e del collo ed una frattura, verificatasi al di sopra delle ginocchia, ha provocato la scomparsa delle estre-

[51] DIO, 78, 6, 1 e 7, 2; *Hist. Aug.*, *Carac.*, 5; CERFAUX-TONDRIAU, *op. cit.*, p. 370; C.C. VERMEULE, *Commodus, Caracalla and the Tetrarchs: Roman Emperors as Hercules*, in *Festschrift für F. Brommer*, Mainz am Rhein 1977, pp. 289-294.

[52] GSELL, *Monuments*, cit., p. 184; *Musée de Tébessa*, cit., p. 41, tav. IV, 2; MAITROT, *art. cit.*, p. 85.

[53] «Recueil Soc. Arch. Costantine», VIII, 1863, p. XII.

[54] Cfr. nota 52.

[55] «Recueil Soc. Arch. Costantine», X, 1866, p. 181.

[56] Girol riferiva che nei lavori del 1863 erano state ritrovate tre statue frammentarie in marmo bianco, una maschile e due femminili. Aggiungeva anche che due torsi erano stati depositati al Museo (quello della *Virtus* e quello raffigurato in nudità eroica), mentre il terzo, che era costituito dalla spalla e dal seno destro di una donna, era stato ridotto in frantumi. Non sembra giustificata dunque la notizia data nel 1911 dal Maitrot (*art. cit.*, p. 84 sg.), secondo la quale, oltre ai due torsi suddetti, sarebbero stati scoperti ai piedi dell'arco altri frammenti, appartenenti ad una figura femminile e costituiti dalla spalla e dal seno destro — in seguito scomparsi — e dalla parte inferiore del corpo conservata nel Museo. Quest'ultima sarebbe da riconoscere in un pezzo che è stato pubblicato da GSELL (*Musée de Tébessa*, cit., p. 42, tav. IV, 5) e che aveva fatto parte della collezione del Genio, prima di essere accolta nel Museo. Vi è rappresentato un personaggio femminile stante, che si appoggia sulla gamba destra e tiene la sinistra leggermente piegata all'indietro. Una lunga veste ricopre tutta la figura, lasciando scorgere soltanto la punta del piede destro. Di fianco ad esso si trova un blocco nel quale sono resi a rilievo dei tratti curvilinei, di «lettura» particolarmente incerta, che sono stati comunque ritenuti parte della raffigurazione della testa di un elefante. L'attributo portava Gsell a considerare il frammento parte della statua di una provincia (Numidia), mentre Maitrot interpreterà la scultura come quella di Minerva.

mità inferiori. L'altezza attuale è di m. 1,10; le dimensioni originarie dovevano essere di poco superiori al naturale. Il torso apparteneva ad una statua virile stante, con ponderazione destra. La figura è nuda, tranne che per un mantello che, partendo dalla spalla sinistra, le avvolge i fianchi, per ricadere con un ampio rotolo di pieghe sul braccio sinistro, piegato in avanti.

La scultura si ricollega ad una serie abbastanza numerosa di statue iconiche raffigurate in nudità eroica, con il mantello avvolto attorno ai fianchi e raccolto sull'avambraccio sinistro[57]. La gamba portante è generalmente la destra; la parte superiore del corpo può essere interamente scoperta, oppure un lembo del mantello può risalire dal dorso sulla spalla sinistra, oppure, infine — come nel nostro caso — braccio e spalla sinistra risultano completamente drappeggiati. Il braccio destro può essere alzato a reggere un'asta, oppure scostato dal corpo e sollevato leggermente in avanti. Il tipo statuario è stato utilizzato per rappresentare imperatori, principi della casa imperiale ed anche privati. Una rigida limitazione del suo impiego alla raffigurazione di personaggi defunti non appare più giustificata, mentre risulta, però, assicurata la sua finalizzazione a proporre un'immagine che alluda ad un processo di eroizzazione o, in certi casi, addiritura di divinizzazione[58].

Le considerazioni esposte condurebbero agevolmente a formulare l'ipotesi di riconoscere nel torso di Tebessa l'immagine del Divo Severo, ma essa richiede ancora alcune precisazioni. L'impiego di queste statue iconiche, come è noto,incontra la maggior diffusione tra la fine dalla repubblica e la tarda età claudia, trovando, però, sporadiche manifestazioni anche in epoche successive[59]. Nel caso della statua di Tebessa, come notava già lo Gsell, una datazione agli inizi del III sec. d.C. sembrerebbe giustificata dall'analisi stilistica[60]. La lavorazione dell'intera sta-

[57] H.G. NIEMEYER, *Studien zur statuarischen Darstellung der römischen Kaiser*, Berlin 1968, p. 102 sgg.; H. OEHLER, in Opus nobile. *Festschrift U. Jantzen*, Wiesbaden 1969, pp. 121-124; A. DÄHN, *Zur Ikonographie und Bedeutung einiger Typen der römischen männlichen Porträtstatuen*, Diss. Marburg/Lahn 1973, pp. 18-22 e 41-102. Si vedano anche le puntualizzazioni di C. SALETTI, *I ritratti antoniniani di Palazzo Pitti*, Firenze 1971,pp. 49-53; F. CARINCI, in L. GUERRINI, *Palazzo Mattei di Giove, Le antichità*, Roma 1982, pp. 134-137; F. TAGLIETTI, in A. GIULIANO, *Museo Nazionale Romano, Le sculture*, I, 8, Roma 1985, pp. 508-510.

[58] R. WEST, *Römische Pörtrat-Plastik*, I, München 1933, p. 149 sgg.; NIEMEYER, *op. cit.*, p. 58; OEHLER, *art. cit.*, p. 123; K. FITTSCHEN, «Bonn. Jahrb.», 170, 1970, p. 542; DÄHN; *op. cit.*, p. 19; CARINCI, in GUERRINI, *op. cit.*, p. 137; TAGLIETTI, in GIULIANO, *op. cit.*, p. 509.

[59] Vedi, ad esempio, una statua-ritratto, del Museo Archeologico di Venezia, in aspetto di divinità termale e datata attorno al 160 d.C. (G. TRAVERSARI, *Museo Archeologico di Venezia, I ritratti*, Roma 1968, p. 74 sg., n. 56).

tua appare infatti secca e pesante, con esiti particolarmente negativi nella resa del tronco, dove il rigido restringimento del busto ed il rilievo esclusivamente prestato ai muscoli pettorali denunciano una marcata riduzione di sensibilità, che allontana drasticamente questo esemplare dalla serie del I sec. d.C.

A favore dell'ipotesi enunciata poco fa si deve anche ricordare che nelle rappresentazioni di Settimio Severo, come ben testimonia la statua di Nicosia[61], si registra anche la ripresa di schemi che propongono l'imperatore in nudità eroica.

Inoltre va osservato che questo tipo statuario è stato anche ampiamente utilizzato — con piccole varianti — per statue di eroi, personificazioni (Geni) e divinità[62]. Fra queste ultime, accanto a quelle di Asclepio e Giove, che vengono sempre ricordate, deve essere inserito Serapide, le cui raffigurazioni secondo questo schema formano una lunga serie che ha il monumento di maggior spicco in un bronzetto della Walters Art Gallery di Baltimora[63]. Quell'assimilazione di Settimio Severo al dio alessandrino, che sembra aver dato lo spunto alla trasformazione del suo ritratto in forme di velata somiglianza con quelle di Serapide[64], po-

[60] GSELL, *Musée de Tébessa*, cit., p. 41.

[61] MCCANN, *op. cit.*, p. 133 sgg., n. 11, tavv. XXX e C. NIEMEYER, *op. cit.*, p. 112, tav. 43, 2; SOECTING, *op. cit.*, p. 140, n. 5. Un'analogia piú stretta potrebbe trovare il torso di Tebessa con la famosa statua bronzea di Settimio Severo proveniente da Castel S. Angelo e conservata a Bruxelles nei Musées Royaux d'Art et d'Histoire. Qui, infatti, una testa dell'imperatore è stata montata su un corpo raffigurato in nudità eroica, con un mantello che partendo dalla spalla sinistra gli avvolge i fianchi ed è raccolto in un fascio di pieghe sull'avambraccio sinistro. A rendere ipotetiche le possibilità del confronto è, come noto, l'incertezza che rimane — oltre che sulla datazione del corpo (I o II sec. d.C.) — sul periodo in cui si sarebbe attuata l'unificazione delle due parti. Sull'intero problema: A. FURTWÄNGLER, *Collection Somzée*, Munich 1897, p. 46, tav. XXX; K. KLUGE - K. LEHMANN-HARTLEBEN, *Die antiken Grossbronzen*, II, Berlin-Leipzig 1927, pp. 41 (nota 1) e 99, tav. XXX; MCCANN, *op. cit.*, p. 162, n. 62, tav. LXIII; NIEMEYER, *op. cit.*, p. 102; H. BLANCK, *Wiederverwendung alter Statuen als Ehrendenkmäler bei Griechen und Römern*, Roma 1968, p. 120, n. 7; SOECTING, *op. cit.*, p. 174 sg., n. 58.

[62] TRAVERSARI, *op. cit.*, p. 74, n. 56; OEHLER, *art. cit.*, p. 123, nota 23; DÄHN, *op. cit.*, p. 22.

[63] Per queste rappresentazioni di Serapide cfr. V. TRAN TAM TINH, *Sérapis debout. Corpus des monuments de Sérapis debout et étude iconographique*, Leiden 1983, pp. 77-79 (classe V), 246 sgg., n. V, 5 sgg. Va comunque osservato che nelle statue di Serapide e delle divinità in genere il mantello giunge ben al di sotto delle ginocchia, a differenza di quanto si verifica nelle statue iconiche: la frammentarietà della statua di Tebessa non consente, però, di pronunciarsi su questo particolare e di conseguenza sulla possibilità che la statua-ritratto del Divo Severo si ponesse in riferimento ad una specifica divinità.

[64] H.P. L'ORANGE, *Severus-Sarapis*, in *Bericht über VI int. Kongress für Archäologie, Berlin 21. - 26. August*, Berlin 1940, pp. 495 e 496 e *Apotheosis in ancient Portraiture*, Oslo 1947, p. 77 sg. Per il ritratto tipo Serapide cfr. MCCANN, *op. cit.*, pp. 107-117 e 155-

trebbe pure aver agevolato in certi casi — e fra questi anche quello di Tebessa — il recupero di un motivo statuario che in funzione iconica aveva goduto intenso favore in epoche precendenti.

Del torso di Tebessa va sottolineato infine un dato tecnico che può essere di qualche rilievo e che consiste nella lavorazione soltanto abbozzata della parte posteriore. La statua era destinata quindi ad essere addossata ad una parete e, sulla base della teoria che qui si è proposta, questa potrebbe identificarsi con il muro di fondo dell'edicola eretta sul lato orientale dell'Arco di Caracalla, quello appunto dedicato a Settimio Severo.

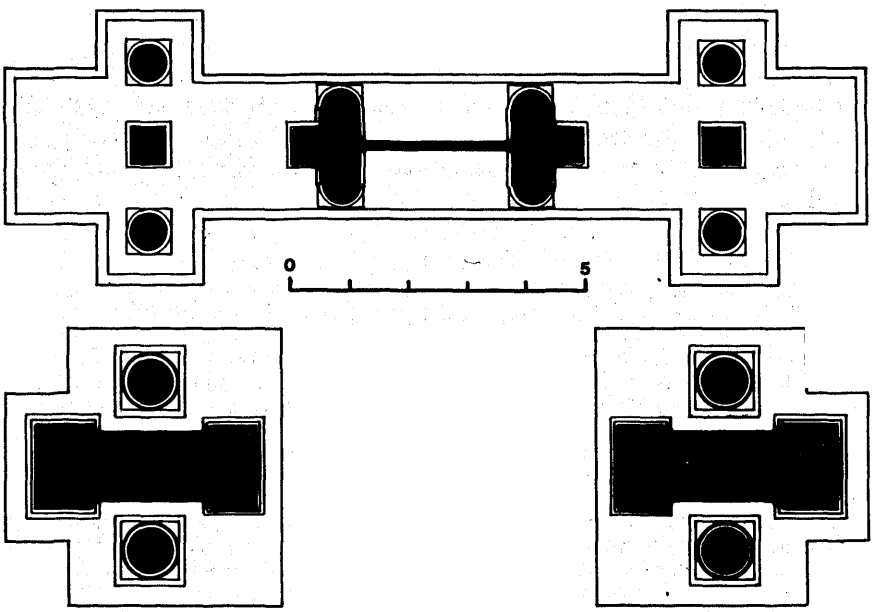


Fig. 7: Arco di Adriano ad Atene. Pianta dei due ordini (da Travlos).

178; SOECTING, *op. cit.*, pp. 49-57 e 171-219. Ricordo inoltre che anche a Tebessa, nel locale Museo, è conservata una testa di Settimio Severo (GSELL, *Musée de Tébessa*, cit., p. 43, tav. IV, 1), che secondo Soecting (*op. cit.*, p. 212, n. 116, dove è inserito nel tipo Serapide, a differenza di MCCANN, *op. cit.*, p. 142, n. 25, tav. XXXIX) dell'acconciatura del dio alessandrino sembrerebbe ripetere soltanto i tre riccioli sulla fronte. Per il pannello dell'arco di Leptis Magna, in cui l'imperatore è rappresentato a figura intera nell'aspetto di Serapide, cfr. i recenti lavori di GHEDINI, *op. cit.*, pp. 80-87 e LA ROCCA, *op. cit.*, p. 80.

Rimanendo ancora nel campo dell'analisi tecnica e stilistica si può rilevare come fra le due sculture messe in relazione con l'arco di Tebessa esista un profondo divario qualitativo. Esso è interamente a sfavore di quella della *Virtus*, dove l'esecuzione è mediocre e poco rifinita e il rendimento delle pieghe, quasi affrettate, si limita ad effetti generali. Nella gamma di ipotesi che si possono avanzare a spiegazione del fatto, non può tralasciarsene una che le vicende dell'intero monumento sembrano accreditare di buone probabilità e rendere particolarmente suggestiva, che questa scultura fosse cioè assente nel progetto originario del monumento e che perciò nella sua realizzazione sia presente un certo grado di estemporaneità.

La serie dei dati che emergono dall'analisi della documentazione architettonica, epigrafica e plastica relativa all'Arco di Caracalla di Tebessa rivela dunque che al suo progetto originario era sotteso un coerente ed unitario programma, volto a fare di esso un monumento di celebrazione della famiglia dei Severi, un'attestazione di lealismo politico nei loro confronti. A questi principi rimarranno strettamente fedeli anche gli esecutori testamentari, quando con lucido realismo si adegueranno prontamente al nuovo assetto politico che l'assassinio di Geta aveva ridisegnato.

Johannes Irmscher

Genesi del *CIL* VIII: *Inscriptiones Africae Latinae*

Arduo ed impervio fu il cammino che condusse alla fondazione del *Corpus inscriptionum Latinarum*, opera che nella sua forma attuale costituisce il vanto dell'Accademia delle Scienze della RDT, curatrice a tutt'oggi e per il futuro di questa imponente raccolta di materiale. Con lo sviluppo delle scienze storiche critiche le iscrizioni, da oggetto di una collezione fine a sé stessa, si erano tramutate in fonti storiche indispensabili. La nuova funzione assunta dall'epigrafia, che in tal modo acquisì un carattere propriamente scientifico, la pose anche dinnanzi a nuovi compiti. In primo luogo si rese necessaria un'accurata verifica di tutte le iscrizioni di cui si disponeva, dato che il numero delle falsificazioni superava di gran lunga quello comunemente ammesso. In secondo luogo bisognava elaborare una forma ottimale dell'edizione e realizzarla su un piano generale. Per la redazione del *Corpus*, basata su criteri unitari, era infine necessario valersi del principio dell'autopsia, per la cui affermazione il rapido miglioramento delle condizioni di comunicazione e di trasporto aveva già creato i presupposti indispensabili. All'elaborazione di tali principi parteciparono numerose generazioni di studiosi di differenti paesi; siano qui nominati l'italiano Scipione Maffei, il francese Jean François Séguier, l'italiano Gaetano Marini, inoltre il suo grande connazionale Conte Bartolomeo Borghesi con la sua cerchia di discepoli, lo svizzero Johann Caspar Orelli, il tedesco Wilhelm Henzen ed infine il danese Olaus Christian Kellermann[1]. Il primo giugno 1836 quest'ultimo presentò all'Accademia berlinese un opuscolo contenente un accurato progetto[2] e lo fece pervenire contemporaneamente alle Accademie di Copenaghen e di Monaco di Baviera ed inoltre al governo papale[3]. Vasta e manifesta fu l'eco riscossa da Kellermann nel mondo della scienza — anche Borghesi e l'Accademia parigina lo sostennero[4] —; natural-

[1] E. HÜBNER, in I. VON MÜLLER, *Handbuch der klassischen Altertums-Wissenschaft*, 1, 2. ed. Monaco di B. 1892, 638 p.s.

[2] Stampato presso J. IRMSCHER in *Akte des IV Internationalen Kongresses für griechische und lateinische Epigraphik*, Vienna 1964, 167 p.s.

[3] IRMSCHER, *l.c.*, p. 161.

[4] HÜBNER, *l.c.*, p. 640.

mente resta aperta la questione se la base materiale avrebbe potuto dimostrarsi bastevole alla realizzazione di un progetto tanto imponente; Kellermann infatti morì prematuramente, nel 1837, all'età di 32 anni a Roma[5].

Theodor Mommsen, che seguì le sue orme, nonostante avesse eseguito lavori scientifici esemplari, dovette sostenere lunghe e dure lotte prima che l'Accademia berlinese gli affidasse finalmente nel 1853 l'incarico di realizare il *Corpus* di iscrizioni latine, e fu lui più di chiunque altro a conferirgli la propria impronta[6]. Il postulato dell'autopsia delle iscrizioni comportava necessariamente un nuovo indirizzo; contrariamente al tradizionale ordinamento sistematico per contenuto, la nuova opera doveva venir impostata a criteri geografico-topografici, solo così infatti si poteva determinare con certezza il materiale epigrafico a disposizione. Contemporaneamente fu stabilito un programma che prevedeva 15 *Volumina*. A tale programma ci si è potuti attenere in oltre 120 anni di attività[7]: si è aggiunto solo un sedicesimo volume con i diplomi militari, mentre per l'edizione delle pietre miliari è previsto il volume XVII e ai carmi verrà riservato il volume XVIII[8]. Benché il *Corpus inscriptionum Latinarum* a causa dei tempi movimentati non abbia potuto mantenere la sua posizione di monopolio, secondo le aspettative dell'uno o dell'altro dei suoi iniziatori, tuttavia per merito suo la raccolta di iscrizioni latine è molto meno frammentaria di quella greca.

Per le iscrizioni dell'Africa romana fu previsto il volume VIII; esso si suddivide in due parti, entrambe date alla stampa nel 1881. La *pars prior* tratta le iscrizioni delle province dell'*Africa Proconsularis* e della *Numidia* (complessivamente 8366 testi), la *Pars posterior* è dedicata alle iscrizioni della *Mauretania Sitifensis*, della *Mauretania Caesariensis* e della *Mauretania Tingitana* (i numeri 8367 - 10988 inclusi alcuni *additamenta*). Sul frontespizio figura come curatore Gustavus (Gustav) Wilmanns, un discepolo di Mommsen. Nato nel 1845 a Jüterbog nella Marca di Brandeburgo, Wilmanns pubblicò lavori epigrafici con indirizzo storico-antico e morì a soli 32 anni di età nel 1878, professore di storia antica all'Università di Strasburgo[9]. Nel 1872 iniziò a curare il *Volumen*

[5] J. IRMSCHER, presso R. ARAMON I SERRA, *Estudis romànics*, 8, 1961, 89 p.s.

[6] K. SCHUBRING, in *Das Institut für griechisch-römische Altertumskunde*, Berlino 1957, p. 80.

[7] Lo dimostra chiaramente il confronto dei sommari presso HÜBNER, *l.c.*, 641 p.s. e presso H. BENGTSON, *Introduction to Ancient History*, inglese di R.I. FRANK e F.D. GILLIARD, Berkeley 1970, 151 s.

[8] W. HARTKE, in *Akte l.c.*, 138.

[9] C. BURSIAN, *Geschichte der classischen Philologie in Deutschland*, Monaco di B. 1883, 1140 n. 1.

VIII del *Corpus inscriptionum Latinarum* e dopo un soggiorno di studi a Parigi nel 1873/74, intraprese viaggi nella Tunisia allora autonoma e nel 1875/76 nei territori nord-africani occupati dai Francesi. Ancor prima che fosse completata la raccolta di materiali il giovane studioso cominciò ad elaborare il *Corpus* ed a darlo alle stampe, corredandolo di numerosi saggi[10], che purtroppo spesso sfuggono all'attenzione del consultatore. Il primo verte sulla storia dell'ordinamento governativo, il secondo sulla storia dell'amministrazione militare nelle province africane dell'Impero romano; un terzo illustra le fonti letterarie sulle quali aveva potuto basarsi la ricerca epigrafica dell'Africa Romana. Alla sua morte Wilmanns aveva curato la stampa di 408 pagine (delle complessive 1141). Per il resto il materiale era in massima parte disponibile, ma non affatto pronto per la stampa. Coadiuvato dall'allievo di Wilmanns, Hermann Dessau (1856-1931[11]), Theodor Mommsen, come direttore del *Corpus*, si accinse a condurre a termine l'impresa; la sua nobiltà morale gli vietò di apporre il proprio nome accanto a quello di Wilmanns, il che sarebbe stato più che legittimo[12].

Theodor Mommsen ha definito gli indici di un'opera epigrafica come la chiave senza la quale la serratura, e cioè il *Corpus inscriptionum*, è praticamente inutilizzabile. Agli indici, quindi, venne e viene dedicata particolare attenzione da parte dei collaboratori e della redazione dell'opera epigrafica. La compilazione di veri indici non si esaurisce in una enumerazione di dati concisi, che ogni computer sarebbe oggi in grado di fornire; essi devono compenetrare scientificamente la materia in modo inderogabile, tanto più che il *Corpus inscriptionum Latinarum* rinuncia ad un generale commento dei testi[13]. Alla raccolta di Wilmanns sono aggiunti dapprima registri dei *Nomina* e *Cognomina*[14], che in singoli casi illuminano una tradizione dubbia o particolare. Il terzo indice è dedicato agli imperatori romani, il cui riferimento epigrafico all'Africa viene evidenziato come contributo determinante per la loro prosopografia; lo stesso vale per i consoli e per altri notabili, come anche per i re locali. Di grande utilità è inoltre la registrazione delle cariche e dei titoli, degli organi amministrativi dell'impero, delle gabelle e dei dazi figuranti

[10] *Inscriptiones Africae Latinae*, coll. Gustavus Wilmanns, 1, Berlino 1881, XV p.s.

[11] Diresse dal 1900 al 1921 come addetto scientifico dell'Accademia il *Corpus inscriptionum Latinarum* E. AMBURGER, *Die Mitglieder der Deutschen Akademie der Wissenschaften zu Berlin 1700 - 1950*, Berlino 1950, 170.

[12] Cnf. la *Praefatio* di MOMMSEN in WILMANNS, *l.c.*, p. V.

[13] SCHUBRING, *l.c.*, p. 81.

[14] WILMANNS, *l.c.*, 2, 1881, 985 p.s.

nel materiale epigrafico. La *res militaris*, per il carattere stesso della fonte, riveste la massima importanza, lo stesso vale per la religione, il culto e i suoi ministri, inclusi l'ebraismo e il cristianesimo, dei quali l'ultimo aveva potuto affermarsi precocemente in Africa e raggiungere una notevole fioritura[15].

Seguono notizie sul *Populus Romanus* e le sue istituzioni, dati sulla vita nelle province africane ed in altri territori dell'impero, con particolare riferimento anche ai differenti mestieri e alle organizzazioni corporative. Alle opere poetiche è dedicato un indice particolare. Vengono inoltre fissate peculiarità paleografiche ed indicate singolarità grammaticali. Un registro speciale contiene i nomi moderni (in arabo); mappe dei territori trattati occupano le ultime pagine del volume. È evidente come le esperienze raccolte da Mommsen in lunghi anni di lavoro al *Corpus* si rispecchino in questi registri, la cui utilizzazione procura sempre nuove emozioni ed incita a nuove considerazioni.

L'enorme quantità di nozioni archeologiche sul Nord-Africa, per merito soprattutto di studiosi francesi e dei loro istituti[16], ha comportato un rapido aumento del materiale epigrafico e ha reso di conseguenza necessarie alcune integrazioni al volune del *Corpus* del 1881. Per tali aggiunte sono stati previsti dei *Supplementa* di cui sono state pubblicate finora cinque *Partes*. La *Pars I*[17] è stata curata dal tedesco Johannes Schmidt e dal famoso studioso di storia antica, il francese René Cagnat (nato nel 1852), Membre de l'Institut e professore al Collège de France, i cui *Cours d'épigraphie latine*[18] figurano ancor oggi tra le opere epigrafiche standard[19]. Il volume contiene alcune sporadiche aggiunte per la Provincia Tripolitana, la Provincia Byzacena e un ricchissimo materiale per la *Provincia Proconsularis*, complessivamente i numeri 10989 -17584. Il secondo *Supplementum*, elaborato dagli stessi studiosi, comprende gli *addenda* alle iscrizioni della provincia della Numidia, precisamente i numeri 17585 - 20206. Esso apparve nell'anno 1894[20]. Non era-

[15] A. VON HARNACK, *Die Mission und Ausbreitung des Christentums in den ersten drei Jahrhunderten*, 2. 4. ed. reprint Lipsia 1965, 889 p.s.

[16] Sommario adeguato al livello dei suo tempi in K. SITTL, *Archäologie der Kunst*, Monaco di B. 1895, 165 s.

[17] *Inscriptionum Africae proconsularis Latinarum supplementum*, edd. RENATUS CAGNAT et JOHANNES SCHMIDT, Berlino 1891.

[18] R. CAGNAT, *Cours d'épigraphie latine*, 4. ed. Parigi 1914.

[19] R. GRÜNDEL in J. IRMSCHER, *Einleitung in die klassischen Altertumswissenschaften*, Berlino 1986, 99.

[20] Ora in seconda edizione: *Inscriptionum Provinciae Numidiae Latinarum supplementum*, edd. RENATUS CAGNAT et JOHANNES SCHMIDT, Berlino (ovest) 1969.

no ancora state prese in considerazione la provincia *Mauretania Sitifensis*, la provincia *Mauretania Caesariensis* e la provincia *Mauretania Tingitana* ed inoltre le pietre miliari e il cosiddetto *instrumentum* (*domesticum*); cioè le iscrizioni riscontrabili non in luoghi fissi, bensì su oggetti portatili[21], come per esempio pesi e misure, *tesserae*, cioè originariamente piccoli dadi d'osso o di avorio ed in seguito i generi più disparati di marchi e contrassegni su vasellame ed arnesi. Tutte queste testimonianze hanno trovato spazio nel *Supplementum III*[22], dato alle stampe nel 1904. Allora Schmidt era già deceduto e al suo posto era subentrato il collaboratore scientifico precedentemente citato, Hermann Dessau.

La prima guerra mondiale pose fine alla proficua cooperazione tedesco-francese di cui possono ulteriormente testimoniare i nomi di Gauckler, Merlin, Delattre e Gsell[23]. La maggior parte dei materiali raccolti grazie a tale collaborazione allo scoppio della guerra ancora non era stata pubblicata. Benché il programma previsto non fosse ancora stato realizzato, Hermann Dessau decise di non lasciar ulteriormente inutilizzato il patrimonio di cui già si disponeva e fece stampare nel 1916 la *Pars IV* del *Supplementum*, rinunciando a registrare sul frontespizio i nomi dei curatori[24].

Il clima politico del primo dopoguerra era poco idoneo a ristabilire la cooperazione interstatale di un tempo. Ma gli impedimenti erano anche inerenti alla materia stessa; infatti ovunque — e non solamente per i territori del Nordafrica — nascevano raccolte epigrafiche, le quali non si orientavano più agli antichi confini territoriali, bensì a quelli moderni e rinunziavano contemporaneamente all'uso della lingua erudita latina. Il Gouvernement général de l'Algérie promosse la pubblicazione delle epigrafi latine algerine. Sotto la direzione di Stéphane Gsell avrebbero dovuto venir elaborati quattro volumi. Ne furono pubblicati solamente due, il primo nel 1922 e i fascicoli 1-2 del secondo nel 1957 e 1976[25]; la dichiarazione d'indipendenza dell'Algeria aveva creato anche nel campo politico-scientifico una nuova situazione. Nella propria enumerazione

[21] Sir J. EDWIN SANDYS, *Latin epigraphy*, 2. ed. di S.G. CAMPBELL, Cambridge 1927, 143.

[22] Ora in seconda edizione: *Inscriptionum Mauretaniae Latinarum, miliariorum et instrumenti domestici in provinciis Africanis repertorum supplementum*, edd. IOHANNES SCHMIDT, RENATUS CAGNAT, HERMANNUS DESSAU, Berlino (Ovest) 1969.

[23] Cnf. la prefazione di H. DESSAU alle *Inscriptiones Africae Latinae. Inscriptionum Africae proconsularis Latinarum supplementum alternum*, Berlino 1916, p. V.

[24] Il titolo figura nella nota precedente.

[25] ST. GSELL, *Inscriptions latines de l'Algérie*, I, Parigi 1922; II, 1, a cura di H.-G. PFLAUM, Alger 1957, II, 2, a cura di H.G. PFLAUM, Alger 1976.

Gsell e i suoi collaboratori registravano per principio anche i numeri del *Corpus inscriptionum Latinarum*; l'apporto di nuovi testi era ovviamente ben considerevole. Non come *Corpus* completo, bensì come parte complementare all'edizione berlinese, era stata concepita la raccolta di iscrizioni latine della Tripolitania, della Tunisia e del Marocco, patrocinata dall'Institut de France e apparsa nel 1923[26] a cura di Louis Chatelain per il Marocco e di René Cagnat e Alfred Merlin per gli ulteriori territori. Nonostante gli editori stessi si fossero posti a ragione dei limiti, la raccolta poté presentare 665 nuovi testi. Una nuova edizione dell'opera stampata nel 1923, ampliata per quel che riguarda il contenuto (registrante anche il materiale del *Corpus inscriptionum Latinarum*), ma limitata dal punto di vista territoriale all'odierna Tunisia, fu presentata da Merlin nel 1944 sotto il titolo *Inscriptions latines de la Tunisie*[27], anche questa volta sotto il patrocinio dell'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. Su incarico dell'Institut del Hautes-études marocaines, infine, Louis Chatelain iniziò a curare un *Corpus* delle iscrizioni sul suolo marocchino; il primo fascicolo apparve nel 1942[28].

Di fronte a questa complicata situazione editoriale l'Accademia berlinese prese l'unica decisione possibile, quella di concludere provvisoriamente il volume VIII del *Corpus inscriptionum Latinarum* con un volume di indici che tenesse conto sia dell'edizione del 1881 che dei *Supplementa I-IV* e figurasse esso stesso come *Supplementum V*. Fu stampato in tre fascicoli apparsi rispettivamente nel 1942, 1955 e 1959, privi dei nomi degli editori sul frontespizio. L'elaborazione avviata da Johannes Stroux, membro accademico responsabile del *Corpus*, si protrasse per molti anni a causa dei tempi infausti e fu curata da differenti collaboratori; se tale opera nonostante tutto si presenta in una forma sufficientemente unitaria ed è stata condotta a buon fine è merito di Konrad Schubring, al quale si deve in maniera determinante la ripresa dei lavori al *Corpus* dopo l'anno 1945. L'indice si rifece ai principi di Mommsen riconosciuti validi, corresse là dove si erano rese necessarie delle correzioni e registrò le concordanze indispensabili a rendere scambievolmente utilizzabili le diverse edizioni. Con lui l'edizione delle *Inscriptiones Africae Latinae* del *Corpus* berlinese fu portata ad un temporaneo compimento[29].

[26] R. CAGNAT - A. MERLIN - L. CHATELAIN, *Inscriptions latines d'Afrique* (*Tripolitaine, Tunisie, Maroc*), Parigi 1923.

[27] A. MERLIN, *Inscriptions latines de la Tunisie*, Parigi 1944.

[28] L. CHATELAIN, *Inscriptions latines du Maroc*, Parigi 1942.

[29] Sommario sul contributo di K. SCHUBRING, in E. DIEHL, *Altlateinische Inschriften*, 4. ed. Berlino (Ovest) 1959, 118.

Al IV Congresso internazionale di epigrafia greca e latina (Vienna 1962) ho cercato di sostenere con un'argomentazione storico-scientifica la necessità di un *Corpus* epigrafico globale, configurato secondo criteri unitari[30]. La presente relazione sull'edizione del volume di iscrizioni dell'Africa romana mi appare una chiara conferma della legittimità di quell'auspicio. Indubbiamente tale problematica non può essere superata che mediante una fervida cooperazione internazionale e le vie che conducono al successo non sono con certezza le medesime intraprese nel secolo scorso; più urgente che mai si presenta quindi il compito di giungere a quella soluzione indispensabile usufruendo delle migliori possibilità tecniche e del clima politico più favorevole.

Concludo con una citazione di Theodor Mommsen: «*Studia epigraphica hoc praecipuum habent et quasi divinum, ut ex sui quemque cubiculi angustiis in publicum campum eruditos viros evocent, et, dum communis humanitatis nostrae originis admonent, diversarum nationum optimos quosque consocient*»[31].

[30] *Akte, l.c.*, 157 p.s.

[31] Citato da SANDYS, *l.c.*, p. VI.

Jerzy Kolendo

Le culte impérial et la faute du lapicide: à propos d'une inscription des environs de *Theveste* (*ILAlg.* I 3715)

1. Les erreurs du lapicide soulèvent un grand intèrêt parmi les épigraphistes. Tout d'abord, il en découle le besoin de corriger la lecture des endroits corrompus du texte épigraghique. Mais aussi en de nombreux cas, ces «fautes du lapicide» peuvent jeter une précieuse lumière sur le mode d'exécution de l'inscription et sur l'organisation du travail dans l'*officina lapidaria*[1]. Les fautes du lapicide identifiées dans les inscriptions servent aussi aux recherches sur le latin parlé en diverses parties de l'Empire. Elles permettent de tirer des conclusions sur le degré d'alphabétisation der habitants de l'Empire. Les nombreuses pierres fautives analysées par J. Mallon[2], qui avaient posé d'innombrables difficultés aux épigrahistes même les plus éminents, prouvent que les lapicides souvent ne comprenaient pas les textes qu'ils gravaient sur la pierre. Ces pierres fautives ne témoignent non plus d'une bonne connaissance de l'écriture parmi les commanditaires des inscriptions.

La faute du lapicide (remarqué par lui et corrigée ou aussi inaperçue pouvait découler de diverses raisons. A l'origine se trouvait souvent une lecture défectueuse du texte de l'inscription, en cursive, fourni par le commanditaire, ce que met en relief Jean Mallon[3]. Les erreurs pouvaient aussi venir de la dittographie, de l'omission de mots, etc.

Il arrivait aussi que la faute du lapicide avait une justification psychologique plus profonde. Il pouvait être le fruit de certaines associations d'idées. Alors la faute du lapicide nous indique ce à quoi il pensait réellement ou plutôt ce qui est resté imprimé dans sa mémoire.

Un exemple de ce dernier cas est une inscription d'Afrique, en apparence banale, uniquement utilisée jusqu'ici dans les recherches sur les questions agraires[4] et qui peut mettre indirectement en lumière aussi les

[1] G. Susini, *Il lapicida romano. Introduzione all'epigrafia latina*, Roma 1966; A. Donati, *Tecnica e cultura dell'officina epigrafica brundisiana*, Faenza 1969.

[2] Cf. J. Mallon, *Pierres fautives*, «Libyca», II 1954, pp, 187-199, 435-459,; III 1955, pp.307-327; Idem, *Une inscription «incompréhensible»*, dans *Mélanges d'archéologie et d'histoire offerts à André Piganiol*, t. I, Paris 1966, pp. 267-274.

[3] Cf. note 2.

[4] Cf. J. Kolendo, *Le colonat en Afrique sous le Haut-Empire*, Paris 1976, p. 96, note 39.

questions de popularité du culte Impérial.

2. L'inscription[5] ici analysée provient des environs de Theveste. Elle fut découverte à Henchir el Maïz, un bourg situé à env. 20 km. au Sud-Est de ce centre, sur la route menant à Thelepte et à Gafsa[6]. De cette localité proviennent encore deux inscriptions funéraires[7] et un certain nombre de tessons portant des inscriptions peintes en cursive. L'une donne une quittance pour un versement d'huile, des temps du roi Trasamund (496-523)[8]. On peut supposer que le bourg de Henchir el Maïz était le centre d'un domaine[9].

L'inscription analysée se trouvait sur un autel haut de 1,25 m. En voici le texte d'après la copie de S. Gsell:

I(ovi) O(ptimo) M(aximo)
pro salu-
te M(arci) Ul-
pi Quinti-
ani domi-
ni [[n(ostri)]] mei
Proculus
servus feci.

Dans son commentaire, S. Gsell écrivait: «1. 6: il y avait là d'abord une *N*, surmontée d'un trait horizontal, = *n(ostri)*; cette lettre a été ensuite transformée en une *M*, après laquelle on a gravé un *E* et un *I: mei*». Il s'agit donc d'une faute du lapicide, remarquée et corrigée. Cette erreur n'est pas accidentelle. Elle ne peut pas s'expliquer par une mauvaise lecture du texte en cursive[10] ni par une confusione des lettres M et N dans l'écriture lapidaire. Or, elle s'explique très facilement sous un angle psychologique. Grâce à son travail professionel, le lapicide connaissait bien la formule *dominus noster*, en général àbrégée *dominus n(oster)* ou même *d(ominus) n(oster)*, désignant l'empereur.

[5] *CIL* VIII 2054 (d'après «Ann. de Const», 1858/59, p. 182); *ILAlg. I 3715.*

[6] *AAA*, f. 40, 36; *ILAlg.* I, p. 360.

[7] *ILAlg.* I 3716, 3718.

[8] Seymour De Ricci, «Revue des études grecques», 1900, p. 226; *CIL* VIII 22646, 20; *ILAlg.* I 3719; E. Albertini, *Ostrakon byzantin de Négrine (Numidie)*, dans *Cinquantenaire de la Faculté des Lettres d'Alger*, Alger 1932, pp. 56-62; Ch. Courtois, *Les Vandales et l'Afrique*, Paris 1955, p. 380, n. 108. Cf. p. 183 et p. 258, note 13.

[9] Cf. *infra*.

[10] Cf. J. Mallon, *Pierres fautives*, «Libyca», III, 1955, pp. 315 et s. — liste des confusions entre n et les autres lettres.

Cette formule[11] apparait au temps d'Hadrien, mais devint populaire au temps des Sévères et plus tard, comme le prouve la documentation épigraphique et papyrologique[12]. L'analyse des indices des publications épigraphiques sur l'Afrique permet d'affirmer que la formule *dominus noster* apparait en cette région depuis le temps de Commode.

La faute consistant à écrire *domini n(ostri)* au lieu de *mei* ne put naitre qu'en une situatione de popularité de la formule *dominus n(oster)* dans la titulature impériale. Il convient donc de dater cette inscription au IIIe ou même au IVe siècle.

L'erreur subconsciente peut trahir l'état de conscience de celui qui l'a commise. Le lapicide qui réalisa le texte ici analysé dut au cours de son travail professionnel exécuter de nombreuses inscriptions en l'honneur de l'empereur qui, pendant le IIIe siècle, le plus souvent comportaient la formule *dominus noster*. L'erreur relevée peut donc témoigner du rôle des inscriptions liées au culte impérial dans la production des *officinae lapidariae* au IIIe siècle. On peut naturellement étudier ce phénomène par des méthodes statistiques en analysant le nombre des inscriptions consacrées aux empereurs par rapport au nombre total des textes épigraphiques de la ville donnée ou de la région. A Theveste, nous connaissons 479 inscriptions publiées en 1922 par S. Gsell[13], dont 31 textes (6,5%) sont liés au culte impérial[14]. Pourtant ces proportions concernent l'ensemble de la période romaine en Afrique. La distinction des inscriptions du IIIe siècle est très difficile. Donc la conclusion tirée de l'analyse des raisons de la faute dans l'inscription traitée peut avoir une certaine importance pour estimer le nombre des dédicaces en l'honneur des empereurs fondées à Theveste. On peut affirmer que le «paysage épigraphique» de cette ville était imprégné de divers monuments avec des inscriptions en l'honneur de l'empereur.

3. Quel est le caractère de l'inscription étudiée dans sa forme correcte? C'est une dédicace érigé à Juppiter pour le salut de M. Ulpius Quintianus par son esclave. Compte tenu du lieu de trouvaille de l'ins-

[11] G. LUGLI, *DE* II (a. 1910), pp. 1952-1955, *s.v. Dominus*; L. PERRET, *La titulature impérial d'Hadrien*, Paris 1929, pp. 76-92; G.M. BERSANETTI, *Il padre, la madre e la prima moglie* di *Settinio Severo, con un appendice sull'uso di* «dominus noster» *nelle iscrizioni dell'età severiana*, «Athaenaeum», XXIV 1946, pp. 38-43; A. MASTINO, *Le titolature di Caracalla e Geta attraverso le iscrizioni (indici)*, Bologna 1981, pp. 58 et s.

[12] P. BURETH, *Les Titulatures impériales dans les papyrus, les ostraca et les inscriptions d'Egypte (30 a.C. - 284 p.C.)*, Bruxelles 1964, p. 7: les formules commençant par ὁ κύριος ἡμῶν restent exceptionnelles sous Hadrien et ses successeurs, mais deviennent les plus importantes au troisième seècle.

[13] *ILAlg.* I 2993-3471.

[14] *ILAlg.* I 2996-3009, 3025-3059.

cription, on peut supposer que *Proculus servus* était *vilicus* ou *procurator* d'un *fundus* se trouvant sur le territoire rural de Theveste.

Une preuve supplémentaire de l'existence d'un domaine à Henchir el Maïz peuvent être deux inscriptions funéraires fondées pour le même personnage, *M. Annius M. f. Pap(iria) Seranus Thevestinus*, qui vécut 18 ans et 11 mois. L'une provient de Theveste même[15], l'autre de Henchir el Maïz[16]. St. Gsell[17] suposait que le défunt mourut et fut enseveli dans sa propriété rurale et qu'à Theveste on lui éleva uniquement un cenotaphe. Une confirmation de l'hypothése que Henchir el Maïz était un demaine appartenenant aux *Annii* peut être le fait que cette famille avait encore d'autres propriétés terriennes dans les environs de Theveste[18]. On peut croire que le domaine qui appartenait à *M. Ulpius Quintilianus* passa ensuite aux mains de la famille des *Annii*. On ne peut naturellement exclure la situation inverse, que le domaine appartennat aux *Anni* ait passé aux mains de *M. Ulpius Quintilianus*.

4. L'usage d'ériger des dédicaces religieuses pour le salut du propriétaire d'un grand domaine est encore attesté par d'autres inscriptions d'Afrique. La plus proche analogie, avec de très grandes ressemblances, est un monument religieux trouvé à El-Aria[19]: *Genio salti Bagatensis p[ro salute] M(arci) Pacci Victoris Rufini [- - - et] Maritimae et M(arci) Pacci Ru[fini dominorum] saltus Speratus vilicus [fecit]. Speratus vilicus* qui fonda la dédicace, fut sans doute un esclave[20], comme la majorité des autres *vilici* placés à la tête des grands domaines africains[21].

Des environs de Theveste (Bir Bouraoui) provient une autre inscription[22] gravée sur une pierre de 2,37 cm de longueur et 0,30 m. de hauteur. C'etait donc une dédicace d'un édifice. *[Alexandro?] domino nostro Aug(usto), pro salute et [- - -]C(ai) [Anni A]nullini [G]emini Percen(n)iani, c(larissimi) v(iri), dom(ini), Vesat(enses) sub cura Felicis fecerunt. B(onis) b(ene)*. En ce cas, l'édifice fut érigé par les colons d'un

[15] *CIL* VIII 27927 = *ILAlg.* I 3552. Cf. *ILAlg.* I 3551.

[16] *CIL* VIII 2081 = *ILAlg.* I 3716.

[17] Cf. *ILAlg.* I 3552.

[18] Cf. *infra* et notes 22, 24.

[19] *AE* 1902, 233; H.G. Pflaum, *Glanes épigraphiques dans la région de Constantine*, «Recueil de la société archéologique de Constantine», 71, 1969-1971, pp. 63 et s. = *Afrique romaine. Scripta varia* I, Paris 1978, pp. 356 et s.; *ILAlg.* II 4196. Cf. *AAA*, f. 77, n. 158.

[20] *Aliter* H.G. Pflaum, *Glanes*...cit., p. 63-356: le gérant sous doute affranchi.

[21] J. Kolendo, *op. cit.*, p. 62, 107, note 65, p. 108, note 76.

[22] *CIL* VIII 27953 = *ILAlg.* I 3636.

domaine, en leur nom par un certain Felix, probablement l'un d'eux[23]. Les attitudes mentales sont les même, uniquement les conditions économiques sont différentes.

On peut rapprocher encore une inscription[24] fondée par un esclave gérant un autre domaine du même propriétaire terrien situé dans les environs de Theveste (H^r^ Bou Skikine). *Genio Thesecthi Aug(usto) sacrum. Maximu[s], Ann[i An]u[ll]ini Percenniani, c(larissimi) v(iri), actor, vot(um) solvit.* Du point de vue formel, il est vrai, ce n'est pas une dédicace pour le salut du propriétaire. Elle est consacrée au Génie du domaine, mais indirectement le nom du propriétaire est mentionné. Donc, ce texte pouvait avoir le même rôle que les autres inscriptions ici analysées. Le propriétaire de ces deux domaines était probablement C. Annius Percennianus, frére Arvale en 231-239[25].

Enfin, nous connaissons une inscription[26] similaire de la région de Cirta (Ras-el Aioun, Bar Oued Zenati, Mechta Steat, dans l'Antiquité *saltus Poctanensis Posphorianus*[27]): *[I]ovi Sa[turn]o Aug(usto) et Gen[i]o saltus Poctanensis Posphor[ia]ni sac[rum] pro sal[ute] Antistio[rum] Q(uintus) An[t]i(stius) Agat[h]opu[s] v(otum) s(olvit) l(ibens) a(nimo).* Elle fut fondée pour le salut de deux frères: Antistius Adventus et Antistius Burrus, des sénateurs originaires de Thibilis dans la Confédération Cirtéenne[28]. Leur immence richesse peut partiellement s'expliquer par le fait que le plus jeune, Lucius Antistius Burrus, épousa la fille de l'empereur Marc Aurèle[29].

[23] Les autres exemples des fondations faites par les colons — J. KOLENDO, *op. cit.*, p. 111, note 107.

[24] *CIL* VIII 27943 = *ILAlg.* I 3625.

[25] *PIR*², I, p. 107, n. 633.

[26] H.G. PFLAUM, *Glanes*...cit., pp. 62-67 = p. 355-360; *ILAlg.* II 2, 4196.

[27] H.G. PFLAUM, *Glanes*..., cit., p. 64 = p. 357: «Ce domaine porte un nom double, ce qui signifie à notre avis qu'on a éprouvé le besoin de distinguer ce *saltus Poctanensis* d'un autre dont nous ignorons pour le moment le nom et l'emplecement précis». Un nom double d'un domaine est lié assez souvent avec son histoire (le nom indigène et romanisé, les noms des propriétaires successifs d'un *fundus*). Cf. J. KOLENDO, *Toponimi prediali e studi sulle strutture agrarie dell'Africa romana. Il caso delle grandi proprietà nella Tripolitania attraverso l'Itinerario Antonini,* dans *La ricostruzione dell'ambiente antico attraverso lo studio e l'analisi del terreno e dei manufatti (strumenti e metodi di ricerca)*, IV, Padova 1986, pp. 11-29.

[28] *PIR*² I, p. 142-144, n°s 754, 757. Cf. H.G. PFLAUM, *Glanes*...cit.,p, 65-358; T. BERTRANDY, *Une grande famille de la confédération Cirtéenne: les Antistii de Thibilis*, «Karthago», XVII 1973-1974, pp. 195-202 et «CT», XXIV, 93-94, 1976, p. 7-23.

[29] Cf. H.G. PFLAUM, *Les gendres de Marc Aurèle*, «Journal des Savants», 1961, pp. 28-41, surtout pp.37-39.

Q. Antistius Agathopus qui fonda une inscription dans le *saltus Poctanensis Posphorianus*, est encore connu par six autres dédicaces[30], en majorité fondées pour le salut des membres de la famille des *Antistii*. On peut supposer que ce très riche affranchi des *Antistii* gérait un immense domaine de cette famille situé autour de Thibilis. Sa position sociale était donc nettement différente de celle de *Proculus servus* de l'inscription des environs de Theveste ou de celle de *Speratus vilicus* d'El-Aria. Néammois la mentalité de ces gens était fort proche. Ils vénéraient leurs maîtres (esclaves) ou patrons (affranchies). C'était l'attitude typiques des «bons» esclaves et affranchies que devaient être les gérants des grands domaines.

[30] H.G. Pflaum, *Glanes... cit.*, p. 64 = p. 357.

Attilio Mastino

La ricerca epigrafica in Marocco (1973-1986)

Con il presente intervento, dedicato al Marocco, può dirsi completata la rassegna sulla più recente ricerca epigrafica nei paesi del Maghreb, dopo i due precedenti contributi pubblicati negli anni scorsi per la Tunisia e per l'Algeria, ai quali rimando anche per i dati sull'insieme delle province romane del Nord-Africa[1].

Il Marocco, tradizionalmente indicato come il Maghreb el Aqsa, il paese dell'estremo occidente, comprende un territorio collocato in età romana ai confini dell'impero, oltre le mitiche colonne d'Ercole, affacciato sull'oceano, minacciosa frontiera liquida nell'immaginario collettivo degli antichi naviganti.

Il paese, che oggi abbraccia una superficie di 710.000 km², solo in parte era interessato dall'occupazione romana: la provincia della Mauretania Tingitana, così chiamata dalla capitale *Tingi* (Tangeri), comprendeva quasi tutta la costa mediterranea (che si estende per circa 500 km.), verso oriente fino alla foce del fiume *Muluchat* (oggi Mouloûya) e solo una parte della costa atlantica, fino al *limes* tracciato immediatamente a S di Rabat-Chellah ed al fiume *Salat* (oggi Bou Regreg); all'interno il confine provinciale proteggeva *Volubilis* (Ksar Pharaoun, presso Moulay Idriss) e la vicina *Tocolosida*. In realtà i rinvenimenti archeologici si sono avuti su un'area estremamente più vasta, che arriva sulla

* Il presente lavoro viene pubblicato coi fondi della ricerca C.N.R. da me coordinata.
Ringrazio la prof. Joudia Hassar-Benslimane, direttrice dell'*Institut National des Sciences de l'Archéologie et du Patrimoine* che ha voluto autorizzare ed agevolare una mia missione in Marocco, che si è svolta tra il 14 ed il 30 ottobre 1986 nella cornice dell'art. 4 dell'accordo culturale Italia-Marocco del 22 ottobre 1971. Ringrazio inoltre il prof. Adelaziz Touri, direttore aggiunto, la prof. Fatima Zehra Sbibi-Alaoui, capo del *Service de l'Archéologie*, il dr. Aït Salah del Ministero per gli AA.CC., il dr. Abdelmalek Fizazi, capo del *Service des Musées* e soprattutto l'amico prof. Aomar Akerraz, responsabile degli scavi di *Volubilis*.
Un particolare debito di riconoscenza ho inoltre nei confronti del prof. René Rebuffat e degli altri componenti l'équipe franco-marocchina incaricata delle ricerche lungo la vallata dell'oued Sebou: ricordo in particolare Eliane Lenoir, Maurice Lenoir e Françoise Villedieu. Ringrazio inoltre il prof. Jean Boube direttore degli scavi di *Sala*, il prof. Habib El Malki, il prof. Abdelhadi Tazi, il dott. Giovanni Tore ed il prof. Vittorio Fiocca, quest'ultimo addetto culturale dell'ambasciata italiana a Rabat.

[1] MASTINO, 1984, pp. 73-128; MASTINO, 1986, pp. 113-166.

costa atlantica fino ad Agadir. Per limitarci alla documentazione epigrafica, si osservi che iscrizioni provengono anche da Azzemour, da Safi ed ancora più a S dall'isoletta di Mogador, presso Essaouira; quest'ultima località, che si trova ad oltre 700 km. a S di Tangeri, è da identificare probabilmente con una delle *Purpurariae insulae* ricordate da Plinio (*NH* VI, XXXVII, 203)[2].

Verso l'interno, la località più lontana dalla costa dalla quale proviene una qualche testimonianza epigrafica è, se non Annoceur, almeno l'oued Bou Hellou, alla confluenza con l'oued Inaouène, a circa 50 km. ad E di Fez ed in pieno territorio dei Baquati, ma ancora nella *[provin]cia Ti[ngitana]*[3].

La provincia romana comprendeva le regioni settentrionali del Rif, la depressione di Taza e la parte più occidentale del medio Atlante, dal quale si originavano i fiumi *Lixus*, oggi Loukkos (che bagnava *Oppidum Novum* e *Lixus*), *Sububus*, oggi Sebou (che toccava *Banasa* e *Thamusida*) e *Salat*, che oggi sfocia tra Rabat e Salé.

Indipendente fin dal 1956 (dal 2 marzo per la parte fin là sottoposta a protettorato francese, dall'8 aprile per la parte spagnola, con l'eccezione delle due *enclaves* di Ceuta e di Melilla), il Marocco è attualmente organizzato in forma di monarchia costituzionale, democratica e sociale, secondo i principi della costituzione approvata con referendum popolare il I marzo 1972.

La ricerca archeologica è stata coordinata fin dal 1915 dal *Service de l'Archéologie du Maroc*, dopo l'indipendenza inquadrato nella *Division de l'Archéologie, des Monuments Historiques, des Sites et des Musées* del *Ministère des Affaires Culturelles*. Solo nell'ottobre 1986 è stato costituito l'*Institut National des Sciences de l'Archéologie et du Patrimoine*, al quale è stata ora interamente trasferita la competenza in materia di ricerca scientifica, di scavi archeologici e di tutela; all'istituto fanno capo le differenti *équipes* di archeologi (marocchine e francesi) che operano sul territorio, mentre sopravvivono autonomamente il *Service de l'Archéologie* ed il *Service des Musées*, quest'ultimo responsabile della gestione dei differenti musei archeologici ed etnografici. Il *Service de l'Archéologie* pubblica il «Bulletin d'archéologie marocaine» (BAM), arrivato al XV volume, una prestigiosa rivista scientifica (con annessa una collana di *Études et travaux d'archéologie marocaine*), che dedica

[2] *IAMar., lat.* 339-340 e 340 bis. Per Azzemour, vd. REBUFFAT, 1974, p. 34 (*IAMar., lat.* 339); per Mogador, vd. MAC KENDRICK, 1980, p. 290.

[3] *IAMar., lat.* 841, dedicata alla *Victoria Aug(usta)*. Le rovine del Bou Hellou potrebbero forse testimoniare il collegamento interno tra le due Mauretanie, cfr. EUZENNAT, 1978, pp. 295-329.

un ampio spazio alla ricerca storico-epigrafica sulla Tingitana romana.

Il museo archeologico più prestigioso, ove sono conservati importantissimi documenti provenienti da tutto il paese è quello di Rabat, ospitato nell'edificio di Rue El Brihi progettato appositamente nel 1932 dall'arch. Laforgue. Notevoli collezioni epigrafiche sono esposte anche nei musei archeologici di Larache (con le testimonianze da *Lixus*), di Tetouan (da *Tamuda*), oltre che nel museo etnografico ed archeologico Dar Chorfa di Tangeri (specie iscrizioni da *Tingi*). Al di là della frontiera, in territorio spagnolo, è utile una visita alla Sala municipale di archeologia di Ceuta diretta da E. Fernandez Sotelo.

Oltre che nei musei, le iscrizioni latine sono conservate anche nei diversi siti archeologici, in genere poco visitati e difficilmente raggiungibili, se si prescinde naturalmente da *Volubilis*, ove si è andata formando una straordinaria collezione lapidaria all'aperto (con testimonianze anche dai siti di *Tocolosida* e di Aïn Schkour).

Tra le altre località archeologiche, è opportuna una visita alle rovine di *Banasa* (Sidi Ali Bou Djenoun) e di *Sala* (Rabat-Chellah), ove sono esposti alcuni importanti monumenti epigrafici.

Per un aggiornamento del *Corpus Inscriptionum Latinarum* VIII, ove le iscrizioni del Marocco hanno avuto una parte relativamente trascurabile[4], sono naturalmente utili le *ILAfr.* pubblicate nel 1923 da R. Cagnat, A. Merlin e L. Chatelain e le *ILMar.*, pubblicate nel 1942 da L. Chatelain, oltre che (per i diplomi militari) il XVI volume del *CIL*, uscito tra il 1936 ed il 1955 a cura di H. Nesselhauf.

La novità degli ultimi anni è comunque rappresentata dalla pubblicazione, a cura di J. Gascou (con la collaborazione di Y. De Kisch per Tangeri) del volume *Inscriptions antiques du Maroc*, 2, *Inscriptions latines* nella collana di *Etudes d'antiquités africaines*, CNRS, Parigi 1982 (*IAMar.*, *lat.*), ove sono presentate 845 iscrizioni raccolte e schedate tra il 1955 ed il 1958 da M. Euzennat e tra il 1960 ed il 1962 da J. Marion: il che è un netto progresso rispetto alle edizioni precedenti, dal momento che sono compresi almeno 221 inediti[5]. Sono escluse le iscrizioni greche,

[4] Il tomo II, a cura di G. Wilmanns e Th. Mommsen, pubblicato nel 1881, ne comprende appena 16; il supplemento III, 3, a cura di R. Cagnat, H. Dessau e J. Schmidt, pubblicato nel 1904, presenta invece 88 iscrizioni dalla Mauretania occidentale.

[5] Nel volume manca un elenco conclusivo delle iscrizioni inedite, per cui pare opportuno fornirlo in questa sede, per singoli siti:

Tingi: nrr. 37, 40, 42, 43;

Museo di Tétouan: nrr. 62-65;

Lixus: nrr. 75, 77;

Banasa: nrr. 102, 138, 141, 150, 153, 158-166, 168-173, 175, 177, 179, 183, 184, 186, 187, 191-193, 195, 198, 203, 205, 207, 209, 211-217, 219-222, 224-226, 228-231, 233;

che L. Robert fin dal 1962 progettava di pubblicare a parte ed è escluso anche l'*instrumentum domesticum*, che doveva essere presentato da J. Marion in un apposito volume.

L'opera, fin dalla sua comparsa, è stata oggetto di una attenzione particolare da parte degli studiosi e sono ormai numerose le recensioni critiche, che hanno discusso metodi di pubblicazione, presentazione dei testi, trascrizioni specie per gli inediti e per i singoli problemi[6]: non sono pochi gli errori, le inesattezze che occorrerà correggere o le omissioni che occorrerà valutare ed integrare[7].

Rirha: 294;

Sala: 310, 313, 317, 319, 330;

Mogador: 341, 341 bis;

Volubilis: 353, 366, 372, 392, 395, 420 f, 421, 423, 458, 476, 493, 509, 516, 517, 533, 536, 540, 544, 548, 549, 558, 560, 562, 569, 578, 584, 585, 589, 591, 593, 594, 596, 598-600, 602, 605, 610, 612-618, 623, 628, 631-633, 635, 637, 639, 640, 642, 643, 646, 647, 652, 657-659, 661, 663, 666, 672-674, 680-683, 686, 689, 690, 699, 702-704, 707-709, 711-717, 721-724, 726, 729-731, 734, 739-745, 748, 750-752, 756, 758, 759, 762, 763, 767-770, 773-775, 778-782, 784, 785, 787, 789-791, 793, 795, 797, 799-801;

Aïn Schkour: 823, 827, 828, 831, 834-839.

[6] KOTULA, 1983, pp. 260-263; SALOMIES, 1983, pp. 163-167; LENOIR M., 1983-84 b, pp. 225-280; CHRISTOL, 1984, p. 45; CHRISTOL, 1985, pp. 143-155; DI VITA EVRARD, 1987, pp. 193-225.

[7] Anche in questo caso è utile un elenco, seguendo l'ordine delle *IAMar., lat.*: *1*, CHRISTOL, 1985, p. 144; *2*, *ibid.*, p. 145 e KOTULA, 1983, p. 262; *3*, CHRISTOL, DEMOUGIN, 1985, pp. 283-290; *6*, CHRISTOL, 1985, pp. 146-148 nr. 1; *7*, *ibid.*, p. 144; *32*, KOTULA, 1983, p. 262 e SALOMIES, 1983, p. 164; *45*, *ibid.*, p. 164; *57*, LENOIR M., 1983-84 b, p. 231; *58*, *ibid.*, p. 231 e SALOMIES, 1983, p. 164; *59*, *61*, *66*, LENOIR M., 1983-84 b, p. 231; *68*, CHRISTOL, 1985, p. 144; *73*, PONSICH, 1981, p. 48 e REBUFFAT, 1985, p. 128; *74*, *ibid.*, p. 128; *78*, LENOIR M., 1983-84 b, p. 231; *86* e *88*, CHRISTOL, 1985, p. 146; *94*, SALOMIES, 1983, p. 164; *108*, *ibid.*, p. 164 e CHRISTOL, 1985, pp. 148 sg. nr. 2; *126* e *128*, KOTULA, 1975, p. 262; *132*, CHRISTOL, 1985, p. 148 n. 8; *152*, SALOMIES, 1983 b, p. 164; *202*, *ibid.*, p. 164 e REBUFFAT, 1987, pp. 31 sgg.; *234* e *239*, SALOMIES, 1983, p. 164; *259*, KOTULA, 1983, p. 262; *296*, SALOMIES, 1983, p. 164; *298*, LENOIR M., 1983-84 b, p. 233; REBUFFAT, in AKERRAZ, LENOIR, REBUFFAT, 1986, p. 226 e p. 235 n. 10; REBUFFAT, 1986, p. 639; *299*, REBUFFAT, in corso di stampa; *304* a, BOUBE, 1979-80, pp. 118-124 ed *AE* 1982, 992 = 1983, 997; *307*, BOUBE, 1979-80, pp. 124-137 ed *AE* 1983, 998; SALOMIES, 1983, pp. 164 sg. e LENOIR M., 1983-84 b, p. 233; *311*, BOUBE, 1979-80, pp. 83-97 ed *AE* 1983, 995; *316*, SALOMIES, 1983, p. 165; *346*, DI VITA EVRARD, 1987, p. 219; *349*, LENOIR M., 1983-84 b, pp. 226; *353* + *361*, *ibid.*, p. 232; *356*, DI VITA EVRARD, 1987, pp. 203 sg. e 207; *357*, *ibid.*, pp. 193-195, 205 e 207; *358*, *ibid.*, pp. 205-207; *360*, *ibid.*, p. 195; *361* (e non *360*!), *ibid.*, p. 196; *362*, LENOIR M., 1983-84 b, p. 229 n. 19; *367*, CHRISTOL, 1985, p. 146; *371*, LENOIR M., 1983-84 b, pp. 237 sg. nr. 5; *375 b* (e non *376 b* !), SALOMIES, 1983, p. 165; *382*, THOUVENOT, LUQUET, 1977-78, pp. 91-112; DI VITA EVRARD, 1987, pp. 219 sg.; *383*, *ibid.*, p. 220; *385*, LENOIR M., 1983-84 b, p. 229; *390*, *ibid.*, pp. 241-244 nr. 6; *391*, *ibid.*, pp. 244-247 nr. 7; *392*, DI VITA EVRARD, 1987, p. 213; *397*, *ibid.*, pp. 220 e 225; *402*, *ibid.*, pp. 204 sg., 207 e 225; *410*, *ibid.*, pp. 195 e 199; SALOMIES, 1983, p. 165; *411*, *ibid.*, p. 165 e DI VITA EVRARD, 1987, pp. 220-222; *415*, SALOMIES, 1983, p. 165; *419*, CHRISTOL, 1985, pp. 149-152 nr. 3 e DI VITA EVRARD, 1987, pp. 195-199; *420* + *421* + *778*, LENOIR M.,

Non è certo il caso in questa sede di approfondire ulteriormente questo tipo di indagine critica e segnalare altri casi di sviste e di difetti, che pure inevitabilmente è dato di individuare qua e là. Si dirà soltanto che l'opera, con tutte le riserve del caso, ha comunque rappresentato un sostanziale passo in avanti, anche solo per aver raccolto in un unico *corpus* l'insieme delle iscrizioni della Mauretania Tingitana romana, fin qui rimaste inedite nei magazzini dei diversi musei o sul territorio, oppure disperse in pubblicazioni di differente livello scientifico e comunque non sempre disponibili con facilità.

Dopo una breve storia degli studi epigrafici in Marocco, che teoricamente parte dal XV secolo, ma di fatto prende le mosse dall'attività di C. Tissot e di H. de la Martinière alla fine del XIX secolo, il Gascou presenta succintamente i risultati delle ricerche dei diversi studiosi francesi che hanno operato a *Volubilis* e nel Marocco in genere (M. Besnier, L. Chatelain, R. Thouvenot, E. Frézouls, M. Euzennat, J. Marion, R. Rebuffat) e quindi espone le vicende attraverso le quali è proceduta la schedatura delle iscrizioni, che solo nel 1969 sono state affidate a J. Gascou per la pubblicazione. L'opera, che si avvale della collaborazione per la parte fotografica di S. Kostomaroff, è aggiornata al 1975, anche se poi

1983-84 b, pp. 247-252 nr. 8; *420 a*, SALOMIES, 1983, p. 165; *426*, KOTULA, 1983, p. 263 e LE GLAY, 1982, pp. 778 sg.; *433*, SALOMIES, 1983, p. 165; *436 + 716*, LENOIR M., 1983-84 b, pp. 252-254 nr. 9; *440*, *ibid.*, pp. 254 sg. nr. 10; *456*, CHRISTOL, 1985, p. 144; *478*, LENOIR M., 1983-84 b, p. 232 n. 31; *479* e *484*, *ibid.*, p. 229; *487 + 763*, *ibid.*, pp. 256-258 nr. 11; *490* e *491*, *ibid.*, p. 228 e DI VITA EVRARD, 1987, pp. 208-213; *492-494*, *ibid.*, pp. 208-213; *495 + 783*, *ibid.*, pp. 221 sg. e 224 sg.; *499 + 500*, *ibid.*, pp. 214-218; *500*, SALOMIES, 1983, p. 165; *506*, LENOIR M., 1983-84 b, pp. 258-260 nr. 12; *508*, CHRISTOL, LE ROUX, 1985, pp. 15-33; *511*, *ibid.*, pp. 15-33 e SALOMIES, 1983, p. 165; *543*, DI VITA EVRARD, 1987, p. 222 e LENOIR M., 1983-84 b, p. 229; *544*, *ibid.*, pp. 229 e 260 sg. nr. 13; *556*, *ibid.*, p. 229; *562*, *ibid.*, pp. 261 sg. nr. 14; *567*, *ibid.*, p. 229; *578*, DI VITA EVRARD, 1987, pp. 222 e 225; *584*, *ibid.*, pp. 222 sg. e 225; *585* e *586*, *ibid.*, p. 223; *589*, *ibid.*, p. 223 e LENOIR M., 1983-84 b, pp. 263 sg. nr. 15; *594*, DI VITA EVRARD, 1987, pp. 223 sg.; *602*, LENOIR M., 1983-84 b, pp. 264 sg. nr. 16; *603*, *ibid.*, pp. 265 sg. nr. 17 e DI VITA EVRARD, 1987, p. 224; *608*, LENOIR M., 1983-84 b, pp. 267 sg. nr. 18; *616*, *ibid.*, p. 269 nr. 19; *617*, DI VITA EVRARD, 1987, p. 224; *619*, LENOIR M. 1983-84 b, pp. 269 sg. nr. 20; *621*, DI VITA EVRARD, 1987, p. 224; *623*, *ibid.*, p. 224 e LENOIR M., 1983-84 b, pp. 272 sg. nr. 21; *625*, *ibid.*, p. 229; *635*, SALOMIES, 1983, pp. 165 sg.; *659*, LENOIR M., 1983-84 b, p. 229 n. 19; *670*, *ibid.*, p. 229; *672*, *ibid.*, pp. 273-275 nr. 22; *673* e *674*, SALOMIES, 1983, p. 166; *676*, LENOIR M., 1983-84 b, p. 229; *692*, *ibid.*, pp. 229 e 275-277 nr. 23; *701*, *ibid.*, pp. 229 e 277 sg. nr. 24; *715*, SALOMIES, 1983, p. 166; *716 + 436*, LENOIR M, 1983-84 b, pp. 252-254 nr. 9; *763 + 487*, *ibid.*, pp. 256-258 nr. 11; *778 + 420 + 421*, *ibid.*, pp. 247-252 nr. 8; *783 + 495*, DI VITA EVRARD, 1987, pp. 224 sg.; *791*, KOTULA, 1983, p. 263 e LENOIR M., 1983-84 b, pp. 278 sg. nr. 25; *794*, *ibid.*, p. 229; *808*, *ibid.*, p. 228; *814*, REBUFFAT, 1987, n. 41; *816*, SALOMIES, 1983, pp. 166 sg.; *820*, DEVIJVER, 1981, pp. 111-128 e CHRISTOL, 1985, pp. 152-154 nr. 4; *822*, *ibid.*, p. 153 n. 27; *841*, REBUFFAT, 1987, in questo volume.

Per gli indici, generalmente molto accurati, si vedano le osservazioni di KOTULA, 1983, p. 263; SALOMIES, 1983, p. 167; LENOIR M., 1983-84 b, p. 225 n. 3; REBUFFAT, 1987, in questo volume.

il manoscritto, riletto inizialmente da H.G. Pflaum e più tardi da M. Le Glay, è stato consegnato per la stampa solo nel 1980.

Va detto subito che l'uso dei segni diacritici è alquanto arbitrario e non rispetta le norme internazionali[8]: per esemplificare, si osservi che i criteri presentati alle pp. 13 sg., distinti per il testo riprodotto con le maiuscole e per la trascrizione in corsivo, sono incompleti ed in qualche caso inesatti. L'erasione ad esempio è resa nel testo in maiuscole col segno - - - - - oppure anche OPELLI o anche PROBO, a seconda che la scalpellatura abbia fatto scomparire completamente o solo in parte le lettere oggetto di *damnatio*; nella trascrizione viceversa si preferisce l'uso della semplice parentesi quadra con una linea che sottolinea le lettere erase, più o meno leggibili: *M. Opelli S[everi M]acrini*. È inesatto del resto anche l'uso delle parentesi uncinate < > per indicare le lettere scritte per errore da sopprimere.

Il volume si articola su 28 capitoli con aggancio ove possibile alla città romana, alcuni dei quali (*Tingi, Tamuda*, Dchar Jdid, *Lixus, Oppidum Novum*, Souk-el-Arba-du Rhab, *Banasa, Thamusida, Sala, Volubilis, Tocolosida*, Aïn Schkour soprattutto) sono preceduti da brevi ma accurate informazioni sulle fonti, sullo stato giuridico, sulla documentazione archeologica ed epigrafica e spesso sono illustrati da una pianta (più o meno precisa) del sito. Emergono con particolare evidenza le iscrizioni di *Volubilis*, 472 in tutto, di cui 138 inedite; di *Banasa* (163, di cui 55 inedite), di *Tingi* (51, di cui 4 inedite), di *Sala* (40, di cui 5 inedite) e di *Thamusida* (40).

Tra gli inediti si segnala una dedica (dubbia) a Caracalla da *Banasa* (*IAMar., lat.* 102), la base di *[. Post]umius Octaviànus* a *Sala* posta con una statua e *[cu]m aede et valvis, [ob hono]rem seviratus* (*IAMar., lat.* 310), il già citato frammento da Mogador, presumo il più meridionale dei reperti epigrafici sulla costa atlantica, forse con il ricordo della *Sardi[n]ia* (nr. 341)[8bis] e numerose altre iscrizioni di *Volubilis*, tra le quali la dedica a Caracalla (nr. 395), il frammento che menziona un *[pro]c. Aug. n. [prole]gato* (nr. 423), l'epigrafe commemorativa della nomina a seviro di un *Primu[s]* (nr. 392) e le numerose inedite dei *Caecilii* (nrr. 459, 548, 549, 558, 560, 562, 585, 610, 663). Si aggiungano infine le iscrizioni militari da Aïn Schkour (nrr. 823, 827, 828). A parte queste novità, risulta quanto mai utile la riedizione di una serie di iscrizioni, già

[8] Sarà sufficiente un rimando a H. KRUMMREY, S. PANCIERA, *Criteri di edizione e segni diacritici*, in *Miscellanea* (*Tituli*, 2), Roma 1980, pp. 205-215.

[8bis] Ringrazio il prof. M. Euzennat per avermi fornito in data 24 ottobre 1987, quando questo lavoro era già in bozze, ulteriori preziose informazioni sulla iscrizione funeraria in questione.

pubblicate in precedenza, ma in modo non sempre adeguato, che sono state sottoposte ad opportuna revisione. È estremamente ampio e soddisfacente il commento di alcuni documenti di grande importanza storica, come la *tabula Banasitana* (nr. 94) o il decreto sul condono fiscale concesso da Caracalla ai Mauritani in cambio della fornitura di *caelestia animalia* (nr. 100), le *tabulae* di patronato di *Banasa* (nrr. 125-129), il decreto di *Sala* con il pubblico riconoscimento di onori per il prefetto *M. Sulpicius M. f. Felix* (nr. 307 = *AE* 1983, 998), il *dossier* volubilitano sulla costituzione del municipio ad opera di Claudio e sulla naturalizzazione degli *incolae* (nrr. 369, 370, 448 = *AE* 1978, 897), le due iscrizioni sull'arco di Caracalla (nrr. 390 e 391)[9], le numerose epigrafi che ricordano i governatori, i prefetti, le coorti, le *alae* di cavalleria, gli ausiliari incaricati di controllare e proteggere il territorio. Sorprende il numero, estremamente elevato (30 in tutto) dei diplomi militari, raccolti alla fine di ogni capitolo, ai quali vanno ora aggiunti i nuovi inediti.

Anche i critici più severi hanno dovuto ammettere che sono ben poche e, se vogliamo, insignificanti, le iscrizioni che sono sfuggite agli editori e che sono state omesse nelle *IAMar.*[10]. Per il periodo successivo al 1980 poi i nuovi rinvenimenti non sono stati molto numerosi: si possono citare soltanto i quattro frammenti dal tempio B di *Volubilis* pubblicati dal Morestin[11], il nuovo titolo funerario di un *miles* della *c(ohors) I Lam(avorum)* da *Sala*[12], le straordinarie basi di *Zilil*[13], la dedica *deo sancto Aulisuae* da *Volubilis*[14], i diplomi militari ritrovati da M. Lenoir nei magazzini del museo di *Volubilis*[15]. Sono ugualmente poche le iscrizioni tingitane (specie da *Sala*, da *Tamuda*, da *Zilil* e da *Volubilis*) che attendono di essere pubblicate e portate a conoscenza degli studiosi[16].

Pure partendo dalle *IAMar.*, sembra utile in questa sede render conto dei più recenti risultati della ricerca epigrafica in Marocco, così

[9] Bibliografia invertita, cfr. LENOIR M., 1983-84 b, pp. 239 sgg. nrr. 6-7.

[10] Cfr. LENOIR M., 1983-84 b, pp. 235 sgg. nrr. 1-4; vd. anche l'iscrizione di un *Ger[manus]* rinvenuta nel 1971 nell'*insula* 40 del quartiere W di *Volubilis*, durante gli scavi di A. Jodin (HASSAR-BENSLIMANE, 1976, pp. 245-250).

[11] MORESTIN, 1980, pp. 256 sg. nrr. 817-820.

[12] *AE* 1980, 995 = 1983, 996, vd. oltre n. 129.

[13] LENOIR M., 1987, in questo stesso volume.

[14] LENOIR M., 1986, pp. 295-302.

[15] LENOIR M., 1983-84 a, pp. 213-244 nrr. 1-2.

[16] Per *Sala* si attende un importante contributo di J. Boube; per *Zilil* restano inedite due nuove funerarie scoperte nel 1980, che saranno pubblicate da N. El Khatib-Boujibar (cfr. LENOIR M., 1987, in questo stesso volume).

come emergono dallo spoglio della bibliografia specializzata a partire dal 1973 (non tutta adeguatamente utilizzata nel volume).

Una sintetica storia degli studi epigrafici è quella tracciata fino al 1973 da M. Le Glay per tutto il Maghreb[17]; per il Marocco in particolare, per quanto il numero degli scavi nell'ultimo decennio sia stato relativamente modesto, si possono utilizzare i bilanci sull'attività di archeologi ed epigrafisti (quasi esclusivamente a *Sala* ed a *Volubilis*) curati da M. Bekkari per il periodo 1968-69[18], da J. Hassar-Benslimane per gli anni 1973-75[19] e per gli anni successivi anche da A. Touri[20].

Più dettagli si posseggono sulle ultime campagne di scavo e di rilevazione archeologica effettuate dall'*équipe* franco-marocchina nella vallata dell'oued Sebou[21] ed anche nel Nord del paese, a Dchar Jdid ove nuovi rinvenimenti epigrafici consentono di localizzare la colonia augustea di *Zilil*[22].

Una certa utilità conservano i repertori bibliografici dedicati all'attività di studiosi francesi e spagnoli nel Nord Africa[23]; per il Marocco in particolare è disponibile, ma solo per il periodo 1961-70, l'ampio lavoro di F. Laubenheimer-Leenhardt dedicato in particolare a *Volubilis*[24]. L'atlante archeologico del Marocco è in fase di preparazione, almeno per la parte romana[25], se si prescinde per un primo censimento relativo all'area settentrionale del Rif[26].

Manca una storia della Mauretania Tingitana in età romana sufficientemente aggiornata: si possono leggere con utilità soltanto alcuni

[17] LE GLAY, 1973, p. 508; LE GLAY, 1974, pp. 629-646; per le iscrizioni cristiane, vd. DUVAL, 1973 a, pp. 508-512; DUVAL, 1973 b, pp. 335-344. Per il periodo precedente al 1962, cfr. MASTINO, 1984, p. 74 n. 5.

[18] BEKKARI, 1968-72, pp. 241-248.

[19] HASSAR BENSLIMANE, 1976, pp. 243-252.

[20] HASSAR BENSLIMANE, TOURI, 1984, pp. 178-184 e 203.

[21] AKERRAZ, LENOIR, REBUFFAT, 1986, pp. 219-255; REBUFFAT, 1986, pp. 633-661.

[22] AKERRAZ, EL KHATIB-BOUJIBAR, HESNARD, KERMORVANT, LENOIR E., LENOIR M., 1981-82, pp. 169-244; LENOIR M., 1987, in questo stesso volume.

[23] Si rimanda a MASTINO, 1984, pp. 74 sg. n. 6 e MASTINO, 1986, p. 114 n. 3. *La Bibliographie analytique de l'Afrique antique* di J. DESANGES e S. LANCEL è ora aggiornata col XVII fascicolo all'anno 1982 (1987). È uscito anche il repertorio di epigrafia giuridica curato da MAGIONCALDA, 1985.

[24] LAUBENHEIMER-LEENARDT, 1968-72, pp. 249-277. Per l'attività di J. Carcopino e di A. Luquet in Marocco, cfr. rispettivamente EUZENNAT, 1977 a, pp. 81-89 e THOUVENOT, 1976-78, pp. 7-8.

[25] SOUVILLE, 1974-75, pp. 99-102. Attualmente il lavoro è affidato ad un'équipe franco-marocchina.

[26] GOZALBES CRAVIOTO, 1980, pp. 7-66.

capitoli della *The Cambridge History of Africa* curati da R.C.C. Law[27] e soprattutto del volume di Fr. Decret e di M. Fantar dedicato all'intero Maghreb[28]. La sintesi sulla romanizzazione dell'Africa del Nord tentata da H.G. Pflaum è stata giudicata inadeguata e fondate sono apparse le critiche di R. Thouvenot in particolare per la Tingitana[29].

Occorrerà dunque partire dalla monografia di J. Carcopino, pubblicata nel 1943 e per tanti versi superata[30], che andrà opportunamente aggiornata sui singoli siti e sui singoli problemi.

La nascita della provincia, dopo la morte di Tolomeo voluta da Caligola[31], fu accompagnata da gravi disordini e da una violenta resistenza anti-romana guidata da Edemone: la straordinaria base del duoviro *M. Val(erius) Bostaris f(ilius) Gal(eria) Severus*, un capo indigeno in possesso della cittadinanza romana già sotto i re mauri, *praef(ectus) auxiliarior(um) adversus Aedemonem oppressum bello*, ricorda il ruolo che le *élites* romanizzate di *Volubilis* svolsero per riportare l'ordine e garantire la pacificazione; insieme testimonia la promozione della *civitas* peregrina a municipio, decisa da Claudio nel 44 d.C.[32], la concessione della cittadinanza, la *immunitas* fiscale per dieci anni, l'aggregazione degli *incolae* e infine l'assegnazione alle casse municipali dei *bona civium bello interfectorum quorum heredes non extabant*[33].

Per quanto il 40 d.C. sia stato considerato come l'anno iniziale della provincia[34], gli interventi romani sul territorio rimontano ad epoca precedente, almeno a 70 anni prima, specie in tema di fondazione di colonie e concessione dello statuto municipale a questo o quel centro indigeno: Pavis d'Escurac ha studiato i differenti metodi politici che sono stati applicati alla fine della repubblica: inizialmente, tra il 33 ed il 25 a.C., la colonizzazione del territorio, più tardi il protettorato sul regno autonomo affidato da Augusto a Giuba II ed a Cleopatra Selene; infine

[27] LAW, 1978, pp. 148-209.

[28] FR. DECRET, M. FANTAR, 1981.

[29] PFLAUM, 1973, pp. 55-68 e soprattutto l'intervento di R. Thouvenot nella discussione (pp. 70 sgg.).

[30] J. CARCOPINO, *Le Maroc antique*, Parigi 1943.

[31] FAUR, 1973, pp. 249-271.

[32] LASSÈRE, 1977, pp. 240 sg.; GASCOU, 1978, pp. 109-124; CHRISTOL, GASCOU, 1980, pp. 329-345; GASCOU, 1981, pp. 228-230; GASCOU, 1982 a, pp. 148-150.

[33] *IAMar., lat.* 448 = *AE* 1978, 897, vd. la tavola XXIII. Sugli *incolae*, allogeni trasferiti entro il municipio, cfr. SCHILLINGER-HÄFELE, 1974, pp. 441-449.

[34] L'uso dell'era provinciale ricorre anche negli epitaffi tardi, cfr. p. es. *IAMar., lat.* 603 (del 566) e 608 (forse addirittura del 795 d.C.), cfr. LENOIR M., 1983-84 b, pp. 265 sgg. nrr. 17 e 18.

l'annessione[35]. È soprattutto la politica di Ottaviano Augusto che è stata oggetto di approfondimento, in particolare per ciò che riguarda la deduzione delle colonie nel periodo dell'interregno tra Bogud e Giuba II, allorché furono fondate le città di *Zilil,* di *Babba* e di *Banasa* e furono adottati provvedimenti a favore di *Tingi*[36].

La *colonia Iulia Constantia Zilil* viene ora localizzata da M. Lenoir, grazie ad uno straordinario ritrovamento epigrafico di sei basi onorarie che sono presentate per la prima volta in questo stesso volume, in località Dchar Jdid, circa 40 km. a S di Tangeri[37]: dunque cade la localizzazione ad Asilah (poco più a SW) e viene confermata l'ipotesi di M. Euzennat, con un conseguente spostamento più all'interno della strada per *Tingi*, che andrà lievemente allontanata dalla costa[38]. Tre delle basi, riutilizzate nel IV secolo per fortificare la torre N, forniscono la denominazione ufficiale della città, confermando la breve indicazione di Plinio (*NH* V, I, 2): *col(onia) Constantia* in una dedica a Diadumeniano del 217-218, *col(onia) Iul(ia) Constan[ti]a Zilil*, in una dedica a Giulia Soemia del 218-222; la *resp(ublica) Zilitanor[u]m* ha effettuato infine una dedica a Settimio Severo e Caracalla tra il 200 ed il 209[39].

Nonostante tutti gli sforzi fin qui operati, la colonia augustea di *Babba Iulia Campestris* resta di dubbia localizzazione: a M'Souïatt (Ferme Biarnay), presso Khenichet, poco a NW di *Volubilis*, prima della confluenza tra l'oued Sebou e l'oued Ouerrha, aveva pensato anni fa R. Rebuffat[40], ma si tratta di un sito la cui consistenza va ridimensionata, almeno a parere di J. Boube, per il quale la colonia augustea andrebbe cercata invece più a S, sull'oued Sebou, in località Souk el-Jamaa el-Ahouafat[41]. Da ultimo il Rebuffat si è orientato su un'altra località, ancor più meridionale e più vicina a *Volubilis*, Sidi Saïd, sull'oued Rdom, da dove proviene una iscrizione della *cohors IV Gallorum*[42] e dove è stato rilevato un accampamento quadrato di 90 m. di lato circa; ma neppu-

[35] PAVIS D'ESCURAC, 1982, pp. 221-233.

[36] MACKIE, 1983, pp. 332-358.

[37] LENOIR, 1987, in questo volume; vd. anche HESNARD, LENOIR, 1983, p. 51; REBUFFAT, 1986, p. 641.

[38] La bibliografia precedente è in J. GASCOU, *IAMar., lat.* pp. 54 sg., ove è accolta l'ipotesi di M. Euzennat.

[39] LENOIR, 1987, in questo stesso volume, iscrizioni nrr. 3,4,2.

[40] R. REBUFFAT, *Les erreurs de Pline et la position de Babba Iulia Campestris*, «Ant. Afr.», I, 1967, pp. 31-58.

[41] BOUBE, 1983-84, pp. 131-138.

[42] *IAMar., lat.* 298.

re questa localizzazione ha trovato conferma né ha incontrato un favore unanime tra gli studiosi[43].

Non esistono viceversa problemi per la localizzazione a Sidi Ali Bou Djenoun, sull'oued Sebou, della terza colonia augustea, *Iulia Valentia Banasa*: a parte i provvedimenti di Augusto[44], si discute soprattutto sulla adozione del gentilizio *Aurelia* per la città ed *Aurelii* per i *Banasitani* durante il II secolo[45]: sarebbe escluso un provvedimento di concessione dello *ius Italicum* da parte di Marco Aurelio, mentre si è supposto un più limitato intervento a favore degli *incolae* peregrini, in particolare degli *Zegrenses*[46].

Più complessa la situazione di *Tingi* (Tangeri), città indigena promossa nel 38 a.C. da Ottaviano alla condizione di municipio dopo la cacciata di Bogud; sembrerebbe provata la deduzione, durante l'interregno tra il 33 ed il 25 a.C., di una colonia di veterani (donde il titolo di *col(onia) Iul(ia)* sulle monete), aggregata poi amministrativamente alla Betica. L'attributo di *Cl(audia)*, che sembra attestato da un'iscrizione romana[47], può forse dimostrare che Claudio, istituendo la provincia di Mauretania Tingitana di cui *Tingi* fu appunto l'unica capitale[48], promosse una seconda deduzione: in questo modo potrebbe forse spiegarsi la notizia di Plinio (*NH* V, I, 2), per il quale *Tingi, quondam ab Antaeo conditum, postea a Claudio Caesare, cum coloniam faceret, appellatum Traductam Iuliam*, ove la denominazione di *Traducta Iulia* potrebbe nascondere un fraintendimento con l'omonima colonia spagnola dedotta sull'altra sponda dello stretto di Gibilterra (presso Tarifa)[49], dopo il trasferimento di una parte degli abitanti di *Zilil* e forse della stessa *Tingi*[50].

La continuità della politica municipale di Claudio, rispetto a quella di Augusto, dopo la parentesi del regno mauro di Giuba II e di Tolo-

[43] REBUFFAT, 1986, pp. 640 sgg.; vd. però le riserve di M. EUZENNAT, *ibid.*, pp. 652 sgg., che tornerebbe alla localizzazione tradizionale.

[44] MACKIE, 1983, pp. 332-358; MAC KENDRICK, 1980, p. 294.

[45] La *col. [Aur]elia Banasa* è in *IAMar., lat.* 95; gli *Aurelii Banasitani, ibid.*, nr. 125.

[46] GASCOU, 1982 a, pp. 194 sg. Non sarei altrettanto categorico nella esclusione dell'attribuzione dello *ius Italicum*, dal momento che l'esenzione fiscale concessa da Caracalla nel 216 (*IAMar., lat.* 100), riguardò con tutta probabilità le comunità rurali dei *vici* tingitani e non gli abitanti di *Banasa*, cfr. CORBIER, 1977, pp. 211-232.

[47] *CIL* VI 31870 = XIV 289* d, cfr. JACQUES, 1982, p. 103 n. 15.

[48] KOTULA, 1975, pp. 389-407; LASSÈRE, 1977, p. 240; CHRISTOL, DEMOUGIN, 1985, pp. 283-290.

[49] GASCOU, 1981, pp. 227 sg.; diversamente PONSICH, 1982 a, p. 803 n. 24.

[50] GASCOU, 1974 a, pp. 67-71, cfr. *AE* 1973, 656 e 1975, 955; GASCOU, 1982 a, pp. 146 sg.; MACKIE, 1983, pp. 332-358.

meo, è stata recentemente studiata dal Gascou, con particolare attenzione per le linee di promozione municipale delle singole realtà urbane indigene[51]. A parte *Tingi*, Claudio decise infatti la promozione di *Lixus* alla condizione di colonia[52], mentre più incerta è la data della formazione del municipio di *Sala*, che la cronologia della costruzione del *capitolium* potrebbe consentire di collegare agli anni iniziali della provincia, per quanto la tesi tradizionale supponga un intervento più tardo di Traiano[53].

Si è già detto di *Volubilis*, forse città federata (come *Leptis Magna*) durante l'interregno del 33-25 a.C.[54], avviata verso un processo di romanizzazione precoce che non fu ostacolato da Giuba II e da Tolomeo: dopo la sconfitta e la morte di Edemone, *Volubilis* divenne nel 44 municipio romano ed i suoi abitanti, quelli almeno che ancora non godevano della cittadinanza romana[55], furono iscritti alla tribù Claudia[56]. Si discute poi sulla promozione di *Volubilis* successivamente forse di *Sala* al rango di colonie di cittadini romani, una condizione esplicitamente documentata nell'Itinerario Antoniniano, in un'epoca che il Gascou, pur con forti perplessità, crede di poter individuare tra il regno di Caracalla e quello di Diocleziano[57].

[51] GASCOU, 1981, pp. 227-238, cfr. *AE* 1982, 964 e 1983, 982. Per la bibliografia precedente, cfr. THOMASSON, 1982, pp. 46-50.

[52] Plin., *NH* V, I, 2, cfr. GASCOU, 1981, p. 228; GASCOU, 1982 a, p. 147. Per le testimonianze archeologiche, cfr. MAC KENDRICK, 1980, p. 287; PONSICH, 1981; PONSICH, 1982 b, pp. 817-849; REBUFFAT, 1985, pp. 123-128 (a p. 128 è rivista l'edizione di *IAMar., lat.* 181). Per le iscrizioni sui gradini del teatro-anfiteatro, costruito nel I secolo e restaurato sotto i Severi, cfr. PONSICH, 1979, p. 315 figg. 10-11.

[53] Sulla base del ricordo della *curia Ulpia* nella dedica in onore del prefetto *M. Sulpicius Felix*, *IAMar., lat.* 307 = *AE* 1983, 998, del 144. Cfr. GASCOU, 1981, pp. 230 sg.; GASCOU, 1982 a, pp. 150-152 e 239 sg.

[54] CHRISTOL, GASCOU, 1980, pp. 329-345, cfr. *AE* 1980, 993.

[55] È accertata l'esistenza di un certo numero di *cives* già prima della costituzione del municipio (p. es. *M. Val. Bostaris f. Gal. Severus*, *IAMar., lat.* 448 = *AE* 1978, 897); si tratta di indigeni e non di iberi, iscritti a titolo individuale nelle tribù Galeria o Quirina, sia a *Volubilis* che a *Tingi*, cfr. CHRISTOL, 1985, pp. 144 sg.; vd. anche KOTULA, 1983, p. 262.

[56] LASSÈRE, 1977, pp. 260 sg.; GASCOU, 1978, pp. 109-124, cfr. *AE* 1978, 897; GASCOU, 1982 a, pp. 148-150.

Per i resti archeologici di *Volubilis*, a parte le brevi osservazioni di MAC KENDRICK, 1980, pp. 300-312, si rimanda all'articolo di AKERRAZ, 1987, in questo stesso volume, ove particolarmente significative le osservazioni sul così detto Palazzo di Gordiano e sulle iscrizioni dei *Pompeii* (*IAMar., lat.* 427, 444, 445, 467). Per il periodo tardo-antico, vd. in particolare LANCEL, 1981, pp. 269-297 e LENOIR E., 1983-84, pp. 299-309. Per le iscrizioni sulla porta NE (detta di Tangeri), costruita tra il 167 ed il 169 sotto M. Aurelio e L. Vero (*IAMar., lat.* 382), cfr. THOUVENOT, LUQUET, 1977, pp. 91-112 e DI VITA EVRARD, 1987, pp. 219 sg.

[57] *Itin. Ant.* 23 (*Volubilis*) e 6,4 (*Sala*), cfr. GASCOU, 1982 a, pp. 238 sg. e 239 sg. Per *Sala* si attende un lavoro generale di J. Boube, dedicato in particolare alle necropoli.

Per quanto riguarda gli altri centri tingitani, i dati acquisiti negli ultimi anni modificano solo in parte il quadro generale già tracciato. Sembra accertato che *Gilda* vada localizzata a Rirha sull'oued Beth e non già a Sidi Slimane[58]; alcune osservazioni nuove si registrano per *Thamusida*[59] e per *Tocolosida*[60]; per il resto un riesame della *formula provinciae* di Plinio[61] e della *Geographia* di Tolomeo[62] non ha prodotto fin qui risultati tali da rivoluzionare i dati già noti.

Per restare alla vita cittadina, alcune novità si segnalano in tema di magistrature, evergetismo, classi dirigenti: il Boube ha ripreso l'iscrizione funeraria di *Q. Ant(onius) Tranquillus Saturninus*, rinvenuta a Chellah (*IAMar., lat.* 391 = *AE* 1983, 995), dimostrando che il defunto, un bambino di appena 5 anni, potrebbe esser stato decurione a *Sala*. Una lettura più accurata del documento consente di accertare che furono forse i *Volubilitani et Salenses* ad effettuare la dedica alla metà del II secolo; il padre, *C. Ant(onius) Priscus*, andrà identificato con uno degli *amici* ricordati ancora a *Sala* sulla base del prefetto *M. Sulpicius Felix* (*IAMar., lat.* 307 = *AE* 1983, 998)[63].

Per la Tingitana ci è noto un unico *curator rei publicae*, forse in riferimento alla *[colonia] Cl(audia) Tingi* nell'età dei Severi (*CIL* XIV 289* d = VI 31870); per quanto l'integrazione resti dubbia, la destinazione alla capitale della provincia potrebbe giustificare il rango ducenario dell'equestre (un *Bai[us]*) incaricato della cura della città[64].

A parte il problema delle curie municipali, brevemente affrontato a proposito della *curia Ulpia* di *Sala*[65], emergono con particolare rilievo i lavori sulla formazione della classe dirigente cittadina. Le Glay si è ora soffermato sull'unica famiglia senatoria a noi nota in Tingitana, quella

[58] LENOIR M., 1983-84 b, p. 227; REBUFFAT, 1986, p. 641 (con le riserve di E. EUZENNAT, *ibid.*, pp. 652 sgg.). In proposito si attende un articolo di R. Rebuffat (*Mission archéologique du Sebou, I*, Gilda), nel XVI volume del «BAM», in corso di stampa. Per la localizzazione più a S, a Sidi Slimane, cfr. J. GASCOU, in *IAMar., lat.*, p. 176.

[59] REBUFFAT, 1968-72, pp. 51-65; REBUFFAT, 1977; MAC KENDRICK, 1980, pp. 312-316.

[60] MAC KENDRICK, 1980, p. 312.

[61] SHAW, 1981, pp. 424-471 (ma non per la Tingitana). È annunciato l'articolo di M. EUZENNAT, *Quelques remarques sur la description de la Maurétanie occidentale dans Pline*, H.N., *V, 2-8*, «BCTH», XVIII, B, 1982 (in corso di stampa).

[62] Assolutamente deludenti, con gravi inesattezze, sono i due lavori di SCHMITT, 1973 e 1977-78, pp. 79-90; vd. in proposito DESANGES, 1979, pp. 95-100; MOULAY RACHID, 1979, pp. 53-58; DESANGES, 1981, pp. 395-400.

[63] BOUBE, 1979-80, pp. 83-98.

[64] JACQUES, 1982, p. 103 n. 15.

[65] Cfr. *supra*, n. 53.

degli *Ocratii*, forse immigrati a *Volubilis* nel I secolo d.C. da *Sena* in Etruria, arrivati al clarissimato alla fine del secolo successivo con *T. Ocratius Valerianus* (*IAMar., lat.* 426, 455, 463), padre di quel *Q. Ocratius Titianus* che nel 204 partecipò al *ludus Troiae* (*CIL* VI 32334, 6), omonimo dello zio rimasto nell'ordine equestre (*IAMar., lat.* 455, 463)[66]. Sono stati però soprattutto i *Caecilii* ad assumere un ruolo di direzione nella vita cittadina, arrivando a controllare per un lungo periodo le deliberazioni dell'*ordo* dei decurioni, se è vero che circa il 50% delle dediche onorarie di *Volubilis* li vedono protagonisti; il Christol, studiando il formulario epigrafico, ha messo in rilievo la ripetitività delle espressioni, il numero limitato dei componenti dell'aristocrazia cittadina e il monopolio esercitato da alcune famiglie, tra le quali emergono, oltre ai *Caecilii*[67], anche i *Valerii* (distinti in due differenti rami)[68], i *Fabii*, gli *Antonii* ed i *Pompeii*[69]. È stato studiato in questo quadro l'uso del termine *res publica*, che torna di frequente nelle iscrizioni volubilitane, ma anche a *Banasa*, a *Sala* ed a *Zilil*, sempre in connessione con un municipio od una colonia, per quanto nelle altre province del Nord Africa possa designare qualunque comunità con autonomia finanziaria ed amministrativa[70].

Un'ampia analisi su basi statistiche, specie partendo dalla documentazione epigrafica, è stata effettuata da Ramirez Sadaba sulla consistenza delle *summae honorariae* promesse o pagate per l'elezione alle singole magistrature cittadine, ma anche sui *congiaria* ed in genere sull'evergetismo municipale: si iniziano ad individuare le linee attraverso cui si sviluppò l'attività delle aristocrazie cittadine nell'Africa del Nord; ne deriva un inventario delle diverse tipologie di opere pubbliche (templi, acquedotti, fontane, terme, edifici pubblici in genere) la cui realizzazione è documentata dalle iscrizioni, con un esame dell'ammontare delle spese e delle motivazioni dei dedicanti[71].

[66] Le Glay, 1982, pp. 778 sg. Sugli *Ocratii*, vd. ora il nuovo fascicolo della *PIR*² V, 3 (a. 1987), in corso di stampa.

[67] Lassère, 1977, pp. 513 sgg.

[68] Id., 1977, pp. 516 sg.

[69] Christol, 1986, pp. 83-96; vd. anche l'intervento di M. Christol su *La mémoire familiale dans les espaces publics*, alla seconda delle *Rencontres d'épigraphie du monde romain*, Roma, Ecole Française, 16 maggio 1986 (atti in corso di stampa). Sui *Pompeii*, vd. l'articolo di Akerraz, 1987, in questo stesso volume.

[70] Gascou, 1979, pp. 383-398, cfr. *AE* 1979, 637 ed *IAMar., lat.*, p. 464.

[71] Ramirez Sadaba, 1981, pp. 181 sgg. Per la costruzione, tra il 60 e l'80 d.C. delle terme N di *Volubilis*, vd. la tesi di Lenoir E.,1986. Sull'evergetismo in materia di terme e fontane si attende la pubblicazione della comunicazione di M. Corbier al Convegno AIEGL di Hammamet su *Épigraphie et vie municipale* (settembre 1985).

A parte le osservazioni sulla consistenza delle casse cittadine[72], emerge il tema del condono delle imposte arretrate: la Corbier ha studiato il provvedimento adottato nel 216 da Caracalla che, pur con limiti precisi, comprendeva anche l'esenzione perpetua dal pagamento delle contribuzioni in frumento ed in denaro, a favore delle comunità rurali (*vici*) della Tingitana; la *tabula* bronzea di *Banasa* (*IAMar., lat.* 100 = *AE* 1977, 870) se attesta propagandisticamente la straordinaria generosità imperiale (*magnifica indulgentia*)[73] in risposta ai *merita* dei provinciali, non nasconde alcune contraddizioni ed ambiguità connesse soprattutto con le difficoltà economiche dei Mauri e con le esitazioni del potere, pur nel clima di esaltazione che accompagnò la contemporanea seconda campagna partica di Caracalla. Si comprende allora meglio la richiesta di uomini e di *animalia caelestia* (non solo elefanti e leoni) in risposta al *beneficium* imperiale[74], condizione indispensabile per l'attuazione del condono poi ottenuto dai Tingitani, nel quadro del preannunciato trionfo indiano del νέος Διόνυσος[75].

Il ruolo dei Severi e di Caracalla in particolare nel processo di sviluppo della Mauretania occidentale, come di tutto il Nord Africa, emerge in modo evidente dalla documentazione epigrafica ed ora dai nuovi ritrovamenti di *Zilil*, tra i quali le basi inedite dedicate a Settimio Severo (da solo e con Caracalla), a Diadumeniano ed a Giulia Soemia[76]. È opportuna anche una revisione dell'intero *dossier* delle iscrizioni dei Severi pubblicate nelle *IAMar.* con numerose inesattezze, alcune delle quali

[72] DURLIAT, 1983, pp. 377-386 (solo per l'epoca successiva a Costantino). Per un aggiornamento bibliografico (1950-78), vd. THOMASSON, 1982, pp. 43 sg.

[73] L. 18; a l. 11 ritorna l'*indulgentia*, che è richiamata ad esempio nell'arco di Caracalla a *Volubilis*, dedicato nel 217 *ob singularem eius erga universos et novam supra omnes retro principes indulgentiam* (*IAMar., lat.* 390 = LENOIR M., 1983-84 b, pp. 241-244 nr. 6 e 391 = LENOIR M., *ibid.*, pp. 244-247 nr. 7). L'*indulgentia* di Caracalla e dei Severi in genere è esaltata anche in numerose altre dediche, cfr. A. MASTINO, *Le titolature di Caracalla e Geta attraverso le iscrizioni. Indici* (Studi di storia antica, 6), Bologna 1981, p. 74 n. 361, alcune volte con l'attributo *caelestis*, che specifica la fonte imperiale: *CIL* VI 3761 = 31320 (*ob maximam erga se domu[s divinae] caelestem indulgentiam*, nel 198-201); *IRTrip.* 424 (*ob caelestem in se indulgentiam eius*, cioè di Caracalla), del 204.

[74] Il termine *beneficium*, che ricorre alle l. 9 e 15 di *IAMar., lat.* 100, è utilizzato anche in altre iscrizioni dei Severi, cfr. p. es. *CIL* VI 1074 = *ILS* 456 del 202-204, ove sono esaltati gli *ampla beneficia et indulgentia Augustorum* (Settimio Severo e Caracalla).

[75] CORBIER, 1977, pp. 211-232; WILLIAMS, 1979, pp. 76 sgg. nr. 3. Per l'assimilazione di Caracalla a Dioniso, cfr. A. MASTINO, Orbis, κόσμος, οἰκουμένη: *aspetti spaziali dell'idea di impero universale da Augusto a Teodosio*, in *Popoli e spazio romano tra diritto e profezia* (*Da Roma alla terza Roma*, Studi, 3), Roma 1985, pp. 67 sg. e n. 21, p. 90 n. 183, p. 92 n. 198.

[76] LENOIR M., 1987, in questo stesso volume, nrr. 6, 2, 3, 4.

sono state già evidenziate. Caracalla compare a *Volubilis* fin dal 196, in occasione dell'elevazione al Cesarato (*IAMar., lat.* 387)[77]; e quindi, assieme al padre ed al fratello Geta ancora Cesare nel 200 in una dedica al *Genius* imperiale e nel 202 in occasione della celebrazione dei *vota decennalia* (*IAMar., lat.* 350 e 354); a *Tocolosida* è solo ipotetica la menzione di Plautilla accanto a Giulia Domna, nell'anno 204 (*IAMar., lat.* 815). Sulla porta NE di *Volubilis* andrà integrata la titolatura di Marco Aurelio e di Lucio Vero e non di Settimio Severo e di Caracalla[78].

Incerta la datazione di *IAMar., lat.* 101 da *Banasa* (che potrebbe legare con la nr. 98), 102, anch'essa da *Banasa* (ove l'edizione sembra poco accurata: *Imp. Caes. M. / M. Aurelius Antoninus*), 393 (Caracalla ?), 395, 397 (Caracalla ?), tutte da *Volubilis*. Al 207 va forse riferita, sulla base della decima potestà tribunicia (di Caracalla ?) *IAMar., lat.* 394, sempre da *Volubilis*; al 209-217, sulla base del titolo di *[Brita]nnicus m[ax.]* va invece collocata *IAMar., lat.* 303 da *Sala*, così come al 213-217 (*Ger[m. max]*) la nr. 97 da *Banasa*. Insufficiente il tentativo di integrazione della *epistula* imperiale (?) del 215, nr. 99, ancora da *Banasa*, relativa a provvedimenti in materia di reparti ausiliari; si è già detto della nr. 100, riguardante il condono di imposte, datata al 216 come la nr. 114 da *Banasa* (la XIX potestà tribunicia meno probabilmente può essere riferita a Settimio Severo). Invertito il commento delle iscrizioni del 217 collocate originariamente sull'attico orientale ed occidentale dell'arco di *Volubilis* (*IAMar., lat.* 390 e 391)[79].

Geta è ricordato da solo un'unica volta, nel 202, a *Volubilis* (*IAMar., lat.* 388); Giulia Domna sarà *[ma]ter c[astrorum]* in *IAMar., lat.* 96 da *Banasa* (erronea la lettura e l'interpretazione di M. Euzennat e J. Marion); Macrino e Diadumeniano sono menzionati nel 217 a *Volubilis* in una dedica alla triade capitolina (nr. 355); Elagabalo compare da solo nel 219 (nr. 396); la moglie Annia Faustina è onorata tra il 221 ed il 222 ancora a *Volubilis* (nr. 400), così come la madre Soemia tra il 218 ed il 222 (nr. 398). Severo Alessandro compare più di frequente già come Cesare, tra il 221 ed il 222 (nr. 399); ma poi come Augusto è menzionato a *Volubilis* nel periodo 222-235 (nr. 402)[80], ad Aïn Schkour nel 222-232 (nr. 824) ed ancora a *Volubilis*, in un'*ara pacis* dedicata a Giove ed agli

[77] Caracalla assunse il titolo di Cesare il 4 aprile 196 e non nell'autunno (così erroneamente a p. 248), cfr. *AE* 1971, 28 del 29 giugno 196; vd. MASTINO, *Le titolature* cit. a n. 73, pp. 28 sg.

[78] *IAMar., lat.* 382, cfr. THOUVENOT, LUQUET, 1977-78, pp. 91-112 e DI VITA EVRARD, 1987, pp. 219 sg.

[79] LENOIR M, 1983-84 b, pp. 241-244 nr. 6 e pp. 244-247 nr. 7.

[80] DI VITA EVRARD, 1987, pp. 204 sg.

altri dei nel 226 (nr. 356)[81]; non è detto che sia proprio la sua prima potestà tribunicia (tra l'11 marzo ed il 9 dicembre 222) quella ricordata nell'iscrizione volubilitana nr. 401. Il nome della madre Giulia Mamea andrà integrato nella nr. 298 da Sidi Saïd, riferita al periodo 222-225[81bis]; vd. anche la dedica nr. 403 da *Volubilis*.

Andrà sicuramente ripresa la placca di bronzo divisa in otto frammenti rinvenuta a *Banasa* (*IAMar.*, *lat.* 98, cfr. oltre tavv. X-XIII), che è stata pubblicata con numerose imprecisioni e sulla quale mi propongo di tornare quanto prima[82]. In questa sede si osservi soltanto che la serie dei *cognomina ex virtute Ge[r. S]ar.* (?) *Arabi[cus] Adiabenic[us]* non è mai attestata come tale per Caracalla (e dunque è troppo semplice cavarsela constatando, come fa il Gascou a p. 94, «que le texte de l'inscription est aberrant»), né si comprenderebbe nel 215 (in coincidenza con la *[X]VIII* (?) potestà tribunicia)[83] una tale imprecisione a proposito del titolo di *Germanicus maximus* (senza il superlativo), che è l'ultimo della serie dei *cognomina ex virtute* ad essere adottato (dopo *Parthicus maximus* e *Britannicus maximus*). D'altra parte Caracalla non fu mai *Sarmaticus maximus* (nonostante il diverso avviso di *HA*, *Get.* 6,6)[84], titolo che il Gascou crede di poter leggere alla l. 4, sia pure in una forma abbreviata (a differenza degli altri *cognomina*). Viceversa, la titolatura di Settimio Severo è in parte incompleta a l. 3 (ove andrà integrato *L. Sep. S[everi Pii] / Pert.*); a l. 8 va inserito il numero dei consolati (*[cos. II]II* ?) e non delle acclamazioni imperiali, che di norma precedono i consolati oppure sono omesse; a ll. 9-10 andrà letto *[colo]nia Bana/[sita]na*; a l. 12: *Gemę[lliana ?]*. Escluderei un collegamento, per quanto suggestivo, con *IAMar.*, *lat.* 101 (cfr. oltre tavola XIV), un frammento superiore destro di una *tabula* bronzea dedicata a Caracalla, rinvenuto a pochi anni di distanza dalla nr. 98, ma con spessore inferiore ed in ottimo stato di conservazione[85]; eppure, se i frammenti legassero effettivamente, è ovvio che l'intero testo dovrebbe essere rivisto. Si rende necessaria comunque una verifica sui documenti originali e non sulle fotografie.

[81] *Ibid.*, pp. 203 sg. e 207.

[81bis] Cfr. *infra*, n. 141.

[82] Ringrazio il prof. A. Touri, directeur adjoint dell'*Institut National des Sciences de l'Archéologie et du Patrimoine* di Rabat per avermi autorizzato (in data 20 febbraio 1987) a studiare nuovamente l'iscrizione in questione. Le fotografie pubblicate alle tavv. X-XIV sono dell'amico A. Akerraz, che ringrazio per la sua straordinaria disponibilità.

[83] Non è esclusa neppure una datazione al 205 (VIII potestà tribunicia di Caracalla), al 200 (VIII potestà tribunicia di Severo) o anche al 210 (XVIII potestà tribunicia di Severo).

[84] Cfr. MASTINO, *Le titolature* cit. a n. 73, p. 56 n. 226.

[85] Il suggerimento è di M. Lenoir, che parla di una probabilità e non di una certezza,

Per passare poi alle popolazioni non urbanizzate, di cui è stata studiata l'organizzazione cantonale[86], un frammento di sigillata ispanica A con il graffito *Baniurai*, consente ora di localizzare a S degli *Zegrenses* ed a SE di *Banasa*, nella vallata dell'oued Sebou sull'alto Rif una delle tribù indigene collocate in Tingitana dalle fonti letterarie, i *Baniurae*, ed autorizza a modificare il quadro geografico complessivo dello stanziamento delle diverse popolazioni locali[87]. Sono proprio gli *Zegrenses* che continuano ad attirare l'attenzione degli studiosi, sia a proposito della localizzazione, che sembra accertata sulle pendici sud-occidentali del Rif, tra i *Baniurae* ed i *Nectiberes* e non nella Tingitana più meridionale (così Ptol. IV, 1,5), sia per l'organizzazione interna di un gruppo di *gentes* e di famiglie retto da un *princeps* indigeno riconosciuto dall'autorità romana[88].

La *tabula Banasitana*, scoperta ormai trent'anni fa presso le terme E (*IAMar.*, *lat.* 94 = *AE* 1971, 534, cfr. oltre tavola IX), contribuisce a chiarire alcuni aspetti del processo di assimilazione delle *élites* indigene e documenta un momento dei rapporti tra gli *Zegrenses* ed i *principes* e insieme tra questi ultimi e l'autorità romana. Il documento, sottoposto ad un ampio riesame soprattutto per gli aspetti connessi con la concessione della cittadinanza romana ai provinciali in rapporto alla *constitutio Antoniniana*, contiene di seguito[89]:

1 — una copia di un'*epistula* di Marco Aurelio e di Lucio Vero inviata negli anni 168-169 al governatore *T. Coiedius Maximus*, a proposito della concessione della cittadinanza allo *Zegrensis Iulianus*, alla moglie *Ziddina* ed ai loro quattro figli, con le motivazioni del provvedimento (ll. 1-13);

2 — una copia (*exemplum*) di un'*epistula* di Marco Aurelio e di Commodo, databile al 176-177, indirizzata al governatore *C. Vallius Maximianus*, con la quale i due Augusti, rispondendo ad un'istanza del procuratore *Epidius Quadratus*, concedevano la cittadinanza romana alla moglie ed ai figli del *princeps gentium Zegrensium Aurelius Iulianus*, con la raccomandazione che si provvedesse tempestivamente a dare co-

sulla base dei punti di interpunzione e delle modanature («mêmes points, mêmes moulures»), in una nota inviatami in data 18 dicembre 1986.

[86] Per l'organizzazione in *conciliabula*, cfr. PICARD, 1975, pp. 98-111.

[87] REBUFFAT, 1974 c, pp. 451-463. I *Baniurae* sono ricordati da Plin., *N.H.*, V, 1, 17; Sil. It. III, 303; Ptol. IV, 1, 5.

[88] EUZENNAT, 1973, pp. 137 sg.; EUZENNAT, 1974 b, pp. 175 sg.; SIGMAN, 1977, pp. 435 sgg.; per la bibliografia precedente, cfr. LE GLAY, 1974, p. 636 e n. 26; M. LE GLAY, *Novedades de epigrafía jurídica en Africa*, in *Novedades de epigrafía jurídica romana en el último decenio*, Pamplona 9-10 aprile 1987, in corso di stampa.

[89] Per la distinzione in almeno 6 parti, vd. SCHILLER, 1975, pp. 143-160.

municazione dell'età di ciascuno, in modo che potesse esser completata la registrazione *in commentarios nostros* (ll. 14-21);

3 — Certificato di autentica trascrizione, rilasciato dal liberto *Asclepiodotus*, dal *Commentarius civitate romana donatorum*, un registro evidentemente tenuto negli archivi imperiali a Roma, ove erano riportati i provvedimenti adottati a partire da Augusto fino a Commodo (con l'omissione dei soli Otone e Vitellio), ll. 22-29[90];

4 — Copia autentica dell'avvenuta trascrizione, sul registro citato al nr. 3, in data 6 luglio 177, del provvedimento di concessione della cittadinanza romana a favore di *Faggura*, moglie del *princeps gentis Zegrensium Aurelius Iulianus*, di 22 anni di età, e dei figli *Iuliana*, *Maxima*, *Iulianus* e *Diogenianus* (rispettivamente di 8, 4, 3 e 2 anni), ll. 30-34;

5 — *Subscriptio* imperiale dell'avvenuto accoglimento della richiesta inoltrata dallo *Zegrensis Aurelius Iulianus* (*per libellum*) e dal procuratore *C. Vallius Maximianus* (*per epistulam*) con una clausola quanto mai interessante: *salvo iure gentis, sine diminutione tributorum et vectigalium populi et fisci*; si tratta con tutta probabilità di una clausola di tutela legale-finanziaria, con una sfumatura pubblicistica, che sottolinea il persistere degli obblighi nei confronti della comunità di origine, ll. 35-39[91];

6 — *Subscriptio* del liberto *Asclepiodotus* che attesta la copia conforme dal registro citato al nr. 3, l. 40;

7 — Trascrizione delle firme di 12 autorevolissimi personaggi, senatori e cavalieri, che secondo alcuni studiosi componevano il *consilium* imperiale che potrebbe aver fornito un proprio parere in merito alla richiesta del *princeps Zegrensis*; un tale consesso era comunque incompetente in materia di concessione della cittadinanza, per cui si è anche ipotizzata l'esistenza di una sorta di «consiglio di reggenza» che aveva adottato il provvedimento in assenza degli imperatori, lontani da Roma[92]. L'ipote-

[90] Sulla formula *rescriptum et recognitum* di l. 22 (vd. anche *recognovi* a l. 40), cfr. OLIVER, 1976, pp. 370 sgg.

[91] Tale è il parere espresso da A. D'Ors in margine alla relazione di M. Le Glay citata a n. 88, in corso di stampa. Si è supposto da parte di alcuni che la formula *salvo iure gentis* possa dimostrare il possesso della doppia cittadinanza (romana ed indigena) o anche che possa attestare la contemporanea esistenza dei due differenti sistemi giuridici (SHERWIN-WHITE, 1973 a, pp. 86-98; SHERWIN-WHITE, 1973 b, pp. 393 sg.; VOLTERRA, 1974, p. 479; LEPELLEY, 1974, pp. 285-295); sono state ridimensionate anche le attese di chi pensava di poter colmare la lacuna alle ll. 7-9 del *Pap. Giss.* 40,1 sulla base di una letterale traduzione in greco della clausola *salvo iure gentis* (cfr. WOLFF, 1976, pp. 87-105).

[92] WILLIAMS, 1975, pp. 56-78; OLIVER, 1976, pp. 370-372.

si più plausibile è invece quella che si tratti di una sorta di componenti di una «commissione per l'Africa», formata da personaggi che avevano una diretta esperienza provinciale e che potevano all'occorrenza fornire negli anni di crisi un proprio ragionato parere agli imperatori[93], ll. 41-54.

La *tabula Banasitana* solleva ovviamente tutta una serie di problemi, legati in particolare alla concessione della *civitas* da parte degli imperatori romani, a favore degli esponenti delle aristocrazie provinciali e dei loro parenti: è stato proposto, per alcuni aspetti, un parallelo con la *constitutio Antoniniana de civitate* ed in particolare con il *Pap. Giss.* 40, 1, che potrebbe aver conservato in parte il testo del provvedimento di Caracalla del 212[94]. Ma più in particolare, dall'esame dell'onomastica delle tre generazioni di *Iuliani* attestati tra il 168 ed il 177, si ricerca la ragione per la quale gli *Zegrenses* abbiano ottenuto il favore della concessione della cittadinanza anche per la moglie ed i figli del *princeps* (per quanto *Aurelius Iulianus* abbia preceduto di quasi dieci anni i suoi familiari in questo beneficio), un privilegio che viceversa non fu concesso ai vicini *Baquates*, come è dimostrato dall'iscrizione funeraria romana di *Memor*, deceduto a 16 anni, figlio di *(A)elius Aurelius Canartha, princeps gentium Baquatium* (*CIL* VI 1800 = *AE* 1941, 118)[95].

A parte poi le considerazioni sulle procedure di affissione della tavola di bronzo, che potrebbe esser stata decisa dallo stesso *princeps Zegrensis Aurelius Iulianus* nella propria abitazione (si ricordi che il rinvenimento è avvenuto presso il piccolo edificio absidato che si affaccia sul

[93] SCHILLER, 1975, pp. 143-160.

Per i personaggi citati alle ll. 41-54 del documento si è proposta ora tutta una serie di identificazioni: il *T. Sextius T.f. Vol.* (per *Vot.*) *Lateranus* di l. 44 è sicuramente il console del 154 (SESTON, 1971, pp. 324-329); *C. Septimius C.f. Qui. Severus* di l. 45 è sicuramente il *frater patruelis* di Settimio Severo, console nel 150; importante l'attestazione della tribù Quirina, da riferire a tutti i *Septimii* di *Lepcis Magna* (BIRLEY, 1976, pp. 63 sg.); *P. Tarutienus P.f. Pob. Paternus* di l. 49 è da identificare con l'omonimo prefetto del pretorio (LIEBS, 1976, pp. 291-297); *Q. Cervidius Q.f. Arn. Scaevola* di l. 51 è sicuramente il giureconsulto, prefetto dei vigili nel 175 (LIEBS, 1976, pp. 291-297); *Q. Larcius Q.f. Qui. Euripianus* di l. 52 è da identificare con il consolare messo a morte da Commodo (*HA, Comm.* VII, 7, cfr. LIEBS, 1976, pp. 291-297); *T. Fl. T.f. Pal. Piso* di l. 53 fu poi nel 180-181 prefetto del pretorio (SESTON, 1971, pp. 330 sg.; SESTON, 1973, pp. 152-156).

[94] Il tema sarà oggetto di un prossimo colloquio internazionale AIEGL, così come auspicato da G. Alföldy, A. D'Ors e M. Le Glay in occasione del colloquio sulle *Novedades de epigrafía jurídica romana* citato a n. 88. In merito al parallelo tra la *tabula Banasitana* e la *constitutio Antoniniana*, cfr. SHERWIN-WHITE, 1973 a, pp. 95-98; SHERWIN-WHITE, 1973 b, pp. 336 e 393 sg.; YELNITSKY, 1980, pp. 162-171; WOLFF, 1976, pp. 87-105.

[95] SESTON, 1971, pp. 323 sg., cfr. *AE* 1971, 534 e 1973, 657. Per il padre del defunto si è proposta un'identificazione con il *Canarta, princeps constitutus genti Baquatium* di *IA-Mar., lat.* 349.

lato orientale del foro), dunque forse non nella *curia* per iniziativa del governatore provinciale[96], è possibile individuare le linee delle forme di gestione del potere e del sistema di organizzazione gentilizio all'interno della tribù degli *Zegrenses*: *Iulianus* (il primo della serie), divenuto cittadino romano nel 168-169, non è ancora indicato col titolo di *princeps,* tanto che nella motivazione del provvedimento adottato da Marco Aurelio e Lucio Vero si ammette che egli è solo un esponente *de primoribus popularium suorum*; non sono dunque solo i suoi *maxima merita* (per quanto egli si sia dimostrato *nostris rebus promto obsequio fidissimus*) ad aver giustificato il provvedimento imperiale ma anche la considerazione che *nec multas familias arbitraremur aput Zegrenses paria poss[e] de officiis suis praedicare.* Viceversa, il figlio *Aurelius Iulianus* è ormai nel 177 il *princeps gentium* (o *gentis*), dunque a capo non soltanto della sua *domus* o della sua *familia*, ma anche di un insieme di *gentes*: egli è da considerare come un *princeps constitutus* dall'autorità romana, così come il baquata (*Aurelius*) *Canarta* (*IAMar., lat.* 349)[97]; fu forse grazie ai meriti della sua famiglia nei confronti dei Romani ed alla particolare posizione all'interno dell'organizzazione gentilizia che egli ottenne questa forma di potere monarchico centralizzato, per quanto l'esistenza di *principes*, capi indigeni responsabili dell'insieme di una popolazione, non possa che rimandare a precedenti consuetudini locali mantenute all'interno della provincia romana[98].

In questo ambito continua ad emergere il tema dei Baquati e dei periodici *conloquia* con i governatori romani, attestati da numerose iscrizioni di *Volubilis*, che recentemente G. Di Vita Evrard ha ripreso nel tentativo di identificare le linee di sviluppo del formulario epigrafico e di proporre un'evoluzione dei moduli espressivi contenuti nelle *arae pacis*, che denunciano una sostanziale innovazione all'epoca di Severo Alessandro[99]; si arriva in questo caso a seguire un'intricata serie di rapporti diplomatici tra il regno di Antonino Pio e quello di Probo, allorché il titolo di *princeps* è sostituito, anche se temporaneamente[100], da quello di *rex g(entis) Baq(uatium)* (*IAMar., lat.* 360 del 277); e anche questo è un segno dell'incerta definizione di una magistratura indigena che in Mauretania subì in epoca tarda un'ulteriore evoluzione[101].

[96] SCHILLINGER-HÄFELE, 1977, pp. 323-331.

[97] EUZENNAT, 1973, pp. 137 sg.; EUZENNAT, 1974 b, pp. 175 sg.

[98] BENABOU, 1981, pp. 253-260.

[99] DI VITA EVRARD, 1987, pp. 200 sgg.

[100] In *IAMar., lat.* 361 del 13 aprile 280 *Iulius Nuffusi* ha di nuovo il titolo di *p(rinceps) g(entis) Baquatium*, a differenza del padre, *Iulius Matif*, ricordato come *rex* tre anni prima, il 24 ottobre 277 (*IAMar., lat.* 360).

[101] PFLAUM, 1972, pp. 168 sg.; CAMPS, 1983, pp. 307-325, specie per la Cesariense.

I *foedera* stipulati tra i Baquati ed i Romani durante il II ed il III secolo, per quanto continuamente rinnovati e documentati dalla dedica di una serie di *arae pacis*[102], non possono essere considerati come testimonianze di una grave situazione di crisi e di conflittualità, ma solo come la prova di rapporti diplomatici tra indigeni e Romani quanto mai intensi intorno alla città di *Volubilis*, collocata a poca distanza dal *limes*; in questo senso è sembrato affrettato interpretare tutta una serie di altri indizi (che vanno dalla costruzione delle mura di cinta, allo spostamento di truppe, alla variazione numerica nella consistenza degli *auxilia*, fino all'onomastica indigena), come elementi di una resistenza maura in chiave anti-romana[103]; contro la tesi del Benabou, che ha avuto per tanti versi il merito di aver rinnovato gli studi sull'argomento[104], il Romanelli tende ora a valorizzare la cooperazione tra Romani ed indigeni nel Nord Africa[105]; per quanto riguarda la Tingitana in particolare, in polemica col Sigman, per il quale si può parlare di un vero e proprio insuccesso romano, manifestato da una crisi permanente di tipo politico e militare, favorita dalla vitalità delle tribù indigene e sottolineata dal carattere sporadico dell'urbanizzazione e dal precoce abbandono della provincia[106], il Frézouls preferisce inquadrare il problema nella deliberata decisione romana di un impegno limitato da un punto di vista demografico ed economico in una provincia marginale e poco appetibile come la Tingitana[107].

La categoria moderna del sottosviluppo, inteso come debolezza

In Tingitana il titolo di *princeps* ricorre anche nel tardo impero, cfr. *IAMar.*, *lat.* 603 = LENOIR M., 1983-84 b, pp. 265 sg. nr. 17 (*Volubilis*, cristiana). Un *princeps inco[larum]* (?) potrebbe essere attestato in *IAMar.*, *lat.* 499 + 500, cfr. DI VITA EVRARD, 1987, pp. 213-218. Non conosciamo viceversa nella Mauretania occidentale la magistratura dei *praefecti*, posti a capo delle tribù indigene (LEPELLEY, 1974, pp. 285-295).

[102] A proposito di *IAMar.*, *lat.* 360 si è ormai tornati, contro l'ipotesi di PFLAUM, 1972, pp. 168 sg. (ripresa da BENABOU, 1976, p. 229 n. 114; GASCOU, 1982, p. 228; CAMPS, 1983, pp. 307-325), a spiegare la l. 8 in modo più rispettoso del testo, in particolare per ciò che riguarda il participio *foederata*, che andrà inteso come un ablativo assoluto in relazione a *paci* (per *pace*) e non come un genitivo collegato a *g(entis) Baq(uatium)*, cfr. DI VITA EVRARD, 1987, p. 208 n. 69 (ma anche MAC KENDRICK, 1980, pp. 311 sg.; ROMANELLI, 1981, pp. 207 sgg., ove è ripreso l'articolo su *Le iscrizioni volubilitane dei Baquati e i rapporti di Roma con le tribù indigene dell'Africa*, in *Hommages à A. Grenier*, Bruxelles 1962, pp. 1347-1366).

[103] REBUFFAT, 1974, pp. 501-522; FRÉZOULS, 1980, pp. 65-93; FRÉZOULS, 1981, pp. 41-69; FÉVRIER, 1981 a, pp. 23-40; FÉVRIER, 1981 b, pp. 143-148.

[104] BENABOU, 1976; per un aggiornamento bibliografico sul tema della «resistenza» indigena, cfr. MASTINO, 1986, pp. 131 sg.

[105] ROMANELLI, 1981-82, pp. 245-282.

[106] SIGMAN, 1976; SIGMAN, 1977, pp. 415-439, cfr. *AE* 1981, 999.

[107] FRÉZOULS, 1980, pp. 65-93; FRÉZOULS, 1981, pp. 41-69, cfr. *AE* 1981, 999.

economica determinata da insufficienza di investimenti e debolezza politica, è applicabile comunque con difficoltà alla Mauretania occidentale[108].

Occorre riscrivere la storia militare della provincia, in particolare sottoponendo a verifica le categorie tradizionali (città/campagna, pianure/montagne, nomadi/sedentari, indigeni/romani), che non sempre riescono ad esprimere la complessità della realtà antica[109]. Sono state perciò studiate le diverse rivolte maure, con lo scopo di accertare la consistenza reale, le cause, gli effetti in Africa e nelle Spagne, a partire da Edemone, fino ad arrivare al tardo impero[110]. In molti casi più che di vere e proprie rivolte e di violente invasioni al di là del *limes* si sarà trattato di episodi, sia pure gravi, di brigantaggio endemico, di occasionali incursioni, nel quadro di un lento ma sensibile trasferimento verso Occidente delle popolazioni indigene, in particolare dei Baquati e dei Bavari[111]. La specificità della Tingitana è rappresentata, all'interno della fossa di confine che chiudeva la provincia poco a S di *Sala*[112], dalla presenza di una serie di accampamenti fortificati collocati a distanze tali da agevolare l'attività di pattugliamento in un raggio di circa 25 km.[113]. Sono stati compiuti notevoli passi avanti in merito alla definizione cronologica dei *castra*, alla costruzione di mura ed alla dislocazione delle guarnigioni; appare evidente una logica di occupazione militare finalizzata a fare della provincia un avamposto militare della Betica, una sorta di piazza d'armi, per usare un'espressione di R. Rebuffat[114].

Immediatamente al di qua del *limes*, a *Sala*, un grande interesse riveste l'attività del *praefectus equitum* dell'*al(a) II Syr(orum) c.R.* (diver-

[108] LASSÈRE, 1979, pp. 67-104, in polemica con DEMAN, 1975, pp. 17-81.

[109] FÉVRIER, 1981 a, pp. 23-40; FÉVRIER, 1981 b, pp. 143-148.

[110] Per la rivolta di Edemone, cfr. GASCOU, 1978, pp. 109-124; per la cronologia delle guerre maure, cfr. ALFÖLDY, 1985, pp. 91-109; per le invasioni berbere in Betica, cfr. GOZALBES CRAVIOTO, 1976, pp. 217-248; per il tardo impero, cfr. SANTOS YANGUAS, 1979, pp. 257-300; ARCE, 1982 b, pp. 80-83.

[111] EUZENNAT, 1984, pp. 372-391 (ove di rilievo, alle pp. 391 sgg., l'intervento di F. Chamoux), cfr. *AE* 1984, 950.

[112] REBUFFAT, 1979-80, pp. 237-260.

[113] REBUFFAT, 1973-75, pp. 377-408; REBUFFAT, 1982, p. 487.

[114] REBUFFAT, 1987, in questo volume. Per la storia degli studi sul *limes* africano, con particolare riguardo per la Tingitana, cfr. EUZENNAT, 1977 b, pp. 429-443 (anni 1964-74); EUZENNAT, 1977 c, pp. 533-543 (aa. 1974-76); EUZENNAT, 1986 a, pp. 573-584 (aa. 1976-83). Sempre di M. EUZENNAT è ora annunciata la pubblicazione del volume *Le* limes *de Tingitane. Recherches sur la frontière romaine au Maroc* (Etudes d'antiquités africaines), I, Aix-en-Provence 1987 (*non vidi*). Vd. inoltre REBUFFAT, 1979, pp. 225-247, che ha messo in rilievo le lacune della documentazione disponibile.

sa dalla *coh(ors) Su[rorum] sa[gitt(ariorum)] (milliaria) equitata*)[115], *M. Sulpicius Felix*, esaltato da un gruppo di *amici* (e successivamente dall'intero *ordo*) come *lib(erator) et patr(onus)*, per aver difeso il municipio di *Sala ab solitis iniuriis* (di cui erano forse responsabili i Maceniti o gli Autololi)[116] ed inoltre per aver fatto edificare nuovi tratti della cinta muraria proteggendo i punti più insicuri (*municipium infestioribus locis maximo murorum opere, minimo sumtu ambiendo*) (*IAMar., lat.* 307 = *AE* 1983, 998, cfr. oltre tavv. VII-VIII)[117]. Il documento, datato al 28 ottobre 144, riveste un interesse particolare già per ciò che riguarda la forma della dedica, una base di statua posta privatamente dagli *amici* del prefetto (ma poi col consenso dei decurioni) rinvenuta in un edificio pubblico presso l'arco di trionfo che forse va identificato con la *curia Ulpia* citata nel testo (a l. 1 del lato 3); sono rilevanti però anche le implicazioni in materia di mantenimento dell'ordine pubblico e di un possibile collegamento con la repressione della rivolta maura durante il regno di Antonino Pio, soffocata grazie all'intervento tra il 145 ed il 148 di truppe pannoniche, giunte dalla Betica al comando di *T. Varius Clemens*[118]; infine, ha suscitato interesse questo tipo di prefettura esercitata da comandanti militari, capi di reparti ausiliari, che potrebbero esser stati titolari di poteri civili, praticati nei momenti di crisi anche nell'ambito di un municipio[119]. J. Boube ha recentemente studiato in dettaglio l'ordine di elencazione (sul lato 2) dei 38 *amici* del prefetto, distinti in due gruppi di 6 ed in due gruppi di 9 (con precedenza per i magistrati cittadini), con la successiva aggiunta di altri 8 nomi (di cui 3

[115] *IAMar., lat.* 300, dedicata sempre a *Sala* oltre che alla triade capitolina anche *Genio ca[strorum]*, cfr. EUZENNAT, 1979-80, p. 139.

[116] GOZALBES CRAVIOTO, 1976, pp. 217-248.

[117] L. 3 del lato l; ll. 12 e 14-15 del lato 3. Per il problema del rafforzamento del dispositivo difensivo e del restauro delle mura di cinta, cfr. REBUFFAT, 1974, pp. 501-522.

[118] *CIL* III 5211 = *ILS* 1362, cfr. SPEIDEL, 1977 a, pp. 129-135 = 1984, pp. 211-215; CHRISTOL, 1981, pp. 133-141 (per il quale lo Speidel sovrastima il numero degli effettivi inviati in Tingitana); EUZENNAT, 1984, pp. 372-391 (cfr. *AE* 1984, 950). Vd. anche REBUFFAT, 1974, pp. 501-522, che evidenzia le difficoltà di rendere compatibili le informazioni delle fonti epigrafiche, archeologiche e letterarie, spesso inconciliabili.

[119] Vd. l'intervento di M. EUZENNAT (Praefecti equitum *adjoints aux gouverneurs*) al Convegno AIEGL *Épigraphie et vie municipale* di Hammamet (16-19 settembre 1985), in corso di stampa.

Casi analoghi sembrano quelli di *L. Minicius Pulcher domo Tigullis* ricordato ancora a *Sala* (*IAMar., lat.* 304 a = BOUBE, 1979-80, pp. 118-124 nr. 2 = *AE* 1982, 992 e 1983, 997) e di *Q. Atilius (Pescennius) Paullinianus*, padre di *Q. Atilius Pescennius Sallustianus domo Ferentis* ricordato a Sidi Slimane (*IAMar., lat.* 296, omesso negli indici a p. 438). Una qualche relazione potrebbe esistere tra i *praefecti equitum* ed i *praefecti gentis* e *civitatis*, che rispondevano direttamente all'imperatore (EUZENNAT, *ibid.*).

all'inizio, 1 in undicesima posizione nel gruppo inferiore destro, 3 alla fine)[120].

I *Barbari [qui T]amudam inrupe[rant]* messi in fuga e obbligati alla pace, per quanto difficilmente identificabili, potrebbero essere degli indigeni (o dei Franchi ?) sconfitti da Massimiano alla fine del III secolo[121].

Il sistema fortificato romano in Tingitana è ora sistematicamente presentato nell'articolo di R. Rebuffat in questo stesso volume, al quale si rimanda, specialmente per le informazioni sui singoli campi (con dati sulle dimensioni, sulla cronologia della costruzione e dell'abbandono) ma anche per la lista delle torri di avvistamento e per la dislocazione delle differenti unità militari[122]. Di particolare rilievo le note sui *castra* di Suiar (nell'immediato retroterra di *Zilil*), *Tamuda, Tabernae* (a N di *Lixus*)[123], *Frigidae* (a S di *Lixus*), Souk el Arba (a N di *Banasa*), *Banasa*[124], *Thamusida*[125], Sidi Saïd (presso *Babba*), Aïn Schkour[126], Sidi Moussa Bou Fri[127] e *Tocolosida*, gli ultimi tre a protezione di *Volubilis*. Resta incerta la presenza di un campo anche a *Gilda* (Rirha)[128]. Il rinvenimento a Chellah dell'iscrizione funeraria di un *m(iles)* della *c(ohors) I Lam.* (per *Lemavorum* ?) della *(centuria) Lucani, Valerius Veto*, consente ora di fissare ad epoca precedente al 50 la costruzione del campo di *Sala*[129]. Il dispositivo, rafforzato nel II secolo con la costruzione forse ad opera di una coorte di Parti del campo di Sidi Moussa Bou Fri poco a W di

[120] BOUBE, 1979-80 b, pp. 124-127 nr. 3, cfr. *AE* 1983, 998.

[121] *IAMar., lat.* 55, dedicata alla *Vic(toria) Aug(usta)*, cfr. ARCE, 1982 a, p. 361 e n. 15.

[122] REBUFFAT, 1987, pp. 31 sgg.

[123] REBUFFAT, 1973-75 b, pp. 350-376.

[124] JODIN, 1974, pp. 33-42.

[125] Per la storia degli studi, cfr. REBUFFAT, 1968-72, pp. 51-65; per le mura di cinta, costruite in un momento di grave crisi militare, cfr. REBUFFAT, 1974, pp. 501-522; per i nuovi rinvenimenti epigrafici, cfr. REBUFFAT, 1977, pp. 31 sgg.

[126] È stata nuovamente discussa la dedica *[Ge]nio loci* (*IAMar., lat.* 821): una *coh(ors) Astur(um) et Call(aecorum) praetorium composuit et fecit*, cfr. REBUFFAT, 1976, pp. 151-160; EUZENNAT, 1976-78, p. 243 (a p. 249 replica di R. Rebuffat). Per la costruzione del *quadriburgium*, cfr. EUZENNAT, 1986 b, pp. 373-376, che lo data ad età severiana.

[127] Per una interpretazione della dedica *Genio Ulpio* (e non *Ulpi* come supposto da REBUFFAT, 1972-73, p. 126 e n. 13 e p. 124 e da REBUFFAT, 1976, pp. 151-160), vd. EUZENNAT, 1976-80 b, pp. 246 sg. (con replica di R. Rebuffat a p. 247) ed *IAMar., lat.* 814. Per la costruzione del *quadriburgium*, vd. EUZENNAT, 1986 b, pp. 373-376.

[128] REBUFFAT, 1985-86, pp. 235-255.

[129] HASSAR-BENSLIMANE, 1976, p. 250; BOUBE, 1979-80, pp. 111-118 nr. 1 (*AE* 1983, 996); LE ROUX, 1982, p. 193 nr. 73 (*AE* 1980, 995).

Volubilis[130], si resse ancora per tutto il III secolo; il Rebuffat presenta il successivo ripiegamento fino a *Frigidae* all'epoca di Diocleziano e quindi il crollo dell'intero sistema fortificato tingitano poco dopo il regno di Onorio, nel 429, in occasione della invasione vandalica.

La dislocazione dei reparti ci è nota grazie ad una documentazione che è alquanto eterogenea ed irregolare, in relazione a rinvenimenti la cui casualità dev'essere valutata in sede di ricostruzione storica. Dal bilancio complessivo fornito ora dal Rebuffat in questo stesso volume, emerge comunque una concentrazione di truppe nel S della provincia, nei dintorni di *Volubilis* in particolare (sono noti 9 reparti) e tra *Thamusida* e *Sala* (5-6 reparti); in tutto il resto della provincia, a N di *Banasa* (quindi in oltre i 3/4 del territorio) è attestata una minoranza di unità (5 o 6), a dimostrazione forse di meno pressanti esigenze militari, per quanto non vada dimenticato che si tratta di dati che emergono da ritrovamenti spesso fortuiti.

Due nuovi diplomi, rinvenuti nei magazzini del museo di *Volubilis*, recentemente presentati da M. Lenoir, riportano il tradizionale elenco di reparti militari di stanza in Tingitana, almeno 9 coorti ed un'ala nel primo, databile al 131 sulla base della XV potestà tribunicia di Adriano; almeno 11 coorti e 5 *alae* nel secondo, riferibile al periodo 160-170 o 180-190, durante il regno di Marco Aurelio o di Commodo[131]. Emerge ancora una volta un quadro di grande stabilità della lista delle truppe ausiliarie dislocate nella Mauretania occidentale, almeno per il II secolo, con effettivi che per l'intera provincia saranno arrivati a 10.000 uomini.

Con la pubblicazione di questi due inediti, il numero complessivo dei diplomi finisce per essere veramente cospicuo e senza confronti con altre province, almeno per ciò che riguarda gli ausiliari (nessun diploma di classiario o di pretoriano proviene dal Marocco), complessivamente 32, di cui 13 da *Banasa*[132], 13 da *Volubilis*[133], 3 da *Thamusida*[134] ed uno rispettivamente da *Lixus*[135], Souk el Arba[136] ed Aïn Schkour[137]. È così

[130] *IAMar.*, *lat.* 814, cfr. REBUFFAT, 1987, in questo stesso volume.

[131] LENOIR M., 1983-84 a, pp. 213-224.

[132] *IAMar.*, *lat.* 234-237; 238 = ROXAN, 1978, nr. 12; 239-242; 243 = ROXAN, 1978, nr. 54; 244 = ROXAN, 1978, nr. 57; 245; 246 = ROXAN, 1978, nr. 37.

[133] *IAMar.*, *lat.* 803 = ROXAN, 1978, nr. 15; 804-806; 807 = ROXAN, 1978, nr. 56 = *AE* 1980, 994; 808 = ROXAN, 1978, nr. 41 = LENOIR M., 1983-84 b, p. 228; 809; 810 = ROXAN, 1978, nr. 53; 811 = ROXAN, 1978, nr. 43; 812 = ROXAN, 1978, nr. 18; 813 = ROXAN, 1978, nr. 24; LENOIR M., 1983-84 a, pp. 213-219 nr. 1; pp. 219-221 nr. 2.

[134] *IAMar.*, *lat.* 284 = ROXAN, 1978, nr. 13; 285 = ROXAN, 1978, nr. 16 = *AE* 1980, 996 (erroneamente nr. 11); 286 = ROXAN, 1978, nr. 29.

[135] *IAMar.*, *lat.* 80 = ROXAN, 1978, nr. 11.

[136] *IAMar.*, *lat.* 82 = ROXAN, 1978, nr. 48.

[137] *IAMar.*, *lat.* 840 = ROXAN, 1978, nr. 33.

possibile elencare almeno 6 *alae*[138] e 17 coorti ausiliarie[139] tra la costituzione della provincia e Diocleziano, per un periodo di due secoli e mezzo.

Tra i reparti emergono i nuovi dati sulla *cohors IIII Tungrorum*, la cui consistenza milliaria non era mai attestata in Tingitana, ove fu dislocata nel II secolo una *vexillatio*[140]; sulla *cohors IIII Gallorum*, localizzata a Sidi Saïd nei primi anni del regno di Severo Alessandro[141]; sull'*ala Augusta Gallorum c.R.*, forse da identificare con l'*ala I Augusta in Mauretania Tingitana* di un diploma rinvenuto a Pernik in Bulgaria[142]; sull'*ala I Flavia Gallorum Tauriana Torquata Victrix c.R.*, giunta nel Nord Africa dalla Betica attorno al 75[143].

Numerose le novità anche riguardo ai singoli comandanti dei reparti tingitani: dalla lista è sicuramente da espungere *Hiemp[sal]*, ricordato in un diploma rinvenuto a *Lixus* databile al periodo 100-107, che per il Gascou potrebbe essere il comandante di un *numerus* indigeno (*IAMar., lat.* 80)[144]; si tratta viceversa di un *miles*, che ha ottenuto la cittadinanza romana per sé e per la moglie *[- - -]ia Iaphne. [P. Valerius] Priscus*, prefetto della coorte *I Astur(um) et Callaec(orum)* di stanza ad Aïn Schkour, menzionato in un diploma del 14 ottobre 109 rinvenuto a *Banasa* (*IAMar., lat.* 236) è ora identificato con l'omonimo ricordato a Roma (*CIL* VI 3653 = *AE* 1974, 226); sua figlia potrebbe essere stata *Valeria Prisca*, moglie di un *Caecilius* di *Volubilis*[145]. Fu il prefetto *T. Varius Clemens*, originario di *Celeia*, ad introdurre in Tingitana, provenendo dalla Betica, una *vexillatio* della citata coorte *IIII Tungrorum* attorno al 145-148[146]. *G. Iul(ius) Longinu[s]*, prefetto della coorte *Ast(urum) et Call(aecorum)* (*IAMar., lat.* 820, Aïn Schkour), è da identificare con l'omonimo tribuno della *coh(ors) A[el(ia) s]ag(ittariorum)* ricor-

[138] ROXAN, 1973, pp. 844-846.

[139] ROXAN, 1973, pp. 846-850. Vd. anche ROXAN, 1981, pp. 265-286; ROXAN, 1986, p. 773.

[140] REBUFFAT, 1974, pp. 501-522; SMEESTERS, 1977, p. 182; LENOIR M., 1983-84 a, pp. 219-223.

[141] REBUFFAT, in AKERRAZ, LENOIR, REBUFFAT, 1986, p. 226 e p. 235 n. 10; REBUFFAT, 1986, p. 639.

[142] LJUBENOVA, 1979, pp. 41-44; *AE* 1979, 553; 1980, 995.

[143] *IAMar., lat.* 234, cfr. CHRISTOL, LE ROUX, 1985, pp. 15-33 (in appendice, pp. 26-33, l'indicazione del tempo di servizio «alla spagnola», col plurale *aera*). Vd. anche ROXAN, 1973, pp. 844-846; ROXAN, 1986, p. 773; CHRISTOL, 1985, pp. 15-33.

[144] GASCOU, in *IAMar., lat.* p. 63; vd. anche ROXAN, 1978, nr. 11 ed *AE* 1980, 992.

[145] EUZENNAT, 1976-78 c, p. 256.

[146] Cfr. *supra*, nn. 118 e 140. Per l'*origo*, ŠAŠEL, 1983 a, pp. 295-300.

data in una nuova iscrizione austriaca del 159[147]. Infine, durante l'età dei Severi, fu trasferito in Tingitana dalla Dacia un contingente di mille reclute tracie (*iuniores Bessos*), agli ordini di *Sex. Iulius Iulianus*, tribuno del *n(umerus) Syrorum M(a)lvensium*, localizzato a *Romula-Malva*: deceduto durante il viaggio (che forse doveva svolgersi via terra toccando *Altava, Pomaria, Numerus Syrorum, Tocolosida*), il comandante fu poi sepolto a *Caesarea*[148]; la lastra tombale fu posta dal liberto *Iulius Sacimathus*, per iniziativa del fratello del defunto[149].

Resta da dire dei reparti legionari, inviati in Tingitana con lo scopo di soffocare una insurrezione: la *legio X Gemina* partecipò alla repressione della rivolta maura attorno al 75, durante il regno di Vespasiano, agli ordini di *Sex. Sentius Caecilianus, leg(atus) Aug(usti) pro praetore ordinandae utriusque Mauretaniae*[150]. I Volubilitani servivano in alcuni casi nella *legio III Augusta*, di stanza a *Lambaesis* in Numidia[151].

Numerose sono poi le novità in tema di governo provinciale: si discute sulla fusione delle due Mauretanie in un'unica provincia, che appunto la titolatura di *Sex. Sentius Caecilianus* fa ipotizzare, sia pure per un breve periodo[152]: la denominazione della provincia allora costituita fu forse *provincia nova Mauretania Africa*[153]; più controversa l'interpretazione dell'iscrizione di *Tingi* che ricorda una *provincia no[va] ulterior Tin[gitana]*[154].

La promozione del procuratore equestre dal rango di *vir egregius* a quello di *vir perfectissimus* è stata studiata con risultati alquanto

[147] DEVIJVER, 1981, pp. 111-126; alle pp. 114-117 le tabelle sull'ambito territoriale dello svolgimento delle *tres militiae* per gli ufficiali equestri (frontiera renano-danubiana, settore orientale, Africa del Nord).

[148] *CIL* VIII 9381 cfr. 20945 = *ILS* 2763 = *AE* 1977, 864; SPEIDEL, 1973 a, pp. 169-177 = 1984, pp. 149-160; SPEIDEL, 1973 b, pp. 545-547; EUZENNAT, 1978 a, p. 327; SPEIDEL, 1979, pp. 351-358. Per il reclutamento degli ausiliari, che forse doveva essere centralizzato a Roma, cfr. SPEIDEL, 1977 b, pp. 167-173 = 1984, pp. 341-347.

[149] REBUFFAT, 1971-74, pp. 195-206: l'ascia scolpita sulla pietra potrebbe esprimere il rincrescimento della famiglia per non aver potuto costruire un monumento più prestigioso.

[150] *CIL* IX 4194, cfr. CHRISTOL, LE ROUX, 1985, pp. 15-33. Un *miles* originario di *Tolosa* è ricordato a *Volubilis* (*IAMar.*, *lat.* 511).

[151] FORNI, 1982, pp. 703-705; FORNI, 1983, pp. 757-760 (ma vedi il *post-scriptum* con l'ipotesi di Y. Le Bohec) = *AE* 1983, 981.

[152] Cfr. *supra*, n. 150. La fusione delle due Mauretanie è ammessa anche per i primi anni dopo l'annessione (cfr. *infra*, n. 160) e per un breve periodo nel III secolo, sulla base dell'iscrizione dell'oued Bou Hellou, *IAMar.*, *lat.* 841, cfr. EUZENNAT, 1978, pp. 295-329.

[153] *IAMar.*, *lat.* 126, *Banasa*, cfr. KOTULA, 1975, pp. 389-407; CHRISTOL, LE ROUX, 1985, pp. 15-33.

[154] *IAMar.*, *lat.* 6, cfr. THOMASSON, 1982, pp. 37-39; CHRISTOL, 1985, pp. 146 sgg.

divergenti[155], almeno per ciò che riguarda la carriera di *M. Ulpius Victor*, che ora si tende ad identificare con l'omonimo *v.e.* che governò la Sardegna nel 244 durante il regno di Filippo l'Arabo[156]. La Di Vita Evrard in particolare esclude una promozione intermedia al perfettissimato (che certo sarebbe singolare se si trattasse effettivamente della stessa persona) e corregge di conseguenza la lettura di *IAMar., lat.* 357 (*v.p.*), sulla base dell'iscrizione nr. 404 (*v.e.*)[157]. Il primo *vir perfectissimus* a noi noto potrebbe allora essere (*T.*) (?) *Clementius Valerius Marcellinus*, che governò la Tingitana tra il 276 ed il 280; la promozione di rango dei presidi della Mauretania occidentale potrebbe però risalire a qualche anno prima ed in particolare alla riforma di Gallieno tra il 263 ed il 267[158].

La serie dei governatori della Tingitana è stata sottoposta recentemente a più di una verifica, con risultati veramente nuovi che ora vengono presentati da A. Magioncalda[159]. In questa sede si segnalano soltanto alcune novità che riguardano alcuni governatori, a partire da *M. Licinius Crassus Frugi*, primo legato di Claudio *in M[auretan]ia*, subito dopo la morte di Caligola, prima della sconfitta di Edemone e della divisione in due province dell'anno 44[160]. Una rilettura di *IAMar., lat.* 3 (*Tingi*) consente ora di identificare in *C. Rutilius Secundus* un nuovo procuratore degli ultimi anni del regno di Claudio[161]. Un diploma recentemente scoperto a *Volubilis* riporta il nome di *[. Lon]ganius Maximus*, successore nel 131 di *M. Gavius Maximus*[162]. Nuovi dati emergono sulla procuratela di *[T.* (?) *V]arius [Pr]iscus*, originario di *Celeia*, per gli anni 155-157[163]; un *[.] Volusius [- --]* è ora noto da un nuovo diploma militare di *Volubilis* per gli anni 160-170 (o 180-190), dopo *Claudius Ferox Aeronius Montanus*[164]; *T. Coiedius Maximus*, ricordato nella *tabula Banasi-*

[155] BIRLEY, 1979, pp. 495-505; CHRISTOL, 1985, p. 151; DI VITA EVRARD, 1987, pp. 193-195.

[156] MASTINO, 1985, pp. 40 e 61.

[157] DI VITA EVRARD, 1987, pp. 193-195. Sull'attività in Tingitana di *M. Ulpius Victor* e sui restauri a *Volubilis* del palazzo di Gordiano, cfr. AKERRAZ, 1987, in questo stesso volume.

[158] *IAMar., lat.* 360, 361, 410, 411, 419, cfr. DI VITA EVRARD, 1987, pp. 195-200.

[159] MAGIONCALDA, 1987, in questo volume. Vd. anche THOMASSON, 1973, cc. 313-316; THOMASSON, 1980; PFLAUM, 1982, pp. 146-148; THOMASSON, 1982, pp. 33 sg.; THOMASSON, 1984, cc. 419-424, ove sono elencati i 45 governatori fino a quel momento noti.

[160] *CIL* VI 31721, cfr. GASCOU, 1974 b, pp. 299-310.

[161] CHRISTOL, DEMOUGIN, 1985, pp. 283-290.

[162] LENOIR M., 1983-84 a, pp. 213-218.

[163] ŠAŠEL, 1983 b, pp. 175-182.

[164] LENOIR M., 1983-84 a, pp. 219-223 nr. 2.

tana per aver promosso il procedimento di conferimento della cittadinanza romana allo *Zegrensis Iulianus* tra il 168 ed il 169, è menzionato anche a *Volubilis*[165]; tra il 167 ed il 169 va collocato il governo di un *[---Co]sentinus*[166]; la costruzione dei *quadriburgia* di Aïn Schkour e di Sidi Moussa Bou Fri potrebbe essere attribuita rispettivamente al prolegato *C. Iulius Pacatianus* forse nel 205 e al preside *L. Aelius Ianuarius Priscus* nel 212[167]. Durante il regno di Severo Alessandro è da porre *C. Iu[l(ius)] Maximinus*[168]. Di più incerta collocazione cronologica (ma comunque nel III secolo) è infine *[.] Aure[lius - - -]*, ricordato presso l'oued Bou Hellou, a 73 km. ad E di Fez, in una dedica alla *Victoria Aug(usta)*[169].

Poche le novità in merito al governo della Tingitana (all'interno della diocesi delle Spagne) nel tardo impero, a partire da Diocleziano[170].

Per passare alla vita economica, emerge la singolare permanenza di arcaiche strutture indigene in età romana e la stabilità complessiva della rete dei rapporti sociali. In Tingitana sopravvivono generalmente l'organizzazione tribale, la transumanza ed il nomadismo, con innovazioni solo parziali nei mezzi di produzione[171] e nella proprietà della terra[172]. La società maura appare fondata sul colonato, particolarmente sviluppato fin dalle origini della provincia[173]; viceversa poco significativo fu il numero degli schiavi, a causa di precedenti abitudini indigene che rimontano ad epoca anteriore alla conquista[174].

La consistenza degli scambi commerciali con altre province è ora meglio definita soprattutto sulla base dei rinvenimenti ceramici, classificati per i differenti periodi; il traffico marittimo attraverso lo stretto di Gibilterra era particolarmente intenso per l'esportazione di *garum* (di cui restano imponenti stabilimenti di produzione a *Lixus* ed a *Cotta*) e di olio dalla Tingitana[175]. L'esame della ceramica sigillata, per quanto non

[165] *IAMar., lat.* 420 + 421 + 778 = LENOIR M., 1983-84 b, pp. 247-252 nr. 8.

[166] *IAMar., lat.* 382, cfr. THOUVENOT, LUQUET, 1977-78, pp. 91-112.

[167] EUZENNAT, 1986, pp. 373-376.

[168] *IAMar., lat.* 298, cfr. PIGANIOL, 1973, pp. 131-133.

[169] *IAMar., lat.* 841, cfr. EUZENNAT, 1978, pp. 295-329.

[170] LE ROUX, 1982, pp. 373 sgg.; ARCE, 1982 b, pp. 46-48.

[171] WHITTAKER, 1978, pp. 331-362.

[172] ROMANELLI, 1974, pp. 171-215 = 1981, pp. 319-363.

[173] KOLENDO, 1976.

[174] GOZALBES, 1978, pp. 125-130; GOZALBES, 1979, pp. 35-67. Sulla condizione delle popolazioni rurali, cfr. PICARD, 1975, pp. 98-111.

[175] PONSICH, 1975, pp. 655-684.

sia mai stato pubblicato il volume che J. Marion aveva in preparazione al momento della morte[176], ha fatto notevoli passi in avanti, in particolare per ciò che riguarda alcuni siti, *Thamusida*[177], *Zilil*[178], *Sala*[179], *Volubilis*[180]. Per l'insieme della provincia il Guéry ha proposto una sintesi complessiva delle importazioni, con una prevalenza di sigillata gallica (47% dei rinvenimenti) ed ispanica (43%), rispetto a quella italica (9,4%)[181].

Più in dettaglio, il Boube ha presentato una lista dei fabbricanti italici, quasi tutti del periodo di Augusto e di Tiberio, attestati in Marocco, con una prevalenza di documentazione a *Sala* (oltre il 50% dell'intera provincia) e con una netta maggioranza di bolli di ceramica aretina[182]. Per la parte settentrionale della provincia, il Ponsich ha pubblicato un catalogo della ceramica aretina, con particolare riguardo per *Lixus*; ne emerge un quadro di intensi rapporti commerciali con la penisola, consistente in particolare all'epoca di Giuba II[183].

Le ceramiche gallo-romane del museo di Rabat sono state ora raccolte in catalogo da Laubenheimer, che ha pubblicato una carta dei rinvenimenti, una lista dei fabbricanti per l'intera provincia e per ogni singolo sito, rilevando una concentrazione notevole tra Nerone e Vespasiano[184].

I bolli (circa duecento) su anfore iberiche, prevalentemente Dressel 20, da *Sala, Volubilis, Banasa* e *Thamusida* sono stati studiati recentemente da Boube e da Mayet[185].

Poche le novità sulle lucerne, dopo la pubblicazione dell'opera del Ponsich, che è stata recentemente aggiornata, ma per la sola Ceuta[186].

[176] GASCOU, *IAMar., lat.*, p. 10.

[177] REBUFFAT, 1977, pp. 41 sgg.

[178] AKERRAZ, EL KHATIB-BOUJIBAR, HESNARD, KERMORVANT, LENOIR E., LENOIR M., 1981-82, pp. 169-244.

[179] È stato pubblicato il secondo supplemento al catalogo dei bolli di J. BOUBE, con 15 nuovi fabbricanti di sigillata ispanica (BOUBE, 1968-72 a, pp. 67-108; pp. 109-118, cronologia; pp. 119-126, indice dei bolli).

Per la sigillata italica dell'epoca che va tra Augusto e Tiberio, cfr. BOUBE, 1979-80 c, pp. 139-215 ed *AE* 1983, 999; a p. 214 la lista dei fabbricanti.

[180] MORESTIN, 1980, pp. 256-259 (graffiti).

[181] GUÉRY, 1980, pp. 68 sg.

[182] BOUBE, 1979-80 c, pp. 217-235; BOUBE, 1981-82, pp. 135-168.

[183] PONSICH, 1983-84, pp. 139-211. Sull'attività dei *negotiatores* italici prima dell'annessione, vd. anche le brevi osservazioni di HESNARD, LENOIR, 1983, pp. 49-51.

[184] LAUBENHEIMER, 1979, pp. 99-225.

[185] BOUBE, 1973-75, pp. 163-235; MAYET, 1978, pp. 357-402.

[186] M. PONSICH, *Les lampes romaines en terre cuite de la Maurétanie Tingitane*, Rabat 1961; POSAC MON, 1981, pp. 85-92 (20 nuovi esemplari del periodo I-V secolo).

Il Marion ha presentato le iscrizioni su *signacula* e su altri oggetti metallici (una quarantina), da *Banasa, Cotta, Lixus, Tamuda, Thamusida, Volubilis*, mettendo in rilievo l'importazione dei materiali da Cartagine[187].

Lo sviluppo del commercio tra la Carinzia e *Volubilis* in età giulio-claudia, in particolare per ciò che riguarda oggetti di ferro (anelli, ganci, dischi, ecc.), potrebbe esser accertato grazie alla rilettura di un testo epigrafico dal Magdalensberg austriaco, che sembra attribuire ad un *Orosius* e ad un *Surulus* l'etnico *Volubilitanus*[188]; per quanto non siano stati ritrovati a *Volubilis* oggetti di produzione norica, non sorprenderebbe in età così alta un intenso traffico commerciale con la Carinzia, specie in considerazione dell'ampiezza dei traffici marittimi con la penisola italica dimostrati, già per l'età dei re mauri, dai rinvenimenti di ceramica aretina[189].

Un esame generale sui temi dei movimenti di popolazione e dei contatti con altre realtà provinciali è ora tracciato da Lassère, con particolare attenzione per le relazioni con la Betica, con la Gallia e con l'Italia[190]. Notevole anche la presenza a *Volubilis* di personaggi di origine orientale, in parte dovuta agli spostamenti di reparti ausiliari[191].

Scarsissime sono le nuove ricerche sull'età media dei Tingitani in età romana, sulla speranza di vita e sulla demografia in genere[192].

Anche in tema di costruzione di nuove opere pubbliche o di restauro, le novità che emergono dalle iscrizioni sono poco significative; resta aperto il tema del tracciato delle strade romane, anche perché non risul-

[187] MARION, 1976, pp. 93-105, cfr. *AE* 1976, 783-792.

[188] R. EGGER, *Die Stadt auf dem Magdalensberg: ein Grosshandelsplatz* (Osterr. Akad. der Wissensch., Denkschr. 79), Vienna 1961, nrr. 81 e 218.

[189] THOUVENOT, 1968-72 a, pp. 217-219; THOUVENOT, 1972, pp. 27-31 (ove a pp. 31 sg. le perplessità di M. Euzennat); esclude un commercio con il Norico in età così risalente M. EUZENNAT, in «BCTH», IX, B, 1973 [1976], pp. 139 sg. (ove però un'esauriente risposta di R. Thouvenot) e EUZENNAT, 1979, pp. 123-128. Per le relazioni del Norico e della Pannonia con l'Africa, cfr. anche RUPRECHTSBERGER, 1981, pp. 10-30.

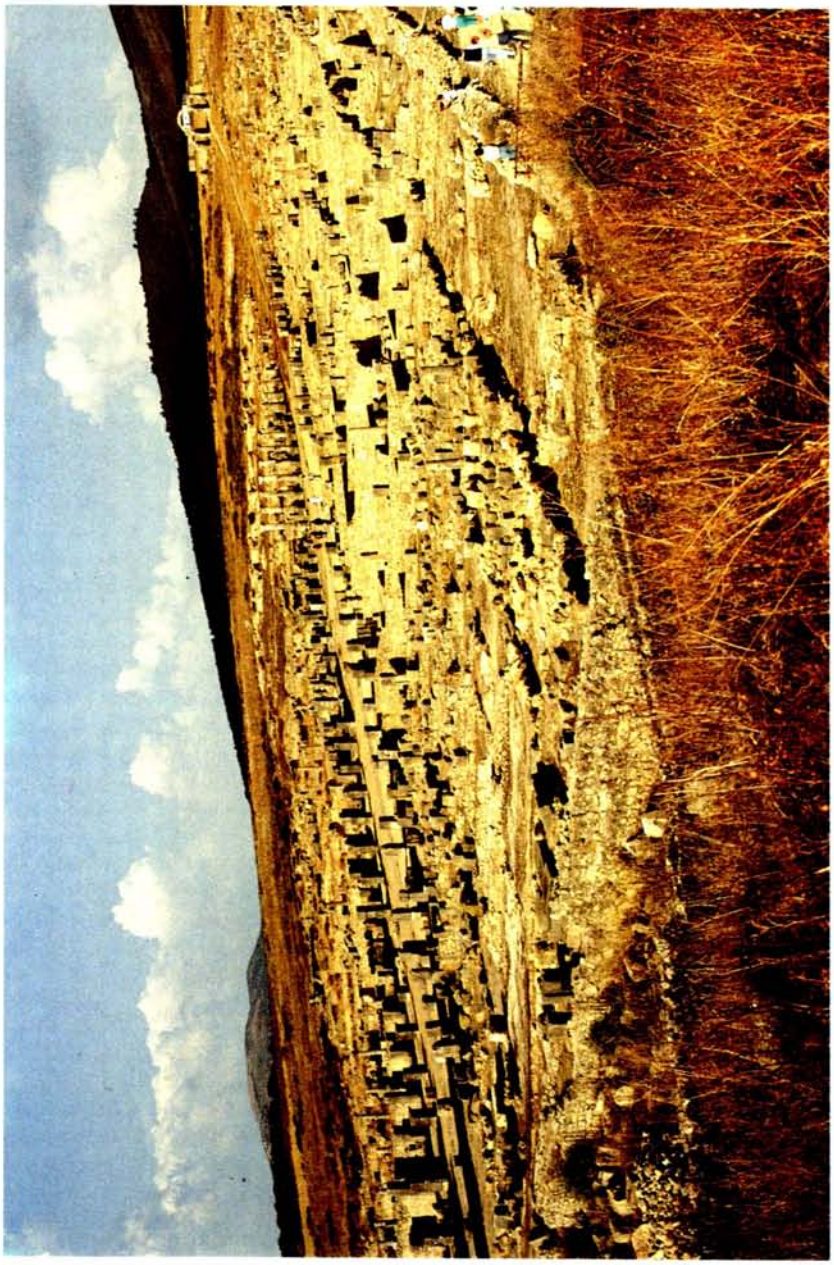
[190] LASSÈRE, 1977, pp. 229 sgg. Per l'attestazione di mauri in Gallia, vd. ora anche *ILN, Fréjus* 33.

Per l'immigrazione di italici, cfr. la base di *Sala* dedicata a *L. Minicius Pulcher*, originario di *Tigullia* in Liguria (*IAMar., lat.* 304a = *AE* 1982, 992 = 1983, 997).

Per le relazioni col mondo iberico, vedi il caso di *Mamilia C.f. Lucil[la], ex Baetica, municipio Conobaria* (*IAMar., lat.* 469), cfr. REBUFFAT, 1973-75 a, p. 340 nr. l; per l'epoca tarda, cfr. GIL, 1978-79, pp. 41-62, che mette l'accento sulla discontinuità dei rapporti nel VI-VII secolo.

[191] M. EUZENNAT, *Grecs et orientaux en Maurétanie Tingitane*, «Ant. Afr.», V, 1971, pp. 161-178 = *AE* 1973, 655; SARTRE, 1975, pp. 153-156, cfr. *IAMar., lat.* 564 ed *AE* 1975, 954.

[192] IKURITE, 1973, pp. 59-68 (*Tingi* a p. 65); LASSÈRE, 1977, pp. 519 sgg.; SUDER, 1981, pp. 225-233; bibliografia precedente in SUDER, 1983, pp. 505-510.



Veduta generale degli scavi di Volubilis (foto A. Mastino).

Tavola II

Volubilis: foro, basilica ed arco di trionfo nella sistemazione promossa dai Severi all'inizio del III secolo (foto A. Mastino).

Fig. 1: Volubilis. Ara a *Venus Aug(usta)* dedicata dal seviro *L. Caecilius Vitalis lib(ertus) Caeciliorum. IAMar., lat.* 367 (foto A. Mastino).

Fig. 2: Volubilis. Base dedicata dalla *res pub(lica) Vol(ubilitanorum)* in onore di Severo Alessandro, dopo la morte di Elagabalo. *IAMar., lat.* 401 (foto A. Mastino).

Volubilis. Lastra con dedica a Settimio Severo, a Caracalla Cesare ed a Giulia Domna, effettuata tra l'aprile ed il dicembre 196 dalla *res publica Volubilitanorum*; Severo compare con la IV potestà tribunicia, l'VIII acclamazione imperiale ed il II consolato. *IAMar.*, *lat.* 387 (foto A. Mastino).

Fig. 1: Volubilis. Lastra funeraria in memoria di *Q. Caecilius Q. filius Domitianus Claudia Volubilitanus*, decurione del municipio, morto a vent'anni, ricordato dai genitori. III secolo. *IAMar., lat.* 437 (foto A. Mastino).

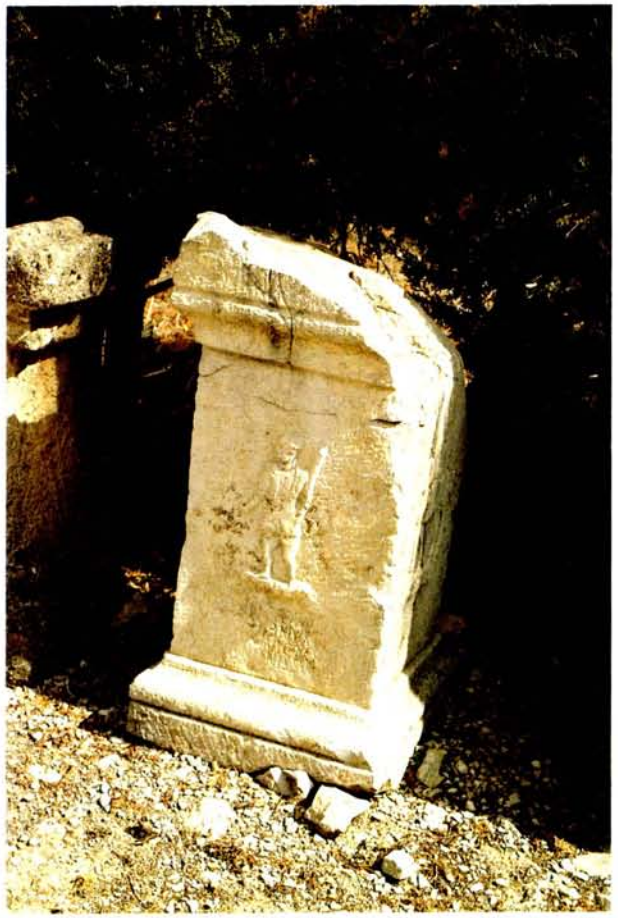


Fig. 2: Volubilis. Ara calcarea *Deo Sancto Aulisuae*, cfr. M. LENOIR, *Aulisua, dieu maure de la fécondité*, in *L'Africa romana, III (Sassari 1985)*, Sassari 1986, pp. 295-302 (foto A. Mastino), prima metà III secolo.

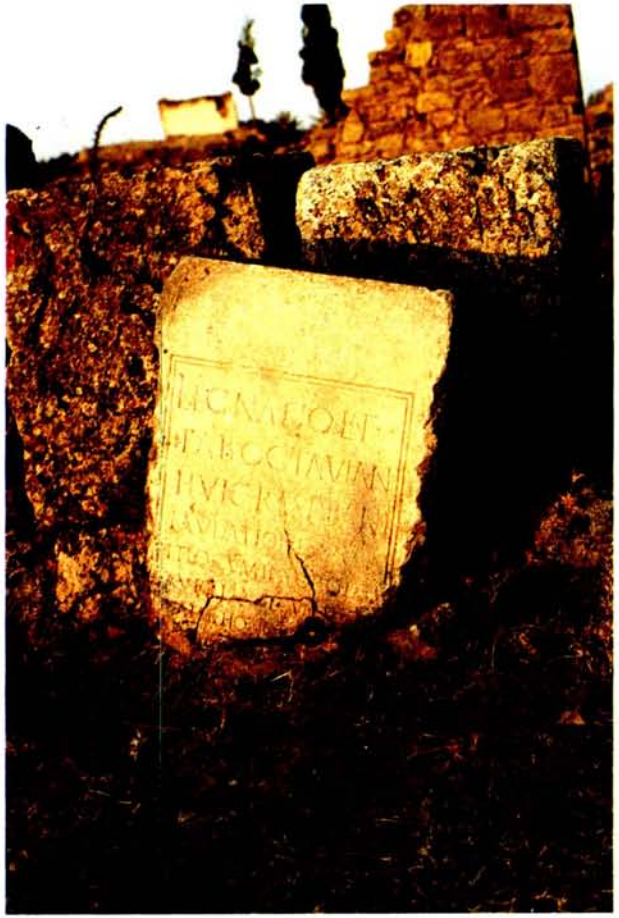


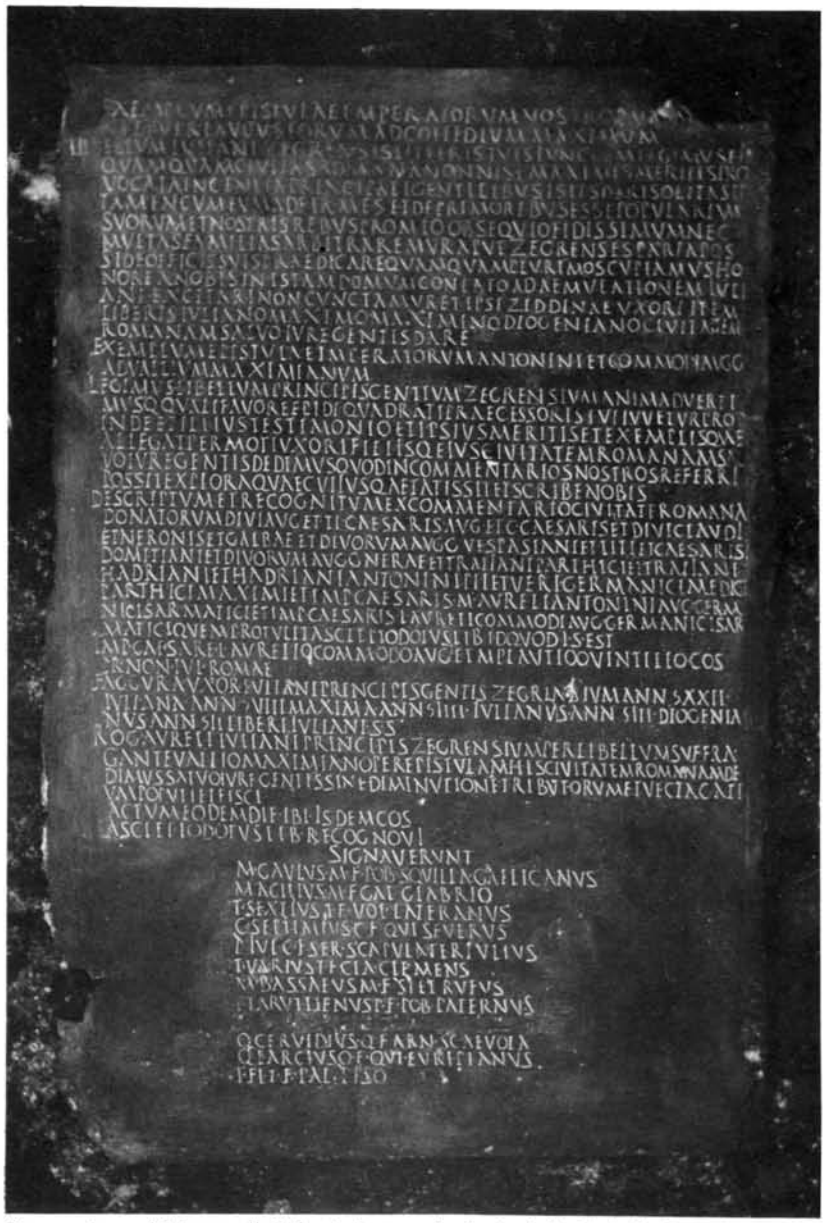
Fig. 1: Banasa. Base di statua equestre di *L. Egnatius L.f. Fab. Octavian(us)* dedicata a spese della madre *Aurelia Secunda* nel foro per decreto della *res p(ublica) Ban(as)it(anorum)*. *IAMar.*, *lat.* 132 (foto A. Mastino).

Fig. 2: Banasa (ora al Museo di Rabat). Semi-capitello corinzio con il nome dell'artefice, *Ti. Iulius Mercurialis*. *IAMar.*, *lat.* 142 (foto A. Mastino).

Sala. Base di statua in onore del prefetto dell'ala *II Syr(orum) c(ivium) R(omanorum) M. Sulpicius M.f. Felix domo Roma trib(u) Quirina*, dedicata il 28 ottobre 144 dagli amici *ob adfect(ionem) munic(ipii) Sal(ensis) et innocentiam. IA-Mar., lat.* 307, 1 (foto A. Mastino).

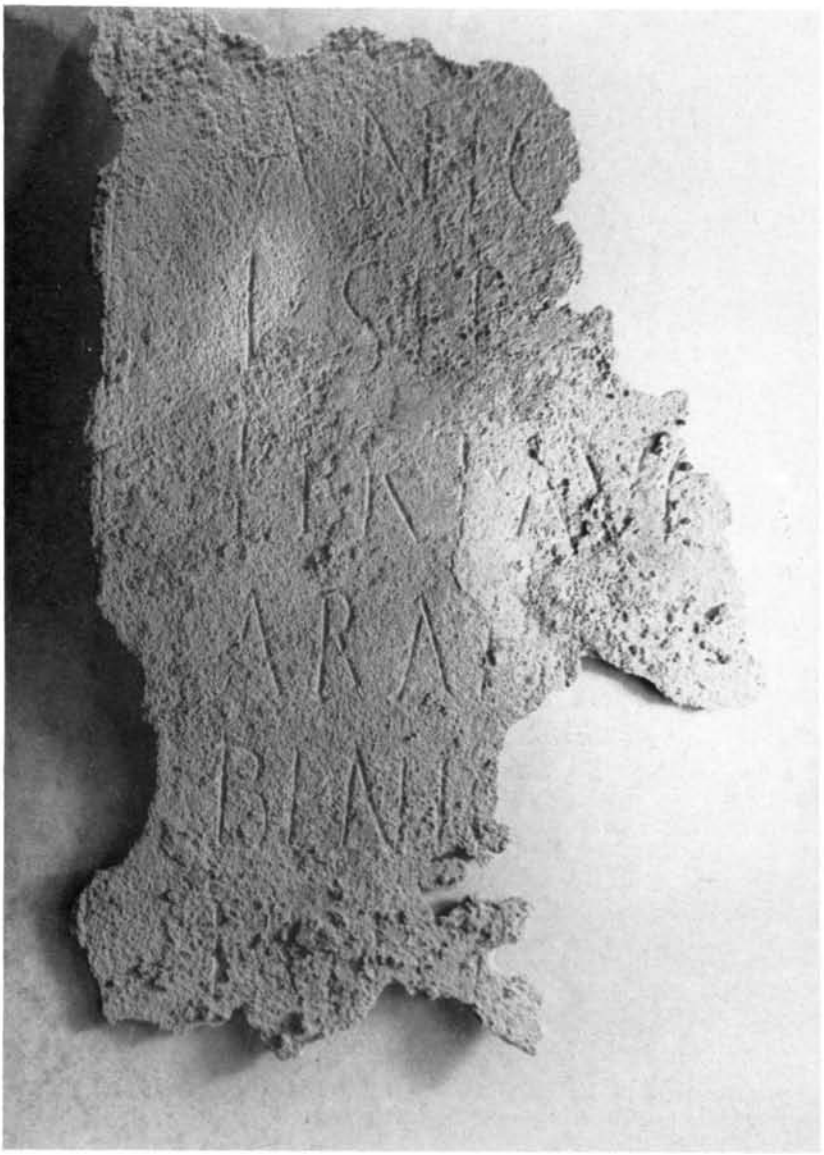
Tavola VIII

Sala. Lato sinistro della base di *M. Sulpicius Felix*, con la lista dei 38 *amici* del prefetto (magistrati, decurioni e singoli cittadini) che hanno effettuato la dedica. *IAMar., lat.*307, 2 cfr. *AE* 1983, 998 (foto A. Mastino).

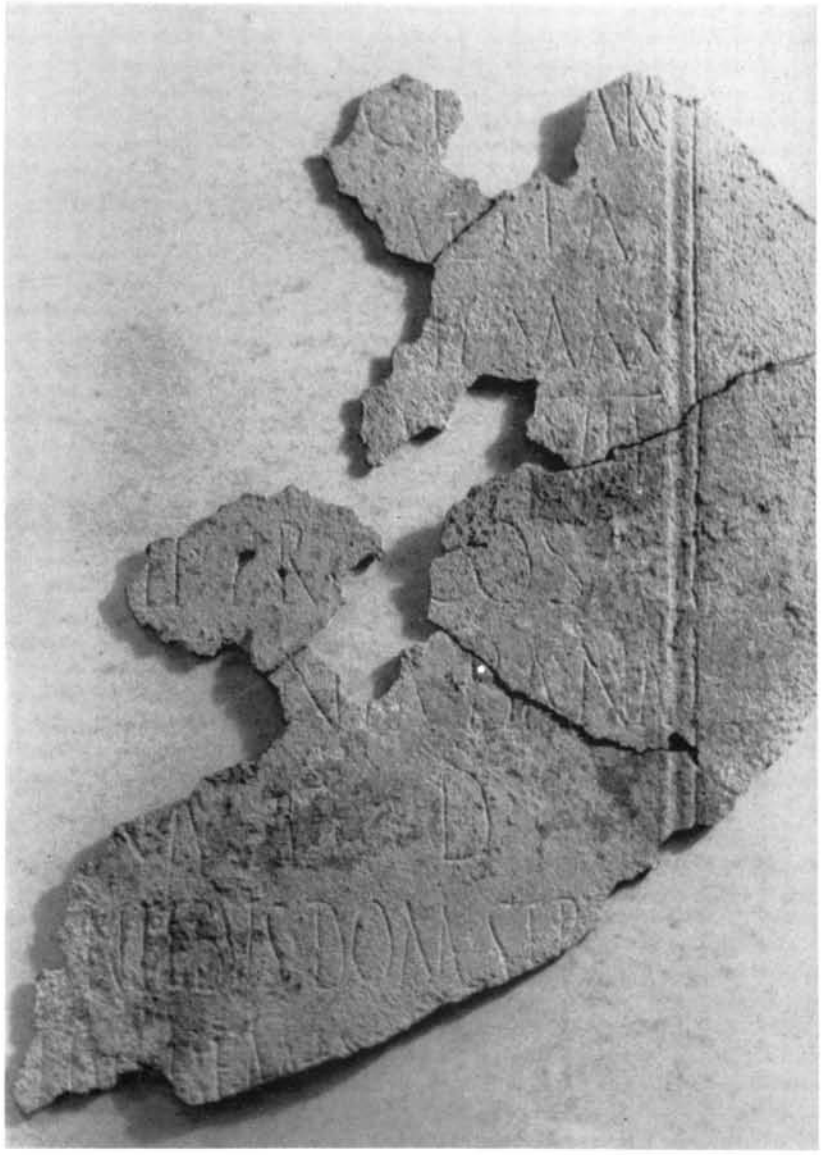


Banasa (ora al Museo di Rabat). Lato principale della *Tabula Banasitana*, *IA-Mar., lat.* 94 (foto J. Boube).

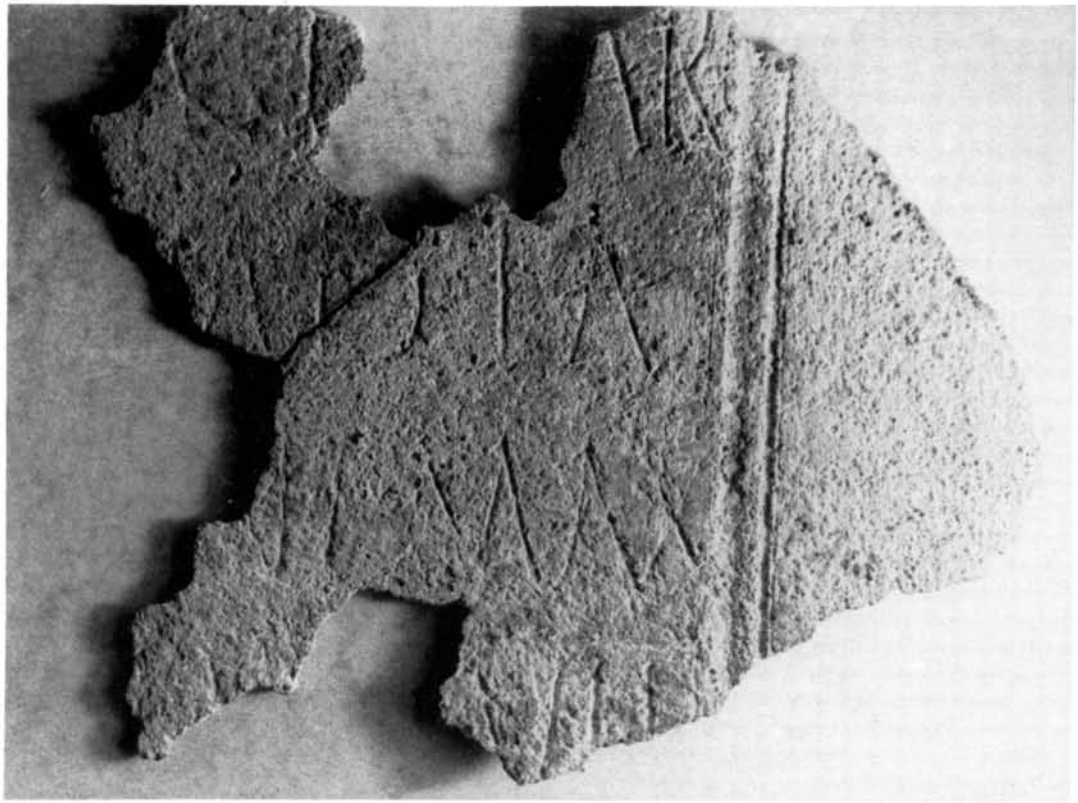
Tavola X



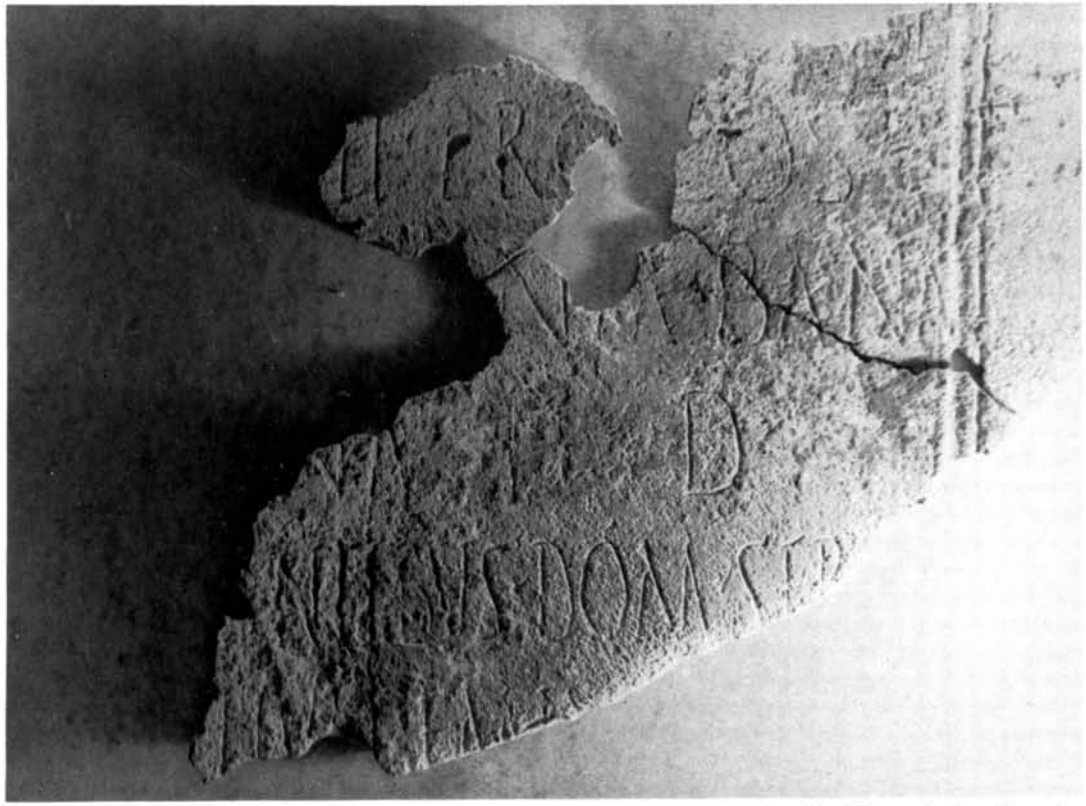
Banasa (ora al Museo di Rabat). Tre frammenti del lato sinistro dell'iscrizione su bronzo *IAMar.*, *lat.* 98 (foto A. Akerraz).



Banasa (ora al Museo di Rabat). Cinque frammenti del lato destro dell'iscrizione su bronzo *IAMar.*, *lat.* 98 (foto A. Akerraz).



Banasa (ora al Museo di Rabat). Lato destro dell'iscrizione su bronzo *IAMar., lat.* 98, particolare (foto A. Akerraz).



Banasa (ora al Museo di Rabat). Lato destro dell'iscrizione su bronzo *IAMar.*, *lat.* 98, particolare (foto A. Akerraz).

Banasa (ora al Museo di Rabat). Frammento superiore destro di una placca bronzea, probabilmente col nome di Caracalla. *IAMar.*, *lat.* 101 (foto A. Akerraz).

Fig. 1: Banasa. Base dedicata *Iunoni Aug(ustae) ob honorem Pompeiiae Valerianae. IAMar., lat.* 87. Fototeca Unione presso l'Accademia Americana di Roma (nr. 16320 del 1977).

Fig. 2: Banasa. Ara di Iside Augusta, dedicata dal seviro *L. Antonius Charito*, liberto di *L. Antonius Valens, IAMar., lat.* 86. Fototeca Unione presso l'Accademia Americana di Roma (nr. 16318 del 1977).

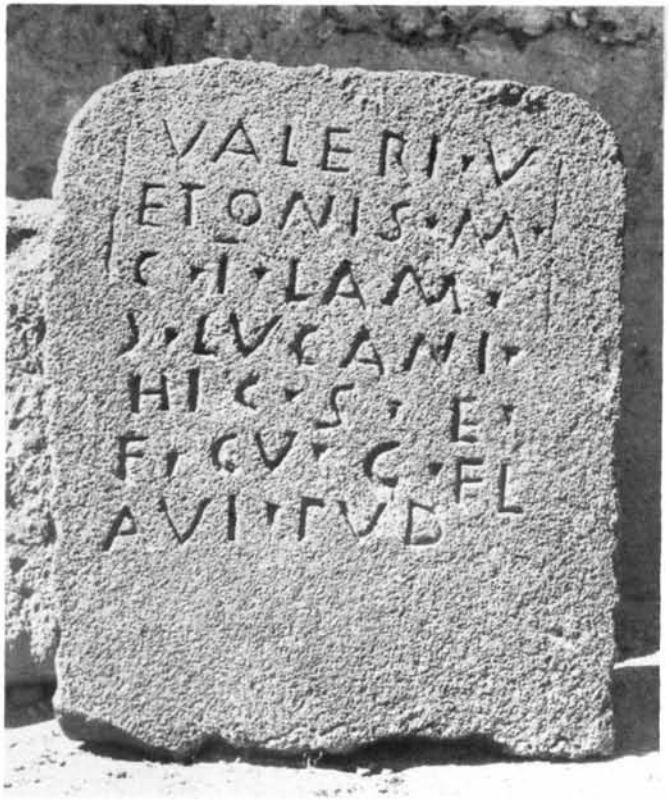


Fig. 1: Sala. Titolo funerario del lusitano *Valerius Veto*, soldato della prima coorte *Lemavorum* (*Lam(avorum)* sulla pietra), di guarnigione a Sala alla metà del I secolo, *AE* 1980, 995 = 1983, 996 (foto J. Boube).

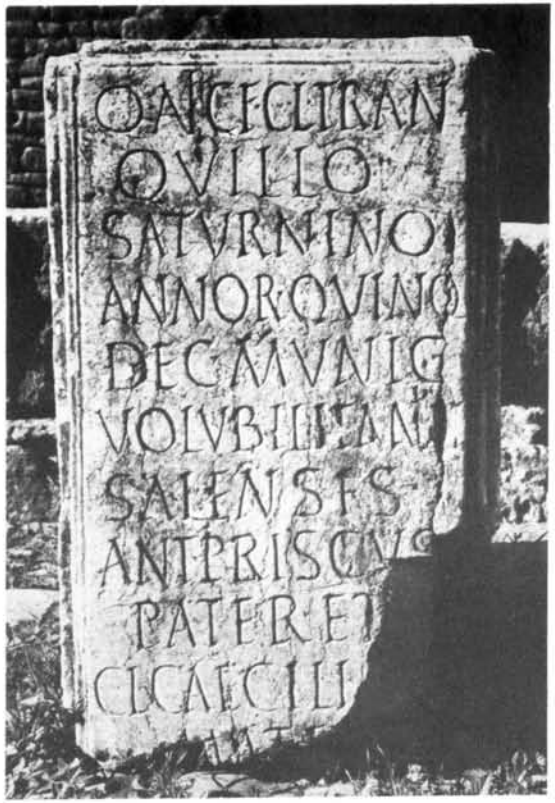


Fig. 2: Sala. Base di statua equestre dedicata alla metà del II secolo alla memoria di *Q. Ant(onius) C.f. Tranquillus Saturninus*, decurione defunto a 5 anni. *IAMar., lat.* 311 = *AE* 1983, 995 (foto J. Boube).

Fig. 1: Sala. Base di statua in onore del prefetto *L. Minicius M.f. Gal. Pulcher. IAMar., lat.* 304 A = *AE* 1982, 992 = 1983, 997 (foto J. Boube).

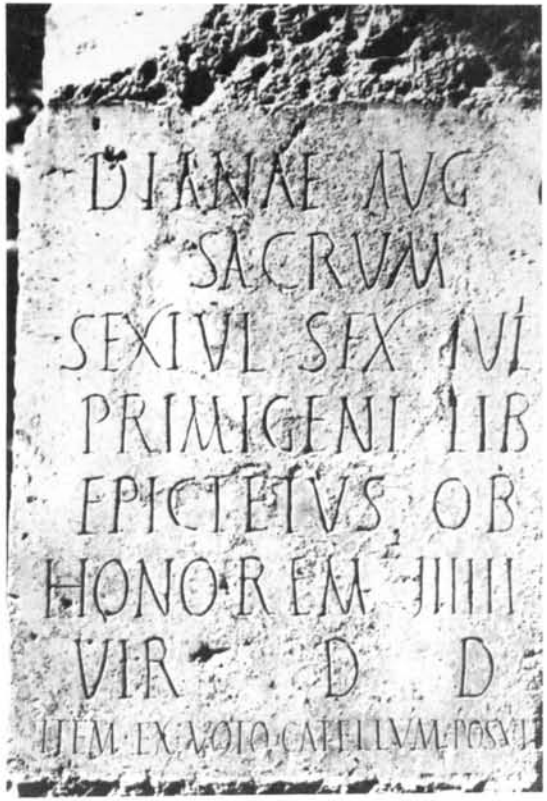


Fig. 2: Volubilis. Base dedicata a *Diana Aug(usta)* dal seviro *Sex. Iul(ius) Sex. Iuli Primigeni lib. Epictetus*, con la contemporanea offerta di un ex voto (un *catellum*). *IAMar., lat.* 345 (foto J. Boube).

Tavola XVIII

Volubilis. Base dedicata nel 44 a Claudio (con la IV potestà tribunicia, la designazione al IV consolato, la VIII acclamazione imperiale) a cura del procuratore prolegato *M. Fadius Celer Flavianus Maximus.* Vi si festeggia l'elevazione di Volubilis a municipio: *Municip(ium) Volub(ilitanorum) impetrata c(ivitate) R(omana) et conubio et oneribus remissis. IAMar., lat.* 369 (foto J. Boube).

Volubilis. Base di statua dedicata dopo la morte di Claudio, probabilmente attorno al 55, per ricordare la precedente costituzione del municipio e la concessione della cittadinanza (*Volubilitani civitate Romana ab eo donati*). *IAMar.*, *lat.* 370 (foto A. Mastino).

Tavola XX

Volubilis. *Ara pacis* a ricordo dell'incontro tra il procuratore *Epidius Quadratus* ed *Ucmetius, princeps gentium Macennitum et Baquatium,* durante il regno di Marco Aurelio tra il 173 ed il 175. *IAMar., lat.* 384 (foto A. Mastino).

Volubilis. L'arco di Caracalla visto da oriente. *IAMar., lat.* 390, cfr. LENOIR M., 1983-84, b, pp. 241-244 nr. 6. Anno 217. Fototeca Unione presso l'Accademia Americana di Roma (nr. 16545 del 1977).

Tavola XXI

Tavola XXII

Volubilis. Base di statua di Ulpia Severina, moglie di Aureliano (270-275). *IA-Mar., lat.* 409. Fototeca Unione presso l'Accademia Americana di Roma (nr. 16503 del 1977).

Volubilis. Base di statua di *M. Val(erius) Bostaris f. Gal. Severus,* già sufeta e poi duoviro nel municipio, protagonista della repressione della rivolta di Edemone durante il regno di Caligola, responsabile della legazione inviata a Roma per richiedere a Claudio la concessione della cittadinanza romana, l'esenzione fiscale per dieci anni, l'aggregazione di *incolae* e la cessione dei *bona vacantia* (*ob merita erga rem publ. et legationem bene gestam qua ab divo Claudio civitatem Romanam et conubium cum peregrinis mulieribus, immunitatem annor. X, incolas, bona civium bello interfectorum quorum heredes non extabant suis impetravit*). *IAMar., lat.* 448. Fototeca Unione presso l'Accademia Americana di Roma (nr. 16518 del 1977).

Fig. 1: Volubilis. Base di statua di *L. Caecilius [. f.] Ga[l. L]atro*, dedicata per iniziativa dell'*ordo Vol(ubilitanorum), ob merita parent(um) suor(um). IAMar., lat.* 456 (foto A. Mastino).

Fig. 2: Volubilis. Base di statua di *Fabia L.f. Manliana Vol(ubilitana)*, onorata dai figli *Antonianus* e [[*Manlianus*]]. *IAMar., lat.* 467. Fototeca Unione presso l'Accademia Americana di Roma (nr. 16502 del 1977).

tano chiarite le indicazioni delle fonti[193]. Le iscrizioni forniscono in proposito informazioni deludenti, dal momento che sembrerebbero solo tre i miliari, peraltro molto frammentari e di dubbia interpretazione, che sono stati rinvenuti in Marocco[194].

Per quanto riguarda la vita religiosa, si debbono viceversa registrare numerose novità, che riguardano tutta una serie di divinità (indigene e classiche) ed il culto-imperiale. È noto che sono due le iscrizioni tingitane che conservano la dedica *dis deabusque secundum interpretationem oraculi Clarii Apollinis*, una da *Banasa* (*IAMar., lat.* 84) ed un'altra da *Volubilis* (*IAMar., lat.* 344 = *AE* 1976, 782); si tratta con tutta probabilità di dediche effettuate su consiglio dell'oracolo di Apollo Clario per iniziativa della corte imperiale, in coincidenza con la malattia contratta da Caracalla nel corso della campagna contro gli Alamanni del 213[195]. Ho già presentato la lista delle iscrizioni, rinvenute in Numidia, in Sardegna, in Dalmazia ed in Britannia che conservano la stessa invocazione[196]; si possono ora aggiungere due nuove iscrizioni rinvenute nella penisola italiana (a *Marruvium* ed a *Gabii*), dedicate nella medesima occasione per sciogliere un voto imperiale[197].

Il ritrovamento a *Volubilis* di un altare consacrato *deo sancto Aulisuae* per iniziativa del *sutor Valerius Victor libertus Turnonis*, consente ora di precisare il carattere indigeno di un culto ampiamente attestato ai confini occidentali della Mauretania Cesariense[198]; la data della dedica, il 21 agosto, permette un collegamento con i *Consualia*, la festa dell'arcaico dio romano *Consus* e in qualche modo con il Saturno africano; quest'ultimo è onorato proprio a *Volubilis* con una statua argentea[199].

[193] Notevolmente carente il lavoro di KILDAHL, 1979, p. 260; per la strada tra *Tingi* e *Zilil*, vd. LENOIR M., 1987, in questo stesso volume.

[194] *IAMar., lat.* 50 (*Tingi*), con la scritta *Volubil.* e la cifra *CCLX* (miliario ?); 83 (a N di Souk el Arba), con un frammento di titolatura imperiale e la sigla *m.p.* alla fine; 802 = JODIN, 1968-72, pp. 229-237 (*Volubilis*), forse un miliario di Caracalla o di Elagabalo sulla strada per *Tocolosida*.

[195] THOUVENOT, 1968-72 b, pp. 221-227; EUZENNAT, 1974-75, pp. 199 sg.; EUZENNAT, 1976, pp. 63-68; LE GLAY, 1984, p. 51.

[196] MASTINO, 1985, p. 80; vd. anche DI VITA EVRARD, 1987, p. 50.

[197] P. SOMMELLA, *Centri storici ed archeologia urbana in Italia. Novità dell'area mesoadriatica*, in Atti *Coloquio Investigacion y tecnicas de los trabajos arqueologicos sobre ciudadas modernas superpuestas a las antiguas*, Saragozza 9-13 novembre 1983, p. 229 n. 32, in corso di stampa; M. G. GRANINO CECERE, *Apollo in due iscrizioni di Gabii, 2, Ancora una dedica a tutte le divinità* «secundum interpretationem Clarii Apollinis», in *Decima miscellanea greca e romana*, Roma 1986, pp. 281-288.

[198] LENOIR M., 1986, pp. 295-302, cfr. oltre tav. V, fig. 2.

[199] *IAMar., lat.* 365. Dubbia l'attribuzione al culto di Saturno del Tempio F di *Lixus*,

Alcune novità si posseggono anche per Iside[200], per la *Magna Mater*[201], per Venere[202]. Sono state riprese le dediche *[Ge]nio loci*, effettuate in occasione della costruzione del *praetorium* di Aïn Schkour, (*IAMar., lat.* 821) e *Genio Ulpio* di Sidi Moussa Bou Fri (*IAMar., lat.* 814)[203]. La *Disciplina* è ricordata su un altare rinvenuto a *Volubilis*[204].

Uno sviluppo più ampio hanno avuto gli studi sul culto imperiale, che in Tingitana è stato introdotto subito dopo l'annessione, già con Claudio, e fu organizzato da Vespasiano, in epoca alquanto precoce rispetto ad altre realtà provinciali[205]. È stato dimostrato un qualche collegamento con il culto dei re mauri, attestato fino al III secolo, promosso da Giuba II e da Tolomeo, che si consideravano discendenti del mitico Anteo[206]. Nuovi dati sono stati raccolti sull'organizzazione provinciale del culto, sulle assemblee (*concilia*)[207], sui luoghi di riunione[208], sui sacerdozi[209]. L'ambito provinciale del flaminato femminile è esplicitamente documentato a *Volubilis* per due flaminiche (nessun confronto nelle altre province nord-africane)[210].

Tra i sacerdozi cittadini ha suscitato un particolare interesse proprio il flaminato, documentato già all'epoca di Claudio grazie alla base di una statua in onore di *M. Val(erius) Bostaris f. Severus, flamen primus in municipio suo* (*IAMar., lat.* 448 = *AE* 1978, 897); sua moglie, *Fabia Bira Izeltae f(ilia)*, è ripetutamente ricordata come *flaminica prima in municipio Vol(ubilitanorum)*[211]. Altre flaminiche sono note ancora a *Volubilis* ed a *Banasa*[212].

dal quale provengono alcune iscrizioni (*IAMar., lat.* 72, 74, 76), cfr. PONSICH, 1976, pp. 131-144; PONSICH, 1981, fig. XV; REBUFFAT, 1985, pp. 123-128.

[200] *IAMar., lat.* 86, *Banasa* (cfr. oltre, tavola XV, fig. 2), vd. LE GLAY, 1984, p. 58.

[201] Per il tempio di *Banasa*, costruito *pro salute* di Antonino Pio (*IAMar., lat.* 93), cfr. PAVIS D'ESCURAC, 1975-76, p. 234; vd. anche a p. 236, per i documenti figurati da *Volubilis*.

[202] LE GLAY, 1984, p. 19 (per *Volubilis*, *Banasa* e *Thamusida*).

[203] *IAMar., lat.* 821, cfr. *supra*, n. 126; 814, cfr. *supra*, n. 127.

[204] *IAMar., lat.* 346, cfr. THOUVENOT, 1973-75 a, p. 338.

[205] KOTULA, 1975, pp. 389-407; FISHWICK, 1978, pp. 459-481.

[206] GOZALBES, 1981, pp. 153-164.

[207] THOMASSON, 1982, pp. 44-46.

[208] EUZENNAT, HALLIER, 1986, pp. 73-103 (*Banasa, Volubilis, Sala*).

[209] IFIE, 1976, pp. 36-58.

[210] *Ocratiana Ocrati f.* di famiglia senatoria (*IAMar., lat.* 443); *Fl(avia) T.fil. Germanilla* (*IAMar., lat.* 505), cfr. IFIE, 1976, pp. 36 sgg.

[211] *IAMar., lat.* 342, 368, 439 e 440 = LENOIR M., 1983-84 b, pp. 254 sg. nr. 10.

[212] *IAMar., lat.* 131, 430 e *595, cfr. L. LADJIMI SEBAÏ, *À propos du flaminat féminin*

È stata ripresa la lista dei *cultor(es) August(i)* di *Volubilis*[213] così come è stato verificato l'elenco degli *Augustales*[214]. Per quanto riguarda i *seviri*, le attestazioni sono ormai 10, di cui 5 a *Volubilis*, 3 a *Banasa*, 1 a *Sala* ed 1 a *Lixus*[215].

Assolutamente deludenti appaiono viceversa le ricerche sul cristianesimo nella Mauretania occidentale: mancano dati sugli edifici di culto, sui martiri, sull'organizzazione della chiesa; i tentativi di sintesi sono risultati evidentemente incompleti[216].

L'attività della comunità ebraica è stata oggetto invece di un'attenzione specifica: Le Bohec ha raccolto oltre alle fonti archeologiche del giudaismo tingitano, che emergono a *Volubilis*, a *Sala*, ai margini orientali della provincia fino ad Ifrane e sulla costa fino a Mogador[217], anche le iscrizioni, che provengono ancora da *Sala* e da *Volubilis*, ove è attestata nel III secolo una sinagoga retta da un liberto col titolo di πρωτοπολίτης equivalente a *maior civitatis*[218]. Gozalbes Cravioto ha recentemente studiato le origini servili della comunità giudaica, costituitasi con forti influenze cirenaiche ed orientali ellenistiche[219].

Un ampio sviluppo hanno avuto anche gli studi sull'onomastica, che in Tingitana assume caratteristiche peculiari e testimonia una sorprendente fedeltà ad una tradizione precedente[220]. Sono state studiate le componenti semitiche[221] e le sopravvivenze puniche; il rapporto tra i cognomi indigeni e quelli (molto più numerosi) greci ed orientali[222]; la dif-

dans les provinces africaines, in Atti del Colloquio AIEGL *Épigraphie et vie municipale*, Hammamet 16-18 settembre 1985, in corso di stampa. Per il flaminato africano, cfr. BASSIGNANO, 1974, pp. 363-369 (con le osservazioni di PFLAUM, 1976 a, pp. 152-163).

[213] *IAMar., lat.* 490-494, cfr. DI VITA EVRARD, 1987, pp. 208-213.

[214] *IAMar., lat.* 72 (*Lixus*), cfr. KOTULA, 1981, p. 357.

[215] *Volubilis*: *IAMar., lat.* 345 (dedicata a Diana), 352 (ad Iside), 367 (a Venere), 379 (ad Antonino Pio *divus*), 392; *Banasa*: 86 (ad Iside), 88 (a Minerva), 130; *Sala*: 310; *Tingi*: 2 (alla *[Sp]es Aug.*), cfr. KOTULA, 1981, p. 357.

[216] GOZALBES CRAVIOTO, 1981, pp. 279-309; per gli edifici di culto, cfr. EUZENNAT, 1974 a, pp. 183 sg.

[217] LE BOHEC, 1985, pp. 13-47.

[218] *AE* 1969-70, 748; vd. anche *IAMar., sem.* 6; *lat.* 529 (*Volubilis*); *AE* 1949, 142 (*Sala*). La documentazione è ora studiata da LIFSHITZ, 1974, pp. 98-100; LE BOHEC, 1981 a, pp. 194 sg.; LE BOHEC, 1981 b, pp. 209-229; GEBBIA, 1986, pp. 106 sg. Per la bibliografia precedente, cfr. ATTAL, 1973.

[219] GOZALBES CRAVIOTO, 1979, pp. 133-136.

[220] Bibliografia precedente in MASTINO, 1986, pp. 138 sg.

[221] SARTRE, 1975, pp. 153-156.

[222] KOTULA, 1983, pp. 260-263.

fusione dei gentilizi imperiali del I secolo, connessi con la colonizzazione giulio-claudia[223].

La storia degli studi prosopografici è ora tracciata da Irmscher[224], che ha evidenziato la rilevanza dei risultati relativi alla prosopografia cristiana del Nord Africa[225].

Nuovo è il tema dell'attività delle officine lapidarie, delle tecniche di preparazione delle epigrafi, dei materiali e delle cave. Il formulario epigrafico è stato studiato dal Christol con riferimento alle iscrizioni volubilitane, ma anche, per aspetti più particolari, dal Rebuffat, dalla Di Vita Evrard e, per le iscrizioni cristiane, dal M. Lenoir[226]. Sul *ductus* si possono segnalare soltanto le poche osservazioni sulla *tabula Banasitana* di Forssman[227].

Sono state recentemente studiate le iscrizioni metriche di *Volubilis*, con riferimento specifico alle origini sociali dei committenti[228]; la decorazione dei monumenti funerari e la rappresentazione dell'*ascia* sulla tomba[229]. Sono stati inoltre presentati i peculiari aspetti fonetici, morfologici e sintattici del latino volgare attestato in Tingitana nelle iscrizioni tarde, con confronti prevalenti con la penisola iberica[230].

A conclusione di questa rassegna non può non rilevarsi il carattere parziale e non sistematico dell'indagine epigrafica sulla Mauretania Tingitana: alcune fondamentali problematiche restano per intero inesplorate, mentre siti archeologici importanti attendono di essere scavati in modo razionale, valorizzati e conosciuti, nel quadro di una complessiva politica di tutela e di salvaguardia. Non va comunque sottovalutato il nuovo coraggioso impegno dei giovani archeologi marocchini, dopo la costituzione dell'*Institut National des Sciences de l'Archéologie et du Patrimoine*; né va ignorato il ruolo che più ampie collaborazioni internazionali promettono di assicurare nei prossimi anni.

[223] DONDIN-PAYRE, 1981, p. 113 (ed *AE* 1981, 860): sarebbero attestati in Tingitana soltanto 5 *C. Iulii* e 3 *Ti. Claudii*, ma vd. ora gli indici di *IAMar., lat.* p. 440 e 439.

[224] IRMSCHER, 1986, pp. 287-294.

[225] MANDOUZE, 1982.

[226] CHRISTOL, 1986, pp. 83-96; REBUFFAT, 1973-75, p. 340 nrr. 1 e 2 (per la formula *remissa impensa* di *IAMar., lat.* 469 e 481); DI VITA EVRARD, 1987, p. 219 e n. 125; LENOIR M., 1983-84 b, pp. 258-260 nr. 12, 265 sg. nr. 17, 269-272 nr. 20 (a proposito dell'espressione *domus (a)eternalis* di *IAMar., lat.* 506, 603 e 619).

[227] FORSSMAN, 1975, pp. 157 sg.

[228] PIKHAUS, 1981, pp. 637-658; PIKHAUS, 1987, p. 181.

[229] REBUFFAT, 1971-74, pp. 195-206.

[230] ACQUATI, 1974, pp. 21-56; ACQUATI, 1976, pp. 41-72; per le influenze dalla penisola iberica in età tarda, cfr. anche GIL, 1978-79, pp. 41-62.

APPENDICE

Bibliografia 1973-1986

ACQUATI, 1974 = A. ACQUATI, *Il consonatismo latino-volgare nelle iscrizioni africane,* «Acme», XXVII, 1974, pp. 21-56.

ACQUATI, 1976 = A. ACQUATI, *Note di morfologia e sintassi latino-volgare nelle iscrizioni africane,* «Acme», XXIX, 1976, pp. 41-72.

AKERRAZ, 1987 = A. AKERRAZ, *Nouvelles observations sur l'urbanisme du quartier nord-est de Volubilis,* in *L'Africa romana,* IV (*Sassari 1986*), Sassari 1987, pp. 447-462.

AKERRAZ, LENOIR, REBUFFAT, 1986 = A. AKERRAZ, E. LENOIR, R. REBUFFAT, *Plaine et montaigne en Tingitane méridionale par la Mission maroco-française du Sebou,* in *IIIe Colloque international sur l'histoire et l'archéologie de l'Afrique du Nord = 110^e Congrès national des Sociétés Savantes (Montpellier, 1-5 Avril 1985),* Parigi 1986, pp. 219-255.

AKERRAZ, EL KHATIB-BOUJIBAR, HESNARD, KERMORVANT, LENOIR E., LENOIR M., 1981-82 = A. AKERRAZ, N. EL KHATIB-BOUJIBAR, A. HESNARD, A. KERMORVANT, E. LENOIR, M. LENOIR, *Fouilles de Dchar Jdid 1977-1980,* «BAM», XIV, 1981-82, pp. 169-244.

ALFÖLDY, 1985 = G. ALFÖLDY, *Bellum Mauricum,* «Chiron», XV, 1985, pp. 91-109.

ARCE, 1982 a = J. ARCE, *Un relieve triunfal de Maximiano Herculeo en Augusta Emerita y el Pap. Argent. inv. 480,* «Madrider Mitteilungen, Deutsches Archaeologisches Instituts», XXIII, 1982, pp. 359-371.

ARCE, 1982 b = J. ARCE, *El último siglo de la España romana: 284-409,* Madrid 1982.

ATTAL, 1973 = R. ATTAL, *Les Juifs d'Afrique du Nord. Bibliographie,* Jérusalem 1973.

BASSIGNANO, 1974 = M.S. BASSIGNANO, *Il flaminato nelle province romane dell'Africa* (Pubblicazioni dell'Istituto di Storia Antica, Università degli studi di Padova, XI), Roma 1974, cfr. *AE* 1974, 686.

BÉNABOU, 1976 = M. BÉNABOU, *La résistance africaine à la romanisation,* Parigi 1976.

BÉNABOU, 1981 = M. BÉNABOU, *Anomalies municipales en Afrique romaine ?,* «Ktèma», VI, 1981, pp. 253-260, cfr. *AE* 1982, 918.

BEKKARI, 1968-72 = M. BEKKARI, *L'archéologie marocaine en 1968 et 1969,* «BAM», VIII, 1968-72 [1975], pp. 241-248.

BIRLEY A.R., 1976 = A.R. BIRLEY, C. Septimius C.f. Qui. Severus: *a Note,* in *Bonner Historia-Augusta Colloquium 1972-1974,* Bonn 1976, pp. 63-64.

BIRLEY E., 1979 = E. BIRLEY, *Inscriptions Indicative of Impending or Recent Movements,* «Chiron», IX, 1979, pp. 495-505.

BOUBE, 1968-72 a = J. BOUBE, *La* terra sigillata *hispanique en Maurétanie Tingitane. Supplement II au catalogue des marques de potiers,* «BAM», VIII, 1968-72 [1975], pp. 67-108.

BOUBE, 1968-72 b = J. BOUBE, *Les fouilles de la nécropole de Sala et la chronologie de la* terra sigillata *hispanique,* «BAM», VIII, 1968-72 [1975], pp. 109-118.

BOUBE, 1968-72 c = J. BOUBE, *Index des marques de potiers hispaniques trouvées à Sala,* «BAM», VIII, 1968-72 [1975], pp. 119-126.

BOUBE, 1973-75 = J. BOUBE, *Marques d'amphores découvertes à Sala, Volubilis et Banasa,* «BAM», IX, 1973-75, pp. 163-235.

BOUBE, 1979-80 a = J. BOUBE, *A propos d'un décurion de cinq ans,* «BAM», XII, 1979-80 [1982], pp. 83-98, cfr. *AE* 1983, 995.

BOUBE, 1979-80 b = J. BOUBE, *Sala: notes d'épigraphie,* «BAM», XII, 1979-80 [1982], pp. 111-137, cfr. *AE* 1983, 996-998.

BOUBE, 1979-80 c = J. BOUBE, *La céramique italique à Sala: les marques de potiers,* «BAM», XII, 1979-80 [1982], pp. 139-215, cfr. *AE* 1983, 999.

BOUBE, 1979-80 d = J. BOUBE, *Index des marques de potiers italiques découvertes au Maroc,* «BAM», XII, 1979-80 [1982], pp. 217-235.

BOUBE, 1981-82 = J. BOUBE, *Marques de potiers italiques trouvées au Maroc,* «BAM», XIV, 1981-82, pp. 135-168, cfr. *AE* 1983, 999.

BOUBE, 1983-84 = J. BOUBE, *A propos de Babba Iulia Campestris,* «BAM», XV, 1983-84 [1986], pp. 131-138.

CAMPS, 1983 = G. CAMPS, *De Masuna à Koceila. Les destinées de la Maurétanie aux VIe et VIIe siècles,* in *IIe Colloque international sur l'histoire et l'archéologie de l'Afrique du Nord (Grenoble, 5-9 Avril 1983),* «BCTH», XIX, B, 1983 [1985], pp. 307-325.

CHRISTOL, 1981 = M. CHRISTOL, *L'armée des provinces pannoniennes et la pacification des révoltes maures sous Antonin le Pieux,* «Ant.Afr.», XVII, 1981, pp. 133-141, cfr. *AE* 1981, 918.

CHRISTOL, 1984 = M. CHRISTOL, (Recensione ad *ILMar., lat.*), «Latomus», XLIII, 1984, p. 485.

CHRISTOL, 1985 = M. CHRISTOL, *À propos des inscriptions antiques du Maroc,* «Latomus», XLIV, 1985, pp. 143-155.

CHRISTOL, 1986 = M. CHRISTOL, *Les hommages publics de Volubilis: épigraphie et vie municipale,* in *L'Africa Romana,* III (*Sassari 1985*), Sassari 1986, pp. 83-96.

CHRISTOL, DEMOUGIN, 1985 = M. CHRISTOL, S. DEMOUGIN, *Notes de prosopographie equestre. III.* C. Rutilius Secundus, *procurateur de Maurétanie Tingitane?,* «ZPE», LIX, 1985, 283-290.

CHRISTOL, GASCOU, 1980 = M. CHRISTOL, J. GASCOU, *Volubilis, cité fédérée?,* «MEFRA», XCII, 1, 1980, pp. 329-345, cfr. *AE* 1980, 993.

CHRISTOL, LE ROUX, 1985 = M. CHRISTOL, P. LE ROUX, *L'aile* Tauriana Torquata *et les relations militaires de l'Hispania et de la Maurétanie Tingitane entre Claude et Domitien,* «Ant. Afr.», XXI, 1985, pp. 15-33.

CORBIER, 1977 = M. CORBIER, *Le discours du prince d'après une inscription de Banasa,* «Ktèma», II, 1977, pp. 211-232, cfr. *AE* 1977, 870.

COURTOT, EUZENNAT, GIRARD, SEMPÈRE, TERRER, 1973 ss. = P. COURTOT, M. EUZENNAT, S. GIRARD, S. SEMPÈRE, D. TERRER, *Archéologie de l'Afrique antique* (CNRS, Institut d'Archéologie Méditerranéenne), Aix-en-Provence 1973 sgg.

DECRET, FANTAR, 1981 = FR. DECRET, M. FANTAR, *L'Afrique du Nord dans l'antiquité. Histoire et civilisations (des origines au Ve siècle),* Parigi 1981.

DEMAN, 1975 = A. DEMAN, *Matériaux et réflexions pour servir à une étude du développement et du sous-développement dans les provinces de l'empire romain,* in *ANRW,* II, 3, 1975, pp. 3-97 (V, *L'Afrique, pays sous-développé,* pp. 17-81).

DESANGES, 1979 = J. DESANGES, *Quelques observations sur l'ouest africain chez Ptolémée,* «Revue française d'Histoire d'Outre-mer», LXVI, 1979, pp. 95-100.

DESANGES, 1981 = J. DESANGES, *Quelques observations sur l'ouest africain chez Ptolémée,* in *2000 ans d'histoire africaine. Le sol, la parole et l'écrit. Mélanges R. Mauny,* Parigi 1981, pp. 395-400.

DESANGES, LANCEL, 1971 ss. = J. DESANGES, S. LANCEL, *Bibliographie analytique de l'Afrique antique,* VIII ss., 1971 ss., Roma 1974 ss.

DEVIJVER, 1981 = H. DEVIJVER, *Eine neue Inschrift aus Klosterneuburg und das afrikanische Versetzungsschema für Ritteroffiziere,* «ZPE», XLIII, 1981, pp. 111-128.

DI VITA EVRARD, 1987 = G. DI VITA EVRARD, *En feuilletant les «Inscriptions antiques du Maroc, 2»,* «ZPE», LXVIII, 1987, pp. 193-225.

DONDIN-PAYRE, 1981 = M. DONDIN-PAYRE, *Recherches sur un aspect de la romanisation de l'Afrique du Nord: l'expansion de la citoyenneté romaine jusqu'à Hadrien,* «Ant.Afr.», XVII, 1981, pp. 93-132, cfr. *AE* 1981, 860.

DUNBABIN, 1978 = K.M.D. DUNBABIN, *The Mosaics of Roman North Africa. Studies in Iconography and Patronage,* Oxford 1978.

DURLIAT, 1983 = J. DURLIAT, *Les finances municipales africaines de Constantin aux Aghlabides,* «BCTH», XIX, B, 1983 [1985], pp. 377-386.

DUVAL, 1973 a = N. DUVAL, *Les recherches d'épigraphie chrétienne en Afrique du Nord, 1962-1972,* in *Akten des VI. internationalen Kongresses für griechische und lateinische Epigraphik, München 1972,* München, 1973, pp. 508-512.

DUVAL, 1973 b = N. DUVAL, *Les recherches d'épigraphie chrétienne en Afrique du Nord (1962-1972),* «MEFRA», LXXXV, 1, 1973, pp. 335-344.

EUZENNAT, 1973 = M. EUZENNAT, *La tribu maure des* Zegrenses, «BCTH», IX, B, 1973 [1976], pp. 137-138.

EUZENNAT, 1974 a = M. EUZENNAT, *Les édifices du culte chrétiens en Maurétanie Tingitane,* «Ant.Afr.», VIII, 1974, pp. 183-184.

EUZENNAT, 1974 b = M. EUZENNAT, *Les* Zegrenses, in *Mélanges d'histoire ancienne offerts à W. Seston,* Parigi 1974, pp. 175-186.

EUZENNAT, 1974-75 = M. EUZENNAT, *Une dédicace volubilitaine à l'Apollon de Claros,* «BCTH», X-XI, B, 1974-75 [1978], pp. 199-200.

EUZENNAT, 1976 = M. EUZENNAT, *Une dédicace volubilitaine à l'Apollon de Claros,* «Ant.Afr.», X, 1976, pp. 63-68, cfr. *AE* 1976, 782.

EUZENNAT, 1976-78 a = M. EUZENNAT, *Observation à propos d'une inscription d'Aïn Schkor (Maroc),* «BCTH», XII-XIV, B, 1976-78 [1980], p. 243.

EUZENNAT, 1976-78 b = M. EUZENNAT, *Le camp romain de Sidi Moussa Bou Fri (région de Volubilis, Maroc),* «BCTH», XII-XIV, B, 1976-78 [1980], pp. 246-247.

EUZENNAT, 1976-78 c = M. EUZENNAT, *A propos de l'inscription AE 1974, 226 = CIL VI 3653,* «BCTH», XII-XIV, B, 1976-78 [1980], p. 256.

EUZENNAT, 1977 a = M. EUZENNAT, *Jérôme Carcopino et le Maroc,* in *Hommage à la mémoire de Jérôme Carcopino* (Publications de la Société archéologique de l'Aube), Parigi 1977, pp. 81-89.

EUZENNAT, 1977 b = M. EUZENNAT, *Recherches récentes sur la frontière d'Afrique (1964-1974),* in *Studien zu den Militärgrenzen Roms, II, Vorträge des 10. internationalen Limeskongresses in der* Germania Inferior *(1974),* Köln 1977, pp. 429-443.

EUZENNAT, 1977 c = M. EUZENNAT, *Les recherches sur la frontière romaine d'Afrique (1974-76)*, in Limes. *Akten des XI. internationalen Limeskongresses (Székesfehérvár, 30.8-6.9.1976)*, Budapest 1977, pp. 533-543.

EUZENNAT, 1978 = M. EUZENNAT, *Les ruines antiques du Bou Hellou (Maroc)*, in *Archéologie militaire. Les pays du Nord, Actes du 101e Congrès national des Sociétés Savantes (Lille, 1976)*, Parigi 1978, pp. 295-329.

EUZENNAT, 1979 = M. EUZENNAT, *Le Marocain du Magdalensberg*, «Ant.Afr.», XIV, 1979, pp. 123-128.

EUZENNAT, 1979-80 = M. EUZENNAT, *Le camp romain de Sala (Maroc)*, «BCTH», XV-XVI, B, 1979-80 [1984], p. 139.

EUZENNAT, 1984 = M. EUZENNAT, *Les troubles de Maurétanie*, «CRAI», 1984, pp. 372-391, cfr. *AE* 1984, 950.

EUZENNAT, 1986 a = M. EUZENNAT, *La frontière d'Afrique 1976-1983*, in *Studien zu den Militärgrenzen Roms, III, Vorträge des 13. internationaler Limeskongress, Aalen 1983*, Stuttgart 1986, pp. 573-584.

EUZENNAT, 1986 b = M. EUZENNAT, *Les camps marocains d'Aïn Schkour et de Sidi Moussa Bou Fri et l'introduction du «quadriburgium» en Afrique du Nord*, in *IIIe Colloque international sur l'histoire et l'archéologie d'Afrique du Nord = 110e Congrès national des Sociétés Savantes (Montpellier, 1-5 Avril 1985)*, Parigi 1986, pp. 373-376.

EUZENNAT, 1987 = M. EUZENNAT, *Le* limes *de Tingitane. Recherches sur la frontière romaine au Maroc*, I (Études d'antiquités africaines), Aix-en-Provence 1987.

EUZENNAT, HALLIER, 1986 = M. EUZENNAT, G. HALLIER, *Les forums de Tingitane. Observations sur l'influence de l'architecture militaire sur les constructions civiles de l'Occident romain*, «Ant. Afr.», XXII, 1986, pp. 73-103.

FAUR, 1973 = J.C. FAUR, *Caligula et la Maurétanie. La fin de Ptolémée*, «Klio», LV, 1973, pp. 249-271.

FÉVRIER, 1981 a = P.-A. FÉVRIER, *Quelques remarques sur les troubles et les résistances dans le Maghreb romain*, «CT», XXIX, 117-118, 1981, pp. 23-40.

FÉVRIER, 1981 b = P.-A. FÉVRIER, *A propos des troubles de Maurétanie (villes et conflits du IIIe s.)*, «ZPE», XLIII, 1981, pp. 143-148, cfr. *AE* 1982, 966.

FISHWICK, 1978 = D. FISHWICK, *Die Einrichtung des provinizialen Kaiserkults im römischen Mauretanien*, in *Römischen Kaiserkult* (ed. A. WLOSOK), Darmstadt 1978, pp. 459-481.

FORNI, 1982 = G. FORNI, *Epigraphica, I*, «Annali della Facoltà di Lettere e Filosofia, Università di Macerata», XV, 1982, pp. 693-705, cfr. *AE* 1983, 981.

FORNI, 1983 = G. FORNI, *La dedica sacra a Giove Dolicheno da Lambaesis (CIL VIII 2625 cf. 18098)*, «MEFRA», XCV, 2, 1983, pp. 757-760, cfr. *AE* 1983, 981.

FORSSMAN, 1975 = B. FORSSMAN, *Zur* Tabula Banasitana, «Ant. Afr.», IX, 1975, pp. 157-158.

FRÉZOULS, 1980 = E. FRÉZOULS, *Rome et la Maurétanie Tingitane: un constat d'échec?*, «Ant.Afr.», XVI, 1980, pp. 65-93, cfr. *AE* 1981, 999.

FRÉZOULS, 1981 = E. FRÉZOULS, *La résistance armée en Maurétanie de l'annexion à l'époque sévérienne. Un essai d'appréciation*, «CT», XXIX, 117-118, 1981, pp. 41-69.

GASCOU, 1974 a = J. GASCOU, *Note sur l'évolution du statut juridique de Tanger entre 38 avant J.-C. et le règne de Claude*, «Ant. Afr.», VIII, 1974, pp. 67-71, cfr. *AE* 1973, 656 e 1975, 955.

GASCOU, 1974 b = J. GASCOU, M. Licinius Crassus Frugi, *légat de Claude en Maurétanie,* in *Mélanges de philosophie, de littérature et d'histoire ancienne offerts à P. Boyancé* (Collection École Française de Rome, 22), Roma 1974, pp. 299-310.

GASCOU, 1978 = J. GASCOU, *La succession des* bona vacantia *et les tribus romaines de Volubilis,* «Ant. Afr.», XII, 1978, pp. 109-124, cfr. *AE* 1978, 897.

GASCOU, 1979 = J. GASCOU, *L'emploi du terme* respublica *dans l'épigraphie latine d'Afrique,* «MEFRA», XCI, 1, 1979, pp. 383-398, cfr. *AE* 1979, 637.

GASCOU, 1981 = J. GASCOU, *Tendances de la politique municipale de Claude en Maurétanie,* «Ktèma», VI, 1981, pp. 227-238, cfr. *AE* 1982, 964 e 1983, 982.

GASCOU, 1982 a = J. GASCOU, *La politique municipale de Rome en Afrique du Nord,* in *ANRW,* II, 10, 2, 1982, pp. 136-320 (I, *De la mort d'Auguste au début du IIIe siècle,* pp. 136-229; II, *Après la mort de Septime-Sévère,* pp. 230-320), cfr. *AE* 1982, 918.

GASCOU, 1982 b = J. GASCOU, *Inscriptions antiques du Maroc. 2. Inscriptions latines,* recueillies et préparées par M. EUZENNAT e J. MARION, publiées par J. GASCOU avec le concours de Y. DE KISCH (Études d'antiquités africaines), Parigi 1982, cfr. *AE* 1982, 991-992.

GEBBIA, 1986 = CL. GEBBIA, *Le comunità giudaiche nell'Africa romana antica e tardo antica,* in *L'Africa romana,* III (*Sassari 1985*), Sassari 1986, pp. 101-112.

GIL, 1978-79 = J. GIL, *Relaciones de Africa e Hispania en la antigüedad tardía,* «Ce.R. D.A.C. - Atti», X, 1978-79, pp. 41-62.

GOZALBES, 1978 = E. GOZALBES, *Propriedad territorial y luchas sociales en la Tingitana durante el Bajo Imperio,* «Memorias de Historia Antigua», II, 1978, pp. 125-130.

GOZALBES, 1981 = E. GONZALBES (sic), *El culto indígena a los reyes en Mauritania Tingitana. Surgimiento y pervivencia,* in *Paganismo y cristianismo en el occidente del imperio romano,* «Memorias de Historia Antigua», V, 1981, pp. 153-164.

GOZALBES CRAVIOTO, 1976 = E. GOZALBES CRAVIOTO, *Notas sobre las invasiones de Bereberes en la Betica en epoca de Marco Aurelio,* «Cuadernos de la Biblioteca Española de Tetuán», XIII-XIV, 1976, pp. 217-248.

GOZALBES CRAVIOTO, 1979 a = E. GOZALBES CRAVIOTO, *Consideraciones sobre la Esclavitud en las provincias romanas de Mauretania,* «CT», XXVII, 107-108, 1979, pp. 35-67.

GOZALBES CRAVIOTO, 1979 b = E. GOZALBES CRAVIOTO, *Los judios en Mauritania Tingitana,* «St. Magr.», XI, 1979, pp. 133-166.

GOZALBES CRAVIOTO, 1980 = E. GOZALBES CRAVIOTO, *Atlas arqueologico del Rif,* «Cuadernos de la Biblioteca Española de Tetuán», XXI-XXII, 1980, pp. 7-66.

GOZALBES CRAVIOTO, 1981 = E. GOZALBES CRAVIOTO, *El cristianismo en Mauritania Tingitana,* «Cuadernos de la Biblioteca Española de Tetuán», XXIII-XXIV, 1981, pp. 279-309.

GUÉRY, 1980 = R. GUÉRY, *L'importation de la* terra sigillata *gauloise en Afrique,* «Rei Cretariae Romanae Fautorum, Acta», XXI-XXII, 1980 (1982), pp. 63-70.

HASSAR-BENSLIMANE, 1976 = J. HASSAR-BENSLIMANE, *L'archéologie marocaine de 1973 à 1975,* «BAM», X, 1976, pp. 243-252.

HASSAR-BENSLIMANE, TOURI, 1984 = J. HASSAR-BENSLIMANE, A. TOURI, *La recherche archéologique au Maroc. État présent et perspectives d'avenir,* in *Actes du IIe Colloque euro-africain. Le passé du Sahara et des zones limitrophes des Garamantes au Moyen Age (Paris, 15-16 décembre 1983),* «L'Universo», LXIV, 5, 1984, pp. 178-184 e 203.

HESNARD, LENOIR, 1983 = A. HESNARD, M. LENOIR, *Les négociants italiens en Maurétanie avant l'annexion (résumé)*, in *IIe Colloque international sur l'histoire et l'archéologie de l'Afrique du Nord, Grenoble 5-9 Avril 1983*, «BCTH», XIX, B, 1983 [1985], pp. 49-51.

IFIE, 1976 = J.E. IFIE, *The Romano-African Municipal Aristocracy and the Imperial Government under the Principate*, «Mus. Afr.», V, 1976, pp. 36-58.

IKURITE, 1973 = G.I. IKURITE, *Notes on Mortality in Roman Africa*, «Mus. Afr.», II, 1973, pp. 59-68.

IRMSCHER, 1986 = J. IRMSCHER, *Prosopografia africana: problemi, lavori in atto, programmi*, in *L'Africa romana*, III (*Sassari 1985*), Sassari 1986, pp. 287-294.

JACQUES, 1982 = F. JACQUES, *Les curateurs des cités africaines au IIIe siècle*, in *ANRW*, II, 10, 2, 1982, pp. 62-135, cfr. *AE* 1982, 918.

JODIN, 1968-72 = A. JODIN, *Un fragment de borne milliaire à Volubilis*, «BAM», VIII, 1968-72 [1975], pp. 229-237.

JODIN, 1974 = A. JODIN, *Banasa et le* limes *méridional de la Maurétanie Tingitane*, in *Actes du 95e Congrès national des Sociétés Savantes, Reims 1970* (Section d'archéologie et d'histoire de l'art), Parigi 1974, pp. 33-42.

KILDAHL, 1979 = P.A. KILDHAL, *Roman Roads in North Africa*, in *Studies in Honor of Tom B. Jones*, Neuchirchen 1979, pp. 257-275.

KOLENDO, 1976 = J. KOLENDO, *Le colonat en Afrique sous le Haut-Empire* (Annales littéraires de l'Université de Besançon, 117), Parigi 1976.

KOTULA, 1975 = T. KOTULA, *Culte provincial et romanisation. Le cas de deux Maurétanies*, «Eos», LIII, 1975, pp. 389-407.

KOTULA, 1981 = T. KOTULA, *Les* Augustales *d'Afrique*, «BCTH», XVII, B, 1981 [1984], pp. 345-358.

KOTULA, 1983 = T. KOTULA, (Recensione ad *IAMar., lat.*), «Epigraphica», XLV, 1983, pp. 260-263.

LANCEL, 1981 = S. LANCEL, *La fin et la survie de la latinité en Afrique du Nord. État des questions*, «Revue des études latines», LIX, 1981, pp. 269-297.

LASSÈRE, 1977 = J.-M. LASSÈRE, Ubique populus. *Peuplement et mouvements de population dans l'Afrique romaine de la chute de Carthage à la fin de la dynastie des Sévères (146 a.C. - 235 p.C.)* (Études d'antiquités africaines), Parigi 1977.

LASSÈRE, 1979 = J.-M. LASSÈRE, *Rome et le «sous-développement» de l'Afrique*, «REA», LXXXI, 1979, pp. 67-104.

LASSÈRE, 1982 = J.-M. LASSÈRE, *L'organisation des contacts de population dans l'Afrique romaine sous la République et au Haut-Empire*, in *ANRW*, II, 10, 2, 1982, pp. 397-426.

LAUBENHEIMER, 1979 = F. LAUBENHEIMER, *La collection de céramiques sigillées gallo-romaines estampillées du Musée de Rabat*, «Ant. Afr.», XIII, 1979, pp. 99-225.

LAUBENHEIMER-LEENHARDT, 1968-72 = F. LAUBENHEIMER-LEENHARDT, *Bibliographie d'archéologie marocaine, 1961-1970*, «BAM», VIII, 1968-72 [1975], pp. 249-277.

LAW, 1978 = R.C.C. LAW, *North Africa in the Hellenistic and Roman Periods, 323 B.C. to A.D. 305*, in *The Cambridge History of Africa* (edita da J.D. FAGE), II, *From c. 500 B.C. to A.D. 1050*, Cambridge 1978, pp. 148-209.

LE BOHEC, 1979 = Y. LE BOHEC, *Archéologie militaire de l'Afrique du Nord. Bibliographie analytique 1913-1977*, «CGRAR», II, 1979.

LE BOHEC, 1981 a = Y. LE BOHEC, *Inscriptions juives et judaïsantes de l'Afrique romaine,* «Ant. Afr.», XVII, 1981, pp. 165-207, cfr. *AE* 1981, 861.

LE BOHEC, 1981 b = Y. LE BOHEC, *Juifs et judaïsants dans l'Afrique romaine. Remarques onomastiques,* «Ant. Afr.», XVII, 1981, pp. 209-229, cfr. *AE* 1981, 861.

LE BOHEC, 1985 = Y. LE BOHEC, *Les sources archéologiques du judaïsme africain sous l'empire romain,* in *Juifs et judaïsme en Afrique du Nord dans l'antiquité et le haut moyen-age. Actes du Colloque international du Centre de recherches et d'études juives et hébraiques et du Groupe de recherches sur l'Afrique antique (Montpellier 26-27 Septembre 1983),* Montpellier 1985, pp. 13-47.

LE GLAY, 1973 = M. LE GLAY, *Recherches et découvertes épigraphiques dans l'Afrique romaine depuis 1962,* in *Akten des VI. internationalen Kongresses für griechische und lateinische Epigraphik, München 1972,* München 1973, p. 508.

LE GLAY, 1974 = M. LE GLAY, *Recherches et découvertes épigraphiques dans l'Afrique romaine depuis 1962,* «Chiron», IV, 1974, pp. 629-646.

LE GLAY, 1982 = M. LE GLAY, *Senateurs de Numidie et des Mauretanies,* in *Epigrafia e ordine senatorio,* II (= *Tituli,* V), Roma 1982, pp. 755-781.

LE GLAY, 1984 = M. LE GLAY, *Les religions de l'Afrique romaine au IIe siècle d'après Apulée et les inscriptions,* in *L'Africa romana,* I (*Sassari 1983*), Sassari 1984, pp. 47-61.

LENOIR E., 1983-84 = E. LENOIR, *Volubilis des Baquates aux Rabedis: une histoire sans paroles?,* «BAM», XV, 1983-84 [1986], pp. 299-309.

LENOIR E., 1986 = E. LENOIR, *Les thermes du Nord à Volubilis: recherches sur l'époque flavienne au Maroc,* Thèse de doctorat, dattiloscritta, Parigi 1986.

LENOIR M., 1983-84 a = M. LENOIR, *Diplômes militaires inédits de Volubilis,* «BAM», XV, 1983-84 [1986], pp. 213-224.

LENOIR M., 1983-84 b = M. LENOIR, *Pour un* Corpus *des inscriptions latines du Maroc,* «BAM», XV, 1983-84 [1986], pp. 225-280.

LENOIR M., 1986 = M. LENOIR, Aulisua, *dieu maure de la fécondité,* in *L'Africa romana,* III (*Sassari 1985*), Sassari 1986, pp. 295-302.

LENOIR M., 1987 = M. LENOIR, *Ab eo XXV in ora oceani colonia Augusti Iulia Constantia Zilil,* in *L'Africa romana,* IV (*Sassari 1986*), Sassari 1987, pp. 435-446.

LEPELLEY, 1974 = CL. LEPELLEY, *La préfecture de tribu dans l'Afrique du Bas-Empire,* in *Mélanges d'histoire ancienne offerts à W. Seston,* Parigi 1974, pp. 285-295.

LE ROUX, 1982 = P. LE ROUX, *L'armée romaine et l'organisation des provinces ibériques d'Auguste à l'invasion de 409,* Parigi 1982, cfr. *AE* 1980, 995.

LIEBS, 1976 = D. LIEBS, *Nachrichen aus Banasa über Taruttienus Paternus und Cervidius Scaevola,* «Zeitschrift der Savigny-Stiftung, Romanistische Abteilung», XCIII, 1976, pp. 291-297.

LIFSHITZ, 1974 = B. LIFSHITZ, Varia epigraphica, VIII. *Une inscription bilingue des environs de Hébron,* «Epigraphica», XXXVI, 1974, pp. 98-100.

LJUBENOVA, 1979 = V. LJUBENOVA, *Diplôme militaire romain de Pernik* (in bulgaro, con riassunto in francese), «Arkheologija (Sofia)», XXI, 4, 1979, pp. 41-44, cfr. *AE* 1979, 553 e 1980, 995.

MACKENDRICK, 1980 = P. MACKENDRICK, *The North African Stones speak,* London 1980.

MACKIE, 1983 = N.K. MACKIE, *Augustan Colonies in Mauretania,* «Historia», XXXII, 3, 1983, pp. 332-358.

MAGIONCALDA, 1985 = A. MAGIONCALDA, *Epigrafia giuridica greca e romana (XIII) (1978-81)*, supplemento a «Studia et Documenta Historiae et Iuris», LI, 1985 [1987].

MAGIONCALDA, 1987 = A. MAGIONCALDA, *I procuratori delle Mauretanie*, in *L'Africa romana*, IV (*Sassari 1986*), Sassari 1987, pp. 685 sgg.

MANDOUZE, 1982 = A. MANDOUZE et alii, *Prosopographie de l'Afrique chrétienne (303-533)*, in *Prosopographie chrétienne du Bas-Empire (PCBE)*, I, Parigi 1982.

MARION, 1976 = J. MARION, *Inscriptions sur objets métalliques en Maurétanie Tingitane*, «Ant. Afr.», X, 1976, pp. 93-105, cfr. *AE* 1976, 783-792.

MASTINO, 1984 = A. MASTINO, *La ricerca epigrafica in Tunisia (1973-1983)*, in *L'Africa romana*, I (*Sassari 1983*), Sassari 1984, pp. 73-128.

MASTINO, 1985 = A. MASTINO, *Le relazioni tra Africa e Sardegna in età romana: inventario preliminare*, in *L'Africa romana*, II (*Sassari 1984*), Sassari 1985, pp. 27-91.

MASTINO, 1986 = A. MASTINO, *La ricerca epigrafica in Algeria (1973-1985)*, in *L'Africa romana*, III (*Sassari 1985*), Sassari 1986, pp. 113-166.

MAYET, 1978 = F. MAYET, *Marques d'amphores de Maurétanie Tingitane (Banasa, Thamusida, Volubilis)*, «MEFRA», XC, 1, 1978, pp. 357-406.

MORESTIN, 1980 = H. MORESTIN, *Le temple B de Volubilis* (Études d'antiquités africaines), Parigi 1980.

MOULAY RACHID, 1979 = EL M. MOULAY RACHID, *Le Maroc septentrional selon Claude Ptolémée*, «Revue de Géographie du Maroc», III, 1979, pp. 53-58.

OLIVER, 1976 = J.H. OLIVER, *A Parallel for the* Tabula Banasitana, «American Journal of Philology», XCVII, 1976, pp. 370-372.

PAVIS D'ESCURAC, 1975-76 = H. PAVIS D'ESCURAC, *La* Magna Mater *en Afrique*, «BAA», VI, 1975-76, pp. 223-242, cfr. AE 1980, 902.

PAVIS D'ESCURAC, 1982 = H. PAVIS D'ESCURAC, *Les méthodes de l'impérialisme romain en Maurétanie de 33 avant J.-C. à 40 après J.-C.*, «Ktèma», VII, 1982, pp. 221-233.

PFLAUM, 1972 = H.G. PFLAUM, *Des suggestions à propos de plusieurs textes de Maurétanie Sitifienne*, «BSAF», 1972 [1974], pp. 167-169.

PFLAUM, 1973 = H.G. PFLAUM, *La romanisation de l'Afrique*, in *Akten des VI. internationalen Kongresses für griechische und lateinische Epigraphik, München 1972*, München 1973, pp. 55-68.

PFLAUM, 1976 = H.G. PFLAUM, *Les flamines de l'Afrique romaine*, «Athenaeum», LIV, 1976, pp. 152-163; ora anche in *Afrique romaine*. Scripta varia, I, Parigi 1978, pp. 393-404.

PFLAUM, 1978 = H.G. PFLAUM, *Afrique romaine*. Scripta varia, I, Parigi 1978.

PFLAUM 1982 = H.G. PFLAUM, *Les carrières procuratoriennes équestres sous le Haut-Empire romain. Supplément*, Parigi 1982.

PICARD, 1975 = G. CH. PICARD, *Observations sur la condition des populations rurales dans l'Empire romain, en Gaule et en Afrique*, in *ANRW*, II, 3, 1975, pp. 98-111.

PIGANIOL, 1973 = A. PIGANIOL, *Sur une inscription de Petitjean (Maroc)*, «BCTH», 1943-45, pp. 234-236 ora in *Scripta varia*, III, *L'Empire*, Bruxelles 1973, pp. 177-178.

PIKHAUS, 1981 = D. PIKHAUS, *Les origines sociales de la poésie épigraphique latine: L'exemple des provinces nord-africaines*, «L'antiquité classique», L, 1981, pp. 637-654.

PIKHAUS, 1987 = D. PIKHAUS, *Literary Activity in the Provinces: the* carmina epigraphica *from Roman Africa (Ist-VIth Century)*, «Euphrosyne», XV, 1987, pp. 171-194.

PONSICH, 1975 = M. PONSICH, *Pérennité des relations dans le circuit du Détroit de Gibraltar,* in *ANRW,* II, 3, 1975, pp. 655-684.

PONSICH, 1976 = M. PONSICH, *Le temple dit de Saturne à Volubilis,* «BAM», X, 1976, pp. 131-144.

PONSICH, 1979 = M. PONSICH, *Le téâtre-amphithéâtre de Lixus (Maroc). Note préliminaire,* «Revista de la Universidad Complutense» (Homenaje a García Bellido, IV), [X]XVIII, 118, 1979, pp. 297-323.

PONSICH, 1981 = M. PONSICH, *Lixus: le quartier des temples (étude preliminaire)* (Études et travaux d'archéologie marocaine, 9), Rabat 1981.

PONSICH, 1982 a = M. PONSICH, *Tanger antique,* in *ANRW,* II, 10, 2, 1982, pp. 787-816.

PONSICH, 1982 b = M. PONSICH, *Lixus: informations archéologiques,* in *ANRW,* II, 10, 2, 1982, pp. 817-849.

PONSICH, 1983-84 = M. PONSICH, *La céramique arétine dans le nord de la Maurétanie Tingitane,* «BAM», XV, 1983-84 [1986], pp. 139-211.

POSAC MON, 1981 = C. POSAC MON, *Lucernas de Ceuta,* «Ant. Afr.», XVII, 1981, pp. 85-92.

RAMIREZ SADABA, 1981 = J.L. RAMIREZ SADABA, *Gastos suntuarios y recursos económicos de los grupos sociales del Africa romana* (Estudios de Historia Antigua, 3), Oviedo 1981.

REBUFFAT, 1968-72 = R. REBUFFAT, *Les fouilles de Thamusida et leur contribution à l'histoire du Maroc,* «BAM», VIII, 1968-72 [1975], pp. 51-65.

REBUFFAT, 1971-74 = R. REBUFFAT, *L'*ascia *de l'épitaphe de* Sextus Iulius Iulianus, «BAA», V, 1971-74 [1976], pp. 195-206.

REBUFFAT, 1972-73 = R. REBUFFAT, *L'arrivée des Romains à Bu Njem,* Notes et documents, V, «Libya antiqua», IX-X, 1972-73, pp. 121-136.

REBUFFAT, 1973-75 = R. REBUFFAT, (e non R. THOUVENOT), *Au delà des camps romains,* «BAM», IX, 1973-75, pp. 377-408.

REBUFFAT, 1974 a = R. REBUFFAT, *Enceintes urbaines et insécurité en Maurétanie Tingitane,* «MEFR», LXXXVI, 1, 1974, pp. 501-522.

REBUFFAT, 1974 b = R. REBUFFAT, *Vestiges antiques sur la côte occidentale de l'Afrique au Sud de Rabat,* «Ant. Afr.», VIII, 1974, pp. 25-49.

REBUFFAT, 1974 c = R. REBUFFAT, *Les Baniures. Un nouveau document sur la géographie ancienne de la Maurétanie Tingitane,* in *Littérature gréco-romaine et géographie historique. Mélanges offerts à R. Dion* (Caesarodunum, 9 bis), Parigi 1974, pp. 451-463, cfr. *AE* 1974, 727.

REBUFFAT, 1976 = R. REBUFFAT, *Inscriptions militaires au Génie du lieu d'Aïn Schkour et de Sidi Moussa Bou Fri,* «BAM», X, 1976, pp. 151-160.

REBUFFAT, 1977 = R. REBUFFAT, *Thamusida. Fouilles du Service des antiquités du Maroc,* III (con la collaborazione di J. MARION) (MEFR, suppléments 2, 3), Roma 1977.

REBUFFAT, 1979 = R. REBUFFAT, *La frontière romaine en Afrique: Tripolitaine et Tingitane,* «Ktèma», IV, 1979, pp. 225-247.

REBUFFAT, 1979-80 = R. REBUFFAT, *Le fossé romain de Sala,* «BAM», XII, 1979-80 [1982], pp. 237-260.

REBUFFAT, 1981 = R. REBUFFAT, *L'ouvrage linéaire romain de Rabat (Maroc),* in *Actes du Colloque «Frontières en Gaule»,* «Caesarodunum», XVI, 1981, pp. 210-222.

REBUFFAT, 1982 = R. REBUFFAT, *Au-delà des camps romains d'Afrique mineure: renseignement, contrôle, pénétration,* in *ANRW,* II, 10, 2, 1982, pp. 474-513.

REBUFFAT, 1985 = R. REBUFFAT, *A propos du quartier des temples de Lixus,* «Revue archéologique», 1985, pp. 123-128.

REBUFFAT, 1986 = R. REBUFFAT, *Recherches sur le bassin du Sebou,* «CRAI», 1986, pp. 633-661.

REBUFFAT, 1987 = R. REBUFFAT, *L'implantation militaire romaine en Maurétanie Tingitane,* in *L'Africa romana,* IV (*Sassari 1986*), Sassari 1987, pp. 31-78.

REBUFFAT, GABARD, LE BOHEC, 1980 = R. REBUFFAT, I. GABARD, Y. LE BOHEC, *Bibliographie de l'Afrique du Nord antique. Périodiques et séries* (Bibliothèque de l'École Normale Supérieure. Guides et inventaries bibliographiques, I), Parigi 1980.

ROMANELLI, 1974 = P. ROMANELLI, *Le condizioni giuridiche del suolo in Africa,* in *Atti del Convegno internazionale sul tema «I diritti locali nelle province romane con particolare riguardo alle condizioni giuridiche del suolo (Roma, 26-28 ottobre 1971)* (Accademia Naz. Lincei, Quaderno 194, Problemi attuali di scienza e cultura), Roma 1974, pp. 171-215; ora anche in *In Africa e a Roma.* Scripta minora selecta, Roma 1981, pp. 319-363.

ROMANELLI, 1981 = P. ROMANELLI, *In Africa e a Roma.* Scripta minora selecta, Roma 1981.

ROMANELLI, 1981-82 = P. ROMANELLI, *Roma e gli Africani,* «Memorie della Classe di Scienze Morali e Storiche dell'Accademia dei Lincei», XXV, 1981-82, pp. 245-282.

ROXAN, 1973 = M. ROXAN, *The* auxilia *of Mauretania Tingitana* «Latomus», XXXII, 1973, pp. 838-855.

ROXAN, 1978 = M. ROXAN, *Roman Military Diplomas, 1954-1977,* Londra 1978, cfr. *AE* 1980, 992, 994 e 996.

ROXAN, 1981 = M. ROXAN, *The Distribution of Roman Military Diplomas,* «ES», XII, 1981, pp. 265-286.

ROXAN, 1986 = M. ROXAN, *Roman Military* Diplomata *and Topography,* in *Studien zu den Militärgrenzen Roms, III, Vorträge des 13. internationaler Limeskongresses, Aalen 1983,* Stuttgart 1986, pp. 768-778.

RUPRECHTSBERGER, 1981 = E.M. RUPRECHTSBERGER, *Verbindung zwischen Nordafrika und dem nördlichen Greuzgebiet von Noricum und Pannonien,* «Mitteilungen der Gesellschaft der Freunde Carnuntums», 1981, 1, pp. 10-30.

SALOMIES, 1983 = O. SALOMIES, (Recensione ad *IAMar., lat.*), «Arctos», XVII, 1983, pp. 163-167.

SANTOS YANGUAS, 1979 = N. SANTOS YANGUAS, *La resistencia de las poblaciones indigenas norteafricanas a la romanización en la segunda mitad del siglo IV d.C.,* «Hispania», XXXIX, 142, 1979, pp. 257-300.

SARTRE, 1975 = M. SARTRE, *Sur quelques noms sémitiques relevés en Maurétanie Tingitane,* «Ant. Afr.», IX, 1975, pp. 153-156, cfr. *AE* 1975, 954.

ŠAŠEL, 1983 a = J. SASEL, *Zu* T. Varius Clemens *aus Celeia,* «ZPE», LI, 1983, pp. 295-300.

ŠAŠEL, 1983 b = J. SASEL, [ ]arius [ ]iscus Celeiensis, «ZPE», LII, 1983, pp. 175-182.

SCHILLER, 1975 = A.A. SCHILLER, *The Diplomatics of the* Tabula Banasitana, in *Festschrift für E. Seidl zum 70. Geburtstag* (H. HÜBNER, E. KLINGMÜLLER, A. WACKE editori), Köln 1975, pp. 143-160.

SCHILLINGER-HÄFELE, 1974 = U. SCHILLINGER-HÄFELE, *Die Deduktion von Veteranen nach Aventicum. Ein Beitrag zur Geschichte der Kolonisation der frühen Kaiserzeit,* «Chiron», IV, 1974, pp. 441-449.

SCHILLINGER-HÄFELE, 1977 = U. SCHILLINGER-HÄFELE, *Der Urheber der Tafel von Banasa,* «Chiron», VII, 1977, pp. 323-331.

SCHMITT, 1973 = P. SCHMITT, *Le Maroc d'après la «Géographie» de Claude Ptolémée* (Centre de Recherches A. Piganiol), tesi dattiloscritta, Tours 1973.

SCHMITT, 1977-78 = P. SCHMITT, *La plus ancienne carte géographique du Maroc,* «BAM», XI, 1977-78, pp. 79-90.

SESTON, 1971 = W. SESTON, *Remarques prosopographiques autour de la* Tabula Banasitana, «BCTH», VII, 1971 [1973], pp. 323-331, cfr. *AE* 1971, 534 e 1973, 657.

SESTON, 1973 = W. SESTON, *La carrière de* T. Flavius Piso, *préfet d'Égypte,* «Chronique d'Égypte», XLVIII, 1973, pp. 152-156.

SHAW, 1981 = B.D. SHAW, *The Elder Pliny's African Geography,* «Historia», XXX, 1981, pp. 424-471.

SHERWIN-WHITE, 1973 a = A.N. SHERWIN-WHITE, *The* Tabula *of Banasa and the* Constitutio Antoniniana, «JRS», LXIII, 1973, pp. 86-98.

SHERWIN-WHITE, 1973 b = A.N. SHERWIN-WHITE, *The Roman Citizenship,* Oxford 1973².

SIGMAN, 1976 = M. C. SIGMAN, *The Role of the indigenous Tribes in the Roman Occupation of Mauritania Tingitana* (Univ. Microf. intern.), Ann Arbor 1976.

SIGMAN, 1977 = M.C. SIGMAN, *The Romans and the indigenous Tribes of Mauritania Tingitana,* «Historia», XXVI, 1977, pp. 415-439, cfr. *AE* 1981, 999.

SMEESTERS, 1977 = J. SMEESTERS, *Les* Tungri *dans l'armée romaine. Etat actuel de nos connaissances,* in *Studien zu den Militärgrenzen Roms,* II, *Vorträge des 10. Internationalen Limeskongresses in der* Germania Inferior *(1974),* Köln 1977, pp. 175-186.

SOUVILLE, 1974-75 = G. SOUVILLE, *L'atlas archéologique du Maroc: état des recherches et des publications,* «BCTH», X-XI, B, 1974-75 [1978], pp. 99-102.

SPEIDEL, 1973 a = M.P. SPEIDEL, Numerus Syrorum Malvensium. *The transfer of a Dacian Army Unit to Mauretania and its implications,* «Dacia», XVII, 1973, pp. 169-177; ora anche in *Roman Army Studies,* I, Amsterdam 1984, pp. 149-160.

SPEIDEL, 1973 b = M.P. SPEIDEL, *Malva and Dacia Malvensis Located through the Discovery of a* Numerus Syrorum Malvensium *in Mauretania,* in *Akten des VI. internationalen Kongresses für grieschische und lateinische Epigraphik, München 1972,* München 1973, pp. 545-547.

SPEIDEL, 1977 a = M.P. SPEIDEL, *Pannonian Troops in the Moorish War of Antoninus Pius,* in *Akten des XI. internationalen Limeskongresses (Székesfehérvár, 30.8-6.9.1976),* Budapest 1977, pp. 129-135; ora anche in *Roman Army Studies,* I, Amsterdam 1984, pp. 211-215.

SPEIDEL, 1977 b = M.P. SPEIDEL, *A thousand Tracian Recruits for Mauretania Tingitana,* «Ant. Afr.», XI, 1977, pp. 167-173; ora anche in *Roman Army Studies,* I, Amsterdam 1984, pp. 341-347, cfr. *AE* 1977, 864.

SPEIDEL, 1979 = M.P. SPEIDEL, *1000 Recruits for Mauretania Tingitana. A Note on the Tombstone of* Sex. Julius Julianus *(CIL VIII 9381),* «Revista de la Universidad Complutense» (Homenaje a García Bellido, IV), [X]XVIII, 118, 1979, pp. 351-358.

SPEIDEL, 1984 = M.P. SPEIDEL, *Roman Army Studies,* I, Amsterdam 1984.

SUDER, 1981 = W. SUDER, *Le città dell'Africa romana: mortalità,* «BCTH», XVII, B, 1981 [1984], pp. 225-233.

SUDER, 1983 = W. SUDER, *La demografia dell'Africa romana. Rassegna delle ricerche e della bibliografia,* «BCTH», XIX, B, 1983 [1985], pp. 505-510.

THOMASSON, 1973 = B.E. THOMASSON, *Mauretania. Die Statthalter der Prinzipatsepoche,* in *RE,* Suppl. XIII, 1973, cc. 313-316.

THOMASSON, 1980 = B. THOMAE (= B.E. THOMASSON), *Laterculi praesidum,* II. *Tabulae synchronae,* fasc. 3, Arlöw 1980.

THOMASSON, 1982 = B.E. THOMASSON, *Zur Verwaltungsgeschichte der römischen Provinzen Nordafrikas (*Proconsularis, Numidia, Mauretaniae*),* in *ANRW,* II, 10, 2, 1982, pp. 3-61.

THOMASSON, 1984 = B.E. THOMASSON, *Laterculi praesidum,* Göteborg 1984, cc. 419-424.

THOUVENOT, 1968-72 a = R. THOUVENOT, *Deux commerçants de Volubilis dans le Norique,* «BAM», VIII, 1968-72 [1975], pp. 217-219.

THOUVENOT, 1968-72 b = R. THOUVENOT, *Un oracle d'Apollon de Claros à Volubilis,* «BAM», VIII, 1968-72 [1975], pp. 221-227, cfr. *AE* 1976, 782.

THOUVENOT, 1972 = R. THOUVENOT, *Deux commerçants volubilitains dans le Norique,* «BCTH», VIII, 1972 [1975], pp. 27-31.

THOUVENOT, 1973-75 = R. THOUVENOT, *La maison à la* Disciplina *à Volubilis,* «BAM», IX, 1973-75, pp. 329-357.

THOUVENOT, 1976-78 = R. THOUVENOT, *Armand Luquet (1899-1976),* «BCTH», XII-XIV, B, 1976-78 [1980], pp. 7-8.

THOUVENOT, LUQUET, 1977-78 = R. THOUVENOT, A. LUQUET, *La porte du Nord-Est à Volubilis,* «BAM», XI, 1977-78, pp. 91-112.

VOLTERRA, 1974 = E. VOLTERRA, *La* Tabula Banasitana. *A proposito di una recente pubblicazione,* «Bullettino dell'Istituto di Diritto Romano V. Scialoja», LXXVII, 1974, pp. 407-441.

WHITTAKER, 1978 = CH. R. WHITTAKER, *Land and Labour in North Africa,* «Klio», LX, 1978, pp. 331-362.

WILLIAMS, 1975 = W. WILLIAMS, *Formal and Historical Aspects of two new Documents of Marcus Aurelius,* «ZPE», XVII, 1975, pp. 37-78 (2. *The* Tabula Banasitana, pp. 56-78).

WILLIAMS, 1979 = W. WILLIAMS, *Caracalla and the Authorship of Imperial Edicts and Epistles,* «Latomus», XXXVIII, 1979, pp. 67-89.

WOLFF, 1974 = H. WOLFF, *Zu den Bürgerrechtsverleihungen an Kinder von Auxiliaren und Legionaren,* «Chiron», IV, 1974, pp. 479-510.

WOLFF, 1976 = H. WOLFF, *Die* Constitutio Antoniniana *und Papyrus Gissensis 40, 1,* Köln 1976.

YELNITSKY, 1980 = L.A. YELNITSKY, *The Edict of Caracalla on Roman Citizenship and the* Tabula Banasitana (in russo, con riass. in inglese), «Vestnik Drevnej Istorij», CLI, 1980, pp. 162-171.

SOMMARIO

5 AZEDINE BESCHAOUCH, *Presentazione*

9 *Quarto convegno di studi sull'Africa romana. Sassari 12-14 dicembre 1986: Calendario dei lavori*

17 *Elenco dei partecipanti*

21 *Ricordo di Ferruccio Barreca*

23 MANLIO BRIGAGLIA, *Saluto*

25 PASQUALE BRANDIS, *Saluto*

27 GIOVANNI BRIZZI, *Introduzione*

31 RÉNE REBUFFAT, *L'implantation militaire romaine en Maurétanie Tingitane*

79 PATRICK BARRAU, *À propos de l'*officium *du vicaire d'Afrique*

101 GIORGIO BEJOR, *Documentazione epigrafica di complessi statuarii nell'Africa romana: alcuni esempi*

117 MICHELE CATAUDELLA, *Società e diritto nell'Africa romana.* Ius Italicum: *alcune riflessioni*

133 JEHAN DESANGES, *La* Cirta *de Salluste et celle de Fronton*

137 PAOLO DESIDERI, *L'iscrizione del mietitore* (CIL *VIII 11824*)*: un aspetto della cultura mactaritana del III secolo*

151 M'HAMED FANTAR, *Le mythe de Marsyas sur deux nouvelles mosaïques de Tunisie*

167 PAUL-ALBERT FÉVRIER, *Paroles et silences (à propos de l'épigraphie africaine)*

193 MARIA FLORIANI SQUARCIAPINO, *Riflessi di vita locale nei mosaici africani*

201 MARCELLO GAGGIOTTI, *L'importazione del marmo numidico a Roma in epoca tardo-repubblicana*

215 CLARA GEBBIA, Pueros vendere vel locare. *Schiavitú e realtà africana nelle nuove lettere di S. Agostino*

229 TADEUSZ KOTULA, Farexen, famosissimus dux Maurorum

235 YANN LE BOHEC, *Les* «discentes» *de la IIIème Légion Auguste*

253 VITO A. SIRAGO, *Contadini liberi nelle province africane*

267 DOMENICO VERA, *Enfiteusi, colonato e trasformazioni agrarie nell'Africa proconsolare del tardo impero*

295 LIDIANO BACCHIELLI, *Il testamento di C. Cornelio Egriliano ed il coronamento dell'arco di Caracalla a Tebessa*

323 JOHANNES IRMSCHER, *Genesi del* CIL *VIII*: Inscriptiones Africae Latinae

331 JERZY KOLENDO, *Le culte impérial et la faute du lapicide: à propos d'une inscription des environs de* Theveste (ILAlg. *I 3715*)

337 ATTILIO MASTINO, *La ricerca epigrafica in Marocco (1973-1986)*

Volume secondo

385 NOËL DUVAL, *L'épigraphie chrétienne de Sbeitla (*Sufetula*) et son apport historique*

415 LEILA LADJIMI-SEBAÏ, *Un site de la Tunisie centrale*: Aggar?

435 MAURICE LENOIR, Ab eo XXV in ora oceani colonia Augusti Iulia Constantia Zilil

447 AOMAR AKERRAZ, *Nouvelles observations sur l'urbanisme du quartier nord-est de Volubilis*

463 GILBERT-CHARLES PICARD, *Le statut politique de Mactar de Trajan à Marc Aurèle*

471 ANDRÉ LARONDE, *Prêtres d'Apollon à Cyrène au Ier siècle ap. J.C.*

489 LIVIA BIVONA, *La* gens Cassia *tra Africa e Sicilia*

493 MICHEL CHRISTOL, *Gouverneurs de Numidie sous les Sévères:* Q. Cornelius Valens et Sex. Valerius Marcellus

509 GINETTE DI VITA-EVRARD, *Sur les charges africaines des frères* Cn. Domitii Curvii Lucanus et Tullus

531 CESARE LETTA, *La famiglia di Settimio Severo*

547 SILVIO PANCIERA, *Ancora sulla famiglia senatoria «africana» degli* Aradii

573 DANIELE FORABOSCHI, *Mauretania-Sudan: tracce di contatti per un trattato di pace romano-etiope*

579 VASSA KONTORINI, *Influence de Lindos sur le droit sacré de Cyrène: les* suppliants de Cyrène à la lumière d'une inscription inédite de Lindos

581 GIACOMO MANGANARO, Tacfarinas *e la Sicilia (ovvero* L. Apronius *e il santuario ericino)*

587 BERNARD REMY, *La place des sénateurs originaires des provinces d'Afrique dans l'administration des provinces romaines d'Anatolie au Haut-Empire*

597 JEAN-PAUL REY-COQUAIS, *Une double dédicace de Lepcis Magna à Tyr*

603 SIMONETTA ANGIOLILLO, *Modelli africani nella Sardegna di età romana: il mosaico di Santa Filitica a Sorso*

615 MARCELLA BONELLO LAI, *L'indagine demografica e gli edifici di spettacolo in Sardegna: l'anfiteatro di Cagliari ed il teatro di Nora*

633 GIOVANNI TORE, ALFONSO STIGLITZ, *Ricerche archeologiche nel Sinis e nell'Alto Oristanese (continuità e trasformazione nell'Evo Antico)*

659 RAIMONDO ZUCCA, *L'*opus doliare *urbano in Africa ed in* Sardinia

677 BENZINA ZEINEB BEN ABDALLAH, *Une hypothèse sur la datation du proconsulat africain d'*Appius Claudius Iulianus

681 AZEDINE BESCHAOUCH, *A propos de la mosaïque de Smirat*

685 ANDREINA MAGIONCALDA, *I procuratori delle due Mauretanie: un profilo*

000 *Conclusioni:* interventi di Sandro Schipani, René Rebuffat, Maria Floriani Squarciapino

Finito di stampare nel mese di dicembre 1987
presso lo stabilimento della Cooperativa Tipografica «Il Torchietto» s.r.l.
Piazza Pietro Micca - Tel. (079) 788010 Ozieri

Dedicato all'epigrafia ed alla storia delle province romane del Maghreb, il IV Convegno di studi su «L'Africa Romana», si è svolto a Sassari tra il 12 ed il 14 dicembre 1986, con la partecipazione dei più qualificati studiosi italiani e stranieri. I lavori sono stati divisi in cinque sessioni: aspetti generali, istituzionali, storici; nuovi rinvenimenti epigrafici; siti; prosopografia; rapporti con le province non africane e particolarmente con la Sardegna.
«Depuis 1983, et sous les auspices de l'Université de Sassari — scrive Azedine Beschaouch nella presentazione — '*L'Africa Romana*' c'est, en même temps, un séminaire périodique euro-maghrébin et une fête méditerranéenne de l'esprit comme du coeur; mais aussi une marque de l'intérêt renouvelé de l'Italie pour 'l'Africa settentrionale', non moins qu'une illustration éclatante du rôle de la Sardaigne».
E ancora: «Le colloque sarde tout d'abord est dédié à l'histoire de l'Afrique des Romains dans son ensemble. C'est-à-dire, non seulement les provinces africaines classiques — de la Proconsulaire à la Maurétanie Tingitane, mais, également, la Cyrénaïque et l'Égypte. Outre l'avantage de rappeler le bilinguisme officiel de l'Empire, cet élargissement des perspectives permet, tout de même, de corriger ce que peut avoir d'étriquée telle vision du bassin occidental du *mare nostrum*, le plus souvent centrée sur un axe nord-sud... Cependant, comme nous avons la chance de nous réunir, périodiquement, en Sardaigne, Sassari est devenu le lieu privilégié d'une information de première main sur la romanité sarde. Et, d'année en année, nous sommes conduits à mieux connaître l'Antiquité et les antiquités de la Sardaigne, tout autant que ses liens diversifiés avec l'Afrique mineure».
Nel volume compaiono saggi di Akerraz (Volubilis), Angiolillo (Cagliari), Bacchielli (Chieti), Barrau (Marseille), Bejor (Pisa), Ben Abdallah (Cartagine), Beschaouch (Tunisi), Bivona (Palermo), Bollini (Ferrara), Bonello (Cagliari), Brandis (Sassari), Brigaglia (Sassari), Brizzi (Sassari), Cataudella (Firenze), Christol (Parigi), Desanges (Parigi), Desideri (Firenze), Di Vita Evrard (Parigi), Duval (Parigi), Fantar (Tunisi), Février (Aix-en-Provence), Floriani Squarciapino (Roma), Foraboschi (Milano), Gaggiotti (Perugia), Gebbia (Palermo), Irmscher (Berlino), Kolendo (Varsavia), Kontorini (Ioannina), Kotula (Wroclaw), Laronde (Parigi), Le Bohec (Grenoble), Lenoir (Roma), Letta (Pisa), Magioncalda (Genova), Manganaro (Catania), Mastino (Sassari), Panciera (Roma), Picard (Parigi), Rebuffat (Parigi), Remy (Saint Etienne), Rey Coquais (Djion), Sebaï (Tunisi), Sirago (Bari), Stiglitz (Cagliari), Tore (Cagliari), Tronchetti (Cagliari), Vera (Parma), Zucca (Cagliari).

In copertina: Mosaico della caccia nell'anfiteatro, scoperto a Smirat presso Tapso in Tunisia (*AE* 1976, 549). L'iscrizione ricorda le acclamazioni rivolte dalla folla degli spettatori per esaltare la straordinaria generosità di *Magerius*, l'evergete che ha voluto premiare con una somma di 1000 denari, doppia rispetto a quella promessa, i cacciatori vittoriosi sui quattro leopardi *Victor, Crispinus, Romanus* e *Luxurius*. Al combattimento hanno assistito anche Diana e Dioniso, divinità protettrici della sodalità dei *Telegenii*, alla quale appartenevano i quattro *venatores Spittara, Bullarius, Hilarinus* e *Mamertinus*, cfr. A. Beschaouch, «CRAI», 1966, pp. 134-157 e 1985, pp. 454-458.

Pubblicazioni del Dipartimento di Storia dell'Università di Sassari

1. G. Fois, *Storia della Brigata «Sassari»*.
2. A. Castellaccio, *L'amministrazione della giustizia nella Sardegna aragonese.*
3. A. Boninu, M. Le Glay, A. Mastino, Turris Libisonis colonia Iulia.
4. *L'Africa romana. Atti del I convegno di studio, Sassari 1983,* a cura di A. Mastino.
5. *L'Africa romana. Atti del II convegno di studio, Sassari 1984,* a cura di A. Mastino.
6. R. Turtas, *La casa dell'Università. La politica edilizia della Compagnia di Gesù nei decenni di formazione dell'Ateneo Sassarese (1562-1632).*
7. *L'Africa romana. Atti del III convegno di studio, Sassari 1985,* a cura di A. Mastino.
8. *L'Africa romana. Atti del IV convegno di studio, Sassari 1986,* a cura di A. Mastino.

Lire 40.000
(entrambi i volumi)